

Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

Thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques
Spécialité Economie des Transports
Présentée et soutenue publiquement par
Cécile Clément
le 30 mars 2000

Jury : Antoine BAILLY (rapporteur), Professeur à l'Université de Genève Maurice BERNADET, Professeur à l'université Lumière Lyon 2 Gérard CLAISSE (directeur de thèse), Directeur de Recherche à l'ENTPE Philippe GERVAIS - LAMBONY, Maître de conférence à l'université Paris X Xavier GODARD (rapporteur), Directeur de Recherche à l'INRETS Didier PLAT, Docteur Ingénieur en Economie des Transports à l'ENTPE

Table des matières

Remerciements . . .	1
INTRODUCTION GENERALE . . .	3
CHAPITRE 1 : LES RELATIONS HOMMES - ESPACE URBAIN EN QUESTION . . .	9
Section 1 : Espaces et représentations . . .	10
I - Introduction : espaces réels et perceptifs . . .	10
II - les représentations spatiales . . .	13
III - les discours ou le sens des mots . . .	15
IV - les cartes mentales ou le sens des images . . .	20
Section 2 : Représentations et pratique de l'espace . . .	25
I - la mobilité urbaine quotidienne révélatrice des insertions urbaines . . .	25
II - Les représentations spatiales, origines et conséquences des comportements de mobilité . . .	29
Section 3 : l'individu, un être social . . .	34
I - Individus, société et espace . . .	34
II - Quelques facteurs explicatifs dans l'étude des représentations et des pratiques spatiales . . .	38
III - Influence des parcours migratoires . . .	40
Section 4 : Problématique et méthodologie . . .	44
I - Problématique . . .	44
II - Méthodologie . . .	46
CHAPITRE 2 : CONTEXTE DE L'ETUDE . . .	59
section 1 : histoire de ville et histoires de gens . . .	61
I - Les parcours migratoires des Nigériens . . .	61
II - Une histoire de la ville . . .	73
III - Les citadins de Niamey . . .	83
section 2 : Terrain d'étude . . .	89
I - Typologie des quartiers de la ville . . .	89

II - Les chefs de ménages et les épouses de l'enquête-ménages ..	92
III - Les migrants en Occident, les villageois et les Niaméens des entretiens ..	104
CHAPITRE 3 : REPRESENTATIONS ET PRATIQUES SPATIALES DANS LA VILLE DE NIAMEY .	107
Section 1 : Espaces et représentations spatiales ..	107
I - Les villes de Niamey : temps et espaces en representations ..	108
II - Les centres-ville ..	122
III - Les représentations du quartier d'habitation, reflets des insertions sociales ..	126
IV - Conclusion : une première synthèse des representations spatiales ..	144
Section 2 : Un aperçu de la mobilité urbaine quotidienne ..	147
I - Présentation générale de la mobilité quotidienne des citadins de Niamey ..	147
II - Des déplacements rythmés par le travail et la vie quotidienne ..	148
III - Les rythmes journaliers ..	150
IV - Un mode majeur, la marche à pied ..	151
V - Les espaces fréquentés ..	152
VI - Liens entre mobilité quotidienne et representations spatiales : premières pistes ..	156
CHAPITRE 4 : DETERMINANTS SOCIO-ECONOMIQUES DES REPRESENTATIONS ET DES PRATIQUES SPATIALES .	161
Section 1 : La ville des hommes, le quartier des femmes ..	162
I - Des hommes vivant hors de leur quartier ..	162
II - Des espaces féminins plus centrés sur le quartier d'habitation ..	166
Section 2 : Génération, cycle de vie et espaces ..	171
I - Les aînés et le retour sur le quartier ..	172
II - Des femmes dans leur quartier à tout âge ..	178
Section 3 : L'activité professionnelle, une ouverture sur la ville ..	182
I - L'obtention d'une relative indépendance financière par l'activité ..	182
II - Notion de proximité et activité ..	184
III - Avoir une activité, sortir de son quartier ..	186
Section 4 : revenu individuel et ascension sociale ..	189

I - Les riches avec les riches .	190
II - Richesse individuelle et imaginaire spatial . .	191
III - Richesse et individualisme .	193
IV - Des pauvres captifs de leur quartier .	196
V - Des nuances apportées pour les femmes par l'étude des revenus du ménage .	199
VI - Effets de la précarité chez les actifs pauvres .	200
VII - Synthèse .	202
Section 5 : Une typologie des individus hierarchisant ces determinants .	203
CHAPITRE 5 : PARCOURS MIGRATOIRES, Representations et pratiques spatiales .	215
Section 1 : Les parcours migratoires .	216
I - Le lieu de naissance .	216
II - La durée de séjour .	218
III - Les migrations en Occident .	220
IV - Des parcours migratoires plus complexes .	221
Section 2 : Les villageois, des nouveaux citadins .	223
I - " Etre de là ", un avantage social .	223
II - Représentations spatiales et lieu de naissance .	225
III - Mobilité citadine contre mobilité villageoise ? .	229
IV - le lieu de naissance ou l'importance des racines .	232
Section 3 : L'apprentissage de la ville . .	235
I - Typologie des individus et caractéristiques socio-économiques .	235
II - Un enracinement progressif .	236
III - Des pratiques du quartier d'habitation en évolution en fonction de la durée de séjour . .	242
IV - La durée de séjour ou l'apprentissage de la ville .	244
Section 4 : Migrations et reconnaissance sociale . .	247
I - Migrer : une opportunité pour devenir riche . .	247
II - Des références traditionnelles remises en question . .	248
III - Des migrants en Occident qui sortent du quartier d'habitation .	250

IV - Migrer ou se distinguer .	251
Section 5 : Les discours des chefs de ménages à la lumière des parcours migratoires . .	255
I - Une nouvelle typologie en fonction des parcours migratoires . .	255
II - Les cadres supérieurs, migrants en Occident, à Niamey depuis moins de trois ans . .	260
III - Les cadres supérieurs, migrants en Occident, à Niamey depuis plus de trois ans . .	263
IV - Les migrants non cadres supérieurs . .	265
V - Les niaméens non migrants, à Niamey depuis 5 ans et moins . .	267
VI - Les niaméens non migrants, à Niamey depuis plus de 5 ans . .	269
VII - Les villageois non migrants, à Niamey depuis moins de 15 ans . .	270
VIII - Les villageois non migrants, à Niamey depuis 15 ans ou plus . .	272
IX - Types d'insertion et parcours migratoires . .	274
X - Parcours migratoires, connaissance spatiale et reconnaissance sociale . .	275
CONCLUSION .	279
ANNEXES .	285
ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN DE LA PHASE I . .	285
Guide 1 : les Niaméens . .	286
Guide 2 : les villageois . .	287
Guide 3 : les migrants en Occident . .	288
ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN DE LA PHASE II . .	290
ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE MENAGES NIAMEY 1996 . .	293
Enquête-ménage à Niamey 1996 Fiche Ménage M . .	293
Caractéristiques de l'habitat . .	293
Style de vie . .	295
EQUIPEMENT TRANSPORT . .	296
DEPLACEMENTS DE LA VEILLE . .	297
Enquête-ménage à Niamey 1996 Fiche Individu I-1 . .	298
CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES . .	299
CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES . .	300

parcours migratoire - Uniquement pour les chefs de ménage et leurs épouses .	302
STYLE DE VIE . .	303
ATTITUDES VIS A VIS DE LA VILLE .	304
RESEAUX DE SOCIABILITE .	305
EQUIPEMENTS DE TRANSPORTS . .	307
ATTITUDES VIS-A-VIS DES MODES DE TRANSPORTS .	308
ACTIVITES PRATIQUEES ET HABITUDES DE MOBILITE . .	309
ANNEXE 4 : REVENU INDIVIDUEL ET REVENU DU MENAGE . .	311
I - Les revenus individuels . .	312
II - Les revenus du ménage . .	312
II - 1 : Deux hypothèses importantes . .	312
II - 2 : Construction d'une typologie de niveaux de revenus des ménages .	313
ANNEXE 5 : ANALYSE DES DISCOURS RELATIFS A LA VILLE DE NIAMEY .	315
ANNEXE 6 : ANALYSE DES DISCOURS RELATIFS AU QUARTIER D'HABITATION . .	318
ANNEXE 7 : DUREES DE SEJOUR A NIAMEY ET DUREES DE SEJOUR DANS LE QUARTIER D'HABITATION .	320
ANNEXE 8 : TYPOLOGIE DES INDIVIDUS CARACTERISTIQUES DES PARCOURS MIGRATOIRES . .	321
ANNEXE 9 : LES CARTES MENTALES DES MIGRANTS EN OCCIDENT .	324
I - Composition des cartes mentales . .	325
I - 1 : Les quartiers . .	325
I - 2 : Les zones . .	326
I - 3 : Les repères . .	326
I - 4 : Les voies et carrefours . .	327
II - Cartes de la ville . .	328
II - 1 : Cartes séquentielles .	328
II - 2 : Cartes spatiales . .	331
III - Cartes du quartier d'habitation .	334
III - 1 : Cartes extérieures .	334
III - 2 : Cartes intérieures en réseau .	336

III - 3 : Cartes intérieures en noeud . .	337
IV - Cartographie mentale et migrants en Occident . .	339

Remerciements :

- - à Didier Plat et Lourdes Diaz Olvera pour leurs conseils, leur soutien et leur aide sans laquelle cette thèse n'aurait pas pu se faire ;
- - à Bibata Dille, dont le concours a permis non seulement la réalisation des entretiens et de l'enquête-ménages mais aussi des séjours en Afrique inoubliables ;
- - à tous les autres membres du Laboratoire d'Economie des Transports à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, et notamment à Gérard Claisse et Pascal Pochet, pour leur disponibilité ;
- - à tous les Nigériens qui m'ont consacré du temps lors des entretiens et de l'enquête-ménages, peu ont refusé ;
- - à tous ceux qui ont accepté de relire la thèse avec attention : Pierre, Caroline, Emmanuel, Anne, Bibata, Christelle, Isabelle et Valérie ;
- - à Pierre, pour sa patience indéfectible.

INTRODUCTION GENERALE

Une ville n'est pas uniquement un ensemble de bâtiments et de services urbains auxquels devraient s'adapter les habitants. Elle est avant tout composée de citadins formant des sociétés urbaines, composites, dynamiques, intrinsèquement liées aux espaces que les individus occupent. Car vivre en ville, c'est en effet s'y loger, y travailler, y exercer des loisirs, y avoir des amis... c'est-à-dire la pratiquer quotidiennement et régulièrement (Dekkers, Tarrius, 1988). Les relations des citadins à leur ville ne peuvent cependant se résumer à son usage. L'espace est également porteur de sens, d'imaginaire liés aux perceptions mentales qui lui sont associées. Il est évalué, jugé et imaginé (Bailly, 1977). Les relations hommes - espace urbain sont engendrées en conséquence par des pratiques et des représentations spatiales et c'est l'ensemble des espaces fréquentés et des espaces représentés qui constituent véritablement les espaces en ville des citadins. Les interpréter constitue donc un outil de compréhension des modes de vie urbains.

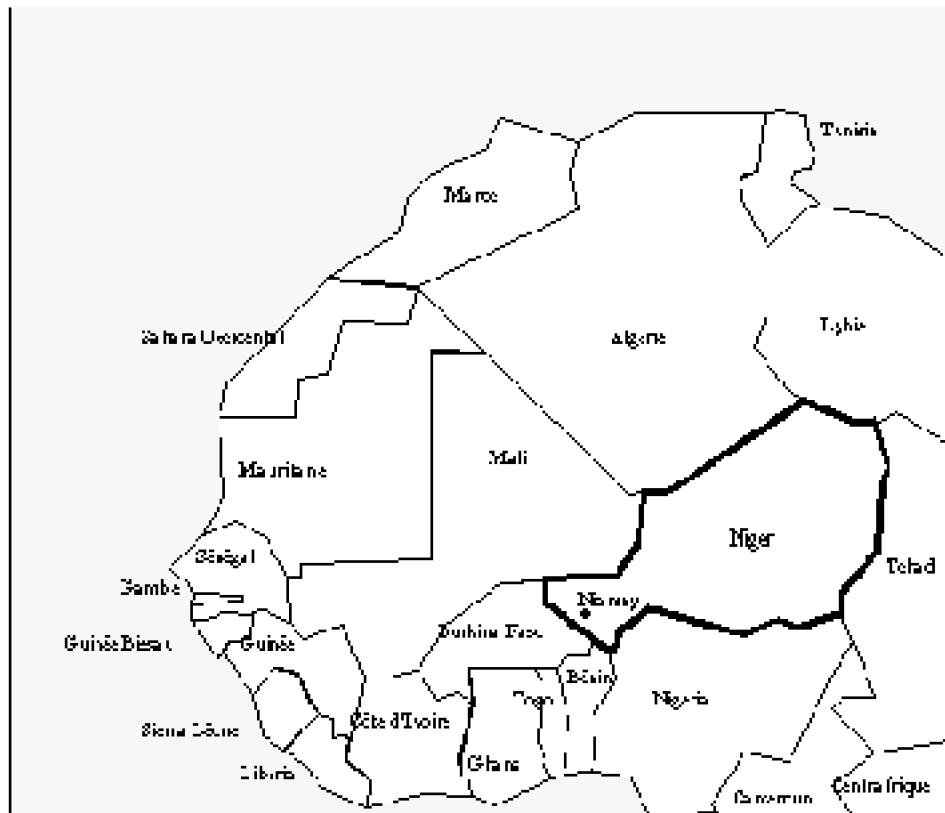
Mais ces espaces en ville sont loin d'être identiques pour chaque habitant. Tout individu, soit par le fait de la transformation de la ville, soit parce qu'il est un migrant, est amené à adapter ses relations au nouvel espace urbain auquel il est confronté. Et il le fait avec ses références sociales et culturelles, acquises par le passé, renouvelées par son vécu présent (Lynch, 1976). En fait, le citadin construit quotidiennement ses rapports avec la ville en fonction de déterminants sociaux et individuels, et notamment de sa propre histoire. Or cette dernière est faite d'espaces connus antérieurement, ses espaces de vie, dont le souvenir alimente, consciemment ou non, ses représentations et ses pratiques spatiales : espaces de vie et espaces en ville sont donc intimement associés. Or, si les pratiques spatiales urbaines et les représentations spatiales ont été souvent étudiées, de

même que les espaces de vie sous la forme des parcours migratoires, l'étude de leur articulation est rare, bien que révélatrice de systèmes complexes.

En effet, les relations hommes - espace urbain sont le reflet des insertions sociales. La première raison en est que les citadins ne pratiquent pas l'ensemble de l'espace urbain : en fonction de leurs besoins et de leurs contraintes, et notamment de leur rôle dans la société, ils se déplacent vers des lieux spécifiques, comme certains lieux de travail, certains lieux d'achats, certaines écoles par exemple. La seconde se rapporte au fait que les représentations des individus s'élaborent également en fonction de critères sociaux car elles correspondent en fait à l'image sociale que l'individu croit ou veut avoir de lui-même dans la société (Schwab, 1988). Les relations sont ainsi symbolisées et les lieux se remplissent de sens. Le citadin valorise donc des espaces, en dénigre d'autres selon cette grille de lecture. L'étude des relations hommes - espace urbain est en conséquence d'autant plus intéressante qu'elles font partie intégrante des relations hommes - société. Elle a donc sa place dans des études sociologiques, même si on l'y rencontre encore peu.

Nous avons ici choisi de nous placer dans un contexte ouest-africain, car les singularités des villes du Tiers-Monde en rendent l'étude particulièrement pertinente. En effet, plus qu'en Occident, les villes d'Afrique de l'Ouest sont en mutation. De fait, ces villes s'agrandissent et se densifient. La croissance de la population urbaine africaine (hors Maghreb) aura été la plus rapide du monde en ce siècle : elle passera sûrement de 130 à 330 millions d'habitants entre 1985 et l'an 2000 (Le Bris, 1991). Les paysages urbains en sont donc profondément modifiés, se modernisent, les services urbains se développent. Comme l'exode rural en est la première cause même si les flux se sont maintenant ralentis, leurs populations, loin d'être stabilisées, se transforment elles-mêmes constamment. Ainsi, non seulement l'environnement, mais aussi les modes de vie portent les marques de ces évolutions.

La ville étudiée, Niamey, capitale du Niger, est à l'image des autres capitales ouest-africaines. Enclavé comme le Mali et le Burkina Faso (carte 1), le pays a subi une augmentation élevée de son taux d'urbanisation. Ce dernier reste cependant inférieur à celui des autres pays côtiers et Niamey est la seule grande ville du Niger de plus de 500 000 habitants. La population urbaine représente ainsi à peine plus de 19 % de la population totale du pays, alors que ce taux est de 45 % pour la Côte d'Ivoire, de 37 % pour le Ghana et de 41 % pour le Nigeria (L'état du monde, 1999). Le contraste est donc d'autant plus fort entre une capitale qui, par la force des choses, se modernise, innove et développe les services urbains et un arrière-pays qui continue à garder un caractère très rural. L'étude de cette ville permet de mettre en valeur, au sein même de Niamey, la coexistence claire entre ces deux formes de mentalités.



Cette thèse fournit ainsi un aperçu d'une ville ouest-africaine à la fin du XX^{ème} siècle, des citadins qui la composent et de la diversité des rapports des individus à leur espace, dépendant non seulement de leur rôle actuel dans la société africaine, mais également de leur passé, des lieux qu'ils ont connus et des durées de leur séjour. Nous nous interrogeons donc principalement sur les pratiques quotidiennes et les représentations spatiales dans une capitale d'Afrique de l'Ouest. Nous montrons les différenciations qui existent au sein des groupes sociaux classiques définis par le genre, l'âge, les revenus et le niveau de vie. Ces déterminants constituent en effet des coupures majeures dans les populations urbaines de toutes les sociétés et les "frontières tracées selon le sexe, l'âge et le système d'inégalité dominant" (Balandier, 1974, p. 10) lié au pouvoir principalement, ne peuvent en conséquence être ignorées. Enfin, au sein de groupes socio-économiques homogènes selon ces critères, nous pouvons mettre en valeur l'influence des parcours migratoires sur les relations hommes - espace urbain.

Les lieux dont nous avons choisi d'étudier la perception et la fréquentation sont la ville en elle-même, le quartier d'habitation et le centre-ville. Ces trois types d'espaces possèdent en effet des caractéristiques particulières qui leur confèrent un intérêt certain. La ville est le lieu des rencontres, des opportunités offertes tant en termes de travail que de changement de modes de vie. Le quartier d'habitation est, quant à lui, le lieu du contact quotidien avec l'espace urbain puisqu'il est un passage obligé de retour ou de sortie du domicile. Ce trajet peut être la seule relation que le citadin développe avec cet

espace particulier. Mais il peut l'enrichir d'une fréquentation plus régulière s'il y travaille, s'il y a des loisirs ou des amis... Quoiqu'il en soit, la relation des citadins à cet espace peut prendre des formes multiples qui restent à définir. Enfin, le centre-ville est un espace à part dans la ville. Généralement centre des affaires, des commerces et de la vie politique, il est loin d'être connu par l'ensemble de la population. La plupart des travaux en ont étudié les fonctions réelles, il est intéressant de se placer du point de vue de l'usager pour mettre en évidence d'autres images et d'autres pratiques de ce lieu.

Nous avons divisé ce travail en cinq chapitres. Le premier met en place la problématique et définit les notions employées, notamment celles de représentations et de pratiques spatiales. Le but de cette recherche est la compréhension de phénomènes sociaux liés à l'espace. Nous nous attachons donc à dessiner les contours de la notion de représentations spatiales. Quant à la mobilité quotidienne, elle constitue une notion plus familière puisque étudiée depuis quelques années sur l'Afrique de l'Ouest au Laboratoire d'Economie des Transports. Nous rappelons donc les principales définitions et les outils d'étude qui lui sont relatifs. Cette recherche s'appuie sur deux enquêtes effectuées à Niamey, capitale du Niger. L'une est une enquête-ménages réalisée en 1996 auprès de 750 ménages de la ville. La seconde est constituée de 60 entretiens effectués la même année auprès d'hommes chefs de ménages. Elles constituent l'ensemble des données relatives aux représentations spatiales et à la mobilité quotidienne à Niamey dont nous disposons.

Le deuxième chapitre rappelle le contexte de l'étude car on ne peut comprendre les modes de vie dans une ville sans s'intéresser à l'histoire même de cette ville et à sa composition géographique et démographique. Marquées par la colonisation, qui a favorisé le transfert de modèles urbanistiques, par les flux de l'exode rural et par les crises économiques, les mutations de la ville ont été aussi soudaines que gigantesques et ne peuvent qu'influencer les citadins. Les populations étudiées sont également décrites, celle de l'enquête-ménages ainsi que celle des entretiens. Nous nous intéressons plus particulièrement aux modes de vie et aux caractéristiques socio-économiques classiques : répartition par sexe, âge, niveau de revenus... Nous présentons de plus spécifiquement les parcours migratoires des individus enquêtés.

Le troisième chapitre se rapporte directement aux pratiques quotidiennes et aux représentations spatiales dans la ville. Après une description générale des premiers résultats obtenus, une grille de lecture des différents types de représentations est proposée, à travers l'analyse des entretiens et de l'enquête-ménages. Enfin, une présentation globale de la mobilité quotidienne de l'échantillon de population étudié est également effectuée.

Le quatrième chapitre permet de décrire les représentations et les pratiques spatiales des différents groupes sociaux étudiés. En effet, pour mettre en évidence l'influence des parcours migratoires sur les relations hommes - espace urbain, il était impossible de comparer directement les individus en fonction des lieux vécus et des temps de séjour, car les normes et les référents sociaux sont primordiaux dans l'élaboration des représentations. Il a donc été choisi de distinguer des groupes sociaux en fonction du genre, de l'âge des revenus et du niveau de vie. Nous aboutissons, en conclusion de ce chapitre, à une typologie des individus de l'enquête-ménages.

Le cinquième et dernier chapitre décrit en définitive, pour les groupes chez lesquels cela a été possible, l'influence spécifique des parcours migratoires sur les relations hommes - espace urbain. Nous mettons ici en évidence le fait que le lieu de naissance, les durées de séjour en ville et les migrations en Occident font partie des discriminants importants de ces rapports. L'effet de chacun d'entre eux est observé par l'étude des individus de l'enquête-ménages. Mais cette dernière ne permet pas de les combiner afin d'en analyser les impacts réciproques. Or, les entretiens le permettent au niveau des représentations spatiales. Nous pouvons ainsi constituer une nouvelle typologie, mais cette fois en fonction des indicateurs sélectionnés pour caractériser les parcours migratoires. Cette dernière permet de hiérarchiser leurs influences.

La conclusion rappelle les principaux résultats obtenus, en insistant notamment sur les relations espaces, sociétés et temps mises en lumière dans le quatrième chapitre, c'est-à-dire sur les liens entre espaces de vie et espaces en ville. Nous tentons notamment, au travers de cette image de la ville, de découvrir des tendances dans les transformations sociales à venir. Cette dernière partie met également l'accent sur les problèmes rencontrés au niveau de l'analyse des données et sur la relativité des résultats, obtenus sur des populations spécifiques.

Temps, espaces et sociétés sont au centre de ce travail : le temps par la prise en compte du passé des citadins ; les espaces non seulement par l'analyse des pratiques quotidiennes et des représentations spatiales actuelles (les espaces en ville), mais également par l'intégration des lieux que les individus ont connu (les espaces de vie), comme facteurs explicatifs des relations hommes - espace urbain ; les sociétés parce qu'une lecture sociale des rapports à l'espace constitue le fil directeur de l'étude.

CHAPITRE 1 : LES RELATIONS HOMMES - ESPACE URBAIN EN QUESTION

Notre relation à l'espace est faite à la fois de représentations et d'usages. En effet, “ *le monde n'est pas neutre : tel lieu, tel emplacement, y est plus désirable que tel autre ; à tel endroit se situent des “ pôles de gratifications ”, des sources de satisfaction du désir, ou des sources de répulsion ; en bref, des motivations au comportement de l'être qui y circule* ” (Moles, Rohmer, 1982, p. 9). Ainsi, autour de chaque espace, de chaque site, nous créons un imaginaire qui, s'il est corrélé avec les caractéristiques physiques du lieu, s'alimente de tout un passé social et individuel. A chaque individu peut donc être associée “ une ” ville, qui constitue sa représentation de la ville. C'est ce processus qui est abordé en première section.

Une certaine pratique quotidienne de la ville fait elle aussi partie intégrante des relations hommes - espace urbain : c'est elle qui conditionne sa connaissance de l'espace, qui définit ses habitudes entre autres. L'ensemble des représentations et des pratiques spatiales constitue en conséquence une approche à la fois concrète et psychologique du citadin à la ville. Les liens entre ces deux notions, sans être exclusifs, sont ainsi fondateurs des relations que l'homme entretient avec l'espace urbain ; ils sont l'objet de la deuxième section.

Loin d'être uniques pour chaque individu, ces relations présentent des formes

communes, que ce soit en termes de pratiques ou de représentations spatiales, entre différents groupes d'individus. Ces groupes se définissent en fonction de caractéristiques sociales dépendant, par exemple, de l'âge, du genre, de la catégorie socio-professionnelle et des parcours migratoires, variable illustrative de l'étude. Dans une troisième section, ces rapports entre représentations spatiales, pratiques spatiales et société sont présentés afin de mettre en évidence les lacunes des recherches en ce domaine et d'exposer, dans une quatrième section, la problématique et la méthodologie du travail.

Il faut noter ici que cette présentation est basée sur une étude bibliographique des concepts étudiés. Or, les recherches effectuées en Afrique de l'Ouest sont relativement rares et nous avons choisi d'illustrer ces propos par des travaux effectués hors de ce contexte spécifique. L'applicabilité des notions de représentations et de mobilité quotidienne ne pose pas de problèmes. En revanche, la prudence est de mise dans l'utilisation des résultats quant aux comparaisons éventuelles entre Occident et Afrique. Néanmoins, il reste intéressant de faire un état des lieux global des connaissances en ce domaine, ne serait-ce que pour montrer l'écart existant entre les pays occidentaux et l'Afrique.

Section 1 : Espaces et représentations

L'espace, tel qu'il est étudié ici est géographique et sert de cadre à l'exercice de nos activités. Au niveau individuel cependant, il apparaît que nous ne percevons pas de la même façon un environnement qui pourrait paraître a priori identique pour tous : nos choix ne sont pas les mêmes, que ce soit en termes de localisation de l'habitat, de fréquentation des lieux de loisirs, par exemple. Cette observation suppose donc que l'individu va être amené à " traiter " les informations à sa disposition, en fonction de données qui lui sont propres (comme ses motivations) ou qui dépendent de la société dans laquelle il vit. L'objectif est ici de présenter le processus individuel de formation de l'espace représenté dans lequel le citadin évolue et des moyens par lesquels il peut éventuellement le communiquer, par la parole ou par le dessin.

I - Introduction : espaces réels et perceptifs

Afin de comprendre les mécanismes individuels mis en oeuvre, Piaget et Inhelder ont tenté de créer une typologie des espaces ainsi construits. Cette typologie établie en 1947 (Piaget, Inhelder, 1977) en reconnaît quatre types :

- - l'espace réel, base matérielle sur laquelle s'exercent les facultés perceptives,
- - l'espace perceptif encore dénommé sensori-moteur, espace effectivement perçu par le sujet, tel que le décrivent ses sens (toucher, vue par exemple),
- - l'espace représentatif, image mentale de l'espace perceptif composée à partir de

- celui-ci mais influencée par différents filtres (éducation, profession ou culture),
 - l'espace graphique, projection en deux ou trois dimensions de l'espace représentatif sur la feuille de papier.

Ce découpage strict a le désavantage de présenter successivement les étapes de construction de l'espace représentatif. Or la frontière entre espace perceptif et espace représentatif est loin d'être claire : s'effectuant selon un processus non linéaire, la construction des représentations nécessite de continuels va-et-vient entre les deux. Cependant, ils sont différents et c'est pourquoi ils sont présentés successivement.

En préambule, la première question qui peut se poser lorsque l'on étudie l'espace est la validité même de son existence. Si elle est clairement supposée par les auteurs précédents, d'autres, comme nous allons le voir, sont moins convaincus de sa réalité hors notre perception.

I - 1 : Espace réel ou espace objectif

Peut-on parler d'espace réel, alors que de nombreux auteurs ont reconnu qu'il n'existe pas d'espace sans regard porté sur lui, regard subjectif et donc soumis à des facteurs qui sous-tendent sa complexité ? Ainsi, d'après Merleau-Ponty (1976), l'accès à un espace réel passe obligatoirement par la perception et c'est elle seule, et non les analyses conséquentes et les synthèses qui en découlent, qui nous permet de décrire le monde réel. “ *Il ne faut donc pas se demander si nous percevons un monde, il faut dire au contraire : le monde est cela que nous percevons* ” (Merleau-Ponty, 1976, p. XI). Cette conception toute philosophique de notre environnement nie donc l'existence d'un espace réel hors d'un individu, hors du regard et de l'imagination humaine. “ *La chose ne peut jamais être séparée de quelqu'un qui la perçoit, elle ne peut jamais être effectivement en soi parce que ses articulations sont celles même de notre existence et qu'elle se pose au bout d'un regard ou au terme d'une exploration sensorielle qui l'investit d'humanité* ” (Merleau-Ponty, 1976, p. 370). De même, Greco¹ tente de définir l'espace comme “ *tout ensemble de relations, qu'il s'agisse de la structure même de ces relations ou seulement du domaine, si abstrait soit-il, dans lequel elles sont contenues et (si possible) bien définies* ”.

Cependant, d'autres auteurs sont intimement persuadés de son existence, même s'il nous reste inaccessible. C'est le cas par exemple de C. Cauvin qui déclare “ *Cet espace existe nécessairement* ” (Cauvin, 1999, p. 2) et le nomme espace “ chorotaxique ”. Il entoure l'homme et contient des attributs “ mesurables universellement ”, soit, pour une ville, des bâtiments, des commerces, la voirie... Dans cet espace, l'individu sélectionne des lieux et des chemins, ce qui entraîne des déformations telles que l'espace objectif sera oublié pour de nouveaux espaces qu'elle nomme “ espaces fonctionnels ” qui seront à leur tour modifiés par des motivations et déformés par des filtres culturels et individuels.

En conséquence, si l'espace réel n'existe pas en tant que tel, l'espace perceptif est le

¹ Dailly R., Greco P. et alii, Approches psychopathologiques de l'espace et de sa structuration, PUF, Paris, 1978, p. 157 [cité par Coanus, Wittner, 1987, p. 14]

seul espace physique saisissable et s'assimile, à l'échelle de l'individu, à l'espace réel. Dans le cas contraire, l'espace réel ne nous apparaît que déformé à travers tous les filtres humains et l'espace perceptif en est le résultat. Ces deux théories reflètent deux approches du monde et des représentations. La première théorie, idéaliste, “ **considère que le monde est la traduction (l'illustration) d'un projet, d'une idée initiale, qui étant à son origine est alors primordiale et peut être souvent divinisée en tous les cas finalisée** ” (Bachimon, 1997, p. 248). La seconde suppose qu'il y a autonomie entre le monde de la pensée et le monde matériel, et que la pensée peut appréhender ce dualisme : il s'agit de la théorie réaliste. Cette dernière nous est apparue la plus proche de nos propres conceptions de l'espace puisqu'elle affirme l'existence d'un monde concret qui reste à notre portée tout en relativisant le caractère objectif de la présente approche.

I - 2 : Espace perceptif

Nous sommes donc en contact permanent avec le monde qui nous entoure, quel qu'il soit. Nos sens nous permettent d'appréhender notre environnement, mais ce processus est loin de se réduire à un mécanisme physique simple par lequel nous ne ferions que répondre à des stimuli externes. Dès la perception, nous nous approprions un espace qui dépendra de contraintes autant extérieures que personnelles.

Reproduction ou évocation

Si on reprend les définitions de Piaget, la perception de l'espace est le fait d'évoquer en leur présence des objets et est donc liée à l'immédiateté. Elle requiert l'identification préalable d'un objet, sa distinction spécifique, sa reconnaissance en tant qu'entité. Il existe deux espaces perceptifs : l'espace reconstruit à partir de l'espace réel et l'espace reproduit à partir du plan ou d'un autre support (photos, récits...). Leurs contenus sont différents en ce sens que l'espace vécu, reconstruit, va se charger d'affectivité en tant qu'espace social et acquérir, de ce fait, une valeur mentale, marchandise économique et symbolique (Bailly, 1990). Ainsi, Giraudo écrit-elle : “ **[...] les images élaborées à travers l'acquisition des connaissances par observation directe, procédure beaucoup plus habituelle [...] sont d'une nature différente de celles élaborées par acquisition sur un support symbolique** ” (Giraudo, 1989, p. 50-51). L'espace reproduit sera plus neutre, même s'il subit des influences extérieures telles que les médias (Bailly, 1977).

C'est la combinaison de ces deux espaces qui permet la construction des perceptions spatiales.

Les paramètres intervenant dans la perception de l'espace

Le contexte spatial, loin d'être composé d'uniques éléments concrets, trouve son sens à la lumière des vécus, des jugements, des significations sociales qui le rendent vivable. Bailly (1977) aboutit à un modèle simple de la perception spatiale et met en évidence les variables impliquées dans le mécanisme, à savoir :

- des éléments physiques objectifs : schémas logiques (axes routiers, accidents de

vertu de la loi du droit d'auteur.

- parcours, plans, équipements urbains, urbanisme) ; des repères (traits naturels, repères physiques proches ou éloignés, qualité de la route, signalisation, climat) ;
- des contraintes subjectives liées à l'individu :
 - les contraintes liées à l'espace humain comme des contraintes sociales, le confort, l'habitude, la familiarité, l'expérience, le milieu social, l'âge, le sexe, la durée de résidence, le type d'activité et le but du déplacement. C'est ce type de contraintes qui est étudié plus spécifiquement ultérieurement ;
 - les contraintes techniques selon le mode de transport, le pilotage, les difficultés de conduite, la vitesse ;
 - les contraintes économiques (coût du déplacement, rapport du coût kilométrique d'un mode de transport par rapport aux autres, durée du trajet). Elles sont fortement liées au temps. Suivant le temps passé à regarder un paysage, on le garde plus ou moins en mémoire, avec plus ou moins de détails. Plus on voit un élément, plus on le remarque. C'est en ce sens aussi que le mode de transport influe sur la perception.

En résumé, l'espace perceptif est déjà un espace construit par les individus directement à partir de ce que leurs sens leur proposent. Et c'est pour cela même qu'il n'est pas identique pour tous et dépend à la fois des individus et des sociétés dans lesquelles ils vivent et dans lesquelles ils puisent leurs références. Il n'existe donc pas " un " mais " des " espaces. Ces espaces représentatifs prolongent ces espaces perceptifs puisqu'ils permettent de leur donner un sens (Piaget, Inhelder, 1977).

II - les représentations spatiales

Les représentations spatiales font partie intégrante du processus d'appropriation de l'espace. Ni aboutissements, ni points de départ, elles constituent en fait des éléments régulièrement renouvelés et utilisés.

II - 1 : Définition et enjeux

Ce n'est qu'après 1940 qu'en géographie est acceptée l'idée d'un espace subjectif et même imaginaire, qui va au delà de l'espace perçu. La définition la plus courante du concept de "représentations spatiales" est celle donnée par Piaget et Inhelder (1977, p. 28) : "***création sociale ou individuelle de schémas pertinents du réel dans le cadre d'une idéologie ; elle consiste soit à évoquer des objets en leur absence, soit, lorsqu'elle double la perception en leur présence, à compléter la connaissance perceptive en se référant à d'autres objets non actuellement perçus***". Cette création s'accompagne d'une reconstruction de la cohérence des lieux puisque l'individu n'en a à chaque instant qu'une vision très parcellaire (Bailly, 1977). C'est pour cela que les représentations spatiales comprennent à la fois des connaissances et des croyances mais aussi d'autres types d'informations qui sont requises pour la tâche à effectuer ou en

fonction de la décision à prendre.

La représentation mentale a deux fonctions principales (Bailly, 1992). La première est "référentielle" et permet d'organiser nos perceptions - ce qui fait référence aux "schémas pertinents" de Piaget et Inhelder cités ci-dessus -, et de reconstruire à partir du passé une sensation originale. C'est une fonction conceptuelle : les représentations servent à signifier et elles sont stabilisées en mémoire. Elles englobent donc des connaissances "scientifiques" et des croyances (Richard, Richard, 1993). La seconde fonction est "élaborative" et permet d'organiser des relations nouvelles à partir du vécu antérieur, tout en structurant l'espace afin de le juger et de le pratiquer. Il s'agit de la représentation-interprétation. Elle combine à la fois les informations liées à la situation et celles qui sont stockées en mémoire et nécessaires à la prise de décision ou à l'exécution de la tâche, ce qui fait d'elle un processus circonstancié et finalisé (Richard, Richard, 1993). Cependant à ces deux fonctions peut aussi s'ajouter celle de mode facilitant la communication entre les membres d'un même groupe puisque les représentations spatiales permettent de coder en classant les éléments du monde extérieur (Moscovici, cité par Bachimon, 1997).

L'étude des représentations spatiales permet ainsi de mettre en évidence les stratégies des différents acteurs en fonction des pressions sociales et des contraintes individuelles, ainsi que de leurs rapports à l'espace. Leur élaboration s'intègre dans le processus complexe de la cognition qui nous permet à la fois à tout moment de nous situer, d'évoluer dans notre environnement et d'alimenter notre imaginaire.

II - 2 : Le processus cognitif

L'objectif de ce travail n'étant pas d'analyser les mécanismes psychologiques d'apprentissage, de reconnaissance, et d'interprétation, domaines hors de nos compétences, nous les présentons seulement succinctement. La cognition est caractérisée à la fois par les représentations mentales et par les traitements réalisés sur celles-ci. Les différents types de traitement qui ont pu être identifiés sont la catégorisation, le jugement, les récupérations en mémoire, les généralisations et les spécifications, la production d'inférences (création de nouvelles informations) et la production de plans. Les différences entre représentations et traitements sont nettes : les traitements opèrent sur des représentations antérieures, génèrent de nouvelles représentations qui seront à leur tour l'objet de traitement ultérieurs (Richard, 1993). Ce processus est difficilement compréhensible car il fait intervenir la psychologie de l'individu (Bailly, 1977). L'objectif de ces traitements est à la fois d'acquérir de nouvelles informations, mais aussi de les transformer pour les rendre utilisables (Bailly, 1992). En effet, la mise en mémoire est une des étapes la plus importante de la cognition puisqu'elle permet aux individus de retenir des connaissances utiles pour vivre quotidiennement dans un environnement donné. Ainsi, la cognition concerne la façon dont nous lions le présent au passé et la façon dont nous pouvons nous projeter dans le futur (Golledge, Stimson, 1997).

En définitive, puisque l'individu a une vision partielle, et donc simplifiée, de la réalité, il va se construire des modèles simplifiés. Et c'est dans ce cadre que sa conduite va être rationnelle. A l'issu de cette démarche de perception et de cognition, l'individu va ainsi

créer sa propre image mentale relative à l'espace. “ *Prise au sens large, l'image peut servir de vaste trame de référence à l'intérieur de laquelle peuvent se dérouler les actes de l'individu, ou à laquelle il peut rapporter ses connaissances* ” (Lynch, 1976, p. 148). De plus, cette image n'est pas figée : elle s'enrichit constamment des expériences nouvelles. Enfin, la représentation spatiale n'aboutit pas seulement à une image mais aussi à une connaissance plus tacite des lieux (notamment au niveau du quartier où l'on n'a pas besoin d'une image pour se diriger).

En résumé, du fait des différents traitements effectués sur le monde perçu, de l'importance des acquis antérieurs, les représentations spatiales ne sont pas la somme des perceptions. Il s'effectue en fait une sélection et une réappropriation des lieux. Néanmoins, certaines propriétés perçues sont gardées (la forme, les positions relatives et les propriétés topologiques par exemple). Mais plus que cela, les représentations spatiales incluent aussi des informations spatiales abstraites non visuelles ou même des informations non spatiales liées au jugement par exemple (Richard, Richard, 1993). Le stockage de l'information se présente sous plusieurs formes, verbales ou imagées, et notamment sous celle d'un discours et d'une représentation spatiale organisée de l'espace vécu. La coexistence de ces formes n'est pas réellement confirmée. Certains auteurs (par exemple Kosslyn, cité par Cauvin, 1999) insistent sur l'aspect bidimensionnel et analogique des représentations, qui auraient alors exclusivement la forme de cartes. Au contraire, d'autres comme Pylyshin (cité par Cauvin, 1999) optent pour une forme conceptuelle et propositionnelle et donc non cartographiée. Globalement quatre positions s'opposent face à ce problème (Cauvin, 1999) :

- | | |
|--|----|
| les représentations sont des cartes ; | 1. |
| les représentations sont comme des cartes (elles sont analogiques) ; | 2. |
| ce sont des métaphores : “ elles fonctionnent comme si elles étaient des cartes ” ; | 3. |
| “ elles sont des constructions hypothétiques et sont en fait une fiction pratique ”. | 4. |

Une position plurielle a été choisie. Les recueils de données quant aux représentations spatiales ont montré que certaines caractéristiques spatiales ne peuvent pas être cartographiées en deux dimensions du fait de leur caractère abstrait et sont de l'ordre du discours, elles font l'objet du prochain paragraphe. Cependant, à fin d'efficacité et de rapidité dans les choix, la connaissance que l'individu a des lieux se construit en partie de la même façon qu'une carte. Ces deux aspects constituent la complexité des représentations spatiales : l'image visuelle s'additionne d'une image symbolique qui sert, elle, prioritairement à l'évocation des lieux (Ledrut, 1973).

III - les discours ou le sens des mots

Pour parler de leur environnement, les individus emploient deux types de référents. Les premiers seront purement fonctionnels et descriptifs. Mais, comme nous l'avons vu, au-delà de cette structuration physique, l'espace urbain est porteur de l'affectivité des individus. Ils sont donc enclins à émettre des jugements à son sujet exprimés en termes de valorisations, de critiques, de comparaisons... qui constituent le deuxième type de

référents. L'ensemble de ces deux types de discours, leur importance relative permet de révéler des représentations différenciées. L'espace est alors un vecteur de sens relatif aux préoccupations et au mode de vie de chaque individu.

III - 1 : Une approche descriptive de l'espace urbain

L'individu organise l'espace représenté selon une hiérarchie stricte pour faciliter son usage par des repères adéquats. Il coordonne progressivement “ **des relations géométriques qu'entretiennent les éléments de l'espace** ”, ce qui va lui permettre de “ **passer d'un codage géométrique élémentaire à la prise en compte de l'ensemble des éléments proches et lointains en un système d'ensemble homogène** ” (Giraudo, 1989, p. 9). C'est ainsi qu'il va extraire de son environnement “ **des axes structurants (routes, grandes voies de circulation), des relations entre ces axes (carrefours), des repères et volumes marquants (bâtis et non bâtis)** ” (Bailly, 1992, p. 378). Cet aspect structurel des représentations spatiales a été privilégié par Chapin (1969)² et l'approche “human activity patterns”. Lynch (1976) en a été l'un des plus importants illustrateurs. Il identifie cinq éléments physiques perceptibles et descriptifs de l'ensemble urbain : les quartiers, les noeuds, les points de repère, les voies et les limites. Ce sont eux qui apparaissent dans toute description de ville, ou dans les cartes mentales : ils servent à l'individu à communiquer ses représentations. C'est leur agencement, leur organisation qui permettraient de caractériser les groupes sociaux.

Les quartiers

Les quartiers sont “ **les parties de la ville, de taille assez grande, qu'on se représente comme un espace à deux dimensions, où un observateur peut pénétrer par la pensée, et qui se reconnaissent parce qu'elles ont un caractère général qui permet de les identifier** ” (Lynch, 1976, p. 54). Ils sont reconnus soit de l'intérieur, soit comme référence externe. Généralement ils représentent des éléments fondamentaux. Leur identité propre peut dépendre de leurs composantes : types d'activités, habitants, types de constructions. Le nom même peut aider à la conception d'une telle entité. Les frontières des quartiers sont variées, fermes et déterminées ou floues et incertaines, certaines n'existent même pas du tout. En fait, leur importance est faible. Le centre, noeud ou noyau du quartier et sa proximité qualifient plus aisément la zone.

Les noeuds (ou carrefours), zones de confluence des flux

Les noeuds sont des points focaux abstraits vers et à partir de quoi l'individu se déplace, à l'intérieur desquels il peut circuler. Ils peuvent être points de jonction ou points de concentration. Dans le premier cas, les gens sont amenés à y être plus attentifs car c'est là qu'ils doivent prendre des décisions (comme changer de direction). Dans le second cas, il s'agit d'endroits de rencontre, comme des galeries marchandes ou des parcs. Certains noeuds combinent les deux fonctions. Ainsi, en général, les noeuds sont des

² Cité par Bailly, 1985, p. 203

terminus, des embranchements de réseau de transport en commun mais aussi d'ensembles commerciaux lorsqu'ils existent ou des carrefours importants. C'est pourquoi leur nombre dépend fortement du réseau de voirie et de sa densité. Leur forme est variée : grandes places, lignes, quartiers, tout dépend de l'échelle d'observation. Comme pour les quartiers, les caractéristiques qui leur sont associées sont complexes. Par exemple, ils peuvent être extravertis ou introvertis. La fonction de noeud d'un lieu est renforcée lorsque celui-ci est particulier, unique, ainsi que lorsque l'individu en a un usage fréquent. Il est d'autant plus identifiable que sa frontière est nette et que quelques éléments remarquables le composent.

Les points de repère, éléments particuliers

De même que les noeuds, ce sont des types de référence ponctuelle, mais où l'individu, cette fois, ne pénètre pas. Ce sont des objets simples comme un immeuble, une enseigne, une boutique ou une colline, un pont, une guérite, qui demeurent extérieurs à l'observateur et qui sont pour lui des centres d'intérêt. Ces points de référence servent d'organiseurs de segments d'espace, et fonctionnent comme points fixes pour les calculs cognitifs, les autres lieux étant inférés en terme de proximité. Pour utiliser un tel composant urbain, il faut que celui-ci soit repérable, facilement identifiable, isolable et mémorable. Ce sont des qualités qui peuvent être définies au travers de sa forme, de sa couleur, de sa position relative à un autre composant, de l'histoire particulière que l'individu lui attache par exemple. Ainsi, un immeuble ordinaire peut servir de point de repère s'il se situe à un endroit de l'itinéraire où un changement de direction doit s'effectuer. Plus on connaît la ville, plus on les utilise pour se diriger, en délaissant les éléments de continuité (Lynch, 1976). Et plus la familiarité est grande, plus la quantité d'images de points organisés est grande. En fait, le point de repère prend de l'importance lorsqu'il est vu plus longtemps, ou sur une grande distance et si l'on peut repérer la direction dans laquelle il est vu. **"Si on peut l'identifier de près comme de loin, qu'on se déplace vite ou lentement, de nuit ou de jour, il devient un point d'ancrage stable pour la perception du monde urbain complexe et changeant"** (Lynch, 1976, p 118). Enfin, l'utilisation des points de repère dans les déplacements se fait par séquences : ils se succèdent et chacun évoque le suivant par anticipation.

Les axes structurants

Ce sont les supports principaux des déplacements de l'individu ou du groupe. Leur image est plus ou moins renforcée selon leurs caractéristiques physiques (largeur, flux, façades particulières, par exemple). D'après Lynch (1976), les qualités que doivent avoir les voies pour être structurantes sont l'identifiabilité, la continuité et une caractéristique leur permettant de définir une direction, comme un gradient d'ancienneté ou d'intensité d'utilisation. Ces axes doivent à la rigueur pouvoir aussi être étalonnés. Ces particularités augmentent la lisibilité des voies. Ainsi, un carrefour entre deux voies perpendiculaires est plus facilement identifiable. Un ensemble de voies est vu comme un réseau si son quadrillage est régulier. Dans le cas où l'individu a une vision aussi globale de l'organisation, il semble que les voies sont moins individuellement identifiables.

Les limites ou lignes de discontinuité

Ce sont des élément linéaires qui séparent et entourent. Certains axes peuvent servir de limites, ainsi que certains repères (des fleuves par exemple). Ils servent de références latérales et leur fonction est de contenir des zones relativement homogènes ou cohérentes. Notons cependant que ces limites servent autant de séparateurs que de liens ou d'articulations entre les zones (De Certeau, 1980). Ainsi, tous les secteurs délimités ont une cohérence interne mais ils servent aussi à instituer une cohérence globale à un ensemble d'espaces vécus.

Multi fonctionnalité des éléments

Les cinq éléments précédents, s'ils sont identifiables séparément, caractérisent un même espace : des quartiers sont structurés par des noeuds et les points de repère, ils sont entourés de limites par exemple. De même un seul élément urbain peut appartenir à plusieurs catégories à la fois : une rue est une voie et/ou une limite, un quartier un noeud. Dans le cas de chauffeurs de taxi de Marseille (Pailhous, 1970), des noeuds peuvent servir de repères, notamment pour placer des zones mal connues mais qui leur sont liées par des relations topologiques, de voisinage par exemple. Cette caractérisation des lieux est aussi prônée par Golledge (Golledge, Stimson, 1997) dans la théorie des points d'ancre. Un ordre hiérarchique des lieux, des chemins et des aires à l'intérieur d'un environnement est basé pour lui sur la signification relative de chacun des items pour l'individu. Initialement les endroits qui étaient critiques dans le processus d'interaction - tels la maison, le travail et les lieux d'achat - ancrent l'ensemble de l'information spatiale et conditionnent la recherche des chemins à travers des morceaux d'espace capables de connecter des lieux primaires ou points d'ancre. La connaissance des lieux et des cheminements est organisée hiérarchiquement par des lieux primaires, secondaires, tertiaires et d'ordre inférieur, et par des chemins formant un squelette de structure sur lequel un noeud ou un chemin additionnel et des informations sur le quartier sont greffés. Le domicile, le travail et les lieux d'achat ainsi que des lieux reconnus communément, connus et souvent empruntés ont tendance à servir de lieux primaires et font partie des points d'ancre majeurs à partir desquels le reste de la hiérarchie est développé.

L'objectif d'une telle organisation de l'espace n'est pas simplement de trouver son chemin. Cette image structuraliste constitue aussi un système de référence dans lequel vont se dérouler les actes de l'individu, et auquel il va pouvoir apporter continuellement de nouvelles connaissances. Elle est globalement organisatrice de faits, de potentialités. Des critiques peuvent être avancées devant une telle formalisation (Jodelet, 1982). En effet, l'espace urbain n'est pas un simple agencement d'éléments que l'individu réorganise et hiérarchise mais existe en tant qu'entité socioculturelle, qui charge de valeurs et de significations les stimuli physiques et les informations. Nous pouvons donc compléter cet ensemble fonctionnel par une association d'idées et d'émotions qui lui sont liées et qui a elle aussi une importance cruciale dans les représentations de l'espace qu'a l'individu.

III - 2 : Une approche analogique de l'espace urbain

Sur un autre plan, non physique mais ici culturel et social, l'individu attribue à un lieu des significations du fait de “**ses coordonnées qui relèvent de certaines orientations**”, ses limites culturelles, historiques ou symboliques par exemple, ses valeurs et “**les propriétés symboliques et/ou fonctionnelles**” (Bailly, 1992, p. 379). Ce symbolisme n'est donc pas uniquement lié à la perception du monde matériel mais aussi aux gens qui fréquentent les lieux, à leur passé, et aux préjugés sociaux par exemple. Il résulte du caractère relationnel de la représentation et de la variété des expériences spatiales individuelles (Bailly, 1985). En effet, la ville ne peut pas se résumer à un ensemble physique de monuments, de volumes mais est aussi constituée de la somme des expériences : “**La ville est un vécu**” (Ledrut, 1973, p. 58).

Au niveau symbolique des représentations, deux dimensions peuvent être identifiées (Ledrut, 1973). La première est la dimension du moi qui fait référence à une affectivité liée à un lieu (lieu de naissance, de travail, d'études, lieux passés ou présents par exemple). Elle comporte donc des notions d'enracinement, par référence au passé, ou d'appartenance. La seconde est la dimension de valeur positive ou négative que l'individu attribue à un endroit. Dans le discours sur l'espace de l'individu, les qualificatifs employés sont nettement caractéristiques de l'importance de ces deux concepts. En ce qui concerne la dimension du moi, ce sont des termes comme “mon enfance” ; pour l'autre dimension, des mots comme “agréable” ou “bien-être”, qui sont révélateurs de toute la subjectivité dont peut être chargé un lieu. Le discours va être alors structuré en un certain nombre de catégories, regroupant des pôles opposés (Roy, 1989). La combinaison des deux référentiels, égocentré et exocentré (dans ce dernier, les coordonnées sont fonction de codes externes et de symboles liés à la société, et donc indépendants de la position de l'individu qui devient un objet parmi les autres) expliquerait les variations de cette image. En outre, la variabilité des discours s'explique aussi par la formation même de la représentation spatiale “**à la fois issue de la mémoire à long terme (représentation abstraite) et de l'expérience directe des sens (image perpétuelle). Les images sont donc des représentations utilisant des informations conceptuelles et perceptives, qui peuvent exister sans la présence physique d'objets**” (Bailly, 1985, p. 199). Révélés dans les discours, ces contrastes permettent de discerner des espaces vécus et leurs structurations.

III - 3 : Des discours structurant de l'espace urbain

L'évaluation symbolique de l'espace urbain aboutit à sa catégorisation inconsciente, chaque individu donnant une valeur propre à chacun de ces lieux. Les typologies liées à ce traitement sont nombreuses. Une de leurs caractéristiques principales est que la structuration de l'espace par l'individu n'est pas stricte. Les fonctions peuvent se cumuler pour un même lieu, ou un lieu peut être connu sans être clairement identifié. Tout va dépendre de l'usage qui va être fait de l'espace, physiquement et temporellement. Gihring (1975) a pu effectuer un classement en quatre catégories des réponses relatives à l'image mentale dans son étude de la ville de Zaria au Nigeria. Les individus ont fait référence :

- à l'aspect physique : structure, institutions ou services offerts en termes

d'infrastructures de transport ou de marchés,

- à l'aspect social : répartition ethnique, démographique, événements sociaux, économie, culture, services sociaux divers tels que le téléphone ou l'eau par exemple,
- à l'aspect naturel : agriculture, caractéristiques géographiques ou climat,
- à l'aspect "général" : coût de la vie, pauvreté, référence aux autorités politiques.

De même, Cherasse (1982) a, par exemple, identifié trois types d'espaces dans le discours des personnes interrogées, faisant référence à différentes relations du citadin avec la ville : les espaces de nécessités (commerce, culture, administration et voies de circulation), les espaces de contact (" no-man's land ", espaces de nécessité pour les adultes, récupérés et interprétés par les enfants et les adolescents) et les espaces ouverts (lieux de détente). Cette approche a l'avantage de mettre en évidence la nature des relations acteurs-espaces urbains. Car le discours sur l'espace va se modifier selon les priorités affichées, par exemple l'ostentation d'une position sociale ou un réseau relationnel dense.

Ces différents types d'espace, identifiables dans les discours, sont aussi reconnaissables sur un autre support qui est, lui, graphique : les " cartes mentales ".

IV - les cartes mentales ou le sens des images

La carte mentale est une représentation imagée et structurée de l'espace, incluant la forme, l'orientation et la taille relative des entités. Elle est moins abstraite que les représentations conceptuelles même si elle peut aussi contenir des informations liées au processus de catégorisation et de jugement. Contrairement à d'autres types de représentations, les cartes mentales sont stockées en mémoire, actualisées lorsque nécessaire avant d'être utilisées pour s'orienter et se déplacer dans l'espace. Elles ne sont donc pas a priori une reconstruction conjoncturelle à partir d'éléments épars, liée à une action définie (Richard, Richard, 1993).

IV - 1 : La carte mentale : une représentation de l'espace reconnue

La carte mentale est un des moyens qu'a l'individu d'imaginer ses trajets : c'est donc un véritable outil qui lui permet de maîtriser ses lieux de vie (Bailly, 1990). Elle constitue un moyen d'analyse des déformations de l'espace et des surfaces ainsi que d'interprétation sémantique des signes et des perspectives (Bailly, 1985). La particularité de ce type de représentation est que le repère utilisé est exocentré, extérieur au sujet, et que ses coordonnées sont celles de la carte. Pailhous (1970), d'après une étude effectuée sur les chauffeurs de taxi de Marseille, développe l'idée qu'à partir de l'analyse mentale décrite ci-dessus, l'individu va se construire deux types de réseaux : un réseau de base sous la forme de carte mentale de type géographique et un réseau secondaire utilisé à partir des repères au sol. Le réseau de base, plus ou moins dense suivant l'expérience du chauffeur, recouvre la ville à peu près régulièrement. Sur ce réseau, les individus mettent en oeuvre une règle algorithmique énonçable ainsi : à chaque carrefour, prendre la voie

qui fait l'angle minimum avec l'estimation au but. Le réseau secondaire, à l'intérieur duquel les chauffeurs développent des tactiques visant à rejoindre des buts intermédiaires, est moins précis et moins dense. Pour lui, “***sur le réseau de base, la représentation de type plan est, de loin, la plus importante, les repères visuels étant pour ainsi dire greffés sur cette dernière***” (Pailhous, 1970, p. 76). La construction d'une telle représentation peut prendre beaucoup de temps suivant l'intérêt qu'en a l'individu. Ainsi une étude effectuée en Californie dans les années 1970 auprès d'employées de bureau montre qu'une dizaine d'années sont nécessaires pour former une carte des emplacements relatifs des lieux fréquentés dans un immeuble (Richard, Richard, 1993).

IV - 2 : ... et cependant contestée

Fortement influencée par nos propres conceptions de l'espace, il apparaîtrait que cette conception par carte est spécifique à notre culture occidentale. C'est ainsi que Coanus et Wittner (1987) notent dans leur recherche sur le Maroc que pour les Marocains encore peu familiarisés avec un espace de type “moderne”, c'est-à-dire se déplaçant dans un espace urbain arabo-musulman traditionnel, le recours à une représentation mentale de type cartographique pour se déplacer d'un point à un autre est peu probable. Ce qui est important ce sont les repères et la direction, au-delà de ces considérations le chemin paraît aléatoire, tout au moins au niveau du quartier.

Plus largement, Giraudo (1989) pense aussi que la carte mentale cognitive n'est pas nécessaire. Pour le justifier elle cite Tversky (1981) qui écrit que, pour surmonter la difficulté de mémoriser les positions exactes des localisations, le sujet utilise les principes d'organisation perceptive qui tendent à ramener les orientations aux seuls axes verticaux et horizontaux. D'après elle, “***contrairement à ce que soutient Pailhous (1970, 1971), les sujets n'élaborent pas une image de l'espace urbain, mais connaissent à terme des itinéraires par cœur, ce qui conduit à une remise en cause de l'idée de l'image analogique***” (Giraudo, 1989, p. 51). Elle souligne même que la carte, qui est une sorte d'image, et donc qui n'est pas fixée mais en perpétuel renouvellement comme nous l'avons vu précédemment, ne présente pas d'enrichissement constant, tout au moins en ce qui concerne la précision des relations entre les éléments, et que la connaissance de la longueur des voies ne se traduit pas sous la forme d'une image qui ressemblerait à un plan. Giraudo ne conclut cependant pas à l'impossibilité de la carte mentale mais au fait qu'elle n'est pas nécessaire. Elle s'appuie aussi sur la théorie de Kuipers (1978, 1983) qui développe l'idée que les individus utilisent des “vues” pour reconnaître les lieux, ces derniers servant de noeuds auxquels sont rattachés une série d'informations. Le déplacement s'effectue le long des voies, les lieux et les rues sont une séquence d'actions et de vues se générant l'une l'autre. Le sujet n'a donc pas besoin de planifier ses itinéraires puisqu'il utilise une mémoire de reconnaissance grâce à laquelle il sait généralement où il se trouve.

Cependant, il reste possible, pour des individus ayant été à l'école essentiellement, de dessiner des cartes d'un espace connu directement ou non (quartier ou ville par exemple). Ces cartes correspondent en partie aux cartes mentales, elles en montrent les

principaux caractères en mettant en évidence des lieux, des chemins et des places connus ou imaginés. Dans les pays du Tiers-Monde, le fait est que la nécessité de pouvoir dessiner et de savoir écrire exclut une importante partie de la population. La question de l'existence des cartes mentales ne peut donc être résolue pour une partie des individus. Mais on peut effectivement recueillir des cartes auprès d'individus alphabétisés et donc en étudier les structures.

IV - 3 : Composition des cartes mentales

Le dessin des cartes mentales pose plusieurs questions quant aux éléments qui le composent et à leur agencement. Tout d'abord, on y retrouve un certain nombre d'éléments urbains : quartiers, rues, places, immeubles alors que d'autres en sont totalement absents comme les éléments architecturaux par exemple. Ce sont ceux qu'avaient identifiés Lynch (1976) en tant que limites, noeuds... Ces éléments urbains sont les principaux composants des cartes mentales, quels que soient les individus interrogés. C'est de leur hiérarchisation, de leur présence respective, de leur ordonnancement, que pourra se construire en partie l'analyse des représentations spatiales. Ensuite, la place de ces éléments les uns par rapport aux autres et leur distance respective sont rarement à l'échelle de ce que l'on peut mesurer sur le terrain. Existe-t-il cependant un rapport entre les deux ? La littérature nous donne à ces sujets des éléments de réponse.

Il existe deux écoles en ce qui concerne l'exactitude relative des cartes mentales. La première développe l'idée qu'il existe un lien direct entre espace réel et espace graphique. Coanus et Wittner (1987) ont conçu ainsi une analogie mathématique qui rationalise cette relation. D'après leur théorie, il existe un homéomorphisme (fonction bijective et continue) entre les deux espaces. Pour ce faire, ils utilisent les cartes élaborées lors de leur enquête au Maroc ; ils observent alors qu'"assez fréquemment, les "points" figurant dans l'espace graphique correspondent de façon unique à un "point" donné de l'espace réel" (Coanus, Wittner, 1987, p. 392). De plus, les voisinages sont généralement respectés. Le point faible qu'ils reconnaissent à leur approche est qu'au niveau des distances, aucune relation mathématique n'a été notée. Ils signalent aussi que les voies tortueuses du centre-ville deviennent, sur les dessins, orthogonales les unes par rapport aux autres, ce qu'ils expliquent comme une simplification qui permet à l'individu d'établir plus aisément une certaine similarité entre son dessin et l'espace réel. Ces études aboutiraient à "*l'élaboration d'un modèle théorique selon lequel les images sont analogiques, continues et bidimensionnelles, et présentent une équivalence fonctionnelle voire même structurelle avec les caractéristiques de la perception*" (Giraudo, 1989, p. 50), résultat contesté d'ailleurs par ce dernier auteur.

La seconde école prône au contraire que des distorsions systématiques sont faites dans les localisations, qu'on observe des lacunes et des déformations sur la surface représentée et qu'une représentation sous forme métrique n'est pas nécessairement la plus adaptée. C'est-à-dire que l'on ne peut pas établir une réelle équivalence structurelle entre le support (réel ou pas) et l'image. Giraudo (1989) ajoute même que l'exactitude ou l'inexactitude entre la production du sujet et la réalité ne paraît pas être un indicateur très

pertinent du caractère spatial ou propositionnel de l'image - “ *l'information est organisée en réseaux basés sur des représentations de signifiants abstraits même lorsqu'elle porte sur un objet spatial* ” (Giraudo, 1989, p. 68). En effet, si la reconstruction n'est pas exacte, Giraudo a observé lors de ses expériences une certaine constance dans les erreurs (qu'elle appelle “consistance interne”). De ce fait, “ *si les sujets positionnent des lieux très connus de la ville de manière totalement erronée par rapport à la carte, jusqu'à produire un écart tel avec la réalité qu'il se traduit par des déformations topologiques, ils “savent” néanmoins où se trouvent les différentes localisations. Une mesure de la consistance interne apparaît ainsi comme un indicateur de la représentation mentale plus pertinent que ne l'est la mesure de la précision* ” (Giraudo, 1989, p. 106-107). Elle explique ce phénomène par le fait que les individus ne se représentent pas l'espace de manière globale ou en faisant appel à des images partielles codant des groupes d'informations, mais en se remémorant les voies reliant les différents lieux, ce qui a comme conséquence une déformation fonctionnelle de l'espace relative aux actions des individus et donc, en milieu urbain, à leurs déplacements. C'est une théorie qui est confirmée par des observations psychologiques. Les lacunes dans les localisations (de même que dans les distances) sont comblées à l'aide des connaissances générales qui permettent la reconstitution d'une certaine cohérence sans lien direct avec la réalité concrète. Une étude californienne illustre bien cette approche : des enquêtés américains pensent par exemple que Montréal est au nord de Seattle (ce qui est faux) parce qu'ils savent que le Canada est au nord des Etats-Unis (connaissances réelles stockées) et qu'ils supposent que toutes les villes du Canada sont de ce fait au nord des villes américaines (savoirs stockés sous forme propositionnelle) (Richard, Richard, 1993). Ainsi, même si les cartes mentales ne sont pas exactes, elles restent le reflet d'un certain savoir et d'a priori particuliers.

Ces problèmes d'exactitude s'illustrent par l'évaluation des distances. Le concept de distance euclidienne standard ne suffit pas : des facteurs autres que les référentiels usuels interviennent dans l'approche de la géographie par les représentations spatiales. De même que pour les représentations spatiales en général, la représentation de la distance dépend aussi de l'individu, de son environnement physique et social et de sa pratique (mode de transport usité par exemple) (Bailly, 1985). Interviennent aussi le type de route, le degré de familiarité comme la durée de résidence, la direction (les distances vers le centre-ville sont sur-estimées), la période de la journée (le soir, les distances sont sur-estimées) et les durées d'attente en transport en commun. Ainsi, à la suite de Frémont en 1976, il a fallu parler de “ **distance structurale** ” relative aux relations économiques et sociales et de “ **distance affective** ” (Bailly, 1992). Il existe cependant une relation entre distance cognitive et distance kilométrique même si l'on ne peut pas conclure à une équivalence comme l'avaient fait Briggs et Vanderschraeghe en 1973 qui avaient noté par ailleurs une légère sous-évaluation des longues distances et une sensible sur-évaluation des distances courtes (Bailly, 1985).

Globalement, les cartes mentales sont donc composées d'éléments urbains identifiables, ordonnés selon des schémas spécifiques. Leurs structures, en nombre fini, sont en fait loin d'être aléatoires. Des types de composition de cartes peuvent être répertoriés, catalogués selon des entrées diverses, privilégiant soit la nature des éléments

dessinés, soit l'organisation des ces derniers par exemple. La présentation de quelques exemples de ces typologies fait l'objet du paragraphe suivant.

IV - 4 : Des typologies des cartes mentales

D'après Lynch (1976), les cartes mentales de la ville se structurent autour du domicile, du centre-ville et du lieu de travail entre lesquels s'effectuent la plupart des déplacements. En fait, les formes des cartes nécessitent des approches plus détaillées, ces éléments n'apparaissant pas systématiquement. Des auteurs tels que Zimmermann (1985) se sont intéressés à la forme des traits, à l'ordre d'apparition des différents éléments par exemple. La méthodologie de Felonneau (1994) est basée sur l'analyse du fond plutôt que sur la forme. Ses cartes mentales sont étudiées sous les aspects suivants :

- - qualité de l'orientation spatiale ;
- - qualité du repérage spatial : nombre de lieux évoqués ;
- - nature des lieux cités.

Enfin, l'étude de la structure de la ville a permis aux géographes de former quelques typologies sur les cartes mentales. Ainsi, par exemple, à partir d'une enquête au Venezuela, Appleyard (1970) distingue deux grandes catégories de cartes en fonction du type d'éléments prédominants et du niveau d'exactitude :

- - celles avec des éléments séquentiels, correspondant à un tracé plus ou moins complet des différents chemins de la ville ;
- - celles marquées par des éléments spatiaux, par exemple des bâtiments et des repères qui peuvent être ou non reliés entre eux. Cette distinction est similaire à celle faite par Shemyakin (Bailly, 1985) sous la forme de *route maps* (des itinéraires) et de *survey maps* (un schéma de disposition d'objets).

Il faut noter ici que l'interprétation des cartes mentales ne pouvant pas être séparée du contexte socioculturel du sujet, toute tentative de transfert des typologies d'un milieu à un autre risque de s'avérer vaine. Cependant, ces travaux comportent des éléments suffisamment similaires pour constituer des indices valables dans l'étude des cartes mentales. De plus, cette approche a le désavantage de faire oublier le caractère conceptuel des représentations spatiales : les éléments qui apparaissent dans les cartes mentales ne sont pas forcément ceux que l'individu connaît personnellement, ils peuvent être liés à des expériences médiatiques ou cartographiques par exemple (Bachimon, 1997). C'est pour cette raison que les cartes mentales ne peuvent se suffire à elles-mêmes, elles doivent être complétées par des recueils de données sous une autre forme qui mettent en valeur les aspects symboliques et non spatiaux des représentations spatiales.

En conclusion, les représentations spatiales constituent une des formes des relations qui s'établissent entre les hommes et leurs espaces. Certaines sont utilisées au moment de la prise de décision du déplacement, comme le choix d'itinéraires par exemple : ce sont les moins communicables. D'autres ne dépendent pas des motivations instantanées

des individus. Remises à jour régulièrement, elles reflètent en partie les rapports "stables" entre les citadins et la ville. Ce sont elles que l'on peut appréhender par le recueil de discours et de cartes mentales. Mais ces deux catégories de représentations ne peuvent être déconnectées de la pratique quotidienne de l'espace urbain qui les met en œuvre continuellement. Ce sont ces liens qui sont maintenant étudiés.

Section 2 : Représentations et pratique de l'espace

La pratique quotidienne de l'espace urbain peut se lire de multiples façons : espaces vus et fréquentés, itinéraires empruntés, motifs des déplacements, modes utilisés, durée de séjour dans un lieu, par exemple. Une approche des pratiques par l'étude de la mobilité quotidienne a l'avantage de s'attacher à la plupart de ces caractéristiques, même si elle délaisse les aspects liés aux itinéraires urbains.

I - la mobilité urbaine quotidienne révélatrice des insertions urbaines

Les déplacements quotidiens hors du domicile rythment la journée des citadins : étudier, voir des amis, travailler, faire des achats, accompagner des enfants sont des activités régulières qui en ponctuent le déroulement. Ils constituent le lien entre les individus et l'espace urbain (Begag, 1991). "**Se mouvoir, c'est consommer symboliquement et factuellement du temps, de l'espace, c'est manifester symboliquement ses places**" (Dekkers, Tarrius, 1988, p. 30). L'analyse de la mobilité urbaine quotidienne est celle de tous ces déplacements effectués hors du domicile, quel que soit le motif ou le mode de transport utilisé, caractérisés spatialement et temporellement : ses principaux attributs sont donc les motifs, les lieux, la distance, la durée et les modes. Les deux premiers sont utilisés dans un premier temps pour illustrer la complexité de la notion de mobilité. Dans un deuxième temps, nous explicitons l'approche choisie.

I - 1 : Mobilité contrainte et mobilité choisie via les activités

L'homme inscrit son existence dans ses pratiques spatiales : ses occupations multiples l'amènent à se déplacer dans la ville et l'étude de ses déplacements reflète ainsi bien plus qu'un simple schéma d'activités : elles sont à l'image de ses goûts, de ses loisirs éventuels, de son activité professionnelle... et illustrent des aspects de son mode de vie. La vie quotidienne s'organise principalement autour de quatre sphères : celles du travail, de l'engagement associatif et politique, de la vie domestique et du temps libre. Les individus passent de l'une à l'autre au cours de la journée en fonction à la fois de leurs propres préoccupations (la mobilité est alors choisie) et des contraintes qui leur sont imposées (Kaufmann, 1999).

Ainsi, la mobilité quotidienne reflète en partie les choix individuels, car les individus ne subissent pas passivement un espace urbain donné. La ville est un lieu de création lié

à sa consommation où les citadins vont développer des stratégies particulières, allant à l'encontre ou non des normes sociales. Les pratiques ne s'ajustent donc pas complètement aux structures (De Certeau, 1980), elles reflètent réellement des stratégies d'acteurs. Appartenir à une association, se distraire, rendre visite à des amis ne répondent uniquement pas à des normes imposées par exemple.

Mais la mobilité permet également d'identifier certaines contraintes auxquelles sont soumis les citadins. Ce peuvent être des contraintes économiques, qui les empêchent d'emprunter des modes de transport coûteux, de fréquenter des quartiers éloignés ; elles sont également sociales dans le sens où, notamment en Afrique, rendre des visites, participer à des événements familiaux relèvent de normes culturelles. Elles sont également d'ordre domestique ou familial (Coutras, 1993). Car la sphère de la vie domestique renvoie à des nécessités de fonctionnement du ménage, obligeant l'individu à sortir de son logement pour effectuer des achats ou des démarches administratives par exemple (Kaufmann, 1999). Les déplacements motivés par le travail en sont un autre exemple puisque, généralement, en termes de lieux et d'horaires les citadins n'ont guère le choix.

La notion de mobilité dépasse donc largement celle d'une simple étude sur les déplacements, car sont directement mises en cause les raisons et les conséquences des sorties du domicile, inséparables du déplacement en lui-même (Montulet, 1996). Elle est un révélateur du mode d'insertion de l'individu dans la ville, à tel point que pour des villes occidentales on peut voir écrit que "***la mobilité est un moyen qui permet de profiter au mieux des bienfaits de la ville, devenant ainsi une des conditions fondamentales de l'insertion sociale des personnes, et donc un critère de discrimination sociale, voire d'exclusion***" (Coutras, 1993, p. 162). Cette prise de position attribue à la mobilité une valeur en soi qui ne nous paraît relativement pas applicable au contexte africain dans lequel ne pas se déplacer ne signifie pas n'avoir aucune vie sociale, ni ne pas travailler, les visites à domicile des personnes âgées et le petit commerce sur le pas de la porte rendent invisibles des activités pourtant nombreuses et un réseau de sociabilité potentiellement dense. La mobilité sera donc ici le reflet de modes de vie et d'insertions sociales différenciées. Si l'on peut apercevoir des indices d'isolement ou d'exclusion sociale, ce n'est en tout cas pas la mobilité qui en sera le seul indicateur. Cependant, la mobilité reste, pour les citadins, une "***[...] expression de leur volonté de trouver spatialement leurs marques, s'insérer, vivre à leur sens leur citadinité***" (Kane, 1999, p. 42).

I - 2 : Mobilité contrainte et mobilité choisie via les lieux

Une approche spatiale de la mobilité permet, au-delà des activités, de mettre en évidence le rôle de la localisation des déplacements : les sphères décrites ci-dessus correspondent également à des espaces de fréquentation. En effet, se déplacer permet, dans un premier temps, de relier des lieux (Rémy, 1996). Ces derniers ont une histoire qui les structure : leur agencement est une contrainte forte pour l'individu qui s'adapte plus ou moins à cet environnement, à ce système urbain prédéfini dont les origines se trouvent dans les logiques politiques, sociales ou économiques. C'est dans ce cadre que l'on peut parler de

"rigidité des espaces", notamment fonctionnels. Il s'agit par exemple de la morphologie spatiale (Juan, 1997). On retrouve ici en partie les éléments physiques décrits par Lynch, comme les voies, les carrefours, les immeubles, les enseignes... Il s'agit également de centres d'affaires, de lieux spécifiques de loisirs, marchés, bref, ce que Hall (1985) appelait l'espace "à caractère fixe". Le contexte physique dans lequel évolue le citadin est constitué du paysage urbain qui joue donc un rôle essentiel dans les déplacements.

Mais la localisation des activités reflète également les préférences individuelles. Si cela est techniquement possible pour le citadin, les lieux sont potentiellement distants entre eux. Au contraire, il peut être plus ou moins contraint de re-positionner ses activités s'il ne peut assumer la charge d'un trajet obligé en mode mécanisé. Cette relative liberté d'action s'exprime notamment dans les activités non contraintes comme les loisirs ou les achats. Choisir entre tel ou tel lieu ne renvoie pas uniquement à des contraintes, ce peut être la marque d'une volonté délibérée. De fait, la plus ou moins grande ségrégation ou proximité des lieux fréquentés, leur agencement respectif en fonction des activités pratiquées sont donc des indices de reconnaissance différenciée de l'espace, issue à la fois de contraintes et de choix (Rémy, 1996).

En conséquence, se déplacer en ville relève d'un compromis entre espaces imposés et espaces choisis. La mise en évidence d'une telle complexité par l'étude de la mobilité quotidienne a fait l'objet de plusieurs approches, dont nous décrivons les principales dans le paragraphe suivant.

I - 3 : Des approches de la mobilité quotidienne

C'est en 1973 qu'Hägerstrand a introduit une approche individuelle de la mobilité quotidienne en soulignant l'importance de la notion de " programme d'activités ". Il sépare dans un premier temps les individus des activités et relie, dans un deuxième temps, ces deux " systèmes ". Il aboutit ainsi, pour chaque individu à une représentation graphique " géographico-temporelle " le situant dans l'espace et dans le temps. Si l'on veut étudier des groupes d'individus, il faut alors passer par des profils types d'activités (Hägerstrand, 1978). Mais sa théorie se révèle problématique car le programme d'activités est difficilement utilisable, de par sa lourdeur, lorsqu'on étudie des groupes d'individus (Bieber et alii, 1992). De plus, la définition des profils types est peu explicite. Dans le cas où ils pourraient être identifiés, ces profils seraient très désagrégés, relevant de lieux et d'individus spécifiques empêchant par cela une analyse agrégée et transposable des données sur la mobilité quotidienne (Bieber et alii, 1992). Enfin, cette approche s'intéresse à des individus détachés de leur cadre social et du contexte, oblitérant ainsi les relations entre pratiques, certes individuelles, mais d'essence sociale, et systèmes spatiaux (Di Méo, 1999).

Depuis, l'étude de la mobilité a évolué notamment en termes de modélisation et de prévision des comportements. Les évaluations prospectives sont en effet au cœur des problématiques occidentales : prévoir la mobilité c'est prévoir des infrastructures, adapter les anciennes et essayer d'adapter l'offre à la demande par le biais de l'amélioration des dessertes en transports en commun par exemple. Notre approche est différente dans le sens où nous avons choisi de privilégier une orientation plus sociologique et analytique.

Elle constitue d'ailleurs parfois un préliminaire à la modélisation des comportements, comme cela a été le cas pour l'évaluation d'un modèle stratégique sur Lyon (Raux et alii, 1997) et est développée par de nombreux chercheurs en France comme Orfeuil J.-P. (voir, par exemple, une étude de synthèse sur la France par Orfeuil et Troulay, 1989). Comprendre les comportements avant de les prédire, dans des régions où ils sont particulièrement mal connus, est le premier pas dans le processus de maîtrise de cet environnement. Mais la recherche en cette matière est encore largement insuffisante et réclame des développements en conséquence. Par exemple, Biros en 1983 (cité par Kane (1998)) notait qu'à cette date, au Sénégal, sur 57 études portant sur les transports urbains, seules 6 sont relatives à la mobilité. Or l'importance d'une telle approche est reconnue, puisqu'elle permet de connaître "les ressorts culturels et comportementaux des populations" que l'offre de transport devrait en partie satisfaire (Kane, 1998). Elle a aussi l'avantage d'être partie prenante des problématiques relatives à une compréhension globale de la société et de ses pratiques spatiales (Kane, 1997). "**La démarche socio-économique de la mobilité, son cadre théorique et méthodologique, est pour nous la meilleure approche pour comprendre les rapports que les citadins nouent avec les villes à travers les transports**" (Rosales Montano, 1990). Elle est développée, par exemple, par Gervais-Lambony (1994), par L. Diaz Olvera, D. Plat ([1], 1998) ou X. Godard ([2], 1997) dans leurs recherches sur la mobilité quotidienne en Afrique de l'Ouest. Il faut noter que les recherches de ce type sont rares, la plupart des travaux effectués sur les pays en développement étant "techniciques" ou opérationnelles, tournées principalement vers l'offre de transport et sa productivité (Kane, 1999).

En définitive, l'approche choisie prend en considération les motivations des individus et les caractéristiques sociales qui sont indispensables à la compréhension des mécanismes des comportements. Elle cherche en fait à expliquer la mobilité quotidienne en fonction de facteurs socio-économiques et permet d'agrégner les résultats au niveau de groupes sociaux et donc d'appréhender des comportements globaux. En effet, la mobilité urbaine quotidienne, dans une certaine mesure, révèle des attitudes de citadins et les relations de ces derniers avec leur environnement puisque "**les pratiques de l'espace trament en effet les conditions déterminantes de la vie sociale**" (De Certeau, 1980, p. 179). Une approche par l'évaluation de budget-temps permet de mettre en évidence l'existence de programmes d'activités types "**organisés en structures d'habitudes socialisées**". Une recherche des différences sociales permet, quant à elle, d'identifier certains écarts entre des comportements à l'aide de l'analyse des pôles d'activités "travail", "vie domestique", "sociabilité et loisirs" et "vacances" entre autres. Ces recherches interviennent ainsi dans la détection de caractéristiques discriminantes entre groupes sociaux (Abric, Morin, 1990). Globalement donc, la prise en compte des contraintes sociales, institutionnelles et individuelles complète l'analyse de la gestion journalière des déplacements et de leurs caractéristiques. Elle est donc ainsi l'outil d'une élaboration riche des interactions individus - espace qui s'inscrit dans des travaux plus généraux effectués sur les réseaux de relations en ville et l'influence de paramètres sociologiques sur les comportements urbains. Elle s'adresse donc, comme la modélisation, aux aménageurs urbains puisqu'elle décrit les stratégies des groupes de citadins et leurs évolutions afin de prévoir celles des grands centres urbains (voir, par exemple, Orfeuil, 1999).

La mobilité quotidienne, ainsi que les représentations spatiales, situent l'individu dans son contexte urbain, physiquement et mentalement. Or, l'un ne va pas sans l'autre : le citadin prend des décisions de déplacements en fonction de ce qu'il sait et de ce qu'il imagine de la ville, ces informations étant elles-mêmes modifiées par ses pratiques spatiales. Les deux notions sont donc fortement liées entre elles et permettent une approche globale des rapports hommes - espace.

II - Les représentations spatiales, origines et conséquences des comportements de mobilité

Il est maintenant évident, au vu des données relatives à la mobilité quotidienne, que représentations et pratiques spatiales s'influencent mutuellement, que ce soit par l'apport de données nouvelles ou par l'utilisation d'informations mémorisées afin d'identifier des éléments de l'espace urbain, de se repérer et de juger son environnement. La conséquence en est l'élaboration de rapports complexes qui sous-tendent les relations entre le citadin et la ville, que ce soit en termes d'attachement affectif, de projection d'une identité ou de territorialité des déplacements.

II - 1 : Interactions des représentations et de la mobilité quotidienne

“ [...] L'usage de l'espace urbain par un individu est étroitement lié à la représentation qu'il s'en fait ” (Begag, 1991, p. 65). C'est grâce aux représentations spatiales que l'individu va se déplacer en milieu urbain : il va en tirer les éléments, les connaissances nécessaires à son action en fonction de son but et de ses motivations. Le lien entre mobilités et représentations spatiales se situe au troisième niveau de traitement, les deux premiers étant l'extraction de l'information du signal et l'identification des objets et des formes. Après ces étapes, l'individu va construire des interprétations et prendre des décisions. Car les traitements, selon la théorie du cognitivisme, sont orientés selon des actions, des objectifs à réaliser, des buts à atteindre en fonction de contraintes (Richard, 1993).

D'autre part, la mobilité urbaine quotidienne influe elle aussi les représentations puisqu'elle agit directement sur la perception et est donc partie prenante de la (re)construction des représentations spatiales intuitives (Piaget, Inhelder, 1977). Elle permet aussi de modeler l'espace vécu, de modifier le contenu de la mémoire. La pratique de l'espace étend la sensation de familiarité en permettant la reconnaissance de repères déjà identifiés et en rendant l'espace compréhensible (Andan et alii, 1988). Le vécu est “ le premier mode d'appréhension de l'espace ” (Voyé, 1989). Ce lien est d'autant plus fort que l'interprétation-représentation va être requise dans tous les déplacements et va être modifiée : les connaissances vont être constamment remises à jour. C'est le phénomène d'inférence qui consiste en la création de nouvelles informations à partir des informations actuelles et passées (Richard, Richard, 1993). Alimentant ainsi les représentations en jouant alors le rôle de pré-expériences, cette connaissance des lieux permet l'anticipation de nouvelles expériences supposées en partie semblables (Noschis, 1984). En définitive, une schématisation proposée par Golledge et Stimson (1997) permet d'illustrer ces

interactions (graphe 1-1).

source : Golledge, Stimson, 1995

Ce schéma met en évidence les liens entre représentations et mobilités mais il ne faut pas oublier que les représentations ne sont pas uniquement conditionnées par l'espace vécu et que d'autres représentations extérieures à l'individu les modifient, que ce soient par des récits, des cartes ou les médias par exemple (Bachimon, 1997). De même la mobilité, si elle est influencée par les représentations, dépend d'autres facteurs (les motivations par exemple), ce qui rendent les interactions représentations - mobilité difficiles à interpréter³.

Ce sont ces concepts de représentations et de mobilité quotidienne qui servent de bases à cette étude. Mobilités urbaines quotidiennes et représentations spatiales ont le double intérêt de caractériser des types de comportements et des groupes d'individus.

II - 2 : Multiplicité des rapports hommes - espace

Représentations et pratiques spatiales permettent à l'individu de tisser des relations complexes avec son environnement : attachement ou rejet, identification, enrangement, concentration des activités par exemple. Nous avons ici choisi de les illustrer par trois exemples de relations prédominantes dans les études géographiques.

Le sentiment d'appartenance aux lieux

“ Je suis de là ”, “ C'est mon quartier ”, “ C'est ma ville ” sont des expressions largement utilisées en réponse à la question “ Pourquoi habitez vous là ? ”. En fait, les citadins s'approprient l'espace en fonction d'enjeux et de modalités propres à leur personnalité et à leur intégration sociale. Si un sentiment d'appartenance se développe c'est essentiellement pour des raisons relationnelles et donc sociales qui se jouent au quotidien (Milliot, 1995).

L'espace reste le support de ces relations mais un support abstrait puisque, en fait, le sentiment d'appartenance ne s'accompagne généralement pas d'une meilleure connaissance de l'environnement, et ce bien qu'il soit un espace fréquenté régulièrement. Il acquiert en fait une symbolique plus forte en étant idéalisé, au détriment d'une réactualisation des données sociales ou physiques de cet environnement. “ **Plus un quartier est approprié par ses habitants et plus ce quartier est imaginé par ses habitants** ” (Chalas, 1995, p. 27). Cet imaginaire relatif à un espace d'attachement affectif est porteur en fait de l'identité même des individus. “ **Appartenir à son quartier, c'est en premier lieu, non pas le connaître, mais s'y reconnaître, s'y retrouver soi-même et, par là, c'est nécessairement l'imaginer** ” (Chalas, 1995, p. 29). En fait de connaissance, il faut donc ici parler de reconnaissance.

³ Nous parlons ici de liens, d'interactions car il ne nous paraît pas pertinent d'instaurer une relation de cause à effet entre les deux concepts : les représentations influent les choix de déplacements et la mobilité, même quotidienne, modifie les représentations spatiales.

Ainsi, pratiques et représentations spatiales sont intimement liées dans l'expression de ce sentiment. A cet attachement, peut s'ajouter une concentration des activités autres que relationnelles sur une petite partie de la ville. Les individus cherchent alors à reconstruire artificiellement un monde idéalisé, connu antérieurement ou non : le microcosme du village. Le " quartier - village " ou " village urbain " a pu être identifié dans toutes les grandes villes du monde. Plus qu'un sentiment d'appartenance à un lieu, il illustre en fait la peur d'un espace trop grand pour être maîtrisé.

La notion de quartier village

Cette notion pose des problèmes de par sa nature même, puisqu'elle superpose deux sens antinomiques. Le quartier est un fait strictement urbain : il est intégré à la ville et, par essence, ne contient pas en son sein l'ensemble des services que l'on peut trouver en ville. Or le village est autonome par définition et concentre un certain nombre de caractéristiques qui lui permettent d'exister hors du centre urbain. En ville, rares sont les quartiers comportant une pluralité de fonctions suffisant à limiter l'espace fréquenté des individus, et notamment des actifs. Une partie des activités des citadins doit se dérouler " ailleurs " en ville, ce qui réduit le quartier à un cadre relationnel (Grafmeyer, 1991). De plus, en ville, l'individu appartient à plusieurs groupes non constitués par la simple proximité spatiale mais plus par une communauté de goûts et d'objectifs et qui se rencontrent dans des lieux leur correspondant. Dans un village, au contraire, c'est le fait d'habiter ce lieu qui impose à l'individu des devoirs et des droits et qui l'apparente à la communauté qui y vit. La relation sociale y est donc imposée alors qu'en ville, l'individu a le choix, ce qui explique la multiplicité des situations dans un même quartier (Piolle, 1990). Malgré cela, on utilise souvent le terme de quartier - village pour définir des zones urbaines particulières dont nous allons ici décrire les qualités. Car, en fait, la métaphore villageoise semblerait se rapporter à l'image de la fixité, de l'immobilité, se traduisant à la fois par l'habitat et les routines, les habitudes que l'on développe sur cet espace restreint.

Le quartier - village n'est pas un lieu en soi mais un ensemble d'individus ayant " choisi ", en fonction de ses propres normes (et donc représentations), de concentrer ses activités là (Piolle, 1990). Ainsi, c'est sur ce lieu à la fois matériel et social que va se développer un sentiment d'appartenance à double sens (j'appartiens et il m'appartient) puisqu'il est réellement créé (Tizon, 1996). La place assignée à l'individu par la société serait alors confortée dans le quartier, alors qu'au contraire, un malaise supposerait un décalage entre représentations sociales et situation perçue individuellement. Ainsi, le quartier - village n'est pas simplement un mode de vie, c'est aussi une des représentations concrètes des schémas socio-économiques dans lesquels les individus évoluent (Di Meo, 1993).

En conséquence, il est avant tout un endroit familier où l'individu a des repères facilement identifiés et qui sert de miroir à sa propre identité (Noschis, 1984). L'environnement physique est alors "**le support des liens affectifs qui se nouent entre habitants**" et entre l'habitant et un de ses espaces quotidiens. Il faut qu'il devienne un espace de rencontre avec ses voisins (Noschis, 1984). Car "**l'appartenance à un quartier est un moyen d'intégration à la communauté, de participation à une vie de relations**" (Frémont, 1982, p. 72). Donc le quartier - village nécessite l'existence de

relations sociales en son sein.

En Afrique, le quartier - village n'est pas obligatoirement peuplé de migrants ruraux mais souvent d'individus plutôt marginalisés qui, de fait, y trouvent un espace de sécurité contre une ville agressive et peu accueillante. Ainsi, on peut y trouver des ruraux ayant eu du mal à s'insérer, mais aussi des citadins qui vont qualifier leur quartier de "village" en opposition à la ville "blanche" (De Maximy, 1988). Un exemple typique de "quartier - village" est donné par Gibbal (1981, 1988) dans son étude sur le quartier de Fadjiguila, ancien hameau rejoint par la capitale Bamako et ayant servi de lieu d'accueil pour les nouveaux arrivants. Ce lieu s'est caractérisé longtemps, du fait d'une population particulière et d'un espace suffisant, par un habitat traditionnel conservé, par l'existence de groupes de rencontres informels basés sur l'âge ou le genre par exemple et par la similitude des espaces sociaux et fonctionnels pour les femmes. Ainsi, le mode de vie était hérité des traditions rurales. Les déplacements vers "la ville" étaient limités au minimum, réduits aux relations imposées, aux besoins quotidiens de travail et d'approvisionnement. Les ressources sur place étaient en effet particulièrement bien adaptées à la densité de population. Cependant, l'afflux constant de nouveaux habitants qui a diminué l'homogénéité religieuse et ethnique du quartier a fait éclater les systèmes ancestraux et a généré des tensions entre ses habitants. Les pouvoirs publics sont alors intervenus par des opérations de lotissement, de déguerpissement et d'assainissement qui ont remodelé le paysage urbain. En conséquence, les charges ont augmenté pour ces citadins qui se sentent exclus s'ils ne peuvent pas les assumer. Même s'il n'existe plus à proprement parler de "quartier - village", le passé est sur-valorisé dans l'imaginaire.

En conclusion, les caractéristiques qui font généralement d'un quartier un quartier - village sont (Grafmeyer, 1994) :

- - une homogénéité des peuplements et des modes de vie ;
- - une forte identification à un petit territoire regroupant l'essentiel des relations de sociabilité ;
- - une existence centrée sur l'environnement humain du quartier plus que sur la maison ;
- - une densité des interconnexions dans un espace local où se déplient efficaces réseaux d'entraide qui sont aussi des instruments de contrôle social du voisinage.

En termes de populations, il correspond à des situations diverses. Il concerne alors, par exemple, des individus enracinés depuis plusieurs générations dans un même quartier populaire, ou des communautés d'immigrants cherchant sur une zone réduite à retrouver les signes de leur identité ethnique ou religieuse (Grafmeyer, 1994).

En conséquence, cette concentration des activités occasionne une délimitation géographique des déplacements quotidiens et s'accompagne d'une connaissance plus précise d'un espace pouvant être parcouru relativement aisément à pied. Ce modèle de relations hommes - espace est loin d'être généralisable à toutes les parties de la population. D'autres individus ne connaissent pas aussi bien leur quartier, leurs activités se répartissent différemment et leurs représentations de la ville ne reflètent pas les

mêmes préoccupations : d'une logique territoriale, on passe alors à une logique en réseaux.

Du territoire au réseau

Chaque individu a une aire de familiarité dont la taille dépend de ses activités quotidiennes. Dans cette zone, il peut satisfaire ses besoins relationnels et "fonctionnels". Pour les individus qui ont les moyens de se déplacer en mode mécanisé, cette aire est vaste et peut comprendre une grande partie de l'agglomération, mais certainement pas toute car certains quartiers n'ont aucun attrait que ce soit parce qu'ils n'ont aucun intérêt réel pour l'individu ou parce qu'il les rejette pour des raisons sociales (quartiers trop pauvres, trop mal famés). Pour les citadins les plus pauvres, les frontières du quartier qui déterminent à peu près celles des zones accessibles à pied deviennent vite celle de cette aire de familiarité (Frémont, 1982). De plus, la définition de cet espace est liée à celle de l'identité de l'individu qui, en "**marquant son territoire**", concrétise ses rapports avec autrui et alimente ses propres représentations. La notion de territoire est donc directement liée à celles de relations "existentielles". Or, la "**déterritorialisation**" est l'éclatement même de l'unité sociale basée sur la proximité spatiale et la dispersion vers d'autres appartiances aux contours plus flous. L'individu se déplace alors sur un ensemble d'espaces (économiques, culturels ou sociaux par exemple) qui ne concordent plus (Sénécal, 1992). Même éclaté, le territoire reste de toutes les façons porteur d'identité : en dehors de cet espace, l'individu la perd, d'où les changements observés chez les migrants qui se retrouvent dans un espace où ils ne sont plus reliés aux autres et donc à eux-mêmes (Frémont, 1982). D'un côté nous avons donc le territoire construit à l'échelle du quartier, de l'autre le réseau "**déterritorialisé**" à une échelle plus large.

Le premier - le territoire ou "**l'espace territoire**" (Piolle, 1990) - se base sur un noyau fondamental d'ordre subjectif (affection ou habitude...) ou objectif (intérêts communs...). Peuvent s'y greffer d'autres liens, par exemple idéologiques ou historiques. Le territoire correspond, par les réseaux qui s'y superposent, à un mode de vie, à la création et à l'entretien d'un capital social (Fall, 1991). Dans son étude sur Dakar, Fall (Fall, 1991) indique que c'est la cohabitation, à savoir donc la durée de séjour, qui favorise la mise en place des "réseaux de voisinage". Le territoire peut alors se rapprocher de ce que nous avons dit précédemment du "quartier - village". Il peut être largement subi, du fait de contraintes économiques par exemple, ce qui fait de lui un lieu plus rêvé que réel. Mais il reste un espace physique et délimité autant qu'un espace imaginaire puisque qu'il sert de lien matériel identitaire traduisant des rapports culturels et de pouvoir (Tizon, 1996).

Le deuxième - le réseau ou "**le territoire délocalisé**" (Piolle, 1990) - est le résultat de l'éclatement de lieux d'activités et d'une gestion différente du temps. "Continuité et distance sont remises en cause par des usages créant des îlots reliés entre eux par des voies d'accès traversant, selon le "modèle autoroutier", des secteurs vécus comme inaccessibles et dont on ignore presque tout" (Piolle, 1990, p. 354). Dans ce cas, le lieu ne remet pas en cause l'activité qui est la motivation effective des déplacements. Au

contraire du précédent, ce réseau est généralement caractéristique d'individus pouvant se libérer de contraintes sociales et techniques (Piolle, 1990), ceux qui, par exemple, ont accès aux modes motorisés. L'espace va être "éclaté" et les géographies individuelles vont se complexifier (Di Meo, 1987). C'est ce qu'observe Orfeuil (1994) en tant que résultat du développement de l'automobile en France. Sa vision en est très négative puisqu'il déplore la perte des territoires identitaires basés sur la proximité. La déterritorialisation aboutirait alors à une ségrégation plus forte des populations défavorisées et à un abandon d'espaces porteurs de sociabilité.

Evidemment, entre ces deux extrêmes, se décline un ensemble de comportements et de représentations qui sont le fait d'adaptations à des situations multiples (culturelles, sociales, familiales, économiques par exemple). Les stratégies (et/ou les tactiques) développées par les citadins combinent généralement l'accessibilité à certaines activités et à des groupes sociaux et permettent de superposer territoire et réseaux (Piolle, 1990). Ces exemples traduisent ainsi la complexité des relations hommes - espace tout en mettant en évidence le rôle prépondérant des contraintes individuelles et sociales. L'étude de ces relations peut alors se faire sous ces deux angles sachant que chacun ne représente qu'une vision partielle de la nature de ces relations.

Section 3 : l'individu, un être social

L'espace perçu ou représentatif n'est pas un espace réel. L'individu a toujours une vision partielle en fonction de son cadre de référence interne. Interviennent dans la relation l'environnement, la mémoire et l'imagination : l'espace est structuré en fonction de la notion de familiarité, l'individu priviliege les signes les plus évocateurs, les plus rassurants et, éventuellement, les plus utiles à son action. De même, la multiplicité des comportements ne peut s'expliquer par les seules contraintes physiques. Les pratiques urbaines s'élaborent en fonction de déterminants socio-économiques et psychologiques qui influent les choix potentiels (Andan et alii, 1988).

Les exemples proposés ci-dessus montrent que, bien que les représentations spatiales soient des constructions individuelles et que les pratiques urbaines aient fait l'objet d'approches individualisées, elles s'inscrivent cependant dans une cohérence sociale, qui rend possible la cohabitation de citadins, ou de groupes de citadins dans une même ville. Car les espaces individuels sont des produits sociaux tant au niveau des pratiques que des représentations (Serrière, 1992), ce qui nous amène à passer d'une approche individuelle à une approche sociale.

I - Individus, société et espace

Si l'individu a ses propres motivations, sa propre psychologie, il évolue dans un contexte socio-économique très prégnant qui conditionne en partie ses pratiques spatiales et ses représentations. Sous forme de normes implicites, de valeurs sociales, ce contexte

influence ses choix et ses perceptions : “ *[....] pour être isolé, l'individu n'en continue pas moins d'appartenir à un groupe, à une classe sociale. Et ses réactions les plus anodines sont influencées. Quoi que l'on fasse et quelles que soient les précaution que l'on prenne, la société est là* ” (Moscovici, 1992, p. 12).

I - 1 : L'individuel et le social

Le citadin ne peut qu'utiliser les informations qui sont à sa disposition, quelles qu'en soient les formes, et il se situe lui-même dans son propre environnement et non dans un imaginaire total. Cet environnement contraignant a été théorisé par Di Meo sous le nom de formation socio-spatiale et n'existe que par le fait que l'espace n'est pas uniquement un support matériel mais aussi culturel et social (Noschis, 1984). L'individu l'intègre inconsciemment et il sert en partie de support à ses représentations et à ses comportements (Tizon, 1996). Ces repères sociétaux sont confirmés par Sénécal (1992) qui indique qu'avant tout et malgré des possibilités individuelles bien plus étendues qu'il n'y paraît, l'individu se positionne par rapport au groupe auquel il voudrait appartenir. Mais l'individu est-il uniquement social ? Certes non, cependant les approches environnementalistes ne donnent que peu d'autonomie à l'individu par rapport à son environnement socio-spatial où l'espace et la société sont porteurs de beaucoup de sens. Le système est alors constitué d'une boucle : les acteurs agissent en fonction de stimuli spatiaux qu'ils déforment par leur action (Di Meo, 1987). En fait, les stratégies individuelles ne peuvent que se développer dans un champ des possibles largement déterminé par les structures sociales et spatiales (Di Meo, Pradet, 1996). L'individu y construit sa “ métastructure spatiale ” qui prend en compte alors un univers plus individuel mais toujours largement dépendant du contexte dans lequel il se trouve. Dans un contexte donné, l'individu n'a pas de réponses réellement originales aux situations qu'il rencontre puisque c'est dans ce contexte que se trouvent les possibles (Di Meo, sd.). Cette théorie est approuvée par Jodelet (Jodelet, 1982) selon laquelle “ **la trop grande variabilité, en extension et en qualité, des représentations individuelles remet en cause le déterminisme physique** ” (Jodelet, 1982, p. 151). Ici aussi les normes et les prescriptions sociales de l'environnement permettent d'élaborer des pratiques et des représentations. L'espace urbain est alors avant tout un espace social. Les résultats de son étude sur Paris montrent d'ailleurs que “ **les significations strictement privées comptent pour peu dans l'organisation de l'espace** ” (Jodelet, 1982, p. 152), ce qui explique l'homogénéité relative des réponses obtenues.

Cette approche ne supprime en rien le rôle du citadin et l'existence de stratégies privées créatrices d'espaces et d'événements. En effet, une approche plus behavioriste admet, sans nier l'approche environnementaliste précédente, une certaine liberté de l'individu par rapport au contexte social. La sociologie ne permet en effet en aucun cas de décrire l'ensemble des relations de l'homme à l'espace, elle contribue simplement à en expliquer certains aspects. La preuve en est la variété de ces relations, dans un contexte social parfois contraignant. Un autre élément probant est l'affectivité que chaque individu associe à des représentations : joie et tristesse, vivacité et hébétude par exemple (Merleau-Ponty, 1976). La liberté des individus consiste alors à contourner ou détourner des règles qui s'observent (De Certeau, 1980). Les ruses développées par les citadins

quotidiennement relèvent de tactiques ou de stratégies traduisant la confrontation entre ces normes et ces valeurs à leur propres positions dans le système social. De Certeau (1980) utilise pour exemple les cheminement urbains qui, parce que l'individu peut faire des choix, peuvent être utilisés pour s'affranchir des systèmes urbanistiques. S'il est vrai que " quelle que soit la part de la psychologie individuelle dans la formation de ces représentations, elles renvoient toujours à des référents sociaux, culturels et territoriaux " (Di Méo, 1987, p. 580), l'individu socialisé s'adapte à son cadre, à ses conditions d'existence en effectuant des choix, au quotidien, rompant avec les routines normatives. C'est ainsi qu'il définit d'ailleurs sa propre identité. C'est pourquoi l'individu peut aussi développer des stratégies originales qui lui permettront d'être créateur de ses propres espaces. Cette possibilité est reconnue aux individus par les géographes (Tizon, 1996) : ils ont "**la capacité (partielle et inégalement répartie) de créer, de choisir, de modifier des espaces de vie nullement imposés par l'origine familiale, une situation sociale, un " choix " matrimonial quelconque...**" (Tizon, 1996, p. 30). Dans ce contexte, l'individu a une certaine autonomie que lui confère sa personnalité, ses désirs, sa subjectivité (Di Meo, Anglade, 1996). En matière de représentations, cela revient à faire la distinction entre les représentations collectives (donnant "le" sens aux lieux) et les représentations individuelles à partir desquelles les individus développent leurs propres stratégies. La reconnaissance de cette autonomie complète en partie les recherches environnementalistes débouchant sur l'établissement de classes sociales et de rapports sociaux à partir des espaces vécus, et ce parce que la mise en valeur de la psychologie individuelle ne peut en aucun cas diminuer l'importance des référents sociaux, culturels et territoriaux.

I - 2 : Caractéristiques individuelles ou sociales ?

L'influence du " social " sur l'individu a donc des répercussions à la fois sur ses représentations et ses pratiques. Ainsi, l'approche phénoménologique des représentations et de la mobilité met en valeur les caractères intrinsèquement individuels de ces derniers : l'âge, le genre par exemple. Cependant ces caractéristiques ne sont pas indifférentes dans l'espace social des individus. Au contraire, elles déterminent des rôles qui conditionnent en partie les comportements et les représentations. Par exemple, si la mobilité quotidienne est avant tout un acte individuel, elle dépend des contraintes sociales et des rôles qui sont attribués à chaque citadin. "**Les besoins sociaux se superposent aux besoins physiologiques élémentaires des individus**" (Hägerstrand, 1978). En fait, l'individu intègre un certain nombre de normes qui déterminent ses activités et leur localisation (et par incidence sa mobilité quotidienne). Ces normes peuvent être imposées par la position sociale des ménages et par les contraintes de l'environnement socio-économique. Elles peuvent être aussi intériorisées, reflétant ainsi l'existence de modèles de référence relatifs, par exemple, à la famille, au couple, au genre... (Andan et alii, 1988). Ainsi, chaque groupe social marque, par sa mobilité, ses territoires et ses réseaux (Dekkers, Tarrius, 1988) et les individus "**se reconnaissent à eux-mêmes et aux autres**" (Coutras, 1993, p. 163). En outre, la mobilité est d'autant plus liée à des aspects sociaux qu'à tout lieu connu, sont associées des valeurs (comme l'avait remarqué Ledrut) qui vont influencer sa fréquentation. Ainsi, parmi les trois critères identifiés par

Frémont (1982), dont dépendent les destinations des déplacements des citadins, se trouve “*la correspondance de chaque site avec une image sociale*”.

Les représentations spatiales sont également en partie des représentations sociales puisqu’elles sont communicables. Le processus strictement individuel intervient lors de l’acquisition et du stockage en mémoire des informations. Après, parce qu’elles prennent “*une forme symbolique et une signification pour un autre que soi*” (Bachimon, 1997, p. 22), elles quittent la sphère personnelle. Bien sûr il ne faut pas nier pour autant la part de la personnalité et de l’originalité de l’individu, qui rend d’ailleurs parfois cette communication des représentations difficile (Bachimon, 1997). Lynch (1976) avait déjà évoqué l’existence d’une image collective enveloppant des images individuelles. Frémont (1982), en s’inspirant de Capel, justifie quant à lui l’existence des représentations sociales (ou collectives) par celle de distorsions entre monde réel et images de l’espace. Ces dernières seraient dues notamment à “*l’insuffisance des instruments de connaissance*” ou “*à une manipulation consciente par les groupes sociaux qui contrôlent et exercent la diffusion des images*” (Frémont, 1982, p. 21).

La théorie émergente actuellement et la plus largement utilisée⁴ est celle d’Abric ([1], 1994). Ce dernier pense que les représentations collectives forment des cadres de pensée et que les réactions des individus, par exemple, à un plan de circulation constituent “*des réajustements collectifs de connaissance et de jugement*” (Abric, Morin, 1990). Elle repose sur le fait que les représentations sont structurées à partir d’un noyau central qui organise, stabilise et unifie la représentation. Il est constitué de trois types de déterminants dépendant de la nature de l’objet représenté, de la relation sujet-objet et des valeurs et normes sociales de l’environnement. C’est la base commune de tout groupe puisqu’elle intègre tout un ensemble de normes et de valeurs sociales permettant la cohésion d’une société ou d’une de ses parties. Ce noyau central est relativement stable dans le temps, c'est-à-dire qu'il évolue de façon lente. Enfin, il est indépendant du contexte dans lequel évolue l’individu.

Au contraire, les représentations périphériques situées autour de ce noyau sont moins stables et plus malléables. Elles ont trois fonctions : concrétisation, régulation et défense par des filtres et des traitements de l’information. Elles permettent en fait à des individus partageant le même noyau central de représentations d’avoir des attitudes et des représentations différenciées en fonction des circonstances : elles seraient donc plus individualistes et contextualisées (Abric, [1], 1994). Ce sont elles qui permettent à l’individu de s’adapter à son environnement et de confronter ses points de vue (Bachimon, 1997). L’intérêt d’une telle théorie est de différencier deux types de représentations, les unes stables et sociales, les autres flottantes et individuelles. Cette approche sociale des représentations et pratiques spatiales est aussi illustrée par les positions de Di Méo qui suggère que “*la capacité logique de connaissance et d'action des agents sociaux se construit en étroite liaison avec leur appartenance de classe et leur rattachement territorial. Double ancrage dont la combinaison définit, pour chacun, le lien socio-spatial*” (Di Méo, 1987, p. 572). Elle est aussi soutenue par Golledge (Golledge,

⁴ Voir par exemple les études sociologiques des représentations dans le colloque “Représentation[s]” organisée par la Maison des Sciences de l’Homme à Poitiers en mai 1999 (Actes à Paraître).

Stimson, 1997) qui affirme que soumis au même stimulus, un large groupe d'individus en aura une représentation similaire du fait même des contraintes sociales.

Les représentations spatiales sont donc, entre autres, le reflet des relations du citadin avec la société de référence. Car “ ***l'espace est une métaphore du système social*** ”⁵. Nous pourrons alors, en les étudiant, découvrir à la fois ces normes sociales de référence et les stratégies de l'individu par rapport à elles. Cette théorie a également pour conséquence qu'il existe, au sein de groupes d'individus, une homogénéité dans les représentations et dans les comportements.

En conclusion, au niveau de l'individu, les rapports hommes - espace tels qu'ils sont abordés dépendent de trois types de facteurs explicatifs. Le premier est relatif à l'environnement urbain : la forme des voies, des bâtiments et leur agencement conditionnent en partie les représentations et les usages de la ville. Nous retrouvons ici les théories de Lynch (1976) exposées ci-dessus. Le deuxième se rapporte à l'action de l'individu dans cet environnement, aux motivations implicites des citadins. Enfin, le troisième relève des caractéristiques individuelles qui déterminent des rôles sociaux. Il s'agit généralement de celles liées au cycle de vie, aux effets de génération, au genre et aux catégories socioprofessionnelles. C'est ce dernier type de déterminants que nous avons choisi ici d'étudier plus précisément. Car “ ***reconnaitre l'emprise de représentations sociales dans le champ des pratiques quotidiennes, c'est s'interroger en même temps sur ce que sont des groupes sociaux, comment on peut les caractériser et les différencier les uns des autres*** ” (Abric, Morin, 1990, p. 15).

II - Quelques facteurs explicatifs dans l'étude des représentations et des pratiques spatiales

Parmi les déterminants des pratiques et représentations spatiales, les plus couramment reconnus sont ceux liés aux rôles sociaux et économiques des individus dans leur société d'appartenance. Ces facteurs humains fonctionnels ou structurels permettent ainsi d'appréhender la rationalité des acteurs dans leur cadre de référence. Les exemples donnés sortent parfois du contexte culturel ouest-africain mais, sans prétendre aucunement à l'universalité des schémas identifiés, il est avéré que l'insertion culturelle et sociale de l'individu dépend, de façon générale, de son appartenance à des groupes, qu'ils soient sociaux, de genre, d'âge, de statut (Cuche, 1996). Ainsi, toute société repose sur ces clivages, c'est leur nature qui diffère. D'ailleurs les facteurs déterminants de la mobilité identifiés par Diaz Olvera, Plat et Pochet ([1], 1998) dans les villes africaines sont en premier le genre, puis l'âge et la position dans le cycle de vie et le statut socio-professionnel, de même que l'avaient remarqué d'autres recherches urbaines sur les pays développés.

Les caractéristiques familiales et individuelles sont partout reconnues comme déterminantes. Par exemple, l'âge et le genre de l'individu interviennent car ils

⁵ Théorie de Moles reprise par Schwab (1998).

sous-entendent des comportements différenciés. Elles ont ainsi été identifiées comme facteurs discriminants par Bruneau et Nzuzi (1985) dans leurs travaux sur la perception spatiale au Zaïre. Dans les travaux sur la mobilité il a été aussi reconnu que la répartition des rôles entre les hommes et les femmes influe sur les caractéristiques des déplacements (Godard, 1980). Les aires de proximité délimitées par les femmes, par exemple, sont plus vastes que celles définies par les hommes car elles se déplacent plus dans l'aire de résidence (Bailly, 1977 ; Haumont, 1980). Rosales Montano, dans son étude sur le Salvador, conclut, en parlant des femmes, que "**leurs modes de vie et de travail, leurs contraintes culturelles forgent des schémas d'activités différents de ceux des hommes et donc des formes différentes de déplacements**" (Rosales Montano, 1990, p. VIII-11).

Un autre type de facteurs liés aux individus se rapporte à leur place dans un contexte culturel et économique, reflétée par des caractéristiques comme le niveau d'éducation ou le groupe social d'appartenance. Les catégories socioculturelles ont aussi été identifiées en tant que facteur influant les représentations spatiales comme le montre l'étude effectuée par Binet (1976) sur les jeunes d'Abidjan. Les variations de ces représentations ont été observées entre jeunes de milieux sociaux différents, notamment en ce qui concerne la connaissance des lieux culturels en ville, mieux connus des enfants issus des milieux favorisés que des plus pauvres. Ces milieux sociaux s'apparentent en partie à des catégories socio-professionnelles. En ce qui concerne la mobilité, on a pu observer en effet des différences entre les salariés et les non-salariés, les actifs et les inactifs par exemple (Diaz Olvera et alii, [1], 1998) .

De façon complémentaire, les différences de revenus génèrent elles aussi des relations hommes - espace variées. En ce qui concerne la mobilité, cette variable fait depuis longtemps partie des critères d'explication des comportements. Ainsi, au sujet de la mobilité quotidienne dans les pays africains, peut-on lire : "**Les pauvres ont une mobilité réduite et l'on sait qu'en moyenne le niveau de mobilité est très dépendant du niveau de ressources disponibles**" (Godard, [2], 1997). C'est ce qu'observent Diaz Olvera et Plat (1997) à Ouagadougou et à Bamako par ailleurs. En outre, ce sont des ressources financières dont dépendent notamment les modes de transport accessibles et les activités pratiquées. Haumont (1980) remarque par exemple que les groupes sociaux les plus aisés sont ceux, entre autres, qui se déplacent le plus.

Les représentations spatiales dépendent également du moyen de transport utilisé, car l'espace perçu, vu, dépend en partie de la vitesse de déplacement (Virilio, 1984). L'automobiliste va ainsi remarquer surtout le devant de son véhicule, la route et ses éléments en proximité. Les éléments plus éloignés, qui ne bougent pas, comme les immeubles, attirent peu son attention. Les individus déforment aussi les échelles : l'espace se réduit. D'après une étude faite au Venezuela, ce sont les personnes en bus qui ont la perception de la ville la moins proche de la réalité, les automobilistes dressant des cartes nettement plus vastes et plus justes. Les utilisateurs de transport en commun ont moins de repères. Ces derniers sont essentiellement constitués des abris de bus et des stations de métro. Leur chronologie est linéaire et non ponctuelle comme celle des automobilistes. La question reste cependant, à ce niveau, de savoir si ces différences sont dues aux modes de transport eux-mêmes et à l'attitude des individus quand ils les

utilisent ou aux différences sociales sous-jacentes (Bailly, 1977).

Une dernière catégorie de facteurs concerne les " spécificités individuelles " qui posent des problèmes en termes de recueil et de traitement des données (Cauvin, 1999). Car chaque individu a ses propres représentations et des comportements liés à l'impulsion et à l'intuition difficilement définissables même s'il semblerait que l'on puisse les rapprocher d'attitudes culturelles (Andan et alii, 1988).

En définitive, le revenu, l'âge, le genre, les catégories socioprofessionnelles constituent des exemples de caractéristiques individuelles influant sur les représentations et les pratiques spatiales. Mais ce ne sont pas les seules : nous pourrions ajouter la place dans le ménage, le lieu de résidence en ce qui concerne les travaux sur la mobilité quotidienne par exemple (Diaz Olvera, Plat, 1996). Aucune de ces variables ne suffit à elle seule à décrire l'ensemble des comportements de mobilité et des types de représentations spatiales. Dans leur étude sur la mobilité des pauvres de Bamako et de Ouagadougou, Diaz Olvera et Plat (1997) notent d'ailleurs l'hétérogénéité des comportements dans cette population, en fonction du genre, de l'âge, de la situation professionnelle et de la position dans le ménage. De plus, d'autres déterminants sociaux peuvent apparaître. Deux ont été peu étudiés jusqu'à présent, même si leur importance a été reconnue : les lieux antérieurement connus et la durée de résidence, que nous pouvons rassembler sous le nom de parcours migratoire.

III - Influence des parcours migratoires

Le passé et les souvenirs que nous en gardons constituent un des déterminants des représentations et des pratiques spatiales : ils nous permettent de catégoriser, d'établir des repères stables que nous pouvons reconnaître ultérieurement. Les lieux connus, notamment, influencent les représentations même des lieux fréquentés parce que les citadins vont comparer, évaluer leur environnement en fonction des représentations de leur propre vécu : "*[...] l'environnement urbain [...] est interprété par chacun en fonction de sa mobilité passée et de ses perspectives de mobilité à venir*" (Brun, 1993, p. 3).

III - 1 : Le rôle de l'expérience

L'expérience, le vécu, éléments essentiels de la personnalité de l'individu, ont une importance prépondérante dans l'élaboration des représentations spatiales car elles sont le résultat d'une mise en mémoire de lieux et de faits, comme nous l'avons vu en section I. Lynch le souligne ainsi dès les premières pages de son ouvrage : "*Cette image [la représentation mentale] est produite à la fois par des sensations immédiates et par le souvenir de l'expérience passée, et elle sert à interpréter l'information et à guider l'action*" (Lynch, 1976, p. 5). De plus, Ledrut (1973) avait déjà reconnu que le vécu était une partie essentielle de la représentation spatiale urbaine. En amont de la représentation, au niveau même de la perception, Gibson, cité par Hall (1985), dans son étude sur la perception du monde visuel, souligne l'importance de la mémoire et de la vivacité des souvenirs. Ainsi, que ce soit au niveau de la représentation conceptuelle ou à

celui de la représentation-interprétation, l'expérience qui modifie les connaissances et les informations joue un rôle. Elle a donc été utilisée comme facteur explicatif dans de nombreuses recherches sur les représentations spatiales. Nous pouvons citer pour exemple celle de Félonneau (1994) sur les cartes mentales d'étudiants à Bordeaux qui a inclus dans son analyse les espaces vécus par ces jeunes avant leur arrivée dans l'université (lieu de naissance, lieux d'enfance et d'adolescence).

De même, dans l'étude de la mobilité urbaine quotidienne, les expériences antérieures sont reconnues comme étant des éléments importants. Elles font ainsi partie des facteurs identifiés par Piolle (1979) au même titre que d'autres variables individuelles telles que le genre, la situation socio-économique et le statut de l'habitant. C'est pour cela que Merleau-Ponty peut écrire que : “ **Dans chaque mouvement de fixation, mon corps noue ensemble un passé, un présent et un avenir, il sécrète du temps, ou plutôt il devient ce lieu de la nature où, pour la première fois, les événements, au lieu de se pousser l'un l'autre dans l'être, projettent autour du présent un double horizon de passé et d'avenir et reçoivent une orientation historique** ” (Merleau-Ponty, 1976, p. 277).

Une analyse de ce type est d'autant plus justifiée que certaines cultures ont tendance à mettre l'accent sur des représentations non physiques tandis que d'autres sont plus sensibles au phénomène de la perception. C'est ainsi que des individus avec des vécus différents sont susceptibles d'interpréter le même espace urbain de différentes façons (Gihring, 1975).

III - 2 : L'expérience des lieux

Un aspect particulier de l'histoire de l'individu est contenu dans les lieux qu'il a connus ou dans la durée de connaissance du lieu vécu. Ces lieux font référence à des parcours que l'on pourrait penser singuliers (dans le sens “ spécifiques ” à chaque individu) mais ils font partie en fait, et ce sera une de nos hypothèses, des caractéristiques sociales de l'individu (au même titre que l'âge ou le genre par exemple). Ce travail n'a pas l'ambition d'être exhaustif par rapport à cette notion mais de donner quelques éclairages sur ce problème. Notre approche distingue donc des déterminants de trois types relatifs à ces “ expériences des lieux ”. Le premier est relatif à l'origine sociale de l'individu, le deuxième à la connaissance des lieux fréquentés, le troisième à la confrontation avec d'autres modèles culturels. Si l'origine sociale détermine en partie les rapports hommes - espace, c'est parce qu'elle pose le problème du référent. La connaissance des lieux pose, quant à elle, la question de l'enracinement et du sentiment d'appartenance et, enfin, les “ chocs culturels ”, celle de l'évolution possible des référents sociaux.

Les référents sociaux

Les référents sociaux dépendent en grande partie de l'environnement culturel de l'individu. Apprendre des règles, des normes se fait dès le plus jeune âge et les répercussions sur les comportements et les représentations sont claires. Les lieux de l'enfance et de la jeunesse sont donc particulièrement importants, ce qui est d'ailleurs reconnu depuis Ledrut (Voyé, 1989). Globalement, à partir d'une culture et d'une

expérience commune, les individus adoptent inconsciemment des critères similaires pour traiter et réaliser leurs représentations spatiales, notamment en classant leurs perceptions selon des catégories générales, en fonction de leur activité, de leur forme, de leur fonction ou de leur localisation, auxquels s'ajoutent fréquemment des critères d'évaluation et de connotation critique (Gihring, 1975). “ *L'Image de la ville est un “produit” culturel* ” (Ledrut, 1973, p. 24). Un exemple de ce genre d'influence est le système d'orientation chez les Maures de Mauritanie (Frerot, 1996). Dans certaines régions du pays, les repères cardinaux sont des secteurs identifiés par la forme particulière du relief. Mais ce n'est pas le cas pour tout le pays où d'autres ethnies adoptent d'autres systèmes de référence. Le système d'orientation ne serait donc pas fixe et universel mais intérieur au groupe, quand ce n'est pas au sujet. De même, alors que dans les sociétés industrielles, l'espace est objectivé et standardisé sous une forme continue de “ parcours-temps ”, dans les sociétés tropicales pré-industrielles, l'espace et le temps sont liés de manière spasmodique : après une longue période de stabilité les rythmes sont brutalement cassés (Gallais, 1976). L'une des raisons de cette différence semble être les échelles de cloisonnement social (village, lignage, tribu par exemple) qui hiérarchisent les échanges. Les distances sont également appréciées à travers ce prisme et sont raccourcies ou agrandies par rapport à une distance objective. Cet auteur note aussi que dans un espace tropical l'affectivité est plus importante que dans le nôtre. En résumé, l'espace vécu et représenté dépend fortement du cadre culturel dans lequel évolue l'individu.

Les comportements de mobilité ont, eux aussi, un fort ancrage culturel, puisqu'ils dépendent de normes sociales intériorisées (Haumont, 1980). Car se déplacer n'est pas totalement l'aboutissement d'un libre choix de la part de l'individu : il obéit à des contraintes culturelles qui lui prescrivent ou proscrivent certaines activités. Ces normes sont intériorisées et font référence au contexte social dans lequel les individus doivent accomplir des actes sociaux (Andan et alii, 1988). Par exemple, selon l'apprentissage par l'école et par la famille, des règles relatives aux loisirs devant être pratiqués selon l'âge ou le genre sont assimilées inconsciemment. Elles dépendent des rôles que la société attribue aux groupes socio-démographiques tels que la famille (Haumont, 1980). Cette action directe des lieux d'origine s'accompagne d'une action “ indirecte ” puisque l'origine sociale conditionne des choix relatifs aux professions exercées, aux lieux habités, aux personnes fréquentées... C'est ainsi que, au sujet de Ouagadougou et Bamako, “ *les différences entre citadins et ruraux ne peuvent être imputées uniquement à un effet de revenu et s'appuient aussi sur des différences d'insertion en milieu urbain* ” (Diaz Olvera et alii, [1], 1998).

Ces référents sont liés à l'histoire de l'individu et au milieu social et culturel dans lequel il a été élevé notamment, qui sont eux mêmes en relation avec son origine spatiale. Ainsi, certaines études (voir par exemple Di Meo, Anglade, 1996) distinguent les individus originaires d'une région et les autres, le lieu de naissance conditionnant des exigences spatiales différencierées. Mais ils ne suffisent pas à décrire les relations du citadin avec l'espace urbain, sa connaissance des lieux va elle aussi contribuer à leur construction.

Enracinement et apprentissage

Le problème des durées de séjour pose ceux de l'enracinement et de l'attachement. En effet, plus elles sont importantes, plus le sentiment d'appartenance se développe (voir paragraphe plus haut à ce sujet). Les analyses du lien entre durée de séjour et mobilité quotidienne sont plus rares. Les conclusions portent sur les habitudes qui s'instaurent au fur et à mesure du temps. Elles s'accompagnent généralement d'une meilleure connaissance des lieux, des commerces, des endroits potentiels de travail, des voisins... En fait, plus la durée de résidence est longue, plus l'ancrage affectif et concret au quartier est fort. Au contraire, en début de séjour, on peut observer un repli sur le domicile, une poursuite de la fréquentation de quartiers plus ou moins lointains mais mieux connus et un fort sentiment de méfiance. Ces résultats peuvent s'illustrer aussi par exemple par l'étude faite à Niamey par Sidikou (1980) sur les désirs de déménagements des Niaméens : “*Le quartier c'est la grande famille, le lieu où l'on se sent le plus en sécurité, le lieu où l'on est connu et dont on est fier quels que soient ses inconvénients. Le temps peut favoriser et fortifier ce sentiment d'attachement au quartier qu'on ne se résout à quitter que pour occuper sa propre concession [...]*” (Sidikou, 1980, p. 259). Cette recherche sera l'occasion de préciser les incidences des durées de résidence sur ces différences notions.

Déracinement et transformation des référents sociaux

Une autre expérience génératrice de pratiques et de représentations spatiales spécifiques est la rencontre avec des lieux dans lesquels l'individu ne peut utiliser ses repères sociaux et spatiaux antérieurs, des lieux où il va devoir, pour s'adapter, modifier ses relations avec les espaces urbains. Car, ainsi que l'avait déjà observé Koumba, “*on peut s'attendre à ce que les stéréotypes du groupe propre et du groupe autre se modifient du fait du contact intergroupes*” (Koumba, 1992). Biguma et Usunier (1992) notent aussi que les hommes d'affaires bantous, influencés par plusieurs cultures, ont tendance à développer des comportements complexes. Ils imitent, copient des modes de vie qui leur paraissent plus efficaces. Ils vont par exemple acheter pour leur valeur symbolique des objets et se les réapproprier en leur ôtant leur valeur pratique (telle que la montre qui sera plus un bijou qu'une horloge). De même, dans une étude sur le retour des immigrés portugais dans leur pays, Silvano (1995) étudie les modifications des pratiques spatiales après un séjour à l'étranger. “*[...] un émigrant de retour peut organiser son espace d'action (celui qui matériellement se trouve proche) en ayant comme référence l'espace du pays où il avait émigré (c'est-à-dire celui qui se trouve matériellement distant)*” (Silvano, 1995, p. 94). Il en résulte que son espace d'action va être un compromis entre les contraintes de son environnement actuel et les logiques construites lors de sa migration. “*La mobilité [résidentielle] se traduit par une mobilité des références*” (Silvano, 1995, p. 94). Réussir ce compromis est un défi pour le migrant dans son intégration, qui peut se traduire par la création de nouvelles formes de codes et de comportements. De façon négative, cette migration longue distance peut ainsi se traduire par des phénomènes de déchirement affectif, de ruptures sociales difficiles à vivre pour l'individu (Brun, 1993). Ces travaux indiquent, en tout cas, que les changements sont possibles. Elles insistent cependant peu sur les modifications dans les caractéristiques socio-économiques de ces migrants à longue distance. Or leur séjour à

l'étranger a pu se traduire par une amélioration de leur condition de vie, par un accroissement de leur famille, par des coupures avec le milieu d'origine avec lequel il est difficile de renouer. Tout concourt donc à ce que le migrant soit en partie "décalé" à son retour. Bien sûr, des changements s'opèrent aussi à l'intérieur même d'une société, sans contact avec une autre société parce que "**ses représentations des valeurs et de l'espace, ses croyances et ses idées, transcendent très largement l'univers de sa métastructure socio-spatiale**" (Di Meo, sd, p. 16). Cependant, à la suite de Malinowski, nous supposons que le changement culturel vient essentiellement de l'extérieur, par contact culturel (Cuché, 1996), que ce type d'expériences, notamment quand elles se prolongent, induit une transformation profonde des critères sociaux influant sur les représentations spatiales et les types de traitement effectués sur elles.

L'influence des parcours migratoires est donc largement admise même si peu d'études, et notamment en Afrique de l'Ouest, ont été développées à ce sujet. Les travaux englobant les trois concepts (pratiques, représentations spatiales et parcours migratoires) sont d'ailleurs encore rares. Nous pouvons ici citer trois exemples qui illustrent les problèmes qui lui sont liés. Sur deux capitales africaines, Ouagadougou et Bamako, notre mémoire de D.E.A. (Clément, 1994) montre que les origines géographiques et le parcours migratoire interviennent de façon non négligeable sur les caractéristiques de déplacements, directement ou non mais sans aborder les questions des représentations spatiales. En revanche, à Niamey, on peut noter qu'une thèse (Sidikou, 1980) avait déjà abordé ce sujet mais en termes de représentations et non de pratiques quotidiennes. Enfin, Nkaya (1990) a présenté une thèse sur le thème "**Images et pratiques de la grande ville au Congo**". Son travail, bien que très intéressant, met peu l'accent sur les différences entre groupes sociaux et donne un aperçu relativement général des représentations de l'espace urbain. De plus, si les pratiques et les représentations spatiales sont bien illustrées, elles restent des éléments distincts et peu reliées entre elles. Ces quelques travaux montrent la nécessité de compléter les recherches actuelles par une étude globalisante sur les différentes thématiques abordées.

Section 4 : Problématique et méthodologie

La problématique de ce travail a pour base le bilan présenté ci-dessus et cette approche sera donc multidisciplinaire. Entre psychologie sociale et géographie, nous tentons de répondre à quelques questions relatives aux liens entre représentations spatiales, pratiques quotidiennes de la ville et parcours migratoires. La méthodologie employée dans ce but puise ses sources autant dans les recherches sur les migrations que dans celles relatives à la mobilité quotidienne, autant dans des entretiens que dans des enquêtes plus directives : la multiplicité dans la forme des informations recueillies est à l'image de la variété des relations hommes - espace.

I - Problématique

Ainsi que nous venons de le voir, les représentations spatiales sont indissociables des pratiques quotidiennes de l'espace, elles s'influencent mutuellement en un mouvement continu en boucle de cause à effet. De plus, les représentations et les pratiques spatiales sont étroitement liées aux représentations et pratiques sociales parce que l'individu n'évolue pas dans une bulle : il est, continuellement et dès le début de sa vie, soumis à des contraintes sociales normatives qui lui permettent de vivre et de se connaître dans la société dans laquelle il évolue. Ces représentations et ces pratiques admettent de ce fait comme déterminants des modalités relatives à l'espace social de l'individu et illustrées par des variables comme le genre, l'âge, les catégories socio-professionnelles, les revenus et les parcours migratoires. Ces derniers, facteurs spatio-temporels, concernent à la fois les lieux connus antérieurement et les durées de séjour dans chacun des lieux habités y compris dans le logement actuel.

Des recherches antérieures démontrent leurs influences, soit au niveau des représentations, soit au niveau de la mobilité, mais leur nature reste floue. En effet, si les travaux généraux sur les notions étudiées sont largement répandues comme nous venons de le constater, leurs influences concrètes sont souvent peu explicitées : les études de terrain restent rares. Cette recherche tente ici de contribuer à une meilleure connaissance des citadins d'Afrique de l'Ouest en termes de relations spatiales et donc sociales.

Nos objectifs sont donc de montrer l'existence d'articulations entre des références sociales façonnées en partie par les parcours migratoires et des relations hommes - espace, basées sur des représentations et des pratiques dans une capitale africaine. Vu l'état des connaissances sur ces concepts en Afrique de l'Ouest, il s'agit ici :

- de préciser le contenu des représentations spatiales en Afrique de l'Ouest, par le recueil et l'étude de discours sur l'espace urbain et de cartes mentales ;
- d'en montrer les disparités en lien avec les différences dans les comportements de mobilité au sein de groupes sociaux " types " : groupes liés au genre, à l'âge... ;
- de montrer l'influence des parcours migratoires sur les représentations et les pratiques spatiales ;
- de mettre en valeur la cohérence de l'ensemble représentations spatiales - mobilité quotidienne. Cette cohérence est démontrée non seulement à un niveau spatial mais aussi à un niveau social.

Les trois formes d'expériences des lieux décrites dans la section précédente peuvent être illustrées par les caractéristiques des parcours migratoires suivantes : le lieu de naissance, la durée de séjour et les migrations en Occident. La première parce qu'elle fait référence à une origine socioculturelle, la deuxième parce qu'elle est associée à la connaissance des lieux et la troisième parce qu'elle constitue un choc culturel important pour un Africain. Ce sont donc elles qui sont retenues dans ce travail en tant que facteurs influençant les relations hommes - espace.

L'ensemble doit permettre de donner un aperçu, sur une capitale africaine, des relations hommes - espace, et donc hommes - société, par le biais des représentations et des pratiques spatiales. Les différents outils, entretiens, cartes mentales et enquête-ménages, mis en œuvre pour ce projet sont présentés dans le paragraphe

suivant.

II - Méthodologie

Pour répondre à la problématique, nous avons eu recours à trois types de recueil de données : des entretiens semi-directifs associés éventuellement de relevés de cartes mentales et une enquête-ménages à questions précises (entretiens totalement directifs). Ces trois méthodes sont complémentaires ; la pluralité des informations recueillies a permis ainsi la mise en place de l'analyse des représentations et des pratiques spatiales. Elles ont aussi l'avantage de fournir des données à la fois qualitatives (par les discours et les cartes mentales) et quantitatives (à l'aide de l'enquête-ménages). La comparaison de ces informations permet ainsi la corroboration de certaines hypothèses. Le détail des questionnaires et des données recherchées est présenté ici relativement aux objectifs décrits ci-dessus.

Toutes ces enquêtes se sont effectuées à Niamey en 1996. Le choix de cette ville tient tout d'abord aux recherches précédentes réalisées par le Laboratoire d'Economie des Transports sur les capitales d'Afrique de l'Ouest. Deux enquêtes-ménages de mobilité quotidienne avaient déjà été effectuées sur Ouagadougou en 1992 et Bamako en 1993 (voir par exemple sur ces deux enquêtes, Diaz Olvera et alii [1], 1998). Un travail similaire sur Niamey permettait donc de compléter ces données sur des villes centrales et pauvres du sous-continent. Notre étude s'est greffée sur ce projet. Le travail sur Niamey a aussi été rendu possible par l'aide d'une étudiante nigérienne doctorante au Laboratoire d'Economie des Transports qui a permis d'ouvrir de nombreuses portes et a facilité les contacts de toute l'équipe sur le terrain.

II - 1 : Des populations ciblées

Chaque personne enquêtée, que ce soit pour les entretiens ou dans le cadre de l'enquête-ménages, a été interrogée sur ses caractéristiques socio-économiques : âge, genre, ethnie, situation familiale et professionnelle, niveau d'études. Nous avons aussi recueilli des informations sur le logement : statut d'occupation, type et localisation, ainsi que sur l'équipement en modes de transport des ménages.

L'objectif des recueils de données était aussi la reconstitution des parcours migratoires des individus. Que ce soit dans les entretiens ou dans l'enquête-ménages, les modalités étaient les mêmes. Elles seront explicitées après la définition de la notion de parcours migratoires.

Les parcours migratoires en question

Les facteurs dont dépend la notion de "migration" sont nombreux : espace géographique, durée de séjour, motivations, caractéristiques des différents migrants par exemple. Cette complexité oblige à opter pour certains d'entre eux quand on veut établir soit une définition, soit une typologie des différents types de migrations. Nous avons choisi, quant à nous, dans un premier temps, de nous baser à la fois sur l'espace et sur

les délais de séjour, ce qui nous a permis de mettre l'accent sur l'importance des modèles culturels dans les phénomènes de représentations et de pratiques spatiales.

Le terme " migration " désigne usuellement un déplacement d'une personne qui quitte son lieu de résidence habituel pour s'établir dans un autre, volontairement ou non, de façon temporaire ou permanente. Ainsi, le Population Reference Bureau⁶ assimile en 1980 une migration à "*un mouvement de personnes traversant une certaine limite afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence permanente*" (Domenach, Picouet, 1987). Cette notion fait exclusivement référence au concept d'unique lieu de résidence, ce qui est dommageable en Afrique de l'Ouest où les cas de double, voire de triple résidence ne sont pas rares. C'est alors l'ensemble de ces lieux qui constitue un pôle d'origine pour les individus se déplaçant.

Dans ce travail, la " certaine limite " définie sera constituée en fait par le logement que l'enquêté affirme être sa résidence principale. Nous répertorions ensuite chronologiquement l'ensemble des lieux habités, quel que soit l'endroit, hors de cette habitation actuelle. Mais se pose aussi le problème de la durée. Nous avons choisi de ne pas prendre en compte les visites et séjours de courte durée, car notre problématique se base sur l'hypothèse d'utilisation de référents sociaux et spatiaux qui ne peuvent être modifiés sur quelques jours ou quelques mois. Nous n'appelons donc migrations que les déplacements ayant pour destination des séjours d'une durée minimale de six mois. Cette durée est le délai minimum nécessaire à partir duquel le migrant peut commencer à s'imprégnier de son nouveau milieu, ainsi que le montrent plusieurs études. Par exemple, Dekkers et Tarrius (1988) indiquent qu'après une première période de résidence de 3 à 6 mois (appelée " période de reconnaissance "), les modes de transport empruntés changent, les pratiques de déplacement se stabilisent. De même, Traoré et alii (1995) ne retiennent dans leur enquête sur les cheminements migratoires à Bamako que les lieux dans lesquels les individus avaient séjourné pendant plus de six mois, les migrations de durée inférieure, considérées comme de courte durée, n'étant pas prises en compte dans leur analyse. Enfin, parmi les critères d'identification d'une migration, Poulain et alii (1991) notent : "*une durée d'absence ou une intention d'absence ou de présence (dans le nouveau lieu de résidence) d'au moins six mois*" (Poulain et alii, 1991, p. 25). Ce seuil a par ailleurs aussi été utilisé pour les recueils des parcours migratoires par Dureau (1991) dans son enquête à Quito (Equateur).

Ainsi, ont été répertoriés, pour chaque individu, tous les lieux habités pendant plus de six mois, le type de logement occupé, le statut d'occupation, la durée de résidence et la raison du déménagement. Ce recueil a été effectué à la fois pour les entretiens et pour les individus de l'enquête-ménages, même si, comme nous allons maintenant le présenter, les deux échantillons de populations ont été ciblés différemment.

Des parcours migratoires particuliers dans les entretiens

De par leur nature même et la faible taille de l'échantillon, nous avons choisi de sélectionner précisément la population enquêtée au cours des entretiens, afin de pouvoir

⁶ Organisme américain privé dont l'objectif est de fournir des données " objectives " sur la population américaine et internationale.

mettre en évidence l'influence des parcours migratoires. Nous avons donc travaillé auprès d'individus appartenant à des catégories homogènes en termes de genre et de position dans le ménage (fortement liée à l'âge par ailleurs). Il s'agit de 60 hommes, tous chefs de ménage. Nous avons choisi des hommes parce que ce sont eux qui migrent le plus, et le plus loin, ainsi que nous le verrons ultérieurement. De plus, les chefs de ménage sont principalement des actifs, ayant en charge parfois une famille. Interroger un autre membre du ménage aurait conduit à une disparité des situations de dépendance et de rôles sociaux (les cousins hébergés ne sont pas considérés comme les enfants, ni comme de simples amis par exemple) qui aurait sans doute rendu moins lisibles les résultats. Ce choix s'est effectué aussi en relation avec l'enquête-ménages dans laquelle nous avions pu seulement recueillir les parcours migratoires des chefs de ménage et de leurs épouses (voir paragraphe suivant).

De plus, toujours à cause de la taille de cet échantillon, nous nous devions de sélectionner des parcours migratoires singuliers. Dans le cas contraire, la multiplicité des situations et des histoires individuelles quant à ces itinéraires ne nous aurait pas permis d'en faire un traitement agrégé. De fait, nous avons opté pour trois types d'individus : ceux qui sont nés à Niamey et n'ont pas migré en Occident (les Niaméens), ceux qui sont nés au village, y ont été élevés, sont venus s'installer en ville sans avoir migré en Occident et n'en sont pas encore repartis (les villageois) et enfin ceux qui, quel que soit leur lieu de naissance, ont effectué un séjour en Occident de plus de 6 mois (les migrants en Occident). Les individus se répartissent de la façon suivante : 13 Niaméens, 17 villageois et 30 migrants en Occident.

Les entretiens se sont déroulés en deux temps. Quarante-quatre entretiens ont tout d'abord été réalisés au cours des mois de juin et juillet 1996 lors d'une première mission. Une seconde série de seize entretiens s'est déroulée au moins de décembre 1996. Un questionnaire spécifique à chaque parcours a été utilisé, les guides d'entretien peuvent être consultés en annexe 1 et 2.

Chacun des entretiens a duré en moyenne une heure et demi. La plupart des entretiens (les deux tiers) se sont effectués en français. Lorsque cela n'a pas été possible, j'ai été assistée par une étudiante nigérienne (Bibata DILLE) qui m'a servi d'interprète en djerma et en haoussa. Les contacts ont été établis principalement d'ailleurs grâce à son aide, ainsi qu'à celle des enquêteurs et des superviseurs de l'enquête-ménages. Les entretiens ont été aussi souvent que possible enregistrés, les retranscriptions qui en ont été faites sont fidèles aux réponses des enquêtés : le français peut donc paraître maladroit dans certaines citations, il ne faut cependant pas oublier que cette langue n'est jamais la langue maternelle des individus et que, culturellement, la langue parlée, même si c'est le français, ne correspond pas au français " métropolitain ", peu de citadins ayant été à l'école et sachant lire le français.

Des chefs de ménage et des épouses dans l'enquête-ménages

L'enquête-ménages s'est déroulée en décembre 1996. L'échantillonnage de la population enquêtée s'est fait principalement en fonction de leur répartition géographique, l'objectif étant d'interroger un ensemble d'individus représentatif de la disparité des situations

socio-économiques à Niamey. Les questionnaires relatifs à la mobilité urbaine quotidienne et aux représentations spatiales concernaient l'ensemble de la population enquêtée, soit 757 ménages, comprenant 2 732 individus de plus de 13 ans⁷. Vu le manque de données récentes sur la ville, le dernier recensement datant de 1986, cette enquête n'a pas pu être redressée. Néanmoins, de nombreuses précautions méthodologiques ont été prises pour que les informations recueillies soient représentatives.

Afin de ne pas alourdir un questionnaire déjà long pour les ménages, nous n'avons recueilli les parcours migratoires que des chefs de ménage et de leurs épouses représentant un total de 1 360 individus appartenant à 757 ménages. De plus, pour les mêmes raisons, ce parcours n'a été recensé qu'à partir du moment où les individus ont quitté le domicile parental. Il a été complété par quelques questions relatives aux lieux habités avec les parents qui toutefois ont été mal comprises par les enquêtés.

Ces parcours ont posé de nombreux problèmes en termes de cohérence notamment entre époux : les dates ne correspondaient pas toujours et les raisons de déménagement pouvaient ne pas être identiques. De plus, le choix méthodologique de ne pas recenser les "*étapes de vie*", telles que l'âge au premier et deuxième mariage, l'âge de la prise d'emploi par exemple rendait la reconstruction des itinéraires spatiaux difficiles à effectuer. D'autres l'avaient fait mais la lourdeur d'un tel recueil limite la possibilité de poser d'autres questions sur la mobilité ou les représentations par exemple. Ainsi, Dureau, dans son enquête sur Quito avait centré son enquête sur ce seul thème en associant activités professionnelles et lieux habités. L'enquête la plus complète a été effectuée à Dakar (Antoine et alii, 1995) et relevait dans un tableau complexe (AGEVEN) les événements familiaux, professionnels, résidentiels et migratoires. L'avantage d'une telle exhaustivité est que l'individu se souvient plus facilement de certains événements qu'il peut alors relier à des lieux par exemple, ce qui augmente la fiabilité des résultats obtenus. Etant donné que notre approche des parcours migratoires était essentiellement géographique, nous n'avons pas jugé nécessaire de demander autant de précisions. Le degré d'incertitude des informations a, en conséquence, augmenté et nous n'avons pas pu reconstituer les parcours migratoires de l'ensemble des individus. Néanmoins, les variables illustratives étudiées (le lieu de naissance, les éventuelles migrations en Occident et les durées de séjour à Niamey) ont été aisément retrouvées pour la plupart des enquêtés. Ainsi les durées de séjour à Niamey depuis le dernier retour n'ont pas pu être déterminées pour 60 d'entre eux seulement, 1 300 individus pouvant donc être étudiés sous cet angle. De même pour 46 personnes nous n'avons pas pu avoir connaissance d'une éventuelle migration en Occident.

Outre les parcours migratoires, les informations que l'enquête a permis de recueillir et que nous avons utilisées pour l'analyse sont relatives aux caractéristiques classiques du ménage (taille, composition, type du logement et statut d'occupation) et de l'individu (sex, âge, profession exercée, ethnie, niveau d'études...). Pour un détail plus approfondi des questionnaires, nous renvoyons le lecteur au document de Diaz Olvera et alii ([1], 1999), récapitulant les différentes étapes, l'échantillonnage et le découpage géographique

⁷ En fait, au total les ménages comportaient 4 883 individus mais seules les personnes de 14 ans et plus ont été enquêtées.

de la ville. Le questionnaire est consultable en annexe 3.

Ces données relatives à la situation socio-économique des individus sont nécessaires à une caractérisation sociale des individus, elles ont permis l'étude, de façon agrégée, de la population enquêtée. En effet, nous avons adopté une méthode "**toutes choses égales par ailleurs**", l'influence du parcours migratoire étant évaluée pour des individus de même âge, sexe et niveau de revenus (ce sont ces indicateurs qui sont, après analyse, les plus discriminants). Ce processus s'est révélé indispensable. Nous aurions en effet pu directement, sur l'ensemble de la population, effectuer ce travail en fonction du lieu de naissance, de la durée de séjour et des migrations en Occident. Or, cette méthode n'a pas donné de résultats satisfaisants : les effets des caractéristiques socio-économiques étaient prépondérants devant ceux du parcours migratoires. De plus, il existe des corrélations certaines entre les parcours et les caractéristiques socio-économiques, comme nous le verrons ultérieurement. Cette méthode a donc l'avantage de maîtriser l'interférence d'un nombre important de déterminants.

II - 2 : Les représentations spatiales en discours et en images

Concernant les représentations spatiales, trois types de recueil de données ont permis d'obtenir des informations sous plusieurs formes. Par les entretiens, nous avons pu étudier les différents discours relatifs à l'espace urbain, discours combinant connotations subjectives et descriptions physiques de la ville. Les cartes mentales donnent des renseignements sur l'éventuelle structuration de la ville en mettant en évidence des points de repères, les éléments marquants et leur agencement. Ces deux recueils sont liés : l'espace représenté va être structuré en fonction de sa signification tandis que l'on ne lui donnera du sens qu'en fonction de sa structure. Enfin, des questions spécifiques posées lors de l'enquête-ménages ont permis de préciser les rapports de l'individu avec son quartier d'habitation, les autres quartiers de la ville et le centre-ville.

Ces trois entrées géographiques serviront d'ailleurs de trame à l'ensemble de l'analyse des représentations spatiales. Ce choix est tout d'abord expliqué, avant de détailler les modalités de recueil des données.

Trois unités spatiales d'étude

La ville constitue en elle-même notre premier objet d'étude. L'existence de cette entité est couramment admise, en tant que réalité et en tant qu'"image" (Frémont, 1982). D'ailleurs de nombreux sociologues et géographes utilisent le terme " objet - ville ", comme par exemple, Capel (1975) ou Pétonnet (1987). Cette ville est composée de quartiers, tels que les a définis Lynch (1976) (nous en avons rappelé la définition précédemment). Leur existence est autant justifiée par l'histoire même des villes (comme, par exemple, la création de découpages officiels) que par leur utilisation en tant que référents identitaires (Saunier, 1994). Entre "**territoire figé**" et "**espace mental**" (Di Meo, 1993), les quartiers font intégralement partie du paysage urbain. Nous en avons identifié deux spécifiques : le centre-ville et le quartier d'habitation.

La question du centre-ville est délicate puisqu'elle pose le problème à la fois de son

existence et, dans ce cas, de son unicité éventuelle. Le centre-ville est à la fois un noyau originel et fonctionnel. Il constitue, par définition, le cœur de la ville, un lieu de rassemblement, de brassage et de pouvoir, un lieu de loisirs ou des démarches administratives (Reynaud, 1992). Il désigne ainsi un lieu de concentration de la plupart des fonctions urbaines : " activités politiques et administratives (spécialement dans les capitales), activités bancaires, activités de gestion commerciale, agences de voyage et équipement de grand tourisme, centre culturel, commerce de détail des produits et objets de luxe, services " rares " (professions libérales, cabinets d'affaires et de consultation juridique, cabinets médicaux de spécialistes, etc.) " (George, Verger, 1993). Ses qualités en font alors un pôle évident de déplacements. Si la multiplicité de ses fonctions laisserait envisager un espace neutre, en fait, il " fait naître quantité de sentiments " (Nkaya, 1990, p. 403). Cependant la croissance des villes industrialisées et des métropoles du Tiers-Monde remet en question non seulement la pertinence de cette notion mais aussi sa définition même (George, Verger, 1993). En effet, l'engorgement des centres-ville et l'éloignement des populations de plus en plus loin d'un noyau central, rendent difficiles et longs les allers-retours vers le centre et impliquent parfois un déplacement définitif des activités centrales vers les périphéries : c'est le phénomène d'exurbanisation, provoquant soit une disparition du centre, soit la création de plusieurs centres périphériques (Bordeuil, 1994). Dans le premier cas, les activités peuvent se déployer selon des logiques fonctionnelles ou géographiques par exemple (Bordeuil, 1994). C'est notamment le cas pour certaines villes américaines mais cela n'a pas été observé dans les villes africaines (Chalas, 1997). Dans le second cas, les nouveaux centres ne sont plus aussi multifonctionnels mais peuvent être formés par un centre commercial ou une gare par exemple. Leur point commun est alors de rassembler le maximum d'individus sans discrimination, favorisant ainsi la mixité sociale (Chalas, 1997). Dans une ville africaine à la croissance explosive, abritant en conséquence des populations aux comportements très variés, on peut donc se poser la question de la réalité et de la définition d'un centre-ville. Si à Niamey il existe véritablement un pôle commercial et administratif, l'étendue de la ville en fait également un lieu lointain et parfois peu accessible. De plus, certains services sont déconcentrés et les marchés dans les quartiers ne sont pas rares. De fait, dans quelle mesure ce centre-ville est-il unique, peut-il jouer le rôle qu'on attendrait de lui, pour qui et pourquoi ?

Le quartier d'habitation, quant à lui, entre domicile et espace urbain, est un "**espace de contact**" entre l'individu et la ville, entre le citadin et la société (Frémont, 1982, p. 13). Dans ce cadre, loin de n'être pas porteur de sens, il est chargé affectivement et socialement de connotations particulières, dépassant sa simple éventuelle fonctionnalité. L'exemple du quartier - village donné précédemment illustre bien toute la subjectivité que peut entouré cet espace. Mais l'intérêt du concept est lui-même remis en cause par la généralisation des modes de transports rapides, rendant accessibles d'autres lieux et d'autres activités et modifiant la notion de voisinage (Chalas, 1997). La notion de quartier d'habitation ne pose pas de problème à Niamey. Ainsi, dans une étude sur la ville, Nkaya (1990) indique que près de 90 % des chefs de famille savent son nom. Comme dans toute ville, ses limites en sont peu connues et dépendent des pratiques de l'individu. Ainsi la question des représentations et des pratiques de cet espace est donc ici particulièrement intéressante.

L'analyse des représentations qui sont attachées à la ville et à ses espaces singuliers, le centre-ville et le quartier d'habitation, permettra en définitive de mettre en évidence des images de la ville.

Les discours spatiaux

Les discours relatifs à l'espace permettent l'analyse des sens des lieux plus que celle des formes spatiales (Gilbert, 1986). Le jugement exprimé alors ne fait pas partie en lui même des représentations spatiales : c'est un traitement effectué sur elles qui permet de donner une valeur ou de comparer (Richard, Richard, 1993). Il utilise donc les représentations et devient l'un des moyens de les mettre en évidence.

Ces discours peuvent être le fait d'architectes, de politiques, de géographes. Leur étude est riche puisqu'elle permet de mettre en évidence des représentations spécifiques d'intellectuels façonnant structurellement l'espace urbain et que les données prennent des formes particulièrement variées : écrits, discours publics, lettres par exemple. Mais elle est restrictive puisque leurs discours sont le fait d'une élite culturelle et d'un groupe particulier ne reflétant pas en fait la pluralité sociale des représentations spatiales (Gilbert, 1986). Nous avons donc choisi, afin d'élargir l'échantillon, de nous intéresser à des citadins, hommes de la rue que nous avons interrogés sur des espaces dans la ville car les méthodes en vis-à-vis constituaient l'unique moyen pour nous d'aborder leurs représentations. Selon la méthode employée par Gihring en 1975 (Gihring, 1975), les enquêtés n'ont pas été restreints à la seule forme physique des éléments urbains. Puisque les entretiens étaient semi-directifs, les individus étaient libres d'employer les valeurs et les formes de cognition qu'ils désiraient. Cette technique a deux avantages (Gihring, 1975). Tout d'abord elle ne nécessite pas de compétences particulières en dessin ou en conceptualisation sous forme de plans. Ensuite, du fait de la méthode choisie de questions ouvertes, la variété des réponses et des choix exprimés peut être étudiée en tant que variable indépendante dans l'analyse des caractéristiques de ces populations.

Soixante entretiens ont été effectués en 1996. Quant à leur analyse, il nous faut remarquer que, du fait qu'il a fallu recourir parfois à une traduction et que le français reste une langue étrangère pour les enquêtés, nous ne pouvons pas effectuer une analyse de la forme et de la structuration du discours. Nous nous sommes donc intéressés à la formalisation de la pensée relative à l'espace, de la même façon qu'a procédé Gilbert (1986) dans sa recherche sur l'espace dans le courrier des lecteurs d'un journal canadien. Cette méthode a l'intérêt d'informer non seulement sur le contenu manifeste mais aussi sur le contenu latent qui donne du sens aux représentations spatiales. L'analyse de ces entretiens aura donc pour objectif de mettre en évidence des thèmes prioritaires constitutifs des représentations et leurs associations éventuelles sans s'attacher au vocabulaire spécifique employé. Les thèmes ou unités de sens ont été préalablement identifiés dans chaque entretien, sans que soit retenue leur fréquence. En effet, la fréquence d'un thème dépend, à notre sens, autant de son importance pour l'individu que de la forme qu'a prise l'entretien. Dans la mesure où les entretiens effectués étaient semi-directifs, nous préférons, par prudence, ne pas en tenir compte. Les articulations des

thèmes identifiés ont été révélées par des analyses factorielles qui ont permis de mettre en évidence les cohérences des discours.

Même si les entretiens comportaient de nombreuses interrogations relatives à l'ensemble des unités spatiales présentées ci-dessus, seules deux d'entre elles ont retenu notre attention, pour des raisons de temps notamment. Il s'agit de la ville et du quartier d'habitation. Dans les questions qui les concernaient, nous nous sommes concentrés sur celles se rapportant aux représentations : description des changements observés, comparaison avec d'autres lieux connus, expression d'opinions, de critiques par rapport à ces espaces. Il a aussi été demandé aux enquêtés, dans la mesure du possible de comparer la ville avec leurs anciens lieux d'habitation.

Mais cette méthode pose divers problèmes (Abrik, [2], 1994). Elle nécessite tout d'abord de la part de l'enquêté une certaine maîtrise du langage. De plus, elle met en œuvre des mécanismes de censure et de filtrage de l'information divulguée que l'enquêteur ne peut pas totalement contrôler. Les méthodes d'analyse des contenus sont elles aussi remises en cause car les interprétations sont souvent subjectives. Bref, les entretiens ne peuvent se suffire à eux-mêmes. Non avons donc choisi de les compléter, d'une part, par des cartes mentales et, d'autre part, par une enquête-ménages.

Les cartes mentales

Le procédé de recueil des cartes mentales relève des techniques associées à l'identification et à la localisation des lieux. Elles peuvent se présenter sous plusieurs formes, iconiques ou non (Cauvin, 1999). Trois méthodes peuvent être utilisées pour leur élaboration (Zimmermann, 1985) :

- - carte faite par l'enquêté, en croquis libre ou sur fond de carte ;
- - carte faite par le "spécialiste" à partir des informations obtenues oralement de l'enquêté ;
- - carte centrée sur les comportements et non sur les perceptions.

Selon Zimmermann, seule la première est satisfaisante dans une logique d'analyse des représentations. La deuxième méthode serait plus "socialisante", plus "psychologisante", avec des résultats moins "substantiels" et moins "fiables" tandis que la troisième ne concerne que les comportements et non les représentations. La première méthode est effectivement la plus fréquente mais dans certains travaux on trouve une variante : le sujet doit placer sur une carte "muette" une série de lieux et repères demandés par l'enquêteur (Giraudo, 1989 ; Felonneau, 1994). Nous avons choisi de procéder en laissant l'individu dessiner librement, même si cette méthode a le désavantage de ne pouvoir s'adresser qu'à des lettrés, ce qui restreint l'échantillon susceptible d'être enquêté en Afrique. De plus, leurs tracés peuvent être faussés par l'aptitude des individus à dessiner (Cauvin, 1999). De fait, nous n'avons demandé cet exercice qu'à des migrants en Occident (ceux de la deuxième phase) et seuls ceux qui y avaient fait des études ont accepté de s'y plier.

Chaque individu ayant accepté de dessiner (soit 10 enquêtés) a effectué deux

“ plans ” : un de son quartier d’habitation, un de la ville. Il était proposé généralement une feuille blanche en format A4 présentée verticalement (certains l’ont tournée) pour chacune des cartes demandées. Puis il a été demandé de dessiner non pas spécifiquement des plans mais “ la ville ” et “ **le quartier d’habitation** ” et certaines cartes, ainsi que nous le verrons, ressemblent en fait peu à des plans. De plus, lorsque cela n’avait pas été fait, nous avons fait ajouter une légende. Pour la ville, nous avons ainsi fait dessiner les points cardinaux ainsi que pour le quartier d’habitation avec une indication, dans ce dernier cas, sur l’emplacement du logement actuel. Ces données recueillies lors des entretiens ont été complétées par le questionnaire de l’enquête-ménages.

Etant donné le faible nombre de cartes recueillies, il faut rester prudent quant à leur analyse dont les résultats, tout en restant significatifs, peuvent ne pas être représentatifs. Ces cartes de la ville et du quartier d’habitation sont donc présentées ici de manière illustrative, en annexe 9. Il y est détaillé les différents types de dessin identifiés. Les principaux résultats relatifs à l’impact de caractéristiques socio-économiques sur ces dessins sont indiqués en conclusion du chapitre 5.

Des questions spécifiques dans l’enquête-ménages

Le questionnaire reste la technique la plus couramment employée dans l’étude des représentations. Son approche quantitative des notions étudiées permet de mettre en évidence des facteurs discriminants et de les hiérarchiser. De plus, comme il est standardisé, il évite, dans une certaine mesure, les biais des entretiens. Cependant il ne faut pas oublier que les questions ne sont pas “ objectives ”, elles résultent d’un choix *a priori* quant aux thèmes à aborder qui, de plus, est limitatif dans les réponses que peuvent donner les enquêtés (Abric, [2], 1994). Le questionnaire constitue donc un outil intéressant, dans la mesure où nous avons pu le compléter par des données plus qualitatives.

Les questions relatives aux représentations spatiales dans l’enquête-ménages s’attachaient aux images des différents quartiers de la ville. Cette image est par essence collective puisqu’elle permet aux citadins de s’orienter en ville et d’y identifier des secteurs. Les représentations qu’ils leur associent leur permettent de faire des choix au moment opportun (Gervais-Lambony, 1994). C’est cette ou ces images que nous avons essayé de reconnaître.

Pour les quartiers de la ville autres que le quartier d’habitation, les questions étaient ouvertes. Il était difficile d’effectuer un recensement de toutes les qualités potentielles qui leur sont attribuées. Nous avons ici choisi d’observer la structure socio-économique de la ville. Pour référence, on pourra consulter les questionnaires de Nkaya (1990), de Cukrowicz et alii (1987) et de Gervais-Lambony (1994) par exemple. En s’inspirant de leurs travaux, nous avons sélectionné six critères discriminants. Outre les qualités de “ pauvres ” et “ riches ”, nous avons aussi voulu mettre en valeur d’autres facteurs relatifs à la sociabilité caractéristiques des quartiers au travers des critères “ dangereux ”, “ vie comme au village ”, “ animés le jour ” et “ animés la nuit ”. Les six questions posées aux enquêtés sont les suivantes :

- - Où habitent les personnes riches ?
- - Où habitent les personnes pauvres ?
- - Quels sont les quartiers dangereux ?
- - Quels sont les quartiers animés la journée ?
- - Quels sont les quartiers animés la nuit ?
- - Quels sont les quartiers où l'on vit comme au village ?

Plusieurs réponses pouvaient être données à chaque question et chacune d'entre elles a été enregistrée. Chaque réponse a été codée et le nombre total de réponses données par chaque individu a été noté. Lorsqu'un individu répondait à une même question par deux lieux appartenant à un même quartier, ce dernier n'a été codé qu'une fois et le nombre total de réponses données à la question a été modifié en conséquence. L'ensemble de ces réponses a donné lieu à des analyses factorielles et a aboutit à une carte de Niamey par ses citadins. Dans l'analyse finale, n'ont été pris en compte que les quartiers indiqués plus de 15 fois au total, c'est-à-dire ayant recueilli plus de 1,5 % des citations totales. Ce niveau minimal était nécessaire en termes de représentativité pour les traitements ultérieurs.

Une seule question se rapportait au centre-ville. Il était demandé à chaque individu sa localisation. Les divergences des réponses montrent qu'on peut lui associer un imaginaire lié au vécu de l'individu et à sa pratique de la ville (Frémont, 1982). Il a aussi été demandé à chaque individu d'indiquer parmi les motifs proposés (achats, loisirs, travail, visites et raisons administratives), quels sont ceux qui motivent leurs éventuels déplacements vers ce centre.

Enfin, en ce qui concerne le quartier d'habitation, nous désirions identifier les désirs exprimés quant à ses qualités et aux difficultés au quotidien par rapport aux exigences des enquêtés. En effet, il n'y a pas de quartier sans images et sans "attentes collectives et individuelles". A ce titre, "sa fonction est moins de refléter la réalité des rapports sociaux que de favoriser les expressions subjectives sur ce qu'ils devraient être ou sur ce que l'on veut bien en percevoir" (Barou, 1995, p. 9). Nous avons, en conséquence, tout d'abord proposé aux enquêtés de choisir, parmi des caractéristiques d'un quartier, les trois les plus importantes pour eux. Les caractéristiques proposées étaient les suivantes :

- - on a des parents ou des amis comme voisins ;
- - il y a des commerces et des écoles ;
- - le quartier est à proximité du lieu de travail ;
- - le quartier est sûr ;
- - on dépense peu d'argent pour se loger ;
- - il y a de la place dans les concessions ;
- - on est raccordé au réseau d'électricité et d'eau ;
- - le quartier est calme.

Ce choix permet de mettre en évidence des positions opposées en termes de

revendications entre l'espace privé (concession) et l'espace public (quartier), entre les aspects financiers, sociaux et matériels (équipements du logement ou du quartier par exemple). C'est l'articulation de ces éléments entre eux qui permet de reconstruire des représentations contrastées du quartier d'habitation.

Nous avons ensuite demandé aux enquêtés de qualifier leur quartier en référence aux caractéristiques évoquées précédemment. Il fallait que pour chacune d'entre elles, ils indiquent s'ils pensaient que leur quartier la possédait ou non. Nous avons alors comparé les caractéristiques importantes et celles effectives. Plus les secondes seront semblables aux premières, plus l'individu doit être satisfait. Si elles sont éloignées, l'individu se plaît moins dans son quartier qui correspond moins à ses attentes. Un indice de satisfaction individuelle peut donc être calculé en fonction de ces résultats : il constitue un indicateur du degré de satisfaction, assez simple mais synthétique. Cet indice représente le nombre de caractéristiques désirées et effectivement possédées par le quartier et ses valeurs s'échelonnent entre 0 et 3. Afin de compléter ces résultats, nous avons aussi demandé aux individus s'ils désiraient déménager, ainsi que leur destination éventuelle. Cette question constitue un autre mode d'évaluation de la satisfaction par rapport au quartier d'habitation.

L'ensemble de ces données sur les représentations spatiales constitue une partie seulement des informations que nous voulions recueillir. S'y ajoutent celles relatives aux pratiques spatiales.

II - 3 : La mobilité urbaine au quotidien

Les pratiques spatiales, ainsi que nous l'avions indiqué, sont étudiées sous l'angle de la mobilité urbaine quotidienne. Ces renseignements ont été recueillis dans l'enquête-ménages. Il a été demandé à cet effet à chaque individu la liste chronologique de tous ses déplacements hors du domicile (même à pied et quelle que soit la distance parcourue) la veille du jour de l'enquête ainsi que leurs caractéristiques en termes de lieux géographiques, heures d'arrivée et de départ, motifs et modes. Ces données permettent de connaître des espaces fréquentés, la raison et le lieu des déplacements et, en définitive, des pratiques urbaines différencierées.

Choisir d'étudier la mobilité à partir des données relevées sur une seule journée pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, nous admettons qu'en Afrique comme ailleurs, il n'existe pas réellement de journée - type, reflétant les habitudes quotidiennes de chaque citadin. Les rythmes de vie ne s'organisent pas de façon répétitive et régulière si l'on sort du strict point de vue de la mobilité professionnelle (Dekkers, Tarrius, 1988). Cependant, si on agrège les résultats, il apparaît qu'en fonction de critères individuels et sociaux, les modes utilisés, le rythme des déplacements pour les loisirs ou les visites entre autres ne sont pas totalement aléatoires. Si l'échantillon est assez grand, nous pouvons identifier des constantes dans les caractéristiques de la mobilité urbaine (voir, en référence sur Bamako et Ouagadougou, Diaz et alii [1], 1998). Ensuite, nous prenons le risque de voir apparaître des activités exceptionnelles ou même des journées organisées de façon complètement inhabituelles pour l'individu. Mais le nombre d'individus enquêtés permet statistiquement de pallier ces difficultés en diminuant les chances d'apparition de

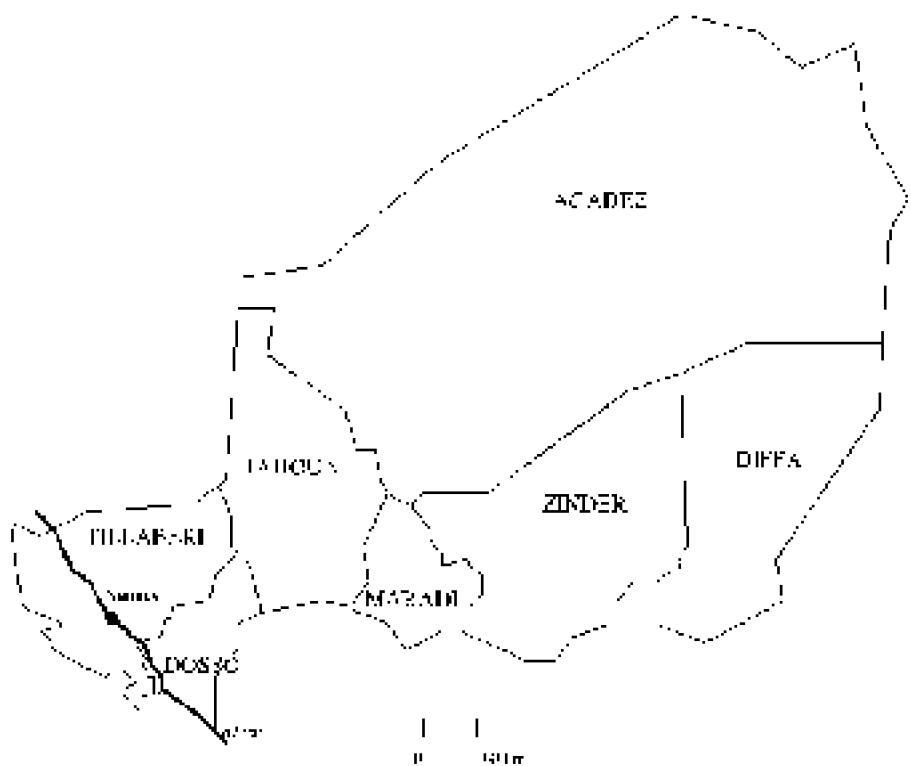
phénomènes trop rares (Bonnafous et alii, 1981). Une autre solution aurait pu être d'étendre l'enquête au relevé des déplacements sur plusieurs jours consécutifs mais cette méthode est généralement auto-administrée, ce qui s'avère impossible en Afrique où le taux d'alphanétisation est trop faible. Dans le cas contraire, l'envoi quotidien d'une enquêteur dans chaque ménage est très contraignant pour les enquêtés, notamment ceux dont les absences sont relativement fréquentes (Bonnafous et alii, 1981).

Un autre choix a dû être fait quant à la partie de la semaine étudiée. En effet, les mobilités en jours ouvrables et en fin de semaine sont relativement différentes. Tout d'abord, en week-end, les déplacements professionnels sont plus rares et en tout cas ne concernent plus les salariés. En conséquence, les individus se déplacent proportionnellement plus en heures creuses en fin de semaine. Ensuite, le nombre de citadins ne s'étant pas déplacés augmente pendant le week-end. D'autres exemples pourraient être trouvés qui inclinent à différencier la mobilité de semaine et de week-end. Nous avons donc choisi de ne présenter que la mobilité des jours ouvrables (du lundi au vendredi sauf jours fériés). Le problème des effectifs nous a aussi incité à faire ce choix : étant donnée la durée de l'enquête (une quinzaine de jours), sur les 1 360 individus composant l'échantillon, seuls 342 avaient été enquêtés pour leurs déplacements un jour de week-end, posant de fait le problème de la représentativité des groupes sociaux étudiés.

En conclusion, une mise en garde s'impose quant à la qualité de l'information recueillie. Malgré la bonne volonté des enquêteurs et la rigueur dans le traitement des informations recueillies, les représentations spatiales restent des notions relativement difficiles à "mesurer". D'autres interlocuteurs, un homme, un Africain, auraient sans doute obtenu d'autres données dans les entretiens. En ce qui concerne l'enquête-ménages, certaines questions ont pu être réinterprétées ou recodées par les enquêteurs, mal comprises par les enquêtés. Le passage par une traduction en plusieurs langues inconnues de nous-mêmes (le djerma et le haoussa) rend difficile les contrôles quant à la pertinence des questions et de leur forme. Les réponses aux questions ouvertes ont pu être abrégées par un enquêteur fatigué... Nous avons pu commettre à notre tour des erreurs dans les interprétations ou dans les codages. Cependant, ces biais ont été en partie évités par la comparaison des résultats des entretiens avec l'enquête-ménages. Leur correspondance relative nous permet de penser que, loin d'être constitués de simples monographies, les entretiens ont été l'occasion de confirmer la possibilité d'effectuer des analyses agrégées sur des données particulièrement sensibles aux conditions de recueil. Avant de présenter les analyses, nous situons le contexte de l'étude et détaillons les populations étudiées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 2 : CONTEXTE DE L'ETUDE

Le Niger, pays d'Afrique de l'Ouest n'a aucun accès à la mer, ce qui explique qu'il ne fut atteint par les premiers occidentaux qu'à la fin du siècle dernier. Il reste encore très enclavé, plus même que le Mali son voisin puisqu'aucun chemin de fer ne le dessert et ne permet donc une liaison avec les pays côtiers. Sa superficie représente deux fois celle de la France mais les zones désertiques du Sahara et du Sahel en occupent près de la moitié. Dans le Sud, coule le Niger sur 500 km, principal cours d'eau du pays. C'est d'ailleurs sur ses bords qu'a été construite la ville de Niamey. Le pays est divisé en 7 départements, eux-mêmes subdivisés en régions. Niamey appartient à celui de Tillabéri (carte 2-1).



Source : Carte IGN du Niger (1991)

Economiquement, le Niger est un pays surendetté dont la dette extérieure totale dépasse un milliard et demi de francs (L'état du monde, 1998). A l'image des pays voisins le PIB par habitant ne dépasse pas 1 000 \$ alors que, par exemple, il s'élève à près de 1 600 \$ pour le Sénégal ou la Côte d'Ivoire (L'état du monde, 1998). L'analphabétisme est très répandu puisqu'il concerne 93 % des femmes et 80 % des hommes (L'état du monde, 1998). En conséquence, dans le classement effectué chaque année par les Nations Unies sur 174 pays, en fonction notamment de l'espérance de vie de la population, du niveau d'instruction et du revenu, le Niger occupe en 1999 la 173^{ème} place devant la Sierra Leone (Tcherno, 1999). Cet état des lieux reflète une position économique et sociale difficile pour ce pays.

L'histoire de Niamey et des Nigériens porte les marques de cette situation. Les habitants de ce pays ne peuvent que chercher à améliorer leur niveau de vie et l'un des moyens utilisés depuis longtemps, mais de façon accrue depuis la crise, est de partir vers

des horizons prometteurs que ce soit une grande ville, un autre pays africain ou l'Occident. Plus ou moins couronnées de succès, ces migrations font partie des tentatives des chefs de famille pour aider leur communauté. Elles aboutissent généralement, à un moment ou un autre, à Niamey qui, de fait, comme la plupart des villes du Tiers-Monde, a vu sa population augmenter de façon explosive ces trente dernières années. Son urbanisme, les modes de vie de ses habitants ont donc rapidement évolué. La première section s'attache à présenter cet état des lieux.

Notre étude se penche sur un échantillon de la population de Niamey. Que ce soit dans les entretiens ou dans l'enquête-ménages le choix des enquêtés n'a pas une ambition d'exhaustivité. Néanmoins, leurs caractéristiques socio-économiques générales permettent de présenter un échantillon intéressant des modes de vie des citadins, ce qui fait l'objet de la deuxième section de ce chapitre.

section 1 : histoire de ville et histoires de gens

Les parcours des individus sont indissociables de l'histoire de la ville. En effet, Niamey a été façonnée par les vagues de migrants ruraux venus chercher en ville le travail et l'argent rares. Elle a aussi été marquée par la colonisation, par des politiques urbaines plus ou moins affirmées pour former aujourd'hui une agglomération hétérogène dans son urbanisme et dans les modes de vie qui s'y sont développés.

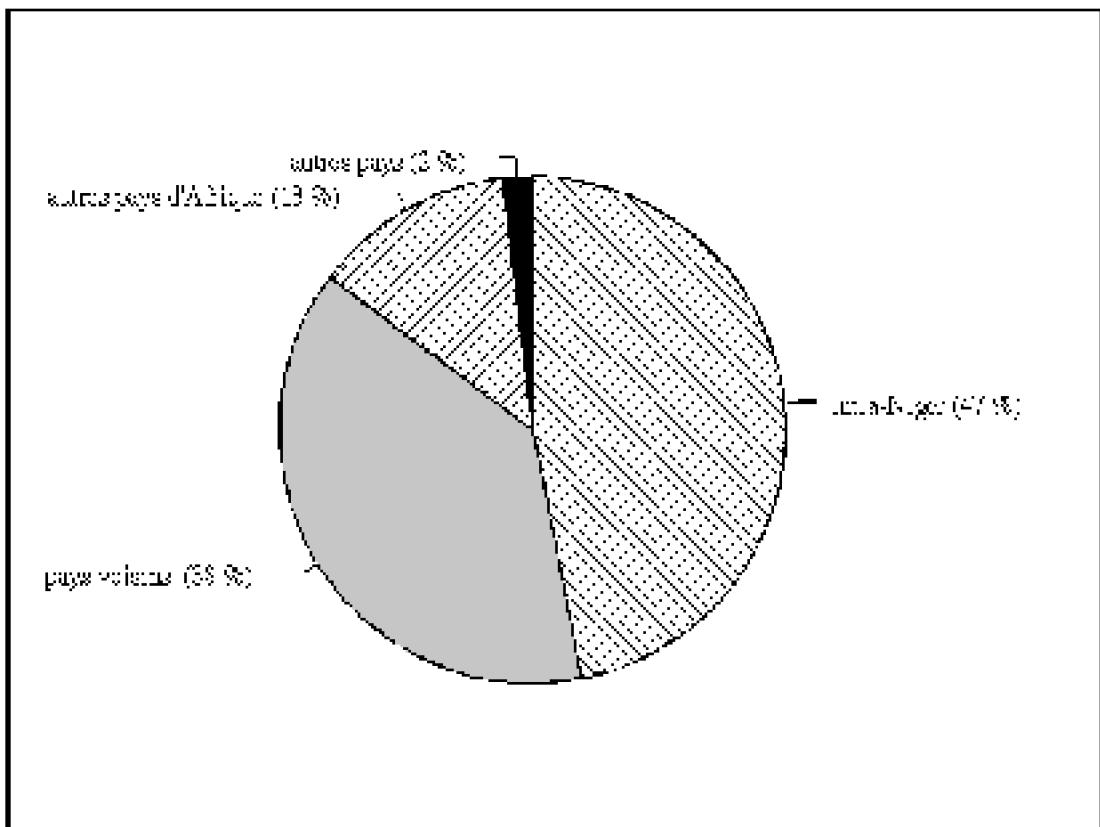
La difficulté la plus importante de cette description fut la disponibilité et la fiabilité des données. En Afrique, les données des recensements sont rares et peu fiables, car soumises à des enjeux financiers sous-jacents (Robin, 1992). Même s'il faut donc rester prudent quant aux enquêtes, nous avons essentiellement utilisé les données du recensement de Niamey de 1988 et celles de l'étude sur les transports de 1985 du Ministère des Transports. Ces informations. Néanmoins, elles donnent des indications intéressantes sur les migrations puisque les individus que nous avons enquêtés ont pu migrer il y a quelques dizaines d'années. Afin de les compléter, nous avons également illustré notre propos par des exemples d'autres pays ouest-africains tout en gardant à l'esprit l'importance du contexte socio-culturel dans l'étude des migrations.

I - Les parcours migratoires des Nigériens

La description complète des parcours migratoires des individus inclut toutes les migrations qu'ils ont effectuées, à l'intérieur de Niamey, du pays, de l'Afrique et hors du continent. Comme l'analyse ne porte que sur deux types de migrations, nous avons choisi ici de centrer la présentation sur les migrants ruraux et les migrants en Occident, leur point commun étant sans aucun doute à un moment de leur migration, la capitale.

La population nigérienne est majoritairement migrante puisque plus de la moitié des individus de 15 ans et plus (54 %) avait séjourné hors de sa localité de naissance en 1995, contre, par exemple, seulement 35 % des Maliens (CERPOD, 1995). Ce sont

généralement des migrations à courte distance, se répartissant à part égale entre l'intérieur du pays et les régions avoisinantes. La proportion de migrants optant pour des zones plus éloignées, à l'extérieur du sous-continent ouest-africain, reste marginale (graphe 2-1). Les choix, dans ce cas, s'orientent encore majoritairement vers des pays africains. On peut en effet remarquer la faible proportion de Nigériens migrant en Occident. Proportionnellement, les habitants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest sont plus attirés par les pays du Nord. Ainsi, 8 % des migrants maliens quittent l'Afrique, soit 4 fois plus que les migrants nigériens. Néanmoins, ces derniers ne sont pas différents de leurs homologues ouest-africains, dans leurs motivations et dans leurs destinations. De plus, l'objectif du travail n'est pas l'analyse de flux et nous avons obtenu un échantillon d'individus assez important pour pouvoir effectuer les traitements désirés.



source : CERPOD, 1995 Nota Bene : les pays voisins du Niger sont ici : le Burkina-Faso, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Nigeria.

Il existe au sein même des migrations, une variété certaine qui reflète la multiplicité

des itinéraires possibles. Si nous avons choisi de les présenter successivement, distinguant de fait les migrations ville - campagne et les migrations en Occident, il faut cependant garder à l'esprit que le plus souvent les parcours migratoires sont complexes et composés de séjours dans plusieurs sites. Et ceci est d'autant plus vrai que plus le migrant migre, plus il a tendance à migrer à nouveau (Gregory, 1975). Le choix d'une analyse fractionnée nous est imposé par le problème de recueil de données, les chiffres et les résultats concernant des parcours types laissant peu de place aux formes complexes des parcours migratoires.

En définitive, les migrations sont le fait d'individus à la recherche d'une amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur famille ou de leur communauté. Leurs destinations sont plus liées à l'histoire de leur pays et aux réseaux de solidarité qu'à de propres choix "aléatoires". Niamey se place généralement, en tant que ville de transit ou d'accueil, sur leur trajectoire. Nous présentons ici la population concernée par ces départs, les raisons qui les poussent ainsi que les lieux d'accueil au cours de leur trajet, en mettant en évidence la place particulière de la capitale dans celui-ci.

I - 1 : Qui part ?

Que ce soit du village vers la ville ou en Occident, les migrants sont généralement des hommes, rejoints à plus ou moins long terme par leur famille. La proportion des femmes, encore marginale, augmente cependant de plus en plus.

Comme les migrants hors du Niger, vers un pays africain, n'ont pas été étudiés, ainsi que nous l'avons vu dans la méthodologie, nous ne les présenterons pas. Cependant, il faut garder à l'esprit que les destinations internes au continent sont les plus fréquentes parmi les migrations internationales.

Qui part du village vers la ville ?

En ce qui concerne les migrations campagne-ville, les hommes constituent le plus fort contingent des migrants ruraux, même s'il y a plus de femmes et d'enfants que pour les migrants internationaux (voir par exemple chez les Dogon, Petit, 1994). Ce sont essentiellement des jeunes ayant quitté prématurément l'école et qui viennent grossir la masse des chômeurs, cette dernière dépassant déjà dans les années 70 en Afrique de l'Ouest 10 % de la population active (Wills King, 1977), mais on peut aussi y trouver des chargés de famille dont " le devoir " est d'aller chercher de l'argent pour les besoins du ménage (Cissé, 1983).

Les femmes migrent en moyenne au même moment que les hommes, c'est-à-dire avant 30 ans, 20 % arrivant en ville avant l'âge de 20 ans et un tiers entre 20 et 29 ans. Elles sont généralement déjà mariées au moment de leur migration, contrairement aux hommes, mais les situations sont disparates selon les aires géographiques. Ainsi à Bamako, 83 % des migrantes rurales sont célibataires (Findley, 1989). Elles sont plus souvent analphabètes que les hommes, ont peu d'expérience professionnelle. Leur moyenne d'âge est plus faible que celle des hommes car il s'agit parfois de fillettes confiées comme aides ménagères ou mariées à un migrant. Peu d'épouses suivent leur

mari car leur belle-famille préfère qu'elles restent (Petit, 1994). Globalement les migrations féminines intra-africaines, de même que pour l'Occident, sont passives : rares sont les femmes qui expriment une volonté de migrer sans raison familiale. Nous n'avons eu accès à aucune donnée en ce qui concerne les femmes nigériennes.

Les migrants en Occident ressemblent peu ou prou aux migrants ruraux de par leurs caractéristiques générales, comme nous allons le voir.

Qui sont les migrants en Occident ?

Les caractéristiques des migrants en Occident ont fortement évolué au cours des dernières décennies. Aux hommes seuls ont succédé des familles, et même parfois des femmes célibataires venues à leur tour tenter leur chance.

Les migrants étant au départ essentiellement des travailleurs temporaires venus pour deux ou trois ans, la majorité d'entre eux était des hommes seuls. La politique des pays d'accueil, le coût d'entretien d'une famille en Occident (pour la scolarisation des enfants par exemple) ainsi que la tradition selon laquelle les femmes devaient rester aider la mère de leur mari ne leur permettaient pas de faire venir leur famille auprès d'eux (Granotier, 1973 ; Barou, 1978). Du fait de la politique de regroupement familial et du développement des migrations féminines individuelles, la proportion de femmes migrantes a pu augmenter graduellement depuis 20 ans. Mais nous pouvons observer qu'en France, dès les années 70, les femmes nigériennes migraient déjà de façon significative : en 1975, elles représentaient en effet plus de 15 % de la population totale nigérienne en France (recensements INSEE 1975). Leur proportion a sensiblement augmenté depuis 1974 mais moins que l'ensemble des Ouest-Africaines. Actuellement la présence nigérienne féminine est même plus faible que celle des autres africaines. Au recensement de 1990, elles représentaient 35 % des Nigériens en France alors que 40 % des Ouest-Africains étaient des femmes.

Il reste que la présence des familles demeure faible. En 1982, les enfants de moins de 16 ans ne représentaient en effet que 24,5 % de la population sub-saharienne en France alors qu'ils étaient 32 % chez les algériens (Barou, 1990).

Quant à leur âge, lors de la première grande phase de la migration vers le Nord, ce sont les hommes ayant déjà travaillé comme manœuvres ou comme commerçants qui sont partis pour deux ou trois ans (Adams, 1977 ; Granotier, 1973). Ainsi, ces migrants étaient des individus d'âge mûr, de 40 à 50 ans qui avaient été employés dans d'autres pays d'Afrique. Peu à peu des jeunes, dont c'était la première migration hors de leur pays, ont accompagné les migrants lors de leur troisième ou quatrième voyage, même si ce phénomène reste limité pour les Nigériens.

Globalement, quelles que soient les destinations, ce sont donc des hommes jeunes, d'abord seuls, qui partent. Les raisons de ces départs sont plus complexes qu'il n'y paraît à première vue et les motifs économiques sont intimement imbriqués aux raisons sociales et psychologiques.

I - 2 : Pourquoi partir ?

Les individus migrent parce qu'ils ressentent un besoin. En fait, ils migrent quand ils perçoivent qu'il y a ailleurs la possibilité de le satisfaire. Ce besoin peut être d'ordre financier ou scolaire. Il peut être une fuite ou au contraire un rapprochement. En tout cas, il est assez impérieux pour que les individus acceptent de partir loin de leur région d'origine pour une longue durée.

Des raisons économiques prédominantes mais en déclin

La migration volontaire est définie comme étant le déplacement des personnes actives cherchant à satisfaire des besoins sociaux ou économiques, afin d'améliorer leurs conditions de vie, dans un pays autre que leur pays de résidence (Jenny, 1987). C'est la plus répandue des migrations dirigées vers l'Occident car les raisons des individus sont essentiellement économiques et liées à l'absence d'emploi, au faible niveau de vie, à l'espoir d'obtenir des salaires plus élevés ou une promotion (Société Centrale pour l'Equipement du Territoire, 1975). L'argent gagné devait permettre aux villages de vivre (Adams, 1977). Car les politiques fiscales coloniales et post-coloniales ont conduit directement à une diminution des forces de travail destinées à l'agriculture. Les ménages, afin de pouvoir payer les impôts, envoient alors l'un des leurs gagner l'argent nécessaire à leur survie (Gregory, Piché, 1983). L'argent gagné à l'étranger n'a pas ce seul but, il permet également au migrant de se constituer une dot. Il est également recherché en soi car, par exemple, au Niger, l'acquisition d'une certaine richesse est valorisée socialement : en milieu haoussa elle conditionne toutes les valeurs (Barou, 1978). Mais, actuellement les migrations de travailleurs se font de plus en plus rares de par la difficulté d'obtenir un visa. La plupart des migrants vers les pays du Nord sont donc des étudiants en cycle supérieur qui viennentachever leurs études en université. Pour ces motivations, le retour peut avoir plusieurs raisons : soit le migrant a récolté assez d'argent (le retour est alors réussi, ce qui est rare) ou il a fini ses études. Souvent, dans le cas d'un départ économique, le migrant revient en fait en situation d'échec, ce qui rend sa réinsertion difficile (Zehraoui, 1994).

Ce sont aussi des motivations économiques qui poussent les ruraux vers les villes (Cissé, 1983). En effet, l'exode rural au Niger a tout d'abord correspondu au développement économique du pays, à son industrialisation. Les progrès ont touché en priorité les centres urbains et les ruraux ont été attirés à la fois par des revenus plus élevés et des conditions de vie plus confortables (électricité, infrastructures sanitaires par exemple). De plus, les zones rurales souffrent d'un phénomène de sous-emploi dû à la fois à la rareté des terres, aux conditions climatiques difficiles et, paradoxalement, à la scolarisation. Cette dernière qui empêche les jeunes d'apprendre les métiers de la terre, mais qui aboutit rarement dans les zones rurales à un diplôme (par manque de moyens financiers souvent), pousse les jeunes à aller chercher de l'emploi en ville où la diversité des emplois est plus grande. A l'intérieur du pays, on peut aussi observer le même phénomène qu'en Occident. Pour les jeunes, les migrations pour poursuite des études, notamment dans le secondaire, peuvent être soit une motivation réelle, soit un prétexte pour rejoindre un milieu urbain. En général, il s'agit pour eux d'aller chercher en ville le complément de formation pour améliorer la situation de tous (Locoh, 1991), et rejoint de ce fait, les motivations économiques.

Si les études et le travail constituent les principaux moteurs de départ, vers la ville ou en Occident, d'autres, plus cachés, les complètent.

Le poids de la tradition et de la religion

Lorsque les aînés contrôlent la terre et les femmes, comme chez les Mossi (Blion, 1992), il en résulte une période d'attente pour les jeunes qui choisissent alors de migrer avant de revenir reprendre leur place dans la hiérarchie traditionnelle. Le départ peut être aussi une rupture sociale de l'individu avec le groupe à cause d'une dégradation collective de la solidarité ou d'une faute contre la coutume (Roussel, 1967). Corrélativement, le goût de l'aventure est une des composantes des motivations des départs. Ainsi au Niger, le jeune migrant était considéré comme quelqu'un qui a fait ses preuves, ce qui ajoutait à sa séduction (Barou, 1978). Dans ce cas, les destinations sont inconnues avant le départ et la migration sert à satisfaire une curiosité pour "un autre monde" (Bikatt Bimaï, 1992). Ce goût de l'aventure est perpétué par les récits des anciens et de ceux qui sont revenus, rapportant avec eux des objets modernes et des images très positives de leur séjour. Dans ce cadre, la migration peut également constituer un substitut à l'épreuve initiatique traditionnelle : le migrant rapporte alors une bicyclette ou une partie du montant de la dot par exemple (Roussel, 1967).

Les migrations causées par la tradition peuvent toucher des individus plus jeunes par le biais du "confiage" qui consiste entre individus de la même famille ou non en un échange ou en un don d'enfant. Le but de ce processus est de renforcer les liens familiaux entre membres d'une même famille, mis à mal par une séparation géographique, de favoriser l'accès à l'école en envoyant en ville des enfants issus d'un milieu rural (Lallemand, 1993) ou de soulager des mères trop occupées avec de nombreux enfants (Pilon, 1996). Il peut s'agir également, pour une famille pauvre, d'un moyen d'augmenter ces ressources : les enfants ou les adolescents sont alors placés en tant que domestiques ou gardes d'enfants contre rémunération (Bardem, 1997).

La religion joue aussi un rôle incitatif au départ, notamment l'Islam qui a favorisé le commerce. Ainsi Korhogo, à la frontière entre le Mali et le Nigeria, de même que Maradi (Niger) à proximité du Nigeria, tirent leur rente des retombées des négocios officiels et clandestins. Les deux villes abritent des groupes de marchands musulmans (les Dioula et les Haoussa) qui ont développé des réseaux très organisés et mobiles. Ils dominent ainsi le commerce ouest-africain depuis l'époque coloniale. Du fait de leur richesse, ils ont pris en charge les marabouts et élèves coraniques originaires de la brousse et ont édifié des mosquées dans les quartiers. Les parents, confiants dans cette prise en charge, envoient volontiers leurs enfants aux responsables religieux en ville, et ces jeunes viennent à leur tour gonfler le flux des migrants (Grégoire, Labazee, 1993).

Les causes psychologiques

Ce sont celles liées à l'attrait d'un certain type de modernité symbolisé à la fois par les pays étrangers et les grandes villes. Cette modernité fait référence à un niveau de confort, à l'accès à des loisirs de type théâtre ou cinéma, et à une plus grande facilité de gain. Les

ruraux ont ainsi un "complexe d'infériorité" par rapport aux citadins, complexe qui les poussent à migrer en ville (Bikatt Bimaï, 1992).

Des migrations féminines et juvéniles particulières

Une grande majorité de femmes et d'enfants migre uniquement pour rejoindre un parent ou un mari dont la durée d'absence est plus longue que prévue. Ils n'ont personnellement aucun projet particulier que ce soit en Occident (Petit, 1994) ou en Afrique (Findley, 1989).

Certaines femmes migrent seules, mais elles le font souvent sous la pression familiale afin d'aider des parents restés au village. Elles s'installent alors en ville sans avoir de réelle formation scolaire ou professionnelle. Ainsi on place une adolescente comme aide ou bonne chez un ménage urbain, à long terme ou pendant la saison sèche, après la récolte (Findley, 1989).

Il existe cependant des migrations féminines individuelles et volontaires. Au sein du continent africain, certaines femmes, plus âgées, arrivent en ville pour recommencer leur vie après un divorce. Elles peuvent alors exercer le métier de commerçante, ce qui leur permet de subvenir aux besoins de leurs enfants. D'autres sont des commerçantes professionnelles qui sont obligées de migrer de par leur métier. Ces dernières ne sont pas mariées ou ont de grands enfants, ce qui les rend plus indépendantes vis-à-vis de leur ménage. Elles choisissent la destination de leurs migrations suivant les opportunités du marché. Enfin, quelques femmes, récemment installées en ville, choisissent une profession bien plus lucrative que celle de petite commerçante, la prostitution, ce qui leur permet de gagner jusqu'à dix fois plus que leurs congénères. Les années de sécheresse sont particulièrement favorables au développement de cette activité (Findley, 1989). On a vu apparaître aussi des cas de migrations féminines de travail en Occident mais elles sont beaucoup plus rares.

Outre ces raisons économiques, un refus de mariage forcé, un divorce, le désir de ne pas rester dans un foyer désuni, la volonté de réussir par soi-même, la recherche d'une liberté individuelle refusée par les structures traditionnelles encore trop rigides peuvent pousser les jeunes filles sans formation professionnelle à partir (Bardem, 1993).

Globalement toutes ces motivations se combinent. Les contraintes économiques s'ajoutent aux difficultés relationnelles, le désir d'aventure se trouve accru par les mirages occidentaux et chaque migrant, à divers degrés, subit les pressions de toutes ces raisons qui le poussent en définitive à partir. Mais où ? Lorsque ce départ se fait vers l'Occident, il n'est pas non plus le fruit du hasard ; comme en Afrique les anciens réseaux se renouvellent régulièrement par l'arrivée de nouveaux migrants. Cependant, si les réseaux restent, leur emplacement en revanche peut évoluer et la France n'est plus alors le pays attracteur principal.

I - 3 : Partir en Occident

Dans le cas des migrations ouest-africaines, l'influence de l'Occident est prépondérante. Tout d'abord la colonisation a modifié à la fois la répartition des individus, les rapports

économiques et les institutions. Elle est donc à l'origine de nombreux déplacements actuels, notamment pour des motifs économiques. Ensuite ces pays constituent une partie du rêve que peut représenter l'accès au confort, à l'équipement et au progrès symbolisé par les villes modernes et les pays du Nord.

Longtemps les migrations ouest-africaines vers le Nord ont été bipolaires car intimement liées au passé colonial et aux affinités linguistiques des pays. Elles étaient donc essentiellement dirigées vers les anciens pays coloniaux comme la France ou la Grande-Bretagne. Mais les destinations commencent à se diversifier et les parcours deviennent de plus en plus complexes. Il n'existe plus d'itinéraires simples et si nous présentons ici les différents pays d'accueil, il faut garder en mémoire le fait que, généralement, un migrant louvoie entre eux. Néanmoins, la corrélation entre les espaces coloniaux et les pays d'accueil reste frappante, notamment en ce qui concerne la France (Robin, 1994).

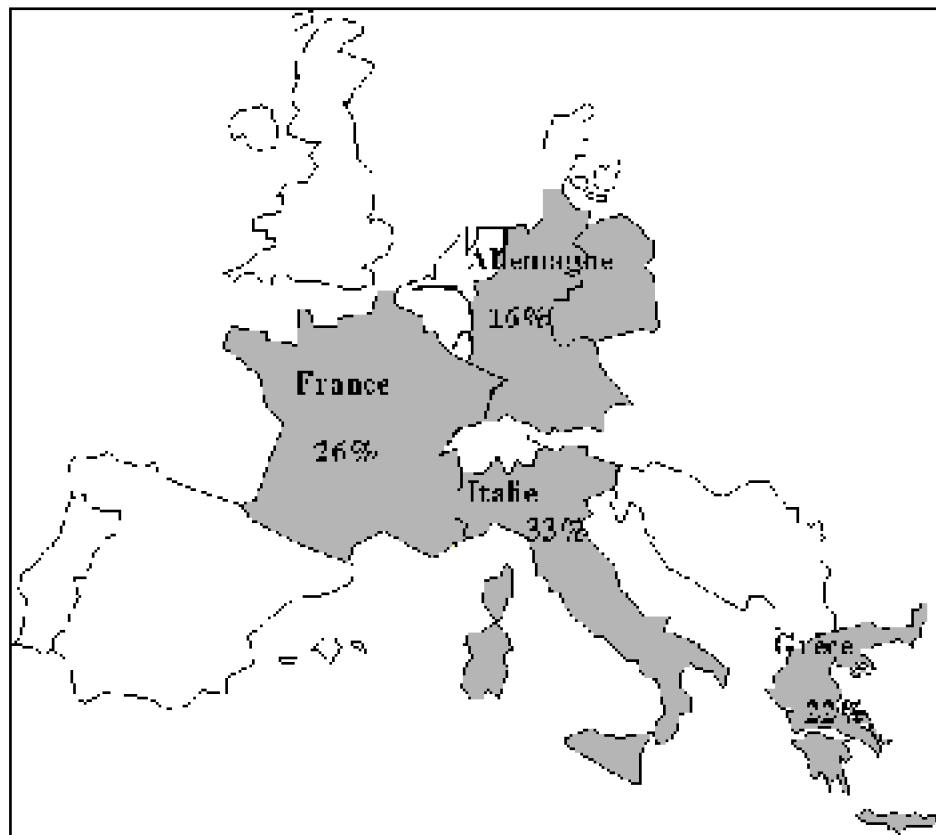
Les migrations Sud-Nord sont des migrations récentes car elles ont réellement pris de l'importance à partir de la fin des années cinquante. En effet, en 1954 on ne compte que 2 300 Africains en France, soit 0,1 % de la population étrangère. Mais, dès 1962, ils sont près de 17 800 (soit 0,8 % de la population étrangère) (Diop, 1993). Car c'est à cette époque que les migrations en Afrique commencent à se montrer moins gratifiantes financièrement (Adams, 1977). Les zones de culture d'arachide s'épuisent, le travail agricole se mécanise et la main d'œuvre non qualifiée est de moins en moins demandée. Les possibilités d'emplois s'amenuisent. De plus la fermeture de certaines frontières comme celles entre le Mali et le Sénégal en 1961 provoque la réorientation des migrations. Le Zaïre avait, lui aussi, constitué une destination privilégiée, notamment pour les commerçants et les trafics de pierres précieuses. Cependant, à la même période, pour stopper ces malversations, ce pays a expulsé ses ressortissants étrangers. Ainsi les courants de travailleurs se sont naturellement dirigés vers la France où l'on pouvait observer à l'époque une forte demande de main d'œuvre. En effet, d'une part, les Nord Africains, suite à la guerre d'Algérie, devaient être remplacés et, d'autre part, les Africains ont pris la place à partir de cette période des travailleurs Sud Européens dans des postes semi ou non qualifiés. Les Ouest-Africains ont alors commencé à profiter de ces nouvelles opportunités qui s'offraient à eux. De ce fait, pour certains pays comme le Mali (Adams, 1977) dans les années 70, la France était devenue la destination principale des travailleurs, au détriment des autres pays d'Afrique.

A partir de ce moment, l'amélioration des moyens de communication, d'information et de transport entre pays développés et sous-développés a intensifié les échanges Sud-Nord (Jenny, 1987). Les destinations privilégiées restent l'Europe, même si l'on peut observer des expatriations vers les Etats-Unis, où, à l'instar de l'Europe, il s'est créé de véritables réseaux d'accueil des nouveaux arrivants. Le cas des migrants sénégalais à New York est dans ce cadre exemplaire. Les premiers commerçants ayant migré dans les années 80 favorisent l'arrivée de nouveaux expatriés en servant de relais social et professionnel, ils permettent ainsi l'alimentation des flux entre les deux pays (Ebin, 1992 ; Ebin, Lake, 1993). Ce phénomène peut s'illustrer aussi par exemple par cet article de l'hebdomadaire nigérien *Le Républicain* du 1^{er} avril 1999 : “ **Cela fait déjà des années que l'on savait qu'il y avait des Nigériens - surtout adultes - aventuriers installés** ”

aux Etats-Unis. Mais aujourd’hui plus que jamais, ce sont les jeunes scolaires qui veulent suivre les traces de leurs aînés [...]. Beaucoup de jeunes fréquentant le secondaire principalement se sont débrouillés on ne sait comment pour être déjà sur place. Parmi eux, certains ont commencé déjà à envoyer de l’argent à leurs familles. Et c’est cela qui attire les autres jeunes restés sur place et les fait rêver constamment. Cela a entraîné plus d’un à abandonner ses études. [...] A cette véritable épidémie est venue s’ajouter celle de la ruée vers le Canada. [...] ” (Le Républicain, 1^{er} avril 1999, p. 3). Mais les migrations hors d’Europe restent globalement encore très minoritaires.

En 1993, les Africains représentaient 17 % des étrangers en Europe, mais seulement 14 % d’entre eux sont issus d’Afrique de l’Ouest. En effet, ce sont les maghrébins qui forment le plus gros contingent des étrangers (64 % du total sur le continent). Mais si l’on considère uniquement les migrants originaires d’Afrique sub-saharienne, plus de la moitié d’entre eux est ouest-africaine (Eurostat, 1995), ce qui souligne l’importance de ce flux migratoire au sein du sous-continent.

Au sein des Ouest-Africains en Europe, en 1993, les Nigériens sont très minoritaires puisqu’avec 5 066 individus ils ne représentent que 1 % de cet ensemble, loin derrière les Ghanéens, les Sénégalais et les Nigérians (Eurostat, 1995). A l’échelle de l’Europe, ce chiffre peut paraître insignifiant mais la majorité des Nigériens est concentrée sur un nombre restreint de pays, principalement la France, la Grèce et l’Italie (carte 2-2).



source : Eurostat, 1995

L'origine d'une telle répartition repose non seulement sur l'héritage colonial mais aussi sur de nouvelles contraintes politiques, économiques et législatives (Robin, 1992). On a pu ainsi observer un redéploiement des migrants sur le Sud de l'Europe. Ils passent alors par ces espaces de transit avant de se diriger vers des pays d'accueil traditionnels (Robin, 1994). L'Italie, la Grèce et l'Espagne dans une moindre mesure constituent, de ce fait, de nouveaux tremplins vers la France. L'Italie n'est apparue par exemple en tant qu'espace potentiel d'immigration que depuis les années 80 alors qu'auparavant la France est le premier pôle attractif au niveau de l'Europe. Du fait de leur fonction de passage transitoire, les séjours dans ces pays du Sud sont temporaires : les migrants y ont peu accès au marché local de l'emploi et les familles n'envisagent pas de les rejoindre, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays comme la France où l'importance du regroupement familial marque la volonté d'un séjour de longue durée. Les migrations vers l'Allemagne sont quant à elles liées en partie aux conséquences de la réunification et à l'image de puissance économique du pays en Europe. L'apparition de ce

pays en tant que pays d'accueil est donc, elle aussi, tardive (Robin, 1994).

Il y a en conséquence ramifications des itinéraires en Europe même si, globalement, la France reste la destination principale des migrants, avec, depuis 1991, l'Italie et la Grèce. L'attrait constant des Nigériens pour la France se montre aussi par la régularité de leur présence dans ce pays. Leur nombre est en effet passé de 630 en 1975⁸, à 1 034 en 1992, ce qui représente une augmentation de 64 % sur 18 ans (source : Ministère de l'Intérieur). Cependant les installations définitives y sont rares et, même s'ils doivent attendre la retraite, la plupart des migrants désire revenir dans leur pays d'origine. Dans ce cadre, quelle est la place de Niamey dans leur parcours ? Pour les migrants ruraux comme pour les migrants vers l'Occident, l'attrait de la grande ville ne se dément pas et c'est dans la capitale que, finalement, vont se rejoindre les deux flux.

I - 4 : Niamey dans le circuit migratoire nigérien

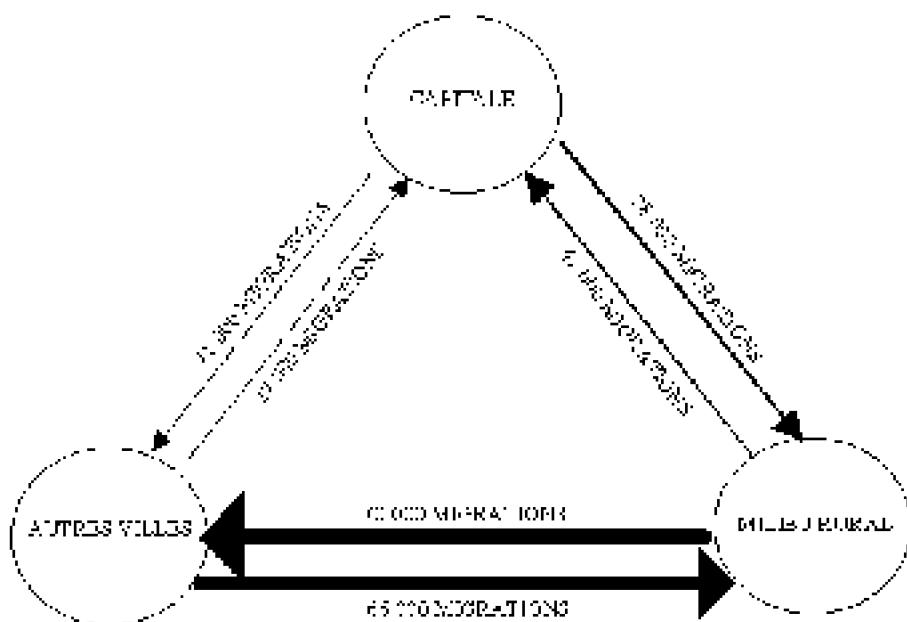
Actuellement les zones forestières en Afrique et les agglomérations urbaines plus généralement constituent indubitablement des pôles attracteurs privilégiés, parce qu'ils offrent aux migrants la possibilité d'obtenir du travail, et donc de l'argent (les raisons économiques restant les principaux moteurs des départs). Niamey constitue donc un lieu de passage ou de résidence attractif. Cette observation est confortée par les résultats du recensement de 1988 (République du Niger [3], 1994). En effet, en 1988, 30 % des résidents niaméens étaient nés hors de la commune. Néanmoins l'insuffisance des données de ce recensement et notamment leur manque de précision sur ce point ne permettent pas une analyse plus poussée de ses résultats.

Niamey, pôle des migrations internes

L'importance du phénomène migratoire rural-urbain dans les processus d'urbanisation n'est plus à démontrer en Afrique. Ainsi, dans les années 70, plus de la moitié de la croissance de la plupart des villes africaines était due aux migrations milieu rural - milieu urbain (Wills King, 1977).

Mais si les migrations à l'intérieur du Niger ont connu une certaine importance après l'indépendance, ce n'est actuellement plus le cas. L'attraction de Niamey ou des autres centres urbains nigériens n'est plus aussi forte, et les migrations inverses des villes vers le milieu rural diminuent l'effet de l'arrivée des ruraux sur les croissances urbaines. Ainsi, entre 1988 et 1992, seuls 45 % des migrants se déplaçant à l'intérieur du pays sont issus du milieu rural et se dirigent vers une ville et, parmi ceux-ci 37 % seulement vers la capitale qui n'est plus un pôle attracteur dominant (graphe 2-2) (CERPOD, 1995).

⁸ Il est impossible d'accéder à des données antérieures car avant 1974 les travailleurs immigrés issus des anciens pays colonisés n'avaient pas à posséder ni titre de séjour, ni titre de travail. Ils devaient se soumettre uniquement à un contrôle médical de l'Office National d'Immigration. Après 1974, ils sont assimilés aux autres immigrés et doivent, avant leur arrivée, obtenir une carte de séjour avec la mention "travailleur salarié" s'ils veulent exercer une activité professionnelle (Rêves d'en France, 1979).



source : C.E.R.P.O.D., 1995

Au Niger, les régions d'origine des migrants ruraux de la capitale sont situées à proximité de Niamey, dans les départements de Dosso, Tillabery et Tahoua (carte 2-1). Les migrants venus de Maradi, Agadez ou Diffa préfèrent se diriger soit vers des pays limitrophes (Nigeria par exemple) ou des villes plus proches (Cissé, 1983), ce qui explique les flux entre le milieu rural et les autres villes du pays.

Néanmoins Niamey reste riche des migrants des dernières décennies qui n'ont pas pu ou voulu rentrer dans leur village. Les familles une fois constituées, la concession achetée, il est en effet parfois difficile de quitter un lieu devenu familier. Mais les villageois ne sont pas les seuls à être attirés par la capitale. Quel que soit leur lieu d'origine, elle constitue souvent l'unique endroit où les migrants en Occident peuvent valoriser leurs acquis.

Niamey, pôle des migrations de retour

Deux résultats semblent ressortir des études et préciser les destinations. Tout d'abord les individus reviennent à l'endroit d'où ils sont partis. C'est ce qu'observe Bikatt Bimai (1992) pour les Camerounais ayant vécu en France et qui, partis de Douala ou de Yaoundé, reviennent s'installer dans ces villes pour y chercher du travail. D'autre part, les villes attirent de plus en plus les individus après le retour. Ainsi les migrants burkinabés (venus d'autres pays d'Afrique ou d'Europe) revenaient en 1973 à 90 % dans des zones rurales alors que ce n'est plus le cas que pour 78 % d'entre eux en 1985. Les grandes villes telles que Ouagadougou et Bobo Dioulasso sont privilégiées (Blion, 1992). Il semblerait que leur choix dépende de leurs qualifications professionnelles, de leurs études et de l'espoir qu'ont les migrants de valoriser celles-ci. Ainsi, Gregory et Piché (1983) indiquent que les vétérans militaires retournent non dans leur village d'origine, mais plutôt dans une ville voisine et même dans la capitale territoriale ou coloniale. De même un étudiant de niveau

supérieur aura plus de facilités pour travailler à Niamey que dans une petite ville, ne serait-ce que par la présence de l'université, de centres de recherche ou d'entreprises, absents à l'intérieur du pays.

Quel que soit le motif du migrant en Occident pour rentrer, les flux sont difficiles à comptabiliser. On évaluait en 1986 à 60 000 ou à 70 000 le nombre de retours spontanés annuels d'étrangers qui quittaient définitivement la France après y avoir séjourné un certain nombre d'années (Le Moigne, 1986). Lebon avait proposé une méthode d'évaluation du volume de ces retours (Zamora, Lebon, 1985) depuis la France mais il ne nous a pas été possible de réunir l'ensemble des données nécessaires à ce calcul pour le Niger, les fichiers INSEE étant agrégés sur les nationalités ouest-africaines dans les recensements anciens en ce qui concerne les naissances ou les décès de ces personnes en France.

Ainsi, migrants ruraux et migrants en Occident de retour se retrouvent dans la capitale nigérienne. Ils viennent augmenter la masse des natifs de la ville qui ne l'ont jamais quittée et des migrants venus de l'intérieur du pays ou d'autres pays d'Afrique. C'est au rythme de ces flux que Niamey s'est transformée et s'est agrandie.

II - Une histoire de la ville

La population du Niger reste très rurale puisque seuls 20 % des 9,8 millions de Nigériens habitent en ville, soit près de deux millions d'individus (L'état du monde, 1998). Or, la population de Niamey s'élève actuellement à 600 000 habitants environ (Seybou, 1995). La capitale regroupe donc presque un tiers des citadins du Niger, les autres se répartissant dans les différents centres urbains. Ce chiffre est loin de celui des grandes mégapoles du tiers-monde : Dakar possède ainsi 1 300 000 habitants en 1988 (Antoine et alii, 1995) et Bamako 750 000 en 1992 (Marcoux, Konate et alii, 1995). Cependant, par rapport aux autres villes du pays, elle est d'une importance capitale puisqu'aucune autre n'atteint cette échelle : Niamey est par exemple près de cinq fois plus peuplée que Zinder, la deuxième ville du pays (Sountalma, 1991). Sa densité est elle aussi très élevée puisqu'elle atteint le chiffre de 1 158 hab/km² alors que la moyenne de l'ensemble du pays est de 5,7 hab/km² (Sountalma, 1991).

Le village apparaît vers le début du XIX^{ème} siècle, créé par un regroupement de conquérants maouris (les Gubes) venus du pays haoussa et de chasseurs kalleys (sous-groupe de Djermas), les premiers semblant en être les véritables fondateurs (Poitou, 1984). L'origine de son nom est soumise à controverse. Pour les Kalleys c'est “ *l'endroit où la mère va chercher de l'eau* ”, pour les Maouris “ Nia ” est un type d'arbre qui se trouvait à l'endroit où ils ont abordé et “ Me ” désigne la bouche. En rive gauche du fleuve Niger, Niamey est composée d'un plateau de 250 m d'altitude moyenne, coupé en deux par le Gunti Yéna, petit affluent temporaire dont la présence s'explique par la fragilité de la falaise, cuirassée cependant en surface (Bernus, 1969 ; Sidikou, 1980). Cette petite rivière (“ la mare aux eaux fraîches ”) a dû être comblée à cause des moustiques. En rive droite, s'étend une plaine marécageuse en plusieurs endroits et d'altitude moyenne de 185 m. L'avantage principal du site est la proximité des matériaux

de construction mais il pose des problèmes d'eau, notamment en rive gauche, qui fait dépendre la ville du fleuve (Sidikou, 1980) : voici le portrait succinct du terrain sur lequel s'est bâtie la ville.

Elle appartient à la fin du XIX^e siècle à une région cosmopolite peu sûre, aux marges des grands empires et occupée par des sociétés guerrières acéphales et donc à l'écart des principaux courants caravaniers (Motcho, 1991). Cette situation explique que ce n'est qu'à la fin du siècle dernier qu'une mission française la localise et en 1903 Niamey devient le chef-lieu du Territoire Militaire du Niger (Poitou, 1984), Zinder possédant alors le siège du commandement militaire (Sidikou, 1980). Jusqu'au milieu des années 20, cette dernière ville, plus proche des frontières coloniales, se développe au détriment de la future capitale. En 1924, après la transformation du territoire militaire en colonie autonome, Niamey redevient définitivement capitale d'une colonie aux contours proches de ceux du Niger actuel (Sidikou, 1980). A partir de ce moment, la ville va se construire, autour de son ancien centre et des aménagements des colons.

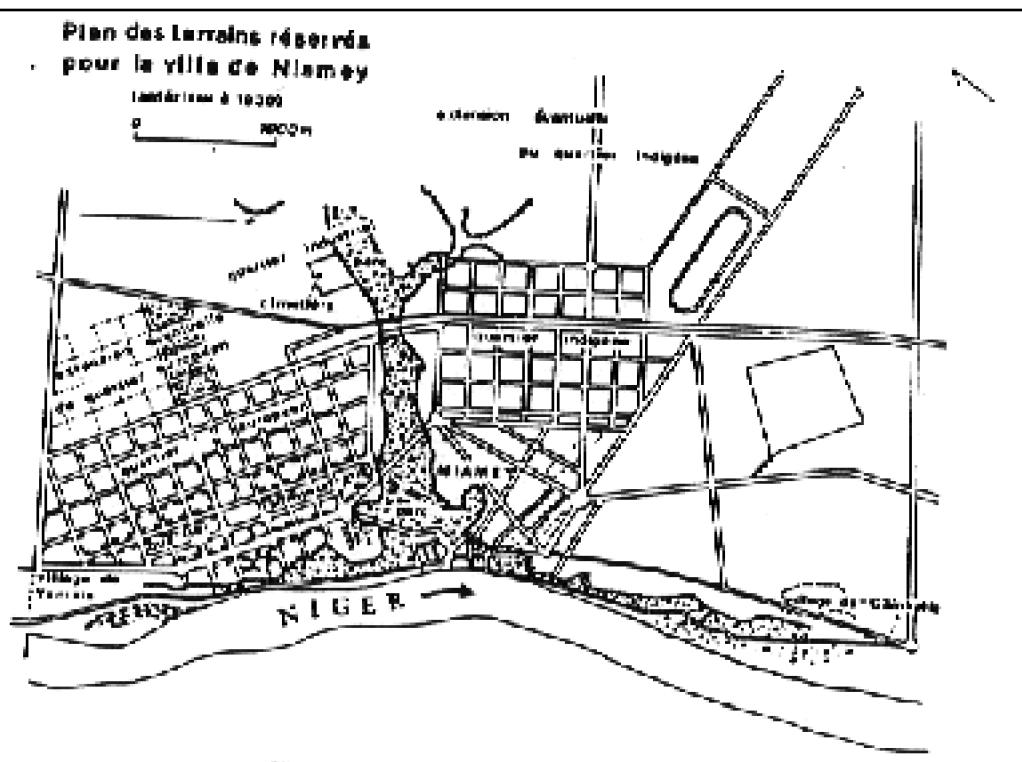
Toute ville est faite de son histoire, la comprendre, c'est aussi comprendre ce qu'elle est actuellement. Une étude sur les quartiers de Niamey montre en particulier les raisons de la répartition géographique des citadins, de nos incertitudes quant à définir le contour de certains quartiers, de nos choix d'un découpage cohérent pour l'analyse des données. Nous présentons ici une histoire, ou plutôt des histoires, des quartiers de Niamey. En effet, d'une part, la ville actuelle comporte encore, à leur emplacement premier, certains quartiers anciens et les villages rattachés. Nous les présentons dans une première partie. D'autre part, l'emplacement d'autres anciens quartiers s'est vu au contraire modifié au fur et à mesure du développement de la ville. Les opérations de lotissements et les déguerpissements les ont déplacés et, du centre, ils se sont retrouvés en périphérie. Nous les étudions dans une deuxième partie. Enfin, du fait de l'extension rapide de la ville, les premiers quartiers et les villages des périphéries, se sont rejoints en quelques années et sont reliés maintenant entre eux par de nouvelles zones, loties ou non. Ces nouveaux quartiers, issus de l'exode rural principalement, sont présentés dans une troisième partie.

II - 1 : Stabilité géographique des quelques vieux quartiers centraux et des anciens villages

Une grande partie de ce que nous appelons anciens villages et ancien centre de Niamey, à savoir ceux établis avant la seconde guerre mondiale, ont conservé leur emplacement initial : le même nom est attribué au même endroit au fil des générations. Pourtant, des premiers quartiers, certains ont disparu : Gandatié (regroupé avec Kouara Tégui), Maourey Ganda (fusionné avec Zongo), Maourey Béné ou Kabékawara (le quartier des barbus, créé par des missionnaires catholiques) n'apparaissent plus sur les cartes et sont rarement cités par les citadins d'aujourd'hui. Mais, d'autres, au contraire, ont survécu aux remaniements et aux déguerpissements. Ainsi le Petit Marché et Zongo datent des années 30 et n'ont pas changé d'emplacement (Poitou, 1984). Zongo, qui signifie " paillettes " en haoussa, désignait alors le quartier des étrangers, par opposition au " birni ", installations permanentes derrière de hautes murailles (Bernus, 1969). En 1936, le zongo de Niamey, jusqu'alors embryonnaire, se développe en tant que tel, rassemblant

des commerçants haoussas venus pour la plupart de Sokoto et des tirailleurs bambaras établis après la conquête (Poitou, 1984). Deizeibon apparaît peu après (Sidikou, 1980) et reste lui aussi en place.

Les premiers quartiers de Niamey, créés par les colons sont les plus stables géographiquement. Il s'agit d'abord des terrains militaires, actuellement appelés casernes, datant de 1905 (Poitou, 1984). Ils se situent sur le versant Est du thalweg. A l'opposé la ville blanche est prévue à la même époque en amont de l'oued qui joue déjà le rôle de séparation entre la ville blanche et la ville noire (Bernus, 1969). Les aménagements nécessaires à cette nouvelle position sont nombreux et notamment urbanistiques, les questions d'hygiène et de sécurité devant être réglées pour l'arrivée des Européens (Poitou, 1984 ; Sidikou, 1980) et pour répondre à l'accroissement important de population car, si en 1930, la ville comptait 1 000 habitants (Sountalma, 1991), l'année suivante ce nombre s'élevait à 2 168 (Bernus, 1969). Vers 1930 à l'Ouest de la ville se créent donc les quartiers administratifs, formant, avec les logements des européens, la ville haute, le quartier des "indigènes" se trouvant dans la ville basse. Le Gunti Yéna est alors transformé en parc (Seybou, 1995) (carte 2-3). Cette ville blanche se transforme en quartiers résidentiels pour fonctionnaires noirs remplaçant les coopérants blancs après l'indépendance (Poitou, 1984) et correspond approximativement au quartier Plateau 1.



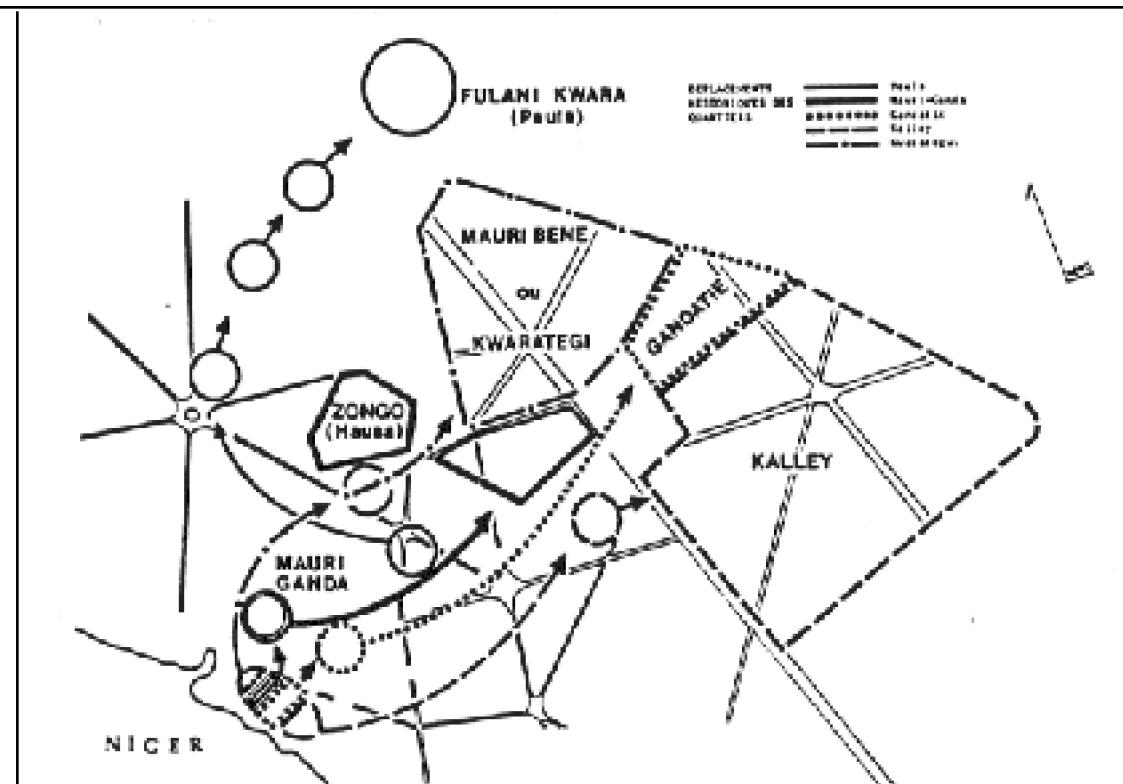
Source : Poitou, 1984

Les anciens villages environnants, Yantala, Gamkallé, Goudel, Saga ont été progressivement rejoints par l'ancien noyau urbain. Yantala semble avoir été l'un des premiers dans ce cas, du fait de l'extension de la ville blanche dans les années 30 alors qu'à la même époque Gamkallé est encore préservé comme le montre la carte 2-2 (Poitou, 1984). Mais dès 1952, lorsque la ville de Niamey est créée, les villages de

Yantala et de Gamkallé y sont inclus. Goudel n'est rejoint que dans les années 60, non seulement parce que la ville grandit mais aussi parce que les villages périphériques croissent de manière anarchique (Motcho, 1991). Lamordé, sur la rive droite du fleuve reste un canton éloigné tant que le pont n'est pas construit et que l'université n'est pas créée, ce qui fut fait vers 1970 (Motcho, 1991). Ainsi, entre 1960 et 1970, on peut y compter 25 000 habitants peuls contre 100 000 citadins environ dans Niamey (Bernus, 1969). Il faut remarquer ici que jusque dans les années 70 il existait de nombreux gros marchés locaux dans ces villages, à Lamordé, Gamkallé, Yantala et Goudel par exemple, qui faisaient concurrence aux principaux marchés de l'ancien centre (Bernus, 1969). La structure urbaine était donc probablement plus multipolarisée qu'elle ne l'est actuellement.

II - 2 : Des quartiers aux localisations mouvantes

Quelques autres vieux quartiers, du fait des déguerpissements de population successifs, se sont déplacés au gré de l'histoire des lotissements (carte 2-4). Par exemple, un incendie en 1935 provoque un premier grand déplacement des populations du bord du fleuve malgré les réticences affirmées des citadins (Poitou, 1984). Ainsi, Kalley s'installe alors autour du champ de courses de l'époque (Bernus, 1969) et devient une partie de Lacouroussou. Deux autres exemples sont particulièrement flagrants parce que les relocalisations de ces quartiers sont maintenant très éloignées de leur emplacement originel, il s'agit de Gaweye et de Foulani Kouara.



Source : Poitou, 1984

Le quartier Gaweye a été fondé en bordure du fleuve par des Songhay-Kurtey de Gao au XIX^{ème} siècle (Sountalma, 1991). Dans les années 30, il se situe toujours là, aux abords du Petit Marché. S'y logent aussi des étrangers haoussas ainsi que, à partir de 1927, des jardiniers bambaras (Poitou, 1984). Pour conserver l'activité des pêcheurs, ce quartier n'est pas déguerpi en 1935 après le grand incendie. Les autorités vont attendre 1979 pour le déplacer de l'autre côté du fleuve, sur la rive gauche (Poitou, 1984). Ce déplacement a été motivé par la construction d'un hôtel de classe internationale, du Palais des Congrès et du bâtiment de l'ONAREM (Poitou, 1984). Gaweye se situe maintenant derrière Agrimet, il a été fusionné avec le quartier Pont Kennedy.

On l'a dit, dès le XIX^{ème} siècle, de nombreuses populations ont afflué vers Niamey. Il en a résulté des regroupements, des alliances matrimoniales ou au contraire des ruptures avec les groupes d'origine, qui aboutirent à la création du quartier peul de Foulani Kouara. Pendant la colonisation, dans les années 30, ce quartier accueillait des forgerons peuls et

des éleveurs haoussas (Poitou, 1984). Construits en paillotes, ce quartier a été déplacé à plusieurs reprises, au fur et à mesure du lotissement des terrains. Il est resté constamment aux franges de la ville. Ainsi, il a été déplacé une première fois en 1931 à l'emplacement du Palais de Justice, puis en 1933 à l'emplacement du lycée, une troisième fois en 1936 sur celui de la Maison de la Radio pour atteindre en 1938 les antennes de Radio Niger, derrière le Gunti Yéna où il est resté au moins jusque dans les années 70 (Bernus, 1969). Il se situe actuellement au Nord de la ville, séparé par une bande de terre de quelques kilomètres des premières habitations en banco⁹.

II - 3 : Les nouveaux quartiers

Après la seconde guerre mondiale, la ville se développe rapidement, du fait de son statut de capitale mais aussi parce que le nombre de salariés nigériens s'accroît, permettant ainsi de fixer en partie les migrants ruraux (Motcho, 1991). Les premiers plans d'urbanisme sont conçus, le processus de lotissement s'accélère et la spéculation foncière s'enclenche. Au moment de l'indépendance, en 1960, Niamey, devenue la plus grande ville du Niger, atteint près de 30 000 habitants.

Comme prémisses de ces transformations, dans les années 50, se construisent l'hôpital, l'aérodrome et la maternité et, un peu plus tard, le Grand Marché (Poitou, 1984). Ces grands travaux, continuant jusqu'après l'indépendance, génèrent un nouvel afflux de main d'œuvre. Les anciens quartiers du centre comme Maourey et Zongo se densifient entre et dans les concessions, même si l'augmentation des activités commerciales en leur sein modère ce développement. Dans les années 60 et 70, ils ont des évolutions modérées, voire des baisses de population (Motcho, 1991). En fait, à partir de la seconde guerre mondiale commencent les premières grandes opérations de lotissement, mais, du fait de nouveaux arrivants, de nouveaux quartiers non lotis apparaissent. Ainsi, par exemple, alors que des partis politiques se créent et que des dissensions naissent dans les quartiers, le chef du quartier Kouara Tégui part s'installer sur d'autres terrains (Sidikou, 1980). Il fait de ceux-ci un regroupement de paillotes de ruraux peu fortunés : c'est le premier Boukoki qui apparaît en 1946 (Motcho, 1991). Mais en 1955 l'extension de la ville ne s'est toujours pas faite à l'Ouest (Bernus, 1969).

1960 - 1970, un développement relativement anarchique

La république est proclamée le 18 décembre 1959. Le Niger devient indépendant le 3 Août 1960 et Niamey est alors nommée capitale du pays (Sidikou, 1980). C'est durant les deux décennies qui suivent que Niamey a connu la plus grande augmentation de population. La croissance économique s'accélère, les périodes de sécheresse augmentent, ce qui favorise l'exode rural (Poitou, 1984), facteur essentiel de l'essor démographique. Ainsi, en 1967, la capitale comprenait 57 000 habitants (Poitou, 1984). Cette population a été multipliée par 5 en 10 ans puisqu'elle atteint le chiffre de 225 000 en 1977, soit 4 % de la population du pays et 40 % de la population urbaine nigérienne (Seybou, 1995). La surface urbaine croît elle aussi rapidement : elle passe de 1 300

⁹ Le banco est une sorte de pisé fait de glaise mélangée à de la paille et formant des briques séchées au soleil.

hectares en 1967, à 4 400 en 1977 puis à 4 848 en 1988, ce qui représente une croissance moyenne de 6,5 % par an (Motcho, 1991). La ville s'étend d'une part vers le Nord-Est (création par exemple du Nouveau Marché à proximité du cimetière) et sur la falaise en bordure du fleuve, en aval de l'Oued (ce sont les quartiers Terminus et Yantala-Bas) (Bernus, 1969). C'est aussi de cette période que date la Zone Industrielle. Le nombre de quartiers augmente donc. Apparaît par exemple Sabongari, la "nouvelle ville" en haoussa et le quartier des ambassades à l'Ouest de Yantala.

En fait, pour répondre à l'afflux de population, l'Etat lotit mais ne construit pas. De 1953 à 1988, on dénombre seulement 1 083 logements construits et destinés uniquement aux populations aisées (Motcho, 1991). Cette non-intervention explique la prolifération de quartiers non-lotis, alimentés par l'arrivée de nouveaux migrants. Les conditions de vie y étant particulièrement mauvaises, les autorités ont alors adopté des mesures d'urgence pour répondre aux nouveaux besoins (régularisations foncières, viabilisation et réhabilitation de quartiers anciens) mais de façon limitée et en fonction, comme auparavant, des bailleurs de fonds (Seybou, 1995).

Le quartier Talladjé est un exemple parlant de création foncière spontanée. Il date également de cette période de forte croissance. Talladjé ("aux pieds du baobab" en peul) est situé à l'Est de Niamey, sur la route de l'aéroport et à proximité de la Zone Industrielle. Le quartier existait avant l'arrivée des blancs (Poitou, 1987). Mais il ne commence à se développer qu'en 1966. Initialement qualifié de "quartier-pirate" il a pris de l'ampleur à l'instigation d'un notable de l'ancien village de Gamkallé, Soumana Sagaizé (Poitou, 1984). Obligé d'abandonner son terrain à Saga à cause de la construction d'une école, il vient rejoindre un premier noyau de population. Il s'établit dans un premier temps dans des cases en banco, puis il construit une demeure en semi-dur, plus "conforme au statut social élevé dont il jouit en vertu de ses précédentes activités d'ancien combattant et d'agent de la fonction publique" (Poitou, 1987, p. 149). Il est alors progressivement rejoint par des habitants de Saga. Ces premiers habitants ont vendu ou donné des terrains dès 1966 à des fonctionnaires aux revenus modestes, sur la base de parcelles 25x25 m. Le prix, au départ symbolique, a progressivement augmenté (Poitou, 1984). **"Instruits par les nombreuses procédures d'expropriation, généralement sans indemnisation, qui touchent les terres situées à la périphérie de Niamey, les propriétaires coutumiers prennent alors le relais du marché foncier officiel qu'ils concurrencent de plus en plus efficacement par leurs offres de terrain plus avantageuses et plus abondantes"** (Poitou, 1987, p. 149). Talladjé attire donc tous les individus ayant des difficultés à obtenir des terrains par la voie légale (Poitou, 1987). En 1976, le quartier comptait environ 6 000 résidents (Poitou, 1984). Le service de l'urbanisme l'a alors rénové en respectant plus ou moins les tracés définis par les premiers occupants concernant les rues perpendiculaires et les emplacements réservés pour les écoles, les mosquées et les marchés. Même si cette urbanisation fut spontanée, elle ne fut ni sauvage, ni anarchique et l'on peut observer l'existence d'un marché foncier parallèle, palliant les carences du marché officiel incapable de satisfaire la demande et maîtrisé par un petit nombre de privilégiés (Poitou, 1984).

1970-1980, les grands travaux

Le boom de l'uranium dans les années 70-80 a permis l'investissement de capitaux étrangers et locaux et donc le développement de nouveaux projets d'urbanisme, plus ambitieux que les précédents (Dulucq, Georg, 1989). Afin de maîtriser un développement spatial alors anarchique, les autorités nigériennes choisissent **une “ stratégie d'intervention en milieu urbain basée sur la planification urbaine ”** (Seybou, 1995). Ainsi, l'Etat investit plus de 50 milliards de FCFA sur la période 1979-1983, uniquement dans la zone centrale de la ville. Il en a résulté notamment un S. D. A. U. (Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme) portant sur 1981-1996 à partir d'études effectuées de 1981 à 1984. Ce document estime une population de Niamey de 750 000 habitants en 1996. Il divise la ville en cinq districts hétérogènes. Par exemple le district I comporte Goudel, Yantala, le Plateau et une partie de l'ancienne ville indigène (Motcho, 1991). En termes d'équipements, il prévoit de grands travaux tels que la construction de lignes de chemins de fer (Cotonou-Niamey, Ougadougou-Niamey), d'un barrage, d'un deuxième pont sur le Niger, d'un hôpital national et l'extension de l'aéroport. 11 000 hectares sont prévus sur la rive gauche pour accueillir environ 400 000 personnes. Le S. D. A. U. s'accompagne d'un plan d'occupation des sols et d'un règlement d'urbanisme (Seybou, 1995).

Les ministères sont construits (le Plan, les Affaires Etrangères, le Transport et le Commerce), ainsi que de nouveaux bâtiments publics (banque, immeuble de la Sonara, Assemblée Nationale) et des équipements socio-culturels (école vétérinaire, IRSN, musée, asile psychiatrique, léproserie par exemple). La plupart des lotissements date de cette époque, puisqu'entre 1965 et 1970 aucune parcelle n'avait encore été attribuée. Ainsi Bandabari est un quartier récent de 1970 dont le plan de lotissement appelé " extension Grande Prière " a été établi en 1974 et rendu exécutoire en 1976 (Sountalma, 1991). De plus, des logements économiques sont construits pour accueillir les migrants chassés par la grande sécheresse de 1973-1974 à Poudrière (qui abritait un dépôt de munitions de l'armée), à Cité Fayçal, à Plateau 2 et à Issa Béri. Boukoki se développe fortement et on peut observer une forte extension au Nord-Est et au Nord-Ouest de la ville. Ainsi, afin d'accueillir des déguerpis d'une partie de Talladjé en 1981, Route Filingué est créé (Poitou, 1987).

1980 à nos jours, une période de récession

A partir de 1980 et jusqu'à nos jours, la chute du cours de l'uranium et la rébellion touareg provoquent une longue période de récession. Les lotissements se ralentissent. Les priorités se fixent sur des reconstructions en banco de quartiers de paillotes, comme Boukoki, Grand Marché (incendié en 1982) ou Lazaret (Poitou, 1984). Les nouveaux quartiers accueillent maintenant les migrants les plus démunis. Ils souffrent d'incendies fréquents et sont à intervalles réguliers déguerpis au fur et à mesure de l'extension de l'urbanisation. D'autres accueillent aussi des habitants des anciens quartiers qui fuient les parcelles trop denses du centre et choisissent la périphérie pour devenir propriétaires (Poitou, 1984). Néanmoins, la ville continue à s'étendre sur cette période puisque toute la partie Nord (Banifandou, Dar Es Salam, Bagdad, Kouara Kano) est créée après 1980. Lazaret, lieu de mise en quarantaine des victimes de l'épidémie de choléra, est alors rejoint et viabilisé. Beaucoup moins de grands travaux sont entrepris mais ils sont plus

somptuaires puisque le Palais des Congrès, l'Hôtel Gaweye sont élevés et le Grand Marché est reconstruit (Dulucq, Georg, 1989). C'est aussi une période où la ville connaît encore une forte croissance démographique : sa population est en effet multipliée par trois en moins de 20 ans, passant de 200 000 habitants en 1980 (Dulucq, Georg, 1989) à 600 000 aujourd'hui (Seybou, 1995).

Quantitativement le développement urbain s'est bien effectué sur la rive gauche. Mais qualitativement il a bien moins fonctionné et le bilan est largement négatif. Par exemple il n'y a toujours qu'un pont sur le fleuve et pour une population estimée à 476 000 en 1992, c'est la totalité de la zone prévue pour 750 000 habitants qui est occupée, ce qui accroît encore les problèmes d'équipement et de réseaux (Seybou, 1995).

Les raisons de l'échec du S. D. A. U. sont multiples. Tout d'abord, il s'explique par le fait qu'il a été détourné par les populations, les sociétés semi-publiques, les opérateurs privés et les bailleurs de fonds en raison principalement du climat conflictuel entre les différents partenaires institutionnels. Car Niamey a été érigée en Communauté Urbaine le 24 novembre 1988. Elle est dirigée par un préfet-maire et constituée de trois communes dirigées par trois maires. La ville relève du ministère de l'Equipment (pour les études), de celui des Finances (en ce qui concerne l'approbation des plans et le bornage...) et de celui de l'Intérieur (pour la vente et l'affectation des terrains...). Elle est également placée sous la houlette d'une Commission Nationale d'Urbanisme. Appuyé par la gestion autocratique des militaires, le S. D. A. U. était alors un outil que se donnait l'Etat pour faire de Niamey une ville moderne, capable de rivaliser avec les autres métropoles africaines, voire européennes et conformes aux intérêts des classes au pouvoir. En fait, il s'agissait de contrôler les accès à la richesse foncière urbaine (Seybou, 1995). En conséquence, la seconde ville, celle des couches de population non associées au pouvoir et qui n'étaient pas donc partie prenante de l'élaboration du S. D. A. U., prend le pas sur la première, celle qui est planifiée et qui bénéficie de l'argent public. L'absence de contrôle de la part de l'Etat renforce ainsi les occupations spontanées. Par exemple, les anciens propriétaires fonciers tentent de récupérer certains de leurs anciens droits en procédant à des lotissements informels, ce qui satisfait la demande des populations pauvres. C'est notamment le cas dans les quartiers périphériques tels que Saga, Goudel, Aéroport et Lazaret (Seybou, 1995).

En outre, l'intervention de sociétés parapubliques ou d'institutions diverses et variées pallie les carences de l'offre publique de logements, qui est seulement de 990 logements en 30 ans, en construisant ou faisant construire pour leur personnel. Dans le contexte actuel, l'urbanisme de la ville est remis en question au profit d'une approche plus pragmatique reposant sur une gestion au jour le jour des questions urbaines. D'autres modes d'intervention se sont donc développés. Un certain nombre d'équipements de quartiers (de la borne fontaine à l'école) ou d'actions quotidiennes (assainissement, ramassage d'ordures...) sont ainsi financés par des associations locales, surtout ces dernières années et ce, sans aucune planification préalable et avec de grandes disparités d'un quartier à l'autre (Seybou, 1995). Il y a aussi les actions d'origine privée qui concernent des domaines aussi divers que l'éducation, la santé, le transport, l'habitat et l'emploi. Ainsi, les établissements d'éducation privés se multiplient à tous les niveaux, le nombre de formations sanitaires augmente ainsi que leur spécialisation comme des

pharmacies, des salles d'accouchement, des cabinets de kinésithérapeute. Elles attirent de plus en plus de malades du fait de la carence de médicaments dans le secteur public. De même, au niveau des transports, Niamey s'étirant sur une longueur de 20 km et une largeur de près de 15 km, on voit apparaître une gamme variée de transports privés : taxis urbains ou taxis de ligne reliant le centre aux quartiers périphériques par exemple (Seybou, 1995).

Ensuite, du fait de la chute du prix de l'uranium, de la baisse de l'activité du secteur moderne ainsi que de l'existence ces dernières années de plans d'ajustement structurels, le Programme d'Action Publique Prioritaire n'est réalisé en 1992 qu'à hauteur de 20 %, ce qui entraîne un déficit d'équipements (Seybou, 1995). Enfin, le S. D. A. U. a pâti de la sectorialisation des actions et de la multiplication des actions hors-plan (Poitou, 1984).

Globalement le nombre de quartiers a été multiplié par deux entre 1970 et 1988, la ville en comportant une soixantaine actuellement (carte 2-5) et répartis dans 3 communes (Niamey I, II et III). Leurs limites ont changé, certains ont été regroupés, d'autres ont changé d'emplacement. Ces transformations successives ont occasionné des brassages de populations dans toutes les zones de la ville même si quelques quartiers, notamment les anciens villages comme Yantala, Gamkallé, Saga ou Goudel, ont été relativement épargnés. En règle générale, on ne peut pas observer de quartier réservé à telle ou telle ethnie (Poitou, 1984). Une deuxième conséquence de ces changements est une certaine confusion dans l'esprit des citadins : ils utilisent d'anciens noms pour désigner les vieux quartiers du centre, Yantala peut désigner à la fois l'ancien village et les nouveaux aménagements à proximité, les différents Boukoki ne sont pas différenciés dans le langage courant par exemple. Ces approximations ont entraîné de nombreuses difficultés dans le traitement de nos données, surtout lorsqu'il a été demandé aux enquêtés de citer nominativement des quartiers. Elles nous ont amenés à effectuer des regroupements. Ainsi, en ce qui concerne les quartiers cités en réponse aux questions sur la localisation de l'habitat des riches, des pauvres... n'ont pas été différenciés Plateau 1, Plateau 2 et Issa Béri, regroupés sous le nom Plateau. De même, Banifandou 1 et 2 sont nommés Banifandou, Route Filingué 1 et 2 Route Filingué, Boukoki 1 à 4, Boukoki, Bobiel est assimilé à Foulani Kouara, Kalley Nord, Kalley Est, Kalley Sud et Kalley Amirou sont assimilés à Kalley. Nous indiquons au fur et à mesure de la présentation les regroupements ou différenciations éventuellement effectués.

Mais une ville n'est pas faite que de découpages administratifs et historiques, elle est aussi habitée de citadins dont les modes de vie la caractérisent également. Leurs activités professionnelles, leur habitat, leur vie familiale et sociale sont les fondements même de la forme de Niamey.

Carte 2-5 : NIAMEY-1994



Source : Laboratoire d'Aménagement des Terrains, mappeur intégré à Ouagadougou, 1994.

III - Les citadins de Niamey

Les caractéristiques socio-démographiques des Niaméens sont peu connues actuellement puisque le dernier recensement date de 1988. Les résultats, qui ont été publiés en 1994, servent de base à cette présentation générale de la population et sont complétés par quelques autres données existantes. Nous abordons ici la répartition par âge et par ethnie, l'activité économique, la vie familiale, le logement, la vie sociale et la mobilité des citadins.

III - 1 : Age et ethnie des Niaméens

Les individus âgés de moins de 15 ans représentent près de la moitié de la population niaméenne alors qu'elle ne comporte que 1,4 % d'individus de plus de 65 ans (République du Niger [1], 1994). Il s'agit donc d'une population particulièrement jeune.

Cette répartition est due en partie à l'espérance de vie¹⁰ qui s'élève à 50 ans environ associée à un fort indice de fécondité¹¹ de 7,1 (L'état du monde, 1998).

La population nigérienne est majoritairement musulmane (à plus de 95 %) (République du Niger [1], 1994). Un Niaméen sur deux est djerma, les Haoussas, eux-aussi en nombre conséquent, sont un peu moins représentés (26 % de la population totale). Les Peuls et les Touaregs arrivent en troisième position mais ne représentent pas 10 % de la population totale à eux deux (Sidikou, 1980).

III - 2 : Les activités économiques

Les données que nous avons obtenues restent datées généralement du recensement de 1988. Peu de recherches ont été effectuées depuis et il faut donc rester prudent quant à leur pertinence actuelle.

Globalement 45 % des Niaméens sont des actifs¹². Les hommes représentent 80 % de cette population contre 20 % pour les femmes, ce qui signifie que ces dernières sont principalement femmes au foyer (les deux tiers des inactives se déclarent comme tel). Les actives sont généralement des veuves ou des divorcées ayant à leur charge une famille (République du Niger [4], 1994).

Les actifs occupent majoritairement réellement un emploi, 13 % de la population totale étant à la recherche d'un travail. Les "occupés" des deux sexes sont essentiellement employés dans des postes de manoeuvres (37 % des occupés). Le terme manoeuvre comporte ici, dans le recensement de 1988, les professions commerciales. Les hommes occupent ensuite des postes d'employés des arts et métiers (21 % des occupés masculins) ou d'agriculteurs (12 %). Les femmes occupent aussi des postes de "personnel des professions scientifiques et techniques" (République du Niger [4], 1994).

Le secteur employant le plus d'actifs "occupés" est le tertiaire puisqu'il recueille à lui seul près des trois quarts des individus de cette population. Le secteur primaire concerne, quant à lui, à peine 10 % des occupés, le secondaire 12 %. Le commerce est l'activité la plus répandue dans le tertiaire : 38 % des actifs de ce secteur travaillent dans cette branche. Plus de la moitié des femmes actives "occupées" est par exemple composée de commerçantes (République du Niger [4], 1994).

Cette répartition implique un fort taux d'indépendants (42 % des actifs occupés le sont) et de salariés du secteur privé (16 % des actifs occupés appartiennent à ce groupe).

¹⁰ "L'espérance de vie est le nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre (en moyenne) dans l'hypothèse où les taux de mortalité, par tranche d'âge, restent, pendant toute sa vie, les mêmes que ceux de l'année de sa naissance" (L'état du monde, 1998, p. 25).

¹¹ "L'indice synthétique de fécondité (ISF) indique le nombre d'enfants qu'un femme mettrait au monde, du début à la fin de sa vie, en supposant que prévalent, pendant chaque tranche d'âge de sa vie, les taux de fécondité observés pendant la période indiquée" (L'état du monde, 1998, p. 25).

¹² "Est considéré comme actif tout individu âgé de 10 ans ou plus, occupé, ou chômeur, ou en quête d'un premier emploi" (République du Niger [4], 1994, p. 3).

Le secteur public rassemble 17 % de cette population (République du Niger [4], 1994). Le secteur informel est ainsi prépondérant : les deux tiers de la population urbaine du pays en vivent. Le point commun de ses entreprises est leur petite taille (elles comportent 3 personnes en moyenne), leur gestion sommaire sans comptabilité et l'importance donnée aux relations sociales dans l'apprentissage. A Niamey, l'informel se trouve dans tous les secteurs économiques comme les commerces, la restauration, l'artisanat..., la crise économique ayant accéléré son développement (Oudin, 1990) et emploie près de la moitié de la population active, la plupart en tant qu'indépendant, sans employé (Azam et alii, 1993).

En 1981, le revenu mensuel moyen par ménage était de l'ordre de 55 000 FCFA (Seybou, 1995), les disparités restant grandes (tableau 2-1). Les revenus augmentent lorsque l'on se rapproche du centre pour les habitants de logements en banco. Au contraire, plus on s'éloigne du centre, plus les habitants des logements en dur ont des revenus élevés (Ministère du Commerce et des Transports, 1986).

Sans revenu	Gagnent entre 0,5 et 1 fois le revenu moyen	Gagnent entre 1 et 2 fois le revenu moyen	Gagnent plus de 2 fois le revenu moyen
23	40	28	9

source : Seybou, 1995

III - 3 : La vie familiale

Le pilier de la famille est le chef de ménage, majoritairement un homme marié. Au recensement de 1988, Niamey comptait alors 65 539 ménages dont la taille moyenne était de 6,1 personnes, ce qui correspond exactement à la moyenne générale du pays (République du Niger [1], 1994). Il est donc intéressant d'observer qu'habiter en ville ne diminue en rien la taille des ménages. En fait les transformations sont plus internes : la famille de type élargie, accueillant plusieurs ménages se raréfie en faveur de l'hébergement de parents isolés, scolaires ou en recherche d'emploi (Sountalma, 1991). Sountalma (1991) identifie ainsi plusieurs types de ménages. La "famille indivise" comporte toutes les générations, la "famille souche" se réduit à un couple et aux célibataires hébergés. Enfin, la "famille conjugale moderne" (ou famille nucléaire) est composée uniquement des géniteurs et des enfants. Cet auteur suppose que c'est cette dernière qui tendra à devenir prépondérante, même s'il faut prendre en compte que sa définition s'applique à des ménages monogames autant qu'aux polygames. La polygamie elle-même serait en baisse, à cause de l'augmentation de la richesse des individus et du modèle occidental généralisé. Il faut cependant noter que d'autres études récentes montrent qu'au contraire ce processus de "nucléarisation" des ménages n'est toujours pas en route à cause du maintien d'une fécondité élevée, d'une faible mortalité, de la difficulté croissante d'accès au logement et d'un âge au mariage plus tardif (Pilon, 1996).

III - 4 : Habiter Niamey

L'habitat le plus répandu à Niamey reste indubitablement la concession. Ce lieu peut même abriter plusieurs ménages (Sountalma, 1991). Les logements collectifs publics sont largement minoritaires et s'adressent à des catégories ciblées de la population, généralement des cadres. Les logements collectifs privés sont plus répandus (Sountalma, 1991).

Quatre types d'habitat ont été identifiés. Le premier, de haut et de moyen standing, regroupe essentiellement les villas habitées par des cadres supérieurs, des gros commerçants ou des expatriés. Le confort intérieur y est excellent : eau courante, électricité, sanitaires... (Motcho, 1991). Le deuxième, l'habitat de cour en dur nommé célibaterium est plus exigu et s'adresse à des célibataires ou à des jeunes couples qui en sont locataires. Les femmes seules y logent aussi en tant que locataires. Ce logement est constitué de deux pièces en enfilade ouvertes sur une cour. Une concession peut comprendre, en plus de l'habitation principale, plusieurs célibateriums, impliquant de fait une cohabitation potentiellement difficile (Sountalma, 1991). Ces derniers sont habités majoritairement par des cadres moyens, des ouvriers qualifiés ou des commerçants moyens. Le confort y est relativement bon. Troisième type de logement à Niamey, l'habitat de cour en banco est le plus répandu. Il y vit en général plusieurs familles dans des conditions sanitaires plus ou moins mauvaises suivant leur localisation. Enfin, les cases sont des paillettes ressemblant à celles des villages. Elles ne possèdent pas l'eau ni l'électricité et sont donc habitées par les "**laissés pour compte de la ville**" (Motcho, 1991).

Les locataires sont dans des situations délicates, à la merci d'un propriétaire qui peut les chasser ou augmenter le loyer facilement puisque les contrats de location sont peu employés. Devenir propriétaire est donc un souhait souvent exprimé par les citadins, ce qui généralement advient si l'individu a pu économiser par son travail l'argent du terrain. C'est ainsi que 90 % des propriétaires de concessions sont des chefs de ménage (Sountalma, 1991).

III - 5 : La vie sociale

Le taux d'alphabétisation des Niaméens de plus de 6 ans est d'un tiers environ, en français principalement. Les hommes le sont plus que les femmes, les jeunes plus que leurs aînés. Par exemple, ce taux passe de 57 % pour les 10-14 ans à 21 % pour les 45-49 ans. Le niveau global d'instruction est en conséquence peu élevé puisque 46 % des individus de la capitale ne sont jamais allés à l'école. Là encore les écarts entre les sexes sont conséquents : 38 % des hommes n'ont jamais été scolarisés contre 54 % des femmes (République du Niger [2], 1994).

En combinant ces données dont le niveau d'instruction, le niveau de vie, les classes d'âge et la taille du ménage, Jambes (1995) aboutit à un classement de la population en quatre catégories sociales, dépendant de la situation professionnelle du chef de ménage. La première rassemble les professions libérales et les cadres (les "classes supérieures"), soit 10 % de la population urbaine environ en 1988. Vient ensuite la "classe moyenne" avec les employés, les commerçants et les retraités, c'est la catégorie la plus représentée puisqu'elle compte près de la moitié des ménages de Niamey. Puis, la "Niamey

populaire ” concerne les artisans, les petits commerçants et les inactifs. “ *Elle se caractérise par une proportion élevée d'analphabètes, un habitat en banco, parfois en matière végétale, des taux de raccordement au réseau électrique très faibles, une quasi-absence d'exposition aux médias (sauf à la radio)* ” (Jambes, 1995, p. 358). Enfin, dernière classe, en marge du monde urbain, les agriculteurs en périphérie de la ville, représentent à peine 35 000 personnes et sont exclus des pratiques urbaines de consommation.

III - 6 : Se déplacer à Niamey

Globalement il n'y a pas de problème de circulation à Niamey. Le réseau de voirie permet d'écouler de façon satisfaisante les flux des différents véhicules. Cependant, le mélange des modes et l'occupation des trottoirs par les commerçants, comme par exemple au niveau du Petit Marché, peut provoquer des encombres. De plus, une part importante de la voirie n'est pas aménagée et empêche la circulation des véhicules dans certaines parties de la ville (Ministère du Commerce et des Transports, 1986). Cet état des lieux permet de mieux comprendre les difficultés qu'éprouvent les citadins dans leurs déplacements quotidiens. A cela s'ajoute un réseau de transport public peu adapté et un équipement des ménages en modes individuels de transport faible. Malgré tout, les besoins de se déplacer sont là et, tant bien que mal, les citadins trouvent leur chemin en ville.

Une offre de transports faible

Les transports publics sont de trois types :

- les bus qui ne représentent que 7 % des déplacements en transport collectif et qui sont, de fait, peu rentables. A titre de comparaison, la part des transports en commun à Abidjan est de 39 % ;
- les transports collectifs suburbains ou “ Talladjé-Talladjé ”, constitués de breaks 404 ou 504 Peugeot pouvant transporter 9 passagers. Ils assurent 11 % des déplacements en transports collectifs ;
- Enfin, les taxis urbains “ tête rouge ” captent 82 % des déplacements journaliers en transports collectifs (Ministère du Commerce et des Transports, 1985).

La Communauté Urbaine de Niamey est supposée recenser tous les transports privés, les “ Talladjé ” comme les “ tête rouge ”. Tous ces véhicules doivent payer une taxe à la mairie et sont donc ainsi enregistrés. En fait, beaucoup circulent dans l'illégalité et les décomptes officiels ne représentent qu'une partie de la réalité (Yatta, 1996).

L'ensemble de l'offre pourrait fournir un service intéressant aux usagers. Mais en 1985, seuls 25 bus étaient disponibles (Ministère du Commerce et des Transport, 1985) et, en 1996, ce nombre a peu augmenté puisqu'il s'élève à une trentaine de véhicules. Ces bus sont réservés en partie au transport des fonctionnaires, la Société Nationale des Transports de Niamey (S.N.T.N.) mettant alors à leur disposition l'ensemble des véhicules pour les déplacements domicile-travail quatre fois par jour. En conséquence, 50 % des

usagers des bus travaillent dans le secteur public (Ministère du Commerce et des Transports, 1986). De plus, le faible parc associé au mauvais état de la voirie empêchent la desserte de quartiers périphériques et diminuent ainsi leur accessibilité. Enfin, les horaires des bus non destinés aux fonctionnaires sont peu respectés et non réguliers, ce qui décourage les clients qui préfèrent alors les taxis " tête rouge " (Yatta, 1996). Le tarif est actuellement de 100 FCFA en zone urbaine. En zone suburbaine, en fonction de la distance, il oscille entre 125 et 250 FCFA. Dans tous les cas, l'Etat subventionne une partie des titres de transport des fonctionnaires.

Un autre problème des transports publics de Niamey vient des taxis " tête rouge " qui malgré leur potentielle souplesse d'utilisation sont en fait contraignants. Depuis que la municipalité a bloqué les tarifs à 100 FCFA pour les courses dans l'agglomération (200 FCFA pour Saga, Lamordé et Goudel par exemple), les fraudes augmentent. Les conducteurs trient ainsi maintenant leur clientèle et refusent des passagers sur des courses trop courtes. Ils augmentent aussi les prix en échange de services comme la réduction du temps d'attente. Enfin, le fractionnement des trajets oblige le client à multiplier les courses trop longues et donc à voir augmenter le coût de son déplacement (Ministère du Commerce et des Transports, 1986). Depuis la dévaluation de 1994, le prix de la course a été fixé à 150 FCFA. Leur nombre actuel est difficile à évaluer, il s'élève environ à 1 100 selon le Syndicat des Propriétaires de Taxis et à 600 au maximum selon la S.N.T.N.

Les " Talladjé - Talladjé " ne peuvent pas compenser les faiblesses des autres formes de services. En effet, ils desservent uniquement les lignes rentables alors que d'autres lignes restent déficitaires comme la desserte de la Rive Droite. Ensuite, ils n'assurent que 5 rotations par jour et n'ont aucun statut juridique (Ministère du Commerce et des Transports, 1985). Leur nombre s'élevait à 163 en 1983 (Dulucq, Georg, 1989). Aucune estimation fiable de leur nombre actuel n'est disponible.

Le bilan de l'offre de transport en commun est donc relativement négatif. Or, du fait de la pauvreté des ménages, l'accès aux modes individuels est encore peu répandu. Seuls quelques groupes privilégiés peuvent donc, grâce à la voiture, avoir accès aux différents secteurs de la ville.

Un équipement des ménages très bas

En 1986, à Niamey, un ménage sur six environ possédait une automobile. Parmi eux, un sur dix en avait plus d'une. 2 % des ménages possédaient en outre une camionnette comme véhicule principal ou en complément de la voiture. Le parc automobiles et camionnettes était alors estimé à 12 250 véhicules et seuls 16 % des ménages étaient motorisés, si l'on ne compte pas les deux-roues moteur. Mais, même en les incluant, la moitié des ménages était captive. C'était en général les ménages les plus pauvres, puisque 80 % d'entre eux avaient des revenus inférieurs à 30 000 FCFA par mois. De fait, 62 % des habitants du centre et logeant en banco, ainsi que 60 % des habitants des anciens villages et de la périphérie logeant en banco ne possédaient aucun véhicule (Ministère du Commerce et des Transport, 1986).

Comparativement, l'enquête-ménages de 1996 nous permet d'avoir des données

vertu de la loi du droit d'auteur.

plus récentes à ce sujet. Plus de la moitié des ménages (57 %) ne possède aucun mode de transport, et un ménage sur cinq une voiture. Ce taux est dépassé par celui du deux-roues dont un quart des ménages est possesseur. Le nombre moyen de véhicule par ménage, y compris les vélos, reste de fait faible : il est de 0,6. On aurait pu s'attendre à une augmentation plus forte du taux de motorisation par rapport à l'enquête de 1986 mais le phénomène de crise économique a freiné son développement. Les écarts en termes d'équipement transports des ménages en fonction de leur revenu sont abordés dans le quatrième chapitre.

Ville en mutation, Niamey est à l'image des petites capitales africaines. La marche à pied y est prédominante dans des quartiers pourtant de plus en plus éloignés du centre-ville où se trouvent les services administratifs, les grands marchés et les lieux de loisirs. La vie de quartier y est donc encore très riche, les marchés locaux sont encore nombreux en leur sein. Malgré tout, une élite aisée, caractérisée par de petits ménages, des chefs de ménages cadres supérieurs, ayant accès à la voiture sont les vecteurs annonçant un changement dans les modes de vie des citadins. L'échantillon des citadins que nous avons étudié englobe autant que possible la multiplicité des situations, depuis les ménages les plus favorisés aux individus les plus pauvres, les hommes et les femmes, les jeunes comme les plus âgés, sur un espace urbain large incluant les différents types de quartiers. La multiplicité des positions socio-économiques reflète alors l'hétérogénéité de la capitale.

section 2 : Terrain d'étude

Les contraintes de l'étude nous ont amenés à choisir des lieux et des individus. Si nous avons déjà expliqué dans le chapitre de méthodologie l'échantillon de la population sélectionnée, ce n'est pas le cas des quartiers de la ville où nous avons procédé à l'enquête-ménages. Ce sera l'objet de la première partie de cette section. Les individus enquêtés, les chefs de ménage et leurs épouses dans l'enquête-ménages et les hommes chefs de ménage pour les entretiens, constituent la population de base de notre travail. Nous les présentons de façon générale en deuxième et troisième partie.

I - Typologie des quartiers de la ville

Effectuer une typologie des quartiers de Niamey constituait une étape incontournable de la préparation de l'enquête-ménages si nous voulions "**assurer une représentation la plus fidèle possible des populations vivants dans les différents quartiers de l'aire urbanisée**" (Diaz Olvera et alii [1], 1999).

Cette typologie se base sur les travaux de Jambes sur la ville de Niamey (par exemple, Jambes, 1996), sur l'analyse historique ci-dessus ainsi que sur les données du recensement de la population de 1988. Elle a été confirmée par les résultats de l'enquête-ménages qui ont permis de compléter la description de ces zones. Elle est

constituée de cinq groupes de quartiers, identifiés par leur position géographique, l'ancienneté de l'urbanisation, la composition sociale et les caractéristiques de l'habitat (carte 2-6 et tableau 2-2).

Centraux	Péricentraux populaires anciens	Riches	Périphériques lotis	Périphériques lointains et spontanés
<input type="checkbox"/> 25 % de la population	<input type="checkbox"/> 25 % de la population	<input type="checkbox"/> 10 % de la population	<input type="checkbox"/> 20 % de la population	<input type="checkbox"/> 20 % de la population
6 zones enquêtées	7 zones enquêtées	3 zones enquêtées	7 zones enquêtées	6 zones enquêtées
Abidjan	Bandabari	Cité Fayçal	Bagdad	Aéroport
Balafon	Boukoki 1	Ecole	Banifandou	Banga Bana
Banizoumbou	Boukoki 2	Issa Béri**	Cimetière Yantala	Foulani Kouara
Cimetière musulman	Boukoki 3	Plateau 1	Cité Caisse	Gaweye
Deizeibon	Boukoki 4	Plateau 2**	Couronne Nord	Goudel
Grand Marché	Château 9	Poudrière	Dan Gao	Karadjé
Kalley	Gamkallé Golleye	Radio	Dar Es Salam	Kirkissoye
Kalley Amiro	Gamkallé Sebangeye	Terminus	Djidah	Lamordé
Kalley Est	Gounty Yéna	Yantala Bas	Garba Do	Saga
Kalley Nord	Madina		Kouara Kano	Tondibia
Kalley Sud	Talladjé***		Lazaret	
Lacouroussou	Yantala haut		Nogaré	
Lycée Kassaï			Route Filingué	
Maisons Economiques			Yantala	
Maourey				
Nouveau marché				
Petit Marché				
Sabongari				
Zongo				

* Les quartiers d'enquête sont indiqués en caractères gras

** Une seule zone d'enquête, à cheval sur Issa Béri et Plateau 2

*** Comprend 2 zones d'enquête

Les quartiers centraux de Niamey sont des quartiers denses bien desservis. Ils abritent une population installée depuis longtemps et dans l'ensemble assez défavorisée et regroupent environ le quart de la population. Ce sont en partie les vieux quartiers du centre, assortis du Petit Marché et du Grand Marché construits ultérieurement, ainsi que

leur extension Est (Nouveau marché, Sabongari). Ils regroupent des activités administratives (mairie, ministères, commissariat central, services publics), commerciales (marchés, boutiques, banques) et de loisirs (cinéma, café ou boîtes). Il existe d'autres marchés en ville mais ils n'ont pas l'ampleur du Grand et du Petit Marché. La multiplicité de ces fonctions permet bien d'attribuer à cette zone le nom de centre. Il faut noter aussi que c'est dans le centre et notamment à Lacouroussou que se trouve une grande partie des prostituées de la ville (Tiekoura, 1997).

Les quartiers péricentraux populaires anciens sont tout aussi denses et populaires. Ils sont plus ou moins éloignés du centre (comme Talladjé) et généralement lotis (à l'exception du quartier très populeux de Gamkallé) et situés à proximité de voies bitumées. Un quart environ de la population y vit. Ce sont les quartiers de la première extension "indigène" de Niamey. Boukoki et Talladjé ont été créés par des Niaméens au début de l'accroissement de la ville ; Gamkallé et Yantala sont d'anciens villages rejoints avant les années 50 par l'extension urbaine.

Les quartiers riches sont peu denses et ne regroupent qu'un habitant sur dix environ. Si la plupart de leurs résidents est assez ou très aisée, ces quartiers ne sont pas homogènes : Plateau 1 compte, à côté de villas à l'europeenne, des poches d'habitats précaires ; à Poudrière, la Cité Fayçal est plus favorisée que les zones situées au Nord. Ils sont composés en grande partie à la fois des anciens quartiers blancs et des nouveaux lotissements pour fonctionnaires. On peut aussi trouver au bord du fleuve les zones regroupant des ministères (Ministère des Affaires Etrangères ou de la Santé Publique par exemple), le palais présidentiel et des ambassades, faisant des quartiers riches un pôle administratif certain.

Les quartiers périphériques proches lotis constituent un regroupement assez peu homogène, même si leurs points communs sont peut-être la faible densité de population, leur situation géographique en première couronne périphérique, leur création récente et non étatique (les autorités ont loti mais non construit). Ils sont donc desservis ou proches d'une voie goudronnée. Les populations sont assez différentes d'un quartier à l'autre. Cité Caisse accueille des fonctionnaires plutôt aisés, tout comme Dar Es Salam. Kouara Kano est lui-même un quartier favorisé et de lotissement récent, alors que Yantala, Banifandou, Couronne Nord ou encore Route Filingué, paraissent beaucoup plus hétérogènes, juxtaposant habitat loti et non loti, classes moyennes et pauvres. Du fait de leur développement récent mais rapide, il est difficile d'évaluer exactement leur population, aux environs d'un cinquième à un quart de la zone urbaine.

Les quartiers périphériques lointains, d'habitat spontané cumulent les désavantages du point de vue des conditions de déplacements d'être à la fois les plus éloignés du centre-ville, les plus pauvres et les moins accessibles. Lamordé et Kirkissoye, en particulier, semblent être très enclavés et, même si les autres quartiers de ce groupe sont situés le long de routes bitumées et desservis par les transports collectifs, dans l'ensemble, les véhicules à quatre roues y pénètrent difficilement du fait de l'étroitesse des voies (Goudel côté fleuve, Saga...), ce qui génère de longs trajets terminaux à pied. De densité moyenne ou faible, ce sont généralement d'anciens villages intégrés progressivement à la ville (Goudel, Saga, Lamordé), ou d'anciens campements peuls qui se sont progressivement élargis à d'autres groupes de population (Foulani Kouara,

Kirkissoye). Ils gardent donc un caractère rural ou semi-urbain, même si le quartier Gaweye comporte des zones loties (la partie la plus proche de Pont Kennedy). Là encore, ce groupe de quartiers connaît un développement démographique certain, et représente, peut-être, un cinquième de la population de Niamey.

En termes de hiérarchie socio-économique, le groupe des quartiers riches est bien évidemment le plus favorisé, même si l'on trouve dans la périphérie proche lotie des quartiers aisés qui se sont développés. Les quartiers du centre et du péricentre populaire ancien sont plus pauvres dans l'ensemble, mais moins que la périphérie lointaine à habitat spontané.

Cette typologie sera celle utilisée toute au long de cette présentation. Elle a quelques désavantages comme, par exemple, celui de ne pas différencier les anciens villages rejoints par l'urbanisation des nouvelles périphéries lointaines pauvres et de les regrouper sous le terme " périphérie lointaine, habitat spontané ". Mais associant de nombreuses caractéristiques à la fois géographiques et socio-économiques, elle permet une analyse cohérente des répartitions spatiales des populations étudiées dans l'enquête-ménages et dans les entretiens.

II - Les chefs de ménages et les épouses de l'enquête-ménages

Nous avons pu reconstituer les parcours migratoires de 1 360 chefs de ménage et conjoints, soit de 757 ménages. La population étudiée est donc composée de 634 hommes (tous chefs de ménage) et de 726 femmes (dont 16 % sont des chefs de ménage et 84 % des épouses). Ce sont les caractéristiques de ces individus que nous présentons ici. L'intérêt d'une telle présentation est le caractère récent des données récoltées. Nous avons vu en effet dans la partie précédente que les études socio-économiques sur Niamey dataient, même les thèses les plus récentes utilisant le recensement de 1988. L'ambition de l'enquête-ménages n'était certes pas l'exhaustivité, cependant, le choix des quartiers d'enquête et la méthodologie employée inclinent à penser que la population étudiée est relativement représentative des caractéristiques socio-démographiques des chefs de ménage et des épouses à Niamey à la fin du XX^{ème} siècle.

II - 1 : Les ménages et leur habitat

L'enquête a permis de recueillir des données à la fois sur la composition des ménages, la localisation, le type et le niveau de confort de leur habitat.

Composition des ménages

Notre échantillon est composé de 757 ménages dont la taille varie de 1 à 26 personnes (soit 6,5 personnes en moyenne par ménage). Le nombre moyen d'enfants est de 3,4 par ménage mais ce chiffre cache de nombreuses disparités puisqu'en fait les ménages ont entre 0 et 21 enfants. Le nombre moyen de dépendants hébergés est de 1,6 par ménage et varie de même entre 0 et 11. Ces écarts montrent la multiplicité des tailles des

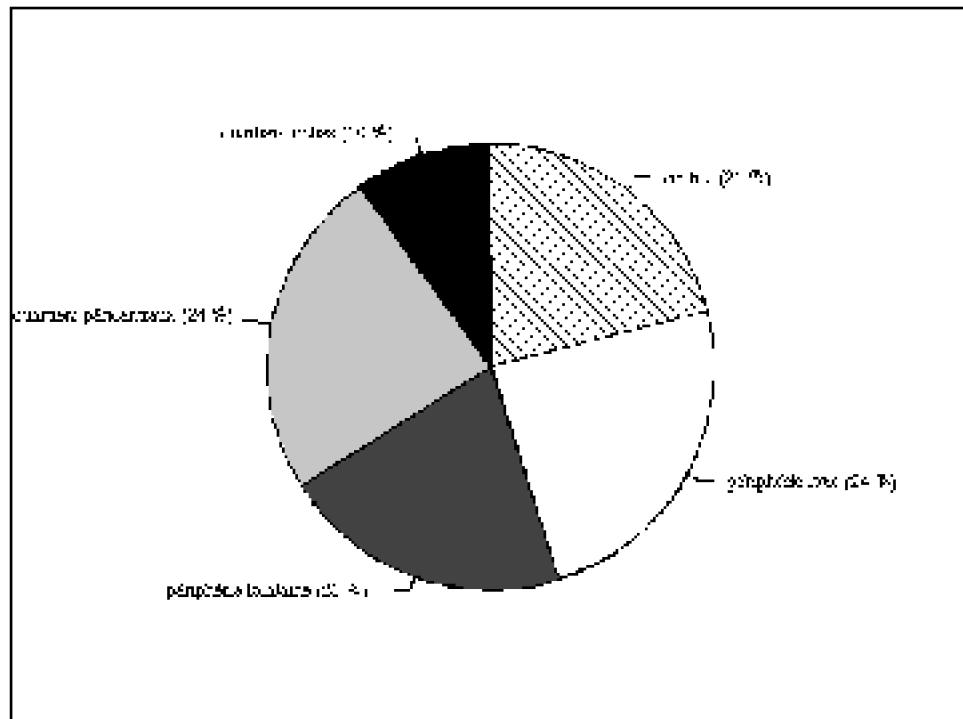
ménages.

Les ménages les plus nombreux sont ceux comportant un homme chef de ménage, son ou ses épouses, éventuellement des enfants et des dépendants (près de la moitié des ménages en héberge). 73 % des ménages possèdent une telle structure et parmi eux seuls 46 ménages n'ont pas d'enfants. 102 ménages sont polygames, soit 13 % de l'échantillon. Dans ce cas, les hommes n'ont généralement pas plus de 2 épouses. Les ménages polygames comportent beaucoup d'enfants : 7 en moyenne. Le nombre de personnes extérieures à ce noyau est de 1,3 et est équivalent à celui des ménages monogames. Pour ces derniers, il est évident que le nombre d'enfants se réduit et ne s'élève qu'à 3,3 en moyenne, le nombre moyen d'autres personnes accueillies dans le ménage étant de 1.

Il existe aussi des ménages composés d'individus sans conjoints. Ils sont constitués en partie de femmes chefs de ménages (15 % des ménages). Il s'agit essentiellement de veuves. Les femmes célibataires chefs de ménage sont rares car une jeune femme non mariée ne peut pas vivre seule. Les hommes sans conjoints représentent 12 % des ménages. Ce sont principalement (à 83 %) des célibataires jeunes, de 30 ans en moyenne. Au contraire des femmes, il y a très peu de veufs ou de divorcés.

L'habitat

Du fait de l'élaboration de l'enquête-ménages, les zones définies dans Niamey sont représentées de façon égale, si ce n'est pour les quartiers riches qui n'abritent que 10 % de notre échantillon (graphe 2-3). Cette répartition est due aux choix de lieux d'enquête tels qu'ils ont été présentés dans la partie précédente.



De plus, près de la moitié des ménages est propriétaire de son logement, un tiers est locataire et 16 % sont hébergés gratuitement. La concession est le type de logement le plus répandu puisque plus de 60 % des ménages y habitent tandis que 19 % logent dans des célibateriums et 17 % dans des villas.

Les différentes zones ne regroupent pas de façon égale les types de logements ou les formes d'occupation de ceux-ci. Ainsi, dans le centre, on trouve principalement des concessions qui sont louées ou achetées, sachant qu'il y a dans cette zone proportionnellement plus de locataires qu'ailleurs. Les habitants de la périphérie lotie logent essentiellement dans des villas ou des célibateriums qu'ils louent ou achètent. La périphérie lointaine abrite des propriétaires de concessions, de même que le péricentre. Enfin, les quartiers riches regroupent surtout des villas et des célibateriums. Ils abritent aussi de nombreux individus hébergés gratuitement, qu'ils soient employés dans les villas ou boutiquiers de la rue, logés sur leur lieu de travail par leur patron.

Ce dernier exemple laisse supposer que les zones ne sont pas homogènes au point

de vue de leurs populations et nous pourrons observer la répartition géographique des Niaméens en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques. Il faut noter ici que l'hypothèse d'une répartition ethnique de la population sur la ville par type de quartiers ne peut pas être retenue vu la localisation des différentes ethnies (tableau 2-3), ce qui confirme la remarque de Poitou (1984) déjà citée. Cependant, deux exceptions peuvent être faites. Tout d'abord la moitié des Peuls habite dans la périphérie lointaine alors que ce n'est le cas que de moins d'un quart des individus des autres ethnies. En fait, les Peuls logent principalement à Foulani Kouara, le " quartier des Peuls ", construit en cases. Ensuite 29 % des touaregs habitent les quartiers riches (contre moins de 10 % pour les autres ethnies). Il s'agit pour plus de la moitié d'entre eux de domestiques hébergés dans les villas.

Habitat Ethnies	Centre	Périphérie lotie	Périphérie lointaine	Péricentre	Quartiers riches	Total
Djerma	17	28	25	22	8	100
Haoussas	18	24	13	37	8	100
Peuls	17	16	52	9	6	100
Touaregs	16	26	16	13	29	100

Equipement du logement et des ménages

Dans l'enquête-ménages, l'équipement des ménages est évalué en termes de mode d'approvisionnement en eau, de confort intérieur (raccordement au réseau électrique, possession d'une douche et de toilettes intérieures, d'une cuisinière, d'une télévision ou d'un réfrigérateur) et d'accès aux différents modes de transport. La moitié des ménages est alimentée en eau dans sa concession, généralement par eau courante (80 % d'entre eux le sont par ce moyen). Une proportion équivalente s'approvisionne à l'aide de bornes fontaines, et encore un tiers des ménages achète l'eau à des vendeurs itinérants¹³. Pour une majorité, l'eau reste donc un produit coûteux et non facile d'accès.

L'équipement intérieur des logements reste globalement peu moderne : un tiers des ménages a une douche intérieure, 20 % des toilettes intérieures, 15 % une cuisinière et 34 % un réfrigérateur. Il faut noter que seuls 63 % sont raccordés au réseau électrique, ce qui laisse un tiers de la population en situation d'exclusion par rapport à ce type de confort.

Cette disparité dans les équipements en modes de transport et en confort est liée de façon évidente aux niveaux de revenus des ménages.

Revenus du ménage et caractéristiques socio-économiques

L'évaluation des revenus des ménages et des individus a fait l'objet d'un traitement particulier dont on trouve les détails en annexe 4. De façon schématique, c'est le revenu du chef de ménage qui est prépondérant dans la détermination du niveau de revenu du

¹³ Le total est supérieur à 100 % car un ménage peut avoir plusieurs types d'approvisionnement en eau.

ménage. Ainsi, un ménage est “ pauvre ” si le chef de ménage gagne moins de 50 000 FCFA par mois et ses épouses moins de 100 000. Un ménage est considéré “ modeste ” lorsque le chef de ménage gagne entre 50 000 et 100 000 FCFA et son épouse moins de 150 000 et lorsque le chef de ménage gagne entre 100 000 et 150 000 FCFA et son épouse moins de 50 000. Enfin, le ménage est “ aisé ” lorsque le chef de ménage n'a pas de revenu et son épouse gagne plus de 150 000 FCFA, lorsque le chef de ménage gagne entre 100 000 et 150 000 FCFA et son épouse plus de 50 000 et lorsque le chef de ménage gagne plus de 150 000 FCFA.

Globalement, plus de la moitié des ménages est pauvre, le chef de ménage gagnant moins de 21 000 FCFA par mois en moyenne. Un tiers est modeste et seuls 13 % sont des ménages aisés. Cette répartition met l'accent sur les écarts entre une élite privilégiée, dont les revenus dépassent 200 000 FCFA par mois alors que les plus nombreux gagnent dix fois moins en moyenne (tableau 2-4).

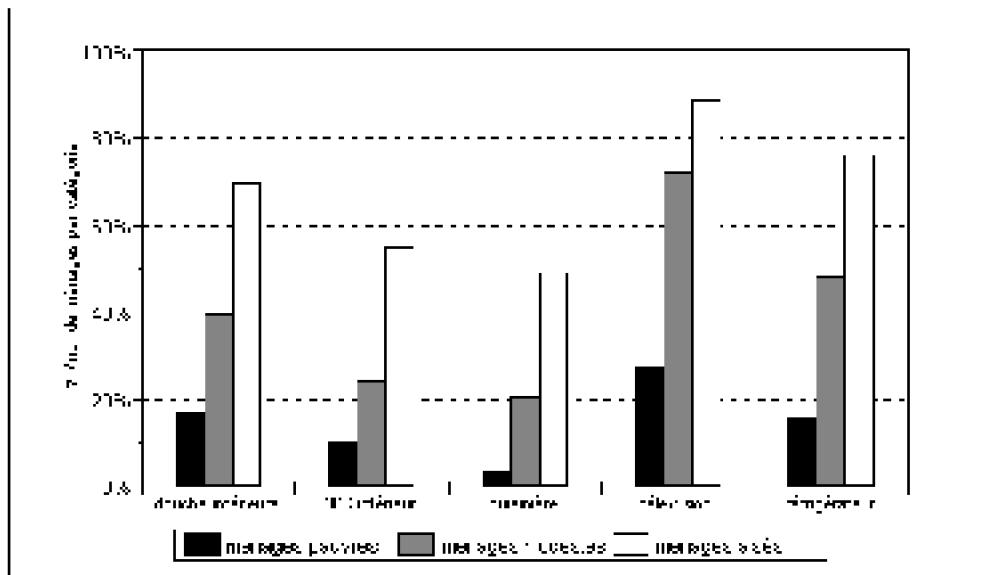
	% / total des ménages	Revenu moyen déclaré du chef de ménage (en FCFA)
Ménages pauvres	55	21 000
Ménages modestes	32	93 000
Ménages aisés	13	278 000
Total	100	83 000

L'importance du nombre de ménages pauvres s'explique à la fois par le faible taux d'activité féminin et le nombre important d'emplois d'indépendants chez les hommes, comme nous le montrons ultérieurement.

Quelques tests permettent de vérifier la pertinence d'un tel découpage. En effet, si nous comparons la richesse des ménages avec l'équipement intérieur de leur habitation, la corrélation entre les deux caractéristiques est nette. Par exemple, plus de la moitié des ménages aisés loge dans une villa, alors que ce n'est le cas que de 8 % des ménages pauvres (tableau 2-5).

	Célibaterium	Concession	Villa	Immeuble	Autre	Total
Ménages pauvres	12	77	8	0	3	100
Ménages modestes	31	50	19	0	0	100
Ménages aisés	17	28	53	2	0	100
Total des ménages	11	62	17	1	0	100

De même l'équipement intérieur de l'habitation est directement lié à la richesse (graph 2-4). Le taux de raccordement au réseau d'électricité et la possibilité d'accéder à un certain confort moderne croissent en effet proportionnellement à l'augmentation du niveau des revenus. Car, par exemple, si 46 % des ménages pauvres sont raccordés au réseau d'électricité, c'est le cas de 95 % des ménages aisés.



L'emploi de personnel de ménage est aussi plus répandu chez les ménages aisés que chez les pauvres : presque les deux tiers des premiers y recourent alors que seuls 13 % des seconds le peuvent.

Enfin, l'équipement transport des ménages illustre lui aussi ces différences effectives. 83 % des ménages aisés possèdent une voiture, et 32 % un deux-roues moteur (la somme de ces taux dépasse 100 % car, en moyenne, les ménages aisés possèdent 1,3 véhicule, soit deux fois plus que la moyenne générale de la population). Or, le tiers des ménages modestes et les deux tiers des ménages pauvres sont captifs de la marche à pied, uniquement 17 % des pauvres possédant un véhicule (voiture ou deux-roues moteur).

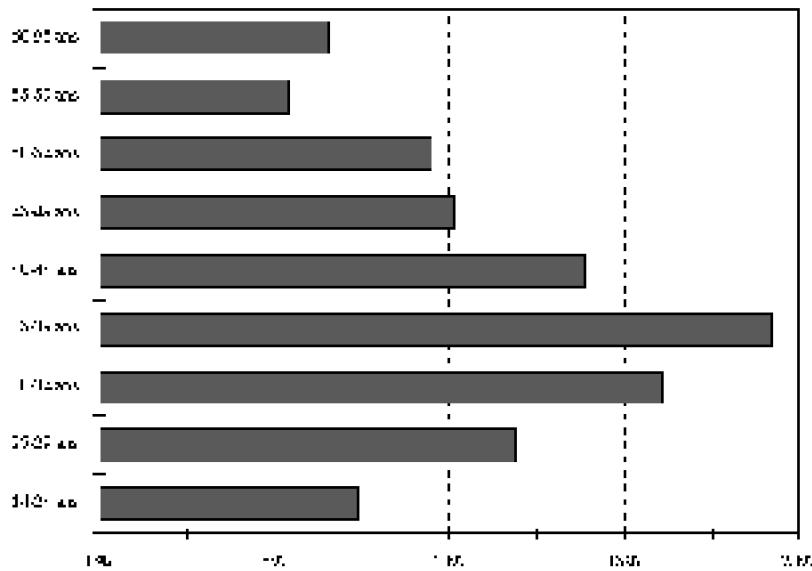
Cette présentation des ménages de Niamey montre, dans un premier temps, une certaine disparité des situations : ménages élargis ou constitués d'une seule personne, ménages hébergés ou ménages propriétaires, ménages habitant le centre ou en périphérie lointaine. De la même façon, au niveau individuel cette fois, nous analysons, dans le paragraphe suivant, les caractéristiques socio-économiques de la population étudiée, les chefs de ménage et leurs épouses.

II - 2 : Les individus

Au niveau individuel, le genre reste discriminant : la répartition des rôles implique une différence non seulement au niveau de l'insertion professionnelle et donc du revenu, mais aussi en termes de " parcours migratoires ". Rares sont les femmes qui partent seules tenter l'aventure ou poursuivre des études supérieures. Après avoir présenté quelques données démographiques (répartition de la population selon l'âge et l'ethnie), nous mettrons donc en valeur les particularités de chacun des deux genres.

Age et ethnies

La moyenne d'âge des individus est de 40 ans. Comme il ne s'agit que de chefs de ménage et de leurs épouses, la population jeune apparaît peu. De plus, les individus âgés de plus de 60 ans sont aussi peu représentés car l'espérance de vie au Niger est faible. La majorité des individus appartient à la tranche d'âge 30-60 ans (graphe 2-5).



L'échantillon se répartit de la façon suivante :

- les 14 - 34 ans constituent la classe des jeunes adultes (notée "jeunes" dans la suite de l'étude). Elle comporte 45 % des femmes et un quart des hommes. En fait l'âge minimum pour les femmes, bien que nous n'ayons étudié que des épouses et des chefs de ménage, est de 14 ans alors qu'il s'élève à 18 ans chez les hommes. Le nombre total d'individus appartenant à cette classe d'âge est de 481 personnes ;
- les 35 - 49 ans représentent la classe d'âge des "adultes". Elle est composée de 39 % des femmes et de la moitié des hommes, soit de 588 individus au total ;
- enfin, les individus âgés de 50 ans et plus, les "aînés", est la plus petite classe d'âge. Elle est composée de 291 individus dont la plupart sont des hommes.

L'identification de ces groupes repose sur plusieurs critères. La difficulté principale tenait au fait que nous n'avions pas d'indications sur les cycles de vie (âge au mariage ou âge du premier emploi par exemple), les raisons de déménagement invoquées dans les parcours migratoires étant souvent vagues. Ainsi, des femmes ont indiqué "raisons familiales" pour certaines migrations alors qu'il peut s'agir de rejoindre un époux après les noces. Nous avons donc utilisé des éléments bibliographiques comme la thèse de Sidikou

(1980) ainsi que des indications non dynamiques fournies par l'enquête : statut d'occupation du logement, nombre d'épouses par ménage et pyramide des âges entre autres.

L'ethnie dominante de notre échantillon est l'ethnie Djerma-Songhaï à laquelle appartient près de la moitié des individus (tableau 2-6). Les Haoussas représentent moins d'un tiers de la population. Les autres ethnies présentes, dont les Peuls et les Touaregs, sont nettement plus minoritaires. Enfin, les personnes interrogées sont musulmanes à 96 %.

Ethnies	Djerma	Haoussa	Peul	Touareg	Autres	Total
Nb. ind.	620	382	103	77	115	1 297
%/pop totale	48	29	8	6	9	100

Professions et revenus

De même que pour les ménages, les niveaux de revenus sont divisés en trois classes : pauvres, modestes, aisés. Les individus " pauvres " gagnent moins de 50 000 FCFA par mois, les individus " modestes " entre 50 et 100 000 FCFA et les individus " aisés " plus de 150 000 FCFA. La construction d'une telle variable nécessitant une explication plus complexe, nous renvoyons le lecteur à l'annexe 4 pour plus de détails.

La répartition des individus par classe de revenus montre que les pauvres sont majoritaires alors que les individus modestes représentent à peine plus d'un tiers de la population totale (tableau 2-7).

	% / total des individus	Revenu moyen déclaré de l'individu (en FCFA)
Individus pauvres	51	25 000
Individus modestes	39	96 000
Individus aisés	10	309 000
Total	100	47 000

Le niveau de revenu est lié à d'autres déterminants sociaux tels que le genre, l'âge ou le niveau d'études. La position de l'individu dans le ménage est elle aussi primordiale puisque les rôles sociaux attribués à chacun des deux sexes impliquent en effet un partage des rôles économiques et un accès différent à la scolarisation. Une différence doit être faite entre les femmes et les hommes. C'est ainsi que les épouses, les chefs de ménage hommes ou femmes ont un niveau de revenus plus ou moins élevé du fait même de ce statut.

Des épouses dépendantes

54 % des épouses n'ont effectué aucune étude et seules 4 % ont suivi un enseignement

supérieur. Le taux d'activité est lui aussi faible puisque moins d'un tiers a un emploi. Leur revenu mensuel moyen est alors de 52 000 FCFA en moyenne, les épouses actives étant ainsi classées dans la catégorie modeste. Mais cette moyenne cache de profondes disparités entre les individus. En fait les épouses actives sont des individus plutôt pauvres dont les rentrées d'argent servent en général de revenus d'appoint (tableau 2-8). Les quelques épouses aisées ayant déclaré plus de 230 000 FCFA, de revenu augmentent le niveau moyen de revenu.

	% total des femmes actives	Revenu moyen déclaré de l'individu (en FCFA)
Individus pauvres	62 %	19 000
Individus modestes	31 %	91 000
Individus aisés	5 %	232 000
Total	30 %	52 000

Les épouses sont souvent de petites commerçantes. En effet, 50 % des actives exercent dans ce secteur en tant qu'indépendantes et gagnent moins de 26 000 FCFA par mois. Elles travaillent généralement au domicile (pour 31 % d'entre elles) ou à proximité dans leur quartier d'habitation. Par exemple, la moitié des épouses commerçantes exerce leur activité chez elles. Mais les plus instruites peuvent être cadres moyens (18 % d'entre elles le sont) et travailler dans le service public qui emploie 35 % des épouses actives. Leurs salaires sont dans ce cas plus importants puisqu'en moyenne une épouse cadre moyen gagne quatre fois plus qu'une indépendante.

Les épouses sans emploi sont des ménagères. 70 % des femmes ont en effet déclaré n'exercer aucune activité. Il faut également souligner que 28 % des actives n'ont qu'un emploi occasionnel, ce qui porte à 80 % le taux de femmes en situation de dépendance quasi totale par rapport à des revenus extérieurs, du chef de ménage par exemple (annexe 4). De fait, globalement, les épouses actives et inactives sont individuellement pauvres à 90 %.

Mais le revenu individuel des femmes ne reflète pas le niveau de vie (en termes, par exemple, d'habitat ou de transport individuel) auquel elles ont effectivement accès. La répartition des femmes selon le niveau de revenu du ménage montre en effet que seules 52 % d'entre elles font partie d'un ménage pauvre. En revanche, un tiers d'entre elles appartient à un ménage modeste et 15 % à un ménage aisné (tableau 2-9). En conséquence, si les épouses ont peu d'indépendance financière, elles peuvent par ailleurs, du fait de leur époux, avoir accès à un certain confort ou à une qualité d'habitation supérieurs à ceux correspondant à leur niveau de revenu individuel.

	Répartition des épouses
Ménages pauvres	52
Ménages modestes	33
Ménages aisés	15
Total	100

Ces épouses sont donc peut être en meilleure situation que les femmes chefs de ménages qui doivent assumer la charge de leur famille sans pour autant avoir accès à des emplois bien rémunérés.

Des femmes chefs de ménage autonomes mais peu favorisées

Les femmes chefs de ménage sont en moyenne plus âgées que les épouses. Les premières ont en effet 48 ans en moyenne alors que les secondes n'en ont que 35. Cette différence s'explique par le fait qu'une jeune femme ne peut pas culturellement vivre seule. Les femmes chefs de ménage sont donc des veuves (à 51 %) ou des divorcées (21 % d'entre elles le sont). On trouve aussi dans cette catégorie quelques femmes mariées dont l'époux est absent depuis longtemps ou malade.

Ces femmes ont en charge trois enfants en moyenne et accueillent également quelques dépendants. Le nombre moyen d'actif par ménage étant de 1,5, leur travail éventuel constitue donc une ressource essentielle pour le ménage. C'est ainsi que les deux tiers d'entre elles occupent effectivement un emploi et les chefs de ménage actives gagnent plus en moyenne que les épouses actives (66 000 FCFA contre 52 000 pour les épouses). Cependant, comme leur niveau d'études est plus faible du fait de leur âge, elles ne sont pas employées par le secteur public, 66 % étant en fait des commerçantes indépendantes, ce qui explique que, si différence de revenus il y a, elle ne soit pas plus forte. Les deux tiers des femmes chefs de ménage sont donc pauvres individuellement et dans leur ménage.

Leurs activités sont moins centrées sur le quartier que celles des épouses. En effet, moins de la moitié des actives (46 %) travaille chez elles ou dans leur quartier d'habitation.

En définitive, si les femmes chefs de ménage ont une certaine indépendance financière, elles n'ont accès qu'à des emplois peu rémunérateurs. Elles sont donc globalement pauvres et ont peu de moyens d'augmenter leurs revenus. Au contraire, les hommes chefs de ménage occupent des postes leur permettant d'accéder à des niveaux de revenus plus conséquents et donc à une qualité de vie supérieure.

Des hommes chefs de ménage indépendants financièrement

Les hommes ont plus accès à l'école que les femmes. Néanmoins 42 % d'entre eux n'ont pas fait d'études. Fait plus discriminatoire, lorsqu'ils sont instruits, ils effectuent des études plus poussées que les femmes : 19 % ont atteint un niveau d'études supérieur et un quart un niveau secondaire.

Leur taux d'activité est aussi beaucoup plus important que celui des femmes puisque seuls 14 % d'entre eux sont sans emploi, il s'agit majoritairement des retraités ou des chômeurs à la recherche d'un travail. Leur statut de chefs de ménage suppose en effet une activité professionnelle, ils restent le support financier de la famille (annexe 4). En moyenne, le revenu mensuel des actifs s'élève à 106 000 FCFA, il est donc deux fois supérieur à celui des femmes. L'enquête montre (tableau 2-10) qu'en effet, les hommes

actifs sont globalement plus riches que les femmes actives. Ainsi, par exemple, 46 % des hommes actifs sont pauvres contre 62 % des femmes actives. De plus, même pour des individus appartenant à une même classe de revenu, l'écart reste conséquent puisqu'il est au minimum de 7 % (pour les actifs modestes).

	% des hommes actifs	Revenu moyen déclaré des actifs (en FCFA)	Ecart de revenu hommes actifs / femmes actives
Individus pauvres	46 %	27 000	+ 42 %
Individus modestes	43 %	98 000	+ 8 %
Individus aisés	12 %	324 000	+ 40 %
Total des hommes actifs	100	106 000	+ 104 %

Ainsi, ces hommes sont individuellement plus aisés que les femmes puisque la moitié est pauvre seulement (contre 86 % des femmes) et le tiers est individuellement modeste.

Enfin, les hommes actifs occupent des emplois variés. Un tiers d'entre eux est indépendant, les autres pouvant être cadres moyens ou supérieurs (25 %), employés (15 %) ou ouvriers (11 %). Les trois secteurs principaux d'emplois sont le service public (37 % des actifs), l'artisanat (25 %) et le commerce (22 %).

Ainsi, les hommes sont souvent actifs, travaillent moins au domicile ou dans le quartier d'habitation et gagnent plus d'argent que les femmes. Les occasions de traverser la ville, et donc de quitter leur quartier d'habitation, sont donc plus nombreuses.

Parcours migratoires

Un quart des individus, hommes ou femmes, est originaire de Niamey, plus d'un tiers du village, un tiers d'une autre ville du Niger, les étrangers représentant près de 10 % des chefs de ménages ou des épouses niaméens. Nous n'étudions pas les individus appartenant à cette dernière catégorie.

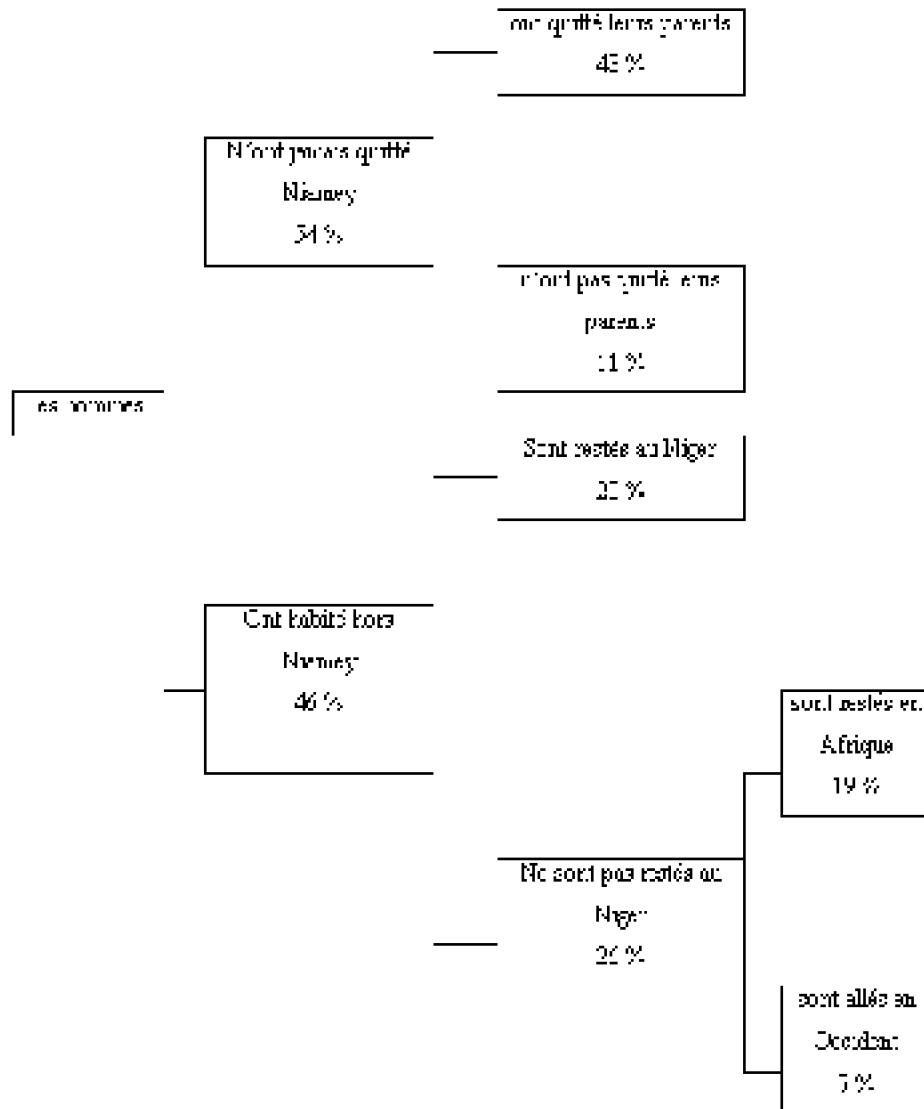
Nous présentons séparément les hommes et les femmes car les parcours migratoires, et notamment les lieux fréquentés après avoir quitté les parents, dépendent fortement du genre de l'individu. Une femme va rarement voyager et, lorsqu'elle le fera, ce sera généralement pour suivre son mari. Un homme aura ici plus de marge de manœuvre.

Des citadins sédentaires ou des migrants studieux

Les hommes sont peu nombreux à ne pas avoir quitté Niamey (c'est seulement le cas de 43 % d'entre eux). Un quart n'a toutefois jamais quitté ses parents (ils habitent notamment dans les périphéries lointaines, donc dans les anciens villages). Ceux qui ont quitté leurs parents l'ont fait plus tard que les femmes : seul un tiers avait entre 14 et 19 ans, 29 % ayant entre 20 et 24 ans et 30 % plus de 25 ans.

La moitié des individus est donc constituée de migrants (graphe 2-6). Parmi eux, une majorité s'est expatriée (57 %) tandis que l'autre moitié n'a pas quitté le Niger. Les

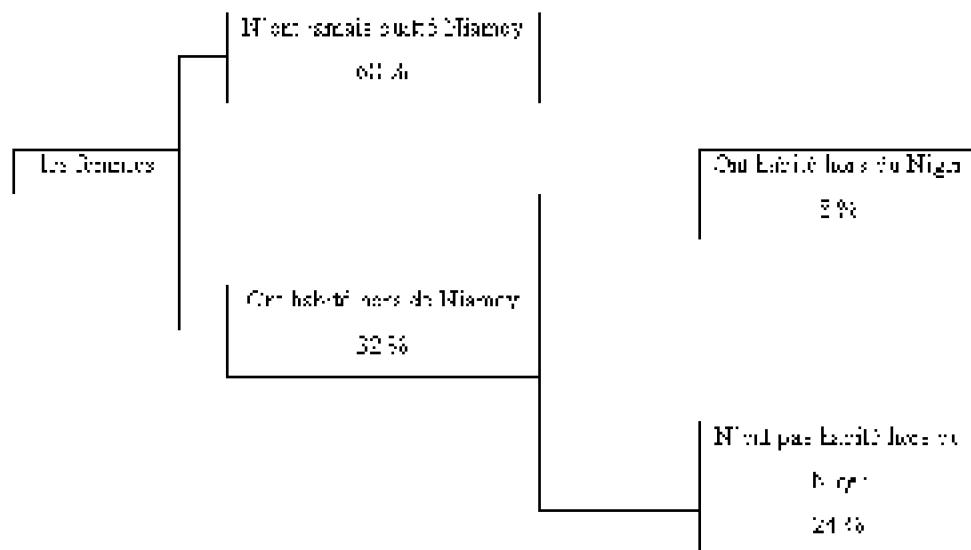
premiers ont surtout voyagé en Afrique de l'Ouest mais un quart d'entre eux a séjourné en Occident, principalement pour des raisons d'études ou de mutations professionnelles. Peu sont des aventuriers, contrairement à ceux qui ont séjourné en Afrique. Les durées de séjour en Occident sont généralement peu longues (4 ans en moyenne).



Note : Les % sont donnés par rapport au nombre total d'hommes

Des femmes peu migrantes

Elles ont quitté leurs parents vers l'âge de 18 ans, 58 % l'ayant fait entre 14 et 19 ans, généralement au moment du premier mariage. La majorité (68 %) n'a pas quitté Niamey après ce départ. Elles ont déménagé moins de 2 fois en moyenne dans la ville. Le tiers qui a migré après avoir quitté ses parents l'a fait en majorité sans sortir des frontières du pays. Un quart des migrantes a néanmoins fait un séjour hors du Niger, principalement en Afrique de l'Ouest, ces séjours ayant duré plus de 6 ans en moyenne (graphe 2-7).



Note : Les % sont donnés par rapport au nombre total de femmes

Pratiquement aucune des épouses étudiées n'a voyagé en Occident, ce qui confirme le fait que les hommes laissent leurs épouses sur place durant leur migration, de fait alors provisoire, ou qu'ils attendent leur retour pour se marier.

Cette présentation générale de la population étudiée met en évidence des différences socio-économiques importantes entre les individus et montre qu'en premier lieu ces différences sont liées au genre de l'individu. Ces différences concernent non seulement le statut économique de l'individu, mais aussi son parcours migratoire. Les femmes sont moins actives que les hommes, leurs activités sont plus centrées sur l'environnement immédiat de l'habitat. Elles auront moins voyagé hors de Niamey, et si c'est le cas, leur migration aura été principalement passive, ayant pour seul motif de suivre leur époux.

Ce portrait socio-économique des chefs de ménage et des épouses à Niamey constitue un état des lieux de l'échantillon étudié. Pour les entretiens, la population est trop restreinte pour être représentative. Néanmoins, ces hommes chefs de ménage aux parcours migratoires particuliers constituent un échantillon intéressant de ce que peuvent devenir en ville un villageois, un migrant en Occident et un Niaméen de souche.

III - Les migrants en Occident, les villageois et les Niaméens des entretiens

La population des entretiens est plus homogène que la précédente car elle a été très ciblée. Elle est en effet uniquement constituée d'hommes chefs de ménage, leurs caractéristiques socio-économiques sont donc similaires à celles de leurs homologues de l'enquête-ménages. En revanche les parcours migratoires illustrent quelques situations migratoires observables à Niamey.

III - 1 : Caractéristiques socio-économiques générales

Leur âge moyen est de 43 ans, le plus jeune ayant 25 ans, le plus âgé 86. Ce sont des Djermas ou des Haoussas essentiellement et tous sont musulmans.

Onze individus sont célibataires et onze autres sont polygames. Le reste, soit les deux tiers des enquêtés, sont des hommes mariés, monogames, ayant en moyenne 3,3 enfants.

Seuls trois d'entre eux sont inactifs, les autres étant employés dans la plupart des secteurs d'activité, en tant que cadres moyens (sept individus dont des professeurs de lycée), cadres supérieurs (22 individus ingénieurs, chercheurs, médecins...), ouvriers (huit hommes), plantons ou gardiens (sept enquêtés). Enfin, cinq sont des retraités pensionnés.

Nous avons enquêté dans tous les quartiers de la ville. Les individus se répartissent de façon égale entre le centre (un quart des enquêtés y habite), les quartiers riches et la périphérie lotie. Le dernier quart habite le péricentre ou la périphérie lointaine. Plus d'un tiers est locataire et près de la moitié propriétaire, certains même de la concession familiale. Dix sont hébergés gratuitement par un parent ou par un patron.

A l'instar de beaucoup d'habitants de la ville, la plupart ne possède aucun moyen de transport. Mais un tiers des enquêtés ont une voiture, soit une proportion supérieure à celle des propriétaires de véhicules particuliers dans la population totale, mais qui s'explique par le nombre élevé de cadres supérieurs enquêtés.

III - 2 : Parcours migratoires

Ainsi que nous l'avons précédemment expliqué, nous avons enquêté auprès d'individus ayant des parcours migratoires particuliers.

Un groupe de migrants en Occident est composé de 30 individus. Leurs raisons de départ vers les pays du Nord se réfèrent essentiellement à la poursuite d'études supérieures (19 individus). Six sont partis à l'aventure et les cinq derniers y ont été affectés de manière provisoire. La première destination est la France, et surtout Paris. S'y sont retrouvés notamment les aventuriers et les affectés. Les autres ont été en Belgique, en U. R. S. S., en Ecosse... Leur séjour en Occident fut relativement long (8 ans en moyenne) même si les aventuriers furent ceux qui y restèrent le plus longtemps (10 ans en moyenne) alors que les étudiants n'y ont été que 7 ans. Ils sont revenus dans la capitale depuis 5 ans en moyenne.

Les villageois (17 enquêtés) sont les individus nés au village qui n'ont pas migré en Occident et qui sont installés à Niamey. Arrivés à Niamey pour la première fois vers l'âge de 24 ans en moyenne, ils sont venus généralement y chercher du travail ou, mais de façon plus marginale, y poursuivre des études. Ils sont installés depuis 16 ans en moyenne à Niamey. Leurs villages d'origine se situent soit dans le département de Tahoua, soit dans celui de Tillaberi. Quelques uns (3) viennent aussi de la région de Dosso, ce qui correspond à l'origine générale des villageois de Niamey comme nous l'avons vu précédemment (carte 2-1).

Enfin, les Niaméens de naissance sont au nombre de 13. Un peu plus âgés que les enquêtés des catégories précédentes (48 ans en moyenne contre 42 pour les autres), ils

habitent plutôt dans les quartiers centraux (sept individus) ou dans les quartiers riches (trois individus). Du fait de leur ancienneté en ville, sept d'entre eux habitent la concession familiale et deux autres sont propriétaires. Mais le fait d'être né à Niamey ne confère pas à tous ce statut privilégié puisque quatre autres sont en situation précaire, locataires ou hébergés gratuitement. Enfin, peu n'ont jamais quitté la ville, puisque la moitié d'entre eux a séjourné dans un autre pays d'Afrique.

Les indicateurs présentés, que ce soit le genre, la position dans le ménage, les activités professionnelles, les niveaux de revenus ou les parcours migratoires montrent la disparité socio-économique de la population de chefs de ménages et d'épouses constituant ici l'échantillon. En conclusion, l'analyse historique et démographique présentée dans ce chapitre a mis en évidence les interactions entre les histoires individuelles et la forme actuelle de la ville. L'afflux de migrants et les valeurs sociales dont ils ont été les vecteurs ont permis la transformation d'un village en une métropole nationale aux visages multiples. Ce sont ces derniers que nous allons maintenant tâcher de décrire, par l'intermédiaire de l'étude des représentations et des pratiques spatiales des citadins. Car, de leur combinaison, apparaîtra la pluralité *des villes* de Niamey au sein même de la capitale.

CHAPITRE 3 : REPRESENTATIONS ET PRATIQUES SPATIALES DANS LA VILLE DE NIAMEY

Ce chapitre a deux objectifs principaux. Le premier est de décrire les différentes représentations spatiales de la ville, du centre-ville et du quartier d'habitation. En effet, l'analyse sur l'ensemble des individus (chefs de ménage et épouses) de l'enquête-ménages et des entretiens a permis d'identifier plusieurs types de représentations spatiales, que ce soit dans les discours ou dans les réponses à des questions spécifiques. Le second objectif est de présenter la mobilité urbaine quotidienne des chefs de ménage et de leurs épouses. Ce "profil moyen" sert de cadrage à l'analyse des rapports hommes - espace en fonction des caractéristiques socio-économiques.

Section 1 : Espaces et représentations spatiales

Les représentations spatiales sont ici présentées sur les trois échelles spatiales étudiées : la ville, le centre-ville et le quartier d'habitation. Leur point commun est sans aucun doute la mise en évidence de disparités au sein de la population étudiée, quel que soit le type de représentation étudiée : discours, réponses classées, localisation de lieux... Ce sont

elles qui permettent ainsi de mieux appréhender la complexité de l'espace urbain.

I - Les villes de Niamey : temps et espaces en representations

Une ville est à la fois un ensemble de quartiers et une entité par rapport à laquelle l'individu va émettre des jugements aux formes variées. L'enquête-ménages permet d'obtenir une représentation descriptive globale de la ville en fonction de critères socio-économiques. Son intérêt repose dans le fait que l'obtention de cette carte montre l'existence d'une relative concordance générale des réponses, au niveau des chefs de ménages et de leurs épouses, sur un tel découpage de la ville.

I - 1 : Un découpage socio-économique de la ville

A l'aide des questions relatives à des caractéristiques socio-économiques des quartiers de Niamey, nous pouvons mettre en évidence un découpage de la ville correspondant à l'image que les citadins s'en font en fonction de ces critères spécifiques. Les questions sont les suivantes : " Selon vous, quels sont les quartiers :

- - où habitent les personnes riches ?
- - où habitent les personnes pauvres ?
- - dangereux ?
- - animés la journée ?
- - animés la nuit ?
- - où l'on vit comme au village ? "

Les questions étant de type ouvert, les enquêteurs ont noté *a priori* les réponses exactes données par les individus. Cependant, des biais ont pu intervenir en fonction du zèle des enquêteurs dans un quartier d'enquête. Par exemple, sur la première question (" où habitent les personnes riches ? "), le nombre de réponses données peut doubler suivant les zones.

Nous posons ici l'hypothèse que ce biais est essentiellement dû à des différences de réponses et non d'enquêteurs. Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'il existe des écarts entre des individus habitant le même quartier et donc enquêtés par la même personne. Ainsi, pour les habitants de Madina (tableau 3-1), les différences hommes/femmes, aisés/pauvres ou jeunes/aînés à la première question peuvent être de près d'une réponse en moyenne.

	Nombre moyen de réponses à la question 1
Sexe	
femmes	1,4
hommes	1,9
Age	
moins de 35 ans	1,4
de 35 à 49 ans	1,7
50 ans et plus	1,6
Revenu individuel	
aisés	2,5
modestes	1,8
pauvres	1,6

Globalement, le nombre moyen de réponses données à chaque question est comparable : il se situe entre 1,8 (pour la question sur les quartiers riches) et 1,4 (pour la question relative aux quartiers où l'on vit comme au village). De plus, peu d'individus n'ont pas répondu aux questions (13 % de notre échantillon), ce qui nous a permis de recueillir le maximum de réponses sur un large échantillon d'individus.

Nous avons considéré deux catégories de réponses : celles relatives à un quartier et celles relatives à un lieu. C'est ainsi que 47 quartiers ont été nommés dans les réponses (soit près des trois quarts des 67 quartiers de la ville) et nous avons identifié 10 lieux spécifiques qui seront détaillés ultérieurement, chacun d'entre eux ayant été étudié en particulier.

Le traitement des réponses de type "quartiers" s'est fait de la façon suivante : une analyse factorielle à composantes multiples a été effectuée sur un tableau indiquant pour chacun des 47 quartiers le nombre de citations recueillies par question, puis il a été procédé à une classification ascendante hiérarchique sur le fichier des résultats. Nous avons ainsi obtenu un zonage géographique des représentations spatiales de la population étudiée. Six zones ont été discernées :

- une zone où habitent les riches,
- une zone où habitent les pauvres, de type village,
- une zone où habitent les pauvres et qui est dangereuse,
- une zone uniquement qualifiée de dangereuse,
- une zone animée la nuit,
- une zone animée le jour.

Ces zones sont distinctes par construction, c'est-à-dire qu'un quartier ne peut pas appartenir à deux d'entre elles. Il faut ici remarquer que l'association quartier villageois et quartier dangereux n'a pas été faite. Globalement le village garde une image positive de zone sûre.

Ce premier aperçu présente la structure de Niamey telle qu'elle se dégage de

l'ensemble des réponses. Dans la suite, nous présentons question par question, les réponses principales. Pour conclure, nous analysons la structure urbaine générale qui en résulte.

Les quartiers où habitent les riches

Cette zone comporte 6 quartiers : Plateau, Poudrière, Cité Fayçal, Cité Caisse, 105 logements et Kouara Kano. Sa qualification fait l'unanimité puisque 94 % des citations des quartiers appartenant à cette zone sont faites dans le cadre de la question " où habitent les riches ? ". De plus, 75 % des réponses à cette question correspondent à un quartier de cette zone.

Parmi ces quartiers, deux sont cités par près de la moitié des individus : Plateau et Kouara Kano. Le Plateau représente l'ancien quartier des colons français. Kouara Kano a été loti très récemment. Le prix de ses parcelles à la vente fut assez élevé pour que seule une élite puisse y avoir accès, ce qui a bâti sa réputation.

Les autres quartiers (Poudrière, Cité Fayçal, Cité Caisse et 105 logements) ont été lotis un peu plus tôt. Par exemple Poudrière le fut entre 1975 et 1981 ; 190 logements furent construits à Cité Fayçal entre 1976 et 1977 (Sountalma, 1991). Ils sont plus petits et situés à l'Est du Gounty Yena contrairement aux deux quartiers précédents. Ils sont donc plus proches du centre-ville, peut-être moins identifiables du fait de leur environnement et de leur âge.

Les quartiers où habitent les pauvres et où l'on vit comme au village

Cette zone est plus étendue que la précédente puisqu'elle comporte 10 quartiers. Il s'agit de Aéroport, Gamkallé, Goudel, Kirkissoye, Lamordé, Nogaré, Saga, Bandabari, Talladjé et Foulani Kouara. 48 % des citations pour la question " où habitent les pauvres ? " désignent un quartier de cette zone, ainsi que 74 % des citations pour " où vit-on comme au village ? ". Les différents types de quartiers qui la composent permettent d'appréhender les raisons à cette association.

Premier type de quartiers pauvres et villageois, les anciens villages voisins rattachés à Niamey : c'est le cas de Aéroport, Gamkallé, rattaché à Niamey vers 1965 seulement (Motcho, 1991), Goudel, Kirkissoye, Lamordé, Nogaré, Saga et Foulani Kouara. Le caractère villageois et pauvre de cette zone vient donc en partie de ce rapprochement récent. De plus, cette association montre aussi qu'un village ne peut généralement pas comporter assez d'individus riches pour former une population homogène de par sa richesse économique.

Deuxième type de quartiers pauvres et villageois, les nouveaux quartiers créés de toute pièce dans les années 70 par des particuliers. C'est le cas de Talladjé et de Bandabari. L'écart de plusieurs années entre l'habitat spontané et le lotissement explique peut-être leur actuelle caractérisation. En outre, contrairement aux vieux villages rattachés, Bandabari se trouve dans la ville puisqu'il est environné de secteurs construits, alors que Talladjé reste en périphérie.

Les quartiers dangereux où habitent les pauvres

Si l'association dangereux et villageois n'a pas été faite, une partie de la population pauvre de Niamey se caractérise par sa pauvreté et l'insécurité qui lui est inhérente. 12 quartiers ont reçu ces deux qualificatifs : Couronne Nord, Dar Es Salam, Djidah, Gaweye, Karadjé, Bagdad, Lazaret, Madina, Banga Bana, Banifandou, Boukoki et Route Filingué. Au moins un de ces quartiers est cité dans 36 % des réponses à la question de l'habitat des pauvres, et dans 57 % des réponses relatives à l'emplacement des quartiers dangereux.

Ce sont en général des quartiers lotis récemment et vendus à des prix modiques. Ils abritent souvent des migrants venus s'installer en ville, qui ne peuvent habiter le centre trop dense et trop cher. En effet, lorsque nous comparons le lieu de naissance et la zone actuelle d'habitation (tableau 3-2), il apparaît que les natifs du village se retrouvent plus dans cette zone alors que les natifs de Niamey habitent les zones animées (zones centrales ainsi que nous allons le montrer) ou villageoises (zones rattachées). De fait, Couronne Nord, Djidah, Bagdad, Lazaret, Madina, Banga Bana, Banifandou sont le résultat de l'extension de la ville vers le Nord-Est dans le milieu des années 60 (Poitou, 1984).

Lieu de naissance Zone habitée	Niamey	Village	Autre ville	Total
Animée le jour	39	24	37	100
Animé la nuit	34	44	22	100
Dangereuse et pauvre	22	51	27	100
Villageoise et pauvre	34	45	21	100
Riche	0	75	25	100

Remarque : la zone dangereuse n'apparaît pas parce qu'elle n'est pas habitée.

Ce sont aussi des lieux d'accueil des expulsés des quartiers centraux lors des opérations de lotissements de l'après indépendance. Ainsi, même si Gaweye est un ancien quartier, son emplacement actuel est le résultat d'un déguerpissement et d'un relotissement en 1979 et Route Filingué est le quartier d'accueil des déguerpis de Talladjé (Poitou, 1987).

Ils regroupent donc une partie des exclus urbains, migrants villageois, ou Niaméens déguerpis. Leur caractère récent et leur pauvreté en font des lieux socialement peu sûrs.

Les quartiers dangereux

Les quartiers uniquement désignés comme dangereux sont des quartiers vides en habitants. Il s'agit de l'ancien cours du Gounty Yena (appelé Rouba), de la Ceinture Verte, frontière entre Talladjé et le reste de la ville, et de Tourakou, zone réservée autrefois au parage des animaux. Il faut noter que la Ceinture Verte abrite quelques paillotes mais que Rouba reste une zone non constructible car, lors des très fortes pluies, la rivière reprend son cours, ce qui fut le cas, par exemple, en été 1998. 94 % des citations d'un

quartier de cette zone le sont dans le cadre de la question sur l'emplacement des quartiers dangereux.

Cette répulsion envers la nature en ville apparaît peut-être en tant que réminiscence d'une pensée " primitive " telle que l'ont nommée Moles et Rohmer (1998). En effet, l'homme garderait souvenir des combats qu'il a dû mener afin de maîtriser un environnement hostile ou aux règles incompréhensibles. Or, " cette conception est devenue très lointaine aux hommes de la civilisation occidentale mais elle reste parfaitement actuelle en beaucoup de contrées pour beaucoup d'êtres humains et contribue à déterminer la forme de leurs agglomérations " (Moles, Rohmer, 1998, p. 41). La Ceinture verte et le Gunti Yena symbolisent alors peut-être cette imprévisibilité de la nature et agissent de façon répulsive.

Ils peuvent aussi avoir un caractère réellement dangereux à cause des exactions qui y sont commises. Nous n'en avons pas trouvé de traces notables dans la presse ou dans la littérature mais l'unanimité des réponses laisse à penser que ces zones sont réellement dangereuses. Ce sentiment peut être également accentué par le fait que ce sont des zones non éclairées la nuit et désertes.

Les quartiers animés la nuit

Ce sont des quartiers cités comme animés le jour et la nuit, l'accent étant mis toutefois sur leurs activités nocturnes. Ainsi, un tiers des citations de quartiers de cette zone est donné en réponses à " quartiers animés la nuit ", synonymes ici de lieux de loisirs. Il s'agit de quartiers péricentraux : Terminus, Deizeibon, Sabongari, Wadata, Zongo et Yantala.

Les animations nocturnes ont des sources multiples. Il peut s'agir d'un marché de nuit comme à Yantala. Mais généralement elles sont dues à la présence de lieux de rassemblement de jeunes : cinémas, boîtes de nuit et bars par exemple. Nous pouvons citer, par exemple, le Fofo à Terminus ou le cinéma Zabarkan en bordure de Wadata.

Les quartiers animés le jour

L'animation de jour est d'une tout autre nature : elle concerne un plus grand nombre de quartiers, se situe dans une zone centrale et est directement liée à des activités commerciales ou professionnelles. Il s'agit donc des vieux quartiers : Abidjan, Banizoumbou, Kassaï/Katako, le Petit Marché, le Grand Marché, Lacouroussou, Maourey-Liberté, Balafon, Nouveau Marché et les Kalley. Cette zone est citée à 60 % pour son animation en journée, due effectivement à la présence des marchés et des administrations (la mairie au Petit Marché par exemple). Ces quartiers sont aussi cités pour leur animation de nuit mais de façon moindre. C'est le cas de Lacouroussou où se trouvent la plupart des prostituées de Niamey travaillant de nuit (Tiékoura, 1997).

Cette caractéristique est sans doute renforcée par la forte densité de population résidente. La zone centrale concentre en effet un grand nombre de familles niaméennes, malgré les multiples déguerpissements servant à la décongestionner et à la moderniser. Ainsi, une partie de Zongo a été déguerpie en 1981 en vue de la construction de nouveaux immeubles (Poitou, 1984). La densité du centre-ville était alors de 158 habitants

au km², contre seulement 38 dans les quartiers résidentiels (Jambes, 1996). Remarquons que le danger n'est pas lié à l'idée d'animation, comme c'est le cas à Harare (Gervais-Lambony, 1994).

Les quartiers non cités

Ainsi que nous l'avions signalé, seuls 47 quartiers ont été cités en réponse aux six questions posées. Les laissés pour compte sont les quartiers dont le nom même définit la fonction (et ils en possèdent pratiquement tous une). De plus, ils comportent peu d'habitations en règle générale. Il s'agit :

- - des quartiers administratifs et gouvernementaux : Présidence, Ambassades, Camps, Casernes ;
- - des quartiers à vocation industrielle : Agrimet, Zone Industrielle, Radio ;
- - des hôpitaux : Hôpital, Lazaret-Hôpital, Château Neuf (maternité de Niamey) ;
- - des lieux publics : Stade Kountché, Stade/Maisons Economiques, Cimetière musulman, Ecoles.

Musée et Université n'ont pas ici été comptés comme quartiers oubliés car ils ont été cités à cause du caractère dangereux du pont sur le Niger et nous les étudions spécifiquement dans le paragraphe suivant.

Dan Gao, également non cité, ne correspond pas aux quartiers précédents. C'est un quartier loti, sans fonction autre spécifique. Cependant, ce nom ne semblerait être apparu que récemment pour distinguer une partie de Banifandou, et il n'est peut-être pas rentré dans le vocabulaire courant des habitants de Niamey.

Les lieux spécifiques

Certains lieux ont été cités assez souvent pour retenir notre attention. Ils sont au nombre de 10 et ont tous été cités plus de 15 fois. Ils peuvent être classés en trois catégories.

La première relève de l'animation de nuit typiquement urbaine. En effet, plus que des quartiers, ce sont des endroits précis qui concentrent l'activité nocturne : les cinémas (Jan Gorzo, Soni Aliber et Zabarkan), les discothèques (la Croisette, El Nassr), les lieux de spectacles (Complexe). Ce sont avant tout des lieux où une population jeune et citadine se retrouve pour s'amuser. Certains de ces lieux, et notamment le cinéma Soni Aliber, se situant dans le centre-ville, sont aussi cités comme très animés en journée.

La deuxième catégorie concerne aussi l'animation de nuit, mais elle est la prolongation de l'animation de jour : il s'agit du marché de nuit de Yantala.

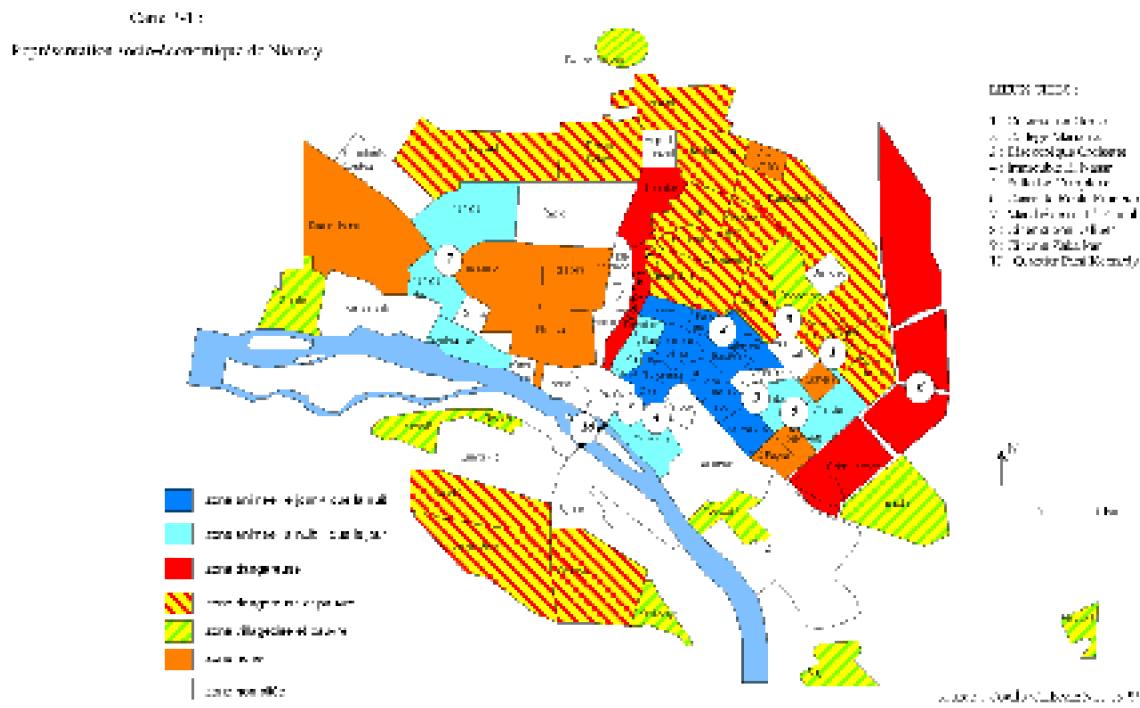
Enfin la troisième distingue des lieux précis considérés comme particulièrement dangereux : le pont Kennedy et les cases de Route Filingué (aussi qualifiées de pauvres). Vols et délinquance s'y concentrent, notamment la nuit pour le pont Kennedy qui reste une voie largement utilisée en journée. Les cases de Route Filingué se trouvant au bord de la Ceinture Verte, qualifiée également de zone dangereuse, les deux lieux sont

peut-être associés à ce point de vue.

Le collège Mariama est lui aussi cité comme animé la nuit sans que nous en ayons une raison claire.

Une carte socio-économique concentrique

En définitive la carte de Niamey ainsi obtenue (carte 3-1) se superpose en partie à la typologie que nous avons définie au début de notre étude. Mais ce type de carte est plus précis puisqu'il prend en compte l'historique des quartiers de Niamey autant que les caractéristiques de leurs habitants. Ainsi, dans le centre, se trouvent les quartiers animés le jour avec les marchés et la nuit avec les lieux de sorties pour les jeunes. De part et d'autre de cette zone, se situent les quartiers riches. A l'Ouest, de l'autre côté du Gunti Yéna, sont localisés les quartiers les plus étendus, le Plateau étant le plus ancien, Kouara Kano le dernier loti. A l'Est, ce sont des lotissements construits dans les années 70-80. Au Nord et au Sud de ces deux premières zones sont apparus les nouveaux quartiers habités par les migrants, qualifiés de dangereux et de pauvres. Les anciens villages rejoints par les extensions successives sont maintenant aux extrémités de la ville, le long du fleuve : ce sont les quartiers villageois et pauvres. On peut observer cependant deux exceptions à cette règle dans ce dernier cas. Il s'agit de Foulani Kouara, lieu toujours à part dans l'agglomération et qui reste légèrement détaché de la ville, et de Bandabari qui est enclavée dans la ville, loin du fleuve et pourtant désignée comme dangereuse et pauvre, sans que les raisons en soient claires.



Cette carte reflète ainsi une représentation globale de Niamey. Image "moyenne" de la ville, elle marque l'intégration par les citadins d'un certain nombre de faits liés à l'histoire de la ville et de son peuplement. Ce résultat laisse pour l'instant peu de place aux individus mêmes et le chapitre suivant montrera l'existence de variations autour de cette image. Auparavant, l'analyse des discours spatiaux démontre, de façon complémentaire, que les représentations de la ville reflètent aussi les histoires individuelles.

I - 2 : Niamey, une juxtaposition d'histoires individuelles

L'analyse des entretiens a permis d'identifier les éléments clefs des discours sur la ville. Leur ordonnancement relatif organise ce type de représentations. Après avoir présenté les référents utilisés par les individus dans leurs jugements, leurs critiques et leurs descriptions de Niamey, nous montrons qu'ils s'organisent de plusieurs façons, reflétant ainsi les multiples regards portés sur la ville.

I - 2 - a : Référents sociaux des discours sur l'espace urbain

A l'issu de notre analyse des discours relatifs à la ville de Niamey, il est apparu cinq types de référents (tableau 3-3). Le détail de l'analyse peut être consulté en annexe 5. Ils permettent d'évaluer l'environnement vécu au quotidien. Or, ils sont clairement élaborés à partir du vécu spatial de l'individu puisqu'il s'agit essentiellement de points de comparaison entre ce que l'individu a connu auparavant et ce qu'il vit quotidiennement. Nous avons donc observé des oppositions ville/village, ville africaine/ville occidentale, passé de Niamey/présent de Niamey. Autres référents dans les discours sur la ville, les exigences de l'individu par rapport à son espace en ville, au niveau social et matériel, servent à exprimer les regrets ou les satisfactions liés à sa situation actuelle. Le référent est alors directement l'image que l'individu se fait de sa place dans la société au sein du groupe social duquel il revendique l'appartenance.

Type de référents	Référents abordés dans les discours sur la ville
Référents passéistes	- agrandissement et lotissement dans le bâti - dégradation des moeurs - Niamey, c'est ma ville - la vie est plus difficile économiquement qu'avant - Par rapport à avant, perte de la solidarité
Référents occidentaux	- déficiences en services publics, sociaux et de loisirs par rapport à l'Occident - les gens n'ont pas de sens civique - La solidarité existe plus qu'en Occident individualiste - Les mentalités sont mieux qu'en Occident - arrivée de la démocratie
Référents ruraux	- la vie est plus facile en ville qu'au village - à la campagne, on a moins besoin d'argent - on peut trouver du travail à Niamey - il y a moins de solidarité qu'au village - au village, je suis chez moi
Référents urbanistiques	- amélioration de la voirie - dégradation de la voirie - modernisation du bâti - absence de services publics, sociaux et de loisirs - présence de services publics, sociaux et de loisirs
Référents relationnels	- importance de la proximité familiale - trop de politique - importance de la proximité des amis - La solidarité existe - il n'y a pas de solidarité - il n'y a plus de solidarité - problèmes des vols et de la délinquance

Ainsi, parmi ces cinq types, trois font directement appel au vécu spatial antérieur ou à l'image que l'individu peut se faire de lieux connus ou non (référence à l'Occident, au village ou au passé de la ville). Deux autres rassemblent des éléments présents discriminants, de l'ordre de l'urbanisme et du relationnel.

- **Les référents passéistes.** Il s'agit ici d'une représentation de la vie en ville telle qu'elle était " avant " ou telle que les individus pensent qu'elle était. En général, ils

estiment que les valeurs anciennes ou traditionnelles (solidarité et bonnes moeurs) ont disparu : *Les enfants sont devenus têtus, ils n'écoutent pas ce qu'on leur dit* (entretien n°10 ; Deizeibon). *Il y a le développement de la prostitution, tout cela ce n'est pas des choses qu'on connaissait ici, peut-être en raison du régime autoritaire qu'il y avait* (entretien n°43 ; Terminus). Néanmoins, ils reconnaissent que Niamey s'est fortement modernisée dans son aspect extérieur : *Il y a eu des constructions d'immeubles comme les Sonara, il y a beaucoup de nouveaux bâtiments et la ville a beaucoup grandi* (entretien n°25 ; Nogaré). En fait, ce thème regroupe les références à un passé socialement valorisé : *[...] Si ce n'est qu'avant la vie était communautaire, il y avait de la solidarité. Maintenant, se développe un individualisme, ce qui n'est pas bon. C'est pour les Occidentaux* (entretien n°31 ; Banifandou). Ceux qui utilisent ce type de référents habitent une ville dans laquelle ils ont du mal à se reconnaître actuellement par rapport au village niaméen.

Les référents occidentaux. Les individus vont comparer leur ville à un Occident vécu ou imaginaire. La ville, et plus généralement leur culture africaine, sont alors valorisées par rapport à l'individualisme occidental : *En Occident, il y a un individualisme renforcé qui est pire qu'à Niamey et en cas de problème, on est seul* (entretien n°17, un villageois n'ayant jamais été en Occident ; Gaweye).

Néanmoins, la comparaison est en faveur de l'Occident en ce qui concerne les services urbains ou le civisme des citadins : *J'aurais voulu trouver [à mon retour de migration en Occident] les routes goudronnées, avec le tout-à-l'égout, avec les lampadaires partout. ça n'a pas été le cas et il y a eu des problèmes* (entretien n°53 ; Lamordé). [...] *Les gens ne sont pas disciplinés. Par exemple ils ne jettent pas leurs ordures dans les dépotoirs* (entretien n°26 ; Lamordé). Ils se félicitent de l'arrivée de la démocratie au Niger, autre référence à l'Occident : *Il y a aussi la démocratie : Il existe un débat d'idées dans ce pays qui se construit* (entretien n°22 ; Plateau).

Les référents ruraux. La vie au village (passée et vécue réellement et/ou de façon imaginaire) constitue un fort point de comparaison. Elle reste très valorisée lorsqu'il s'agit de sociabilité car la ville est diabolisée en termes de moeurs : *Au village, on vit comme en communauté. Ici, c'est chacun pour soi* (entretien n°17 ; Gaweye). *Au village, quand on a du travail, tout le monde le fait. A Niamey, il faut le faire soi-même, à moins de payer quelqu'un. Si on n'a pas d'argent, il ne faut pas compter sur l'aide de quelqu'un. C'est pareil dans tous les centres urbains* (entretien n°28 ; Bandabari). *Elle l'est aussi d'ailleurs en ce qui concerne le cadre de vie : Je préfère un village plus calme, plus sain* (entretien n°49 ; Lamordé). La vie au village est cependant difficile puisque le travail y est rare et pénible, les revenus plus aléatoires qu'en ville : *Au village, il y a beaucoup de travail. Les hommes comme les femmes se reposent peu. Le soir, même en fin d'après midi, on ne trouve personne à la maison, tout le monde est aux champs, surtout à la saison des pluies. Alors qu'ici c'est l'heure de la descente, les gens rentrent chez eux, prennent une douche, se reposent. Au retour, par manque de temps, on peut même prendre sa douche aux champs. Dès le retour, pratiquement, les gens se couchent* (entretien n°38 ; Plateau). *La vie au village,*

c'est bien quand il y a de la nourriture. Sinon, ce n'est pas supportable, c'est dur, très dur. Tandis qu'à Niamey, si on a de l'argent, on peut acheter à manger (entretien n°9 ; Banifandou).

- : **Les référents urbanistiques.** Dans ce cadre, la ville existe en tant qu'espace physique particulier. Tout d'abord, les individus observent l'évolution de la voirie et des bâtiments : *Il y a aussi une avancée des éléments d'assainissement : plus de caniveaux et de pavages, comme par exemple le rond-point 6ème. 70 % des mauvaises voies ont été aménagées* (entretien n°30 ; Boukoki). *Avant, il y avait beaucoup de maisons en banco, maintenant il y a des cases en ciment* (entretien n°5 ; Plateau). Ensuite, ils attachent de l'importance à la présence ou à l'absence de services urbains publics (hôpitaux, mairies, transports en commun) ou privés (les marchés) : *C'est un drame si on n'a pas de voiture particulière. Car le service public et privé est inexistant. C'est un calvaire de prendre un taxi, il y a des quartiers qui ne sont pas desservis ou les taximen disent ne pas connaître la route* (entretien n°22 ; Plateau). *A l'étranger, tout le monde est identifié par un numéro de Sécurité Sociale. Si quelque chose arrive, on est pris en charge. Ici, chacun doit se débrouiller, si on a un accident du travail par exemple, et c'est dommage.* (entretien n°4 ; Plateau). Le concept de ville renvoie alors à des réalités observables concrètement.
- : **Les référents relationnels.** L'individu se positionne dans la ville par rapport aux relations qu'il y développe. La sociabilité en règle générale, et la solidarité en particulier, sont évaluées, l'accent est mis sur la proximité des amis et de la famille, en bien ou en mal : *Ce qui me déplaît à Niamey, c'est que mes parents ne sont pas là, contrairement à la campagne où ils sont à côté* (entretien n°1 ; Plateau). *Ce qui me plaît à Niamey, c'est qu'il y a des centres de distraction, c'est agréable, les boîtes, les amis pour discuter et jouer à la belote* (entretien n°37 ; Plateau). *Les gens vivent un peu au-dessus de leurs moyens. Ils ne font même pas une bonne gestion de leurs revenus et ils se laissent trop avoir par ce que l'on appelle le social ici. Une fois que vous commencez à travailler, il y a des personnes que vous connaissez qui vous soumettent des problèmes qu'ils ont et que vous êtes amenés à résoudre. Ils les ont créés par leur mauvaise gestion* (entretien n°49 ; Lamordé). Lorsque le sentiment d'isolement affectif et relationnel est trop fort, il peut s'accompagner d'une forte sensation d'insécurité : *A Niamey, je suis dans mon coin, assez isolé, ce n'est pas tout un chacun qui est au courant de mes problèmes, de mes soucis, pas comme au village. Là c'est petit, c'est restreint. Dès qu'il y a quelque chose qui arrive à une famille, tous les voisins sont au courant, c'est vite fait* (entretien n°25 ; Nogaré). Au contraire, lorsque le réseau social est plus dense, l'individu va développer un sentiment de bien-être, de familiarité envers son environnement : *Ce qui me plaît, c'est la sociabilité des gens, qui reste* (entretien n°26 ; Lamordé). *Je suis né là, à Niamey, donc ça me plaît. J'y ai mes amis, des connaissances, plus qu'ailleurs* (entretien n°14 ; Kalley). La critique de Niamey est ici relative à la sociabilité de l'individu.

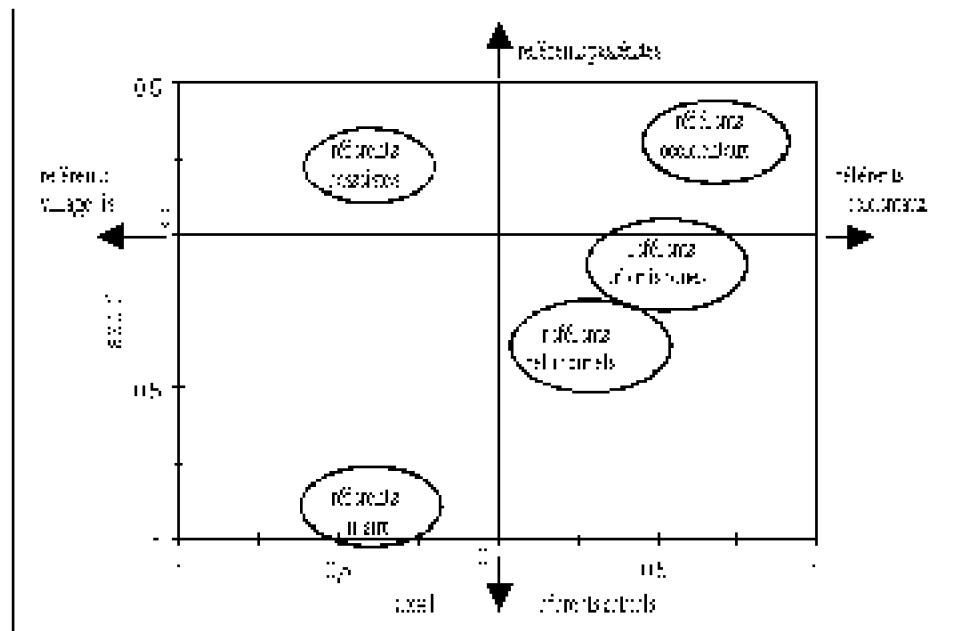
Ces cinq types de référents s'articulent autour du thème central de la ville de Niamey et

constituent une grille de lecture des représentations urbaines. A l'aide de celle-ci, nous mettons ainsi en valeur la variété des représentations spatiales chez les Niaméens.

I - 2 - b : Des discours structurés autour du passé, du présent et de l'ailleurs

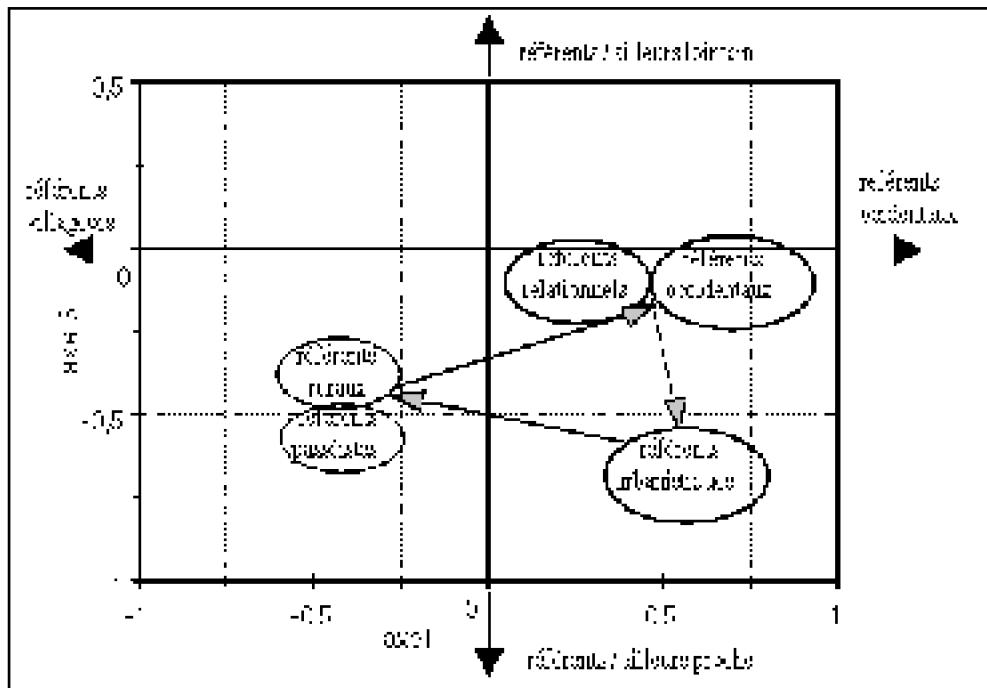
La méthode d'analyse se base sur une étude statistique multidimensionnelle. Chacun des 60 discours recueilli est caractérisé par l'emploi ou non de référents appartenant aux catégories identifiées. Nous avons alors procédé à une analyse factorielle des correspondances multiples sur les discours, qui nous a permis de mettre en évidence les oppositions et les associations qui les structurent (les axes significatifs sont les trois premiers).

Nous pouvons observer deux types d'opposition (graphe 3-1). Tout d'abord les référents occidentaux et ruraux occupent des places opposées, ce qui laisse supposer que, même pour un villageois, une expérience occidentale supplante dans le discours le vécu en milieu rural. L'autre opposition se situe entre passé et présent (référents relationnels et urbanistiques). Ce qui signifierait que des références au passé de la ville oblitèrent l'environnement social et physique. La notion de familiarité ainsi qu'un certain fatalisme augmentent avec le temps, dire " je suis de là " suffit à se situer par rapport à la ville habitée.



Analyse factorielle des correspondances des types de référents des discours sur la ville, axes 1-2 Variance expliquée par les deux axes : 57 %

Outre les précédentes oppositions, nous pouvons voir sur le graphe 3-2 des associations de temps et de lieux. En effet, un ailleurs au village est associé à un avant en ville. Leur point commun est une référence constante à la vie " avant " dans un passé imaginaire ou vécu, souvent idéalisé au niveau de la sociabilité mais réaliste en termes de progrès matériels et environnementaux. Les villageois se réjouissent ainsi souvent d'avoir pu travailler en ville.



Analyse factorielle des correspondances des types de référents des discours sur la ville, axes 1-3 Variance expliquée par les deux axes : 51 %

A l'opposé, un ailleurs occidental est lié à l'importance donnée à la solidarité et à la sociabilité urbaine, généralement plus en bien qu'en mal. L'individualisme occidental a frappé beaucoup de migrants et, pour les individus n'ayant pas été dans les pays du Nord, individualisme et Occident sont indubitablement associés.

Enfin, les référents urbanistiques ne sont associés à aucun autre type de référents en particulier : les individus regardent la ville telle qu'elle est dans le présent. Les référents passés ou par rapport à un ailleurs sont moins utilisés dans ce cadre.

La structure des discours sur la ville va se bâtir autour de ses thèmes. Ces représentations ne restent cependant que des visions partielles de l'espace vécu. Elles sont le reflet du positionnement de l'enquêté **par rapport à** un espace vaste qu'il a parfois du mal à se représenter dans son ensemble. Les représentations relatives au centre-ville et au quartier d'habitation précisent de ce fait cette analyse en mettant en évidence le

positionnement de cet individu **dans** l'espace urbain (en tant que citadin, membre de la ville), et permettent donc de révéler des stratégies (ou leur absence) qui lui sont relatives. Elles font en conséquence l'objet respectivement du deuxième et du troisième paragraphe.

II - Les centres-ville

Les représentations du centre-ville n'ont été étudiées que par le biais du questionnaire de l'enquête-ménages. Elles se rapportent à la fois à la localisation du lieu et à sa fréquentation. Mais nous ne pouvons définir un centre-ville et un type de fréquentation uniques, même si, ainsi que nous l'avons vu dans la présentation de la ville, ce centre est théoriquement facilement repérable tant dans ses fonctions que dans sa situation géographique. Les résultats présentés ici concernent l'identification de ces disparités.

II - 1 : Classement des réponses sur la localisation du centre

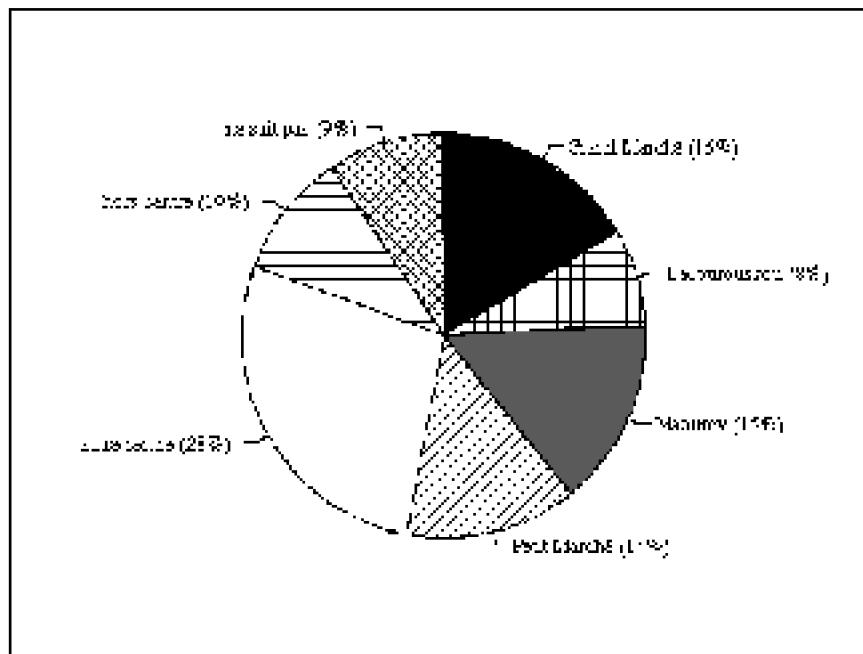
Les réponses à la question " où se trouve pour vous le centre de Niamey ? " le situent majoritairement dans la zone autour du Grand et du Petit Marché. Mais elles sont en fait dispersées à l'intérieur même de cette aire. En outre, nous avons pu répertorier des lieux extérieurs à ces réponses. En définitive, les lieux indiqués ont été regroupés de la façon suivante :

- - " Lacouroussou " ;
- - " Grand Marché " : Le Grand Marché et ses alentours ;
- - " Petit Marché " : zone du Petit Marché et de ses alentours ;
- - " Maourey " : Maourey et Liberté ;
- - " Autre centre " : parties du centre hors celles indiquées précédemment, il s'agit notamment de Balafon, Banizoumbou, Zongo ou de l'espace compris entre le Grand et le Petit Marché. Ces cinq premiers types de réponses se situent dans le centre prédéfini dans notre typologie initiale ;
- - " Hors centre " : zones nommées en dehors du centre-ville délimité lors de l'enquête. Une partie de cet ensemble se situe sur la rive droite (26 individus) mais la plupart des individus indiquent des quartiers périphériques de la rive gauche pouvant être aussi éloignés du Grand Marché que Dar Es Salam, Lazaret ou Saga.
- - " Ne sait pas " : dans ce cas, les individus n'ont pas indiqué de centre-ville ou l'enquêteur a noté qu'ils en ignoraient l'emplacement.

Les cinq premiers se trouvent dans la zone centrale prédéfinie auparavant dans la présentation de la ville, alors que les réponses "Hors centre" s'en trouvent plus ou moins éloignées.

La proportion des individus ayant donné des réponses hors du centre de la typologie ou qui ignorent où se trouve le centre est loin d'être négligeable puisqu'elle atteint près de 20 %. Mais la majorité des individus a indiqué des quartiers appartenant au centre

prédéfini. Les marchés (le Grand ou le Petit) sont indiqués par environ un tiers des individus. Les autres citent des quartiers environnants, principalement Lacouroussou ou Maourey (graphe 3-3).



II - 2 : Lieu d'habitat et centre-ville

La localisation des activités que pratiquent les individus tient une place importante dans leurs représentations du centre-ville. Le centre ne devient une entité que s'il est reconnu en tant que tel. S'il n'est pas fréquenté ou s'il ne l'a pas été (quelles qu'en soient les raisons), il n'existe pas. Nous illustrons ici cette observation par l'analyse de l'influence de la localisation de l'habitat sur celle du centre et sur sa fréquentation.

Pour ceux habitant le centre (tableau 3-4), les marchés ne sont pas des éléments particulièrement caractéristiques du centre. Ils citent d'autres quartiers (dont Lacouroussou et Maourey) mais ne se focalisent pas sur sa fonction commerciale. Pour les habitants du périphérique, de la périphérie lotie ou des quartiers riches, le Grand Marché

Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

et le Petit Marché prennent plus d'importance et caractérisent le centre-ville au détriment des autres quartiers. Enfin, les habitants des périphéries lointaines maîtrisent moins cette partie de l'espace urbain : ils citent relativement moins les marchés, mais aussi plus des quartiers situés en dehors du centre et 13 % déclarent ne pas savoir où il se situe.

Type de centre Zone d'habitat	Lacou-roussin	Grand Marché	Petit Marché	Maourey	Autre centre	Hors du centre	Ne sait pas	Total
Centre	13	10	7	23	33	3	11	100
Péricentre	10	22	13	10	27	10	8	100
Périphérie lotie	7	17	19	21	23	7	6	100
Riche	8	20	20	13	24	7	8	100
Périphérie lointaine	3	13	15	10	28	18	13	100
Total	8	16	14	15	28	10	9	100

% en ligne par rapport au total des habitants de la zone spécifiée

Ces représentations sont évidemment liées à des fréquentations (tableau 3-5). En effet, les habitants du centre en ont un usage plus varié du fait de leur familiarité avec cette zone : 59 % y ont des activités de loisirs et de visites et un quart d'entre eux y effectue à la fois ses achats, des activités professionnelles et de loisirs. En revanche, les habitants du péricentre, de la périphérie lotie ou des quartiers riches ont des usages plus restreints du centre-ville : presque un tiers des péricentraux n'y effectue que ses achats par exemple. Enfin, il apparaît que les habitants des périphéries lointaines y ont aussi des habitudes liées à des activités sociales.

Usage Zone d'habitat	Commercial	Relationnel	Fonctionnel	Multiple	Total
Centre	8	59	8	25	100
Péricentre	30	42	10	18	100
Périphérie lotie	20	47	15	18	100
Riche	21	48	11	20	100
Périphérie lointaine	27	53	10	10	100
Total	22	49	11	18	100

% en ligne par rapport au total des habitants de la zone spécifiée fréquentant effectivement le centre-ville

Or, si on compare les localisations de l'habitat et du centre, pour ceux ayant effectivement donné une réponse à la question de la localisation du centre-ville (tableau 3-6), il apparaît que les habitants du centre indiquent de préférence des lieux dans le centre mais éloignés des marchés. Pour les habitants du péricentre, des périphéries loties et des quartiers riches, ce sont le Petit et le Grand Marché qui caractérisent le centre. Enfin, les résidents des périphéries lointaines indiquent, comme les habitants du centre, des quartiers centraux en dehors des marchés, mais 21 % le

localisent en dehors du centre prédéfini.

Type de centre Zone d'habitat	Lacou-roussi	Grand Marché	Petit Marché	Maourey	Autre centre	Hors du centre	Total
Centre	14	11	8	26	38	3	100
Péricentre	11	24	14	11	30	10	100
Péphérie lotie	8	18	20	22	25	7	100
Riche	9	22	22	15	26	6	100
Péphérie lointaine	4	15	17	11	32	21	100
Total	9	18	16	16	30	11	100
% en ligne par rapport au total des habitants de la zone spécifiée							

Nous avons donc une corrélation qui apparaît entre la localisation de l'habitat, la localisation et la fréquentation du centre. Pour les habitants du centre, cette partie est connue et familière, c'est le lieu de leurs activités quotidiennes. Pour ceux des périphéries non lointaines, c'est avant tout un lieu fonctionnel et/ou un lieu commercial. Il est identifié en tant que tel et se cristallise autour du noyau constitué des marchés centraux de Niamey. Enfin, les résidents des périphéries lointaines ont des usages plus variés de cette partie de la ville. Un certain nombre (13 %) ne savent pas répondre à la question de la localisation du centre (et donc déclarent ne pas le fréquenter). Pourtant, une partie d'entre eux peuvent connaître cette zone mais ne l'identifient pas en tant que centre. Ils ne structurent pas l'espace urbain en une hiérarchie incluant le centre. Une autre partie indique une zone différente à celle définie comme centrale. Leurs activités se déroulent sans doute ailleurs. Enfin, un dernier groupe cite des zones du centre mais en dehors des marchés. En fait, il semble que ceux-ci soient trop loin de leur habitat pour que l'habitude d'y faire des achats puisse être régulière, les marchés de quartiers étant préférés au quotidien. Ils associent d'abord le centre à des activités de loisirs et de visites.

Images et usages sont donc intimement liés. L'étude du centre-ville et les différences de fréquentation montrent en effet que vivre dans un espace urbain n'implique pas des représentations cohérentes et homogènes au sein d'une population. Le centre est un espace familial lorsqu'il est habité mais devient un lieu vide de sens lorsqu'il n'est pas intégré dans un schéma mental de la ville, parce qu'il est trop loin ou pas assez attracteur par exemple. La notion de proximité est alors très importante. Ainsi, pour les habitants des périphéries lointaines, situer ce centre est plus difficile que pour les autres : 13 % de ses habitants ne peuvent pas répondre à la question de la localisation par exemple, contre seulement 6 % des habitants de la périphérie lotie. Les contraintes financières, l'absence de besoins générés par ce centre montrent qu'ils ne l'incluent pas dans leurs itinéraires. Le quartier d'habitation devient le lieu central de nombreuses activités. De même, cette observation sur l'importance de l'environnement immédiat est renforcée par le comportement des résidents du centre qui y développent leurs réseaux. Ainsi, le quartier d'habitation est un espace à part, qui, lui aussi, implique des représentations spécifiques.

III - Les représentations du quartier d'habitation, reflets des insertions sociales

Le quartier d'habitation est un thème qui a été abordé dans l'enquête-ménages et dans les entretiens. Dans l'enquête-ménages, il s'agit d'identifier les besoins et les désirs quant à cet espace. Les trois attentes exprimées sur les qualités principales d'un quartier d'habitation, sur le désir de déménager et sur les destinations envisagées permettent d'approcher les représentations " idéales " du quartier par rapport à sa situation actuelle ; les deux premières parties de ce paragraphe en étudient les réponses.

Dans les entretiens, l'objectif des questions sur le quartier d'habitation est *a priori* similaire à celui des questions relatives à la ville en général, c'est-à-dire de faire exprimer des jugements quant à l'environnement. Mais si la méthodologie d'analyse est identique, les résultats sont tout à fait différents, ce qui fait l'objet de la troisième partie. Dans les deux enquêtes, les représentations du quartier d'habitation sont donc le reflet des insertions urbaines au quotidien.

III - 1 : Un espace voulu familier et sûr

Les premières questions relatives au quartier d'habitation dans l'enquête-ménages portent sur le choix, parmi huit caractéristiques proposées, des trois les plus importantes pour un quartier. Ces huit qualités étaient :

- - on a des parents et des amis comme voisins ;
- - il y a des commerces et des écoles ;
- - le quartier est à proximité du lieu de travail ;
- - le quartier est sûr ;
- - on dépense peu d'argent pour se loger ;
- - il y a de la place dans les concessions ;
- - on est raccordé aux réseaux d'eau et d'électricité ;
- - le quartier est calme.

Etant donné qu'il n'a pas été demandé aux individus de classer par ordre de préférence les qualités importantes d'un quartier d'habitation, les informations à notre disposition concernent le nombre de réponses par qualité et les groupements reflétant les plus larges consensus. L'ensemble forme alors une " image moyenne " des différentes attentes des Niaméens vis-à-vis de leur quartier.

C'est la proximité des amis et des parents qui apparaît comme préoccupation première puisque 64 % des individus l'ont placée parmi les trois principales qualités d'un quartier. Elle est suivie de la sécurité dans le quartier (tableau 3-7). Ces deux caractéristiques montrent l'importance du sentiment de familiarité " sociale " dans l'espace de proximité. Il est important d'y être connu et reconnu puisque ces relations fondent l'identité du citadin. Mais, plus encore, cette proximité aux réseaux de sociabilité assure,

au quotidien, la tranquillité du quartier et un secours éventuel rapide en cas de difficultés (Fall, 1991).

On retrouve ensuite des caractéristiques liées à la qualité de vie dans le quartier et dans la concession : la proximité des commerces, les raccordements aux réseaux d'eau et d'électricité, le calme dans le quartier. Il s'agit ici de qualités non associées à la sociabilité *a priori*.

Les qualités les moins citées correspondent à des situations spécifiques concernant des problèmes de promiscuité (la qualité attendue est alors de la place dans la concession) et de ressources financières (ils désirent un logement à moindre coût). La proximité du lieu de travail n'est citée qu'à 22 % car elle ne peut concerner que des actifs.

Qualités attendues	% / total des individus
Voisinage des parents et amis	64
Sécurité du quartier	48
Proximité des commerces	38
Raccordement aux réseaux	37
Calme dans le quartier	37
Place dans la concession	28
Modicité du prix du logement	27
Proximité du lieu de travail	22
Note : les % représentent la proportion d'individus ayant cité cette qualité parmi les trois choisies.	

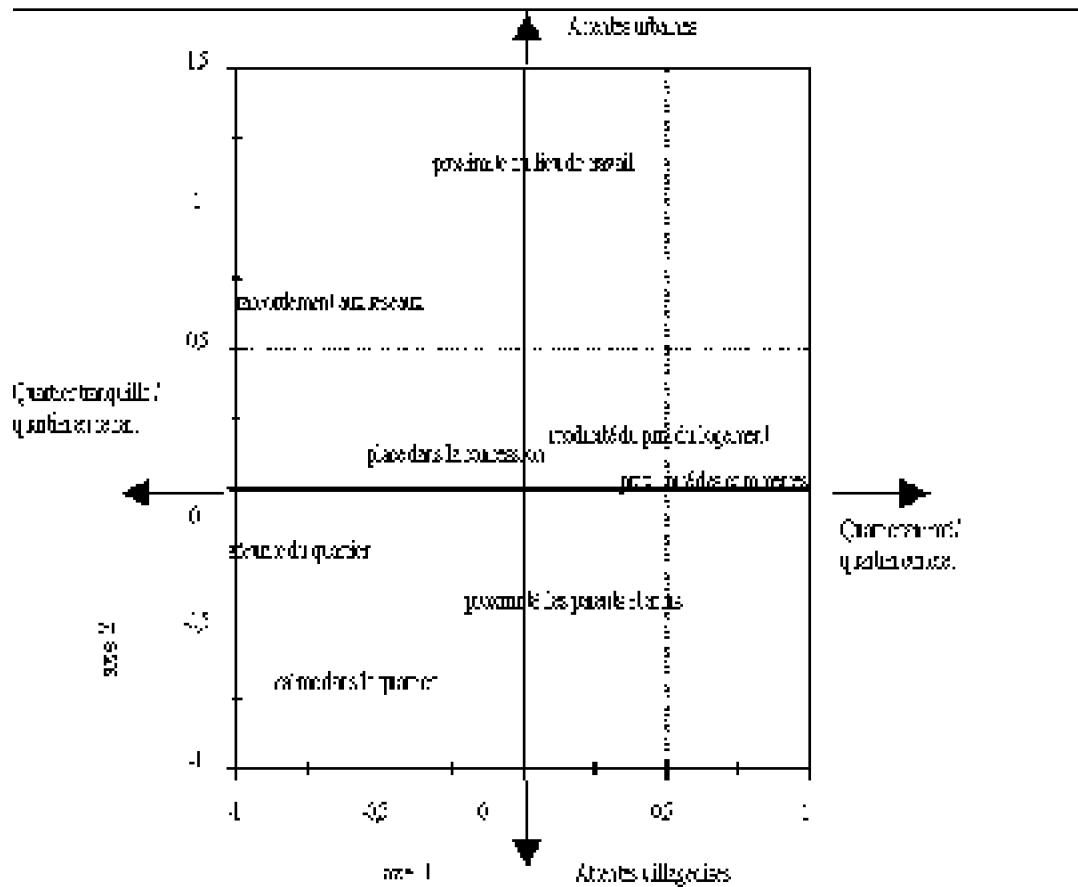
En conclusion, une seule des qualités rassemble plus de 50 % des réponses, ce qui reflète la relative disparité des réponses. La combinaison la plus souvent citée est la suivante : proximité des amis et des parents / sécurité dans le quartier / calme dans le quartier. Elle est choisie par 93 individus, soit 7 % de l'échantillon, ce qui peut paraître peu mais montre l'intérêt des Niaméens chefs de ménage et épouses pour un environnement peu animé tout en étant socialement dense. L'étude des autres combinaisons de réponses révèle l'existence d'attentes différentes.

Pour les évaluer, une première analyse factorielle des correspondances ¹⁴ a été effectuée sur l'ensemble de la population et sur l'ensemble des variables caractéristiques du quartier d'habitation (graphe 3-4). La particularité des réponses citant la proximité du lieu de travail, alors que c'est la caractéristique la moins citée et qu'elle occupe une place singulière sur le second axe, montre qu'il est nécessaire d'effectuer une seconde analyse factorielle (graphe 3-5), en l'éliminant. Les axes significatifs sont les deux premiers sur la première analyse et les trois premiers sur la seconde. Le premier axe des deux plans d'analyse sont équivalents, renforçant de fait la cohérence des résultats. Les deuxièmes axes sont également comparables puisque celui de la seconde analyse précise le sens de celui de la première. Quant au troisième axe, il permet de nuancer certaines observations.

¹⁴ Chaque individu a été caractérisé par la citation ou non des qualités proposées, le résultat se présentant sous la forme d'un tableau individus / qualités en modalités oui (a indiqué la qualité) / non (n'a pas indiqué la qualité). Sur les graphes ont été indiquées les modalités associées aux "oui".

Le premier axe de chacune de ces analyses révèle la même opposition entre un quartier tranquille (associé aux qualités de " calme ", de " sûr ") et un quartier animé, voire populaire. Dans le premier cas, les individus expriment le souhait d'un quartier d'habitation anonyme, effacé, en retrait, où la sociabilité (de rue ou personnelle) ne se manifeste pas. L'environnement immédiat n'est pas matérialisé, il reste un espace sans fonctions (ni relationnelles, ni commerciales, par exemple). Dans le second cas, le quartier est caractérisé notamment par la présence de commerces qui conditionnent la présence d'individus dans la rue et il reste associé à une certaine pauvreté, confortant son aspect populaire. L'individu donne de l'importance à l'environnement de sa concession, qui est un espace concret et vivant. L'habitant est alors non plus replié sur son habitat mais, au contraire, ouvert sur le quartier. L'ensemble peut également renvoyer à une opposition entre quartier dense (et animé) et quartier aéré (et calme). Ces attentes ont d'ailleurs été identifiées par d'autres auteurs étudiant les représentations spatiales du quartier d'habitation. Ainsi, par exemple, Gervais-Lambony note, sur Lomé, que "**deux attitudes face à la ville semblent s'opposer : celle de ceux qui aiment la ville pour son agitation et son animation (ils souhaitent habiter au cœur même de cette agitation, dans des quartiers vivants et centraux) et celle de ceux qui cherchent le calme (ils souhaitent résider dans des quartiers tranquilles, en général périphériques)**" (Gervais-Lambony, 1994, p. 339). Elles font également partie des critères relatifs au quartier identifiés par Kane (1999).

Le deuxième axe de la première analyse (graphe 3-4) oppose des attentes urbaines à des attentes villageoises. Les premières illustrent des préoccupations liées au nouvel espace urbain et plus modernes. En effet, habiter à proximité de son lieu de travail devient un problème lorsque celui-ci se trouve dans une partie de la ville peu résidentielle ou peu accessible à des revenus modestes. Or, la dissociation des espaces d'activités constitue une contrainte spécifiquement citadine puisque le contexte rural favorise au contraire leur proximité spatiale à l'intérieur du village et puisque, les champs se situant toujours en dehors de son enceinte, la distance géographique entre habitat et lieu de travail ne peut évoluer. De même, le raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité n'est envisageable que dans une ville, le milieu rural en étant généralement dépourvu. A l'opposé, les seconds types d'attentes insistent sur le calme dans le quartier et sur le voisinage des parents et des amis. Or la juxtaposition de ces deux attentes caractérise plus un milieu villageois où les problèmes de densité générant bruit et inconfort existent moins et où la sociabilité est nécessairement de proximité.

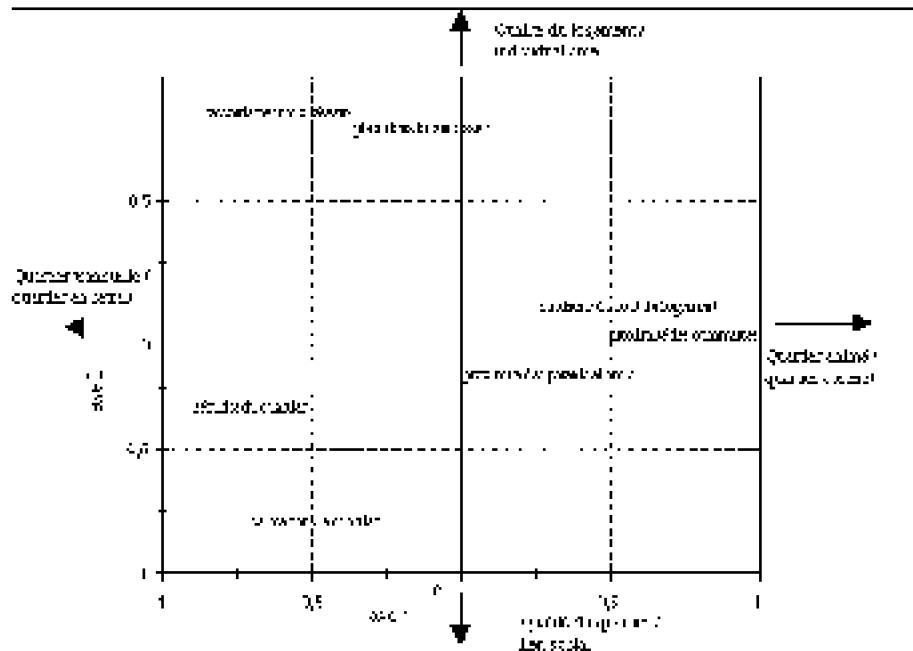


L'axe 2 de la deuxième analyse factorielle (graphe 3-5) oppose, en complément, des préoccupations liées à la qualité du logement (via la place dans la concession et le raccordement aux réseaux) à des préoccupations liées à la qualité du quartier et notamment à l'ambiance calme et sûre. Les attentes liées à la concession mettent en évidence des problèmes de promiscuité et de confort moderne. Elles reflètent donc le désir de s'éloigner du quartier traditionnel (animé ou socialement dense) et relèvent donc d'une certaine individualisation des représentations, si l'on se rapporte à Lorenzi-Cioldi (1988). Les citadins jugeant important le raccordement aux réseaux, ou la place dans la concession, font référence à une image de surpopulation ou de non modernisme des concessions de la capitale, et ils revendentiquent une spécificité par rapport à elle. Dans ces représentations, la référence centrale est l'individu lui-même par rapport à ses propres objectifs et non par rapport aux autres individus. En revanche, les attentes relatives à la qualité du quartier indiquent une démarche inverse. Le désir de calme et de sécurité dans le quartier sert à exprimer celui d'une sociabilité plus dense, par rapport aux individus préoccupés par la qualité de leur logement. La proximité des parents et des amis et le

calme dans le quartier figurent une sociabilité de proximité personnalisée. Le calme, loin d'être synonyme d'isolement, renvoie en fait à l'augmentation de la familiarité du citadin avec son quartier, où il est reconnu. Ces individus semblent appartenir à des groupes dominés¹⁵ construisant une représentation liée à leurs relations avec autrui (Lorenzi-Cioldi, 1988, p. 57) ou avec d'autres groupes. Ici, l'entité de référence n'est plus l'individu mais le groupe auquel il désire appartenir : proximité des voisins et amis dans le quartier (le réseau social est alors de proximité) ou calme dans le quartier (mon groupe d'appartenance n'est pas celui des quartiers populaires). C'est dans ces groupes que l'on trouvera le sentiment d'appartenance à un espace physique le plus développé.

Dans ce dernier cas, l'axe 3 de la seconde analyse factorielle, non représenté ici, montre que les préoccupations financières (liées au coût du logement) peuvent être plus ou moins affirmées en fonction de la pauvreté de certains ménages. Les plus démunis n'expriment pas d'autres exigences. Ils habitent un espace qu'ils subissent, "choisi" souvent en fonction d'un seul et unique critère : la modicité du prix du logement.

¹⁵ Les notions de référents individuels et sociaux font référence respectivement à des individus favorisés (individus dominants) et à des groupes de défavorisés (groupes dominés) en termes de richesse ou de pouvoir par exemple, ce qui aboutit chez Lorenzi-Cioldi notamment à une opposition hommes/femmes. Nous explicitons, dans le chapitre 4, à quels groupes sociaux s'attachent ces types de représentations.



A partir de cette constatation, nous pouvons définir caricaturalement quatre types d'attentes autour desquels s'articulent les préoccupations des groupes sociaux, illustrés sur le graphe 3-6. La première est associée au désir d'un **quartier animé et populaire**, à la frontière entre les représentations villageoises et urbaines. L'espace peut être alors plus subi que choisi puisque son attrait réside non seulement dans l'agitation mais également dans le relatif faible coût du logement. Redoutant en conséquence un isolement social, l'individu souhaite qu'il existe au moins une sociabilité de rue. La proximité des parents et des amis est parfois associée à ces attentes.

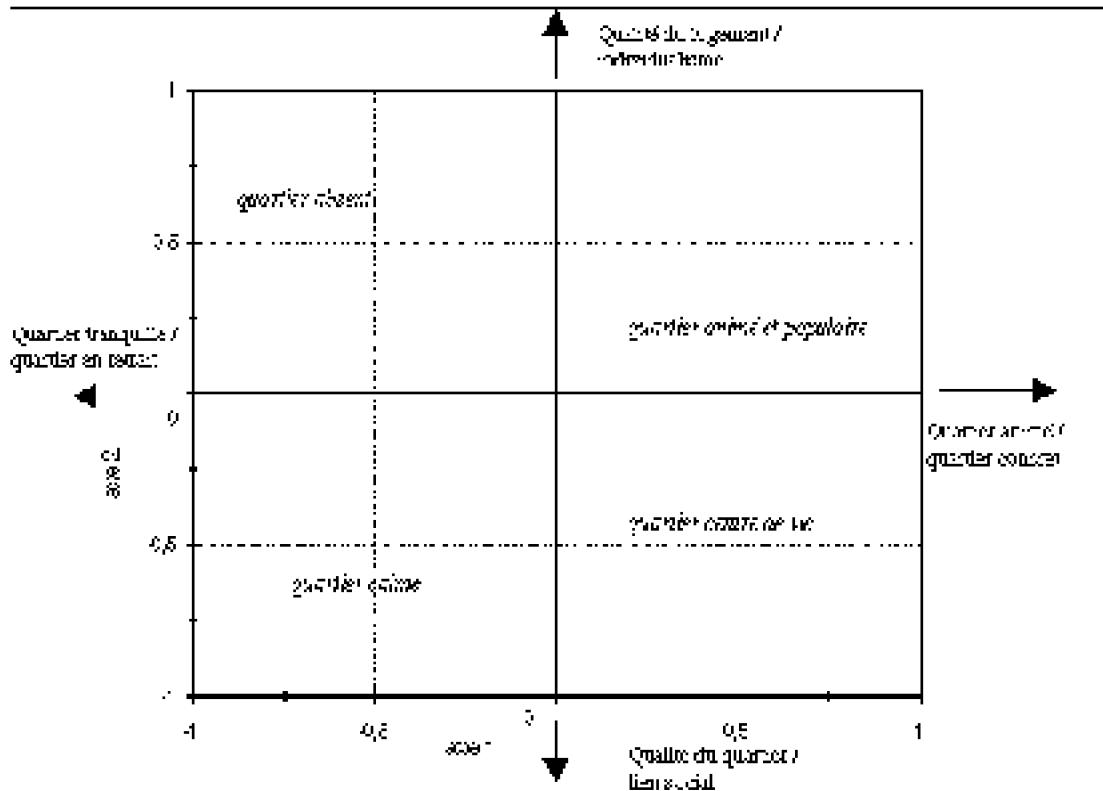
Corrélativement, la deuxième représentation identifiée, met plus l'accent sur la notion de proximité, que ce soit celle des amis et des parents ou celle des commerces : expressions concrètes d'un quartier vécu, connu, où la familiarité est fortement développée. Ni individus dominants, ni groupes dominés, ces individus désirent créer au niveau du quartier des réseaux denses et personnalisés. Celui-ci doit également remplir des fonctions complexes, commerciales et relationnelles. Le quartier devient alors un prolongement du domicile et est vécu plus intensément. " Il inspire le sentiment (parfois

confus) d'une communauté sociale protectrice où l'on entretient ses habitudes " (Frémont, 1982, p. 72). Cette représentation peut aussi être synonyme de repli sur le quartier qui devient un " refuge ". En effet, ceux qui ont vécu l'explosion urbaine de Niamey ont perdu la maîtrise de l'espace urbain. Ils compensent cette perte en maintenant l'idée du village au sein même de leur quartier (Sansot, 1996) : le quartier devient **centre de vie**.

La troisième représentation est également liée à la tranquillité du quartier mais non refermée sur le logement : la promiscuité ou la raccordement aux réseaux ne sont pas des préoccupations primordiales, elle ne les concerne pas ou plus. Elle se rapporte à des individus ayant des attentes relatives aux relations sociales qui font référence à la sociabilité, mais qui désirent en priorité la tranquillité. L'ambiance de leur quartier doit ainsi ressembler à celle du village. Par rapport à la représentation précédente, le désir de densité des réseaux de sociabilité est conservé mais il n'est pas accompagné de l'agitation urbaine et est **calme**.

Enfin, la quatrième attente se rapporte au désir de tranquillité et met l'accent sur la qualité du logement. Les représentations sont liées à l'importance du raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité ainsi qu'à la place dans la concession, reflétant un certain repli sur le logement. L'individu va se valoriser, lui et son ménage, par l'accès à un confort moderne dans la concession, ignorant presque, de ce fait, ce qu'il y a autour. Mais pour que ces désirs soient, au moins en partie, satisfaits, la localisation de son habitat ne pourra pas être aléatoire (rappelons que seule une partie de Niamey est raccordée au réseau d'électricité : Jambes (1994) indique que les taux de raccordement peuvent aller de 11 à 57 % de la population résidente en fonction des zones). Ainsi, cette représentation est particulièrement développée dans les quartiers riches : car *là " les limites du quartier vécu résidentiel ne sont pas ressenties comme une frontière stricte "* (Frémont, 1982, p. 80). Dans ce cas, les exigences vis-à-vis du quartier seront moindres puisque les individus ont les moyens de se déplacer sur l'ensemble de la ville. Et c'est cette dernière qui est la référence ; le quartier perd ses qualités au profit d'un discours bipolaire domicile - ville dans lequel le **quartier doit être absent**.

Graphe 3-6 : Quatre types de représentations du quartier d'habitation



Par rapport à ces désirs et attentes, qu'en est-il réellement ? Sont-ils des simples souhaits, des espérances réalisables ou l'expression d'un environnement satisfaisant ? Les individus enquêtés sont-ils ou non satisfaits de leur quartier actuel selon ces critères ? Nous ne pouvons pas séparer ces représentations d'un état des lieux du quartier d'habitation tel qu'il est vécu par ses résidents.

III - 2 : Appréciation du quartier d'habitation

A partir des données précédentes, un indice de satisfaction individuelle peut être calculé. Il représente le nombre de caractéristiques désirées et effectivement possédées par le quartier. Ses valeurs s'échelonnent donc entre 0 et 3. Cet indice est en moyenne de 2,6 pour l'ensemble de la population, ce qui indique *a priori* un taux de satisfaction général important. D'ailleurs, peu de différences sont observées entre les zones de la ville. Cependant, quelques observations peuvent être faites en étudiant les écarts, par caractéristiques, entre celles qui sont importantes et celles qui sont déclarées comme

étant effectives. De plus, les caractéristiques du quartier peuvent également être étudiées par rapport aux qualités socio-économiques définies sur les différentes zones de la ville (paragraphe I-1) : les individus ont-ils cité leur quartier en réponse à certaines questions (est-ce là où habitent les pauvres, les riches, est-il animé la nuit, le jour, dangereux, y vit-on comme au village ?) et si oui, lesquelles ?

III - 2 - a : Une préoccupation forte, le sentiment de sécurité

Si nous étudions l'écart entre les caractéristiques désirées et possédées (graphe 3-7), plusieurs observations sont à signaler. Tout d'abord, ce n'est pas parce qu'une caractéristique est importante, qu'elle n'est pas présente dans le quartier. Ainsi, plus de 60 % des individus déclarent avoir des relations dans leur voisinage avec leurs parents ou amis mais 80 % trouvent que c'est important.

Ensuite, le quartier peut montrer une qualité non choisie parmi les trois les plus importantes : 69 % estiment avoir de la place dans la concession mais cette qualité fait partie des préoccupations de seulement 27 % de la population.

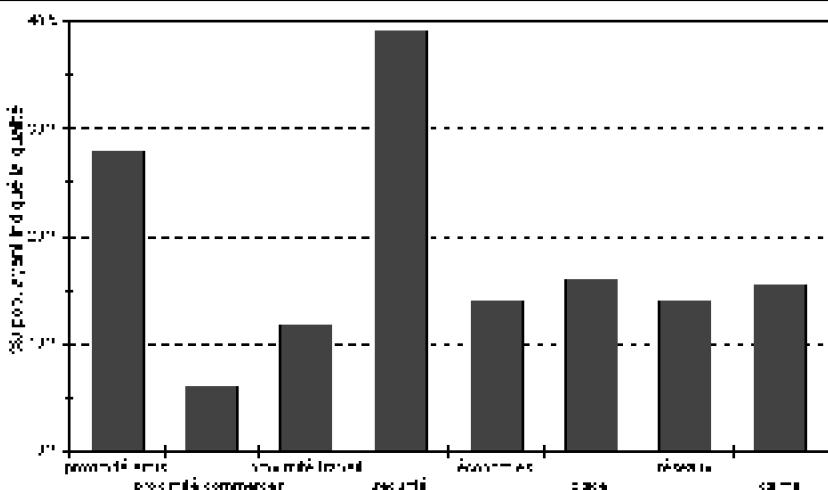
Enfin, les écarts observés sont tous positifs. La raison principale vient de la forme même des questions. Il a été demandé, dans un premier temps, de citer trois caractéristiques importantes, puis, dans un deuxième temps, les caractéristiques du quartier d'habitation, sans limites de nombre. Le quartier d'habitation possède donc plus de qualités que les individus n'ont cité de caractéristiques importantes.

GRAPH015

Note : les % en haut des colonnes indiquent les écarts entre le taux d'individus ayant décrit leur quartier comme ayant la caractéristique indiquée et le taux d'individus ayant déclaré comme importante la caractéristique correspondante.

L'analyse à ce niveau ne peut pas être plus détaillée. En effet, dire que 81 % des individus ont des commerces à proximité et que 38 % jugent que c'est important est trop vague : les 38 % ont ou non des commerces de voisinage. Nous ne pouvons pas en déduire si cette opinion exprime un voeu ou constitue un indice de satisfaction. Or, si nous reprenons l'étude de la première question (les trois qualités) pour ceux dont les quartiers n'ont pas la qualité indiquée (graphe 3-8), nous pouvons observer que la sécurité est la préoccupation la plus importante. Près de 40 % des individus qui se sentent en insécurité dans leur quartier la réclament. En deuxième position, nous trouvons les relations sociales de proximité. Les autres qualités remportent peu de suffrages : ne pas les avoir n'est pas un réel problème. Ces faibles taux expliquent les hauts scores généraux obtenus quant à l'appréciation de son quartier d'habitation. D'ailleurs Gervais-Lambony fait les mêmes observations dans son enquête au Togo. “[...] beaucoup d'enquêtés nous ont dit : “je suis obligé d'aimer ce quartier puisque j'y vis et que j'y ai ma maison”. Ces citadins se satisfont de leur quartier parce qu'ils n'ont pas le choix, ils mettent en outre un point d'honneur à affirmer leur satisfaction (laquelle est signe de réussite)” (Gervais-Lambony, 1994, p. 347). Il remarque aussi que les citadins ne choisissent pas un quartier en fonction de critères prédéfinis mais apprécient à terme leur environnement avec ses caractéristiques. Nous pouvons peut-être aussi y voir un effet de l'esprit de fatalité développé au Niger du fait de l'influence de l'Islam. Nous verrons cependant que les

couches de la population n'obéissent pas toutes à ce schéma.



III - 2 - b : Des quartiers d'habitation à part

La question à laquelle nous allons maintenant tenter de répondre est la suivante : les habitants d'une zone caractérisée selon des critères socio-économiques ont-ils la même perception de cette zone que les habitants extérieurs à cette zone ? La réponse semble être oui en général. Nous pouvons cependant noter quelques variations.

Les habitants des quartiers animés, le jour plus que la nuit, ce qui correspond aux quartiers du centre, trouvent plus largement cette zone pauvre que la moyenne de la population, au détriment de l'animation de nuit. La zone centrale n'aura donc pas, de l'extérieur, des caractéristiques de quartiers d'habitat pauvres ou riches alors que les résidents vont juger les habitants eux-mêmes plus que l'environnement.

Les habitants de la zone dangereuse et pauvre se sentent moins en danger dans cette partie de la ville que les autres. Cependant elle leur paraît plus pauvre. Il faut noter ici que cette accentuation est peut-être due à la présence de déguerpis. Ces individus obligés de quitter des lieux sans doute familiers pour vivre dans des logements non choisis, déracinés, "***ne peuvent qu'accumuler déceptions et violence***" (Gibbal, 1988, p. 321), ce qui explique l'image négative de leur espace en ville.

Enfin, les habitants des quartiers perçus comme villageois, ont eux plus l'impression de faire partie de la ville et d'appartenir de fait à un environnement urbain : ils citeront donc moins leur quartier comme milieu villageois que les autres.

Espace subi, choisi, individus adaptés ou en opposition avec un milieu réfractaire : ces résultats illustrent la complexité des rapports des citadins avec leurs quartiers. Afin de préciser ces représentations, nous nous sommes interrogés sur les velléités de déménagement des individus.

III - 3 : Les déménagements éventuels

Les autres interrogations relatives au quartier d'habitation dans l'enquête-ménages concernent le souhait de déménager. Il s'agit des questions : “ **Aimeriez-vous habiter dans un autre quartier ? Si oui, le fréquentez-vous rarement, parfois ou souvent ?** ”. Vouloir quitter son lieu actuel d'habitation, cela signifie que l'on a des exigences non satisfaites et que l'on envisage qu'elles le deviennent. Ce désir de changement implique donc que l'espace véhicule des valeurs symboliques non spatiales par le biais, en particulier, de la localisation du logement.

Désirs de déménagement

Globalement un tiers des individus a exprimé un désir de déménager. Mais ceux qui ne le souhaitent pas ne plaisent pour autant pas obligatoirement dans leur quartier. En effet, le destin (la fatalité) inhibe l'expression des volontés de changement (ce que nous avons en partie observé, par exemple, dans l'étude des scores) : la question “ voulez-vous ” obtient souvent la réponse “ Inch Allah ”, “ Si Dieu le veut ”. Ainsi, si la volonté de déménager signifie le désir d'un changement par rapport à l'environnement actuel, une réponse négative est l'expression soit d'une bonne intégration dans le quartier d'habitation, soit d'un fatalisme passif.

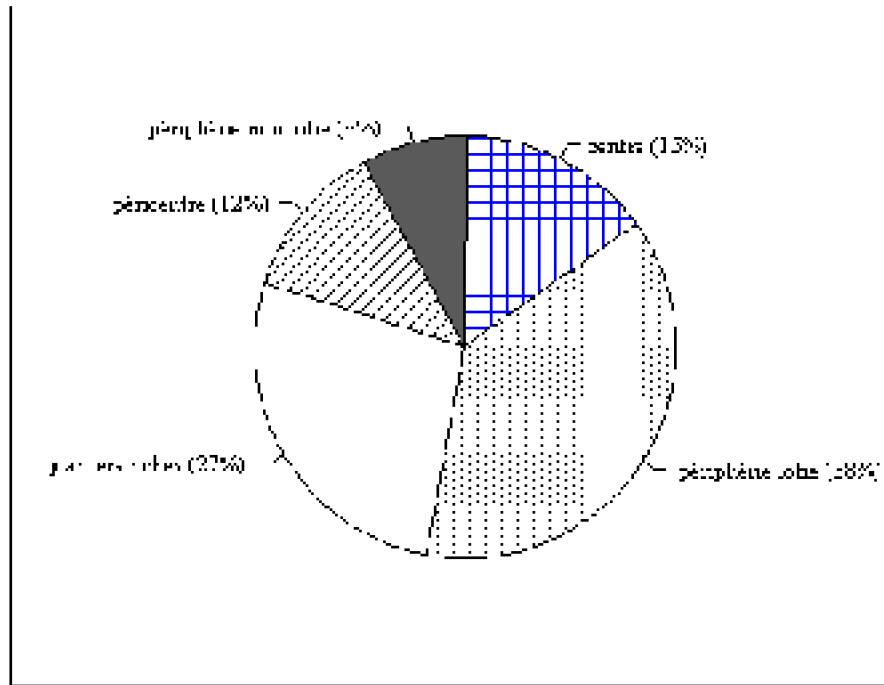
Afin de distinguer ces deux approches, nous pouvons comparer les désirs de déménagement et l'indice de satisfaction du quartier. Mais, que les individus veuillent déménager ou non, il est de 2,6 et ne permet donc pas de révéler réellement le lien entre satisfaction et déménagement.

Les destinations

Nous avons demandé à ceux qui ont exprimé clairement leur désir de déménager, de préciser les destinations envisagées afin de déterminer les lieux attractifs de Niamey.

Les zones citées sont, par ordre de préférence, (graphe 3-9) :

- la périphérie lotie qui a été choisie par 38 % des individus voulant déménager. Il s'agit plus précisément de Kouara Kano, de Banifandou et de Yantala ;
- les quartiers riches et plus spécifiquement le Plateau envisagés par plus du quart des enquêtés ;
- le centre, dont Nouveau Marché, Kalley Est et Liberté, qui n'est choisi que par 15 % d'entre eux ;
- le péricentre et la périphérie lointaine constituant les zones les moins citées. Talladjé, Boukoki et Lazaret sont dans ce cas les lieux les plus attractifs.



Note : les % sont relatifs au nombre total des individus ayant déclaré vouloir déménager.

Il faut ici remarquer l'influence du quartier d'habitation sur ces choix. En effet, il apparaît que la périphérie lotie attire les habitants du centre et du péricentre qui rêvent de fuir l'entassement des vieux quartiers tout en restant à proximité du centre. Ceux qui résident en périphérie lotie ou dans les quartiers riches désirent déménager préférentiellement dans des quartiers riches, qui correspondent à leur désir d'appartenance à une haute classe sociale.

Ces exemples montrent aussi une graduation dans les zones habitées : éloignement du centre vers la périphérie, fixation des résidents des quartiers riches, progression sociale des périphéries loties vers les quartiers riches. Une analyse complémentaire sur les lieux habités successivement par les individus serait ici sans doute intéressante.

Mais ces quartiers futurs, quels qu'ils soient, correspondent-ils à une réalité, un espace vécu ou sont-ils le fruit d'un imaginaire urbain ? Car le quartier envisagé pour un éventuel futur déménagement peut être plus ou moins connu, idéalisé, imaginé selon la connaissance concrète que l'on peut en avoir. De façon générale, près de la moitié des individus déclare le fréquenter de temps à temps.

Synthèse

En combinant les destinations envisagées et les fréquentations, nous pouvons maintenant dresser un premier portrait des projets de mobilité résidentielle.

Les fatalistes et les enracinés localement

Les fatalistes et les enracinés localement sont difficiles à distinguer. Ce sont en fait les individus qui ont le moins exprimé leurs désirs de déménager, soit par refus de se projeter volontairement dans l'avenir (Dieu seul le connaît), soit parce qu'ils sont satisfaits de leur environnement de proximité actuel. Par exemple, seuls 20 % des habitants des périphéries lointaines veulent déménager.

L'attrait des quartiers riches

Ces individus ont fortement exprimé leur désir de quitter leur logement actuel et de changer de quartier, soit en améliorant leur environnement, soit en conservant sa qualité mais en y acquérant un logement. Ainsi, près de la moitié des habitants des quartiers riches veut déménager, un tiers d'entre eux ayant pour objectif d'autres quartiers riches.

L'attrait du centre-ville et du péricentre

Une partie des individus éloignés du centre et souffrant du manque de proximité des services urbains ont exprimé leur désir de déménager dans le centre-ville ou dans le péricentre. C'est un lieu qu'ils fréquentent peu mais qui les attire dans leur relative exclusion.

L'attrait d'une périphérie connue

Sont concernés des individus vivant en périphérie, désirant déménager, mais sans se rapprocher du centre. Leurs désirs sont souvent motivés par le rapprochement d'amis ou de parents, et s'accompagnent de l'amélioration de l'accessibilité du quartier (passage d'une périphérie lointaine à une périphérie lotie).

Cette dernière partie de l'analyse a permis de compléter l'étude des rapports individus - quartier d'habitation. Le quartier où ils voudraient déménager est censé correspondre mieux à leurs attentes que leur quartier actuel. Or ces attentes sont très variées, ce qui explique la diversité des réponses obtenues. Il en résulte un découpage quasiment social de l'espace urbain : la question " qui habite où " révèle en effet des clivages dans les représentations spatiales du quartier d'habitation. L'analyse des entretiens donne d'ailleurs, comme nous allons le voir, des résultats similaires.

III - 4 : Des discours sur le quartier d'habitation

De même que pour les discours sur la ville, les discours sur le quartier d'habitation sont structurés en fonction de plusieurs référents relatifs à la fois au passé de l'individu, à son imaginaire spatial et social et à ses exigences. Ici, l'accent est cependant mis sur la place que l'individu se donne non seulement dans la ville, mais dans une société. Ni avant, ni ailleurs, le quartier d'habitation se représente maintenant : nous ne parlons donc plus de référents mais de qualificatifs.

III - 4 - a : Qualifications du quartier d'habitation

Les référents aux espaces antérieurement connus ne sont pas ici clairement évoqués. Il s'agit d'exprimer la (non-)satisfaction d'insertions sociales qui, elles, sont directement liées au vécu spatial actuel. Nous avons ainsi pu identifier quatre types de qualificatifs récurrents en fonction d'un certain nombre de thèmes abordés dans les discours sur le quartier (tableau 3-8). Le détail de l'analyse se trouve en annexe 6.

Type de qualificatifs	Thèmes abordés dans les discours
Quartier signe	- le voisinage est bon - il n'y a pas de lieux de loisirs, de commerces - je ne m'entends pas bien avec mes voisins
Quartier fonctionnel	- je suis bien situé géographiquement - il y a des services publics et privés - la voirie est bonne - j'habite à proximité de mon lieu de travail - j'ai de l'espace - il y a des problèmes de surpopulation
Quartier cocon	- je me sens en sécurité - je m'entends bien avec mes voisins - je suis chez moi - j'habite à proximité de ma famille, de mes amis - la brousse a reculé - je suis relié aux réseaux d'eau et d'électricité
Quartier isolé	- mon quartier est calme - je n'habite pas à proximité de ma famille, de mes amis - c'est moins cher qu'ailleurs

Ils correspondent aux représentations attachées au quartier et à la propre place de l'individu dans la société. En effet, c'est le désir d'appartenance à un groupe qui sous-tend tout le discours sur le quartier d'habitation : l'espace devient le support d'une identité que l'on voudrait communautaire (Noschis, 1984). Mais cette préoccupation est soumise à des contraintes non sociales, et ici notamment financières, qui limitent les ambitions des individus et participent à l'élaboration des stratégies d'intégration spatiale. Les quatre types de qualificatifs identifiés dans les discours sur le quartier d'habitation sont donc directement associés à quatre types de rapports à la fois sociaux et perceptifs entre l'individu et son environnement immédiat.

- **Le quartier signe.** Le quartier est perçu comme l'outil de la valorisation sociale. L'important, c'est d'habiter à côté de gens "biens" et occupant des situations socialement valorisées (des médecins par exemple) : *Le Plateau [le quartier où l'enquêté habite] c'est le quartier résidentiel où vous avez surtout des expatriés et des Nigériens... des gens bien, des Nigériens qui sont nantis* (entretien n°59 ; Plateau). *Les deux [son ancien et son nouveau quartier] sont de vieux quartiers où il y a peu de bruit, contrairement aux quartiers populaires et où il y a des familles d'un certain niveau de vie, ce n'est pas la masse populaire* (entretien n°35 ; Plateau). Et même si cela doit se faire au détriment du niveau d'équipement en services urbains du quartier, ou des relations de voisinage : *Mais il y a des choses moins bien. Par exemple, si je veux aller chez un ami ou faire des courses, il faut descendre en ville. De même, si à 14h je veux causer à un*

ami, je ne peux pas aller chez lui à n'importe quelle heure, alors que dans les quartiers où j'ai grandi, on peut venir chez quelqu'un à n'importe quelle heure là où les copains se retrouvent (entretien n°27 ; Kalley).

Le quartier fonctionnel. Les individus vont être sensibles à l'aspect "pratique" de leur quartier d'habitation : la proximité des marchés et des services publics, l'état de la voirie (et donc de l'assainissement notamment en période des pluies), la proximité du lieu de travail font partie des critères de jugement : *Je ne me plaît pas beaucoup dans mon quartier d'habitation. Les travaux [pour construire sa maison] ont été finis dès 1989 mais j'ai mis du temps à déménager car il y a le centre dans lequel on a tout, les lieux de distractions, le commerce et presque tout à côté de vous. Maintenant moi, je suis presque dans une périphérie* (entretien n°17 ; Gaweye). *Mon quartier ne me plaît pas trop. Mais je ne veux pas déménager car je suis à côté de mon lieu de travail et je peux m'y rendre à pied si ma moto est en panne ou si je suis fauché* (entretien n°34 ; Liberté). En outre, habiter un quartier où il n'y a pas les problèmes urbains de surpopulation est dans ce cadre aussi très important : *J'aimerais avoir une concession à l'écart, vers Lamordé car je me sens serré, il y a un problème de surpopulation pour vivre avec ma famille, ma femme [...] Le lieu est devenu trop petit pour sa population* (entretien n°43 ; Terminus) La vision est ici individualiste, dans le sens où ces discours ne s'appuient pas sur des facteurs relationnels mais sur des critères plutôt économiques et pratiques (habiter à proximité de son travail ou des marchés, c'est dépenser moins d'argent en transport et gagner du temps).

Le quartier cocon. C'est ici la sociabilité au travers des relations familiales ou amicales qui est valorisée. Ainsi, les individus mettent en avant les réseaux de voisinage, la proximité de la famille et des amis : *Tous mes parents et amis sont à côté, je peux donc les joindre sans moyen de locomotion* (entretien n°36 ; Banifandou). *Je n'ai pas vraiment choisi Boukoki, j'ai préféré rester à côté des gens que je connais, j'ai des amis dans le quartier, et des parents. Avant, quand j'étais célibataire, je pouvais rester n'importe où. Mais maintenant je suis marié, il ne fallait pas rester loin des gens que je connais, on ne sait jamais, il peut y avoir des problèmes* (entretien n°45 ; Boukoki). Ils développent de ce fait un sentiment de sécurité lié aussi à la familiarité qu'ils ont pu développer avec cet environnement : *Je n'envisage pas de déménager car mon quartier me plaît. Tout le monde se connaît, vit ensemble alors qu'avant personne ne se connaissait et qu'ailleurs je ne connaîtrais pas grand monde. Ici, on assiste aux cérémonies des uns des autres* (entretien n°20 ; Yantala). *Ici, les gens s'aident, c'est ce qui fait plaisir dans mon quartier* (entretien n°23 ; Route Filingué). Ils vont exprimer un sentiment d'appartenance pour leur quartier et évoquer ses évolutions en termes de développement urbain et de modernisation : *Les rues sont bien réparties, contrairement au non loti et il n'y a pas de problèmes d'assainissement* (entretien n°29 ; Abidjan). *C'est un quartier propre, bien assaini. [...] Ils ont pavé les rues* (entretien n°43 ; Terminus).

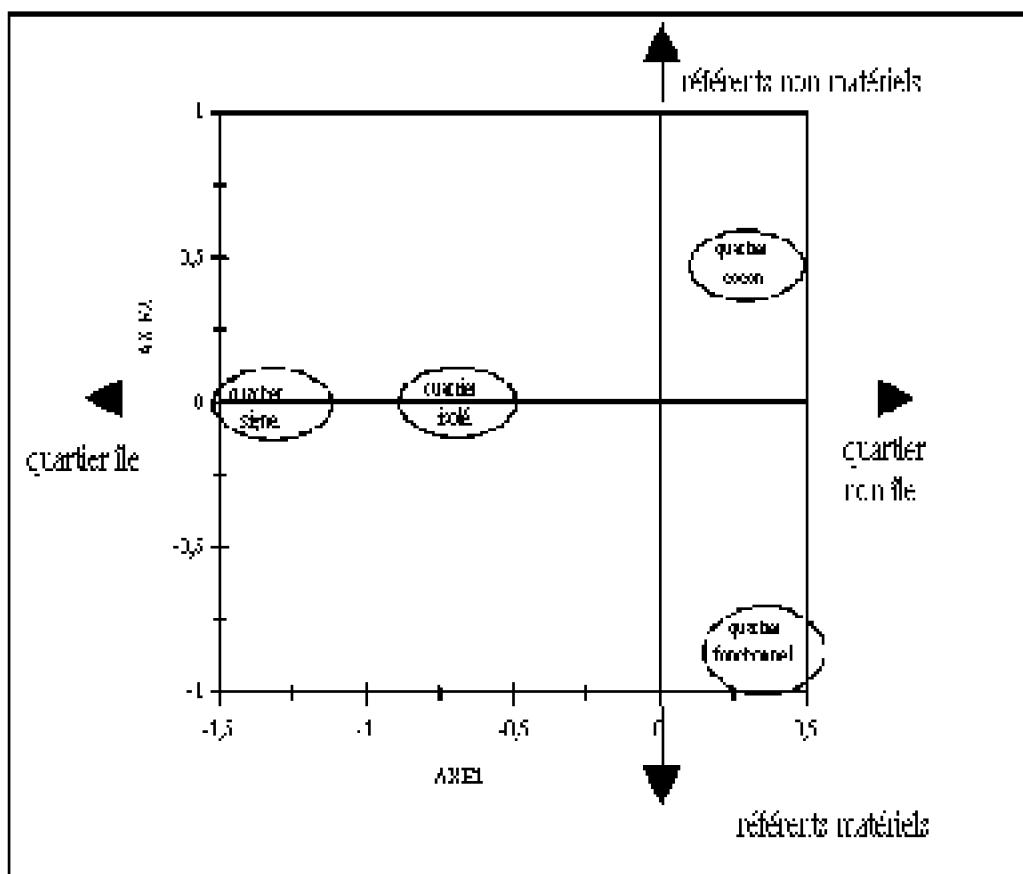
- **Le quartier isolé.** Un sentiment d'isolement est ici clairement exprimé. Isolement social tout d'abord puisque les citadins ont, dans ce cas, le sentiment d'être anonymes : ils ne connaissent pas leurs voisins ou ne s'entendent pas avec eux : *Avant, les gens s'aimaient bien dans ce quartier. Mais depuis quelque temps, même si quelqu'un a un décès, les gens ne viennent plus le voir. Tout ça c'est la faute à la politique. Le fait que les gens appartiennent à différents partis, c'est ça qui les divise. C'est la politique qui a apporté le changement, sinon, avant, notre quartier n'avait pas d'égal au niveau de la solidarité* (entretien n°39 ; Plateau). *Les autres quartiers étaient mieux car il y avait des gens de mon ethnie, de chez moi, alors qu'ici non. Là-bas j'étais vraiment heureux. Ici, je ne connais personne* (entretien n°16 ; Plateau). Isolement par rapport à la ville ensuite : ils se plaignent d'habiter loin de la ville (la "vraie" ville avec ses animations et ses marchés leur semble ailleurs même si leur quartier en fait partie) : *Il n'y a pas de bars, de lieux de rencontre. [...] Dans mon ancien quartier il y a plein de petits commerces, alors que dans mon nouveau quartier, il n'y a pas de commerces* (entretien n°43 ; Terminus). Ils évoquent enfin les contraintes économiques qui ont motivé principalement leur choix quant à leur quartier d'habitation, au détriment d'autres facteurs sociaux ou fonctionnels par exemple. Le faible coût du terrain ou du loyer constitue alors souvent l'unique avantage de leur quartier : *Je ne vois pas où je pourrais aller vivre ailleurs. Surtout que je n'ai pas ma parcelle. Tant qu'on ne me force pas, je ne déménagerai pas* (entretien n°15 ; Dar Es Salam). *En plus, je ne paie pas de loyer, c'est encore mieux* (entretien n°7 ; Dar Es Salam).

Ces différents qualificatifs du quartier d'habitation ne sont pas incompatibles entre eux. Chaque individu va les combiner et la forme de son discours va alors dépendre du poids donné à chacune d'entre elles. C'est par les méthodes statistiques multidimensionnelles déjà utilisées pour les discours sur la ville que nous mettons en évidence des éléments de la structure des discours sur le quartier d'habitation.

III - 4 - b : Structure des discours : le citadin dans l'espace et dans la société

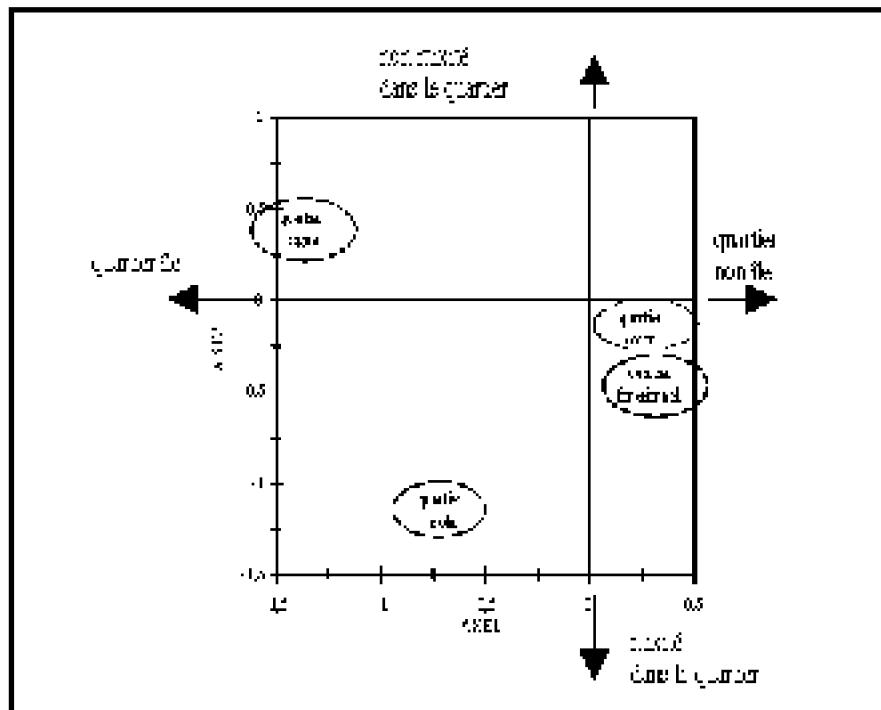
L'analyse de ces discours montre la dimension sociale du quartier d'habitation¹⁶. En effet, sur l'axe 1, en négatif (graphe 3-10), se placent des individus isolés relationnellement sur leur quartier, soit par choix (quartier signe), soit pour des raisons généralement économiques (quartier isolé). A partir du moment où ce sentiment de solitude disparaît, deux types de discours apparaissent : soit l'individu met l'accent sur sa familiarité avec son environnement immédiat, sur la convivialité et la solidarité dans son quartier, soit les préoccupations sociales disparaissent et sont remplacées par des intérêts plus matériels liés à l'équipement et à l'aspect physique.

¹⁶ L'analyse factorielle effectuée sur les types de quartiers identifiés donne trois axes significatifs.



Les autres oppositions/associations qui apparaissent sont directement liées au désir de valorisation sociale, quelle que soit la forme qu'il prenne. L'opposition qui se dessine (graphique 3-11) est celle, nette, entre "quartier signe" et "quartier isolé", c'est-à-dire entre l'intégration sociale par appartenance à une classe sociale et celle basée sur l'appartenance à un groupe. Car le quartier signe montre la volonté d'une différenciation socio-économique entre quartiers, le quartier isolé celle de la reproduction du système traditionnel d'entraide. Or ce dernier système a pour base la mixité socio-économique.

Dans le premier cas (quartier signe), pour appartenir à une classe sociale élevée, il est nécessaire de montrer que l'on est en possession d'un capital non partagé. Les individus vont tenter d'échapper aux relations de clientélisme : appartenir à cette classe, c'est aussi ne pas redistribuer son argent, c'est à dire démontrer l'adhésion à des valeurs "modernes", voire "occidentales". Ils vont alors essayer d'habiter des quartiers correspondant socialement à ces désirs. Ces changements par rapport à la société traditionnelle reflètent un processus d'individualisation dont les deux agents principaux sont l'Etat moderne et le capitalisme : les individus deviennent des "agents économiques individualisés par la propriété privée, par la mercantilisation des rapports de production et par la monétarisation des relations sociales" (Marie [2], 1997, p. 85).



A l'opposé (quartier isolé), appartenir à un groupe, c'est développer des relations étroites avec des individus proches : se fréquenter, aller chez les uns et les autres, bref, entretenir des contacts nombreux et les plus fréquents possible. Alors que la cohésion de la classe sociale va se définir en opposition aux autres classes, la cohésion du groupe est interne : les individus sont reliés entre eux par des liens non basés sur la richesse. Mais, de la même façon pour les deux types d'insertion sociale, la proximité spatiale est le reflet de son statut : soit on habite à côté de gens de la même classe, soit on désire un logement proche de sa famille et de ses amis. C'est ainsi que vont s'opposer quartier signe (volonté d'appartenance à une classe, souvent non réalisée) et quartier isolé (regret de ne pas appartenir à un groupe). Entre les deux, les préoccupations matérielles ou le sentiment de sécurité se développent dans le cas où l'appartenance au groupe se concrétise.

En définitive, les structures qui émergent des discours sur le quartier d'habitation montrent de nettes oppositions entre les types de qualificatifs. Si ces derniers ne sont pas incompatibles entre eux, ils s'excluent relativement les uns et les autres, les discours

restant cohérents par rapport aux qualificatifs cités.

Il faut enfin remarquer que ces appartennances vont correspondre à des appropriations et des choix spatiaux différenciés (tableau 3-9). Les individus utilisant des références au quartier signe habitent plus dans les quartiers riches, signe à la fois d'une réelle richesse économique et d'un désir conséquent d'appartenir à la classe sociale équivalente. Il apparaît aussi que certains individus se sentant isolés habitent aussi ces quartiers : c'est le conflit classe/groupe difficile à résoudre spatialement. De même, ce sont les habitants des quartiers centraux ou riches qui sont le plus sensibles aux aspects matériels parce que, d'une part, pour les habitants des quartiers riches cet environnement physique propre (assainissement et voies goudronnées en particulier) fait partie de l'image de marque et, d'autre part, l'équipement des quartiers centraux et leur proximité par rapport aux marchés et aux autres services urbains en font des endroits géographiquement privilégiés.

Type du quartier Représentations	Quartier central	Quartier riche	Habitat spontané	Périmétrie lointaine	Périmétrie proche	Total
Quartier signe	15	62	8	15	0	100
Quartier fonctionnel	28	28	16	20	8	100
Quartier cocon	15	21	15	30	19	100
Quartier isolé	11	32	11	25	21	100

Que ce soit en termes de revendications explicites ou en termes de discours général sur le quartier d'habitation, le type de représentations est déterminé par la place que l'individu s'attribue dans la société. Cette place dépend par exemple de son niveau de revenus, de ses réseaux de relation mais aussi des normes qui lui servent de référence. Ainsi, le sentiment d'isolement est plus fort pour les individus qui pensent que leur survie en dépend, tandis que pour d'autres il ne sera pas valorisant de conserver de façon traditionnelle des relations clientélistes ou un réseau de relations dense. Plus qu'une relation au temps ou aux lieux, les représentations du quartier d'habitation sont donc liées à une représentation sociale de la vie urbaine.

IV - Conclusion : une première synthèse des représentations spatiales

La conclusion que nous pouvons apporter à cette approche des représentations spatiales est multiple. Espaces et temps, espaces et usages, espaces et société sont les différentes bases¹⁷ sur lesquelles vont se construire les représentations spatiales de la ville. La variété des résultats trouvés, que ce soit en termes de référents, en termes de ségrégation socio-économique par exemple, montrent que *la ville de Niamey n'existe pas*.

¹⁷ Ces dimensions avaient d'ailleurs déjà été identifiées par Gilbert (1986) dans son étude sur le courrier des lecteurs d'un journal canadien. La caractérisation des espaces de la ville référait selon elle à la topologie, au temps, à l'usage, au social et au matériel. Elle montrait aussi d'ailleurs que ces différents thèmes ne se rapportaient pas aux mêmes échelles d'espace. Cette comparaison ne peut s'étendre plus loin, vu les écarts de contexte culturel.

Nous pouvons au contraire identifier des villes, combinant les relations des citadins aux différents espaces urbains. Une illustration de cette multiplicité est donnée par l'analyse des discours. En effet, l'argumentation essentiellement non spatiale utilisée pour décrire la ville révèle des représentations urbaines autant sociales que spatiales.

Nous avons ici montré que les référents utilisés dans les discours relatifs à la ville et au quartier d'habitation sont élaborés sur des bases différentes et que de leur articulation peut se déduire un ensemble de représentations de l'espace vécu global. Au niveau local du quartier d'habitation, les référents sont actuels dans le temps et dans l'espace car se pose concrètement la question de l'appartenance voulue à un groupe social. Au niveau de l'ensemble de la ville, les repères sont liés à un ailleurs spatio-temporel car l'espace est plus difficilement maîtrisable. L'emploi d'un référent dans un discours sur la ville n'exclut pas l'emploi d'un autre dans un discours sur le quartier d'habitation : les structures globales des discours spatiaux sont donc particulièrement complexes. Les principales articulations identifiées sont illustrées par le tableau 3-10. Les types de qualificatifs du quartier servent de premier discriminant puisqu'ils sont relativement plus incompatibles entre eux que ne le sont les types de référents sur la ville.

Types de qualificatifs du quartier	Types de référents sur la ville	Types de représentations
Quartier signe	- occidental, passéiste, relationnel - relationnel, urbanistique	ville, symbole de la modernisation des mentalités ville, symbole de la modernisation de l'espace physique et des mentalités
Quartier cocon	- tout type de référents	ville cocon
Quartier fonctionnel	- occidental, relationnel (voire urbanistique) - rural	ville pratique ville rejetée
Quartier isolé	- relationnel, urbanistique (voire occidental)	vile subie

- **La ville, symbole de modernisation des mentalités** : les individus utilisent dans leurs discours sur la ville des référents de types occidentaux, passéistes et relationnels et leur quartier est un “ quartier signe ”. Ils comparent en fait les mentalités, les valeurs morales urbaines à celles occidentales ou à celles “ d'avant ”, en se félicitant des “ progrès ” effectués. Le plus important, c'est d'être libéré du poids de la solidarité traditionnelle et la ville, la capitale, est le lieu idéal pour cette “ modernisation ” des rapports sociaux.
- **La ville, symbole de modernisation des mentalités et de l'espace physique** : de même que pour les individus précédents, leur quartier est un “ quartier signe ”, mais les référents utilisés pour décrire la ville sont non seulement de types relationnels mais aussi urbanistiques. La modernisation des mentalités doit se “ voir ” aussi par le développement d'une ville moderne dans ses caractéristiques physiques. Ces deux dernières catégories de ville font référence à un partage social concrétisé à la fois par

une séparation physique et relationnelle des différentes classes de la société.

- **La ville pratique** : ici, le quartier doit être avant tout fonctionnel et la ville doit comporter des services urbains assez développés. En fait, Niamey est alors définie par rapport à ses avantages urbains en référence aux villes occidentales. L'aspect relationnel n'est pas oublié pour autant mais les référents de type urbanistique prennent le pas.
- **La ville rejetée** : la ville, c'est d'abord le quartier d'habitation qui se doit d'être fonctionnel. L'espace est pratique faute de n'être pas social. Idéalisant la vie au village, les individus emploient des référents ruraux pour critiquer une ville où ils se sentent plus étrangers que les individus précédents.
- **La ville cocon** : il s'agit du pendant du type de ville précédent. Le cocon des relations amicales et familiales associé à un niveau de vie satisfaisant permet d'évoluer dans un espace sécurisant au moins au niveau du quartier. Les référents sur la ville ont alors peu d'importance, l'accent étant mis sur la solidarité qui, quelles que soient les circonstances, va s'avérer efficace dans un système traditionnel de valeurs.
- **La ville subie** : pour ces individus, le quartier île est associé à des référents de types relationnels et urbanistiques, voire occidentaux. Le sentiment d'isolement au niveau du quartier est dû à l'éparpillement des relations sociales et à l'exclusion ressentie par rapport aux avantages typiquement urbains. La ville est un espace subi, du fait sans doute de contraintes économiques, elle échappe donc *a priori* à toutes tentatives de maîtrise.

Les référents dynamiques sont donc composés d'allusions, de connotations, de comparaisons à un ailleurs spatio-temporel stigmatisé positivement ou négativement mais à tout moment remis à jour par l'addition de nouvelles expériences. Ce sont eux que l'on retrouve dans les discours sur la ville. En revanche, à une échelle spatiale plus réduite où le contrôle social, quelle qu'en soit la forme, est plus fort, sur un espace où se joue l'insertion sociale, les référents représentent la position de l'individu par rapport à une norme socioculturelle vers laquelle il tend. Ces référents des discours sur le quartier d'habitation sont donc plus stables dans le temps. L'utilisation par les citadins de ces deux types de référents démontre le problème de la confrontation des attentes individuelles et sociales, l'un prenant le dessus sur l'autre en fonction des enjeux pour chacun. Ces enjeux sont eux-mêmes fonction des déterminants socio-économiques qu'il s'agit ici d'identifier.

Avant cela, nous allons effectuer une présentation de la mobilité urbaine quotidienne. Elle est succincte car, ainsi que nous l'avons noté dans le premier chapitre, contrairement aux représentations spatiales, de nombreuses études ont montré sa corrélation avec des déterminants socio-économiques. La prochaine section présente donc le cadre général des caractéristiques des déplacements des citadins de Niamey. Nous pourrons ensuite, que ce soit en ce qui concerne cette mobilité ou les représentations spatiales, étudier les différentes relations homme - espace en fonction des discriminants principaux de ces

dernières.

Section 2 : Un aperçu de la mobilité urbaine quotidienne

La mobilité urbaine quotidienne des Niaméens est globalement peu connue : la dernière enquête à ce sujet remonte à 1985 et a été effectuée par le ministère du Commerce et des Transports du Niger. Elle comporte les résultats les plus récents que nous puissions présenter, hors ceux de notre propre enquête-ménages.

I - Présentation générale de la mobilité quotidienne des citadins de Niamey

Lors de l'enquête transport de 1985, la mobilité est évaluée en moyenne à 2,4 déplacements par jour et par personne. Les principales observations auxquelles nous avons eu accès se rapportent aux différences de niveau de mobilité en fonction de critères sociaux. Tout d'abord, "les hommes se déplacent plus que les femmes (3,3 déplacements quotidiens contre 1,5)". Ensuite, "les chefs de ménage se déplacent plus que leurs dépendants". De même, la mobilité augmente avec le niveau d'instruction (5,8 déplacements quotidiens pour les personnes ayant fréquenté l'enseignement supérieur contre 1,9 pour celles qui n'avaient reçu qu'un enseignement primaire). Les étudiants (4,2 déplacements) et les actifs occupés (3,8 déplacements) se déplacent davantage. Les femmes au foyer se déplacent peu. Enfin, "la mobilité augmente avec le revenu disponible des personnes" : les personnes gagnant plus de 100 000 FCFA par mois se déplacent deux fois plus que celles qui en gagnent moins de 10 000 par exemple (Ministère du Commerce et des Transports, 1986, p. 22). En revanche, la mobilité ne varie pas en fonction du type d'habitat.

Les motifs de déplacement sont principalement liés à des motivations personnelles et aux loisirs qui représentent la moitié des déplacements quotidiens. Les déplacements motivés par le travail sont fortement motorisés, puisque 30 % d'entre eux s'effectuent à pied, 17 % en moto, un quart en voiture. Le mode de transport dépend aussi de la position sociale des individus. En effet, si 91 % des déplacements des cadres supérieurs s'effectuent en voiture, ce taux ne s'élève qu'à 44 % chez les cadres moyens et à 18 % chez les employés. Plus les revenus sont faibles, plus le taux de déplacement à pied est important, les transports en commun ne concernant que les revenus intermédiaires (Ministère du Commerce et des Transports, 1986).

Il est difficile de comparer ces résultats à ceux de l'enquête-ménages de 1996, du fait des différences dans les échantillonnages et dans les recueils de données. Néanmoins, il apparaît¹⁸ (Diaz Olvera et alii [2], 1999) que le niveau moyen de mobilité de l'ensemble de la population de 1996 est équivalent à celui de 1985 et qu'il s'élève à 2,4

déplacements par jour et par personne environ. En outre, corrélativement à la baisse de la motorisation indiquée plus haut, la mobilité mécanisée tend à diminuer légèrement au profit des modes collectifs (les bus notamment). Ainsi la part de la marche à pied dans la mobilité totale passe de 47 % en 1985 à 52 % en 1996 et celle des bus double. Cette baisse conforte les effets de la crise économique puisqu'elle rend plus pénibles les sorties hors du quartier, notamment pour les plus pauvres qui ne peuvent pas employer les transports collectifs. Ne pouvant aller plus loin dans la comparaison, la présentation suivante est consacrée à la mobilité quotidienne de l'échantillon choisi. Ce portrait général de la population est intéressant puisque la population de chefs de ménage et d'épouses a en commun d'être à la tête, si ce n'est financièrement du moins socialement, d'un ménage, des enfants et des dépendants hébergés. Leur mobilité est donc particulière dans le sens où cette responsabilité entraîne des déplacements supplémentaires notamment en termes de travail, d'entretien du ménage et d'accompagnement. De façon globale, le nombre moyen de déplacements par jour est de 4,2. 13 % des chefs de ménages et des épouses ne se sont pas déplacés du tout la veille de l'enquête. Il ne faut cependant pas oublier que les moyennes présentées ne reflètent pas les écarts au sein de la population entre les différents groupes sociaux.

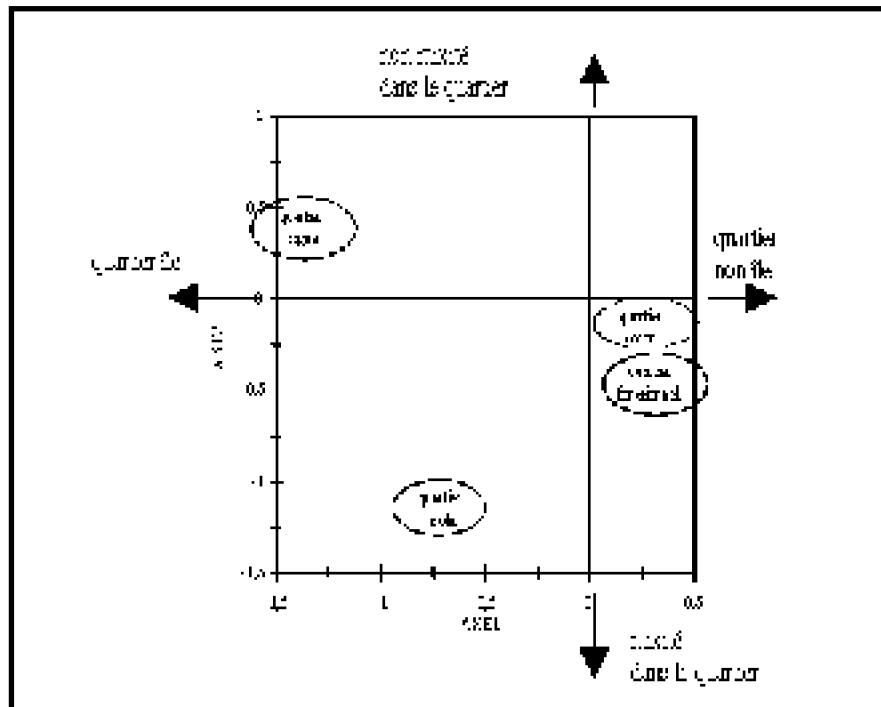
II - Des déplacements rythmés par le travail et la vie quotidienne

Tout déplacement est associé à une activité, et donc à une ou des motivations, que ce soit se rendre sur un marché, chez le médecin ou aller travailler par exemple. Les motifs de déplacements constituent donc des caractéristiques essentielles de la mobilité quotidienne. Nous les avons regroupés en trois catégories :

- - le " travail " regroupe les déplacements professionnels et scolaires ayant ou non une extrémité au domicile ;
- - la " vie quotidienne " se rapporte aux déplacements ayant pour motifs l'accompagnement, les achats, les démarches administratives ou la religion ;
- - la " sociabilité " concerne les activités de loisirs et de visites.

Les deux premières constituent les principales raisons évoquées pour les déplacements de la veille (graphe 3-12). A eux deux, ils motivent les deux tiers des sorties du domicile, ce qui s'explique par le fait que l'échantillon regroupe des hommes généralement actifs et des femmes ayant en charge l'entretien courant du ménage. De plus, la sociabilité est un motif de sortie généralement plus répandu chez les jeunes adultes et chez les enfants que chez les chefs de ménage et les épouses, ce qui explique sa relativement faible importance ici. Ainsi, sur Niamey, les hommes jeunes entre 14 et 18 ans effectuent 1,7 déplacements par jour pour ce motif, contre 0,9 pour les hommes de plus de 55 ans (Diaz Olvera et alii [1], 1999).

¹⁸ Quelques extrapolations ont été effectuées à partir des données de l'enquête-ménages (qui ne concernait que les individus de 14 ans et plus) afin de comparer les résultats avec ceux de l'enquête transport de 1985 qui, elle, s'intéressait à la mobilité des plus de 6 ans.



Note : Les motifs vie quotidienne - sociabilité, travail - vie quotidienne et travail - sociabilité concernent des déplacements secondaires (sans extrémités au domicile) pour lesquels les activités exercées à l'une des extrémités (respectivement à l'autre) se rapportent à l'un des motifs (respectivement à l'autre motif indiqué).

Plus précisément, si les déplacements pour la vie quotidienne sont les plus répandus, ils concernent en fait principalement la religion et les achats. La religion représente en effet 42 % des déplacements pour la vie quotidienne car les prières à la mosquée, notamment le matin et en soirée, constituent des activités presque obligatoires pour les hommes. Quant aux achats, ils constituent un tiers environ des motifs de sortie pour la vie quotidienne puisqu'ils sont essentiels dans l'entretien du ménage.

La mobilité pour le travail comporte peu de déplacements scolaires, l'échantillon étant composé de chefs de ménage et d'épouses. De plus, seuls 11 % d'entre eux sont secondaires puisqu'il y a peu de travailleurs ambulants en ville.

Enfin, les déplacements pour la sociabilité, moins nombreux, sont motivés

principalement par les visites rendues (86 % des déplacements pour ce motif), les loisirs plus "urbains", comme les sorties au cinéma, restant rares.

L'ensemble de ces déplacements correspondent ainsi à des activités plus ou moins contraintes dans le temps, rythmant de fait les flux d'individus sur la journée.

III - Les rythmes journaliers

Les activités qui motivent les déplacements se déroulent sur la journée selon certains horaires. La mobilité quotidienne se caractérise donc également par la répartition temporelle des sorties que nous illustrons par les heures de départ des déplacements et leur durée.

Les heures de pointe, telles qu'elles ont été définies au vu des déplacements, se situent à 4 moments de la journée :

- - les premières, tôt le matin, entre 6h45 et 8h15 ;
- - les secondes et les troisièmes au milieu de la journée, entre 11h45 et 12h45 et entre 14h15 et 15h15 ;
- - enfin, les quatrièmes en fin d'après-midi, entre 17h45 et 18h45.

Elles sont sensiblement comparables à celles identifiées dans l'enquête transport de 1985, au nombre également de quatre : une le matin de 7 à 8h, deux en milieu de journée (12-13h, 15-16h) et une en fin de journée (18-19h). L'ensemble supportait plus d'un tiers des déplacements quotidiens (Ministère du Commerce et des Transports, 1986). Les décalages d'un quart d'heure reflètent une hypothèse de travail sur l'enquête-ménages basée sur le fait que les individus ont tendance à "arrondir" les heures de leurs déplacements. Les heures de pointe de l'après-midi sont sensiblement différentes puisque l'heure d'embauche des salariés est, en été, 15h30 (l'enquête transport de 1985 a été réalisée en juillet) et en hiver, 15h, (l'enquête-ménages a été effectuée au moins de décembre).

37 % des déplacements des chefs de ménages et des épouses se font ici en heures de pointe, ce qui peut paraître relativement peu mais s'explique par le fait que l'échantillon rassemble non seulement des actifs mais aussi des inactifs non contraints temporellement et pouvant se déplacer en milieu de matinée ou d'après midi. De fait, près de la moitié (48 %) des déplacements non internes au quartier d'habitation sont effectués en heure de pointe. Ce sont les heures de début et de fin de journée qui concentrent le plus de déplacements (60 % de la mobilité en heures de pointe), ceux de la mi-journée concernant certains salariés et les individus rentrant à leur domicile pour déjeuner. Les déplacements en heures creuses se répartissent sur l'ensemble de la journée, 16 % d'entre eux se déroulant entre 18h45 et 20h15. Cette répartition horaire s'explique par les motifs de déplacements (Tableau 3-11).

Motifs	Heures creuses	Heures de pointe
Travail	18	49
Vie quotidienne	44	27
Sociabilité	30	15
Travail - vie quotidienne	4	5
Travail - sociabilité	1	3
Vie quotidienne - sociabilité	3	1
Total	100	100

Ainsi, en heures creuses, les motifs principaux de sorties du domicile sont liés à la vie quotidienne, et notamment aux achats ou à la religion, et à la sociabilité par les visites. Ces activités peuvent être réalisées tout au long de la journée, leur concentration relative sur les heures creuses du soir s'expliquent par les dernières prières qui sont parfois faites à la mosquée de quartier. En revanche, en heures de pointe, se situent les déplacements pour le travail et, dans une moindre mesure, de sociabilité. Les premiers entraînent, aux heures d'arrivée et de départ des salariés, un flux plus important de déplacements, la pause de la mi-journée des travailleurs se déroulant généralement entre 12h et 15h.

Les déplacements sont relativement courts puisqu'ils durent en moyenne 14 minutes, tous modes confondus (11 minutes à pied et 15 minutes en voiture). C'est le travail qui entraîne les plus longs déplacements (plus de 17 minutes) et la vie quotidienne les plus courts (moins de 10 minutes). La répartition modale des déplacements constitue une des causes de ces écarts.

IV - Un mode majeur, la marche à pied

Pour l'ensemble de la population de l'enquête-ménages (tous les individus de 13 ans et plus), le niveau de mobilité est élevé puisqu'il est de 4,4 déplacements par jour en semaine. Or, comme l'offre en transport en commun est peu importante et que le taux de motorisation des ménages est faible, cette mobilité est essentiellement pédestre : les deux tiers des déplacements des Niaméens s'effectuent à pied (Diaz Olvera et alii [2], 1999).

Sur l'échantillon, cette proportion est plus faible puisqu'il est composé de chefs de ménage et d'épouses qui sont les premiers utilisateurs des modes individuels du ménage lorsque ce dernier en possède un. Cependant, la marche à pied reste prépondérante puisque 60 % des déplacements sont pédestres (tableau 3-12). Il faut ici remarquer que la bicyclette est un mode de transport très marginal à Niamey pour les chefs de ménage et leurs épouses. Enfin, vu l'offre de transport en commun, leur part n'est que de 13 %, la majorité des déplacements (82 %) par ce type de mode s'effectuant en taxis ville.

Mode	Marche à pied	Bicyclette	Deux-roues moteur	Voiture	Transport en commun	Total
Niveau de mobilité (depl./ind./jour)	2,4	0,0	0,4	0,7	0,5	4,2
% / mobilité totale	59	1	10	17	13	100

Les modes ne sont pas utilisés de façon indifférenciée en fonction de l'activité pratiquée. Ainsi plus d'un tiers des déplacements secondaires est effectué en voiture. Les modes motorisés, associés aux taxis ville, sont employés pour aller au travail où ils apparaissent dans plus de la moitié des déplacements. La marche à pied est le mode le plus utilisé dans l'exercice de la sociabilité ou pour la vie quotidienne puisqu'elle est pratiquée dans plus des deux tiers des déplacements pour ces motifs. Ce poids de la marche à pied reflète des distances de déplacements relativement courtes, et donc une mobilité généralement concentrée en partie sur le quartier d'habitation, au moins pour les déplacements non motivés par le travail. Cependant, la part des modes motorisés, notamment pour des motifs de sortie liés au travail, indique qu'il existe d'autres pôles de déplacements.

V - Les espaces fréquentés

La détermination des espaces fréquentés permet à la fois de mettre en évidence une répartition géographique des déplacements mais aussi de révéler des articulations entre les lieux d'habitation et l'ensemble des lieux vécus. De cette analyse, il ressort que l'environnement immédiat du quartier d'habitation et le centre-ville constituent les extrémités des déplacements les plus fréquemment observées.

V - 1 : Le poids de la proximité

La localisation des déplacements quotidiens reflète celle des lieux d'activités exercées hors du domicile. Ici, le quartier d'habitation tient une place particulièrement importante du fait à la fois des contraintes et des besoins des citadins. En effet, la plupart des déplacements (43 %) sont internes au quartier d'habitation (tableau 3-13). S'y ajoutent 10 % des déplacements ayant pour extrémité un quartier limitrophe : les déplacements quotidiens sont donc majoritairement de courte durée et à courte distance. Les autres se répartissent de façon égale entre le domicile et d'autres quartiers.

Localisation	Interne	Limitrophe	Radiale	Eclatée	Autre
Niveau de mobilité (depl./ind./jour)	1,9	0,4	0,6	0,8	0,5
% / mobilité totale	43	10	14	18	12

Note : interne = interne au quartier d'habitation limitrophe = entre le quartier d'habitation et un quartier limitrophe radial = entre le quartier d'habitation et le centre éclaté = entre le quartier d'habitation et un autre quartier, non limitrophe et non central autre = entre deux lieux n'appartenant pas au quartier d'habitation

La somme en ligne des pourcentages n'est pas égale à 100 car la localisation de certains déplacements (3 %) n'a pas pu être déterminée.

Ces localisations sont liées aux motifs de sortie du domicile. En effet, les déplacements internes au quartier d'habitation sont fréquents puisque c'est là que se

déroulent principalement les déplacements liés à la vie quotidienne et à la sociabilité (67 % de la mobilité pour le premier motif est interne, et 43 % pour le second). Les déplacements "éclatés" sont liés, quant à eux, au travail et à la sociabilité, activités s'exerçant dans des quartiers dispersés. En fait, les déplacements pour le travail ou de sociabilité se répartissent sur l'ensemble de la ville, même si plus de la moitié d'entre eux se concentre sur le quartier d'habitation. Seule la vie quotidienne est pratiquée principalement dans cet espace de proximité.

Or, indépendamment du quartier d'habitation, les flux les plus importants sont ceux effectués vers ou à partir du centre (un tiers des déplacements y a une extrémité), ce qui confirme que ce lieu est un pôle d'intérêt important.

V-2 : Les usages du centre-ville

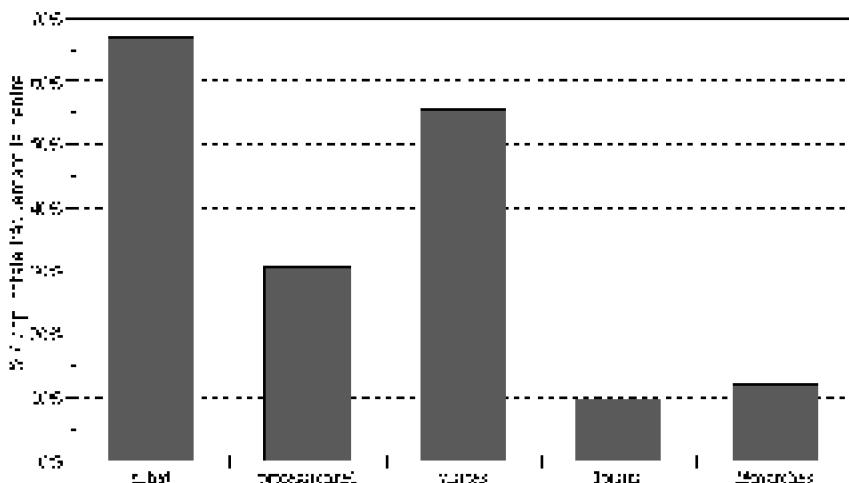
Deux approches sont possibles pour décrire la fréquentation du centre-ville : soit par le biais de la question explicite relative aux motifs de fréquentation du centre (il était demandé aux individus d'indiquer s'ils le fréquaient pour les achats, le travail, rendre des visites, les loisirs ou pour y effectuer des démarches administratives) soit par l'enquête sur la mobilité de la veille. La première permet d'appréhender les habitudes des individus et de savoir si la fréquentation se rapporte à un seul motif ou est justifiée par plusieurs raisons. Cependant, elle a l'inconvénient de ne donner aucun autre type de renseignements tandis que la seconde, si elle ne renseigne que sur la fréquentation de la veille, permet de connaître d'autres motifs de fréquentation, les modes utilisés et les heures de déplacements vers ce lieu spécifique. Il faut noter ici que seuls les déplacements des individus habitant hors du centre-ville sont étudiés, les autres étant considérés comme internes au quartier d'habitation.

Motifs des déplacements vers le centre-ville

En moyenne 83 % des individus ont déclaré fréquenter le centre-ville pour au moins un des motifs évoqués, ce qui est également le cas de 93 % des citadins n'habitent pas le centre. Ceux qui n'ont pas répondu ou ont répondu non à ces questions sont ceux qui *a priori*, soit ne fréquentent pas le centre, soit n'accordent pas de sens à ce mot. En fait, les déplacements ayant une extrémité dans le centre représentent 14 % de la mobilité totale de la veille. Cet écart entre la fréquentation déclarée et celle observée montre que le centre-ville est loin d'être un lieu de pratiques quotidiennes : les occasions de s'y rendre sont plus rares pour une grande partie de la population, ce qui est directement lié au motif même des déplacements.

Les motifs de fréquentation sont essentiellement commerciaux ou relationnels. 67 % des individus disent y effectuer des achats et 55 % y rendre des visites (graphe 3-13). Cependant en ce qui concerne les déplacements de la veille en semaine, la vie quotidienne comme la sociabilité ne motivent qu'un quart des déplacements radiaux, le travail étant alors majoritaire (47 % de ces déplacements). En fait, en semaine, ce sont les actifs qui s'y déplacent le plus régulièrement alors que la fréquentation des lieux d'achats centraux est moins régulière, bien que l'emplacement à cet endroit des deux grands

marchés de Niamey constitue un pôle attractif certain. Il faut également noter que la présence de services administratifs comme la mairie au niveau du Petit Marché occasionne une fréquentation pour des démarches administratives (pour ce motif, la part des déplacements de la veille est de 8 % et celle des individus ayant déclaré s'y rendre de 13 %). Le cinéma de la rue Vox et quelques bars avoisinants sont aussi des lieux dans lesquels les individus se rendent pour se distraire.



L'importance du phénomène de visites (presque un quart des déplacements de la veille est effectué pour rendre des visites et plus de la moitié des individus déclare y aller pour cette raison) rappelle que le centre est aussi à Niamey un espace résidentiel, fonction oubliée dans de nombreuses études. Par exemple, Nkaya, dans sa thèse sur Brazzaville de 1990, identifie 3 fonctions principales : la première administrative et politique, la seconde commerciale et la troisième économique. Il répertorie aussi trois raisons de fréquentation : achats, travail et services rares (administratifs) (Nkaya, 1990). Or la densité de population du centre-ville à Niamey en fait une zone attractive non seulement pour des raisons économiques mais également sociales.

Ces différents types de motifs sont interdépendants. Globalement, pour ceux qui fréquentent le centre, nous avons pu identifier 4 types de comportements¹⁹.

- Pour la moitié des individus (546 individus, soit 49 %) le centre représente un lieu de loisirs et/ou le lieu des visites rendues, en même temps qu'un lieu à fonction commerciale puisque 73 % d'entre eux y effectuent aussi des achats. Mais aucune autre raison ne motive leurs déplacements vers le centre. Cet usage est noté "relationnel".
- 243 individus (22 %) n'y vont que pour y effectuer des achats. Cet usage est noté "commercial". Mais il peut être plus complexe qu'il n'y paraît. En effet le rôle des marchés dans la vie sociale d'une ville n'est pas négligeable : c'est le lieu des rencontres, des échanges d'information par exemple (Frémont, 1982). Il peut donc ne pas être uniquement contraint.
- Un troisième groupe, composé de 197 personnes (18 %), associe plusieurs types de motifs : travail, démarches, loisirs, visites. 83 % d'entre eux font d'ailleurs aussi leurs achats dans le centre. Ils en ont donc un usage complexe : nous le notons "multiple".
- Enfin, 123 individus (11 % des individus fréquentant le centre et ayant répondu à toutes les questions sur les motifs de fréquentation) ne vont pas dans le centre pour des motifs de loisirs ou de visites, ils y vont uniquement pour travailler ou pour y effectuer des démarches administratives. La fréquentation du centre est alors purement "contrainte" et fonctionnelle. Il faut remarquer que 70 % d'entre eux y font aussi des achats, peut-être par opportunité. Nous notons ce comportement "fonctionnel" par la suite.

Dans toutes ces catégories, les achats prennent une part importante. C'est en effet une des fonctions principales du centre, ce qui explique sa localisation autour du Petit et du Grand Marché. Cette observation confirme bien le lien entre localisation et fréquentation.

Modes et répartition horaire

L'observation des déplacements de la veille permet de connaître les horaires associées à ces fréquentations. Ainsi, les déplacements sur le centre s'effectuent principalement le matin à l'heure de pointe et en milieu de matinée, entre 8h15 et 11h45. Le premier flux correspond aux travailleurs, tandis que le deuxième est associé à la fréquentation des marchés ou des services administratifs. Les visites sont rendues plutôt en soirée, après 18h45.

Du fait de la distance entre les quartiers d'habitation et le centre-ville, la marche à pied est peu utilisée, au profit notamment des transports en commun (employés dans un tiers des déplacements sur le centre), de la voiture (utilisée sur un quart des déplacements) et de la moto. La mobilité quotidienne sur le centre est en conséquence

¹⁹ Résultats obtenus à partir d'une analyse factorielle sur la population de notre échantillon fréquentant effectivement le centre et ayant répondu à toutes les questions sur la fréquentation du centre, soit 1 109 individus.

plus motorisée qu'elle ne l'est globalement : la marche à pied reste le mode des petites distances. Ainsi, pour les habitants du centre-ville, ces déplacements sont essentiellement pédestres puisqu'internes ou limitrophes à leur quartier.

En conclusion, motifs, temps et espaces se combinent pour former la trame de fond de la mobilité urbaine quotidienne des citadins de Niamey. Les déplacements pour le travail se déroulent en heures de pointe, et sont de type éclatés ou secondaires (plus d'un tiers a ce profil). Les deux autres pôles géographiques sont ensuite le centre-ville puis le quartier d'habitation, fréquentés également en grande partie pendant les heures de pointe (éventuellement en heures creuses mais de façon plus marginale). Les déplacements effectués pour des raisons de vie quotidienne sont réalisés en heures creuses et à l'intérieur du quartier (54 % des déplacements pour ce motif le sont effectivement). Enfin, la sociabilité est plus diffuse spatialement, même si elle se déroule principalement en heures creuses : entre domicile, centre-ville et autres quartiers non limitrophes elle dépend plus des connaissances effectives du citadin que de l'emplacement spécifique de services comme les marchés ou les lieux de travail.

Cette description générale de la mobilité quotidienne montre d'ores et déjà quelques tendances fortes. Les trois types de motifs principaux que sont le travail, la vie quotidienne et la sociabilité correspondent à des formes de la mobilité différenciées par les modes pratiqués, les horaires de sorties, les espaces fréquentés. Or ces activités se rapportent à des groupes sociaux définis par le sexe, l'âge, l'activité professionnelle, les revenus, qui déterminent les déplacements quotidiens et, de fait, les représentations spatiales. En effet, les liens entre mobilité quotidienne et représentations peuvent s'observer même à un niveau d'analyse générale, ainsi que le montre le paragraphe suivant.

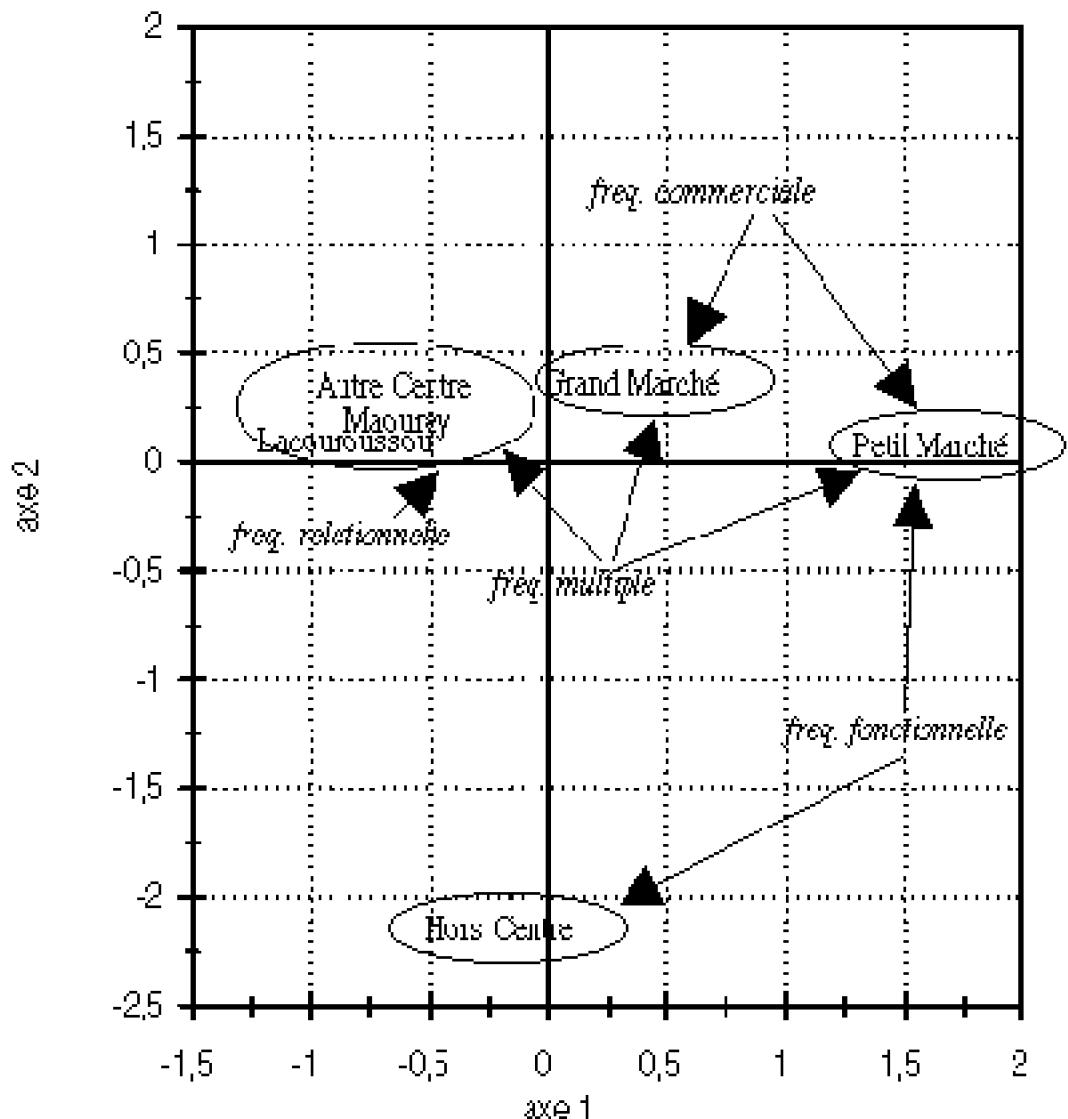
VI - Liens entre mobilite quotidienne et representations spatiales : premières pistes

La présentation antérieure des représentations spatiales et de la mobilité urbaine quotidienne laisserait ainsi à penser que ces deux illustrations des relations hommes - espace urbain ont peu de liens entre elles. Or, elles sont, au contraire, intimement associées ainsi que le préfigurent les observations relatives, tout d'abord, aux relations entre la localisation déclarée du centre-ville et sa fréquentation, et ensuite aux liens entre mobilité quotidienne et représentations du quartier d'habitation.

VI - 1 : Type de centre-ville et fréquentation

Le lien entre les types de fréquentation identifiés et le centre indiqué spécifiquement par les citadins (graphe 3-14) montre que la représentation géographique du centre est liée à son usage.

Graphe 3-14 : Type de fréquentation et type de centre Analyse factorielle des correspondances type de centre / fréquentation Variance expliquée par les deux axes : 31 %



Nous pouvons d'abord remarquer que ceux qui vont uniquement dans le centre pour y effectuer des achats indiquent moins des lieux en dehors du centre prédéfini, et citent proportionnellement plus le Petit Marché. D'ailleurs 52 % d'entre eux citent l'un des deux grands marchés de Niamey.

De même, mais pour des raisons différentes, les usagers "fonctionnels" indiquent les marchés et notamment le Petit Marché près duquel se trouvent plusieurs services administratifs importants dont la mairie. Ainsi, plus du tiers d'entre d'eux situe là le centre de Niamey. Cet usage est celui que nous pouvons observer généralement dans les pays occidentaux. Ainsi, Frémont (1982), en comparant des études faites en France (à Clermont-Ferrand, Chartres, Béziers, Marseille par exemple), signale : "La majorité des réponses définissant et localisant le centre de ville se réfèrent immédiatement au siège du pouvoir politique et administratif (l'Hôtel de Ville) qui coïncide avec le secteur le plus dynamique du commerce de détail ainsi qu'avec une symbolique monumentale et historique, même si la fréquentation n'est qu'épisodique" (Frémont, 1982, p. 87).

En revanche, les usagers à motifs "relationnels" indiquent une zone plus vaste, se trouvant toujours dans le centre mais près des marchés. Ils sont attirés, en effet, par d'autres lieux tels que des bars proches du fleuve. De même, ils citent plutôt Maourey que les marchés.

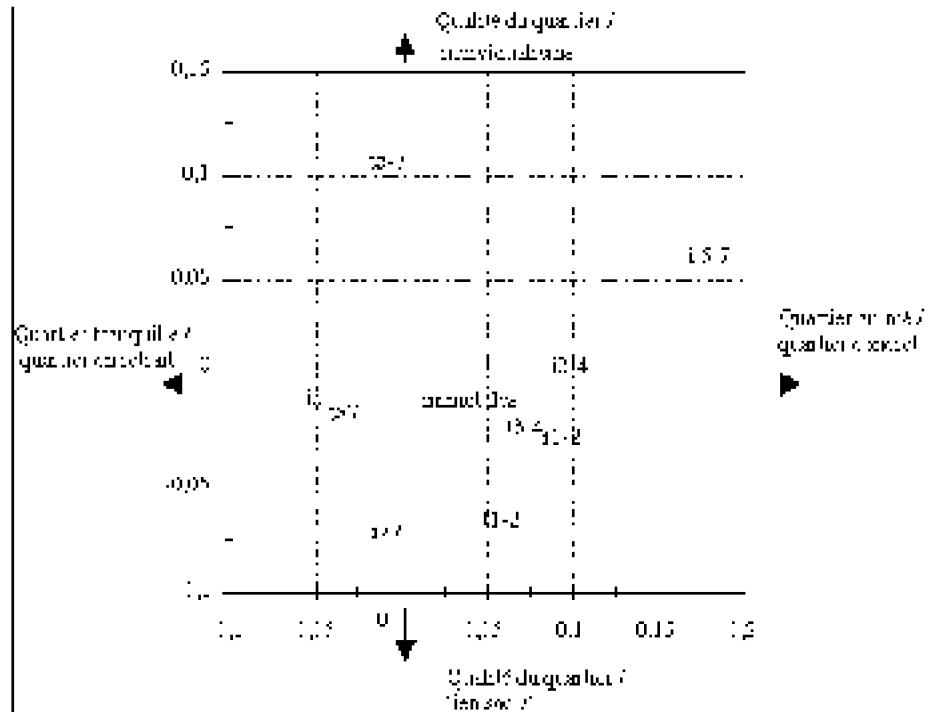
Enfin, les usagers "multiples" se positionnent à l'intersection de ces représentations. Le centre de Niamey comporte des fonctions commerciales, administratives et relationnelles. C'est une zone en tout cas connue et reconnue.

Ainsi, les pratiques sont associées aux localisations présumées et donc aux représentations spatiales. Les types de fréquentation du centre-ville restent liés à des localisations spécifiques par le fait que le lieu se doit de correspondre aux pratiques (ou aux non-pratiques) qui lui sont attachées. Sur un autre type d'espace, le quartier d'habitation, on peut également observer les liens entre pratiques et représentations.

VI - 2 : Mobilité quotidienne et représentations du quartier d'habitation

La représentation du quartier d'habitation est directement liée à la mobilité urbaine non seulement exercée dans le quartier d'habitation mais aussi sur l'ensemble de la ville car les pratiques spatiales confortent, complètent, réajustent les représentations. En conséquence, il apparaît que, plus la mobilité totale est importante, moins la mobilité interne au quartier l'est et plus les attentes se centrent sur le logement et non pas sur le quartier en lui-même (graphe 3-15). Au contraire, plus la part de la mobilité interne dans la mobilité totale est élevée, plus les individus expriment des attentes relatives à la proximité des liens sociaux et à celle des équipements.

Ainsi, le souhait d'un quartier tranquille associé à des préoccupations centrées sur le confort du logement implique une mobilité interne faible mais également une importante mobilité urbaine totale : le quartier constitue le paysage entourant l'habitat des citadins mais n'est pas pratiqué. A l'opposé, les individus qui se déplacent beaucoup dans leur quartier ou dont la part de la mobilité interne sur la mobilité totale est importante (plus de 50 %), expriment des attentes relatives à l'environnement de leur concession, que ce soit en termes sociaux ou en termes d'équipements. Ils sont ainsi plus sensibles à l'animation dans leur quartier qui est le centre de leurs activités.



Ces dernières observations reflètent en partie l'influence des variables socio-économiques classiques sur les rapports hommes - espace. En effet, une forte mobilité hors du quartier est, par exemple, généralement liée à une relative richesse financière. Lors de la présentation de la population, nous avons vu que la répartition des rôles par genre implique des niveaux d'activités différenciés entre les hommes et les femmes. De même, l'âge, le niveau de revenus... sont des déterminants majeurs de la mobilité quotidienne puisque d'eux dépendent les activités et donc les déplacements à accomplir. En conséquence, de même que pour les représentations spatiales, des caractéristiques socio-économiques individuelles discriminent les comportements spatiaux. Leur étude fait l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE 4 : DETERMINANTS SOCIO-ECONOMIQUES DES REPRESENTATIONS ET DES PRATIQUES SPATIALES

L'objectif de ce chapitre est d'analyser l'influence de variables socio-économiques classiques sur les caractéristiques des rapports homme - espace. Les variables choisies sont celles couramment utilisées dans la littérature pour étudier la mobilité urbaine quotidienne et les représentations spatiales : le sexe, l'âge, l'activité professionnelle et le revenu. D'autres facteurs ont été également testés (comme la taille des ménages, le type d'occupation du logement, l'ethnie, le niveau d'études, le type de quartier d'habitation, le type de quartier du lieu de travail) mais ils se sont révélés secondaires par rapport aux précédents. De plus, les résultats sont présentés dans un cadre relatif : il ne s'agit pas d'évaluer "objectivement" les représentations et les pratiques mais de comparer les groupes sociaux entre eux en fonction de ces critères. Il s'agit en définitive d'identifier les profils socio-économiques correspondant à différentes pratiques et représentations spatiales. Les déterminants présentés et hiérarchisés servent à créer une typologie des individus associée à des relations hommes - espace. Ce classement s'effectue à partir des résultats de l'enquête-ménages, la taille de l'échantillon enquêté permettant un tel traitement statistique. Les entretiens ne comportent, quant à eux, pas un ensemble

d'individus assez important pour une telle étude.

Les représentations spatiales sont abordées principalement sous deux aspects : représentations de la ville, et, essentiellement, représentations du quartier d'habitation. Nous faisons alors le lien avec la mobilité urbaine quotidienne. Après en avoir décrit les caractéristiques générales en termes de modes, motifs et horaires, nous étudions plus précisément les déplacements internes des individus ainsi que les déplacements radiaux (ayant pour extrémité le quartier d'habitation et le centre). On pourra ici observer que les écarts entre les caractéristiques des différents groupes sociaux sont relativement faibles, notamment en ce qui concerne les représentations spatiales. Cependant, l'ensemble des traitements statistiques effectués a montré qu'ils sont représentatifs de tendances effectives ne dépendant pas de l'approche statistique choisie.

Section 1 : La ville des hommes, le quartier des femmes

Ainsi que nous l'avons vu dans le premier chapitre, l'influence du genre est largement reconnue, tant au niveau de l'analyse des représentations spatiales que de celle de la mobilité. Sans refaire une étude exhaustive, nous présentons ici les principales observations faites sur Niamey, qui confortent totalement les analyses effectuées précédemment. L'association des représentations et des pratiques spatiales permet de mettre ici en évidence qu'une séparation par genre des activités et des rôles sociaux implique également une séparation des espaces vécus et donc des représentations différenciées. C'est pourquoi nous présentons successivement les hommes puis les femmes.

I - Des hommes vivant hors de leur quartier

Les hommes que nous avons étudiés dans l'enquête-ménages sont tous chefs de ménages. 17 % d'entre eux sont polygames. Leur caractéristique la plus importante est leur large accès au monde professionnel, le taux d'inactivité n'étant que de 14 %. Ils occupent des postes variés dans les secteurs publics et privés, informels ou formels. Ils gagnent plus d'argent que les femmes, ce qui les rend plus indépendants individuellement. De plus, ils travaillent plus souvent à l'extérieur de leur quartier d'habitation, ce qui constitue un premier indice quant à leur accès, contraint ou choisi, à un espace plus large.

I - 1 : Une représentation élargie de l'espace urbain et du quartier d'habitation

Les représentations spatiales des hommes ont la particularité de ne pas être centrées sur le quartier d'habitation. Ce dernier constitue donc un maillon, plus ou moins important,

d'un réseau construit sur un espace plus large.

L'un des premiers indices est leur cartographie socio-économique de l'espace urbain²⁰. Le profil général de chaque zone est sensiblement identique à celui de la moyenne générale. Mais le nombre de non - réponses est inférieur, pour chaque question, à celui de la population entière (tableau 4-1). De plus, le nombre moyen de quartiers cités à chaque question est supérieur à la moyenne générale.

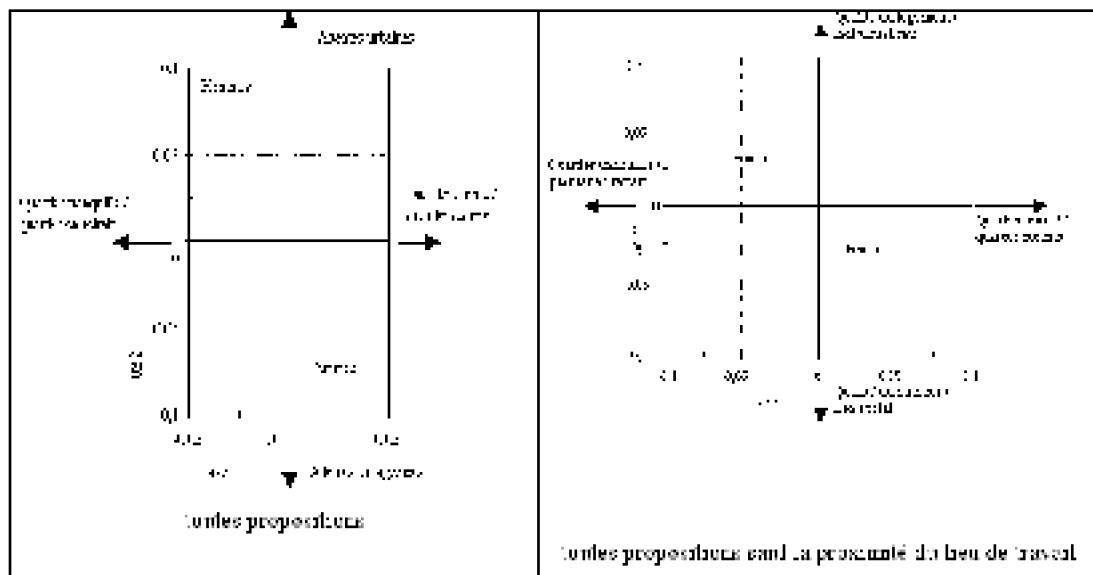
Il faut aussi noter que les hommes indiquent plus de zones d'animation nocturne que les femmes. Par exemple, les lieux cités en réponse à la question sur l'animation de nuit sont plutôt des boîtes de nuit et des bars. De plus, les zones qu'ils qualifient d'animées le jour et la nuit sont nettement plus caractérisées par leur animation de nuit.

	Riches ?	Pauvres ?	Dangereux ?	Animés le jour ?	Animés la nuit ?	Villageois ?
Hommes	8	7	8	7	14	9
Pop. tot	13	11	14	14	25	16

L'étude des représentations masculines du quartier d'habitation montre que les hommes ont exprimé des attentes plus urbaines que les femmes. De plus, pour eux, le quartier d'habitation doit être plutôt calme et tranquille. Plus individualistes, ils sont moins sensibles à la présence des parents, d'amis et de commerces ou d'écoles à proximité immédiate de leur logement (graphes 4-1 et 4-2). Ils s'intéressent en fait plus à la qualité même de leur habitation. Ainsi, si 78 % des femmes indiquent la proximité des parents ou amis comme faisant partie de l'une des trois caractéristiques importantes du quartier d'habitation, ce n'est le cas que de 55 % des hommes. Et 78 % des femmes l'indiquent comme qualité effective contre 70 % des hommes.

Ainsi, la proximité n'est pas une priorité dans les représentations masculines. Le centre des représentations n'est pas le quartier mais le logement lui-même. Leur connaissance de l'espace urbain les a amenés à répondre plus largement aux questions posées. Cette représentation "élargie" de la ville par rapport aux femmes est confirmée par une mobilité quotidienne moins restreinte au seul quartier d'habitation.

²⁰ Dans cette étude sur le genre et par la suite, l'analyse de la cartographie socio-économique se fera comme suit : pour chaque groupe nous observons le profil de chaque zone précédemment identifiée. Par exemple : la zone riche est-elle également qualifiée de riche, ou les individus lui attribuent-ils d'autres qualités ? Une analyse plus poussée aurait nécessité de recommencer, pour chaque groupe d'individus, le dépouillement des réponses et une analyse factorielle afin d'obtenir une nouvelle carte. Cette méthode très lourde ne nous a pas été permise par manque de temps.



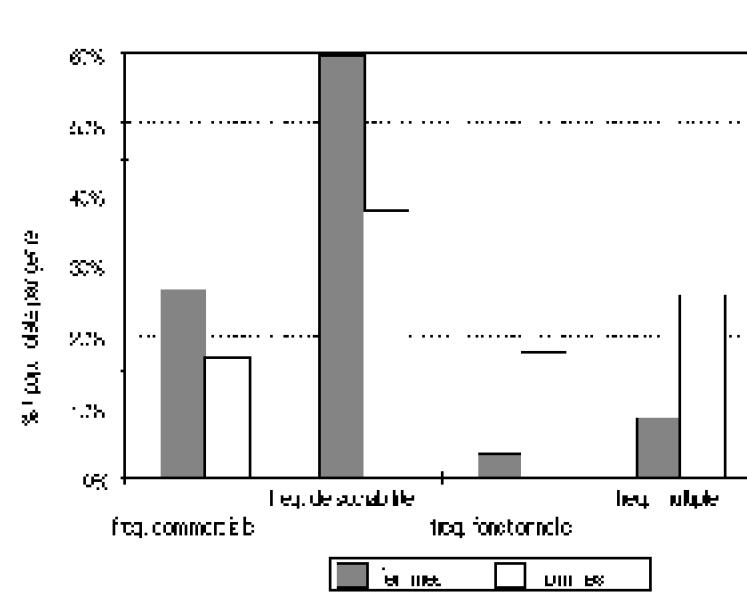
Projection de la variable illustrative « score » sur les axes des analyses factorielles des correspondances relatives aux caractéristiques d'un quartier d'habitation, axes 1-2¹

I - 2 : Une mobilité quotidienne masculine moins restreinte spatialement

La mobilité quotidienne sera ici étudiée sous deux angles. Tout d'abord, les écarts entre les types de fréquentation déclarée du centre-ville sont ici intéressants, même si, en ce qui concerne sa localisation, les hommes et les femmes ont répondu de façon équivalente. Ensuite, les données générales sur la mobilité de la veille de l'enquête montrent, elles aussi, des écarts en termes de motifs, de lieux et de niveau de mobilité entre les genres.

Seuls 4 % des hommes n'ont pas du tout répondu à la question sur la localisation du centre-ville contre près de 16 % des femmes. De plus, tous les hommes disent y aller alors que ce n'est le cas que des deux tiers des femmes. Donc, les hommes en ont une meilleure connaissance. De plus les fréquentations en sont elles-mêmes différentes. Les hommes y vont pour des raisons plus fonctionnelles et multiples (graphe 4-3) car ils y trouvent à la fois un lieu pour exercer leur activité, pour rencontrer des amis et pour

effectuer des démarches. Les causes principales sont ici sociales : ils travaillent plus que les femmes et hors de leur quartier, ils contribuent moins aux tâches ménagères et exercent leur sociabilité plus à l'extérieur du quartier.



C'est en effet ce que montre l'étude de leur mobilité quotidienne. Un tiers seulement des déplacements masculins s'effectue à l'intérieur du quartier d'habitation contre la moitié des déplacements féminins. En fait, ce sont leurs déplacements pour le travail ou pour des motifs de sociabilité qui sont relativement diversifiés en termes de lieux (tableau 4-2). Ainsi, la moitié des déplacements féminins de sociabilité sont internes contre 38 % des masculins. De même, 30 % des déplacements des femmes pour le travail se font à l'intérieur du quartier contre 15 % de ceux des hommes.

Localisation Motif		Interne	Limitrophe	Radiale	Eclatée	Autre	Total
Sociabilité	hommes	38	12	17	23	10	100
	femmes	50	10	12	24	4	100
	pop. tot.	44	11	14	24	7	100
Travail	hommes	15	14	26	34	11	100
	femmes	30	14	23	29	4	100
	pop. tot.	19	14	25	33	9	100
Vie quotidienne	hommes	67	6	10	9	8	100
	femmes	70	11	11	6	2	100
	pop. tot.	68	8	10	8	6	100

Note : % par rapport au total des déplacements pour chaque motif

Si la vie quotidienne se déroule pour les hommes dans le quartier, c'est qu'elle est essentiellement composée des sorties pour la prière à la mosquée la plus proche, au moins une fois par jour puisque la religion motive 65 % de leurs déplacements pour vie quotidienne, soit 1,4 déplacements en moyenne par jour et par personne. Il ne faut cependant pas oublier qu'aller à la mosquée permet d'entretenir de façon informelle ses réseaux de relations et qu'elle est donc partie prenante de la sociabilité des hommes (Sountalma, 1991).

En conclusion, les hommes ont une relation plus étendue avec l'espace urbain que les femmes. De par leur travail, ils sont amenés à s'y déplacer, ils ont aussi l'opportunité de tisser des relations dans différents quartiers. Cette pluralité des pôles urbains attractifs est illustrée en partie par l'attrait pour le centre-ville qui est à la fois un lieu d'activités professionnelles, de loisirs et de commerces. Le quartier garde cependant son importance sociale par le biais des fréquentations quotidiennes des mosquées, lieu de prière et de rencontres. Ainsi, les hommes répondent plus largement aux questions posées, ils ont une connaissance plus grande de la ville. Le quartier devient non plus un lieu privilégié de vie mais plutôt un espace de transit. Il faut aussi signaler que le travail leur donne une indépendance financière leur permettant d'avoir accès à des modes individuels de déplacements (95 % des femmes sont des captives contre 57 % des hommes). Ils sont donc plus autonomes, plus indépendants. D'ailleurs, en semaine, 54 % des déplacements des femmes en moto ou en voiture sont effectués en tant que passager, contre seulement 7 % de ceux des hommes. Les femmes sont, en revanche, plus exigeantes sur le quartier d'habitation où se déroule la plupart de leurs activités.

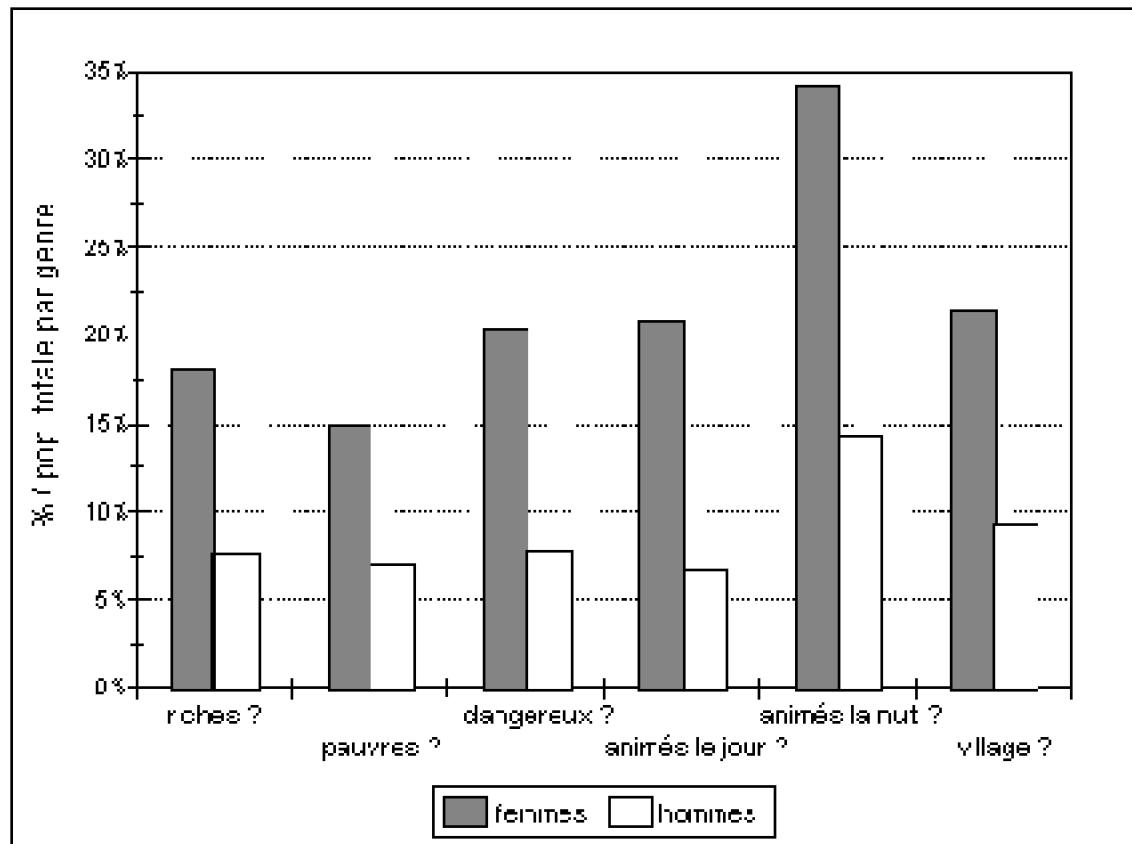
II - Des espaces féminins plus centrés sur le quartier d'habitation

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, les femmes sont individuellement plus pauvres que les hommes et elles occupent des emplois plus précaires, notamment dans le commerce. La localisation de leur activité professionnelle se situe généralement au domicile ou dans sa proximité. Leurs revenus dépassent rarement 100 000 FCFA par mois. D'ailleurs, 65 % d'entre elles sont inactives. En effet, les 726 femmes étudiées sont généralement des épouses, 16 % seulement étant des chefs de ménage. Plus d'un quart des femmes fait partie d'un ménage polygame, soit un tiers des femmes mariées, taux qui semble inférieur à d'autres pays du Sahel comme le Mali ou le Burkina Faso (Antoine, 1998). Cette répartition des rôles et des activités implique des pratiques et des représentations spatiales différentes de celles des hommes.

II - 1 : Des représentations plus centrées sur le quartier d'habitation

Concernant les représentations de la ville de Niamey, l'analyse montre que les femmes répondent globalement moins que les hommes. Aux questions relatives au zonage socio-économique, près de 20 % d'entre elles ne donnent aucune réponse, alors que ce taux est en moyenne de 10 % pour les hommes (graphe 4-4). De plus, plus d'un tiers des femmes a répondu " Ne sait pas " à la question des quartiers animés la nuit, alors que ce n'est le cas que de 14 % des hommes. Les raisons en sont en partie sociales : il n'est pas

bien vu, traditionnellement, qu'une femme sorte la nuit et qu'elle connaisse les lieux de distraction. Donc, une non réponse peut être le résultat à la fois d'une méconnaissance de la ville et d'une norme sociale imposée. Dans tous les cas, une femme ne doit ou ne peut pas connaître l'ensemble des espaces urbains.



Les représentations féminines du quartier d'habitation (graphes 4-1 et 4-2) sont plus tournées vers la qualité de vie à l'intérieur de celui-ci, de façon concrète, et en ont une représentation plus "villageoise" que les hommes. Se référant à leur appartenance à un groupe social, la notion de proximité va être plus importante pour elles que pour les hommes. Cette opposition hommes individualistes / femmes socialisantes (de façon artificiellement caricaturale évidemment) est une observation faite par Lorenzi-Cioldi (1988) même si le contexte culturel occidental est différent : "*[...] la féminité qui [...] reste prise dans un réseau de relations sociales, s'accorde davantage avec la définition des groupes dominés*" (Lorenzi-Cioldi, 1988, p. 47).

Ces différences de rapport au quartier entre les hommes et les femmes s'expliquent à la fois par les taux d'activité et par la localisation du lieu de travail. Les femmes travaillent moins et lorsqu'elles occupent un emploi, c'est souvent dans leur quartier, ce qui expliquerait une représentation villageoise de leur environnement qui concentre sur un espace réduit la plupart de leurs activités journalières. Enfin, leur représentation socialisante est due en partie à leur dépendance financière qui les rend captives, non seulement de leur ménage mais aussi d'un environnement qu'elles vont tenter de rendre sécurisant. C'est cet effort, qu'avait étudié Sidikou (1980), qui poussait les femmes à être plus sensibles aux avantages qu'il avait appelés "psychologiques" du quartier (il s'agit

essentiellement du sentiment de sécurité en fait) ainsi qu'à l'environnement social.

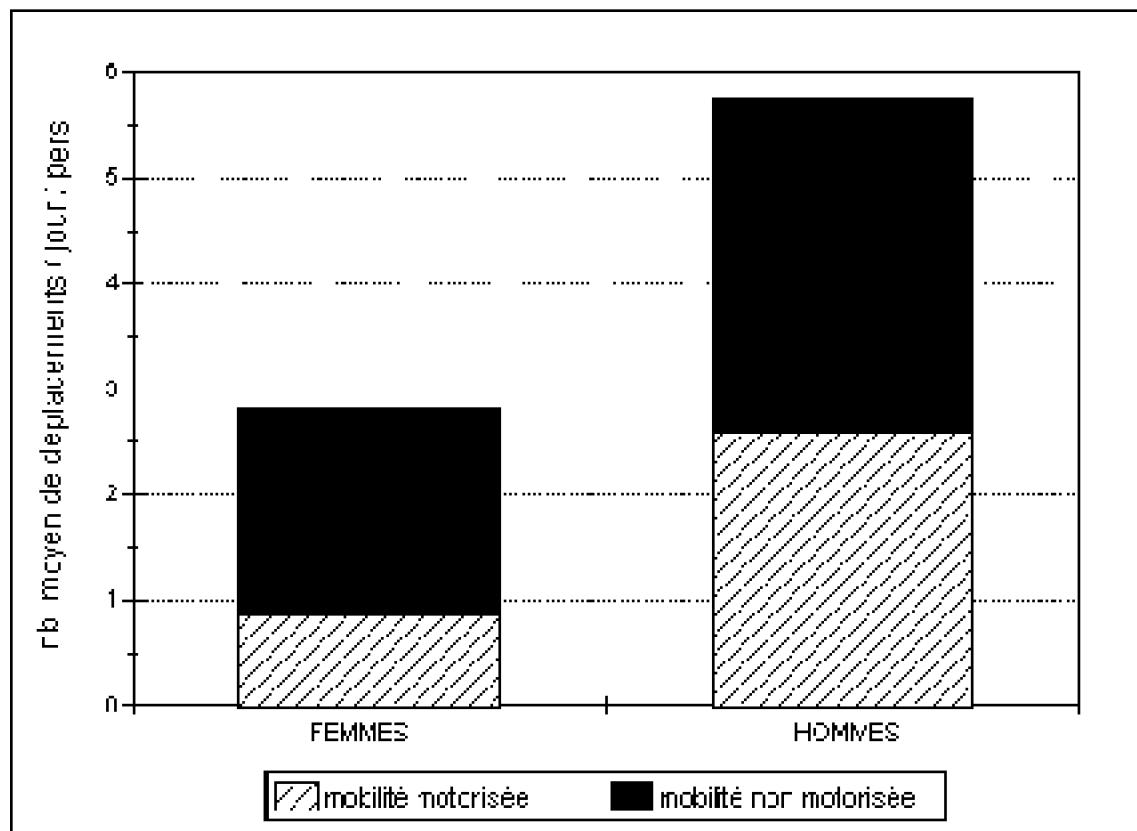
Enfin, le fait que le quartier d'habitation, plus que le logement, plus que les autres espaces urbains, a beaucoup d'importance dans les représentations spatiales féminines comparativement aux masculines, ne peut être dissocié d'une mobilité quotidienne des femmes essentiellement restreinte à cet espace.

II - 2 : Le quartier d'habitation, un pôle d'activités plus important que pour les hommes

Globalement, les femmes se déplacent moins que les hommes puisque leur niveau de mobilité est presque deux fois inférieur. De plus, près de 20 % d'entre elles ont déclaré n'avoir pas quitté leur domicile la veille, en semaine. Même si nous ne pouvons pas en déduire le taux de femmes ne quittant jamais leur foyer, il apparaît ici que les femmes fréquentent moins l'espace hors de leur logement que les hommes.

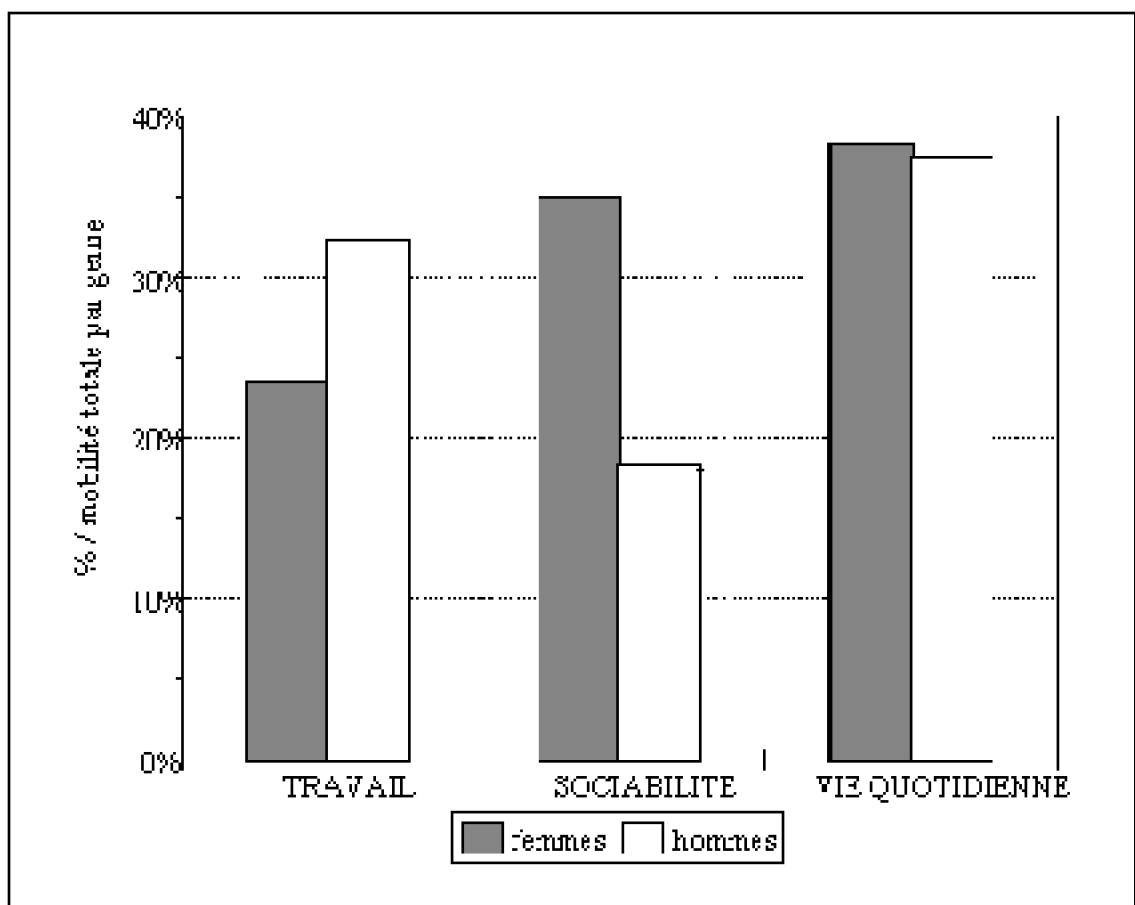
Corrélativement, ainsi que nous l'avons vu dans l'étude sur les hommes, les femmes connaissent moins bien le centre-ville et l'appréhendent différemment que les hommes : les fréquentations, du fait du partage des rôles sociaux et des fonctions professionnelles, sont contrastées (graphe 4-3). Les femmes, moins actives, y vont soit uniquement pour y effectuer des achats, soit pour des raisons de sociabilité et commerciales. Or ce sont des activités également réalisables, en partie au moins, dans le quartier d'habitation.

Ainsi, les déplacements pour motifs de sociabilité et de travail s'effectuent principalement dans le quartier d'habitation (tableau 4-2). Sidikou (1980) déclarait déjà que les femmes ont un espace de parenté et d'amitié moins étendu que celui des hommes. Gibbal le notait déjà en 1988 au Mali. Selon lui, pour des raisons essentiellement de non accès aux modes mécanisés de transport, les femmes "*ont des relations quotidiennes et fonctionnelles, avec les femmes de concessions mitoyennes de la leur, ou bien des relations basées sur des affinités plus profondes avec des amies, habitant des demeures éloignées mais toujours inscrites dans le périmètre du quartier*" (Gibbal, 1988, p. 318). De fait, elles n'ont pas accès aux modes mécanisés et se déplacent plus à pied que les hommes qui utilisent la moto ou la voiture (graphe 4-5).



Note : la mobilité motorisée comptabilise les déplacements effectués en voiture, en moto ou en transports en commun.

L'importance du quartier d'habitation est également imputable aux motivations des sorties féminines (graphe 4-6). En effet, si les femmes se déplacent autant que les hommes pour la vie quotidienne, c'est en raison d'achats à faire pour l'entretien du ménage qui représentent 70 % des déplacements pour ce motif. Or les marchés de quartier sont fréquents et évitent aux femmes de trop longues distances. De plus, la sociabilité est plus importante pour elles que pour les hommes et la moitié des déplacements pour ce motif s'effectue dans le quartier d'habitation, ce qui indique un réseau de relations concentré dans la proximité du logement.



Note : la somme des motifs par genre ne fait pas ici 100 % car ne sont pas représentés les déplacements de type secondaire (sans extrémité au domicile).

En termes de mobilité urbaine quotidienne, ces résultats ne font que confirmer les nombreux travaux mettant déjà en évidence le rôle du genre. Ainsi, par exemple, une étude sur Bamako et Ouagadougou montrait que les hommes se déplacent plus et plus loin que les femmes, et que les femmes utilisent peu de modes mécanisés (Diaz Olvera et alii, [1], 1998). De même Godard ([1], 1997) écrivait, dans un contexte de pays en voie de développement, “**Dans la plupart des sociétés, les femmes se déplacent moins que les hommes étant davantage contraintes par les normes sociales à réaliser des activités ménagères à domicile**” (Godard, [1], 1997, p. 137).

L'espace fréquenté des femmes est donc généralement le quartier d'habitation. Parce qu'elles n'ont pas d'emploi ou parce qu'elles exercent le métier de petites commerçantes dans leur quartier, elles n'ont ni les raisons, ni les moyens de le quitter. 20 % ne sont pas sorties du domicile la veille et plus de la moitié de leurs déplacements est interne au quartier d'habitation. D'ailleurs 70 % de leurs déplacements en semaine se font à pied, ce qui réduit l'espace accessible. Elles connaissent donc mal la ville et elles ont plus de mal que les hommes à répondre aux questions sur les représentations de la ville et du centre-ville. Cependant, lorsqu'elles répondent, leurs indications sont équivalentes à celles des hommes. Il leur arrive de fréquenter le centre, notamment du fait de la présence des deux grands marchés et elles empruntent dans ce cas les transports en

commun (bus ou taxi-ville). Ce repli des activités sur le quartier d'habitation lui donne une valeur particulière : les femmes sont plus sensibles à la proximité des services, des amis et des parents. Le quartier remplit alors des fonctions sociales, fonctionnelles et affectives puisqu'elles y sont plus ancrées que les hommes. Ce résultat rejoint les observations de Sansot qui, en parlant d'un contexte urbain occidental, écrit " On peut dire que ce sont surtout les femmes qui font exister le quartier. En allant chercher leurs enfants, en multipliant les contacts durant les courses qu'elles exécutent, elles relient entre eux des points voisins mais distincts qui, sans elles ne formeraient pas un espace cohérent " (Sansot, 1996, p. 261-262).

Les différences entre les hommes et les femmes, si elles sont importantes, doivent cependant laisser place à une analyse plus nuancée. Tout d'abord, il existe des effets d'âge ou de génération : les femmes fréquentent plus largement l'école qu'auparavant, elles ont plus accès au marché de l'emploi. Les hommes les plus âgés ont eux aussi réduit leur espace pratiqué au quartier d'habitation. Ensuite, la richesse influe sur les modes de déplacements et donc sur les espaces parcourus et connus. Au-delà des écarts entre les genres, nous allons donc maintenant étudier l'influence de ces critères (âge, activité et revenus) sur les caractéristiques socio-économiques, les représentations et les pratiques spatiales des individus. Mais, l'analyse ci-dessus et celle à laquelle nous allons procéder montrent que nous ne pouvons séparer le genre des autres déterminants. Que ce soit à âge égal ou à revenu individuel équivalent par exemple, le partage des rôles est tel que ni la mobilité, ni les représentations spatiales ne sont comparables. Cette hypothèse, déjà fortement confortée par les différences exposées plus haut, sera largement renforcée par la suite.

Section 2 : Génération, cycle de vie et espaces

L'indicateur " âge " est ambigu : il reflète à la fois des effets de génération, parce que Niamey et les modes de vie ont beaucoup évolué en quelques années, et des effets de cycle de vie, parce que l'expérience de l'individu évolue elle-même au cours de la vie. Il est difficile de faire la part des choses du fait de la transformation en moins de 25 ans de l'environnement urbain et social (extension de la ville, généralisation de l'instruction scolaire entre autres). Par exemple, on constate que le type de quartier habité en fonction de l'âge est lié à des effets de génération avant que de l'être à des effets de cycles de vie. Les plus âgés habitent plus largement dans le centre et dans les périphéries lointaines. Le premier type correspond au vieux Niamey, maintenant congestionné et non accessible aux nouveaux arrivants, le deuxième rassemble en partie les anciens villages de la périphérie maintenant rattachés à la capitale. Quoiqu'il en soit, les différences observées ici montrent bien l'importance du cycle de vie dans les relations hommes - espace. D'ailleurs, l'âge est aussi un déterminant remarqué dans les études sur la mobilité. Dans le contexte ouest africain, Diaz Olvera et alii ([1], 1998) remarquent qu'avec l'âge, on observe une chute de la mobilité due au vieillissement et à la baisse de l'activité professionnelle. Ce facteur fait aussi partie des déterminants importants répertoriés par

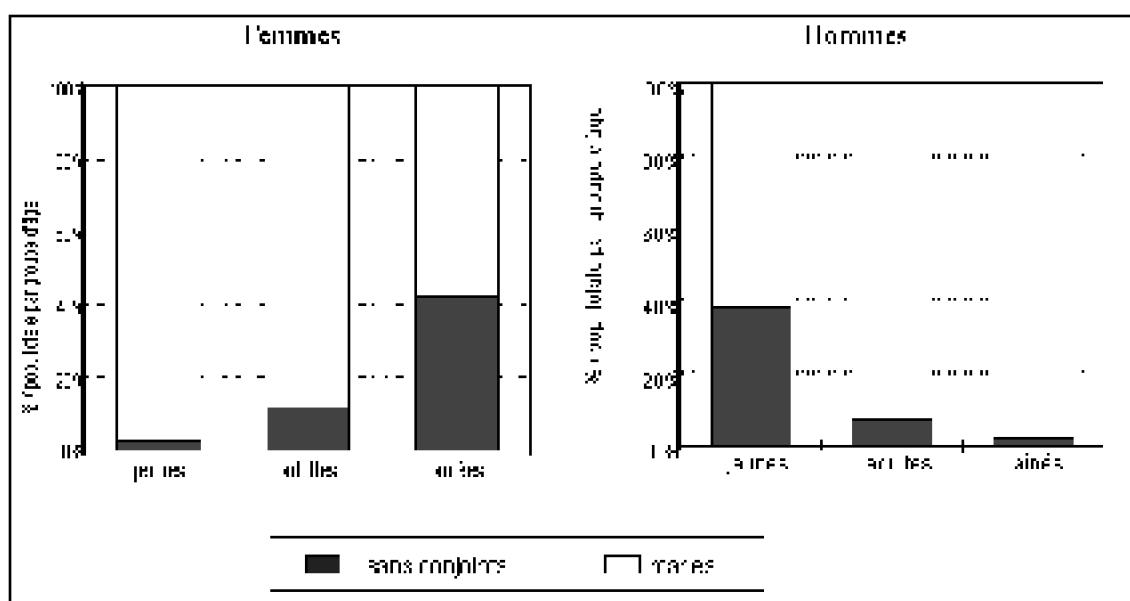
Godard ([1], 1997). Nos résultats sont comparables à ceux obtenus par ces auteurs.

I - Les aînés et le retour sur le quartier

Nous avons vu précédemment que l'activité professionnelle est l'une des premières causes de sortie du quartier d'habitation pour les hommes. Avec l'âge, les foyers se stabilisent, l'activité professionnelle diminue et l'espace pratiqué se resserre sur le quartier d'habitation, impliquant de fait une transformation des représentations et des pratiques spatiales.

I - 1 : Age, ménage et activité

Les jeunes hommes se mariant tard, ils sont célibataires à 39 %, tandis que 98 % des plus de 50 ans sont mariés (graphe 4-7).



Autre caractéristique liée au cycle de vie : avec l'âge, le taux de propriétaires augmente. Cette évolution est plus frappante chez les hommes que chez les femmes car ces dernières peuvent avoir épousé, jeunes, un homme plus âgé déjà propriétaire, surtout si elles appartiennent à un ménage polygame. En revanche, les hommes jeunes sont tout d'abord hébergés gratuitement par un parent ou un employeur ou sont locataires, selon les opportunités qui leur sont offertes lorsqu'ils quittent le foyer parental. Une ambition claire est de devenir propriétaire, que ce soit pour des raisons de sécurité ou de famille, et les deux tiers des aînés le sont.

Enfin, plus les individus sont jeunes, plus leur niveau d'études est élevé (tableau 4-3). Cette meilleure scolarisation, associée au fait que les hommes âgés sont moins actifs, implique des différences de revenus individuels : si 63 % des aînés actifs sont pauvres, seuls 39 % des jeunes le sont.

		Sans études	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Femmes	jeunes	38	32	27	3	100
	adultes	66	15	13	6	100
	aînées	87	7	4	2	100
Hommes	jeunes	22	16	42	20	100
	adultes	35	19	20	25	100
	aînés	70	12	11	7	100

Note : % en ligne

Des jeunes actifs habitant des logements provisoires, des adultes commençant à s'installer plus durablement dans leur foyer, des aînés plus fréquemment retraités dans les vieux quartiers centraux : trois âges, trois étapes du cycle de vie qui préfigurent des représentations et des pratiques spatiales distinctes.

I - 2 : Du jeune individualiste à l'aîné socialisant

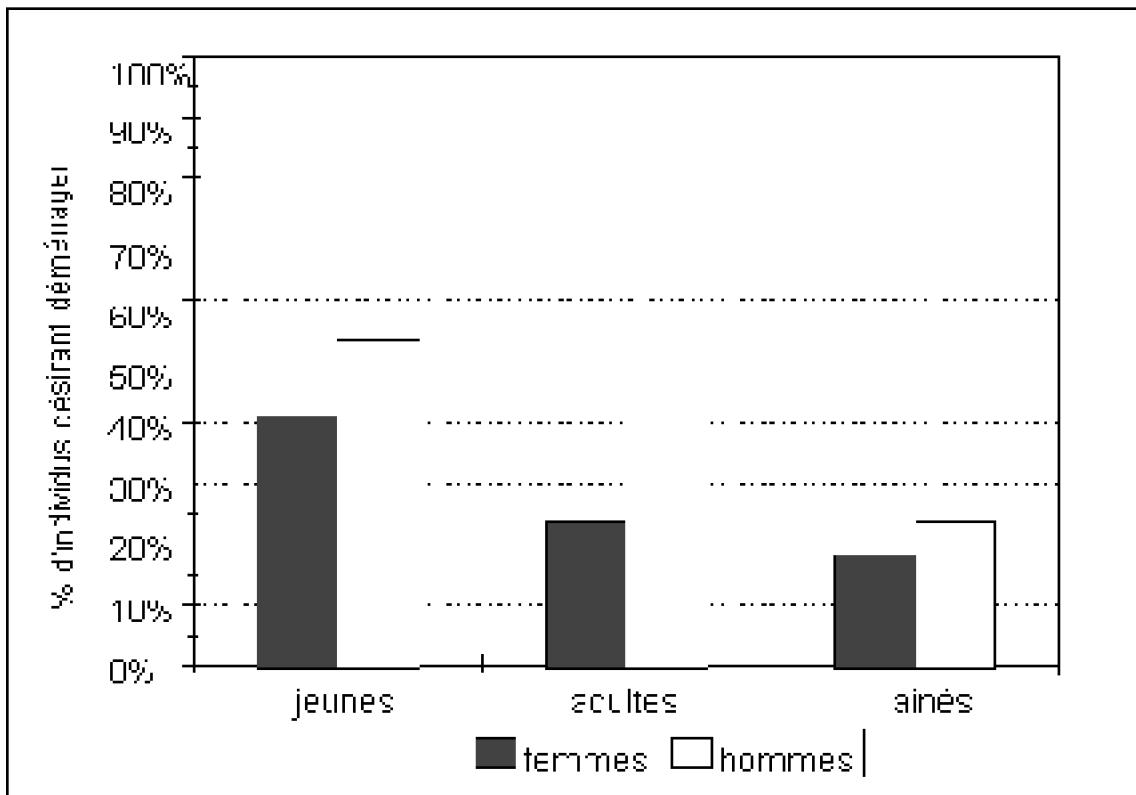
Le repli des représentations des aînés sur le quartier d'habitation s'observe tout d'abord sur la ville, notamment au niveau de la perception des zones animées et des zones dangereuses et pauvres. En effet, pour les hommes âgés, les quartiers plus animés le jour que la nuit perdent leur caractère d'animation de nuit, sans que celui d'animation diurne en soit renforcé. En fait, avec l'âge, les individus se déplacent moins la nuit, les rencontres se font plus au domicile ou dans des mosquées que dans des bars et l'animation nocturne est restreinte à quelques lieux. Il faut noter aussi que ce sont eux qui citent plus le marché de nuit de Yantala. Ils se rapprochent en ce sens d'une cartographie "féminine" de la ville, même si leur mobilité quotidienne reste plus élevée que celle des femmes.

L'attachement au quartier est nettement plus profond pour les plus âgés car le développement d'un sentiment de familiarité et de sécurité avec l'environnement est proportionnel avec le nombre d'années passées au sein du quartier. Or ce dernier est corrélé fortement avec l'âge, tant chez les femmes que chez les hommes (tableau 4-4). De plus, l'ancre dans le quartier s'est fait par l'acquisition à la propriété comme nous l'avons vu pour les hommes et femmes âgés.

		Nombre d'années dans le quartier
Femmes	jeunes	5
	adultes	13
	aînées	24
Hommes	jeunes	7
	adultes	11
	aînés	24

Ainsi, autre indice d'enracinement, le désir de déménager est proportionnel à l'âge (graphe 4-8) : plus l'individu est âgé, moins il désire partir, quel que soit son sexe. De

plus, si les aînés sont peu attirés par les quartiers riches, c'est à l'avantage des périphéries et non du centre, peut-être parce que leur priorité est d'abord l'accès à la propriété ou à un voisinage connu et non à des services commerciaux. Dans tous les cas, les quartiers riches ne correspondent pas à leurs attentes.

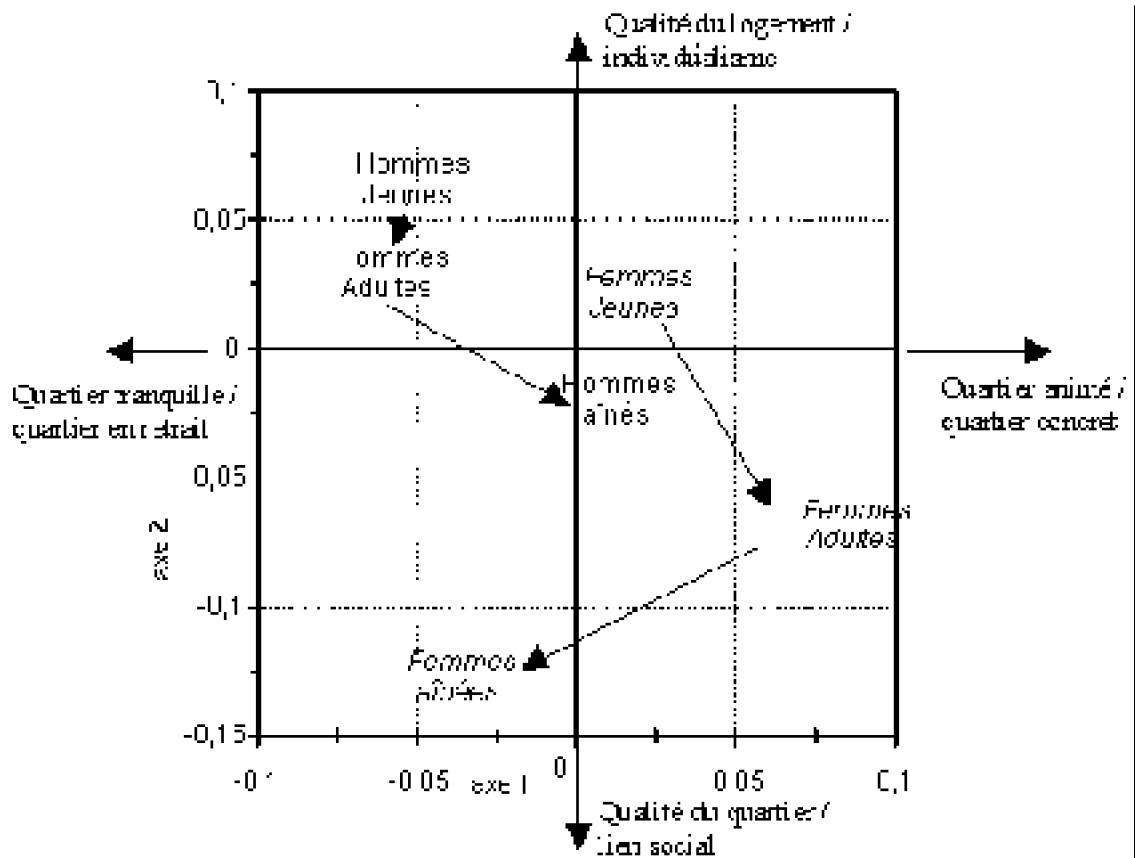


Cet ancrage se traduit également dans leur représentation du quartier d'habitation. L'influence de l'âge est marquée, dans tous les cas, par un repli affectif sur le quartier et les relations de voisinage, ce qui accentue l'importance donnée à la proximité des parents et amis (graphe 4-9). Du fait du fort taux d'activité à tout âge, l'importance de la localisation de l'activité professionnelle par rapport au lieu d'habitat dépend peu de l'âge.

En termes de représentations, les différences entre les hommes jeunes et adultes sont moins fortes que pour leurs semblables féminins car ils travaillent tous et n'ont pas largement accédé à la propriété de leur logement. Indépendants, les hommes jeunes et adultes font partie des individus dominants. La proximité du lieu de travail, le coût du logement et le raccordement aux réseaux sont importants pour eux. Cette observation avait déjà été faite par Sidikou (1980) qui indiquait que les difficultés majeures pour les 30-40 ans étaient liées à l'éloignement et à l'insuffisance des équipements. Ils sont moins préoccupés que leurs aînés de l'environnement de leur concession, qu'ils souhaitent plutôt calme.

Pour les hommes âgés, nous observons un repli relatif sur l'habitation. Ils sont plus soucieux de son animation et, mais dans une moindre mesure, des liens sociaux de proximité. En ce sens, l'importance de la proximité des relations et des commerces est plus marquée tandis qu'ils ne citent pas le calme et la sécurité dans leur quartier,

peut-être parce que, par rapport aux aînées, ils sont moins dépendants de leur quartier. Ils se réfèrent plus à la collectivité, au groupe que leurs cadets. Effet d'âge ou de génération, ils lui donnent plus d'importance, sans doute aussi parce que les espaces fréquentés sont plus proches de leur logement que pour les jeunes ou les adultes.

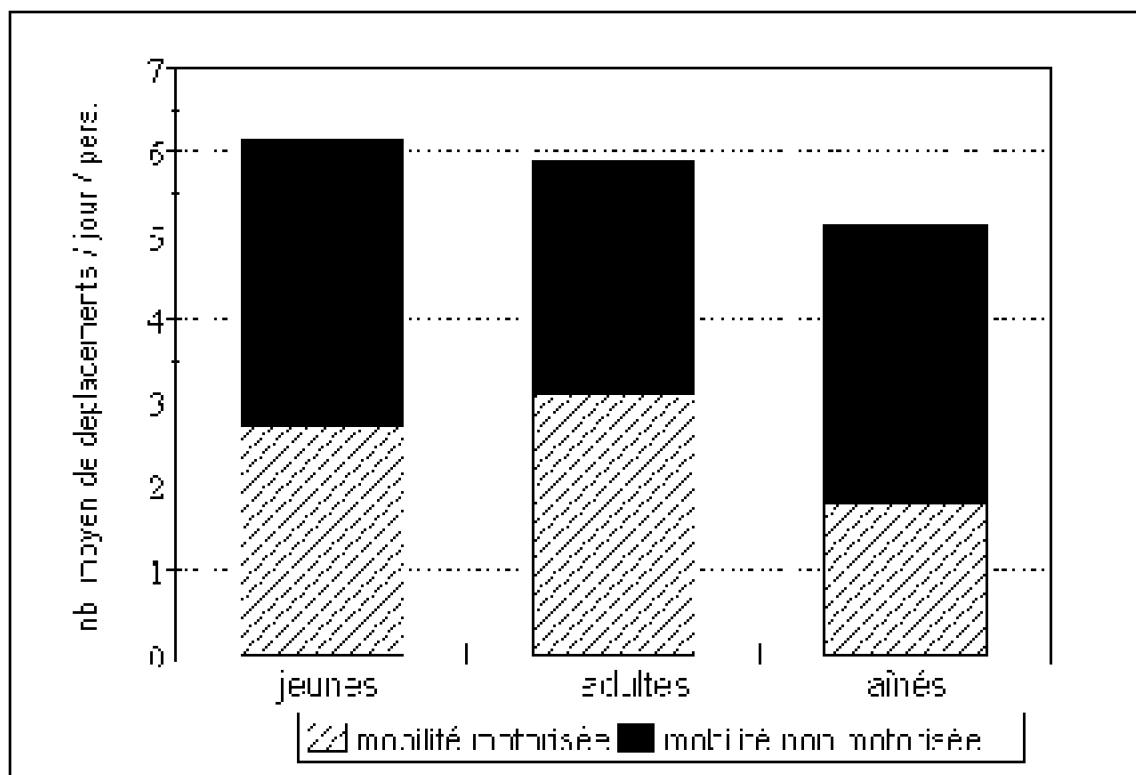


I - 3 : De la ville au quartier

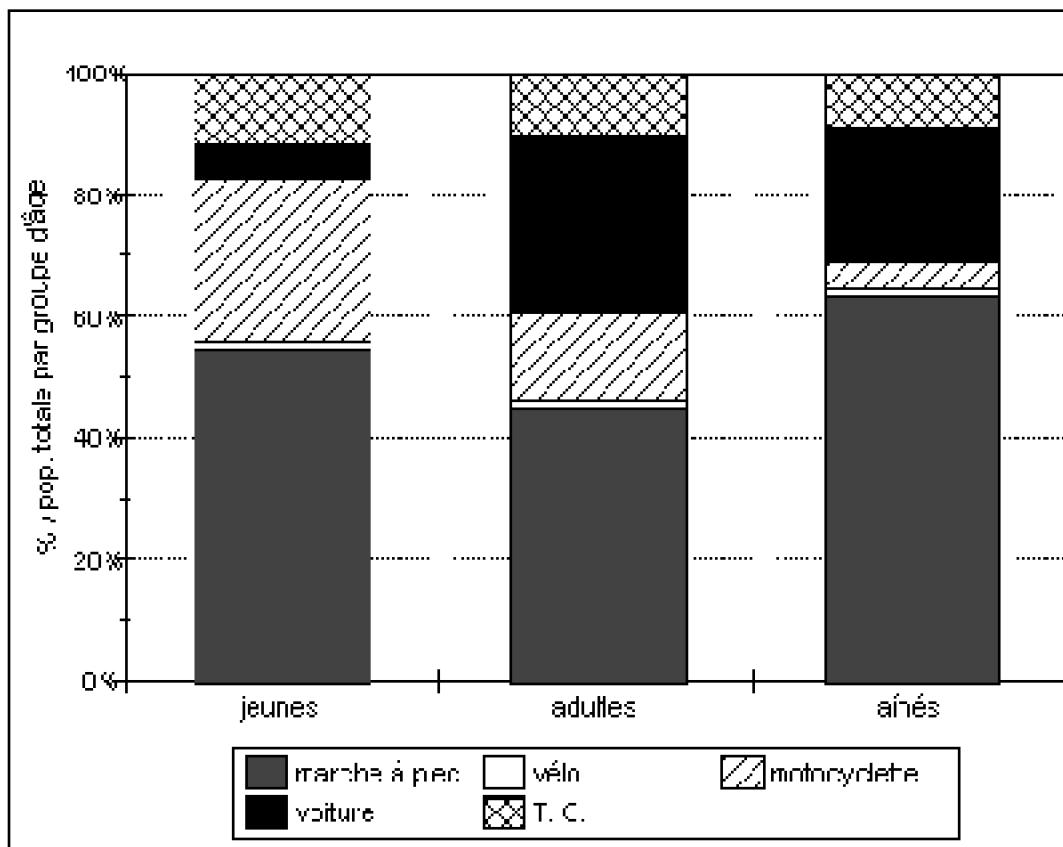
C'est la mobilité quotidienne qui donne la meilleure illustration des effets de l'âge sur les espaces vécus.

Tout d'abord, ce sont les aînés qui indiquent le plus, en tant que centre-ville, des quartiers en dehors du centre prédéfini, au détriment du Petit Marché ou de Maourey qui sont pourtant de vieux quartiers de Niamey. D'ailleurs, ils déclarent le fréquenter moins que les adultes ou que les jeunes, ce qui expliquerait ces approximations. Les fréquentations se modifient aussi avec l'âge. Pour les hommes, comme l'âge s'accompagne d'une baisse de l'activité professionnelle, les plus âgés transforment une fréquentation à motifs multiples en une fréquentation à raison de sociabilité uniquement.

Ensuite, les jeunes et les adultes se déplacent plus que leurs aînés, et leur mobilité motorisée est proportionnellement plus élevée (graphe 4-10). Il faut noter que l'on n'observe pas d'augmentation avec l'âge du taux de personnes ne s'étant pas déplacées la veille de l'enquête. Les aînés se déplacent donc moins et moins loin que les jeunes et les adultes, corrélativement au fait qu'ils utilisent moins les modes motorisés.



De plus, les jeunes et les adultes n'utilisent pas les mêmes modes de déplacements : plus d'un quart des déplacements des premiers se déroule en deux-roues moteur, alors que près d'un tiers des déplacements des seconds est réalisé en voiture particulière (graphique 4-11). L'accession à une voiture ne se fait donc pas dès la prise d'indépendance et les jeunes achètent d'abord un deux-roues moteur. Cette hiérarchie est essentiellement justifiée par des revenus ou des économies qui s'accroissent.



La marche à pied est donc un mode plus employé par les aînés au détriment des modes motorisés. Cette modification est en partie due à un changement des motifs de déplacements. Plus âgés, ils sont moins nombreux à travailler, la moitié de leurs déplacements se fait pour des raisons religieuses et un quart pour le travail alors que ce dernier motive plus d'un tiers des déplacements des jeunes et des adultes, le reste se répartissant entre la sociabilité et la vie quotidienne. Pour les mêmes raisons les déplacements des individus âgés se déroulent plus à l'intérieur de leur quartier d'habitation, ce qui explique l'importance accrue de la marche à pied.

Les motifs des déplacements internes au quartier changent également avec l'âge. L'importance du travail et de la sociabilité décroît alors que les déplacements pour des motifs religieux sont de plus en plus nombreux. Car les aînés, recevant plus de visites qu'ils n'en donnent, sortent essentiellement pour aller à la mosquée (les trois quarts de leur déplacements internes se réalisent pour ce motif), ce qui correspond à l'entretien d'une certaine sociabilité sur cette place qui est un lieu privilégié de rencontres. Notons aussi que les jeunes sont les seuls à se déplacer en mode motorisé dans leur quartier (en voiture ou en moto), ce qui est sans doute dû à une volonté de montrer une relative réussite.

Pour les hommes, l'âge modifie donc les caractéristiques générales des rapports à l'espace :

- les jeunes viennent de prendre leur indépendance et généralement n'ont pas construit de famille avec des enfants. Ils se déplacent beaucoup dans toute la ville, en

moto ou en voiture selon leurs ressources ; l'emploi du mode motorisé correspond à une volonté de montrer cette indépendance financière puisqu'ils l'utilisent même dans leur quartier. Ce désir ostentatoire d'asseoir une respectabilité sociale s'accompagne d'une volonté d'acquérir un logement et d'y avoir un confort moderne. Ils expriment de fait des attentes de type urbaines vis-à-vis de leur quartier d'habitation et sont soucieux de leur proximité au lieu de travail, ce qui dénote un relatif individualisme. La sociabilité est une activité importante puisqu'elle motive un quart de leurs déplacements, plus que pour les individus plus âgés.

- les adultes ont une famille et des enfants. D'ailleurs, c'est dans ce groupe que l'on trouve la plus forte part d'accompagnement dans les motifs de déplacement. Ils vont moins se déplacer et utiliser plus largement une voiture, qui sert, comme pour les jeunes, de richesse affichée mais reste utile pour aller exercer un emploi hors du quartier. Le travail est en effet le principal motif de déplacement. Ils se déplacent ainsi peu dans leur quartier d'habitation et circulent dans toute la ville. Leurs représentations de la ville et de leur quartier restent semblables à celle des jeunes ;
- : - avec l'âge, le taux d'activité professionnelle des hommes baisse au profit des déplacements pour motifs de sociabilité par le biais des sorties religieuses. Le quartier est mieux connu et c'est là que se déroule la plupart des activités. Ils y sont enracinés et ne veulent plus déménager. Comme ils s'y déplacent plus que les aînées, ils continuent à réclamer dans leur quartier des avantages liés à la proximité des amis et des services.

Globalement, du fait de l'explosion urbaine, l'appréhension générale de la ville baisse au profit d'un centrage de l'espace familial sur le quartier. Ce repli résulte à la fois d'un effet d'âge (comme nous avons pu le voir) et d'un effet de génération. En effet, comme le note Sansot (1996), dans un contexte occidental, " Lorsque les villes grandirent d'une façon inquiétante, l'homme éprouva la nostalgie physiologique, sentimentale du village et le quartier repréSENTA une maintenance du village, un de ces lieux où l'on a encore prise sur l'espace, où l'on possède une place assignée avant toute convention ou toute initiative " (Sansot, 1996, p. 263). Car la maîtrise de l'espace doit être à la fois géographique et temporelle et l'accès aux modes mécanisés en est une condition. Or les aînés se déplacent à pied, dans leur quartier, le reste de la ville est un endroit vague. Nous pouvons comparer ce résultat à ceux obtenus sur les femmes, qui, pour des raisons différentes, deviennent de plus en plus attachées affectivement avec l'âge à leur environnement proche.

II - Des femmes dans leur quartier à tout âge

De même que pour les hommes, l'âge modifie les activités et la composition des ménages. Mais pour les femmes son influence sera plus sociale que professionnelle puisqu'elles sont encore rares à exercer un emploi.

Les femmes se mariant tôt, les jeunes sont presque toutes mariées (rappelons ici que nous n'étudions que les chefs de ménage et les épouses). Les veuves, les divorcées

n'apparaissent que plus tard (42 % des femmes de plus de 50 ans sont sans conjoint). Cette transformation ne s'accompagne pas d'une diminution de la taille du ménage car elles gardent généralement leurs enfants avec elles, ou habitent avec des soeurs ou des parents également sans conjoints. Ceci est aussi dû au fait que les aînées appartiennent plus à des ménages polygames que les autres : près de la moitié des femmes mariées de plus de 50 ans appartient à un ménage polygame alors que ce n'est le cas que d'un quart des jeunes femmes mariées.

De plus, pratiquement aucune femme de plus de 50 ans n'a été à l'école alors que ce n'est le cas que de 38 % des jeunes (tableau 4-3). Et, à l'inverse, plus d'un quart des jeunes a atteint un niveau supérieur. Ce changement pourrait avoir des répercussions au niveau des revenus individuels, les plus jeunes ayant accès à des emplois de fonctionnaires, mieux rémunérés et plus stables, les plus âgés assurant leurs propres besoins à l'aide, si nécessaire, de petits commerces. En fait, le travail des femmes est encore peu répandu, du fait sans doute de la crise économique traversée par le pays : 27 % des jeunes sont des actives, contre près de la moitié des adultes et un tiers des aînées. Notons cependant que les actives jeunes gagnent plus que les actives les plus âgées, du fait sans doute de leur scolarisation plus poussée. En conséquence, les différences observées entre les trois groupes d'âge sont d'un autre ordre que pour les hommes.

II - 1 : Des écarts entre les référents sociaux

De même que pour les hommes, la zone animée la nuit plus que le jour perd, pour les aînées, son caractère d'animation de nuit mais renforce son statut de zone riche ou pauvre selon les cas. D'ailleurs, en termes de lieux, les adultes citent plus que les jeunes des lieux tels que le cinéma Soni et les cases de Route Filingué au détriment de centres de distraction tels que le cinéma Zabarkan et le C. C. O. G. : les individus se réfèrent toujours, à propos de la ville, à ce qu'ils ont connu dans le passé.

En outre, plus le groupe d'individus est âgé, moins il indique un nombre important de quartiers différents par réponse. A cela, nous pouvons supposer une explication liée à un effet de génération. Les aînées peuvent moins connaître la ville, elles indiquent moins de quartiers car, en fait, elles les ignorent. Cette hypothèse est confirmée par le fait que ce sont elles qui répondent le moins aux questions posées (par exemple un quart ne répond pas à la question sur l'animation de jour contre 16 % des jeunes et 21 % des adultes seulement) et que le nombre moyen de quartiers indiqués par question est plus faible que pour les plus jeunes (à la même question sur l'animation de jour, les aînées indiquent 0,9 quartier en moyenne par individu, les jeunes 1,3 et les adultes 1,2).

En ce qui concerne le quartier d'habitation, nous avons vu que l'attachement augmente avec l'âge et la durée de séjour (graphe 4-8). Pour celles qui voudraient déménager, il apparaît que les aînées sont plus attirées par le centre et moins par les quartiers riches que les plus jeunes : effet de cycle de vie et de génération dans lequel nous pourrions observer un changement de mentalité ; ce qui attire les jeunes c'est une certaine qualité de l'environnement plutôt qu'un rapprochement par rapport à d'autres centres d'intérêt (marchés ou parents).

Cette hypothèse est confirmée par l'étude de représentations du quartier d'habitation (graph 4-9). Les jeunes femmes ont des représentations plus individualistes que les autres. L'attrait des quartiers riches en était un des signes, à cela s'ajoute l'importance accrue donnée à la place dans la concession et au raccordement aux réseaux. Elles désirent plus de modernité, et sont de ce fait plus "urbaines". De plus, elles accordent de l'importance au coût du logement, dans un souci sans doute en partie d'économiser pour devenir propriétaires. Les responsabilités des adultes sont plus grandes : elles ont des enfants, travaillent plus fréquemment et sont donc plus enclines à s'intéresser à la fonctionnalité de leur quartier (proximité des voisins, du lieu de travail, des commerces et des écoles). Enfin, les aînées n'ont plus ce soucis. Elles mettent plus l'accent sur le calme, ce qui leur donne une représentation plus attachée à la qualité du quartier que leurs homologues plus jeunes : en fait, elles se sentent particulièrement en sécurité dans un quartier où elles connaissent la plupart des habitants, jeunes ou vieux. Comme leurs déplacements se font plus rares, elles ne perdent pas de vue la fonctionnalité de leur quartier (proximité des marchés). Ce détachement par rapport au quartier reste cependant associé à une référence constante au groupe, celui-ci se manifestant par des visites plus que par d'autres activités sociales (comme les achats) menées par les plus jeunes. D'ailleurs les femmes les plus âgées se font aider et font plutôt rarement leurs achats dans le centre-ville contrairement aux jeunes. Cependant, à tout âge, la sociabilité, accompagnée éventuellement des achats, reste le principal motif de fréquentation du centre.

II - 2 : Une mobilité quasi inchangée pour les femmes

Comme les activités féminines se modifient peu avec l'âge, les caractéristiques de leur mobilité urbaine quotidienne évoluent peu. Globalement, les aînées se déplacent autant que les plus jeunes, seulement elles sont un peu plus nombreuses à ne pas se déplacer du tout : c'est le cas de 19 % des jeunes et de 29 % des aînées en semaine. Mais cet écart est le seul significatif entre les groupes d'âge. En semaine, le mode de déplacement principal est la marche à pied quel que soit l'âge et en conséquence, pour toutes les femmes, c'est dans le quartier d'habitation que se situent les principales destinations des sorties. Les jeunes, les adultes et les aînées se déplacent aux mêmes heures et pour les mêmes motifs. Un changement léger cependant : la religion prend une place plus importante car les femmes les plus âgées peuvent se rendre dans les mosquées, elles accomplissent de fait moins de démarches et d'accompagnement.

Globalement, en semaine, à l'intérieur du quartier, les femmes les plus âgées se déplacent préférentiellement pour rendre des visites, car elles sont sans doute déchargées en partie des tâches ménagères. En effet, le nombre moyen de déplacements quotidiens pour la sociabilité n'évolue pas avec l'âge (il est d'environ 0,5) alors que le nombre de déplacements pour des motifs liés à la vie quotidienne diminue légèrement (il est de 0,9 pour les jeunes, de 0,7 pour les adultes et de 0,6 pour les aînées). Ces dernières préfèrent en outre se déplacer en fin d'après-midi alors que les adultes et les jeunes fréquentent leur quartier le matin. Les jeunes sortent aussi plus fréquemment en soirée (après 18h45).

En conclusion, le principal changement dû à l'âge est la diminution relative des déplacements pour la vie quotidienne, délégués aux autres membres du ménage, au profit des sorties pour raisons relationnelles. Les déplacements des adultes et des aînées se centrent aussi un peu moins sur le quartier d'habitation pour s'étendre à d'autres parties de la ville. D'ailleurs Sidikou (1980) notait qu'avec l'âge, l'espace urbain " de parenté et d'amitié " dépasse les limites du quartier et même celles des quartiers voisins, et ce même si les plus âgées rendent moins de visites. Les raisons qui, selon lui, en sont à l'origine sont doubles et résultent d'une part de la taille des familles et de leur dispersion sur la ville et, d'autre part, de l'attachement des plus âgées à conserver les liens de solidarité familiaux. De plus, les femmes sont plus nombreuses à ne pas se déplacer du tout. Cependant, l'âge, pour les femmes, ne se traduisant pas par un changement fondamental de modes de vie, ces modifications restent en partie marginales.

Ainsi, globalement, l'âge est un déterminant plus important pour les hommes que pour les femmes. Les principales modifications observées chez les femmes avec l'âge sont sensiblement identiques à celles des hommes même si elles sont moins importantes. Nous pouvons notamment les illustrer par des référents plus socialisants pour les aînées, l'autonomie par rapport au groupe étant plus développé chez les jeunes. En définitive, on peut observer :

- pour les plus jeunes, un faible taux d'activité s'accompagnant d'un centrage de leurs déplacements sur le quartier d'habitation. L'objectif éventuel est de devenir propriétaire, dans un quartier plutôt aisé. Pour se faire, elles vont chercher à économiser sur leur logement actuel. D'autres, plus pauvres, ont aussi peu de moyens de sortir de ce quartier ;
- un taux d'activité maximal chez les adultes. Elles travaillent et ont en charge plus d'enfants que les précédentes. Elles commencent à s'installer dans leur quartier, et ont des exigences liées à la multiplicité de leurs activités, notamment en ce qui concerne la proximité des services et des relations. Elles n'ont pas encore développé de sentiment d'attachement profond à leur quartier mais celles qui ont une activité y travaillent généralement. Néanmoins, les contraintes professionnelles et familiales les amènent à en sortir plus que les autres ;
- un attachement croissant au quartier d'habitation chez les plus âgées, ne s'accompagnant pas d'un centrage particulièrement important des déplacements sur celui-ci. Elles sont à l'aise dans leur quartier, ont des relations en plusieurs endroits de la ville, à qui elles peuvent rendre visite car elles sont déchargées des tâches quotidiennes d'entretien du ménage. Elles sont " plus disponibles " (Sidikou, 1980, p. 262).

A travers l'âge, nous avons pu commencer à voir apparaître l'influence de l'activité professionnelle, que ce soit chez les femmes comme chez les hommes. Les adultes tout d'abord sont plus actives que les autres et leur mobilité, par exemple, s'en trouve modifiée : augmentation de la proportion des déplacements pour motif travail au détriment de la sociabilité, emploi plus généralisé des modes motorisés et moins de déplacements dans le quartier. De même, les hommes les plus âgés, inactifs, centrent leur espace

pratiqué sur le quartier où ils développent un intense réseau de relations. L'activité modifie donc les relations de l'individu avec son environnement.

Section 3 : L'activité professionnelle, une ouverture sur la ville

De même que précédemment, nous ne pouvons occulter l'effet genre à ce niveau car les activités professionnelles féminines et masculines sont fortement différentes (en termes de localisation ou de revenus par exemple) ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre relatif à la présentation de la population.

La répartition de l'activité entre les genres est telle que les proportions d'actifs s'inversent chez les hommes et chez les femmes (tableau 4-5). Travailler reste une relative exception chez les femmes, ne pas le faire est rare chez les hommes chefs de ménage. Nous allons tenter d'analyser plus précisément ce phénomène dans un premier temps avant d'étudier l'influence de l'activité professionnelle sur les représentations et les pratiques spatiales.

		Nombre d'actifs	% par rapport au total des individus du même genre
Femmes	inactives	469	65
	actives	257	35
	total	726	100
Hommes	inactifs	89	14
	actifs	545	86
	total	634	100

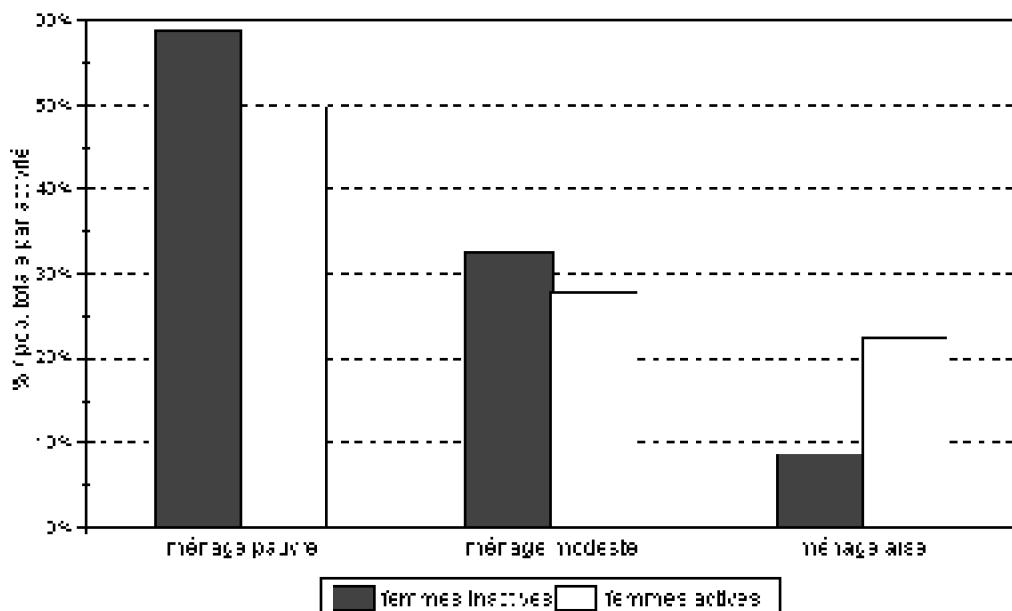
I - L'obtention d'une relative indépendance financière par l'activité

Le fait de travailler a des conséquences sur le type de ménages des individus, notamment pour les femmes. Ainsi, les femmes actives, du fait de leur plus grande indépendance financière, sont plus nombreuses que les inactives à être sans conjoint, alors que leur moyenne d'âge est identique (elle se situe autour de 37 ans) et que l'écart-type de cette moyenne est équivalent entre les actives et les inactives. De fait, si près d'un quart des femmes actives est sans conjoint, c'est le cas de seulement 8 % des inactives. De plus, la répartition géographique des logements de ces femmes est similaire, bien que les actives habitent plus des villas que les autres. Enfin, les différences de niveau d'études sont flagrantes : moins de la moitié des actives n'a pas fait des études contre 64 % des inactives. 41 % des actives ont d'ailleurs dépassé le niveau d'études primaire, contre 12 % des inactives.

Finalement, toutes les femmes inactives sont de fait individuellement pauvres. Or, malgré leur niveau d'études plus élevé, seules 38 % des femmes actives sont personnellement aisées ou modestes. Elles occupent donc en fait des petits métiers de commerce plus que des places stables et bien rémunérées. La preuve en est qu'un quart des actives n'exerce son métier qu'occasionnellement et que les deux tiers d'entre elles ne sont pas salariées, montrant de fait qu'une majorité d'entre elles travaille dans le secteur informel.

Le fait d'être ou non actives pour les femmes ne reflète donc pas encore véritablement un changement de la répartition des rôles : ainsi 95 % des femmes inactives se déclarent simplement sans emploi et non à la recherche d'une activité.

Mais il reste que les femmes actives appartiennent à des ménages plus riches que les inactives (graphique 4-12) ce qui sous entendrait que dans un milieu urbain favorisé, le partage des tâches se modifie peu à peu. Plus qu'un effet de génération, il faudrait donc sans doute y voir un effet de classes sociales.



Pour les hommes, la situation est différente puisque les inactifs sont nettement plus âgés que les actifs (52 ans en moyenne pour les inactifs contre 42 ans pour les actifs). Nous retrouvons en partie les effets d'âge décrits ci-dessus. D'ailleurs 38 % des inactifs hommes sont des retraités.

En conséquence, les actifs, plus jeunes, louent plus largement des célibateriums tandis que les inactifs occupent à 71 % des concessions dont ils sont propriétaires. De même, plus de la moitié des inactifs est sans études alors que ce n'est le cas que de 41 % des actifs. Les différences à ce stade entre inactifs et actifs sont moins fortes que pour les femmes car être inactif est un fait subi négativement par les hommes jeunes, ne dépendant pas du niveau d'études, contrairement aux femmes.

La répartition des revenus montre que plus de la moitié (54 %) des actifs a des revenus modestes ou aisés. Etre actif signifie donc, pour une forte proportion des

hommes, échapper à certaines dépendances financières même s'il faut garder à l'esprit que leurs charges peuvent être lourdes, quel que soit leur niveau de revenus, puisqu'ils ont parfois à entretenir le ménage et à aider des parents.

II - Notion de proximité et activité

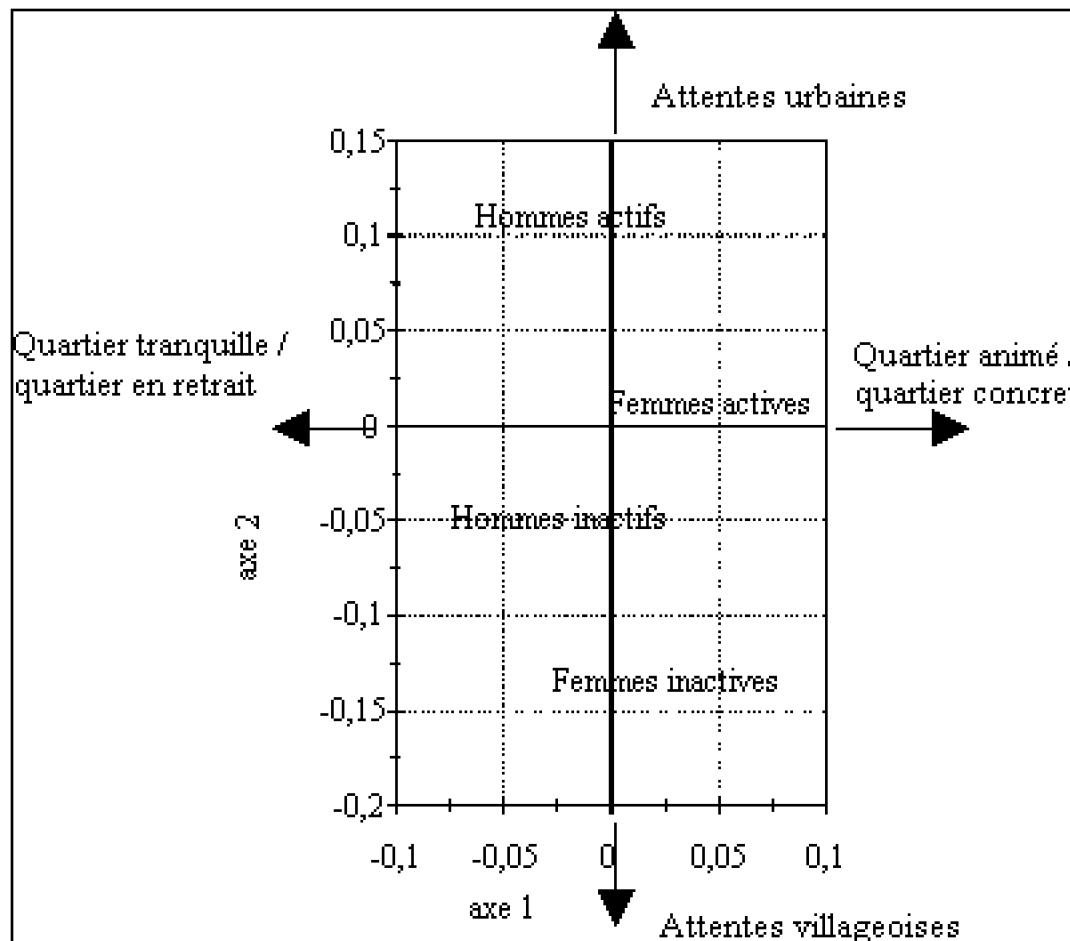
Les plus fortes variations au sein des représentations spatiales s'observent en fait au niveau du quartier d'habitation pour lequel les représentations sont nettement influencées par l'activité professionnelle de l'individu.

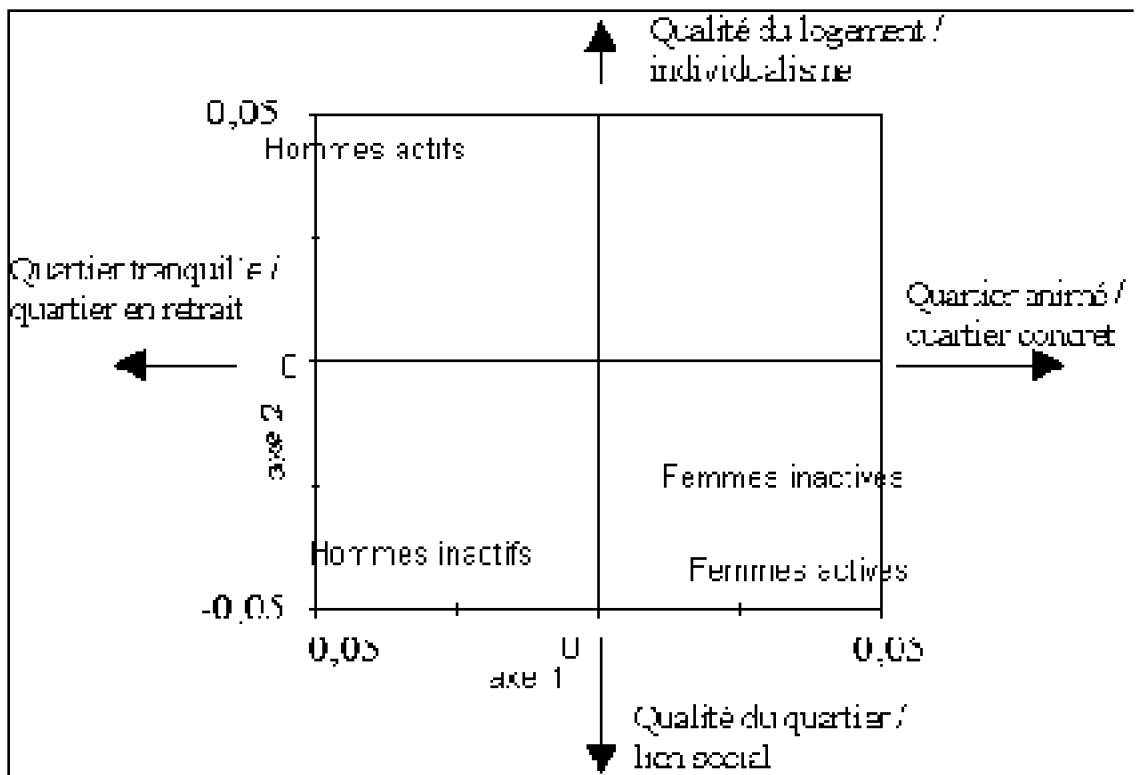
Si un tiers des actifs et des inactifs a envie de déménager, les destinations envisagées ne sont pas les mêmes. Les femmes inactives sont plus attirées par le centre (attrait de la proximité des services peut-être). Les hommes actifs voudraient habiter les quartiers riches alors que les inactifs préfèrent le périphérique. Nous pouvons donc observer pour eux deux types de stratégie, d'ascension sociale non seulement par le travail mais aussi par le type de quartier d'habitation.

L'opposition actifs/inactifs peut se lire aussi à travers les caractéristiques du quartier d'habitation (graphe 4-13). Le fait de travailler occasionne en effet des déplacements hors du domicile et pour des motifs essentiellement professionnels, comme nous le verrons dans l'étude de la mobilité. Les actifs sont donc amenés à relativiser la place de leur quartier dans la ville, la place de leur logement dans le quartier et dans la cité. De plus, les actifs, parce que la plupart d'entre eux acquièrent de fait une certaine indépendance financière, peuvent faire des projets relatifs à l'amélioration de leurs conditions de vie. En revanche, les inactifs ayant moins de perspectives (et par un effet d'âge chez les hommes au moins), au moins individuellement, développent des stratégies plus conservatrices. Pouvant aussi moins se déplacer (par manque d'argent), ils resserrent leurs réseaux de relations.

Les différences hommes/femmes sont ici liées à la nature des activités. Les femmes travaillent plus dans leur quartier d'habitation, à proximité de leur domicile. L'exigence de proximité du lieu de travail est moins forte. De fait, leurs activités sont moins lucratives et elles ont des attentes moins urbaines de leur quartier que les hommes. Les hommes inactifs, qui sont des hommes âgés comme nous l'avons vu précédemment, sortent plus à l'intérieur de leur quartier que les femmes inactives, ils sont plus sensibles à la notion de proximité des parents et des amis. Anciens actifs, ils en ont une vision moins villageoise.

D'ailleurs, lorsqu'on élimine la proposition "proximité du lieu de travail", les différences entre les femmes actives et inactives disparaissent, alors que celles entre les hommes actifs et inactifs restent importantes (graphe 4-14). Les hommes inactifs, tout en restant attachés au calme dans leur quartier (l'animation est une attente clairement féminine), ont des références plus sociales, moins individualistes que les actifs puisqu'ils sont plus dépendants des contraintes extérieures ; c'est dans ce sens qu'ils se rapprochent des femmes. Le fait d'avoir un pouvoir économique implique en effet une transformation des relations à l'espace qui est soit outil d'ascension sociale, peu porteur d'affection *a priori* pour les hommes actifs, soit espace subi et alors transfiguré *a posteriori* en espace à fortes connotations sentimentales pour les autres.





Plus précisément, les femmes inactives donnent plus d'importance, par rapport aux actives, à la proximité de leurs amis et parents au détriment de celle des commerces et du lieu de travail évidemment. De plus, comme elles restent toute la journée dans la concession, elles souffrent plus de problèmes de place que les autres. De même les hommes actifs insistent logiquement plus sur la proximité du lieu de travail que les inactifs qui privilégient la proximité des commerces et le calme dans le quartier et qui, en cela, sont plus sensibles à la qualité de vie de leur environnement immédiat. Les écarts entre le poids relatif des commerces, des amis et du lieu de travail dénotent des déplacements quotidiens de nature différente.

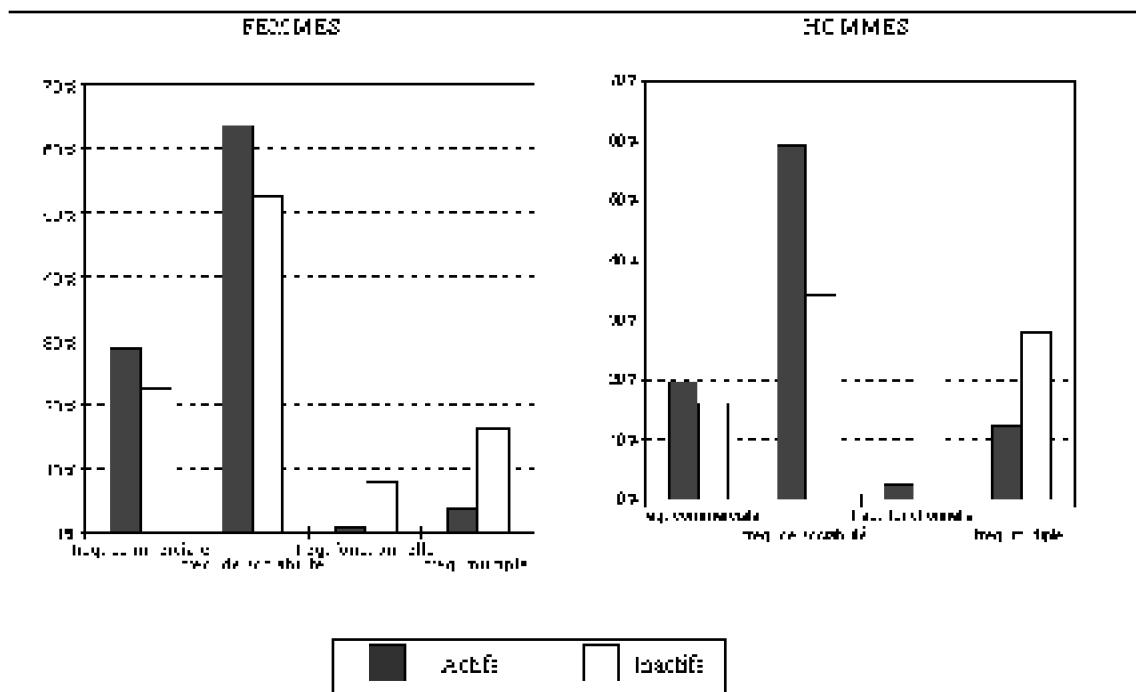
III - Avoir une activité, sortir de son quartier

Pour les femmes comme pour les hommes, être actif ou non modifie fondamentalement la mobilité quotidienne en semaine. Par exemple, si 10 % des actives seulement ne se sont pas déplacées la veille de l'enquête, c'est le cas d'un quart des inactives. Les actifs se déplacent en effet plus et utilisent plus fréquemment les modes motorisés que les inactifs (tableau 4-6).

CHAPITRE 4 : DETERMINANTS SOCIO-ECONOMIQUES DES REPRESENTATIONS ET DES PRATIQUES SPATIALES

	Mobilité urbaine quotidienne (depl/jour/ind.)	Mobilité motorisée (depl/jour/ind.)	Part de la mobilité motorisée sur mob. totale (en %)
Inactives	2,4	0,5	21
Actives	3,6	1,6	44
Inactifs	5,1	1,2	24
Actifs	5,8	2,9	50

Ainsi, si 80 % des inactifs hommes ou femmes se déplacent à pied, un quart des actifs utilise la voiture (voir l'exemple des modes utilisés par les femmes sur le graphe 4-15).



Note : Il s'agit ici des modes de transport utilisés pour les déplacements de la veille en semaine.

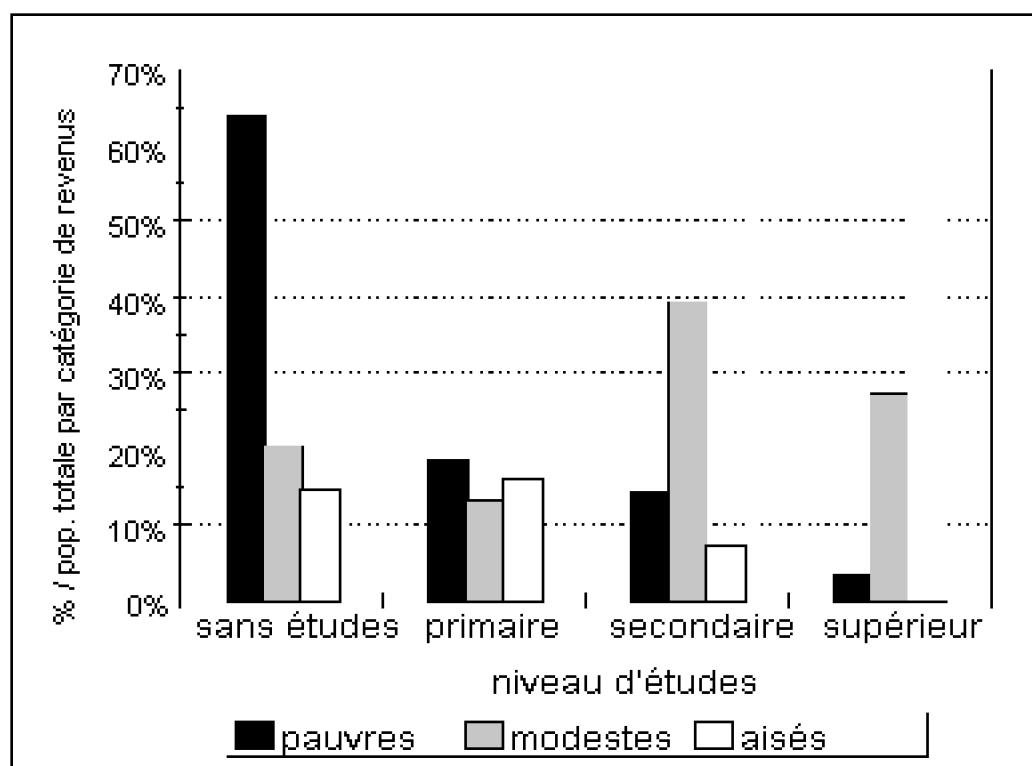
Pour les femmes, cet accès plus grand aux modes de transports mécanisés pour les

actives s'explique non seulement par leur propre richesse mais aussi par le fait qu'elles appartiennent à des ménages plus aisés.

Ce déterminant a aussi une influence sur la répartition horaire des déplacements : les actifs se déplacent plus en heures de pointe que les autres qui préfèrent les heures creuses du matin (8h45-11h45). Cette observation est surtout vraie pour les femmes qui ont en charge les achats pour les repas.

De façon identique, les motifs de déplacements diffèrent : si la moitié des actives et 38 % des actifs se déplacent pour leur travail, la moitié des actives et 62 % des inactives sortent pour des activités liées à la vie quotidienne (les achats pour les femmes, la religion pour les hommes comme nous l'avons déjà indiqué). En conséquence, la localisation de ces sorties est plutôt interne au quartier pour les inactifs et externe à celui-ci pour les actifs.

En semaine les déplacements radiaux concernent, pour les actifs comme pour les inactifs, environ 15 % des déplacements quotidiens. La fréquentation du centre-ville ne dépend pas en elle-même de l'activité, ce sont seulement les raisons qui varient. En effet, les inactifs hommes et femmes y vont pour leurs loisirs et/ou leurs achats. Leur type de fréquentation est plutôt relationnel. En revanche, les actifs y ajoutent une dimension professionnelle liée aux différentes fonctions du centre-ville (graphe 4-16). Il faut aussi noter que, du fait que les femmes actives travaillent plus dans leur quartier d'habitation, leur fréquentation du centre-ville reste globalement motivée par la sociabilité et les achats.



En conclusion, les actifs sont des individus amenés à fréquenter généralement d'autres quartiers que leur quartier d'habitation. Ils circulent en ville, marchent peu à pied. Ils sont alors moins attachés à la qualité de vie de leur environnement, et, pour les

hommes, aux relations de proximité. L'activité professionnelle conduit ainsi à une représentation de type "urbaine", plus centrée sur la concession que sur le quartier. Leur volonté d'ascension sociale passe par un habitat valorisé et par un meilleur statut social est nettement affirmée.

Les déplacements des inactifs, hommes et femmes, se déroulent plus dans leur quartier ; ils donnent de ce fait plus d'importance aux services de proximité et le quartier présente alors relativement plus les caractéristiques d'un village d'où l'on sort peu. Le quartier d'habitation est familier et les inactifs lui attachent une valeur non liée à sa situation dans l'ensemble de l'espace urbain. Peu importe presque le quartier, tant que l'on peut y trouver un environnement sécurisant.

Mais nous avons pu observer dans la présentation ci-dessus que les femmes actives ont exprimé des attentes moins urbaines, plus liées à la qualité de leur quartier que les hommes actifs. Ceci est dû en grande partie au type d'activité : une majorité des femmes exerce des métiers d'appoint à faibles rémunérations dans leur quartier, ce qui les différencie peu des femmes inactives. De plus, une femme appartenant à un ménage aisé, même inactive, a accès à des modes de transport, à des quartiers non similaires à ceux des femmes appartenant à des ménages pauvres. C'est pour préciser ces implications qu'il nous faut maintenant présenter l'influence de la richesse de l'individu et de la richesse du ménage sur les représentations et pratiques spatiales.

Section 4 : revenu individuel et ascension sociale

La problématique relative à l'importance du revenu individuel pose la question des relations des classes sociales entre elles. D'elles dépendront en fait les relations mêmes des individus à l'espace puisqu'il est porteur de distinctions et de rapports sociaux.

La répartition des femmes selon le niveau de revenu montre que seules 13 des 726 femmes ont des revenus élevés et peuvent être classées parmi les individus aisés²¹. L'effectif est ici trop petit pour que nous puissions effectuer des traitements statistiques, c'est pourquoi nous comparons seulement les femmes à revenus modestes (12 % de l'échantillon féminin) et pauvres (qui représentent 86 % des femmes). On peut ici remarquer que cette répartition reflète le partage des rôles dans la société africaine traditionnelle où le chef de ménage doit fournir l'argent nécessaire à l'entretien du ménage, la femme assurant l'intendance quotidienne. Pour les hommes, la répartition de l'échantillon est telle que nous pouvons comparer les trois niveaux de revenus : les hommes aisés représentent 11 % de la population masculine étudiée, les hommes à revenus modestes 37 % et les pauvres 52 %.

²¹ Rappelons que les individus aisés sont ceux gagnant plus de 150 000 FCFA par mois, les individus modestes gagnent entre 50 et 100 000 FCFA et les pauvres moins de 50 000 FCFA.

I - Les riches avec les riches

Globalement, les femmes pauvres habitent plus largement le centre-ville, les périphéries loties ou lointaines et le péricentre. Elles sont donc quasiment exclues des quartiers riches mais, comme l'habitat dépend généralement des revenus de l'époux, elles se répartissent dans tous les autres quartiers. Les femmes à revenus modestes habitent moins les périphéries loties et lointaines et le péricentre et logent nettement plus dans les quartiers riches (tableau 4-7).

Quartier d'habitat Revenus	Centre	Péricentre	Périphérie lotie	Périphérie lointaine	Quartiers riches	Total
Femmes						
pauvres	19	26	24	24	7	100
modestes	19	16	29	15	21	100
Hommes						
pauvres	16	28	21	29	6	100
modestes	20	24	31	14	12	100
aisés	17	10	33	12	28	100

Le phénomène n'est pas tout à fait équivalent pour les hommes (tableau 4-7). Les individus aisés habitent plus la périphérie lotie et les quartiers riches que les autres. Les individus modestes habitent préférentiellement aussi le péricentre mais logent moins dans les quartiers riches et en périphérie lotie. Les plus pauvres se logent quant à eux plus dans les périphéries lointaines et dans les quartiers péricentraux, ils sont quasiment exclus des quartiers riches. Notons néanmoins que 6 % d'entre eux y habitent, du fait des métiers de gardiennage qui y sont développés. Ainsi, plus les individus sont pauvres, plus leur habitat est éloigné du centre-ville.

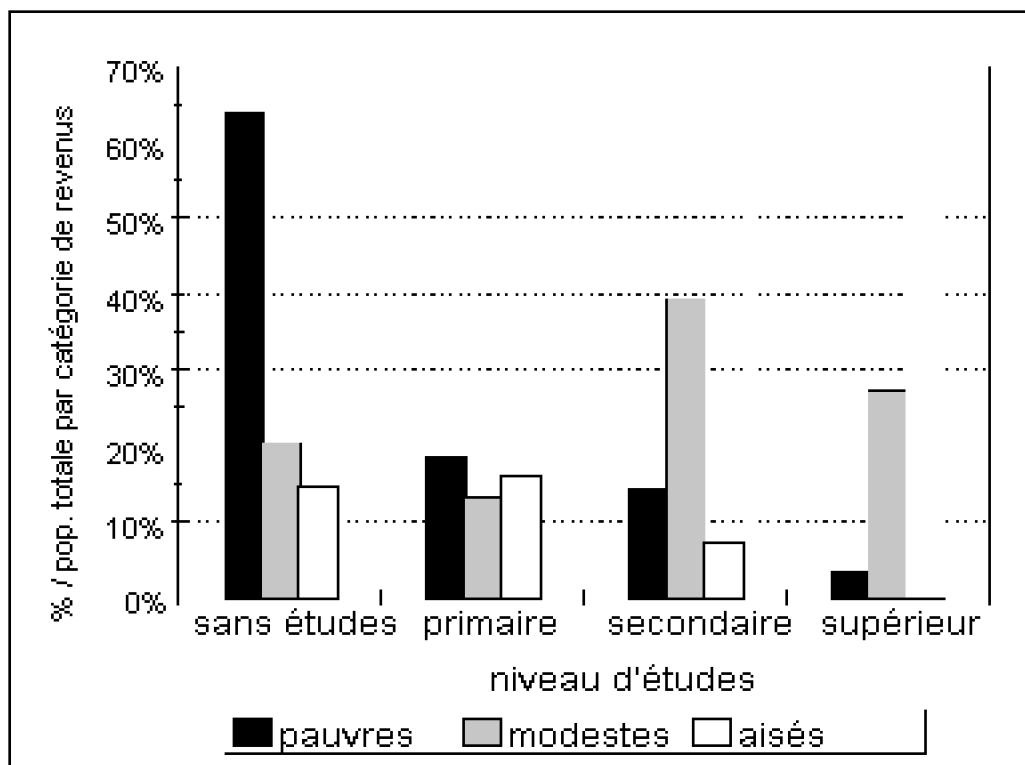
A ce niveau, les différences hommes/femmes en fonction du revenu individuel proviennent en fait des revenus des ménages. En effet, plus de 40 % des femmes mariées pauvres ont pour époux des hommes à revenus modestes ou élevés, ce qui signifie qu'elles logent dans des quartiers d'habitation de niveau social plus élevé que ne leur permettraient leurs seuls revenus. Inversement, près d'un quart des femmes mariées et modestes a épousé des hommes aisés mais 16 % d'entre elles sont mariées à des hommes pauvres²². Ainsi, la composition des couples explique que les femmes pauvres logent dans le péricentre ou aux périphéries loties et que plus de femmes modestes que d'hommes modestes habitent dans des quartiers riches. Cette observation constitue un premier indice quant à l'importance du revenu de l'époux (ou du ménage) sur les caractéristiques socio-économiques féminines. En général, donc, sur toutes les variations observées en fonction du revenu individuel, les différences entre les femmes pauvres et

²² Il faut ici remarquer d'ailleurs un effet de classe sociale : les femmes qui ont des revenus que l'on ne peut plus considérer comme des revenus d'appoint (modestes ou aisés) ont moins épousé des hommes pauvres que les autres. Ainsi, le travail salarié et rémunérateur des femmes est plus développé chez les ménages dont le chef est non pauvre.

les femmes modestes seront plus faibles que celles observées entre les hommes pauvres et les hommes modestes.

Les différences selon les revenus s'observent aussi évidemment au niveau du type de logement : plus les individus sont riches, moins ils sont hébergés gratuitement, plus ils habitent une villa et non plus une concession. Mais le taux de propriétaires augmente peu avec les revenus car, du fait des héritages, les revenus faibles et modestes ont eux aussi accès à la propriété. Ces résultats sont indépendants de l'âge puisque les hommes les plus âgés en moyenne sont les plus pauvres : ces derniers ont 46 ans en moyenne, les individus à revenus modestes 40 ans et ceux à revenus élevés 42 ans. Quant aux femmes, quel que soit leur niveau de revenus, leur moyenne d'âge est environ de 37 ans.

Enfin, les individus les plus aisés sont aussi ceux qui ont le niveau d'études le plus élevé : 62 % des hommes et des femmes aisés ont en effet effectué des études supérieures, contre 1 % des femmes pauvres et 3 % des hommes pauvres (pour l'exemple des hommes, voir graphe 4-17).



Il est donc ici net que la richesse individuelle permet d'accéder à des quartiers de niveau social plus élevé et de devenir propriétaire et qu'elle est liée à un meilleur niveau d'études.

II - Richesse individuelle et imaginaire spatial

“ Dans la ville, faire ou non partie des élites opère d'intenses partages et l'imaginaire lui-même obéit évidemment à ces ruptures entre groupes sociaux ” (Farge, 1995, p. 89-90). Les représentations spatiales reflètent particulièrement la

hiérarchie sociale de Niamey.

Tout d'abord, en ce qui concerne la qualification des quartiers de la ville, les femmes modestes renforcent celle des zones identifiées : elles leur donnent un caractère plus prononcé que les femmes pauvres et leurs réponses sont moins dispersées. Le zonage est encore plus marqué pour elles : par exemple les quartiers de la zone animée, plus le jour que la nuit, sont cités plus systématiquement en réponse aux questions : “ **Quels sont les quartiers animés le jour ?** ” ou “ **Quels sont les quartiers animés la nuit ?** ”. De plus, la zone animée la nuit a des qualités diverses chez les femmes pauvres (elle peut être riche ou pauvre par exemple) alors qu'elle est plus caricaturée comme telle chez les femmes modestes (tableau 4-8). Enfin, les femmes à revenus modestes citent en moyenne plus de quartiers par question. Nous pouvons en conclure qu'elles ont une représentation plus globale de la ville, basée plus généralement sur des critères socio-économiques qui définissent l'espace urbain : les lieux et les quartiers sont clairement identifiés grâce à des caractéristiques liées à la richesse, à l'animation et aux modes de vie.

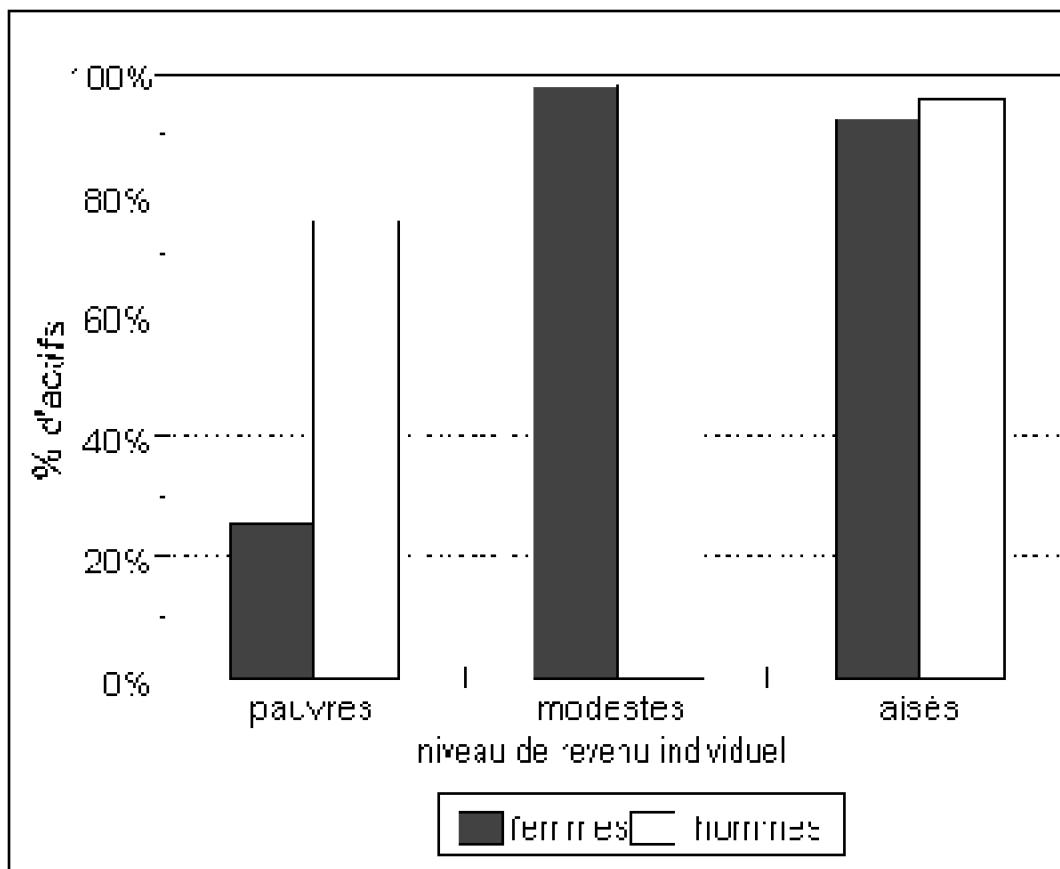
	Riche	Pauvre	Dangereuse	Animée le jour	Animée la nuit	Villageoise	Total
Zone animée le jour							
- femmes pauvres	4	4	3	59	29	1	100
- femmes modestes	2	3	1	64	31	0	100
Zone animée la nuit							
- femmes pauvres	22	21	7	20	25	5	100
- femmes modestes	10	15	11	22	34	8	100
Zone dangereuse							
- femmes pauvres	0	4	93	0	0	3	100
- femmes modestes	0	0	100	0	0	0	100
Zone dangereuse et pauvre							
- Femmes pauvres	12	24	34	10	8	11	100
- Femmes modestes	8	37	30	8	6	10	100
Zone villageoise et pauvre							
- femmes pauvres	2	35	8	4	4	47	100
- Femmes modestes	0	42	12	3	3	41	100
Zone riche							
- femmes pauvres	94	1	2	2	1	1	100
- femmes modestes	92	0	2	3	2	1	100

Note : Les chiffres représentent la répartition, pour chaque groupe d'individus, du nombre total de réponses appartenant à la zone (par exemple, les femmes pauvres ont cité 725 fois un quartier de la zone animée le jour, 59 % des ces réponses l'étaient à la question de l'animation de jour, et 29 % à la question sur l'animation de nuit). En gras, on indique les pourcentages relatifs aux qualités de la zone concernée.

Pour les hommes, ces différences sont nettement moins fortes car la pauvreté n'est

vertu de la loi du droit d'auteur.

pas synonyme d'inactivité, ce qui est moins le cas des femmes (graphe 4-18). Les pauvres peuvent également se déplacer en ville et y développer de nombreux contacts, se rendre compte des écarts effectifs entre les quartiers. Cependant, les tendances observées chez les femmes restent vérifiées pour les hommes.



III - Richesse et individualisme

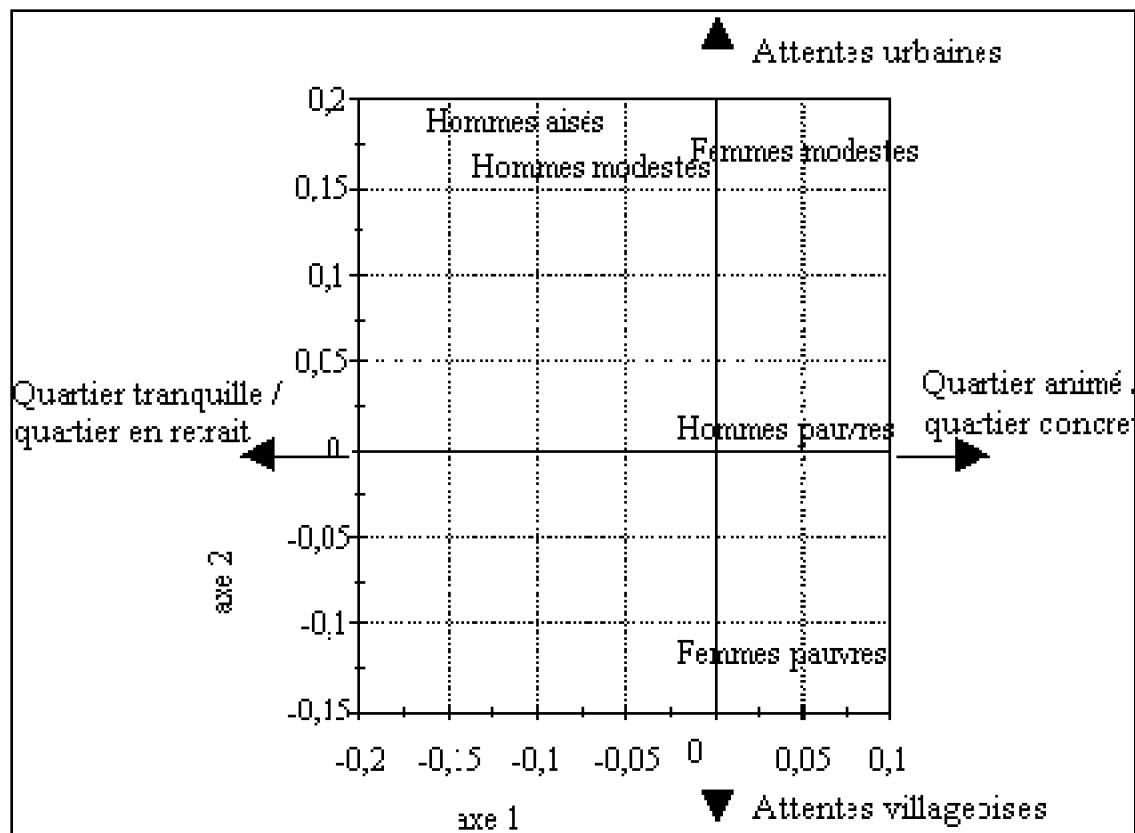
Du fait de l'accroissement des revenus, les exigences vis-à-vis du quartier d'habitation se modifient et l'envie de déménager augmente. Ce fait s'expliquerait en partie par le développement d'un sentiment fataliste chez les plus pauvres qui vivraient alors une vie “**sans ambition**” (Sidikou, 1980) ou même seraient “**sans projet de vie**” (Leroy, 1994). Le terme fatalisme nous paraît ici trop négatif : si les individus ne veulent pas déménager, ce n'est pas seulement parce qu'ils ne le peuvent ; car nous verrons que certains peuvent, malgré leur pauvreté, parfaitement être intégrés dans leur quartier, même s'ils ne l'ont pas choisi au départ.

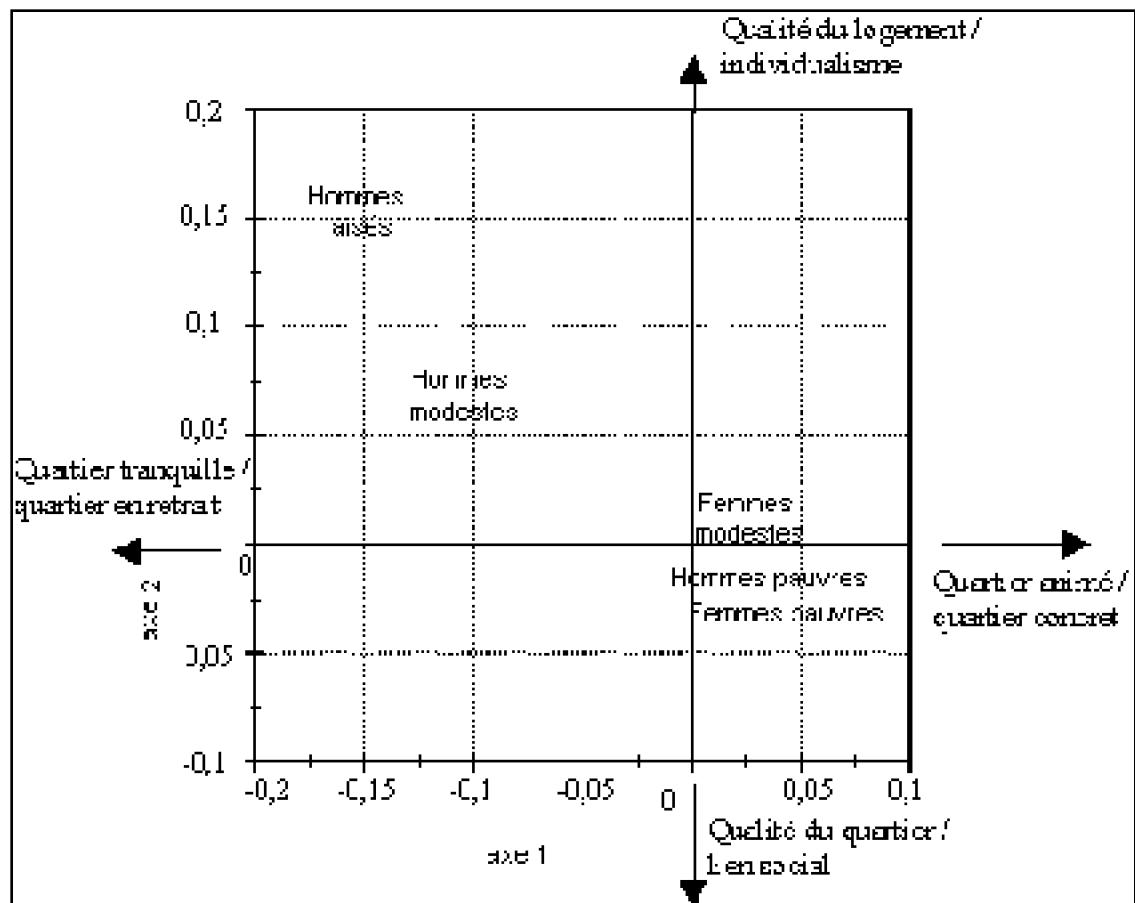
De plus, comme le désir de déménager est lié à la volonté de monter dans l'échelle sociale, les destinations envisagées sont elles aussi relatives au niveau social de départ : les plus pauvres désirent aller dans le péricentre ou le centre, les individus à revenus modestes préfèrent la périphérie tandis que les aisés espèrent les quartiers riches. Enfin, plus les individus sont riches, plus ils fréquentent le quartier envisagé. Nous verrons dans l'analyse de la mobilité urbaine quotidienne que cela est dû en partie à un accès

élargi à l'espace urbain. Nous pouvons conclure de ces premiers résultats que plus la richesse est grande, moins l'attachement affectif au quartier d'habitation est fort.

Ce résultat est conforté par l'étude des représentations du quartier d'habitation. L'analyse sur l'ensemble des caractéristiques montre l'influence du revenu individuel (graphe 4-19). Il apparaît ici que les représentations urbaines relatives à la proximité du lieu de travail sont le fait des individus à revenus modestes ou élevés. Leur représentation est également plus moderne puisqu'ils expriment un attachement à la qualité de leur logement. Une des raisons en est que l'on voit apparaître généralement dans les classes moyennes "stabilisées" une relative recherche d'intimité (Le Bris, 1987). En revanche, les hommes pauvres, toujours du fait qu'ils ne sont pas tous inactifs contrairement à la majorité des femmes pauvres, ont une représentation moins villageoise que les femmes pauvres, mais les pauvres maintiennent l'importance des réseaux de voisinage et de services (comme les commerces). Les représentations de type villageoise et relative à la qualité de vie sont l'apanage des femmes pauvres, plus liées à leur environnement immédiat, que ce soit de façon contrainte ou affective.

L'analyse suivante (graphe 4-20), sans la proposition de la proximité du lieu de travail, montre de même que plus les individus sont riches, plus ils sont individualistes, tandis que plus ils sont pauvres, plus ils appartiennent aux groupes dominés, donc "socialisant". L'individualisme est sans nul doute lié à l'indépendance financière qui permet de s'affranchir de certaines obligations sociales traditionnelles et d'être moins contraints par les impératifs de proximité, que ce soit du lieu de travail, des commerces ou des amis. En tout cas, du fait de la crise économique, les capacités d'accumulation et de redistribution sont compromises et l'individu doit devenir acteur et gérer sa place dans la société en référence ou non à des repères traditionnels (Marie [1], 1997). Mais surtout, cette relative richesse étire les liens entre l'individu et son espace de proximité qui n'a plus besoin d'être porteur de sécurité ou de calme, ni de relations affectives. En revanche, le quartier d'habitation est espace vital pour les plus pauvres qui resserrent les liens sociaux. En outre, pour ces mêmes raisons, les pauvres en ont une représentation populaire, tandis que les plus aisés s'attachent moins à l'animation et à la sociabilité de proximité. Ces résultats recoupent en partie ceux de Sidikou (1980) qui avait noté que les personnes pauvres donnaient plus d'importance aux relations sociales "**parce qu'elles ne sont pas affranchies des concepts communautaires et de solidarité qui caractérisent les sociétés traditionnelles [...]**" (Sidikou, 1980, p. 249). De plus, selon lui, les individus plus aisés étaient attachés aux aspects "tangibles" du quartier tels la "bonne présentation", ce que nous préférons nommer "statut social" du quartier.





Enfin, il apparaît logiquement que plus les individus sont riches, moins ils sont préoccupés par des impératifs économiques, et notamment par les dépenses liées au logement.

IV - Des pauvres captifs de leur quartier

La mobilité est influencée par les revenus individuels principalement du fait que l'accès aux modes motorisés est accru si les individus ne sont pas pauvres. De plus, notamment dans le cas des hommes, plus les revenus s'élèvent, plus le taux d'actifs est fort et donc plus la mobilité quotidienne est grande. Ainsi, par exemple, les hommes aisés réalisent 1,5 déplacement de plus par jour que les plus pauvres et ils sont pratiquement tous motorisés (tableau 4-9). Pour les femmes, ces résultats peuvent aussi s'illustrer par le fait que si 22 % des femmes pauvres ne se sont pas déplacées la veille, ce n'est le cas que de 4 % des femmes modestes.

	Mobilité urbaine quotidienne (depl/jour/ind.)	Mobilité motorisée (depl/jour/ind.)	Part de la mobilité motorisée sur mob. totale (en %)
Revenus bas	4,9	1,0	20
Revenus modestes	6,7	4,3	64
Revenus élevés	6,6	5,0	76

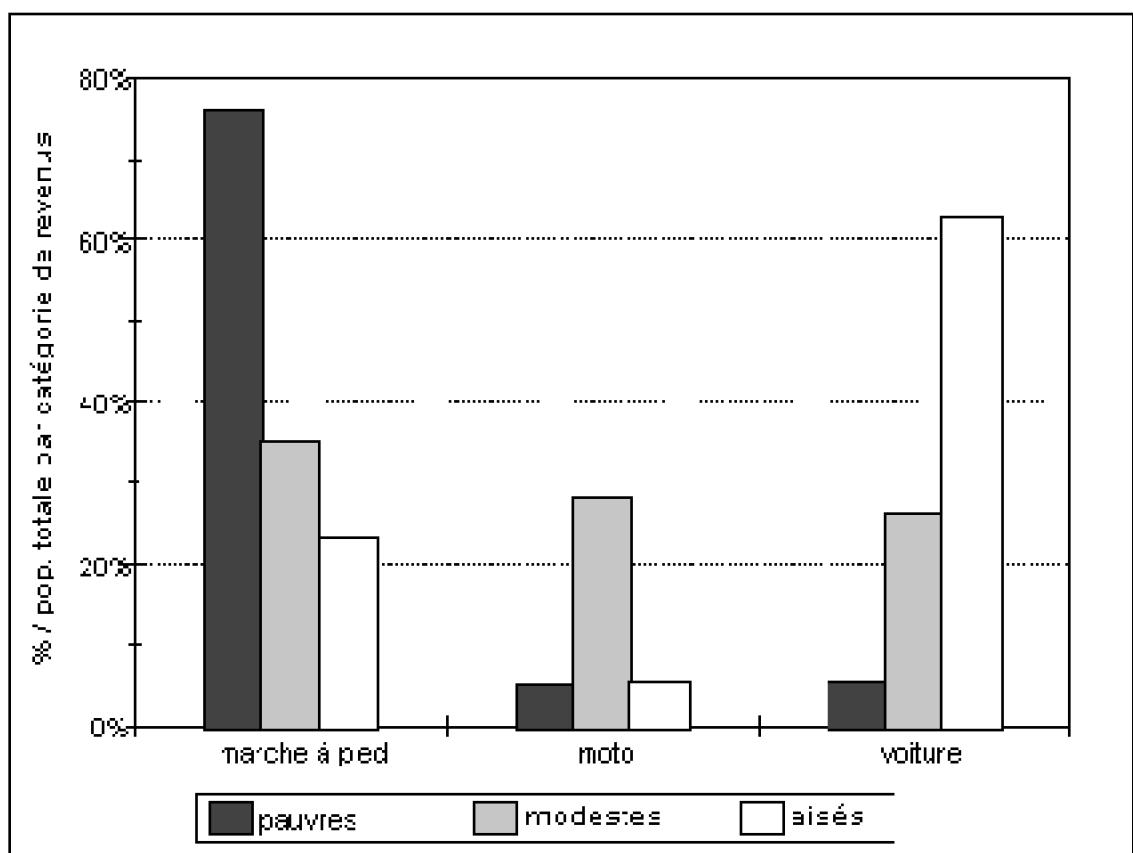
Du fait de l'importance de la mobilité pour motif travail - représentant plus de 50 % des déplacements chez les femmes à revenus modestes et 40 % chez les hommes à revenus modestes ou élevés, alors que ce taux ne dépasse pas 27 % pour les pauvres -, les horaires de déplacements eux-mêmes diffèrent. Les individus modestes ou aisés se déplacent préférentiellement en heures de pointe (plus de 50 % des déplacements se situent dans ces tranches horaires) tandis que 70 % des déplacements des pauvres se font en heures creuses. Il faut ici remarquer qu'en moyenne, la sociabilité, qui concerne environ 1 déplacement par jour et par personne, ne motive pas plus de déplacements quotidiens chez les individus pauvres que chez les modestes ou les aisés. Sidikou (1980) donne une explication sociale à ce comportement : les plus pauvres dévaloriseraient le fait de rendre visite car ils ne veulent pas donner une image de parasites ou de mendiants. De fait, ils renonceraient à des relations inter-classes sociales. En fait, les individus aisés, s'ils ont une autre conception des relations sociales, ne leur donnent sans doute pas moins d'importance que les pauvres.

Si le travail reste un important motif de déplacement pour les individus non pauvres, c'est au détriment de la vie quotidienne et de la sociabilité. D'ailleurs, alors que nous avons observé que la religion était, pour les hommes, le principal composant des déplacements pour motif de vie quotidienne, cela est moins vrai lorsque les individus sont plus riches. Plus détachés, ils accordent plus de place à l'accompagnement (par exemple des enfants à l'école).

Ces différences dans la répartition par motifs de la mobilité ne s'expliquent pas complètement par un rejet de la religion de la part des aisés qui suscite encore 1 déplacement chez les revenus modestes ou aisés et 1,7 chez les pauvres. Il est plutôt le résultat de l'accès à la voiture qui permet d'autres activités. Car plus les individus sont aisés, plus l'usage de la voiture est généralisé (graphe 4-21), que ce soit pour les hommes comme pour les femmes. Chez les hommes modestes, l'usage de la moto peut remplacer à moindre coût celui du véhicule particulier. Il faut ici remarquer que l'usage de la voiture est différent chez les aisés, les modestes et les pauvres. En effet, plus les individus sont riches, plus leurs déplacements en voiture s'effectuent non accompagné, ce qui signifie que les pauvres "partagent" la voiture plus que les aisés qui en ont un usage plus exclusif. C'est ce qu'ont d'ailleurs déjà observé Diaz Olvera et alii ([2], 1998) sur Bamako et sur Ouagadougou où ils différenciaient, entre autres, la "voiture banalisée", utilisée régulièrement par ceux qui ont les moyens d'en couvrir les dépenses inhérentes et la "voiture - transport collectif" qui sert plus rarement mais reste un outil de valorisation sociale pour son possesseur qui la montre, l'utilise, la partage.

La localisation des déplacements est elle-même fortement modifiée selon le niveau

de revenu individuel. Les aisés, hommes comme femmes, se déplacent peu dans leur quartier d'habitation, ils se dirigent plus vers le centre et vers d'autres quartiers où ils travaillent par exemple. Ce sont aussi eux qui font le plus de déplacements secondaires. Plus de la moitié des déplacements des pauvres au contraire est interne au quartier : pour eux "rallier son "chez" est un exercice long et pénible ou fort coûteux et aléatoire" (Le Bris, 1987, p. 45). Mais ceci ne signifie pas que les plus aisés, s'ils habitent des quartiers dits "de riches", ne fréquentent pas des personnes appartenant à la même classe sociale, les lieux de rencontre pouvant être les lieux de travail ou des bars par exemple. On peut rapprocher ce résultat des observations faites par Grafmeyer (1994) sur les "beaux quartiers", même si le contexte socio-culturel est différent : "Des milieux qui comptent parmi les mieux intégrés au monde urbain peuvent aussi fort bien jouer de leurs nombreux atouts pour se retrouver entre soi, tout en vivant loin de leur domicile une bonne partie de leur vie sociale, et tout en maîtrisant avec aisance les ressources et les compétences qui leur permettent par ailleurs un usage diversifié de la ville" (Grafmeyer, 1994, p. 81).



Note : Il s'agit des modes de transport utilisés pour les déplacements de la veille, en semaine.

Par ailleurs, les déplacements internes au quartier d'habitation ne sont pas dans tous les cas motivés par les mêmes raisons : les femmes à revenus modestes s'y déplacent moins pour la vie quotidienne (sans doute envoient-elles leur personnel faire des achats), et beaucoup plus pour le travail. En effet, plus les individus sont riches, plus ils ont du personnel de maison. C'est le cas ainsi de 85 % des femmes aisées, de 63 % des

femmes modestes et de moins d'un quart des femmes pauvres.

En ce qui concerne la fréquentation du centre-ville, c'est plutôt le type de fréquentation qui varie, et non les fréquences. Dans tous les cas plus des trois quarts des individus déclarent aller dans le centre. Mais le motif commercial ou relationnel est moins évoqué par les individus non pauvres qui indiquent, dans plus d'un tiers des cas, y adjoindre une raison professionnelle. Comme nous l'avons indiqué précédemment, c'est surtout vrai pour les femmes pour qui la richesse individuelle est directement liée à l'activité. Ces attitudes modifient aussi les horaires des déplacements radiaux (heures de pointe pour les revenus modestes ou élevés, heures creuses pour les pauvres). De plus, du fait des différences d'équipement des ménages, les pauvres y vont plus à pied ou en transport en commun, tandis que les autres utilisent la voiture ou la moto selon leur aisance.

Ce bilan montre que l'espace de pratique et de représentations des plus pauvres est le quartier d'habitation, et ce notamment pour les femmes largement inactives. Néanmoins quelques nuances restent à apporter à leur sujet. En effet, d'une part, le revenu du ménage est une donnée essentielle de la situation socio-économique des femmes, leur propre revenu ne révélant en fait que peu leurs conditions de vie : il est donc nécessaire de le prendre en compte dans cette étude. D'autre part, la différenciation entre emploi précarisé et non précarisé pour les hommes pauvres a son importance dans les stratégies que les individus s'autorisent à mettre en place, puisqu'un salaire régulier permet des économies et surtout des projets.

V - Des nuances apportées pour les femmes par l'étude des revenus du ménage

L'importance du revenu de ménage sur des variables telles que l'emplacement du logement ou l'équipement en modes de transport, indique que, pour les femmes²³, indépendamment de leur niveau de revenu individuel, l'accès à des modes motorisés ou à des quartiers plus aisés du fait du revenu de l'époux influe sur les représentations et les pratiques spatiales.

Ainsi, 60 % des femmes appartenant à des ménages aisés travaillent contre un tiers des femmes appartenant à des ménages pauvres (tableau 4-10). Ces dernières sont plus souvent locataires que les autres et les deux tiers d'entre elles n'ont jamais été à l'école. Ce n'est le cas que de 40 % des femmes appartenant à des ménages modestes et de 27 % des femmes appartenant à des ménages aisés.

L'influence du revenu du ménage sur les représentations et pratiques spatiales des femmes est alors semblable à celle du revenu individuel pour les hommes : meilleure connaissance de la ville, s'accompagnant d'un découpage plus clair de Niamey en fonction de critères socio-économiques.

Pour les quartiers d'habitation, nous pouvons de même remarquer que les femmes

²³ Rappelons qu'il s'agit ici des chefs de ménage et des épouses.

dans des ménages modestes ou aisés désirent plus souvent déménager que les femmes dans des ménages pauvres, car elles ont, elles aussi, un désir d'ascension sociale. D'ailleurs, plus leur ménage est aisé, plus elles se projettent dans des quartiers mieux "réputés socialement" (les quartiers riches notamment). Les femmes des ménages aisés accordent ainsi moins d'importance aux relations de voisinage et peuvent même se classer parmi des individus à représentation urbaine attachée à la qualité du logement (idée de désir de modernisation) et rejoignent ainsi les individus dominants. Mais elle font peu référence à la ville autour du quartier car elles sont souvent inactives. Les femmes des ménages pauvres au contraire se replient sur une représentation de type villageoise et populaire.

Enfin, concernant la mobilité, outre les remarques faites précédemment, plus les ménages sont riches, plus les femmes ont un usage des véhicules particuliers du ménage, même si c'est, dans plus de la moitié des cas, en tant que passager. Elles se déplacent donc plus (un déplacement supplémentaire pour les femmes des ménages aisés par rapport aux femmes des ménages pauvres), et plus pour des raisons professionnelles. En effet on trouve, chez les femmes des ménages modestes et aisés, le plus fort taux d'actives. En outre, les emplois de ces actives sont moins liés au commerce, que l'on peut exercer au domicile ou dans sa proximité, et se situent plus dans le secteur de la fonction publique, obligeant les femmes à se déplacer plus loin (tableau 4-10). L'équipement en véhicule leur permet aussi de se déplacer hors de leur quartier puisque si plus de la moitié des déplacements des femmes aux ménages à revenus modestes ou pauvres s'effectue dans le quartier, ce n'est le cas que de 30 % des femmes des ménages aisés.

Revenus du ménage	Proportion d'actives	Proportion des actives commerçantes*	Proportion des actives de la fonction publique*
Pauvre	32	77	9
Modeste	32	44	37
Aisé	59	21	67

* : part des actives du secteur par rapport au total des actives dans chaque type de ménage

Un autre nuance est à apporter chez des individus pauvres : celle relative à la notion de précarité de l'emploi chez les hommes.

VI - Effets de la précarité chez les actifs pauvres

Un emploi exercé de façon permanente a l'avantage, par exemple, de permettre d'économiser pour des achats importants puisque les revenus sont alors peu soumis aux aléas du marché, et ce même s'ils sont pauvres. Les employés occasionnels en revanche sont en situation précaire et les éventuelles économies sont de préférence allouées aux périodes difficiles qu'à des projets liés à un changement favorable de situation (comme l'achat d'une voiture ou d'une maison), ce qui fait référence à la différenciation entre les tactiques des pauvres et les stratégies des "sujets de pouvoir et de vouloir" précédemment évoquée. Pratiquement, la précarité de l'emploi a été évaluée de la façon

suivante :

- ont été considérés comme des emplois "non précarisés", les emplois exercés de façon permanente sauf, pour les individus ayant été à l'école, les emplois d'aide familial, d'apprenti, d'ouvrier et de tâcheron. De plus, parmi les individus n'ayant pas été scolarisés, ceux exerçant des professions de cadres moyens, cadres supérieurs ou d'employés ont été eux aussi considérés comme non précarisés.
- ont été considérés comme "précarisés", les emplois exercés de façon occasionnelle ainsi que les emplois permanents des individus n'ayant pas fait d'étude (sauf ceux exerçant des métiers de cadres supérieurs ou d'employés qui ont été classés comme "non précarisés"). De plus, les individus ayant effectué des études mais dont la profession est aide familial, apprenti, ouvrier ou tâcheron sont considérés comme "précarisés". Ce classement est résumé dans le tableau 4-11. Il repose en partie sur l'hypothèse que les individus sans études ont potentiellement moins de chance de voir évoluer leur emploi, ou d'accéder à des places mieux rémunérées que les autres, ce qui est conforté par la faible proportion d'individus sans études chez les individus aisés.

Fonction	Sans études	Avec études
Domestique	précarisé	non précarisé
Employé	non précarisé	non précarisé
Indépendant	précarisé	non précarisé
Technicien	-	non précarisé
Cadre moyen	-	non précarisé
Aide familial	précarisé	précarisé
Ouvrier	précarisé	précarisé
Tâcheron	précarisé	précarisé
Patron	précarisé	-

note : " - " signifie qu'aucun individu enquêté, chef de ménage, n'appartient à cette catégorie.

La précarité se traduit par des revenus plus aléatoires et encore moins élevés que ceux des non précarisés : le revenu moyen mensuel des premiers est de 25 000 FCFA alors qu'il s'élève à 35 000 FCFA pour les seconds. Les précarisés sont donc plus dépendants de la solidarité traditionnelle et notamment d'une sociabilité de quartier. De fait, la proximité des amis et des parents est beaucoup plus importante pour eux : 70 % la citent comme l'une des trois caractéristiques les plus importantes pour un quartier alors que seuls 55 % des actifs pauvres non précarisés le font. Les précarisés préfèrent un quartier animé et leurs attentes sont de type villageoises. Les non précarisés se préoccupent quant à eux plus de la qualité de leur logement et rejettent en partie les quartiers populaires pour préférer le calme, même s'ils le font relativement moins que les actifs aisés.

La précarité a aussi des effets sur la mobilité quotidienne puisque les non précarisés se déplacent plus et plus en modes motorisés, les précarisés ayant sans doute moins accès aux véhicules particuliers puisque le paiement par crédit leur est plus difficile. De

fait 30 % des déplacements des non précarisés sont motorisés contre 17 % des précarisés. La vie quotidienne prend également plus de place dans la mobilité quotidienne de ces derniers au détriment du travail, même si c'est dans ce groupe que l'on trouve le plus d'ambulants. De fait, ils se déplacent plus dans leur quartier d'habitation.

En conclusion, la précarité du travail rend vulnérable les situations individuelles et reflète de fait des espaces pratiqués plutôt centrés sur le quartier d'habitation. La ville est plus inaccessible pour ces individus, et ce d'autant plus que le système d'assurance au quotidien est assuré par des relations de proximité.

VII - Synthèse

Les ménages aisés ou modestes se déplacent largement dans la ville, ils la connaissent bien et en ont une représentation hiérarchisée par des critères socio-économiques, et ce pour plusieurs raisons :

- la possession de voitures est plus répandue chez eux que chez les ménages pauvres ;
- ils habitent des quartiers peu équipés, même s'ils sont réputés être des quartiers "de riches" ;
- ils préfèrent habiter ces quartiers plutôt que d'autres car l'ascension sociale, voulue par ailleurs par tous les ménages, passe par une reconnaissance entre classes sociales et non pas par une reconnaissance entre des groupes plus traditionnels, basés sur l'âge ou l'origine par exemple ;
- ils ont alors une représentation de leur quartier de type urbaine (volonté de moderniser son intérieur), individualiste, les aspects sociaux et fonctionnels du quartier s'effaçant du fait de la multiplicité des contacts hors quartier. Ils font ainsi partie des groupes dominants, car, par l'argent, ils "**[...] maîtrisent l'accès aux places dites "modernes" [...]**" (Marie [1], 1997, p. 429). Ce schéma montre, qu'au moins en partie, les anciens processus traditionnels sont remplacés, et cela plus pour les aisés que pour les modestes, par la prédominance de la monétarisation mettant en faillite les modèles de solidarité et engendrant "de l'individualisation" (Marie [1], 1997, p. 427).

En revanche les ménages pauvres sont plus confinés à l'intérieur de leur quartier. Cette situation est liée au manque de moyens de transport et à la localisation de leur habitat dans les périphéries. Il les empêche de fréquenter une ville qu'ils connaissent peu et vers laquelle ils ne veulent en conséquence pas nécessairement aller. Ce cercle vicieux induit une représentation spatiale repliée sur le quartier d'habitation, de type villageoise, où la proximité des services, des amis et des parents est primordiale. Au contact même de cet environnement, plus fréquemment que les ménages aisés, les individus des ménages pauvres en ont une représentation plus populaire, avec des exigences pratiques (notamment chez les femmes). L'attachement au quartier est inhérente à cette situation car, du fait de sa fréquentation riche et quotidienne, "***l'identité des habitants aura plus d'occasions pour se nourrir et les liens émotionnels avec le quartier pourront être***

forts " (Noschis, 1984, p.143). Mais il faut noter que cette attitude est aussi la conséquence d'un espace urbain plus subi que choisi, vu les contraintes financières auxquelles les individus pauvres doivent faire face et qui réduit les choix du quartier d'habitation : on ne reconstruit " qu'après coup " un environnement sécurisant. Si, pour les aisés, il est plus facile de le faire, les pauvres, par exemple, ont besoin de faire référence à des repères plus traditionnels basés sur la solidarité. Cet enracinement pourrait aussi traduire en fait une réduction " temporo-spatiale " de l'espace de projection des individus (Leroy, 1994). Ils veulent moins déménager par exemple et raisonnent plus en termes de tactiques ou d'opportunités tandis que les plus aisés pourraient inventer des stratégies à long terme. Cette terminologie est d'ailleurs aussi celle adoptée par De Certeau (1980) qui définit la stratégie comme " le calcul (ou la manipulation) des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir (une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique) est isolable " (De Certeau, 1980, p. 85). Au contraire, la tactique, apanage des " faibles ", "**fait du coup par coup. Elle profite des " occasions " et en dépend, sans base où stocker des bénéfices, augmenter un propre et prévoir des sorties [...] Elle est ruse**" (De Certeau, 1980, p. 86-87). Si cet auteur cantonne les stratégies aux structures complexes, nous pouvons dans notre contexte étendre la notion de "**sujet de vouloir et de pouvoir**" aux individus privilégiés dans Niamey, ceux qui ont les moyens financiers et peut-être relationnels de s'affranchir relativement plus que les autres des aléas du marché, de la crise économique et des déficiences de la ville en services sociaux ou de santé par exemple. Cette hypothèse est renforcée par les observations que nous avions faites sur les individus les plus âgés par rapport aux plus jeunes. Les premiers sont fixés, ont moins de projet tandis que les seconds sont plus critiques ou ont plus d'exigences et d'ambition vis-à-vis de la ville.

Les ménages modestes se situent entre ces deux extrêmes. Ils oscillent entre le repli sur le calme, la sécurité du quartier et une représentation de type occidentale. L'esprit de proximité et de solidarité a ses contraintes de clientélisme qui les obligent à répondre aux sollicitations puisqu'ils se trouvent dans une situation avantageuse par rapport à la majorité de leur entourage. L'appartenance à une couche sociale plus favorisée les pousse à s'en détacher pour se montrer plus individualiste. Ce dernier choix a le désavantage d'isoler l'individu, qui, en cas de problèmes, trouve moins d'aide.

Section 5 : Une typologie des individus hierarchisant ces determinants

Globalement nous avons pu identifier plusieurs couples " pratiques - représentations spatiales " dont les deux extrêmes peuvent être caricaturés de la façon suivante :

- une représentation villageoise avec une réelle méconnaissance de la ville. Le quartier d'habitation devient l'unique espace pratiqué et l'espace physique est porteur de familiarité et d'une sociabilité dense. L'importance est donnée à la proximité à l'échelle pédestre : on veut pouvoir aller rendre des visites, faire ses achats ou

exercer son emploi sans avoir à utiliser de transport en commun, très souvent par manque de moyens financiers. La ville ne peut être alors vue que comme un ensemble de villages. A Niamey, cette situation n'est pas fréquente car les deux marchés centraux restent très attractifs et la ville n'est pas, relativement à d'autres capitales africaines, aussi étendue²⁴. Nous pourrions retrouver dans cette catégorie des individus habitant d'anciens villages rattachés à Niamey et exerçant des métiers artisanaux ainsi que des femmes pauvres, inactives ou petites commerçantes, appartenant à des ménages pauvres.

- : - A l'autre extrême, certains individus ont la possibilité et le besoin de circuler dans toute la ville. Il ne s'agit pas ici de connaître personnellement et de fréquenter tous les quartiers mais de pouvoir choisir au sein de l'espace urbain, aussi vaste soit-il, des lieux de fréquentation, des quartiers de prédilection où l'on va préférentiellement se rendre. Les critères de ce choix sont essentiellement économiques et liés à une présupposée appartenance à une élite sociale : il va falloir connaître des gens appartenant à cette élite, habiter des quartiers riches, avoir un travail salarié et rémunérateur. Le " territoire village " est supprimé au profit du " réseau urbain ". Ici, par exemple, les individus sont des fonctionnaires aisés, habitant Kouara Kano ou le Plateau, fréquentant des diplomates, des professeurs d'université ou des médecins par exemple, ainsi qu'éventuellement leurs épouses, surtout si elles travaillent dans la fonction publique.

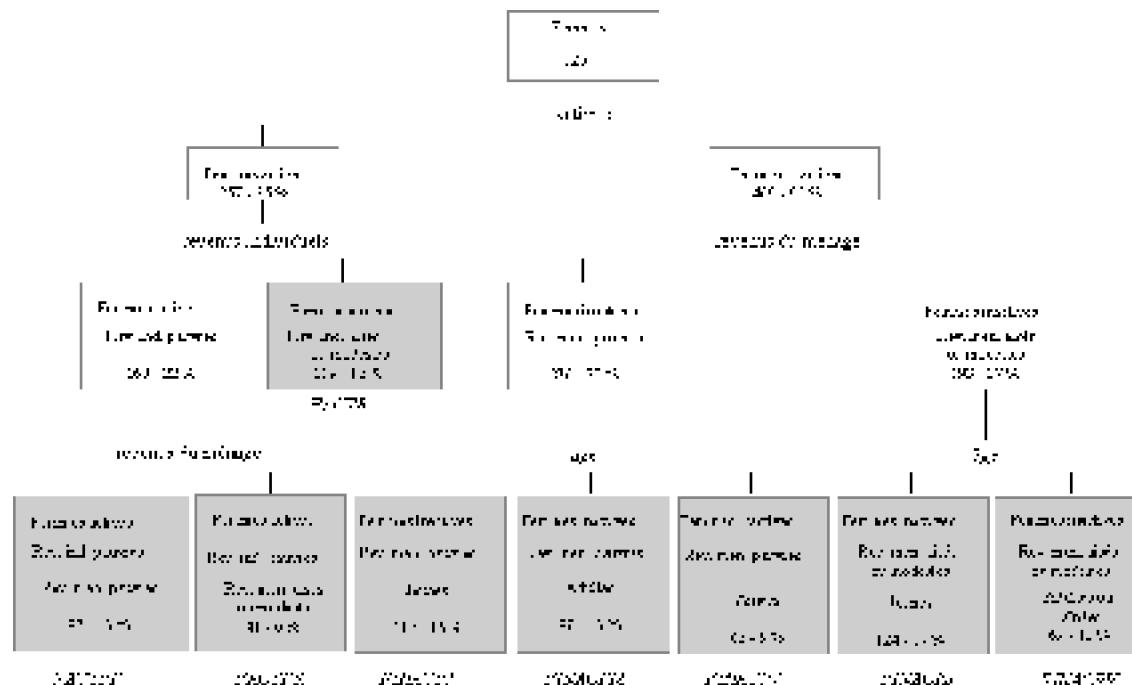
De toute évidence, ces descriptions sont trop caricaturales pour exprimer la richesse des situations. Ce n'est pas parce que l'individu est aisé qu'il appartiendra obligatoirement à la seconde catégorie : il peut continuer, au moins partiellement, d'utiliser des représentations moins individualistes, voire plus traditionnelles pour appuyer son ascension sociale.

Les facteurs que nous avons présentés ci-dessus montrent qu'il existe, en fonction du genre, de l'âge, des revenus individuels ou du ménage, des écarts dans ces représentations. Nous avons tenté de les mettre en valeur à l'aide d'une typologie d'individus décrivant la pluralité des situations. Si elle a été créée sur la base des écarts entre représentations, elle s'est avérée également pertinente quant à l'analyse de la mobilité quotidienne puisque, ainsi que nous l'avons vu précédemment, représentations et pratiques spatiales sont fortement liées.

Sur la base de l'analyse présentée ci-dessus, il a fallu hiérarchiser les facteurs déterminants. En effet, si le genre apparaît primordial dans tous les cas, l'âge, les revenus individuels et du ménage, l'activité professionnelle ont une influence à la fois mutuelle et sur les pratiques et représentations spatiales. Nous avons donc, dans un premier temps, à partir des analyses factorielles sur les représentations du quartier d'habitation, procédé à des classifications ascendantes hiérarchiques sur l'ensemble de la population. Cette étude a permis de mettre en évidence les premières variables de différenciation. Une analyse plus spécifique prenant appui sur ces résultats s'est traduit par une typologie de la population féminine et masculine en 16 groupes distincts (graphes 4-22 et 4-23).

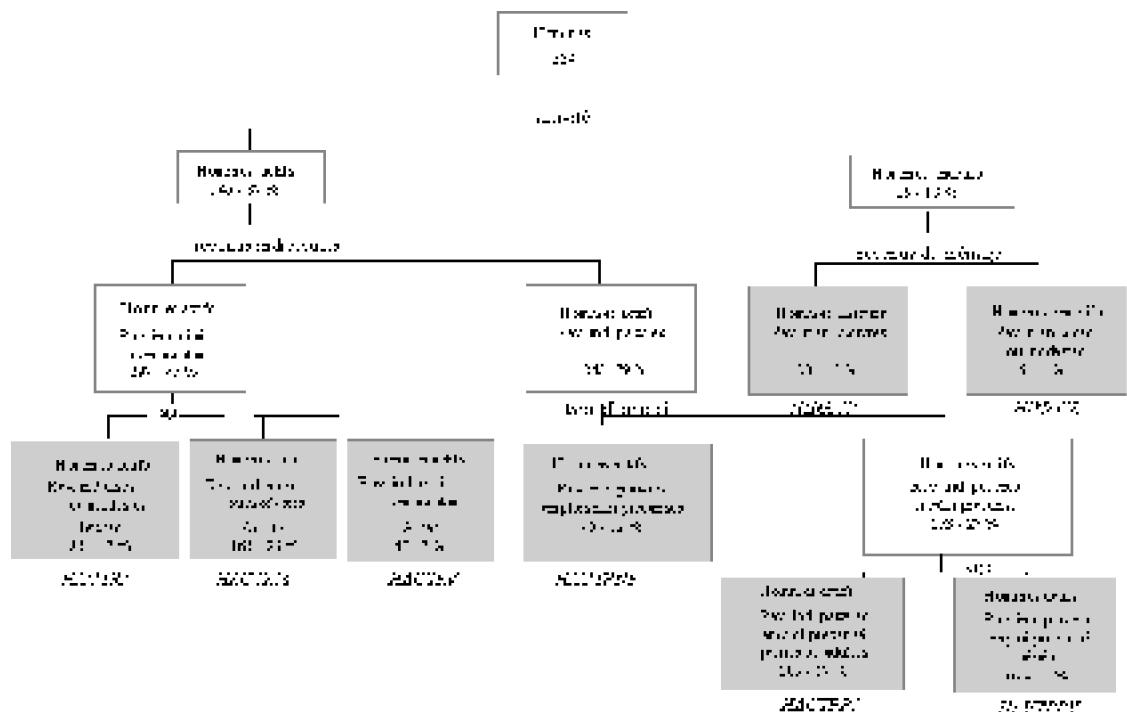
²⁴

Par comparaison, Ouagadougou, en 1990 (Dille, 1995) occupait une surface de 19 000 hectares tandis que Niamey atteignait à peine 5 000 hectares en 1988 (Sountalma, 1991).



Les chiffres indiquent le nombre d'individus par classe ; les pourcentages la proportion de la classe par rapport au nombre total de femmes

Les abréviations en italique indiquent le codage des classes utilisés pour la suite



Les chiffres indiquent le nombre d'individus par classe ; les pourcentages la proportion de la classe par rapport au nombre total d'hommes

Les abréviations en italique indiquent le codage des classes utilisés pour la suite

Nous ne reviendrons pas longuement sur les déterminants. Le premier niveau de coupure est, pour les hommes comme pour les femmes, l'activité professionnelle qui sépare actifs et inactifs. Pour les inactifs, vient ensuite le revenu du ménage puis, éventuellement, l'âge. Pour les hommes inactifs, nous n'avons pas ce découpage final du fait à la fois des effectifs et de la moyenne d'âge des hommes inactifs dans les ménages pauvres qui est élevée (52 ans).

Les actives, lorsqu'elles sont individuellement aisées ou modestes, appartiennent à des ménages eux-mêmes à revenus modestes ou élevés et sont alors jeunes ou adultes. Nous n'avons pas séparé ce groupe car aucune différence n'est apparue dans les pratiques et représentations spatiales en fonction des critères classiques. Nous avons enfin différencié les femmes actives pauvres selon le revenu du ménage.

Chez les hommes actifs, le revenu du ménage n'intervient pas car ces individus fournissent principalement les ressources de leur ménage. Pour les revenus modestes et élevés, c'est l'âge qui est apparu comme discriminant tandis que pour les pauvres, c'est le type d'emploi. La différenciation entre emploi précarisé et non précarisé pour les pauvres a en effet son importance dans les stratégies que les individus s'autorisent à mettre en place. Enfin, pour les hommes actifs pauvres occupant un emploi précarisé, une dernière différenciation s'est faite par l'âge.

On peut aussi remarquer que nous avons été amenés à regrouper des catégories d'âge et de revenus du fait de problèmes liés aux effectifs, tout en gardant au maximum la cohérence de chaque groupe. Par exemple, les jeunes hommes actifs pauvres occupant un emploi précarisé regroupent tous les individus de moins de 50 ans. Or 70 % d'entre eux sont en fait des adultes. De fait, les groupes sont relativement homogènes.

Nous aboutissons à 16 groupes : 8 groupes d'hommes et 8 groupes de femmes (tableau 4-12). L'effectif des groupes de femmes représente entre 6 et 16 % du nombre total de femmes, celui des groupes d'hommes entre 1 et 26 % du total des hommes. Le groupe le plus important est composé de 165 personnes. Malgré le faible effectif de quelques groupes (comme les inactifs aisés, les actives pauvres des ménages aisés ou modestes), nous avons choisi de ne pas effectuer de regroupements avec d'autres groupes car la projection de la typologie en tant que variable illustrative sur les axes des analyses factorielles des représentations et la comparaison de leurs caractéristiques respectives en termes de mobilité quotidienne montrent des disparités trop fortes pour être ignorées.

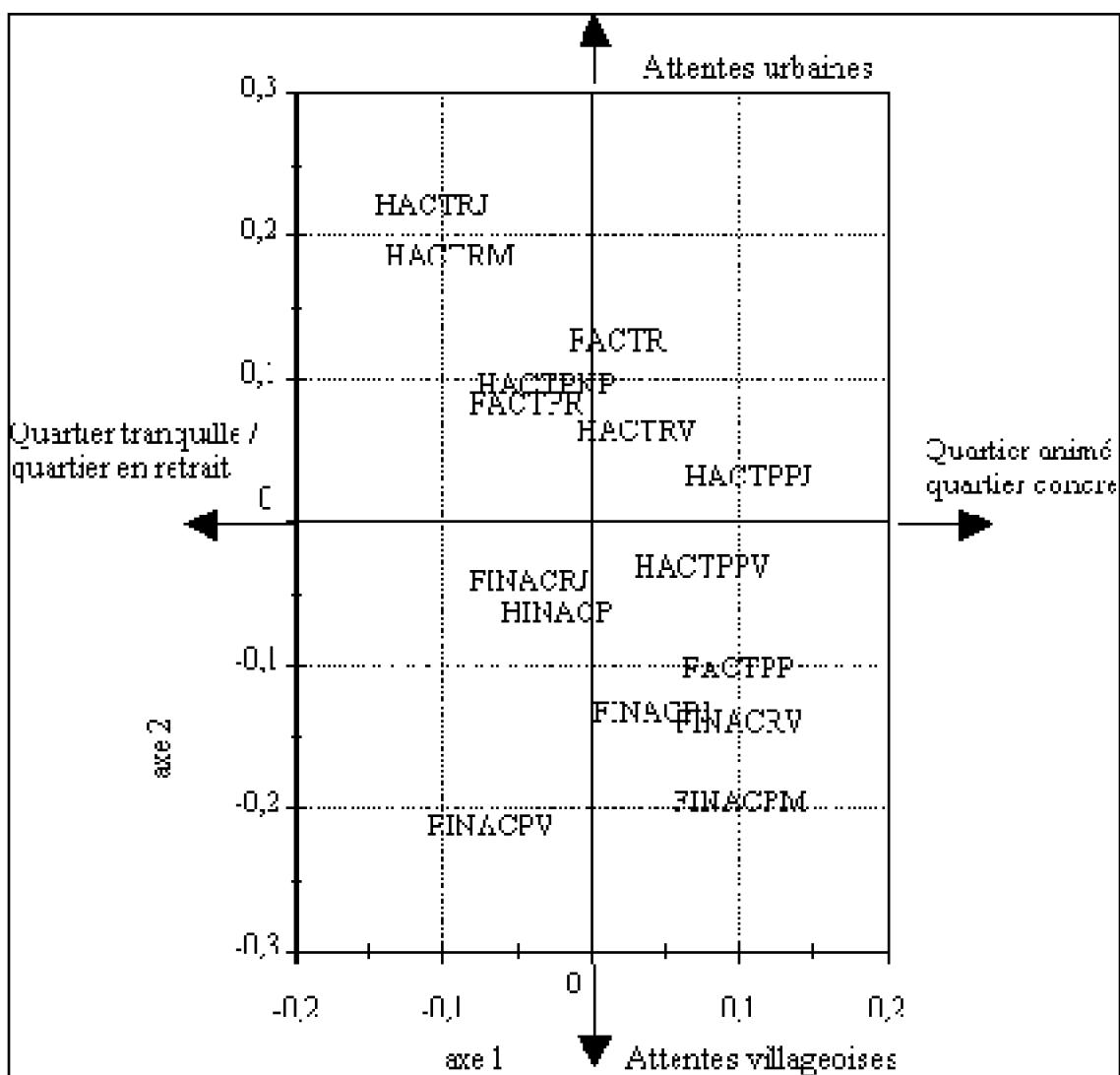
Notons ici que le groupe de plus faible effectif (les inactifs des ménages aisés) n'étant pas représentatif, puisqu'il comporte seulement 9 personnes, n'est pas employé en tant que groupe de référence dans la suite de l'analyse. De plus, les groupes sont cités dans les chapitres suivants par leur nom abrégé afin de simplifier la lecture du document.

Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

Typologie	Noms détaillés	Noms abrégés	Nombre d'individus	% / total par sexe
FACTPP	Femmes actives pauvres appartenant à un ménage pauvre	Actives pauvres des ménages pauvres	97	13
FACTPR	Femmes actives pauvres appartenant à un ménage aisé ou modeste	Actives pauvres des ménages aisés	41	6
FACTR	Femmes actives aisées ou modestes	Actives aisées	119	16
FINACPJ	Jeunes inactives appartenant à un ménage pauvre	Jeunes inactives des ménages pauvres	116	16
FINACPM	Adultes inactives appartenant à un ménage pauvre	Adultes inactives des ménages pauvres	97	13
FINACPV	Adultes ou aînées inactives appartenant à un ménage aisé ou modeste	Aînées inactives des ménages pauvres	63	9
FINACRJ	Jeunes inactives appartenant à un ménage aisé ou modeste	Jeunes inactives des ménages aisés	124	17
FINACRV	Aînées inactives appartenant à un ménage pauvre	Adultes et aînées inactives des ménages aisés	69	10
TOTAL DES FEMMES			726	100
HACTPNP	Hommes actifs pauvres non précarisés	Actifs pauvres non précarisés	75	12
HACTPPJ	Hommes actifs pauvres précarisés, jeunes ou adultes	Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes	106	17
HACTPPV	Hommes actifs aînés pauvres précarisés	Actifs aînés pauvres précarisés	67	11
HACTRJ	Jeunes actifs aisés ou modestes	Jeunes actifs aisés	85	13
HACTRM	Adultes actifs aisés ou modestes	Adultes actifs aisés	165	26
HACTRV	Aînés actifs aisés ou modestes	Aînés actifs aisés	47	7
HINACP	Hommes inactifs appartenant à des ménages pauvres	Inactifs des ménages pauvres	80	13
HINACR	Hommes inactifs appartenant à des ménages aisés ou modestes	Inactifs des ménages aisés	9	1
TOTAL DES HOMMES			634	100

Les différences entre groupes sont illustrées par l'étude des caractéristiques de leurs représentations et de leur mobilité. On retrouve évidemment à chaque niveau les effets

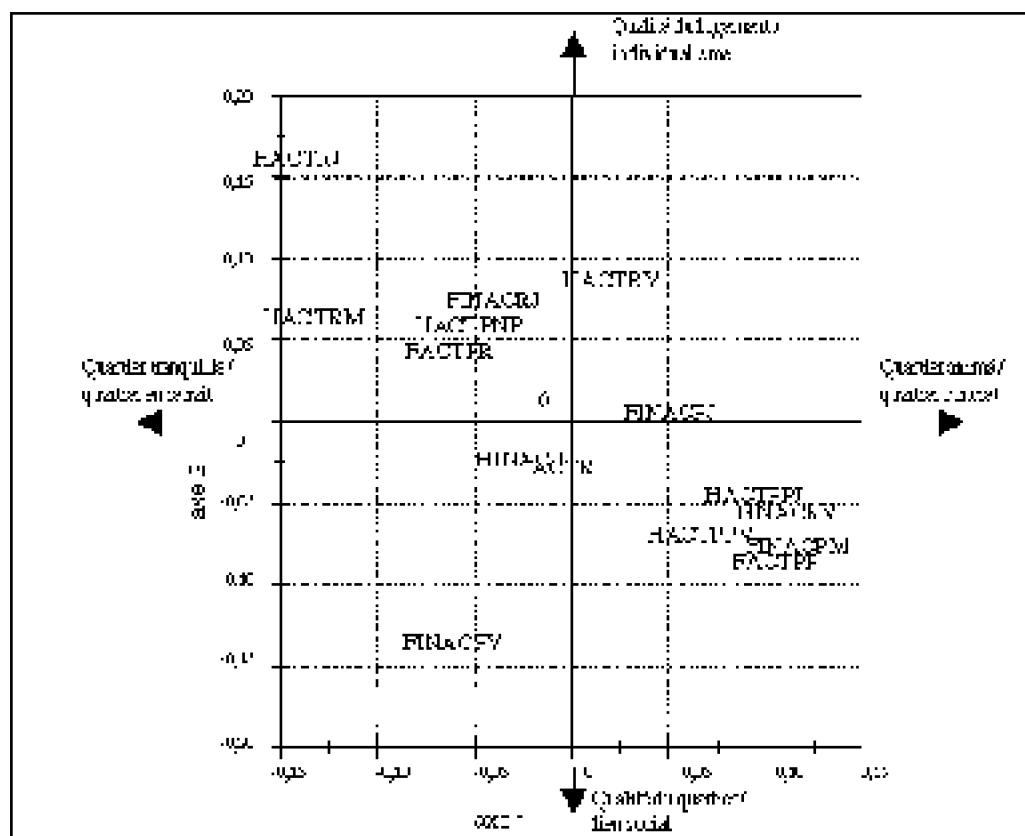
observés précédemment. Ainsi, en termes de représentations du quartier d'habitation, il apparaît (graphe 4-24 et 4-25) que le désir d'un quartier tranquille concerne plutôt les individus aisés ou appartenant à un ménage aisé ainsi que les inactives âgées (pauvres, modestes ou aisées). A l'inverse ceux qui souhaitent de l'animation sont plutôt les pauvres attirés par les quartiers populaires et les femmes dont la plupart des activités se déroule dans leur quartier. En outre, les attentes villageoises sont exprimées plus par les âgés et les pauvres (c'est le cas par exemple de toutes les femmes inactives), tandis que les individus aisés et les jeunes ou les adultes ont des souhaits plus urbains. Ainsi, les actifs aisés jeunes et adultes sont ceux qui ont le plus cité comme caractéristique principale la proximité du lieu de travail ou le raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité.



Les résultats de la seconde analyse factorielle (graphe 4-25) confortent cette première approche puisque les aisés et les actifs sont plus préoccupés par la qualité de leur logement. On trouve dans cette catégorie les hommes actifs aisés jeunes ou adultes tandis que les inactifs et notamment les femmes se préoccupent plus de l'animation et de

la sociabilité développée dans leur quartier. Le calme dans le quartier est un souhait plutôt exprimé par des aînées inactives pauvres. Il faut noter ici la place particulière des femmes actives aisées, qui, contrairement aux autres individus aisés, souhaitent des quartiers plus animés et ont moins exprimé d'attentes vis-à-vis de leur habitat que sur leur quartier d'habitation. En effet, moins jeunes que les inactives des ménages riches, qui sont plus individualistes, elles ont des désirs plus liés au souci d'une sociabilité de proximité. Pour les femmes aisées, l'âge est prépondérant dans l'apparition d'un certain repli sur le ménage et la famille réduite.

En définitive, si l'on se rapporte aux deux types de représentations présentées en introduction de cette partie, les représentations des aînées inactives des ménages pauvres se rapprochent de la première (villageoises, non centrées sur la concession) tandis que les jeunes et les adultes actifs aisés, au contraire, ne sont pas intéressés par une animation dans la rue ou une sociabilité de proximité, ayant les moyens de se déplacer largement en ville ; ils désirent un confort moderne (urbain) dans leur logement et un quartier tranquille.



L'étude de la mobilité quotidienne indique de même des situations disparates entre les groupes. Il serait ici fastidieux de décrire groupe par groupe les caractéristiques de la mobilité quotidienne. Cette dernière sera illustrée par quelques exemples : le niveau de mobilité quotidienne urbaine, la part de la mobilité motorisée dans les déplacements de la veille et les motifs de sorties du domicile (tableau 4-13 et 4-14).

Les femmes, sauf les actives aisées, ont toutes un niveau de mobilité inférieur à 3,1 (tableau 4-13). En fait, pour les femmes, la mobilité augmente avec la richesse et l'activité, ce qui explique que le groupe qui se déplace le plus soit celui des actives aisées dont la part des déplacements en modes motorisés est la plus forte. A l'opposé, les aînées inactives des ménages pauvres se sont peu déplacées la veille et ont plus marché à pied, la sociabilité de proximité prenant une place primordiale dans les motifs de sortie (tableau 4-14). Entre ces deux positions, se déclinent les situations en fonction de l'âge et des revenus. Ainsi, ce sont les actives aisées ou des ménages aisés qui utilisent le plus largement les modes motorisés, alors que les inactives, même si elles appartiennent à des ménages riches, se déplacent principalement à pied, dénotant de fait un espace fréquenté de taille plus réduite. L'activité influe également sur les motifs de déplacements dans le sens où la part de la sociabilité augmente avec l'inactivité (et avec l'âge). Il faut noter ici que les déplacements des inactives pour le travail sont le fait d'étudiantes.

Pour les hommes, les situations sont similaires : ceux qui se déplacent le plus sont les plus jeunes et les plus riches, à savoir les jeunes et les adultes actifs aisés, utilisant également majoritairement les modes motorisés pour se déplacer (tableau 4-13). En revanche, les actifs aînés pauvres précarisés se déplacent peu (plus cependant que la plupart des groupes de femmes) et à pied, principalement pour des motifs de vie quotidienne (tableau 4-14). Entre les deux groupes, on retrouve, de même que pour les femmes, un ensemble de situations différentes. La part des déplacements motorisés augmente par exemple non seulement avec les revenus mais également avec la stabilité de l'emploi. De plus, bien que la plupart des groupes soient composés d'actifs, la part du travail dans les motifs de déplacements varie en fonction de l'âge et de la richesse. Elle est supérieure à 50 % chez les pauvres non précarisés, alors que pour les aînés pauvres précarisés la vie quotidienne est plus importante.

Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

Typologie	Mobilité totale (depl. / ind. / jour)	Part de la mobilité motorisée
Actives pauvres des ménages pauvres	3,1	23
Actives pauvres des ménages aisés	2,4	51
Actives aisées	4,5	64
Jeunes inactives des ménages pauvres	2,4	14
Adultes inactives des ménages pauvres	2,5	19
Aînées inactives des ménages pauvres	2,0	18
Jeunes inactives des ménages aisés	2,6	24
Adultes et aînées inactives des ménages aisés	2,6	22
Actifs pauvres non précarisés	5,2	30
Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes	4,7	18
Actifs aînés pauvres précarisés	4,4	15
Jeunes actifs aisés	6,8	60
Adultes actifs aisés	6,8	72
Aînés actifs aisés	6,6	61
Inactifs des ménages pauvres	5,3	22
Ensemble	4,2	40

Typologie	Travail	Sociabilité	Vie quotidienne
Actives pauvres des ménages pauvres	42	27	27
Actives pauvres des ménages aisés	48	25	23
Actives aisées	59	16	18
Jeunes inactives des ménages pauvres	2	46	49
Adultes inactives des ménages pauvres	0	39	59
Aînées inactives des ménages pauvres	0	52	46
Jeunes inactives des ménages aisés	8	44	48
Adultes et aînées inactives des ménages aisés	3	49	46
Actifs pauvres non précarisés	52	14	24
Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes	32	17	40
Actifs aînés pauvres précarisés	27	12	55
Jeunes actifs aisés	36	26	25
Adultes actifs aisés	40	15	31
Aînés actifs aisés	41	9	32
Inactifs des ménages pauvres	0	31	64
Ensemble	29	24	38 %

Note : Le total par ligne n'est pas égal à 100 % car ne sont pas comptés les déplacements secondaires.

En conclusion, cette typologie reflète un ensemble de représentations et de pratiques spatiales propres aux chefs de ménage et aux épouses niaméens. Les critères socio-économiques de ces rapports hommes - espace urbain permettent *a priori* d'identifier des pratiques et des représentations spatiales différencierées parmi la population niaméenne. S'ils restent des facteurs discriminants prépondérants, ils ne sont pas les seuls. En effet, les parcours migratoires constituent un degré supplémentaire de différenciation des individus.

CHAPITRE 5 : PARCOURS MIGRATOIRES, Representations et pratiques spatiales

Les parcours migratoires sont appréhendés à l'aide de trois indicateurs : le lieu de naissance, la durée de séjour en ville et dans le quartier ainsi que les migrations en Occident. Cette approche est évidemment réductrice, puisque les parcours individuels comportent généralement plus d'étapes et sont notamment caractérisés par exemple par des lieux variés, à l'intérieur ou non du Niger, et des durées de séjour dans chacun de ces lieux. La non prise en compte de l'ensemble de ces déterminants tient essentiellement à des problèmes de méthodologie. En effet, l'enquête-ménages qui sert de base à l'analyse n'est pas à proprement parler une enquête sur les migrations et sur les représentations spatiales, puisqu'elle porte plus sur des questions relatives à la mobilité quotidienne. Nous avons dû à ce niveau effectuer des choix méthodologiques qui ne permettent pas, de fait, d'appréhender plus largement les parcours migratoires. Le choix des indicateurs a été effectué sur la base de la problématique et est expliqué en méthodologie (chapitre 1).

Une autre difficulté s'est également posée dans l'analyse de l'effet des indicateurs à partir des données de l'enquête-ménages. L'impact des indicateurs socio-économiques classiques sur les représentations et les pratiques spatiales est prépondérant ; il n'est pas possible d'étudier celui des parcours migratoires en en faisant abstraction. L'élaboration

préalable d'une typologie des individus basée sur des déterminants socio-économiques s'est donc révélée indispensable. Cette méthode a l'inconvénient de segmenter la population en groupes devant eux-mêmes être divisés en fonction des indicateurs des parcours migratoires. Se posent alors des problèmes liés à la taille de l'échantillon ne permettant pas cette opération pour l'ensemble des groupes de la typologie (empêchant de fait la hiérarchisation des effets de ces indicateurs). De façon connexe, alors que les résultats précédents se basaient sur l'étude de disparités relativement faibles entre groupes, les différences entre les représentations et les pratiques spatiales en fonction des indicateurs du parcours migratoire sont peu importantes, tout en restant significatives. Les résultats sont d'ailleurs confirmés par l'exploitation des entretiens qui, effectués sur la base d'une population relativement homogène, mettent en évidence les mêmes tendances et complètent les observations faites à partir de l'enquête-ménages.

Nous présentons tout d'abord dans les quatre premières sections l'effet de chacun des indicateurs sur les représentations et pratiques spatiales à l'aide des données de l'enquête-ménages. Puis, dans une cinquième section, nous les hiérarchisons à l'aide de celles des entretiens, ce qui aboutit une seconde typologie des individus, cette fois basée sur les indicateurs des parcours migratoires.

Section 1 : Les parcours migratoires

Ainsi que nous l'avons annoncé dans la problématique, les parcours migratoires sont approchés en fonction du lieu de naissance, de la durée de résidence et de la migration en Occident. Le large échantillon de l'enquête-ménages permet en effet de pouvoir étudier successivement ces trois caractéristiques en neutralisant les effets du genre, de l'âge, des revenus du ménage et de l'individu. Après avoir donné les définitions de chacun des termes dans ce cadre, nous indiquons quelques caractéristiques socio-économiques des individus en fonction de ceux-ci. Nous montrons ainsi la nécessité de passer par l'intermédiaire de la typologie présentée ci-avant. D'ailleurs, du fait de leur corrélation avec des déterminants socio-économiques, tous les groupes d'individus de cette dernière n'ont pas pu être "éclatés" pour chacun des trois aspects du parcours migratoires. Nous expliquons en conclusion pour chaque caractéristique du parcours migratoire ceux pour qui cela a été possible²⁵.

I - Le lieu de naissance

L'étude du lieu de naissance est effectuée sur les individus n'ayant pas migré en Occident. En effet, ainsi que nous le verrons ultérieurement, les migrations en Occident

²⁵ Nous considérons qu'un partage du groupe est possible lorsque chaque sous-groupe atteint une taille minimale de 24 individus. Ce nombre a été choisi en fonction des contraintes de représentativité et du fait que nous nous devions d'avoir un nombre non négligeable de sous-groupes à étudier.

sont le vecteur de changements profonds dans les rapports homme - espace et "annulent" pour ainsi dire l'effet du lieu de naissance. Comme 49 individus ont séjourné dans un pays occidental, notre analyse concerne 1 311 chefs de ménage et épouses.

Cependant, il faut noter ici que cette caractéristique, malgré toutes les précautions prises au niveau des enquêteurs²⁶, peut parfois être faussée par une mauvaise interprétation de la question par les enquêtés. En effet, il est commun au Niger que les femmes partent accoucher dans leur village d'origine et y restent une quarantaine de jours après la naissance de l'enfant. C'est ce lieu qui a pu être indiqué alors qu'il ne correspond pas au lieu où l'enfant a été élevé effectivement. Cependant, nous la conservons sans la modifier puisque nous sommes dans l'impossibilité de corriger ce biais. Néanmoins, la répartition de l'échantillon en fonction du lieu de naissance est sensiblement semblable à celle de la population totale observée lors du dernier recensement où 30 % des individus étaient nés à Niamey et 10 % à l'étranger (tableau 5-1).

La répartition de la population niaméenne montre bien l'importance des migrations rurales (tableau 5-1). Seul un quart des citadins est né à Niamey, les autres venant essentiellement d'un milieu rural ou d'une autre ville. Or, l'analyse des évolutions démographiques des villes du Niger indique que, jusque dans les années 70, aucune ne dépassait 20 000 habitants (Motcho, sd). De fait, vu le développement économique du pays, le caractère rural des villes du Niger et la concentration de la plupart des services publics sur la capitale, être né dans une autre ville nigérienne ou dans un village n'est pas différent en termes d'accès à des études supérieures, à des loisirs urbains (comme les cinémas) ou au confort dit "moderne" au domicile (téléphone, électricité). Par ailleurs, d'autres enquêtes ont elles aussi comparé les individus "venus d'ailleurs" sans distinction de lieu d'origine avec les "autochtones" (voir, par exemple, Mainet, 1995). Ainsi, nous regroupons pour le reste de l'analyse les individus nés au village et ceux nés dans une autre ville. Comme nous n'avons pas de renseignements sur la nationalité des enquêtés, nous ne prenons pas en compte ceux qui sont nés à l'étranger ; ils ont pu en effet être élevés dans des contextes socioculturels très différents.

Lieu de naissance	Niamey	Autre ville nigérienne	Village	Etranger	Total
nb. ind.	318	383	492	118	1 311
% / pop. totale	24	29	38	9	100

Finalement, la population étudiée est constituée de deux groupes : les "Niaméens", nés à Niamey et les "villageois" nés dans un village ou dans une autre ville. Le premier groupe comporte 318 personnes (un quart de l'échantillon total), le deuxième 875 individus (67 % de la population)²⁷.

²⁶ Ce problème a été spécifiquement notifié aux enquêteurs lors de leur formation, nous leur avons demandé d'y être très attentifs.

²⁷ Nous aurions aussi pu prendre en compte la durée de résidence. En effet, quelques individus ne sont pas nés à Niamey mais y sont arrivés relativement jeunes : 6 avant l'âge de 5 ans, 10 avant l'âge de 10 ans et 17 avant 13 ans. Le problème du choix d'un âge à l'arrivée à partir duquel l'individu peut être considéré comme Niaméen étant délicat, nous avons opté sur le simple lieu de naissance comme critère.

En termes d'âge, de genre et de composition des ménages, les villageois ont sensiblement les mêmes caractéristiques que les Niaméens, si ce n'est que les premiers ont en moyenne un peu plus d'enfants présents au domicile (4,3) que les derniers (3,8). Mais la localisation des habitations respectives est très différente : les Niaméens habitent plus largement dans le centre-ville car c'est là que se trouvent les plus anciennes concessions. C'est pour la même raison qu'un tiers d'entre eux loge aussi dans les périphéries lointaines contenant les villages rattachés. Les villageois se logent plutôt dans les nouvelles périphéries loties. D'ailleurs, si l'on étudie la répartition des individus en fonction du découpage en " zones perçues ", il apparaît que les Niaméens habitent plutôt la zone villageoise et pauvre (dont la périphérie lointaine) tandis que les villageois habitent relativement plus la zone dangereuse et pauvre (où se trouvent les nouvelles périphéries loties), ce caractère dangereux ayant été alors amplifié par l'arrivée des migrants ruraux.

Ces différentes localisations de l'habitat se traduisent également par des écarts dans le type de logement et le statut d'occupation. En effet, les Niaméens sont évidemment plus largement propriétaires que les villageois. On peut penser qu'ils ont pu, contrairement aux migrants ruraux, hériter en particulier des concessions familiales. De fait, 70 % d'entre eux occupent des concessions, ce qui est un taux supérieur à celui observé chez les villageois (soit 60 %).

Le lieu de naissance est aussi un déterminant fort de l'activité professionnelle car être né en ville favorise l'accès aux études, et notamment aux études supérieures. Ainsi, si 56 % des villageois n'ont jamais été à l'école, c'est le cas d'un tiers des Niaméens, ce qui implique une richesse individuelle plus importante chez ces derniers. Il faut cependant remarquer que les Niaméens travaillent plus dans le secteur de l'agriculture car ce sont eux qui possèdent les champs en périphérie.

II - La durée de séjour

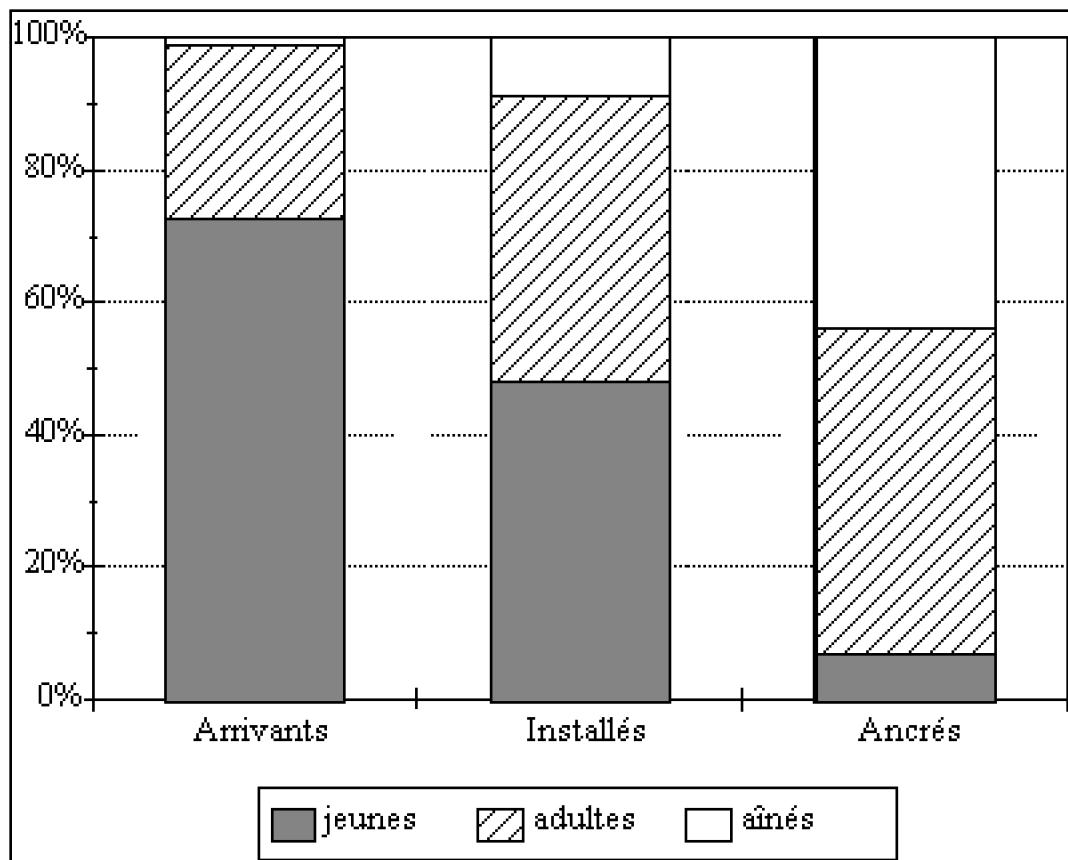
Les durées de séjour portent sur des durées calculées à partir du moment où l'individu a quitté ses parents et après sa dernière migration hors de la ville. Si l'individu n'a pas quitté ses parents vivant en ville, nous considérons qu'il est originaire de Niamey et la durée de séjour en ville correspond alors à son âge. Dans l'enquête-ménages, nous avons pu reconstituer ces durées pour 1 300 individus.

La durée de séjour se décline sous deux aspects : la durée de séjour dans le quartier d'habitation et la durée de séjour à Niamey, les deux durées étant calculées après le dernier retour de migration. Or, elles sont fortement corrélées. En effet, le nombre moyen de déménagements après avoir quitté le foyer parental est de 2, ce qui est relativement faible. De plus, la comparaison des durées de séjour en ville et dans le quartier d'habitation (annexe 7) montre que la majorité des individus habitant depuis moins de 10 ans dans leur quartier actuel sont en ville depuis moins de 10 ans également. En conséquence, nous avons effectué un découpage de la population en fonction d'une combinaison des deux durées que nous appelons " durée de séjour ". Les modalités de cette caractéristique des parcours sont les suivantes :

- les " arrivants " sont les individus habitant depuis moins de 5 ans dans leur quartier d'habitation et arrivés depuis moins de 5 ans en ville. Ils sont au nombre de 467 (soit 36 % de l'échantillon) ;
- les " installés " sont ceux qui sont arrivés depuis 5 à 20 ans à Niamey et qui habitent dans leur quartier actuel depuis moins de 15 ans, soit 560 individus (43 % de la population) ;
- enfin, les " ancrés " sont soit arrivés depuis 15 à 20 ans à Niamey et résidants depuis plus de 14 ans dans leur quartier actuel, soit arrivés depuis plus de 20 ans en ville (ce qui implique ici qu'ils habitent depuis plus de 20 ans dans leur quartier). Ce dernier groupe comporte 273 individus, soit 21 % de la population étudiée.

Les ancrés sont plus âgés que les arrivants : les premiers ont 48 ans en moyenne contre 30 ans pour les seconds. En conséquence les ancrés se rapprochent des Niaméens quant aux caractéristiques de leur logement. Ils sont installés dans les périphéries lointaines (zone pauvre et villageoise) tandis que les arrivants se concentrent plus sur la périphérie lotie (zone dangereuse et pauvre). Ils sont propriétaires à 80 %, alors qu'un tiers des arrivants est hébergé gratuitement. Enfin, plus des deux tiers des ancrés habitent des concessions contre la moitié des installés et 40 % des arrivants, ces derniers se reportant plus sur les célibateriums leur permettant de se loger à un moindre coût en attendant leur propre logement ou une habitation plus grande. Enfin, les ancrés ont moins effectué d'études que les autres (70 % sont sans études contre un quart des arrivants). Les écarts de revenus sont en conséquence assez importants puisque les arrivants ont largement plus accès au secteur public et au salariat que les installés et les ancrés.

L'importance de l'effet de l'âge dans l'étude de la durée de séjour (graphe 5-1) montre ainsi la nécessité de passer par une typologie des individus prenant en compte l'âge avant d'en étudier l'influence. Ainsi, on trouve les arrivants et les installés dans des groupes équivalents en termes de richesse mais pas en termes d'âge. Par exemple, si les arrivants sont proportionnellement plus nombreux dans les groupes de jeunes actifs aisés, les installés le sont plus dans celui des adultes actifs aisés. Le statut des ancrés est différent : ils sont relativement plus présents dans les groupes d'actives ou d'inactives pauvres des ménages pauvres ainsi que chez les aînés actifs précarisés ou aisés et chez les inactifs des ménages aisés.



III - Les migrations en Occident

Les migrations en Occident sont celles effectuées après avoir quitté les parents. Elles concernent peu d'individus : 49 enquêtés ont déclaré avoir séjourné plus de 6 mois dans un pays occidental après avoir quitté leurs parents, soit moins de 4 % des 1 360 individus. Ce faible taux s'explique principalement par le fait que, comme nous l'avons exposé en introduction, contrairement à leurs homologues maliens ou burkinabés, l'Occident n'est pas la destination privilégiée des Nigériens et la population émigrée vers les pays du Nord reste très minoritaire. Néanmoins, ainsi que nous le verrons dans le paragraphe suivant, ces séjours impliquent des caractéristiques socio-économiques et des relations à l'espace urbain particulières.

Nous pouvons en avoir un aperçu par quelques observations préalables. En effet, par exemple, les migrants en Occident sont avant tout des hommes (à 90 %). Cette répartition s'explique par le fait que les raisons principales de départ sont les études et le travail, représentant à eux seuls 80 % des motifs de la migration. Or, les femmes ont des niveaux d'études très inférieurs à ceux des hommes et peu d'entre elles exercent une activité professionnelle. De plus, les séjours en Occident sont de moyenne durée (moins de 5 ans). Il faut aussi remarquer qu'en termes de composition des ménages, 43 % des épouses des migrants en Occident sont des actives, alors que ce n'est le cas que d'un quart de celles des non migrants. Avant que d'être l'indice d'un changement dans les

mœurs, c'est le résultat d'une situation déjà observée précédemment : ce sont les riches qui épousent préférentiellement des femmes riches et actives. Or, les migrants en Occident ont une situation économique nettement plus privilégiée que les non migrants. Du fait de leur séjour hors Afrique, 71 % d'entre eux ont effectué des études supérieures contre seulement 9 % des non migrants. Ils ont ainsi accès à des postes fortement rémunérés dans la fonction publique : 78% des migrants sont actifs et gagnent en moyenne plus de 200 000 FCFA par mois. D'ailleurs les trois quarts d'entre eux sont des cadres supérieurs.

Cette richesse se traduit aussi dans les caractéristiques de leur logement. Un tiers des migrants habite des quartiers riches, contre 10 % des non migrants, et un autre tiers les périphéries loties. La villa est le type de logement choisi au détriment des autres formes d'habitation et notamment de la concession largement répandue chez les non migrants.

IV - Des parcours migratoires plus complexes

L'analyse générale de l'influence du lieu de naissance, de la durée de séjour et de la migration en Occident montre qu'il existe des points communs entre leurs effets respectifs, ce qui n'est pas dû au hasard. En effet, il existe un lien entre les trois caractéristiques du parcours migratoires (tableau 5-2). Il apparaît ainsi que les individus nés au village sont majoritairement des installés dans Niamey (45 % des villageois le sont effectivement). En revanche, les arrivants et les ancrés sont plus souvent des Niaméens puisque l'on retrouve dans cette catégorie à la fois des personnes n'ayant jamais quitté la ville et celles y revenant après une migration dans une autre ville ou dans un autre pays africain. Il faut ici noter que presque la moitié des Niaméens est composée d'ancrés. Enfin, les migrants en Occident sont généralement des installés en ville (56 % le sont) et peu sont des ancrés, leur migration ayant été effectuée depuis donc moins de 20 ans.

Durée de séjour Migration et lieu de naissance	Arrivants	Installés	Ancrés	Total
Non migrants en Occident				
Villageois	17	45	38	100
Niaméens	22	31	47	100
Migrants en Occident	15	56	29	100
Total	18	42	40	100

De plus, ces liens entre les différentes caractéristiques du parcours migratoire donnent un aperçu de la multiplicité des situations. De toute évidence, étudier les parcours migratoires par leur intermédiaire est réducteur. En effet, les individus ont généralement des parcours complexes. Les villageois comme les Niaméens peuvent être des arrivants ou des ancrés. Ils peuvent ou non avoir migré en Occident. A cela peuvent s'ajouter des migrations vers d'autres pays d'Afrique, vers d'autres villes et/ou vers un

village (voir en référence la présentation générale de la population étudiée, chapitre 2). Nous avons expliqué dans la méthodologie les raisons du choix de ces trois caractéristiques : leur pertinence quant à l'étude des représentations et des pratiques spatiales en fait sans nul doute des indicateurs intéressants. Par ailleurs, nous en avons testé d'autres, comme les séjours dans d'autres pays d'Afrique ou les durées de séjour à l'étranger, qui n'ont pas donné de résultats aussi significatifs. Le caractère réducteur des indicateurs choisis est sans doute en partie compensé par leur prépondérance par rapport à d'autres caractéristiques des parcours migratoires.

En conclusion, pour le lieu de naissance, la relativement faible proportion globale de Niaméens implique que seuls cinq groupes de la typologie en comportent un nombre supérieur à 24 (annexe 8, tableau A8-1). Il s'agit des actives pauvres des ménages pauvres (119 individus au total), des actives aisées (94 individus), des jeunes inactives des ménages pauvres (116 individus), des jeunes inactives des ménages aisés (124 individus) et des adultes actifs aisés (145 individus). On peut remarquer ici qu'un seul groupe d'hommes sera étudié sous cet aspect.

En ce qui concerne la durée de séjour, neuf groupes d'hommes et de femmes peuvent être étudiés (annexe 8, tableau A8-2). Il s'agit de :

- pour la comparaison des arrivants et des installés :
 - des jeunes inactives des ménages pauvres (110 individus au total) ;
 - des jeunes inactives des ménages aisés (122 individus) ;
 - des jeunes actifs aisés (85 individus) ;
- pour la comparaison des installés et des ancrés :
 - des actives pauvres des ménages pauvres (118 individus) ;
 - des actives aisées (94 individus) ;
 - des adultes inactives des ménages pauvres (89 individus) ;
 - des actifs pauvres non précarisés (68 individus) ;
 - des actifs pauvres précarisés, jeunes ou adultes (103 individus) ;
- pour la comparaison des arrivants, des installés et des ancrés :
 - des adultes actifs aisés (162 individus).

Enfin, le problème de l'étude des migrants en Occident vient du faible effectif de ce groupe (annexe 8, tableau A8-3). Or, il s'est avéré que c'est parmi les hommes actifs riches, et notamment adultes, que l'on pouvait les trouver. Nous avons donc choisi ces groupes comme référence pour notre étude en les regroupant. La répartition entre migrants en Occident et non migrants se fait alors de la façon suivante : sur un total de 297 individus, il y a 33 migrants, soit 11 % de cet échantillon. Comme tous ces individus

sont arrivés à Niamey depuis 12 ans environ, la comparaison des migrants et des non migrants est ici représentative des effets de ce type de migrations.

Caractéristique par caractéristique, nous détaillons à présent, à sexe, âge et statut socio-économique équivalents, quelle est leur influence sur les rapports homme - espace.

Section 2 : Les villageois, des nouveaux citadins

La question principale qui se pose lorsque l'on étudie l'influence du lieu de naissance est relative à l'insertion urbaine des ruraux. Les individus que nous étudions sont généralement installés depuis plus d'une dizaine d'années. Les différences Niaméens - villageois sont-elles encore importantes, en termes d'usages et de représentations spatiales ou les ruraux vont-ils être assimilés culturellement, socialement, "spatialement" aux Niaméens de souche ?

I - " Etre de là ", un avantage social

Les premières différences observées entre Niaméens et villageois concernent les ménages, l'habitat et les activités professionnelles. Les villageois sont tout d'abord plus largement polygames que les Niaméens. Ensuite, quels que soient leurs revenus, leur sexe et leur âge, les villageois logent moins dans le centre-ville et habitent dans la périphérie lotie ou dans le péricentre, contrairement aux Niaméens. Cette répartition résidentielle est observée également à Bamako où les vieux quartiers centraux abritent relativement plus de chefs de ménage non migrants que les autres (Marcoux, Morin et alii, 1995). Comme nous l'avions indiqué précédemment, une partie des Niaméens habite également les périphéries lointaines. Il faut aussi noter que, du fait de l'accès à des logements familiaux en ville, les Niaméens riches (hommes ou femmes) habitent moins les quartiers riches que les villageois, ce qui constitue un indice d'un rapport à l'espace différent, notamment chez les aisés. Ces différences s'observent aussi lorsqu'on utilise le découpage en zones "perçues". En effet, les Niaméens pauvres logent plus largement dans la zone villageoise et pauvre (les anciens villages). Les Niaméennes actives et inactives des ménages aisés se retrouvent paradoxalement plus dans les quartiers dangereux et pauvres occupés par ailleurs majoritairement par les villageois. Il s'agit en fait d'une partie de la périphérie lointaine (pour les actives) et du péricentre (pour les inactives). La fréquence des concessions dans la ville fait qu'il n'y a pas de différence entre les villageois et les Niaméens à ce niveau, sauf chez les individus les plus riches. Mais comme ils habitent des quartiers privilégiés, les villageois aisés logent plus dans des villas que les Niaméens.

Ces différences s'observent de la même façon dans l'analyse des statuts d'occupation des logements. Les Niaméens sont plus fréquemment hébergés que les villageois (c'est le cas par exemple d'un tiers des actives niaméennes pauvres des ménages pauvres alors que seuls 16 % de leurs homologues villageoises le sont). Quant

aux actives aisées, malgré leur relative richesse, 14 % d'entre elles habitent dans des célibateriums.

Les raisons se trouvent principalement dans l'activité professionnelle. Les actives villageoises pauvres et aisées travaillent plus largement dans leur quartier d'habitation (tableau 5-3). En fait, elles ne travaillent pas plus au domicile mais lorsqu'elles travaillent hors du domicile, elles exercent plus leur emploi dans leur quartier, ce qui explique en partie la localisation de leur habitat moins situés dans les quartiers riches. En ce qui concerne les hommes, ici tous aisés, il n'y a pas de différence de localisation entre les villageois et les Niaméens.

		Total des actives	dont travaillent au domicile ou dans leur quartier	
Typologie	Lieu de naissance	Nb. ind.	Nb. ind.	%/total des actives
Actives pauvres des ménages pauvres	Village	73	54	74 %
	Niamey	24	14	58 %
Actives aisées	Village	65	25	38 %
	Niamey	24	5	21 %

De plus, en règle générale, dans une même tranche de revenu, les villageois gagnent moins que les Niaméens, les différences étant accentuées pour les individus aisés. Par exemple, les actives aisées villageoises gagnent 30 % de moins que les actives aisées niaméennes. Ces écarts sont dus à la fois aux écarts de niveau d'études et d'activité professionnelle. Ainsi, dans tous les groupes, les villageois ont fait moins d'études que les Niaméens. Entre autres, 80 % des actives pauvres des ménages pauvres ne sont jamais allées à l'école, alors que ce n'est le cas que de 46 % des Niaméennes. Mais il faut remarquer que lorsqu'ils ont fait des études, les villageois sont allés plus loin que les Niaméens.

Or, ces problèmes de scolarisation et le fait de n'être pas né à Niamey impliquent une situation professionnelle plus difficile pour les villageois que pour les Niaméens. Les actifs aisés villageois, hommes ou femmes, ont moins accès aux postes de cadres supérieurs (et même à ceux de cadres moyens pour les femmes) et ils exercent plus des emplois en tant qu'indépendants. Leur secteur d'activité se situe essentiellement dans le commerce (82 % des actives pauvres villageoises contre 67 % des Niaméennes par exemple), les Niaméens exerçant aussi plus des métiers de taximen du fait de leur connaissance de la ville. Ces différences donnent un autre indice d'explication de la localisation de l'habitat : les Niaméennes des ménages aisés habitent à proximité de leur lieu de travail (ou de celui de leur époux) qui peut être l'université ou l'hôpital situés dans la zone dite dangereuse et pauvre qui abrite en fait quelques poches d'individus travaillant dans ces organismes publics.

Enfin, les Niaméens sont beaucoup plus sédentaires que les villageois qui, après avoir quitté leurs parents, ont généralement séjourné ailleurs qu'à Niamey. Ainsi, 80 % des actives pauvres niaméennes n'ont jamais quitté la ville après avoir quitté le foyer

parental, contre la moitié de leurs homologues villageoises seulement. De même, 60 % des actifs adultes aisés niaméens sont restés à Niamey contre 40 % des villageois. Leur mobilité résidentielle à l'intérieur de la ville est aussi contrastée, les Niaméens ayant moins déménagé que les villageois. Par exemple, chez les actifs adultes aisés, le nombre de déménagements dans la ville est double chez les villageois par rapport aux Niaméens.

En conclusion, le lieu de naissance a une réelle importance sur l'insertion urbaine par la raison même de l'influence des réseaux locaux qui agissent sur l'insertion spatiale et professionnelle. Les Niaméens occupent des situations plus stables, tant au niveau de l'habitat (accès à la propriété) qu'au niveau de l'emploi (accès au salariat). Les villageois sont nettement plus soumis à des effets conjoncturels : ils habitent les nouveaux quartiers lotis sans avoir vraiment accès aux anciens quartiers et au centre et ont des difficultés de stabilité professionnelle et résidentielle, et ce même pour les plus riches d'entre eux. S'ils ont eux aussi des réseaux d'insertion, leurs stratégies sont évidemment différentes de celles des Niaméens. Ces résultats peuvent être en partie dus au cycle de vie, notamment chez les hommes où les villageois sont installés depuis 12 ans à Niamey alors que la durée de séjour en ville est de 18 ans pour les Niaméens. Le processus d'insertion n'est donc pas au même stade.

II - Représentations spatiales et lieu de naissance

Les différences entre les localisations des logements et des lieux de travail montrent l'existence de stratégies (ou de tactiques ?) variées en fonction du lieu de naissance. La proximité sociale, professionnelle... paraît d'ores et déjà être d'une importance capitale pour les villageois et les Niaméens aisés. Mais l'isolement relatif des premiers par rapport aux réseaux citadins en place rend difficile la simple transposition du village en ville. *Volens, nolens*, ils doivent s'adapter à leur nouvel environnement physique. Mais les Niaméens ont vu eux aussi la ville se transformer et doivent eux-mêmes faire face à ces changements.

II - 1 : Le quartier, à l'image de la ville ou du village

La précarité des villageois et leur adaptation aux conditions de vie urbaines vont développer des exigences particulières en ce qui concerne le quartier d'habitat. Contrairement aux citadins, par exemple, les villageois accordent finalement moins d'importance à la sécurité et au calme ressentis dans le quartier, puisqu'à proprement parler, ils ne sont pas "chez eux". De la même façon, la réalité et la proximité des réseaux sociaux des Niaméens, la stabilité de leurs emplois impliquent, pour eux, des préoccupations moins économiques que relationnelles. Dans tous les groupes, le coût de l'habitat est moins préoccupant pour ces derniers que pour les villageois. Les ruraux sont en conséquence moins sensibles à la proximité de parents et amis. En revanche, ils sont plus intéressés par la proximité de commerces et d'écoles, ce qui correspond en partie à la re-création d'un espace à l'échelle du village d'origine ; on peut l'observer chez les individus riches comme chez les individus pauvres.

L'opposition la plus forte entre les villageois et les citadins est observée dans le

groupe des adultes actifs aisés. La préoccupation de la proximité des services est exprimée très fortement chez les villageois au détriment d'autres éléments caractéristiques du quartier. Cependant, ils se montrent moins satisfaits de leur quartier sur l'ensemble des points indiqués, que ce soit en termes sociaux, économiques ou professionnels. De fait, leur relative richesse n'a pas les mêmes conséquences que pour les Niaméens qui ont des exigences vis-à-vis des services urbains plus fortes comme le rattachement aux réseaux d'eau et d'électricité.

Autre exemple d'écart : les actives pauvres des ménages pauvres. Les préoccupations des villageoises sont orientées vers le coût du logement tandis que les Niaméennes insistent sur le calme dans le quartier. Ces demandes correspondent à une réalité tangible. Les villageoises trouvent leur logement trop cher alors que ce n'est pas le cas des Niaméennes. En effet, les logements de ces dernières sont vraiment plus économiques puisque un tiers des Niaméennes est hébergé contre 16 % des villageoises, ce qui implique un plus grand intérêt des Niaméennes pour la qualité de vie dans leur quartier.

Les représentations spatiales du quartier d'habitation qui en résultent sont illustrées par le graphe 5-2. Ils montrent que les villageois sont moins concernés que les Niaméens par la qualité de vie à l'intérieur de l'habitation. Leurs préoccupations sont plus liées à l'environnement extérieur de l'habitat et à l'animation (qui conditionne d'ailleurs en partie le développement du sentiment de sécurité, non exprimé spécifiquement par les villageois). Ces représentations se traduisent chez les femmes villageoises par une représentation plus concrète du quartier et, *a priori* étonnamment, elles sont relativement plus comparables aux groupes dominants. Enfin, les préoccupations économiques sont nettement plus marquées chez elles que chez les Niaméennes. Leurs représentations spatiales correspondent en fait à des attentes plus urbaines et à une attitude plus individualiste dont une des raisons peut se trouver dans le déracinement à Niamey qui les coupe de leur milieu d'origine. Cet isolement peut s'observer même chez les actives aisées. Les villageoises sont donc généralement plus inquiètes de l'environnement physique que social, résultat de la précarité de leur situation et des rares possibilités de recours aux réseaux de solidarité. Même si elles tentent de recréer dans le quartier, au moins en ce qui concerne les services urbains, le village, elles vivent en fait dans un espace plus subi que choisi dans le sens où socialement elles le sentent plus vide, tant au niveau du quartier que de la ville.

Pour les actifs riches, les résultats sont légèrement différents. Les villageois ont, de même que précédemment, des représentations du quartier moins liées à la concession, moins individualistes. Cependant, leurs représentations se rapprochent en partie de celles d'individus dominés et ils sont moins préoccupés par les contraintes économiques. Ces individus représentent sans doute l'archétype du villageois qui a réussi en ville : contrairement à leurs homologues plus pauvres, leur richesse leur a permis de conserver des liens avec leur communauté d'origine et sans doute de reconstruire un réseau dense de relations sociales traditionnelles en ville. Ils reproduisent en partie les systèmes classiques d'entraide qui sont en fait des processus d'assurances en cas de problèmes et les déchargent en partie des inquiétudes matérielles. Nous pourrions les comparer aux actives aisées mais elles n'ont pas le même schéma de représentations car la femme

aisée et active n'appartient pas à la société traditionnelle et les formes plus occidentales de la famille ne sont pas assez développées pour qu'elles soient véritablement reconnues. Il serait maintenant intéressant de vérifier quelles sont les formes que prennent les réseaux des hommes actifs riches villageois et notamment s'ils se répartissent sur toute la ville ou s'ils se concentrent dans le quartier d'habitation. C'est l'étude de la mobilité qui nous donnera à ce sujet quelques indices.

II - 2 : La ville village des ruraux

Les qualifications des zones sont modifiées en fonction du sexe, de l'âge mais aussi du lieu de naissance. Ainsi les inactives villageoises ajoutent à la zone dangereuse le qualificatif de pauvre, qu'elles soient elles-mêmes aisées ou pauvres. Par ailleurs, la zone généralement représentée comme dangereuse et pauvre perd son caractère dangereux chez les villageoises qui y habitent alors qu'il est accentué chez les Niaméennes (et notamment les plus pauvres).

Cet accent mis sur la pauvreté est aussi observé dans la zone villageoise et pauvre qui est perçue comme plus pauvre par les Niaméens aisés hommes ou femmes tandis que les Niaméens pauvres, ainsi que l'ensemble des villageois, insistent sur son caractère villageois, ce qui correspond à une réalité démographique. En effet, ce sont les Niaméens pauvres qui habitent les anciens villages de la périphérie tandis que les plus riches, en réaction, les dévalorisent. Les villageois ayant une connaissance moins ancienne *a priori* de l'histoire de la ville ont une représentation de cette zone globalement homogène.

Pour les inactives, quelle que soit la richesse du ménage, les Niaméennes ont moins répondu que les villageoises et celles qui ont répondu ont indiqué le même nombre de quartiers en moyenne. Au contraire, chez les actifs les nombres de non-réponse sont équivalents dans les deux groupes pour chaque question mais, pour ceux qui ont répondu, les villageois ont cité moins de quartiers en moyenne par question. Ces écarts peuvent être à la fois l'indice d'une moindre connaissance de la ville mais aussi d'un refus quasi "culturel" de la part des pauvres de répondre aux questions (voir en référence le chapitre 3).

Enfin, il existe aussi une différence dans l'emploi des lieux spécifiques entre Niaméens et villageois. Les actives les plus pauvres nées au village citent peu les cinémas et les lieux de spectacles et privilégient les marchés et les lieux populaires. Cette préférence des villageoises pour les citations du marché de nuit au détriment des lieux de loisirs urbains est aussi vérifiée pour les autres groupes de femmes. Cette observation préfigure des pratiques de la ville différenciées, l'une plus citadine que l'autre puisque profitant des offres de loisirs particulières à la capitale.

En conclusion, les écarts entre les représentations de la ville s'observent principalement chez les inactifs pauvres, qui sont ici des femmes. Les villageoises, si elles répondent plus largement aux questions, perçoivent encore la ville de façon peu "urbaine" : on peut y vivre dans certains quartiers comme au village et elles citent peu les lieux de loisirs urbains. La pauvreté est un critère moins employé pour qualifier les quartiers. Les Niaméennes, *a contrario*, ont une vision plus caricaturale de la ville : elles

répondent d'ailleurs moins aux questions. Pour ces femmes, paradoxalement, la ville est en fait un espace peu connu et l'objet de représentations caricaturées, avec des zones dangereuses plus étendues que celles des villageoises et une différenciation quartier pauvre/quartier riche plus marquée.

II - 3 : Centre-ville/marchés, centre-ville/pluri-fonctionnel

Ce sont les femmes actives villageoises qui répondent le moins à la question relative à l'emplacement du centre-ville. De plus, les villageois le placent préférentiellement au niveau du Grand Marché tandis que les Niaméens citent d'autres lieux, même hors du centre que nous avions défini. C'est notamment le cas des jeunes inactives dans les ménages pauvres dont 42 % des réponses sont situées dans le centre mais hors de la zone Grand Marché - Lacouroussou - Maourey - Petit Marché, et 20 % des réponses sont même en dehors du centre-ville. Pour les actifs aisés, les Niaméens citent fréquemment le Petit Marché, lieu des administrations, car ils sont plus largement employés dans le secteur public que les villageois.

En termes de types de fréquentation, les villageoises vont dans le centre essentiellement pour y effectuer uniquement des achats alors que les Niaméennes y exercent plus fréquemment des activités liées aux loisirs et aux visites. En ce qui concerne les adultes actifs aisés, en revanche, les villageois étant moins fonctionnaires, ils vont plus dans le centre-ville uniquement pour leurs loisirs tandis que les Niaméens y associent leurs activités professionnelles.

II - 4 : Synthèse

En définitive, dans les groupes de femmes, les villageoises sont plus isolées socialement que les Niaméennes. Elles se sentent moins en sécurité dans leur quartier et ressentent plus les préoccupations financières ; elles tentent donc de retrouver, même inconsciemment, des indices de leur vie villageoise dans Niamey. Ainsi, un tiers des actives aisées villageoises a donné en réponse à la question sur la vie " comme au village " leur quartier alors que moins de 20 % des Niaméennes l'ont fait. Leurs activités sont d'ailleurs semblables à celles se déroulant au village et leurs représentations n'intègrent pas des lieux typiquement urbains. Le centre-ville est avant tout un lieu d'achats. Mais, sous cette dénomination, se cachent d'autres qualités : le marché est aussi un lieu de rencontres, d'informations, et il lui est souvent associé un caractère sécurisant rappelant le marché villageois (Frémont, 1982). Les Niaméennes ont, quant à elles, un fort sentiment de familiarité dans leur quartier d'habitation et les parties de la ville qu'elles connaissent ; les nouveaux lotissements, sans pôle d'intérêt particulier et peuplés notamment par les villageois, sont des zones dangereuses. Par exemple, les jeunes inactives des ménages riches nées à Niamey pensent que leurs quartiers d'habitation sont animés la nuit alors que leurs homologues villageoises inclinent à les trouver dangereux. Les lieux de référence sont ainsi plutôt les anciens quartiers, qu'ils soient centraux ou périphériques. Des variations interviennent en fonction de la richesse qui permet aux individus de se déplacer plus largement et favorise un sentiment de sécurité au niveau de l'ensemble de la ville. L'activité professionnelle modère elle aussi ces

observations puisqu'elle implique des fréquentations plus étendues de la ville, au moins pour l'approvisionnement des commerces. C'est ainsi que les Niaméennes connaissent un peu mieux la ville que les villageoises car elles travaillent moins dans le quartier d'habitation.

Pour les actifs adultes aisés, les résultats sont différents. Les villageois qui ont "réussi" professionnellement reproduisent un tissu de relations de type traditionnel, favorisant la proximité des réseaux de relations : ils peuvent en effet "**jouer des représentations de l'espace et du temps héritées de leur passé villageois**" dans un contexte nouveau pour eux (Le Bris, 1981, p. 172). En revanche, les Niaméens vont avoir des représentations plus proches d'un mode de réussite occidental : la réussite va passer par l'accès à un confort moderne et à un mode de vie plus individualiste, ce qui explique qu'ils jugent plus sévèrement leurs quartiers d'habitation. En effet, ceux-ci sont cités comme étant des quartiers pauvres alors que ce n'est pas du tout le cas pour les villageois. L'opinion générale plus sévère des Niaméens sur leur quartier a aussi une raison plus psychologique et peut être due à "**la prise de conscience de plus en plus élevée des insuffisances du quartier et surtout la retenue voire les scrupules vis-à-vis des insuffisances d'un milieu dans lequel on a longtemps vécu [...]**" (Sidikou, 1980, p. 248). Les différences quant aux représentations du centre-ville sont moins importantes et viennent en partie des types d'emplois (fonction publique pour les Niaméens, informel pour les villageois).

Une étude de la mobilité quotidienne de l'ensemble de ces groupes permet de mettre en évidence les attitudes qui sous-tendent ces différences de représentations spatiales.

III - Mobilité citadine contre mobilité villageoise ?

En règle générale, les Niaméens se déplacent moins que les villageois, les plus grandes différences dans les taux de mobilité s'observant pour les groupes d'actifs. Les actives aisées niaméennes font cependant exception puisque les Niaméennes effectuent presque 1 déplacement de plus par jour que les villageoises (tableau 5-4).

Tableau 5-4 : Lieux de naissance et mobilités urbaines quotidiennes des actifs aisés

Typologie	Lieu de naissance	Mobilité urbaine (depl./jour/ind.)	Part de mobilité motorisée (%)
Actives aisées	Village	4,3	52
	Niamey	5,1	84
Actifs aisés	Village	7,0	66
	Niamey	5,5	90

Le tableau 5-4 montre non seulement des différences dans les niveaux de mobilité totale mais aussi dans l'utilisation de modes motorisés, à revenus comparables. Même pour les groupes plus pauvres ces écarts sont importants. Ainsi, dans le groupe des actives pauvres des ménages pauvres, 40 % des déplacements des Niaméennes sont motorisés contre 20 % à peine pour ceux des villageoises. Pourtant, les niveaux

d'équipement en modes de transport sont les mêmes dans les ménages quel que soit le lieu de naissance des individus, sauf chez les actives aisées où les villageoises sont majoritairement captives (à 80 %) alors qu'un tiers des Niaméennes appartient à un ménage possédant une voiture, ce qui explique aussi leur plus grande mobilité.

Cependant, les modes motorisés comprennent les motos, la voiture particulière et les transports en commun (composés essentiellement des taxis). Pour les femmes appartenant à des ménages pauvres, les différences dans la mobilité motorisée s'expliquent en termes d'usages des transports en commun. Ainsi, pour les actives pauvres des ménages pauvres, plus d'un quart des déplacements des Niaméennes se fait en transport en commun contre 14 % de ceux des villageoises. Les mêmes écarts peuvent s'observer dans le groupe des jeunes inactives des ménages pauvres. Quant aux hommes, pour les actifs aisés, c'est l'usage plus ou moins répandu de la moto qui explique les différences entre les villageois et les Niaméens. Chez les Niaméens, hommes comme femmes, l'utilisation de ce mode est beaucoup plus répandue que chez les villageois, alors que la proportion d'individus captifs est comparable dans tous les groupes. Il s'agit donc bien d'une pratique différenciée par les localisations de déplacements plus que par l'accès aux modes motorisés.

En conséquence, les villageois se déplacent plus dans leur quartier d'habitation alors que les Niaméens effectuent relativement plus de déplacements dans la ville et notamment, depuis leur quartier d'habitation vers des quartiers non limitrophes et non centraux (voir un exemple pour les actives pauvres des ménages pauvres dans le tableau 5-5).

Déplacements	Non secondaires	Non secondaires	Non secondaires	Non secondaires	Secondaires	Total
Lieu de naissance	Internes	Limitrophes	Centraux	Autres		
Village	53	13	17	14	3	100
Niamey	38	11	23	25	3	100

Note : les chiffres représentent des proportions par catégorie en fonction de la mobilité urbaine totale.

Ces différences sont plus profondes qu'il n'y paraît : non seulement les modes et les localisations des déplacements changent, mais aussi les modes utilisés au sein même du quartier d'habitation alors qu'*a priori* on penserait à une utilisation quasi exclusive de la marche à pied. Or, chez les actives aisées et niaméennes, la voiture est utilisée pour 17 % des déplacements internes (contre 8 % pour leurs homologues villageoises). De même, pour les actifs adultes aisés, un quart des déplacements internes des Niaméens se fait en moto contre à peine 10 % de ceux des villageois, ce qui implique, pour les Niaméens un usage très différent de l'espace même familial. Il serait ici intéressant d'étudier l'opinion que les individus ont sur les modes de transport en fonction de leur lieu de naissance pour compléter ces données. Nous pouvons ici avancer l'hypothèse d'une habitude citadine dans l'utilisation des modes motorisés qui dévaloriserait la marche à pied même dans les déplacements de quartier.

Un autre indice de l'importance du quartier d'habitation pour les villageois est donné par l'analyse des motifs de déplacement dans le quartier d'habitation, notamment chez les actifs. Les actives pauvres niaméennes se déplacent dans leur quartier essentiellement pour des motifs liés à la vie quotidienne tandis que les villageoises y ont des activités plus variées concernant à la fois le travail, la sociabilité et la vie quotidienne. Les actives aisées, de la même façon, s'y déplacent uniquement pour leur travail (75 % des déplacements internes) alors que les raisons de déplacement des villageoises sont également relationnelles (58 % des déplacements internes sont motivés par le travail, 27 % par la sociabilité). Nous pouvons également faire ces observations pour les actifs adultes aisés.

De plus, l'étude par motifs de la localisation des déplacements montre que la sociabilité et le travail des individus se déroulent pour les villageois plus dans le quartier que chez les Niaméens (tableau 5-6), ce qui indique une concentration des activités sur un secteur plus réduit pour les natifs du village alors que les autres dispersent leurs déplacements.

Typologie	Lieu de naissance	Part des déplacements internes pour la sociabilité	Part des déplacements internes pour le travail
Actives pauvres des ménages pauvres	Village	41	42
	Niamey	33	26
Actives aisées	Village	52	38
	Niamey	0	15
Actifs aisés	Village	60	17
	Niamey	48	0

Note : les chiffres représentent la part des déplacements internes au quartier d'habitation dans la mobilité totale par motifs.

De façon plus globale, il n'y a que peu de différences dans la répartition des motifs de déplacement des individus en fonction de leur lieu de naissance. Le travail prend un peu plus de place chez les actifs niaméens au détriment de la sociabilité ou des motifs liés à la vie quotidienne, ce qui doit être dû à la différence de nature entre les emplois des Niaméens et ceux des villageois. Si on analyse dans le détail le motif "vie quotidienne", il apparaît aussi que les actives aisées niaméennes font plus d'accompagnement que les villageoises, ce qui explique en partie leur utilisation plus généralisée d'un mode motorisé même pour les déplacements internes. De plus, les actifs adultes aisés nés à Niamey effectuent des démarches alors que leurs homologues villageois sont peu concernés par ce type d'activité.

En conclusion, les villageois se caractérisent, en termes de mobilité urbaine quotidienne, par une fréquentation intensive de leur quartier d'habitation dans lequel les motifs de déplacements sont plus nombreux et plus variés que ceux des Niaméens. Les Niaméens font preuve d'un usage plus spécifique de cette zone qui perd sans doute sa qualité de centre des activités au profit d'une connaissance élargie d'autres lieux dans la ville. Mais ce repli villageois sur le quartier d'habitation n'est en rien le résultat d'une reproduction sociale de la vie au village, il est plutôt une conséquence des difficultés dans

la construction de nouveaux réseaux d'entraide.

IV - le lieu de naissance ou l'importance des racines

Nous avons pu différencier quatre types d'insertion urbaine en fonction du lieu de naissance et du statut économique. En effet, ce dernier est un déterminant fondamental dans les modes d'intégration en ville. Pour les femmes pauvres, l'existence et la densité du réseau d'entraide constituent les conditions même du développement du sentiment de sécurité et de familiarité en ville. Au contraire, pour les individus plus aisés, nous pouvons étudier plus directement l'influence du lieu de naissance car les " choix " quant à leurs relations avec l'espace urbain dépendent directement de leur milieu social et non plus des contraintes économiques.

IV - 1 : Le sentiment d'isolement des villageoises pauvres contre l'intégration positive des Niaméennes pauvres

L'insertion urbaine des femmes et le développement de leurs relations personnelles ne passent généralement pas par le biais du monde du travail. En effet, nous avons vu que les femmes sont en grande partie inactives et que, lorsqu'elles travaillent, elles tiennent des petits commerces dont les revenus sont essentiellement d'appoint. Pour les pauvres, les réseaux se construisent donc dans le voisinage. Or, ce dernier peut ne pas représenter une unité d'accueil dans laquelle l'individu peut s'intégrer car il ne suffit pas de partager un lieu et des équipements collectifs pour que le quartier devienne village. La proximité spatiale ne suffit pas à fabriquer la cohésion sociale que l'on pourrait appliquer à toute communauté (Noschis, 1984). C'est ainsi que les villageoises, parce qu'elles sont en situation moins stable que les Niaméennes tant au niveau de l'habitat que des revenus du ménage, éprouvent un fort sentiment d'insécurité devant une ville ou un quartier qui leur reste peu familier. Si nous comparons leur mobilité, on peut observer une plus forte concentration des activités des villageoises dans le quartier même si les activités qui nécessitent des déplacements sont similaires pour les deux groupes de femmes car elles sont essentiellement liées à la vie quotidienne. Ce sont donc les représentations spatiales qui nous fourniront le plus d'indices à l'illustration de ce premier résultat. Il est intéressant ici de remarquer que les niveaux de mobilité des villageoises sont sensiblement supérieurs à ceux des Niaméennes, ce qui signifie que, plus que l'indice d'un réel isolement social, ce sentiment est tout relatif. Ainsi, les villageoises tentent de retrouver, en vain, un environnement connu mais les contraintes urbaines dues, par exemple, à une localisation peu libre dans l'espace urbain les en empêchent. La mobilité des individus est alors plus subie que choisie, ce qui explique que le quartier est un espace plus fréquenté que la ville. Elles continuent, malgré les difficultés rencontrées, à mettre en valeur des repères ruraux qui définissent en fait leur identité (Guétat-Bernard, 1998). Leurs choix se portent donc généralement sur la maison, la famille, le cadre de vie car la ville reste un espace vaste et incertain. Et ces tentatives de reconstruction d'" un village dans la ville " peuvent être des échecs dans le cas où la proximité sociale ne rejoint pas la proximité géographique, ce qui explique le désarroi d'un certain nombre de villageois (Piolle, 1990).

Ce repli presque individualiste peut être également dû à leur pauvreté qui les empêche de s'insérer dans le processus social traditionnel basé sur la dette (Marie, 1995). Le fait de n'être pas originaire de Niamey amplifie ce phénomène et leur isolement se traduit alors par un désir de "*ne s'occuper dorénavant que d'eux mêmes et de leur proches*" et les pousse "*à se poser, face à leurs appartenances communautaires, en tant qu'individus porteurs d'exigences propres*" (Marie, 1995, p. 307).

A l'opposé, les Niaméennes évoluent dans un milieu qu'elles connaissent bien. Si leurs attentes sont de type plus villageoise, ce n'est pas tant à cause de leurs modes de vie qu'en référence à un environnement qu'elles ne voient pas changer et à des relations qui sont perpétuées. Elles connaissent peu les nouveaux quartiers et mieux l'ancienne ville avec son centre - marché - lieu de rencontre. De plus, même si le quartier reste le pôle principal de leurs déplacements, elles se déplacent plus loin dans la ville. Elles sont en conséquence plus exigeantes sur leur logement, même avant de l'être sur leur quartier, même si elles y ont développé un fort sentiment de familiarité. Elles n'habitent d'ailleurs pas dans un quartier où l'on vit comme dans un village mais dans une zone constituant une véritable composante d'un ensemble urbain.

IV - 2 : Le " conservatisme " des villageois riches confronté au " modernisme " des Niaméens riches

Pour les hommes aisés, l'analyse des représentations en fonction du lieu de naissance est un rappel direct des fonctions même des migrations telles que nous les avions décrites dans les premiers chapitres. En effet, si les villageois sont venus s'installer en ville, c'est en premier lieu pour des fonctions économiques : trouver du travail, accumuler de l'argent pour revenir si possible au village. S'ils réussissent, ils n'oublieront pas leurs premières ambitions, même si le retour au village n'est envisagé qu'au moment de la retraite (n'oublions pas que les hommes aisés que nous avons ici étudiés sont des adultes), d'autant plus que c'est souvent grâce aux réseaux villageois installés en ville qu'ils ont pu "*réussir*". Ils reproduisent donc des réseaux traditionnels, notamment sur leur quartier qu'ils fréquentent plus souvent que les Niaméens et pour des raisons diverses, tant pour leur travail que pour la vie quotidienne et leur sociabilité. Loin de remettre en question les systèmes sociaux traditionnels, ils les reproduisent puisque c'est par eux qu'ils peuvent se mettre en valeur : ils s'attachent plus fortement à l'environnement du quartier et sont moins individualistes dans le sens où la proximité familiale et amicale est plus mise en valeur que chez les Niaméens. Cette dernière remarque serait confortée par le fait que se référer à des valeurs ancestrales constitue "*un moyen de se positionner socialement, de se démarquer de certaines catégories plus acculturées, de capitaliser le malaise d'une population qui perd ses repères*" (Louvel, 1996, p. 15).

Les Niaméens n'ont, en comparaison, pas des références équivalentes. La stabilité de leurs situations résidentielles et professionnelles leur permet de s'éloigner des réseaux d'entraide traditionnels et de se montrer plus critiques vis-à-vis de leur environnement. En fait, la valorisation sociale qu'ils avaient espérée passe par l'acquisition d'avantages "urbains" plus individualistes qui les différencieraient d'une partie des citadins pauvres de

la ville. Sans prôner des systèmes occidentaux, ils dénoncent l'amorce d'un changement profond dans les mentalités et les représentations des Niaméens. La ville devient un système global où la hiérarchie sociale est basée sur un découpage spatial, ce qui les amène à critiquer leur quartier d'habitation qui ne correspond pas complètement à leurs attentes.

Nous pouvons d'ailleurs rapprocher ces résultats de ceux obtenus par Gibbal (1974), sur la ville d'Abidjan. Afin de mesurer le degré d'insertion urbaine des hommes dans cette capitale, il dégage de son étude trois types de population urbaine :

- les privilégiés : hauts revenus parmi lesquels on peut trouver des gros commerçants ou des planteurs issus du milieu traditionnel ;
- les catégories moyennes ;
- les catégories démunies comme les manoeuvres ou les petits employés.

Il ajoute à ce premier découpage une dimension migratoire. En effet, il mesure le stade d'insertion sociale à l'aide de facteurs tels que le lieu de naissance, la date d'arrivée en ville, la date d'arrivée dans le logement actuel et la durée du séjour urbain intermédiaire (il s'agit de l'écart entre l'arrivée en ville et le début de la domiciliation actuelle). L'identification de ces discriminants lui permet alors de mettre en évidence trois types de population urbaine :

- les citadins nés en ville ou arrivés tôt, à revenus suffisants pour participer à la vie urbaine ;
- les nouveaux citadins tournés vers le milieu d'origine et à revenus moyens ;
- enfin, les ruraux prolétarisés à faibles revenus, intégrés par leur travail à la société urbaine. Ils sont confinés dans leur quartier et séparés du village du fait de leur peu de moyens financiers.

Notre étude porte sur le premier groupe. Ces citadins, selon Gibbal, accordent plus de place à la famille qu'aux simples relations d'amitié, mais ils ont échappé aux relations avec la famille étendue. Ils ont peur d'être soumis aux relations d'aide et à leurs conséquences sur le plan économique. Car la ville, toujours selon cet auteur, favorise les comportements plus individualistes. Aussi ancienne que puisse paraître cette étude, elle démontre donc bien l'importance du milieu d'origine et de l'ancrage dans la ville quant aux réseaux sociaux, que reflètent en partie les relations de l'individu à l'espace.

Ces deux groupes d'individus aisés (villageois et Niaméens) sont des citadins de Niamey à part entière, développant des stratégies opposées de promotion sociale : les villageois riches ne se replient par véritablement sur le passé mais les valeurs traditionnelles sont pour eux un moyen de s'intégrer au processus de modernisation ; les Niaméens choisissent des références modernes dans le même objectif.

Le lieu de naissance constitue un premier exemple de l'importance des parcours migratoires et de stratégies différencierées à l'intérieur d'un même espace " physique ". Les durées de séjour montrent plus encore ces disparités spatiales et sociales tout en nuancant les résultats obtenus sur le lieu de naissance : avec le temps, les individus

isolés peuvent peut-être développer des réseaux améliorant leur insertion urbaine.

Section 3 : L'apprentissage de la ville

L'analyse des durées de séjour a pour objectif de montrer les transformations avec l'habitude des rapports hommes - espace, aboutissant parfois à une meilleure connaissance de la ville, tout en prenant en compte les modifications des situations professionnelles et résidentielles, qui ne dépendent pas seulement de l'âge mais aussi du temps passé en ville.

I - Typologie des individus et caractéristiques socio-économiques

L'étude de la composition des ménages indique un plus fort taux de polygamie chez les ancrés que chez les autres, à âge égal. Peut-on y voir l'effet d'une certaine stabilité acquise ?

Cette stabilité se confirme par l'augmentation du nombre de propriétaires chez les ancrés. Les arrivants louent leur logement. Ceux qui sont hébergés gratuitement sont en fait des individus installés ou ancrés mais pauvres et actifs qui ont trouvé un logement chez leurs employeurs ou chez des parents par exemple. Si nous ne trouvons pas chez les arrivants plus d'hébergés qu'ailleurs c'est en raison de la population étudiée composée exclusivement de chefs de ménage et d'épouses. Les arrivants sont hébergés, notamment à l'intérieur même des familles et non dans un logement indépendant. D'ailleurs, ils occupent plutôt des célibateriums qui représentent le premier logement après avoir quitté sans doute les hôtes du départ. Après, ils occupent suivant leurs revenus, une villa ou une concession. Enfin, les ancrés, quels que soient leurs revenus, occupent majoritairement des concessions, ce qui s'explique sans doute par le fait qu'à l'âge de l'achat définitif d'une habitation, il y a plus de 20 ans, les villas étaient peu répandues en ville.

La répartition des individus dans la ville reflète aussi le caractère non aléatoire des localisations de l'habitat. Les arrivants habitent relativement plus que les autres la périphérie lotie (ou la zone perçue dangereuse et pauvre), les installés les quartiers riches (nous avons vu dans le paragraphe précédent pourquoi) et les ancrés le péricentre (quartiers populaires et anciens) ou la zone perçue pauvre et villageoise. Cependant, dans le centre nous retrouvons un certain nombre d'aisés ancrés parce qu'ils sont niaméens. D'ailleurs, s'y logent aussi certains arrivants (des actifs aisés adultes ou jeunes) car c'est là qu'ils retrouvent leurs " frères ". En effet, de façon générale, le parcours résidentiel du migrant va du centre vers les périphéries (Marcoux, Morin et alii, 1995), puisque ce n'est qu'après un rapprochement que les individus pourront se disperser (Mainet, 1995).

Les ancrés sont nettement moins instruits que les autres, probablement par un effet de génération. En revanche, ce n'est pas un tel effet qui amène les arrivants à être plus

instruits que les installés. Le fait d'être parti leur a permis, sans doute, d'aller étudier dans des pays étrangers (un tiers des jeunes actifs aisés a migré hors du Niger, contre 11 % des installés, c'est aussi le cas de la moitié des actifs adultes aisés arrivants contre un tiers de leurs homologues installés). En termes d'emplois, en conséquence, les arrivants et les installés ont plus largement accès au secteur public que les ancrés, et les arrivants plus que les installés qui occupent des postes dans le secteur commercial notamment pour les plus pauvres d'entre eux. De même, les ancrés, plutôt indépendants, occupent moins des postes de cadres. Une exception cependant, les actifs pauvres (précarisés ou non) installés sont plutôt employés ou indépendants alors que les ancrés sont fréquemment des employés. Ainsi, la durée d'installation influe sur la richesse de l'individu : chez les indépendants, les plus riches sont les ancrés, les pauvres sont les installés.

Puisque le type d'emploi influe sur sa localisation, les ancrés travaillent plus chez eux ou dans le quartier d'habitation. Cependant, chez un groupe (les jeunes actifs pauvres précarisés), les ancrés travaillent moins au domicile que les installés. Ceci est dû à une répartition originale des emplois. En effet, les ancrés sont en partie agriculteurs, ce qui les amène à se déplacer dans leurs champs autour de la ville et modifie la répartition de la localisation de l'emploi.

L'influence de la durée de séjour est plus difficile à analyser que celle du lieu de naissance. L'effet génération est encore fortement corrélé à ce déterminant, notamment chez les ancrés. Néanmoins, nous pouvons apporter quelques conclusions :

- le quartier d'habitation ne se choisit pas réellement, il est fonction principalement de la date d'arrivée, les plus anciens étant soit dans le centre, soit en périphérie lointaine. Nous pouvons penser que ceux qui ont eu le plus le " choix " sont les installés actifs. Ils ont ou vont acheter un logement en fonction de leurs revenus, ce qui entraîne une répartition sociale des installés dans la périphérie lotie ou les quartiers riches ;
- l'activité professionnelle varie, elle aussi, en fonction de la durée de résidence. Plus les individus sont restés longtemps à Niamey, plus ils occupent des emplois dans le secteur informel et traditionnel (commerce, agriculture ou autres services). En fait, l'université de Niamey est relativement récente et ceux qui sont restés dans la capitale n'ont pas eu accès à des études supérieures leur permettant d'exercer dans le secteur public et de valoriser leurs formations. Les installés sont plus riches individuellement que les arrivants car ils ont accès, avec le temps, à des emplois mieux rémunérés : soit qu'ils sont montés en grade, soit que leurs réseaux d'entraide se soient élargis.

II - Un enracinement progressif

Cette progression dans la stabilisation des situations trouve sa confirmation dans l'analyse des représentations spatiales. Que ce soit par rapport au quartier, au centre-ville ou à la ville, elles évoluent parallèlement aux changements des statuts

socio-économiques.

II - 1 : Importance accrue, avec la durée de séjour, de la proximité spatiale

Plus les durées de séjour s'allongent, plus les individus sont sensibles au contenu social de leur quartier d'habitation. Ainsi, les ancrés pensent en majorité qu'il est important d'avoir des parents et des amis dans leur voisinage alors que les arrivants mettent l'accent sur des préoccupations correspondant à leurs contraintes de nouveaux Niaméens. De fait, pour les pauvres (actives pauvres des ménages pauvres ou jeunes actifs précarisés), l'important est d'économiser sur le coût du logement. Pour les riches, actifs ou non, il s'agit de se sentir en sécurité, d'avoir de la place dans sa concession et éventuellement d'être proche de son lieu de travail. Il ne faut pas aussi oublier qu'une partie des ancrés n'a en fait pas de réels problèmes d'accessibilité puisqu'ils habitent dans le centre. Les arrivants ou les installés sont aussi plus intéressés par l'accès aux réseaux d'eau et d'électricité. Enfin, le calme n'est souhaité que par les hommes riches (nous avons vu qu'ils participent peu à la vie de leur quartier) et notamment les arrivants.

Les itinéraires des citadins peuvent alors s'interpréter comme une modification graduelle de l'insertion sociale des habitants. À leur arrivée, ils connaissent peu de gens et, ne connaissant qu'imparfaitement la ville, ils choisissent ou subissent leurs premiers quartiers d'habitation en mettant l'accent sur la proximité par rapport à leurs connaissances. D'ailleurs, les désirs de déménagement sont bien plus forts chez les arrivants, un peu plus atténués chez les installés et beaucoup plus faibles chez les ancrés. Par exemple, dans le groupe des actifs adultes pauvres non précarisés, un tiers des installés veut déménager contre un quart des ancrés. Les arrivants aisés veulent plus quitter leur quartier actuel que leurs homologues pauvres car leur situation financière rend envisageables leurs désirs mais, même là, les ancrés semblent stabilisés dans la ville.

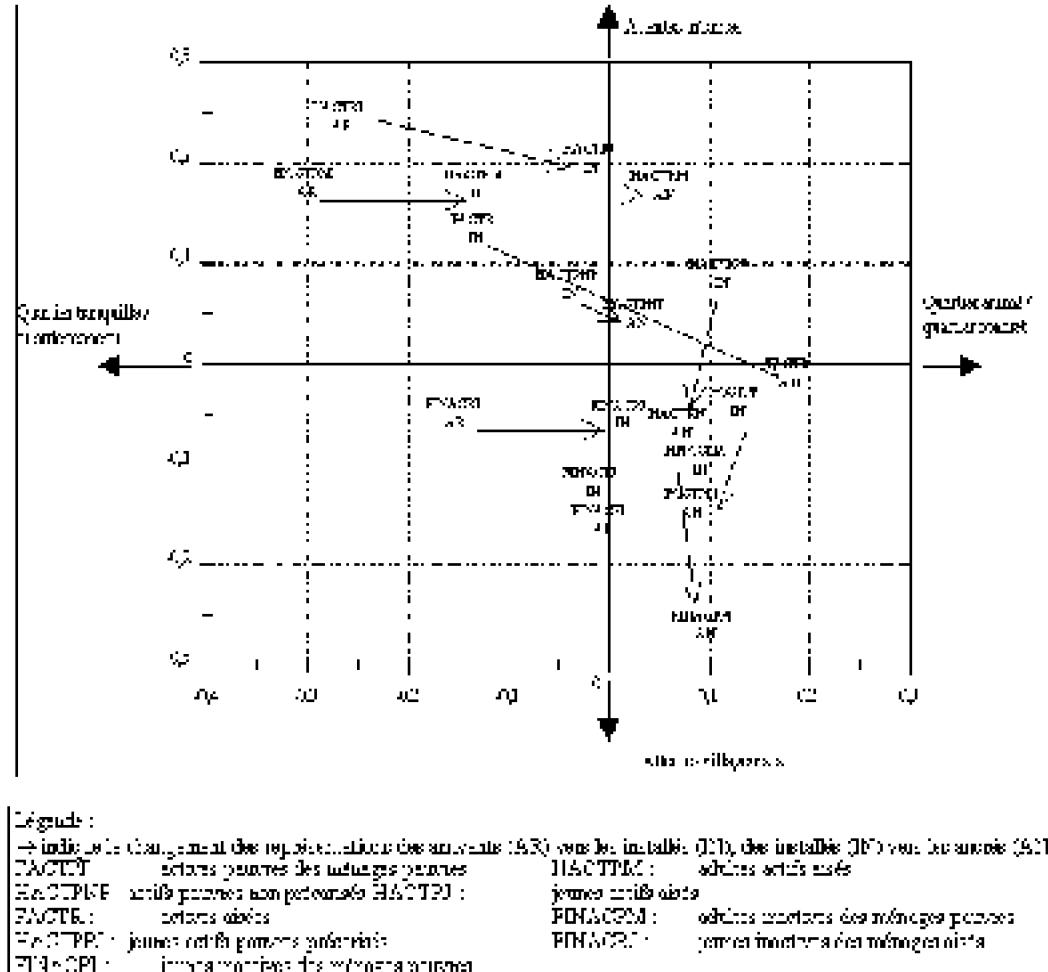
Pour les installés, l'insertion sociale dans le quartier n'est pas encore totalement réalisée et ce logement intermédiaire n'est pas encore forcément le logement définitif. Ils sont encore, comme les arrivants, à la recherche d'un lieu propre et ils déclarent ainsi fréquenter régulièrement le quartier qu'ils envisagent d'habiter.

Enfin, les ancrés sont en général propriétaires : ils peuvent ne pas souhaiter améliorer par eux-mêmes, surtout s'ils sont pauvres, la situation matérielle de leur logement et de leur quartier. Cependant, ils connaissent bien cet environnement qu'ils fréquentent depuis longtemps et sa richesse sociale éventuelle en fait un atout fort, quelle que soit la situation de l'individu. C'est ce que Sidikou (1980) notait : “ *[...] on constate que l'importance des avantages liés à l'environnement social et celle liée aux avantages fonctionnels croissent avec la stabilité résidentielle. Parallèlement, l'importance des avantages psychologiques et de ceux en rapport avec le cadre de vie baisse progressivement* ” (Sidikou, 1980, p. 248). Ce parcours-type dans la ville correspond à une progression usuelle du nouvel arrivant en ville : “ *d'abord, être hébergé, généralement par un parent ; ensuite louer un logement ; enfin, acquérir une parcelle, y construire un bâtiment et s'y installer à titre de propriétaire* ” (Marcoux, Morin et alii, 1995, p. 81). Sa linéarité n'est pas bien sûr vérifiable chez tous les individus, les étapes peuvent se multiplier et les propriétaires redevenir locataires par

exemple mais cette évolution reflète la plupart des situations (Marcoux, Morin et alii, 1995).

C'est ainsi que le graphe 5-3 indique une première modification de la représentation du quartier d'habitation en fonction de la durée de séjour. En règle générale, plus la durée s'allonge, plus les attentes sont villageoises et moins elles concernent la concession, signifiant une représentation plus sociale et moins matérielle comme nous l'avons précédemment expliqué. En outre, pour les actives pauvres des ménages pauvres, les jeunes actifs pauvres précarisés et les adultes inactives pauvres, l'augmentation de la durée de résidence à Niamey s'accompagne d'un repli sur la qualité de vie de l'habitation, et notamment d'une moindre inquiétude quant au coût du logement. Or l'étude socio-économique des groupes a montré qu'en ce qui concerne l'ensemble de ces individus, les ancrés sont plus largement hébergés gratuitement et propriétaires que les jeunes installés (qui sont plus locataires), et ce dans des quartiers pauvres et villageois. Leur stabilité résidentielle est donc relativement plus grande.

On peut également observer des différences entre les évolution des individus aisés et non précarisés et des individus plus pauvres. Les premiers, avec la durée de séjour, ont exprimé moins d'attentes liées au logement : le quartier est voulu plus animé, moins impersonnel. Pour les pauvres, la durée de séjour se traduit plus par un repli sur les liens sociaux, et devient de fait un lieu plus "villageois". La fonctionnalité, l'animation diminuent en importance au profit d'une familiarité plus affective, portant sur la proximité des parents et amis.



Sans la proposition de la proximité du lieu de travail du cadre des réponses, il apparaît que les ancrés ont une représentation beaucoup plus villageoise de leur quartier dans le sens où la sociabilité doit être concrétisée par la proximité des parents et des amis. La sécurité, le calme dans le quartier sont des notions plus abstraites qui ne concernent que des individus riches arrivants pour qui la sociabilité n'est pas une question de proximité. Ce résultat s'oppose à celui obtenu par Sidikou (1980) qui indique que plus la durée de séjour est longue, plus le bruit, la circulation, la promiscuité et l'hygiène sont préoccupants, sans doute parce le bruit et la circulation en ville devaient être des phénomènes plus nouveaux dans les années 80 alors que presque vingt ans plus tard ces caractéristiques urbaines ont été banalisées.

Enfin, pour les individus riches, les préoccupations liées à des impératifs financiers ne dépendent pas de la durée de séjour alors qu'elles sont beaucoup plus prégnantes, chez les pauvres, pour les installés. Dans les groupes de pauvres, si cette préoccupation est moins importante, ce n'est pas par le fait d'une amélioration de la situation financière mais uniquement parce que les ancrés sont plus propriétaires que les autres. En fait, en

étant arrivés plus tôt que les autres, ils ont pu, soit construire une concession sur des terrains non lotis ou libres, soit accumuler assez d'argent pour acheter une habitation. De plus, pour les installés se pose concrètement la question de l'acquisition d'un logement, ce qui est moins le cas des arrivants ou des ancrés, les premiers cherchant d'abord à économiser, les autres étant stables.

II - 2 : Connaissance de la ville

L'étude des modifications des caractéristiques des zones perçues montre une grande disparité de l'influence du parcours en fonction des groupes. En ce qui concerne la zone dangereuse, ce sont les groupes des arrivants ou des installés qui lui associent d'autres caractéristiques comme pauvre ou villageoise, ce qui signifie que, pour eux, ce peut être une zone habitée, ce qui n'est dans la réalité que peu le cas. Ensuite, pour la zone dangereuse et pauvre, les installés sont ceux qui la trouvent la moins dangereuse alors que c'est là qu'ils habitent : un lieu connu est un lieu familier en général.

Plus l'arrivée dans la ville est récente, moins la question des quartiers où l'on vit comme au village recueille de réponses. En fait, ce sont les ancrés qui connaissent les anciens villages de la périphérie. De même ils répondent plus largement sur la question de la localisation des pauvres. Ainsi la connaissance de certains quartiers de la ville, notamment en périphérie ou dans des zones non fréquentées, augmente avec la durée de séjour. Mais ces différences peuvent aussi être le résultat d'un rejet de la pauvreté et du village en ville : les arrivants et, d'une moindre façon les installés, ont peut-être l'image d'une ville moderne, abritant des richesses accessibles. On ne peut donc pas y vivre comme au village, on espère ne pas y être pauvre.

II - 3 : Du centre commercial au centre social

Si la plupart des femmes et tous les hommes savent répondre à la question sur l'emplacement du centre-ville (ce n'est pas le cas des inactives pauvres arrivantes qui d'ailleurs déclarent très peu le fréquenter), les disparités apparaissent quant à sa définition.

Pour la majorité des groupes, plus les individus sont installés depuis longtemps à Niamey, plus ils citent des lieux extérieurs aux Grand et Petit Marchés, à Lacouroussou et à Maourey. Les centres d'intérêt se diversifient, soit par l'extension des réseaux de relation, soit par le fait qu'ils habitent plus le centre ou des lieux très éloignés du centre. En fait, pour les ancrés, le centre n'est pas défini comme une concentration de services urbains alors que c'est le cas pour les arrivants et, dans une moindre mesure, les installés qui gardent sur Niamey une représentation classique du centre-ville. Les raisons se trouvent dans l'histoire même de la ville car elle a été pendant longtemps un village polynucléaire. Le Petit Marché n'a été créé que dans les années 30, et le quartier administratif a longtemps été placé dans le quartier européen, de l'autre côté du Gounty Yena. Il existe cependant deux exceptions, en ce qui concerne les actifs adultes aisés et les actifs pauvres non précarisés. Au contraire, ici, ce sont les arrivants qui situent le centre dans des parties périphériques aux principaux marchés, sans doute à cause de

leurs activités dans le secteur public plus répandues que pour les installés de ces groupes.

Ces localisations différentes font référence à des types de fréquentation contrastés. En effet, les femmes ancrées ne vont plus dans le centre uniquement pour leurs achats, elles y associent des activités de sociabilité et parfois professionnelles car avec le temps de séjour à Niamey, les réseaux de relation s'étendent ou les lieux de rencontre se diversifient. Pour les hommes, ce sont les arrivants et les ancrés qui travaillent le plus dans le centre, les installés y développent plus largement leurs activités de loisirs.

Globalement, les représentations du centre-ville de Niamey se répartissent donc de la façon suivante :

- tout d'abord, pour les arrivants, le centre est situé au Petit Marché ou dans sa périphérie, et est essentiellement associé à des activités de loisirs et d'achats ;
- pour les installés, le centre est plus varié et dépend de l'activité professionnelle. Pour les inactifs, il se concentre sur des marchés. Pour les actives, qui le fréquentent aussi pour des raisons liées à leurs emplois, il s'agit du Petit Marché, associant des lieux professionnels, commerciaux et administratifs, ainsi que des lieux d'achats. Enfin, les actifs, moins intéressés par les achats, citent plus des lieux de loisirs en périphérie des marchés ;
- les ancrés placent eux aussi le centre ailleurs que sur les marchés, et même en dehors du centre-ville, car ils y associent principalement des activités de loisirs et de visites, ce qui les oriente vers un centre plus résidentiel.

En conclusion, les représentations spatiales de la ville de Niamey en fonction des durées de résidence peuvent se décliner ainsi :

- les arrivants sont en situation instable : ils se reconnaissent peu dans un quartier qu'ils n'ont pas choisi et ont des désirs non satisfaits ou des contraintes non surmontées. La ville n'est encore pas très bien connue : le centre-ville est schématisé par ses fonctions commerciales ; Niamey est peu structurée socialement.
- les installés ont déjà déménagé au moins une fois ; ils connaissent mieux la ville que les précédents et le quartier d'habitation, s'il peut ne pas être encore définitif, correspond plus à une stratégie de localisation dans la ville par rapport à des demandes matérielles liées au logement. C'est pour cela que les individus riches ou non installés citent plus fréquemment que les autres leur quartier en réponse à la question de la localisation des riches par exemple. Le centre-ville se diversifie dans ses fonctions mais pas dans sa localisation autour des principaux marchés de Niamey.
- enfin, les ancrés sont installés réellement et à très long terme dans leur quartier d'habitation. Ils s'y sentent en sécurité et y ont construit des réseaux de relations sociales qu'ils estiment très importants. D'ailleurs la question de " là où l'on vit comme au village " obtient plus fréquemment que pour les autres le nom du quartier d'habitation. La ville est connue, du moins ses parties les plus anciennes, et ils arrivent à en avoir une représentation structurée en catégories socio-économiques.

Les nouvelles périphéries loties accueillant les nouveaux arrivants suscitent de leur part beaucoup de méfiance et portent une image de lieux peu sûrs. Le centre de la ville n'a pas de réelle signification pour eux en ce sens où il ne se concrétise pas par une concentration des lieux à vocation professionnelle ou commerciale.

Ces représentations correspondent de fait à des pratiques urbaines contrastées.

III - Des pratiques du quartier d'habitation en évolution en fonction de la durée de séjour

Le fait d'étudier uniquement la mobilité en semaine tronque en partie l'effectif des groupes puisque chaque individu a été interrogé une fois sur ses déplacements de la veille. Nous n'avons donc pas pu conserver ici tous les groupes pour l'étude de la mobilité. De fait, les groupes dont les effectifs restent représentatifs sont :

- - les actives pauvres des ménages pauvres ;
- - les jeunes inactives pauvres ;
- - les jeunes inactives aisées ;
- - les jeunes actifs pauvres précarisés ;
- - les adultes actifs aisés.

Les niveaux de mobilité s'échelonnent entre 2 et 7 déplacements par jour. Les plus faibles appartiennent aux inactives des ménages aisés arrivantes, les plus élevés aux adultes actifs aisés installés. Suivant l'activité professionnelle, nous pouvons observer des différences dans les comportements généraux de mobilité.

Chez les actifs hommes ou femmes, nous ne pouvons comparer que les installés et les ancrés. Les premiers se déplacent moins que les autres. Pour les actives, les ancrées se déplacent plus en modes motorisés. En fait, elles utilisent les transports en commun ce qui leur est plus facile que pour les installées car elles circulent plus en heure de pointe. Ces déplacements réguliers sont liés à la part relativement importante du travail dans leur mobilité alors que les autres femmes se déplacent relativement plus pour la vie quotidienne, et notamment les achats. En outre, les ancrées se déplacent moins dans leur quartier et circulent vers le centre, leur mobilité interne étant principalement motivée par le travail (représentant 42 % des déplacements internes) et la sociabilité (36 % des déplacements internes). Les installées y effectuent encore leurs achats (48 % des déplacements internes) mais peu y travaillent (le travail ne motivant que 22 % des déplacements internes). Ainsi, pour ces actives, l'augmentation de la durée de séjour s'accompagne d'une concentration des activités professionnelles et relationnelles sur le quartier, mais d'une déconcentration des achats vers le centre, ce qui oblige les ancrées à prendre les transports en commun puisqu'elles sont captives. Si les installées, quant à elles, se déplacent plus à l'intérieur du quartier, c'est essentiellement parce qu'elles y effectuent plus d'activités liées à la vie quotidienne.

Pour les actifs pauvres, il n'y pas de différences entre les niveaux de mobilité, ni entre

les modes employés. Les installés se déplacent seulement moins en heures creuses que les ancrés. La localisation des activités de ces derniers font qu'ils se déplacent majoritairement à l'intérieur de leur quartier (62 % des déplacements quotidiens) alors que les installés ont une pratique plus étendue de la ville. En fait, pour les ancrés, les sorties, quels qu'en soient les motifs, se localisent plus dans le quartier que pour les installés.

Chez les adultes actifs aisés, nous pouvons observer aussi des différences de mobilité en fonction des durées de séjour. Plus elles s'allongent, moins les individus se déplacent, et moins ils se déplacent en modes motorisés. D'ailleurs un tiers des ancrés est captif contre moins d'un quart des installés. L'organisation des sorties de la journée est à l'origine de ces écarts : les ancrés se déplacent avant tout pour leur travail (55 % de leurs déplacements) alors que les déplacements pour la vie quotidienne (accompagnement par exemple) occupent une part importante de la mobilité des installés. Par ailleurs, la quasi totalité des déplacements des ancrés pour sociabilité ou vie quotidienne s'effectue dans le quartier d'habitation, alors qu'au maximum 40 % des déplacements des installés sont internes au quartier.

En revanche il y a peu de différences de mobilités en fonction des durées de séjour chez les inactives. Il n'y a pas non plus de différence entre les modes utilisés car en fait elles se déplacent essentiellement à pied (plus de 75 % de leurs déplacements sont piédestres et elles sont toutes captives). Nous pouvons cependant observer que, pour les pauvres, il y a plus d'immobiles la veille chez les installées que chez les arrivantes. Néanmoins, il y a peu d'écart dans les niveaux globaux de mobilité. Pour les aisées, ce sont les installées qui se déplacent en plus grand nombre. De plus, elles ont des niveaux de mobilité beaucoup plus élevés que ceux des arrivantes (3,1 déplacements/jour contre 1,9 pour ces dernières). Or, les arrivantes ont des activités de vie quotidienne plus focalisées sur les achats et sur l'accompagnement que les installées, qui effectuent peu d'accompagnements mais plutôt des démarches. Il faut aussi remarquer que, dans leurs déplacements internes, la sociabilité des installées prend une place plus importante que celle des arrivantes.

En définitive, l'influence des durées de séjour sur la mobilité dépend du revenu et de l'activité professionnelle. Les résultats les plus remarquables s'observent sur la mobilité à l'intérieur du quartier d'habitation. Les ancrés sont ceux pour qui cette zone est privilégiée en semaine alors que les installés ou les arrivants ont plus d'activités localisées à l'extérieur. De plus, plus les durées de séjour s'allongent, plus les activités à l'intérieur du quartier sont variées. Par exemple, les inactives arrivantes y effectuent uniquement des achats et quelques activités liées à la sociabilité, tandis que les installées y travaillent aussi. De même, les jeunes actifs pauvres précarisés, s'ils sont installés, n'y ont que des activités liées à la vie quotidienne et, s'ils sont ancrés, s'y déplacent également pour des raisons de sociabilité.

Enfin, l'accompagnement est plutôt une activité d'arrivants et d'installés aisés, ce qui est facilité par un accès plus large à la voiture. Chez les femmes, les activités se diversifient avec l'allongement de la durée de séjour. Au départ, par exemple, la principale activité liée à la vie quotidienne reste les achats. Mais les installées qui connaissent mieux la ville vont aussi y faire des démarches de santé ou administratives. Globalement les activités concernant la vie quotidienne vont diminuer au profit de la sociabilité ou du

travail.

IV - La durée de séjour ou l'apprentissage de la ville

Le bilan de l'analyse ci-dessus porte à la fois sur l'enracinement progressif des individus mais aussi sur les références permanentes de chacun au passé de la ville qui est d'abord définie par rapport à ce qu'elle a été. Si la ville évolue, les citadins, eux, n'assimilent pas tous à la même vitesse ces changements.

IV - 1 : Des étapes de la vie et des étapes de la ville

Nous pouvons décrire l'apprentissage de l'espace urbain en trois grandes étapes, correspondant peu ou prou aux catégories que nous avions identifiées.

Les arrivants ne peuvent pas développer de véritables stratégies en ville : la localisation de leur premier logement se fait en fonction de leurs réseaux en place et relève plus de tactiques dépendant de leurs connaissances et de leur premier emploi par exemple. En fait, ni leur activité professionnelle, ni cet habitat ne sont en général définitifs, ils constituent une première étape. C'est pourquoi leur quartier ne leur convient généralement pas. Le centre-ville reste uniquement défini par ses fonctions commerciales et la cohérence de la ville ne leur apparaît pas encore. Ils sont relativement plus individualistes et ont exprimé des exigences quant à la qualité de leur logement. En ce sens, ce sont les plus "urbains".

Les installés peuvent être considérés comme des individus maîtrisant mieux leur espace quotidien. S'ils ont pu accumuler assez d'argent, ils ont déménagé dans des quartiers qu'ils ont enfin pu choisir et ils ont alors moins exprimé des attentes individualistes : leur quartier d'habitation se concrétise et devient fonctionnel. De toutes les façons, leur situation professionnelle s'est globalement améliorée. Les plus pauvres développent un sentiment de familiarité dans un milieu qu'ils ont appris à connaître et qui ne se restreint plus au quartier d'habitation. C'est ainsi que les fonctions même du centre-ville se diversifient. Ils se déplacent plus en ville que les arrivants et leur quartier n'est pas le lieu central de leurs activités.

Les ancrés sont ceux qui sont le plus enracinés dans la ville et qui ont donc développé le plus fort attachement affectif, d'autant plus qu'ils habitent des quartiers qui sont eux-mêmes liés à l'histoire de la ville (le centre par exemple). Pour ceux qui y sont nés, s'y ajoute, dans le contexte rural des vieux quartiers périphériques, un mode de vie quasi villageois puisque c'est parmi eux que nous pouvons observer les agriculteurs par exemple. Ils sont "chez eux" dans ces quartiers et, de même que les Niaméens, connaissent peu les nouvelles extensions loties qu'ils redoutent presque (par peur de l'étranger ?). De fait, ils les quittent peu et c'est dans ces quartiers que se déroulent la plupart de leurs activités quotidiennes. Pour les aisés, cela se traduit par un plus grand désir d'animation dans le quartier : la richesse se montre dans les quartiers populaires, où il y a du monde. Les plus pauvres en revanche mettent plus l'accent sur la sociabilité de proximité, non anonyme. Leur quartier est d'abord aimé par les relations sociales qu'ils y

ont développées, puisque c'est elles qui sont mises en œuvre en cas de problèmes.

En conclusion, les arrivants sont peut-être les installés de demain mais en aucun cas les installés ne seront des ancrés tels que nous les avons observés : leur insertion en ville ne passe pas par les mêmes filières, ils sont impliqués différemment dans l'espace urbain que ce soit dans leur choix d'habitat ou leurs activités professionnelles. Le développement du secteur formel et de la fonction publique leur procure une stabilité qui les éloigne des circuits traditionnels de solidarité, leurs exigences se portant alors autant sur la densité de leurs réseaux que sur la qualité de leur environnement (c'est que l'on observe par exemple chez les individus aisés). Pour ceux qui travaillent dans l'informel, la crise économique fait reculer dans le temps l'accès à la propriété, le capital étant de plus en plus difficile à réunir (Marcoux, Morin et alii, 1995). Ils mettront plus de temps à devenir des " ancrés ", s'ils y arrivent d'ailleurs. Ces différences se trouvent renforcées par une croissance urbaine tardive qui a fait que Niamey a longtemps conservé un caractère rural, image gardée par les ancrés. Mais, pour les installés, arrivés déjà dans une ville construite, l'espace urbain devient maîtrisable. Il est beaucoup plus subi par les arrivants (car ils connaissent peu la ville) et par les ancrés. Les installés de demain vont alors développer des stratégies qui n'apparaissent pas en tant que telles dans celles des citadins ancrés d'aujourd'hui.

IV - 2 : Le " quartier - village " des vieux enracinés

En conséquence de la conclusion précédente, c'est l'ensemble des ancrés, que ce soit des habitants du centre ou des vieux quartiers périphériques, qui constituerait l'exemple même d'individus vivant dans des quartiers - village. Quelques observations permettent de nuancer cette affirmation sans doute rapide. Rappelons auparavant les quartiers d'habitation concernés par cette étude. Les ancrés habitent plus le centre et les périphéries lointaines, et plus précisément Kirkissoye, Lamordé, Goudel, Gamkallé et Saga. Ces deux ensembles de quartiers regroupent la moitié des ancrés contre seulement un tiers des arrivants (plus situés dans le centre) et un quart des installés.

En termes de peuplements et de modes de vie, une étude effectuée par Diaz Olvera et alii ([1], 1999) montre que les vieux villages rattachés à Niamey ont des caractéristiques particulières par rapport aux autres quartiers. Ainsi, 83 % des habitations y sont en banco ou en paille alors que ce n'est le cas, par exemple, que de la moitié des logements du centre. Le taux de polygames atteint 20 % et près de la moitié des premières épouses est apparentée avec leur mari. La plupart des résidents n'a effectué aucune étude et, de fait, ce sont eux qui constituent l'ensemble des citadins les plus pauvres : ils ne travaillent pratiquement pas dans le secteur public (alors que c'est, par exemple, le cas d'un tiers des habitants du centre).

Quant au centre, sa population est plus bigarrée et nous ne pouvons sans doute pas parler d'homogénéité des modes de vie alors que c'est un lieu de passage, d'hébergement, de premier logement. De fait, seules quelques caractéristiques ressortent plus particulièrement chez les habitants de ces quartiers. Tout d'abord, ils comportent peu de polygames et près de 40 % des individus ont atteint un niveau d'études secondaires. Les emplois des résidents se situent plus dans le secteur public ou parapublic que dans

les autres quartiers. Mais le revenu mensuel individuel est globalement assez peu élevé. Ce sont principalement des quartiers résidentiels puisque seuls 14 % des actifs y travaillent. C'est donc le centre qui répond le moins aux critères d'homogénéité. Cependant, on peut penser que si ce critère n'est pas rempli au niveau de l'ensemble du quartier, certaines zones, ou certains groupes d'individus, y obéissent. En effet, un ensemble de concessions comportant des célibateriums loués dans un même voisinage peut voir se créer une communauté de propriétaires, de vieux résidents qui laissera de côté les locataires de passage.

L'identification des vieux résidents à leur quartier a bien été montrée dans l'analyse des représentations spatiales, notamment par le développement d'un fort sentiment de sécurité, conforté par un environnement connu et où ils sont reconnus. C'est dans l'habitude, le rituel quotidien qu'offrent les activités obligeant à sortir de son domicile que se construit le sentiment de familiarité et de sécurité avec l'environnement spécifique qu'est le quartier d'habitation. Cette identification est renforcée par la proportion d'individus propriétaires (66 % des habitants des villages rattachés le sont) et par celle des individus nés à Niamey. Ces derniers se trouvent essentiellement en effet dans le centre (un tiers des habitants) et dans les villages rattachés (la moitié des habitants). Cette identification passe aussi par une sociabilité centrée sur le quartier d'habitation. En effet, l'étude de la mobilité quotidienne fait apparaître cette concentration puisque, pour les ancrés, plus de 60 % des déplacements pour motif de sociabilité se font dans le centre alors que ce n'est le cas que de moins d'un tiers de ceux des autres (tableau 5-7).

Typologie	Mobilité totale pour la sociabilité (depl./jour)	Part des déplacement internes au quartier (en %)
Jeunes actifs pauvres précarisés		
<i>Installés</i>	0,8	20
<i>Ancrés</i>	0,9	67
Actifs adultes aisés		
<i>Installés</i>	1,1	32
<i>Ancrés</i>	0,5	75

Il faut noter que ces différences sont surtout significatives pour les hommes, les femmes étant de toute façon plus ou moins captives de leur quartier d'habitat. De plus, ce centrage des activités sur le quartier s'explique d'une part par le faible taux de possesseurs de véhicules particuliers (tandis que près de 70 % des habitants des vieux villages et du centre n'en possèdent aucun, ce n'est le cas que de moins de la moitié des habitants des autres quartiers), d'autre part, par la forte proportion d'individus travaillant dans leur quartier, ce taux pouvant atteindre 42 % chez les actifs des vieux villages.

Enfin, il est ici difficile d'évaluer l'importance des réseaux d'entraide et du contrôle social. Cependant, l'arrivé est tout d'abord attiré par la ville cosmopolite, puis par un quartier en mutation puisqu'il accueille des migrants et facile d'accès. Les ancrés, au contraire, ont des références plus traditionnelles, basées sur des valeurs culturelles plus "rurales" et liées à des activités commerciales qui les inclinent à valoriser le local, le

quartier (Frémont, 1982). En outre, pour les vieux résidents, le processus exploratoire de l'espace urbain a commencé depuis longtemps et plus la durée de séjour est élevée, plus leurs représentations seront attachées à un mode de vie traditionnel du fait de l'évolution de la ville. Or, une "image", une fois formée, est très stable dans le temps (Capel, 1975). Malgré les transformations de l'espace urbain, c'est toujours donc une représentation de type villageoise qu'en ont les vieux Niaméens.

En conclusion, de nombreux indices permettraient de conclure à l'existence de véritables quartiers - village au sein de la ville de Niamey. Cependant, quelques réserves peuvent être émises à la généralisation d'un tel concept à l'ensemble des vieux résidents. En effet, les habitants du centre se trouvent au contact de beaucoup d'éléments nouveaux qui modifient les modes de vie (rappelons-nous l'exemple de Fadjiguila (Gibbal, 1988) qui pourtant n'était pas central). De même, les vieux villages ont des populations de plus en plus mixtes et, ainsi que nous l'avons dit en conclusion de la partie précédente, les installés ne sont pas les ancrés de demain. Le caractère rural de certaines périphéries devrait tendre à disparaître du fait même de la transformation de la répartition des emplois et de l'urbanisation croissante. Cependant, cette hypothèse peut ne pas être vérifiée dans le cas d'une crise économique plus sévère encore. En effet, les problèmes financiers de l'Etat nigérien l'empêchant de payer ses fonctionnaires, ne peut-on pas imaginer au contraire un retour, même pour les migrants en Occident, à des solidarités traditionnelles et à une augmentation de la part du secteur informel qui favoriseraient le renouveau des "quartiers - village" ?

Section 4 : Migrations et reconnaissance sociale

Les migrations en Occident étudiées sont celles effectuées après avoir quitté les parents. Elles ne concernent qu'un petit nombre d'individus (49 au total sur 1 360 enquêtés) mais l'homogénéité de ceux-ci au vu des caractéristiques socio-économiques a permis de tirer des conclusions significatives quant aux avantages certains qu'elles procurent et aux déformations des représentations et pratiques spatiales qui leur sont corrélatives. Ainsi que nous l'avons indiqué dans la première section, sont ici étudiés les hommes actifs aisés, quel que soit leur âge. Ce groupe comporte 33 migrants et 264 non-migrants.

I - Migrer : une opportunité pour devenir riche

La constitution des ménages est différente entre les migrants et les non migrants : la moitié de ces derniers a épousé une femme inactive, tandis que ce n'est le cas que d'un quart des migrants, ces derniers étant en couple notamment avec des actives aisées (pour 41 % d'entre eux). Nous voyons donc apparaître une nouvelle forme de ménages, dans lesquels les épouses travaillent. Mais ce phénomène n'est pas l'indice d'un changement fondamental : les migrants n'en sont pas moins polygames que les autres, ils ont le même nombre d'enfants en moyenne (3,4 pour les non migrants et 3,1 pour les

migrants des groupes d'actifs riches) et les tailles des ménages sont similaires (6,5 individus en moyenne) alors qu'ils ont en moyenne le même âge (autour de 40 ans).

A cela s'ajoutent des localisations de domicile particulières aux migrants en Occident. Près de 40 % d'entre eux habitent dans des quartiers riches ou perçus comme tels. Or seuls 13 % des autres actifs riches y logent, ils se localisent plus dans le péricentre, ou dans des quartiers à connotation *a priori* plus pauvre. Du fait de leur richesse, ils sont autant propriétaires les uns que les autres. Cependant, les migrants ont plus accès à des villas modernes (qui constituent le logement de 73 % d'entre eux), tandis que les non migrants sont logés soit dans des célibateriums (pour 31 % d'entre eux), soit dans des concessions (pour près de la moitié d'entre eux). Enfin, les non migrants ont moins déménagé que les migrants à l'intérieur de la ville alors qu'ils sont arrivés au même moment (il y a 12 ans environ), et ce, bien que la moitié des non migrants n'ait jamais quitté la ville, en dehors de ce séjour en Occident.

Enfin, en ce qui concerne l'insertion professionnelle, même s'ils appartiennent aux mêmes catégories de revenu, les non migrants gagnent 30 % de moins que les migrants dont le revenu dépasse 220 000 FCFA en moyenne. Cette différence est due dans un premier temps aux écarts de niveau d'éducation : tous les migrants en Occident ont fait des études supérieures alors que ce n'est le cas que d'un tiers des non migrants. 21 % de ces derniers n'ont même jamais été scolarisés. De fait, les migrants occupent des postes de cadres supérieurs (76 % d'entre eux) ou de cadres moyens (9 %) dans le secteur public, alors que presqu'un quart des non migrants est indépendant dans le commerce et a des rémunérations moins régulières.

Les migrants sont donc des individus appartenant aux couches les plus aisées de la société nigérienne et leur insertion sociale passe par la démonstration de cette situation. En fait, nous pouvons constater une "officialisation" de leur statut : ils occupent des emplois haut placés dans le secteur formel, ont choisi un habitat moderne, dans des quartiers réputés habités par des ménages riches. En revanche, les non migrants occupent une place plus "traditionnelle" dans l'échelle sociale : leur richesse, quand elle existe, n'est pas due à leur niveau d'études mais à leur réussite dans un réseau sans doute parfois informel. Ils perpétuent des formes d'insertion classiques, tant au niveau de la famille, que de l'habitat et des emplois. Ce sont ces différences que reflètent également les représentations spatiales.

II - Des références traditionnelles remises en question

Les intérêts des migrants en Occident et des non migrants quant à leur quartier d'habitation sont divergents. L'écart tient principalement à l'importance de la proximité des amis et des parents, faible pour les premiers, plus importants pour les seconds, ce qui semble indiquer une différence de représentations car les individus ont, dans les deux cas, la possibilité de se déplacer largement en ville.

Ces différences dans les besoins de liens sociaux proches peuvent expliquer en partie non seulement les différences de localisation de l'habitat, mais aussi celles constatées dans la localisation du quartier envisagé dans un éventuel déménagement. En

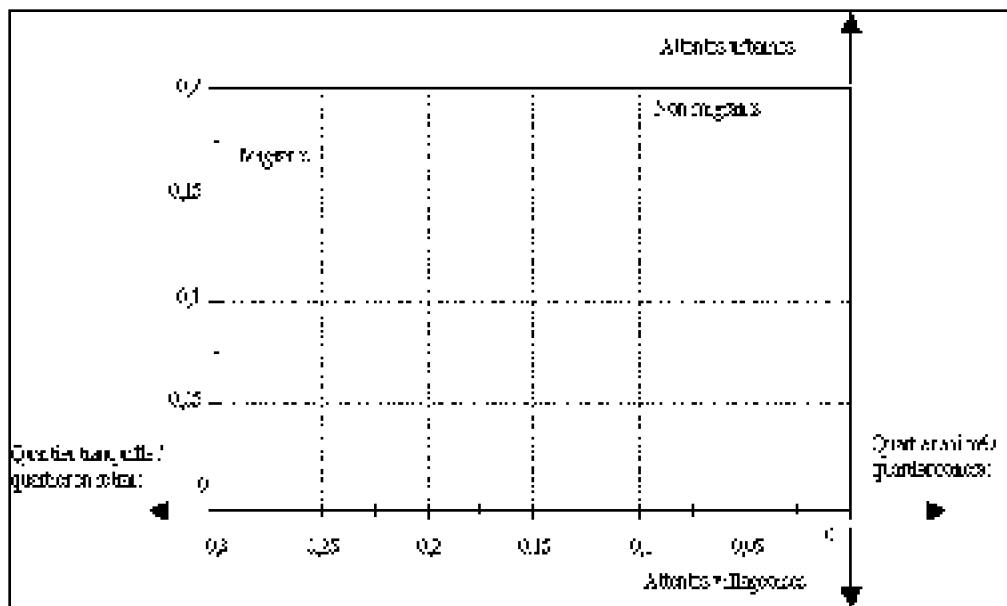
effet, ceux qui vivent dans les quartiers périphériques lointains, centraux ou péricentraux, désirant non seulement s'élever socialement mais aussi rejoindre des relations, choisissent les périphéries loties. Les habitants des périphéries loties et des quartiers riches ayant le même souhait d'ascension sociale mais s'éloignant géographiquement de leurs parents et amis, s'orientent vers les quartiers riches plus valorisés. Or, dans le premier cas, on trouve de nombreux non migrants qui opteraient donc pour la périphérie lotie, et dans le deuxième cas des migrants en Occident qui choisissent des quartiers riches.

En termes de représentations spatiales du quartier d'habitation (graphe 5-4), les conséquences en sont que les migrants sont plus attachés au calme et à la tranquillité dans leur quartier et en ont une représentation relativement plus individualiste. Ils sont en effet moins attentifs aux services disponibles dans ce quartier et sont plus concernés par " l'ambiance " générale qu'ils associent au mode de vie d'une certaine classe sociale de la société nigérienne.

Au contraire, les non migrants ont des préoccupations plus concrètes vis-à-vis de leur quartier d'habitation. Ils ont exprimé des attentes relatives à l'extérieur de leur concession au travers notamment de l'animation dans leur proximité immédiate. Ce souci n'est pas uniquement relationnel, il est aussi " pratique " dans le sens où il est aussi important pour eux d'avoir dans leur quartier des services tels que des écoles, des commerces, privilégiés par rapport au confort intérieur de l'habitation. Ils sont également inquiets du coût du logement. Pour eux, ils " vivent dans un quartier " avant de " vivre dans une ville ".

En termes de représentations de la ville, il y a peu de différences dans les types de structuration entre les migrants et les non migrants. Cependant, si les deux groupes utilisent dans la même proportion des lieux précis pour localiser les zones demandées, les catégories de ces derniers ne sont pas les mêmes. Pour les non migrants, il s'agit principalement des cinémas et des cases tandis que les migrants utilisent les noms de bars ou citent le marché de nuit de Yantala, à proximité de leur domicile, indiquant des styles de vie différents.

Enfin, les migrants en Occident fréquentent moins le centre-ville que les non migrants et, de fait, ils le situent de façon beaucoup plus ponctuelle au niveau du Petit Marché. Les non migrants en ont une représentation plus diffuse et le localisent plus largement sur l'ensemble du quartier Maourey. Le type de fréquentation est identique pour les migrants et les non migrants, il est essentiellement centré sur les loisirs et les activités professionnelles.



En définitive, malgré des profils socio-économiques semblables, les hommes actifs et aisés ont des représentations spatiales tout à fait différentes en fonction d'éventuelles migrations en Occident.

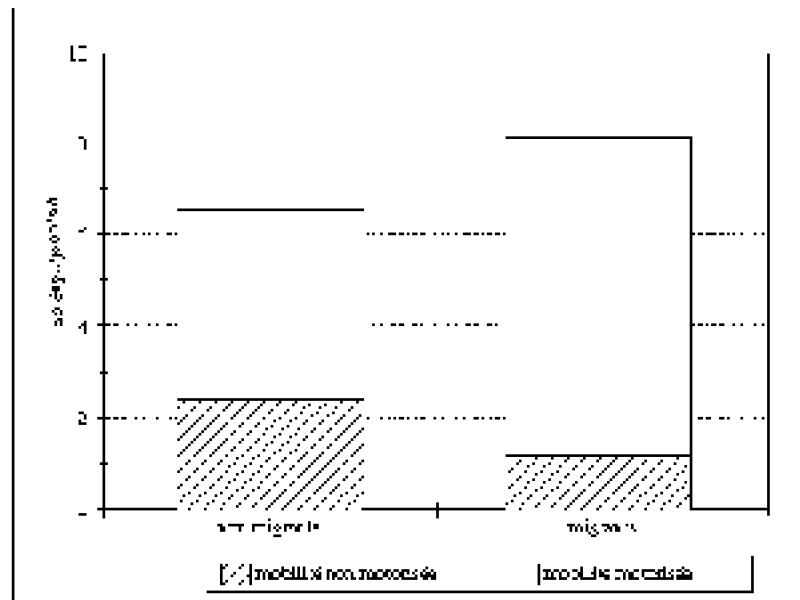
Les migrants sont des individus susceptibles de manipuler un espace urbain globalement accessible à des fins de valorisations sociales basées sur une conception "occidentale" de l'échelle sociale. Contrairement aux non migrants, ils sont plus sensibles au "standing" de leur habitation et de leur quartier. C'est ainsi que 63 % d'entre eux citent leur quartier à la question "où habitent les individus riches?", alors que ce n'est le cas que de 8 % des non migrants. De même, parmi les actifs aisés habitant des quartiers classés comme riches, 77 % des migrants en Occident citent leur propre quartier comme un quartier où vivent les riches contre 41 % des non migrants : il y a donc chez les premiers une certaine satisfaction à montrer que l'on habite dans les "beaux quartiers". Cette attitude est semblable à celle observée dans les classes moyennes occidentales : au-delà des besoins liés à la vie relationnelle ou à un confort minimal, ces individus choisissent leur habitation "par rapport à l'environnement social et au standing de l'immeuble, qui peuvent rejaillir sur eux", et qui peuvent les protéger d'une "descendance sociale" (Burgel, 1982).

Les non migrants, quant à eux, ont des stratégies de valorisation sociale plus traditionnelles qui s'appuient sur la conservation des relations sociales denses géographiquement. D'ailleurs, sans que le score de leur quartier soit plus faible que celui des migrants, un tiers d'entre eux cite leur quartier comme un lieu "où l'on vit comme au village".

III - Des migrants en Occident qui sortent du quartier d'habitation

Les migrants en Occident se déplacent non seulement plus que les non migrants, mais

surtout plus en modes motorisés (graphe 5-5), ce qui est dû au fait que 73 % d'entre eux possèdent une voiture alors que ce n'est le cas que de 30 % des non migrants. Ils sont en fait seulement 9 % à être captifs tandis qu'un tiers des non migrants l'est.



Les non migrants utilisent plus la moto et moins la voiture que les migrants. C'est ainsi que les usages de l'espace sont particulièrement divergents entre les deux groupes. Les migrants, du fait de la possession d'un véhicule, peuvent effectuer plus d'accompagnements que les autres, mais aussi plus de déplacements secondaires (travail - vie quotidienne par exemple). C'est pourquoi aussi ils utilisent plus fréquemment la voiture dans leur quartier (40 % des déplacements internes au quartier se font par ce mode contre aucun de ceux des non migrants). Pour des raisons équivalentes, la fréquentation même du quartier d'habitation en est modifiée car les non migrants s'y déplacent encore largement pour des motifs de sociabilité, absents des raisons des déplacements internes des migrants.

IV - Migrer ou se distinguer

Les différences notées précédemment entre villageois et Niaméens sont encore plus marquées entre les hommes aisés, selon qu'ils ont ou non migré en Occident. A revenu égal, les stratégies d'insertion sont globalement très différentes, les migrants en Occident cherchant à couper concrètement les ponts avec des valeurs traditionnelles puisque ce n'est plus réellement grâce à elles qu'ils ont acquis leur statut social. En effet, le départ pour des pays occidentaux a été souvent possible à l'aide de bourses gouvernementales puisqu'à leur retour ces migrants sont généralement fonctionnaires. Leur position sociale est donc bâtie sur une reconnaissance étatique et officielle des études effectuées à l'étranger. Elle n'est donc pas reconnue " traditionnellement " ; le système ancien de clientélisme n'est pas reproduit. Or, tout individu a besoin, d'une manière ou d'une autre

de reconnaissance sociale au sein de son groupe d'appartenance. Les stratégies des migrants en Occident vont donc passer par les schémas de référence qu'ils ont pu observer dans des sociétés modernes occidentales : le réseau de relations, comme les activités et l'habitat, devient sélectif et reflète en lui-même l'appartenance à la classe sociale. Car “ [...] **les acteurs sociaux appartenant à une couche privilégiée peuvent avoir tendance au cloisonnement et choisir dans leur propre milieu leurs époux, leurs voisins et leurs compagnons de loisirs** ” (Hannerz, 1996, p. 317). En fait, tout passe par une distinction entre classes qui coupe les liens entre individus de niveaux sociaux différents et pose les bases de la ségrégation urbaine (Hannerz, 1996). En termes de représentations, cela fait référence à l'évaluation plutôt positive de leur quartier d'habitation et à une sensibilité accrue à la qualité de vie notamment matérielle. Leur mobilité permet d'identifier aussi un changement dans les modes de vie : l'accompagnement par les hommes est nettement plus important que pour les non migrants par exemple. De même, ils se déplacent plus en voiture, même dans leur quartier.

Il faut souligner que cette “ individualisation ” des migrants en Occident n'est pas comparable à l'autonomie individuelle occidentale. Par exemple, nous ne pouvons pas affirmer ici que les relations parentales et amicales de proximité ne sont plus du tout importantes pour ces individus puisqu'encore un tiers d'entre eux cite cette qualité comme faisant partie des trois caractéristiques les plus importantes pour un quartier. De même, les déplacements dans le quartier d'habitation constituent encore 22 % du total des déplacements soit 1,8 déplacements/jour/personne en moyenne, comme pour les non migrants car “ **l'individualisation est [...] généralement partielle, composite, ambiguë, souvent ambivalente, en un mot relative** ” (Marie [2], 1997, p.106).

Au contraire, les non migrants s'appuient sur des réseaux traditionnels qui font qu'au milieu d'une population socialement disparate leur reconnaissance passe par des liens sociaux forts. La mixité des individus est à la base même de la structure de la société. D'ailleurs, 30 % de ceux n'habitent pas la zone riche disent que leur quartier est pauvre ou de type villageois contre 6 % des migrants en Occident de ces mêmes quartiers. Ils habitent de fait des quartiers moins riches, ils fréquentent plus leur quartier d'habitation, notamment pour des motifs liés à la sociabilité, et la religion prend une part plus importante dans leur mobilité. Néanmoins, ils n'habitent pas pour autant des quartiers - villages. Leur mobilité reste forte et peu centrée sur le quartier d'habitation. Si les hommes riches, non migrants, ne participent pas au développement de ce nouveau système de référence, c'est parce que, pour eux, il n'est pas encore pertinent et fonctionnel de façon optimale et qu'ils doivent alors composer entre l'individualisme et le holisme, entre autarcie et solidarité plus encore que les migrants en Occident, puisqu'ils sont liés non seulement culturellement mais aussi monétairement au système traditionnel.

Cette présentation “ sociale ” des rapports hommes - espace par les représentations et la mobilité quotidienne en fonction des parcours migratoires montre que l'espace “ physique ” est réellement le vecteur de positions sociales présumées : à une “ **diversité des modèles socioculturels se trouve associée, dans une assez large mesure, une disparité des modes de localisation qui contribue en retour à la conforter** ” (Grafmeyer, 1994, p. 43). L'individu y projette ainsi son identité qu'il construit par rapport à

sa société d'appartenance.

Cette traduction physique des différenciations sociales peut s'illustrer ici par le recours à des concepts occidentaux liés à l'observation de la " déterritorialisation " des territoires. Nous ne pouvons pas strictement parler de territoire pour les non migrants en Occident car ils centrent à peine plus leurs déplacements que les migrants sur leur quartier d'habitation (28 % de déplacements internes pour les premiers contre 22 % pour les derniers). Cependant, les migrants en Occident paraissent représenter parfaitement les usagers du " réseau " urbain. En effet, la différenciation spatiale qu'ils opèrent, basée, comme nous l'avons dit, sur une hiérarchisation socio-économique de leur société, les amène à effectuer un tri dans les lieux fréquentés et ainsi à dissocier leur " espace " en " espaces ". Si nous prenons pour exemple leur mobilité, cette dissociation est frappante. Aucune de leurs activités (nécessitant des déplacements) ne se déroule en priorité dans leur quartier d'habitation (tableau 5-8).

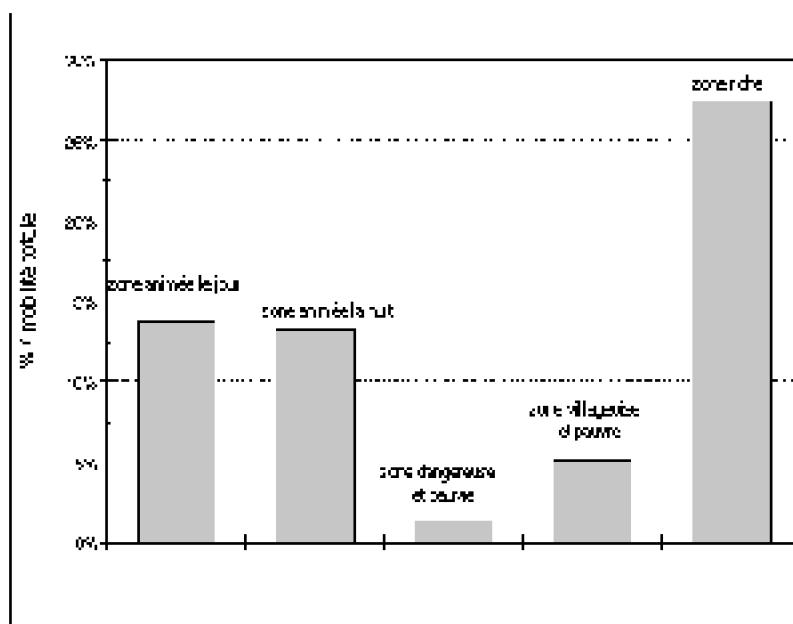
Motifs	Non migrants	Migrants
Travail	11	11
Sociabilité	31	0
Vie quotidienne	56	39
Travail - vie quotidienne	5	29
Note : % donnés par rapport à la mobilité urbaine par motif		

En outre, la localisation de leurs activités n'est pas centrée sur un seul lieu (tableau 5-9), sans pour autant se disperser sur l'ensemble de la ville. Au contraire, les quartiers riches sont plutôt privilégiés ainsi que le centre (tableau 5-10) pour la sociabilité par exemple (sorties au cinéma ou dans des bars et des discothèques). Ni les périphéries loties et lointaines, ni le péricentre ne possèdent des pôles attracteurs qui justifieraient un de leurs déplacement.

Localisation Motifs	Internes	Habitat - quartier limitrophe	Habitat - centre	Habitat - autre quartier	Autre quartier - autre quartier	Total
Travail	11	17	23	38	11	100
Sociabilité	17	0	33	33	17	100
Vie quotidienne	39	13	6	19	23	100
Travail - vie quotidienne	28	3	0	0	69	100
Note : % par motif des lieux de destinations des déplacements de la veille par rapport à la mobilité urbaine quotidienne totale.						

Destination Motifs	Centre	Péricentre	Périphérie lotie	Périphérie lointaine	Quartiers riches
Travail	16	0	12	3	24
Sociabilité	28	0	0	8	12
Vie quotidienne	7	0	4	9	46
Travail - vie quotidienne	37	9	0	0	54
Note : % par motif des lieux de destinations des déplacements de la veille par rapport à la mobilité urbaine quotidienne totale (élimination des trajets retour au domicile).					

Dans le même temps, les activités des migrants en Occident et leurs localisations font ainsi l'objet d'un tri rendu possible par le statut économique : le réseau ainsi construit est de fait le reflet des représentations de leur position sociale via les modes de vie qui lui sont associés. En conséquence, si l'on compare les quartiers réputés riches et la localisation des déplacements de la veille (graphe 5-6), on peut observer que les quartiers riches, hors déplacements retour au domicile, concentrent à eux seuls plus d'un quart de la mobilité totale. Si l'on prend en compte le fait que près de 45 % des migrants en Occident habitent des quartiers réputés riches, on s'aperçoit de la sélection faite dans le choix de la localisation des activités.



Note : Les déplacements retour au domicile ne sont pas pris en compte.

Ce que montrent les migrants en Occident, c'est l'existence aussi du décalage qui existe entre les représentations individualistes et un contexte africain encore traditionnel. Revendiquant une position nouvelle, ils utilisent l'espace à leur disposition pour innover à la fois en ce qui concerne leurs modes de vie et les lieux fréquentés. Ainsi, les quartiers dits riches sont des zones où les relations de voisinage traditionnelles ne sont plus développées, où les rues et les cours perdent leur caractère privé et ne sont plus des lieux de rencontre. Ces deux groupes, chacun à leur échelle, préfigurent peut-être ce que Marie ([1], 1997) appelle la " crise de l'ordre communautaire " issue d'une monétarisation accrue des relations sociales.

Que ce soit en termes de localisations de leur habitat, de représentations spatiales ou de mobilité quotidienne, ce travail a montré l'importance des parcours migratoires dans la structure des rapports hommes - espace. Les villageois et les Niaméens, les arrivants, les installés et les ancrés, les migrants en Occident et les non migrants, tous forment une population composite. C'est l'association de ces caractéristiques qui permet de mieux identifier la réelle complexité de ces relations, les parcours migratoires résultant des

combinaisons entre les vécus temporels et spatiaux. Mais l'enquête-ménages ne nous permet pas de hiérarchiser leurs effets : diviser les groupes en fonction de plusieurs critères du parcours migratoire s'avère impossible vu leur taille et nous ne pouvons aller plus loin dans cette partie de l'analyse.

En revanche, la population ciblée des entretiens nous a permis de tenter une identification des importances relatives du lieu de naissance, de la durée de séjour et de la migration en Occident dans les rapports hommes - espace. Nous avons ainsi abouti à une typologie des enquêtés en fonction des trois critères, illustrant ainsi comment, pour des individus aux caractéristiques socio-économiques *a priori* équivalentes, ils peuvent influencer ces relations.

Section 5 : Les discours des chefs de ménages à la lumière des parcours migratoires

Les entretiens permettent de décrire plus précisément l'influence des différents facteurs descriptifs des parcours migratoires, sur un groupe d'individus homogènes quant à leur âge, leur sexe et leur position dans le ménage. Cette partie de l'étude ne concerne donc que des hommes chefs de ménage âgés de 43 ans en moyenne. L'objectif est de former une typologie de ces enquêtés en fonction des lieux de naissance, des durées de séjour et des migrations en Occident et de décrire les différences observées dans les discours spatiaux des groupes identifiés. Le résultat final permet de les comparer avec les observations effectuées sur la population de l'enquête-ménages, confirmant et ordonnant ainsi la lecture faite des représentations spatiales.

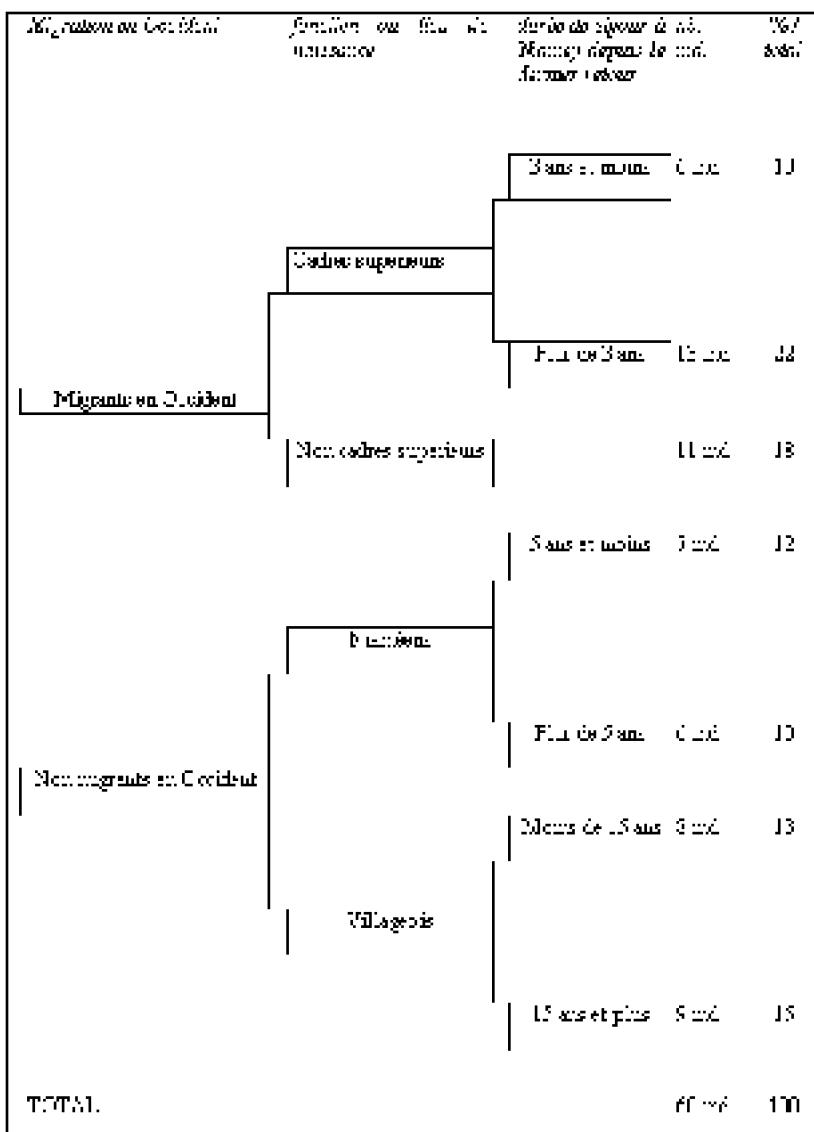
I - Une nouvelle typologie en fonction des parcours migratoires

Nous avons choisi ici de reprendre, à partir des données initiales, les critères choisis pour décrire le parcours migratoire, à savoir le lieu de naissance, la durée de séjour et la migration en Occident, ce qui implique quelques différences dans la définition des termes puisque les populations des entretiens et de l'enquête-ménages ne sont pas les mêmes. Ainsi, la répartition de l'échantillon en fonction du lieu de naissance a pour conséquence que les individus n'ayant pas migré en Occident sont uniquement des Niaméens natifs et des villageois, ce qui supprime alors, par rapport à l'enquête-ménages, le cas des individus nés dans une autre ville. De plus, la durée de séjour est ici en fait le temps passé à Niamey depuis le dernier retour de migrations. La durée de séjour dans le quartier d'habitation n'a pas été prise en compte, car cela s'avérait difficile vu la taille de la population étudiée. En outre, nous avons cherché à définir de façon plus détaillée les limites temporelles d'évolution des représentations dans les discours. Ces durées n'ont donc pas été classées *a priori* puisqu'il n'y a pas critères valables permettant de définir les bornes. Enfin, les migrations en Occident sont bien celles effectuées après avoir quitté le foyer parental.

Après l'étude de l'influence des trois critères sur les discours, nous avons pu mettre en évidence sept groupes, différenciés par leurs parcours migratoires et leur vécu à Niamey (graphe 5-7). Le premier critère discriminant est la migration en Occident car, ainsi que nous l'avions observé dans l'enquête-ménages, ni le lieu de naissance ni la durée de séjour ne sont aussi influant sur les représentations et les pratiques spatiales.

Pour les migrants en Occident, c'est la fonction exercée qui discrimine ensuite les discours relatifs à l'espace. L'échantillon de l'enquête-ménages ne nous permettait d'étudier que des migrants aisés. Le fait, dans les entretiens, d'avoir recherché des aventuriers dont les succès financiers ou scolaires en Occident ne sont pas avérés permet ici de distinguer ceux qui ont réussi de ceux qui sont rentrés en position de quasi échec, ce que nous avons déterminé en séparant les cadres supérieurs des non cadres supérieurs. Dans le premier cas, c'est ensuite la durée de séjour à Niamey qui s'est révélée discriminante, le délai de trois ans après le retour étant une frontière claire des changements dans les représentations.

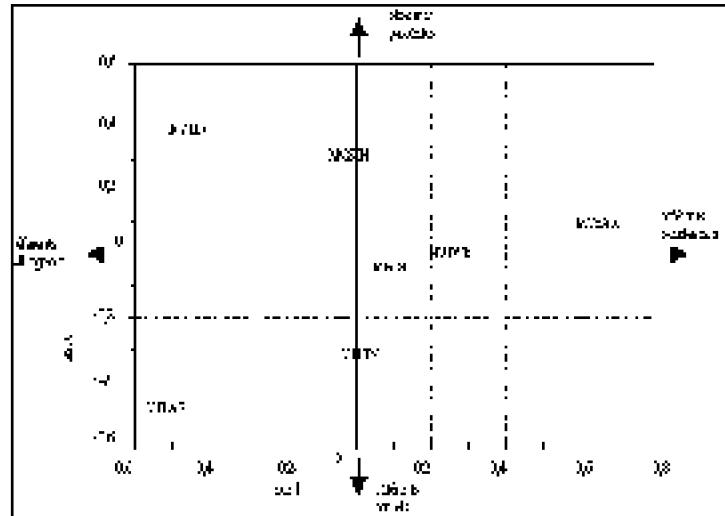
Pour les non-migrants en Occident, le lieu de naissance, puis la durée de séjour sont les critères discriminants. Nous avons donc séparé les Niaméens et les villageois puis cherché le temps nécessaire à une évolution significative des représentations. Pour les Niaméens, il s'est avéré qu'elle s'élève à 5 ans et pour les villageois à 15 ans. Ces différences s'expliquent par le fait que les Niaméens, même après un retour de migrations, ont des réseaux de relations familiaux et amicaux installés en ville ainsi que des repères spatiaux. Le temps "d'acclimatation" ou "d'insertion sociale" est donc moins long pour eux que pour les villageois.



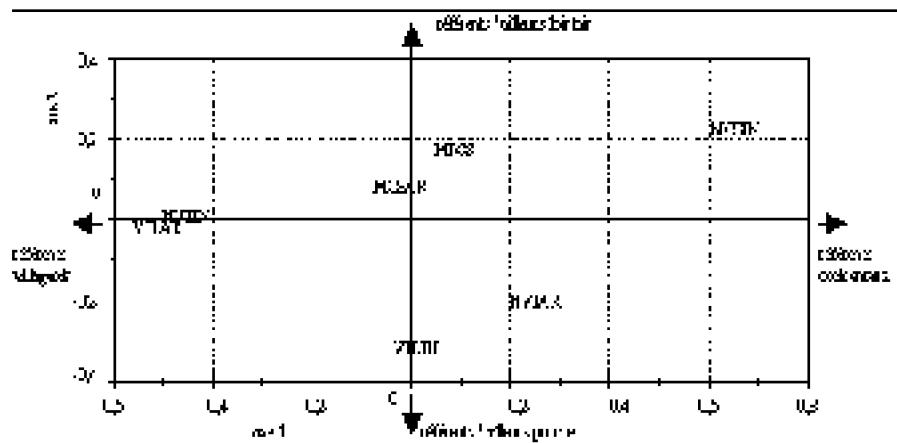
Globalement, la typologie présente à la fois des désavantages et des avantages par rapport à l'étude effectuée sur l'enquête-ménages. Tout d'abord, son principal avantage est de présenter, sur un échantillon de la population, une hiérarchie des critères choisis pour illustrer les parcours migratoires. Elle confirme donc la prééminence des migrations en Occident. Ensuite, elle permet un découpage plus affiné des durées de séjour puisqu'à chaque groupe d'individus, elle attribue des limites temporelles différentes dans l'évolution de ses représentations. Mais elle reste un modèle simplificateur d'une réalité plus complexe. Elle laisse de côté une grande partie de la population (par exemple ceux qui sont nés dans une autre ville). Elle constitue donc une illustration partielle des représentations spatiales identifiées dans l'enquête-ménages, pour une population donnée de chefs de ménage.

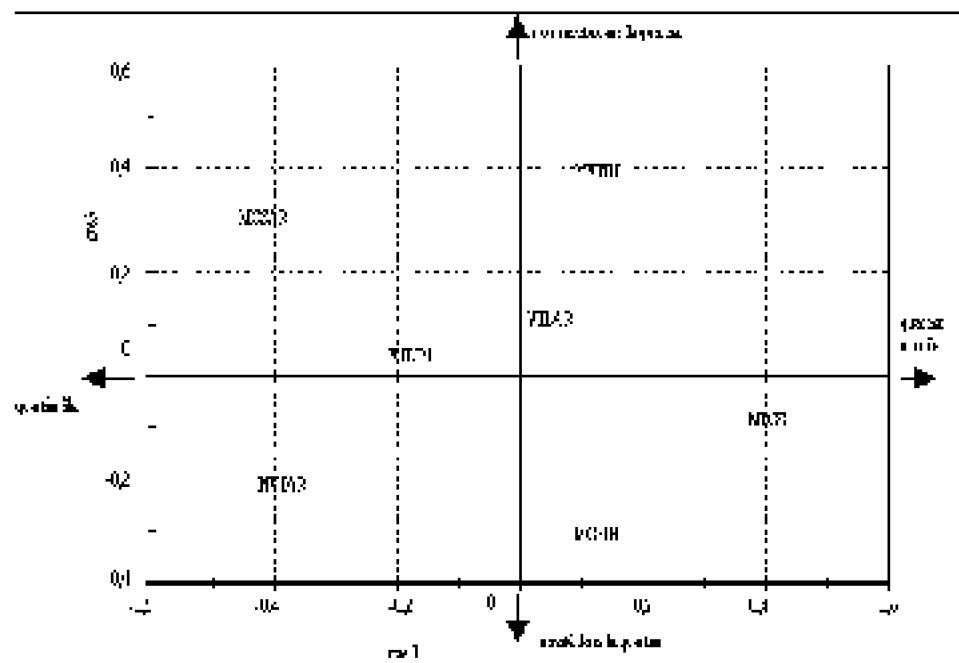
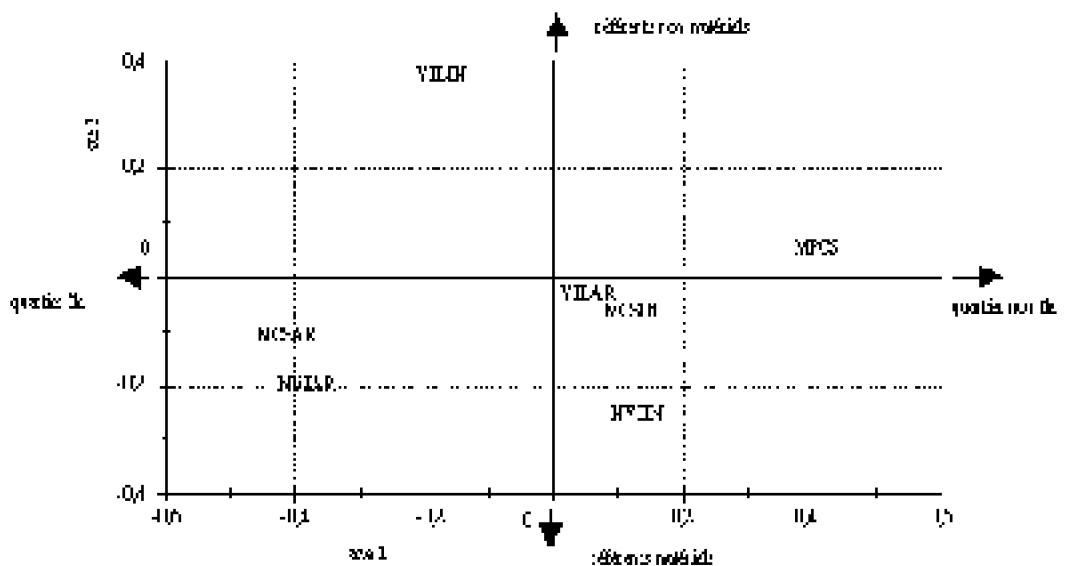
Nous présentons successivement les discours spatiaux de chacun des groupes identifiés. Ce travail s'est basé sur l'analyse textuelle des entretiens ainsi que celle des analyses factorielles les organisant. Elles sont illustrées par la projection des groupes de la typologie sur les différents plans d'interprétation des analyses factorielles relatives aux

discours sur la ville et sur le quartier d'habitation (graphes 5-8, 5-9, 5-10 et 5-11).



L'agent(s) :	
MC3A/R:	élèvage de volailles supérieures retenues depuis 3 ans et moins
MC3E/F:	élèvage de volailles supérieures retenues depuis plus de 3 ans
MC3C:	élèvage de volailles caducs
SP1A/R:	vitrinées non alignées installées depuis 5 ans et moins
SP1F/N:	vitrinées à remettre à l'horizontal dans les 5 ans
SP1A/E:	élevage de volailles temporaire en filet jusqu'à 1000 unités le 15 juil.
SP1-H:	élevage de volailles temporaire en filet jusqu'à 1000 unités et plus





Nous ne nous attardons pas sur les effets de chacun des critères sur les discours spatiaux : ils sont similaires à ceux présentés dans l'enquête-ménages et nous préférions ici montrer comment ils s'imbriquent, afin d'insister sur la complexité et la multiplicité des discours spatiaux ainsi que leurs associations avec les représentations sociales.

II - Les cadres supérieurs, migrants en Occident, à Niamey depuis

moins de trois ans

Le premier groupe qui se distingue est celui des hommes ayant effectué une migration en Occident, revenus s'installer à Niamey depuis moins de trois ans et occupant des postes de cadres supérieurs dans la fonction publique à l'université, dans un hôpital ou dans un ministère.

II - 1 : Une réussite sociale due à la migration

Ce groupe est composé de six individus plutôt plus jeunes que les autres enquêtés : leur âge moyen s'élève à 37 ans. Les lieux de naissance sont variés (deux sont nés au village, trois dans une ville du Niger dont Niamey) mais il faut remarquer que quatre d'entre eux sont Djermas. Aucun n'est polygame, deux étant célibataires. Ils ont peu d'enfants en moyenne (2,3).

Partis en Occident pour y faire des études, leur réinsertion professionnelle n'a pas posé de problèmes. Ils occupent tous des postes de cadres supérieurs et, du fait de la relative aisance financière qui en résulte, quatre d'entre eux possèdent une voiture, un seul n'a aucun moyen de locomotion. De même, la moitié d'entre eux habite dans des quartiers riches et un seul un quartier périphérique. Ils sont majoritairement locataires car arrivés depuis peu. Mais ils connaissent bien la ville car ils y ont auparavant habité presque 20 ans en moyenne, les non natifs de la ville pouvant y être venus pour commencer des études secondaires ou supérieures.

Il faut enfin noter que, comme ils sont partis en Occident pour y effectuer des études, il n'y sont pas restés aussi longtemps que les migrants économiques (6 ans contre 9 ans pour les migrants non cadres supérieurs par exemple). De plus, la moitié d'entre eux a migré dans un autre pays d'Afrique, pour suivre une partie de leurs études supérieures.

II - 2 : Des discours “ modernes ” et “ occidentalisés ”

Du fait des caractéristiques socio-économiques que nous venons de détailler, ces migrants ont conscience d'avoir acquis un statut social qu'ils veulent affirmer après leur retour à Niamey. Le choix d'habiter dans la capitale qui peut seule leur offrir les moyens d'exploiter les capacités acquises lors de leur migration, le choix d'habiter dans certains quartiers et d'en rejeter d'autres révèlent des stratégies volontaires d'appartenance à une classe sociale reconnue, qui va aussi guider l'élaboration de leurs discours spatiaux.

II - 2 - a : La multiplication des référents occidentaux au niveau du discours sur la ville

Leur migration en Occident est récente, les référents occidentaux sont donc très présents dans les discours relatifs à la ville. Les comparaisons entre Niamey et les autres villes visitées hors de l'Afrique sont nombreuses, à la faveur ou non de la capitale nigérienne. Lorsqu'elles se placent au niveau environnemental, ils déplorent ainsi le peu de

modernisme et la dégradation du bâti et de la voirie ainsi que les déficiences en services publics et sociaux.

[...] Quand il pleut, la ville est infernale. Il y a des flaques partout, il y a trop de boue. [...] Il y a eu beaucoup de dégradations car avant, il y avait des feux optiques et le goudron était bien (entretien n°27 ; Kalley).

Autres comparaisons à l'avantage de l'Occident : le peu d'esprit civique des citadins et leur faible sentiment de responsabilité notamment au niveau du travail.

Je ne travaille pas comme je devrais le faire. Là-bas [en Occident], j'étais relativement seul, tranquille pour travailler, ici on est trop sollicité (entretien n°6 ; Rive droite).

Ils se félicitent aussi de l'arrivée de la démocratie au Niger, même si elle ne donne pas à Niamey les résultats espérés :

Avec la politique qui s'est installée, la démocratie, j'ai vraiment compris que les gens parlent un langage qui n'est pas le langage d'avant. Il est dans l'opposition, il est dans ce camp-ci, dans ce camp-là. Les amis que j'ai laissés, qui ne s'intéressaient pas du tout à la politique, je les ai trouvés en plein dedans. Il y en a qui n'arrivent même pas à se parler (entretien n°55 ; Wadata).

Ce nouveau cadre de référence oblitère complètement les autres, que ce soit le village ou la ville telle qu'elle était quand ils sont partis. Aucun ne mentionne la vie plus facile au village, le problème de la prédominance de l'argent en ville, le manque de solidarité entre citadins, les nuisances urbaines. Les liens avec le village se sont sans doute distendus puisqu'aucun ne déclare pouvoir aider son village en restant en ville. Il faut ici remarquer qu'ils sont peu sensibles à la pauvreté urbaine et aux problèmes qu'elle occasionne, puisque leurs emplois sont assurés et rémunérés régulièrement.

La comparaison avec la ville occidentale entraîne également l'oblitération des progrès dans Niamey : aucun ne signale l'amélioration du bâti ou de la voirie. De même Niamey n'est pas le lieu où l'on peut faire de bonnes études ou passer des concours (ici, l'Occident est encore valorisé), ou même une source d'emplois pour les ruraux.

En outre, du fait peut-être de leur isolement à l'étranger, ils valorisent fortement les relations sociales, le rapprochement familial et celui des amis au niveau de la ville. Ils mettent l'accent dans ce cadre sur la sociabilité africaine qu'ils comparent à l'individualisme occidental. Mais ce sentiment ne se traduit pas par un ancrage affectif fort : aucun ne déclare appartenir à son village ou à Niamey.

[...] Tu as tout ici. Dans la crise où on est, en Europe et ici, il vaut mieux rester ici et essayer d'étudier car là-bas on ne va pas s'en sortir. Il y a des gens qui ont des arriérés de 14 mois de bourse. Ici, tu tournes, tu vas chez ta grand-mère, tu es chez ton oncle, tu vas bouffer (entretien n°55 ; Wadata).

Globalement, ils restent donc très critiques vis-à-vis de la vie en ville. Ils semblent déçus par leur retour. En effet, malgré leur position de cadres supérieurs, leur situation de fonctionnaires ne leur permet pas financièrement d'avoir le mode de vie auquel ils pensent avoir droit. Ensuite, leur attirance pour la modernité vécue en Occident leur fait porter un regard sévère sur la société niaméenne.

II - 2 - b : Le quartier d'habitation, vecteur de l'image sociale

Partis en Occident pour y effectuer des études, ils espèrent en retour la valorisation sociale et économique du savoir acquis. De ce fait, le quartier d'habitation a lui aussi son importance propre, il est " signe " : il est important d'habiter un endroit reconnu pour la qualité de ses habitants, des gens " biens " et riches :

Le voisinage est bon. J'y connais un certain nombre de médecins et d'universitaires. On s'est réuni pour créer une commission chargée de l'environnement et de l'assainissement. Nous travaillons avec la communauté urbaine. On a réussi à avoir trois containers et à les gérer. On a fait mettre du gravier sur les flaques d'eau. On a amélioré la sécurité. Avec une cotisation de 1 000 FCFA par mois, on paye un responsable qui est chargé de recenser tous les gardiens. Enfin, on maintient le contact avec les autorités (entretien n°21 ; Plateau).

A partir du moment où cette condition est remplie, l'environnement physique est obligatoirement agréable, notamment au niveau de la voirie et de l'assainissement. Mais cette localisation spécifique du logement se fait au détriment d'autres avantages, comme la proximité des commerces ou le réseau de relations de voisinage. En effet, habiter un tel quartier va de pair avec une transformation des relations sociales qui ressemblent alors à une sociabilité urbaine occidentale : les voisins se connaissent peu ou pas et il y a peu de solidarité entre eux. Ces migrants, même s'ils font ce choix, ont tendance néanmoins à regretter cet anonymat.

Mais il y a des choses moins bien [dans son quartier actuel, par rapport à son ancien quartier d'habitation]. Par exemple, si tu veux aller chez un ami ou faire des courses, il faut descendre en ville. De même, si à 14h tu veux causer avec un ami, tu ne peux pas aller chez quelqu'un à n'importe quelle heure, alors que les quartiers où j'ai grandi, on peut venir chez quelqu'un à n'importe quelle heure ou là où les copains se retrouvent (entretien n°27 ; Kalley).

Mais, l'exemple donné ci-dessus de l'entretien n°21 montre qu'ils s'investissent en groupe dans le quartier malgré cet isolement relatif. Car " *Les acteurs qui participent le plus à la négociation publique des enjeux locaux ne sont pas forcément ceux dont la vie relationnelle est la plus étroitement liée au quartier* " (Grafmeyer, 1991). Si Grafmeyer le notait dans un contexte lyonnais où les citadins s'implique dans la conservation et la valorisation du patrimoine notamment, la logique observée pour les individus étudiés semble similaire. Il s'agit ici de valoriser son quartier puisqu'il est porteur de sa propre identité, et dont il convient donc de soigner l'image :

J'appartiens à l'association des villas U. Ceux qui habitent là ont constitué une association de défense de leurs droits, pour rendre le cadre de vie plus agréable, quand il s'agit de faire face à des questions qui ont trait à certains problèmes, c'est pour défendre nos intérêts matériels et moraux. Notre interlocuteur c'est l'Etat. C'est une association assez récente, qui n'a pas trois mois de vie. Pour le moment on a entrepris une seule activité. Il s'agit de faire un peu de salubrité publique, de nettoyer un peu la cité (entretien n°59 ; Plateau).

Nous pouvons aussi ici remarquer que le sentiment de sécurité ne leur est pas inconnu, mais il ne se base pas sur les mêmes valeurs que pour d'autres groupes non acculturés.

La sécurité, c'est la tranquillité (il y a peu de gens dehors la nuit), la présence des gardiens, l'ordre. La présence des amis ou de la famille n'est pas requise : leur richesse relative leur permet de se déplacer facilement en ville et ils n'ont pas de réels problèmes d'accès par rapport à d'autres individus.

Ces migrants récents cadres supérieurs utilisent donc l'espace afin d'asseoir leur image sociale. La modernité dont ils se veulent les représentants passe à la fois par un environnement propre et entretenu (choix de l'espace vécu), des relations moins basées sur des réseaux traditionnels mais sur des rapports de classes (ils fréquentent les gens de leur milieu) ainsi que des références à un Occident modèle. Seule la sociabilité "à l'africaine" est valorisée.

III - Les cadres supérieurs, migrants en Occident, à Niamey depuis plus de trois ans

Ces treize individus sont semblables à ceux du groupe précédent mais leur retour à Niamey est plus ancien. Ils sont donc plus habitués à la ville et les phénomènes d'acculturation s'estompent.

III - 1 : Un ancrage en ville plus marqué

La répartition selon le lieu de naissance est sensiblement la même que précédemment, la moyenne d'âge est un peu plus élevée (40 ans) et la moitié d'entre eux est haoussa. Du fait peut-être de leur moyenne d'âge un peu plus élevée que celle du groupe précédent, un nombre plus important d'individus est marié, mais aucun n'est polygame. La majorité (huit individus) possède également un véhicule, mais, alors que dans le groupe précédent ce n'est le cas pour aucun individu, un quart environ possède une moto.

Leur répartition dans les différents quartiers de la ville est plus équilibrée que pour le groupe précédent puisque seuls deux habitent dans les quartiers riches et trois logent dans des quartiers périphériques lotis. Ils sont aussi plus "installés" que les précédents, puisqu'un tiers est propriétaire de son logement. La moitié reste cependant locataire. Ils ont vécu en moyenne 17 ans à Niamey au total et 6 ans depuis leur dernier retour.

Neuf des treize individus sont allés suivre des études en Occident, et quatre y ont été affectés. Seuls quatre d'entre eux ont effectué aussi un voyage en Afrique. Ils ne sont pas tous fonctionnaires de l'état nigérien : certains sont employés par la Banque mondiale ou par des grandes entreprises privées étrangères.

III - 2 : La perte progressive des référents occidentaux

De leur voyage en Occident, il leur reste essentiellement l'impression de nostalgie qu'ils ont ressentie à l'encontre de leur pays.

Quel que soit le jugement que je porte sur mon pays, au bout de deux, trois mois, je le regrette. Je ne peux pas vous dire : voilà, c'est ce qui m'attire. C'est le milieu. [...] C'est ce qui fait que les Nigériens ne sont pas beaucoup voyageurs, il

y a ce fait de toujours vouloir revenir à la maison. La nostalgie, c'est général. Vous savez en partant que vous allez de toutes façons revenir (entretien n°58 ; Wadata).

Le référent occidental est présent, comme pour le groupe précédent, mais atténué par le temps. Les références au passé de la ville, ainsi que, de façon encore marginale, les comparaisons avec la vie au village, sont donc utilisées plus fréquemment. Plus positifs que les migrants précédents, ils apprécient l'agrandissement de la ville, la sociabilité niaméenne.

Niamey s'est très modernisée, c'est devenu une grande ville. Je suis jeune et pour ce que j'ai vu de Niamey, Niamey a fait des bonds prodigieux. Par exemple, le quartier des ministères, à l'époque, il n'y avait que le bâtiment des Finances. Plan, Enseignement Supérieur, ce sont des bâtiments nouveaux (entretien n°43 ; Terminus).

Mais ils sont plus critiques en ce qui concerne les moeurs des Niaméens : ils constatent la dégradation de la solidarité, en partie due à l'arrivée du multipartisme. La perception des aménagements urbains diminue, ils sont moins sensibles à l'environnement physique, ainsi qu'à leur environnement social, du moins au niveau de la ville. Mais ils se plaignent des nuisances urbaines, du bruit de la pollution ou du stress. Par rapport aux migrants récents, la ville n'est plus matérielle, l'accent est mis sur la qualité de la vie (moeurs, mentalités) et sur l'aspect social.

A l'échelle du quartier, au contraire, ce sont des préoccupations qui deviennent prioritaires. Il y a donc une réduction géographique de l'appropriation urbaine. Le groupe précédent pouvait envisager la ville comme un espace d'accessibilité maximale (peu importe d'habiter à proximité de tel ou tel endroit spécifique), tandis que, pour ces migrants, l'échelle de proximité s'est réduite et le quartier devient une zone privilégiée et fréquentée, les autres lieux de la ville s'éloignent. Au niveau du quartier, ce changement se traduit par le fait qu'ils ne lui attachent pas uniquement une valeur sociale, mais également relationnelle et fonctionnelle. Il devient en priorité le lieu de vie, mais sans que se développent cependant des sentiments d'appartenance :

A Lamordé, non seulement les lieux de travail sont à côté, les formations sanitaires sont là, on a les écoles. On n'a pas besoin d'accompagner les enfants, ils vont tous seuls. Ce sont des avantages (entretien n°48 ; Lamordé).

Ils sont de fait plus critiques à cet égard. Cette attitude peut être due aussi à leur durée de résidence en ville puisqu'ainsi que le note Sidikou (1980) : “ *Tout se passe [...] comme si l'opinion sur le quartier se précise progressivement avec le degré d'urbanisation. Ce degré d'urbanisation est fonction du niveau intellectuel. Plus ce niveau s'élève, plus les gens prennent conscience et déplorent une situation plus ou moins dégradée de leur environnement* ” (Sidikou, 1980, p. 245) :

Je n'ai pas observé de changement à Terminus, seulement des dégradations. Avant, il y avait des poubelles, maintenant ils ont pavé les rues et il n'y a plus de poubelles et ils ont des problèmes à gérer les ordures. Il n'y a pas eu d'améliorations (entretien n°43 ; Terminus).

Même si la sociabilité est appréciée, elle n'est pas basée sur des relations de clientélisme qu'au contraire ils rejettent. Ils se félicitent ainsi d'habiter un endroit où ils ne sont pas dérangés (peut-être l'ont-ils trop été à leur retour d'Occident ?) :

J'aime Terminus car je peux y travailler sans être trop dérangé et au calme. Quand vous avez de grandes familles, les choses ne sont jamais simples (entretien n°43 ; Terminus). ça ne me plaît pas de vivre à Niamey car on vit pour les autres, pas pour soi-même. Les gens se mêlent de ce qui ne les regarde pas (entretien n°33 ; Poudrière).

Comme ils sont moins sensibles à l'ostentation de leur richesse, le souci de valorisation sociale passerait par des moyens plus traditionnels de relations sociales : s'ils disent les fuir, n'est-ce pas au fond qu'ils sont fiers d'être les victimes des problèmes de parasitisme ? Ce qui expliquerait les thèmes récurrents de leur discours, tout d'abord au niveau de la ville (non plus valorisée en tant que symbole de modernité mais au travers de la sociabilité et en référence au passé), ensuite au niveau du quartier d'habitation : importance de l'aspect matériel sur le quartier (on ne vit pas comme les pauvres) et de l'aspect relationnel (on est entouré sans être ennuyé). Cette attitude reflète des compromis absents des discours des individus du groupe précédent. Elle peut être aussi comprise comme une remise en question des ambitions sociales plus occidentales, illustrées en fait par les migrants en Occident revenus récemment. Ils n'ont sans doute pas trouvé des groupes suffisamment développés pour créer une classe à part, se dissociant des systèmes traditionnels de relations sociales. Ils se rapprochent en conséquence d'une insertion plus traditionnelle.

Ainsi, nous pouvons ici faire deux hypothèses expliquant la différence de stratégies d'insertion entre les deux groupes précédents. Il peut s'agir d'un effet de génération : les classes sociales de type occidental sont des phénomènes nouveaux assimilés en premier lieu par les migrants en Occident récents tandis que les autres s'appuient encore sur des moyens traditionnels. Mais les migrants arrivés depuis plus de trois ans peuvent aussi avoir été déçus dans leur espoir d'avoir accès au modernisme (socialement et matériellement). Ils ont fini par se convaincre que leur valorisation sociale ne pourra se faire qu'en utilisant les réseaux préétablis. Pour les migrants moins favorisés qui ne sont pas cadres supérieurs, il n'est cependant plus du tout question de choix.

IV - Les migrants non cadres supérieurs

Dernier type de migrants en Occident : les aventuriers et les migrants économiques. Dans ce cas, la réinsertion professionnelle reste difficile et ils n'ont pas accès aux fonctions de cadres supérieurs, que ce soit dans le secteur public ou privé.

IV - 1 : Une position d'échec relative

Ce groupe de onze hommes est plutôt composé de villageois (sept individus y sont nés). Leur moyenne d'âge est la plus élevée parmi les groupes de migrants (44 ans). Plus de la moitié est haoussa. Trois sont inactifs, ce qui révèle une situation économique difficile et précaire. D'ailleurs seuls deux d'entre eux possèdent une voiture et sept n'ont aucun moyen de transport. Il comporte aussi plus de polygames que les groupes précédents.

Quatre habitent dans le centre, et cinq dans la lointaine périphérie. Près de la moitié est propriétaire de son logement. Ils ont vécu moins longtemps en ville que les groupes

précédents mais y sont revenus depuis plus longtemps (7 ans en moyenne).

Ce sont les individus qui sont restés le plus longtemps en Occident (9 ans en moyenne), dans le cadre le plus souvent d'une migration économique. On trouve aussi dans ce groupe une grande proportion de personnes ayant effectué une migration dans un autre pays d'Afrique (sept individus sur onze).

IV - 2 : Le repli défensif sur un espace rural idéalisé

Leur migration étant un échec relatif, le référent occidental est encore plus estompé que dans les autres groupes, indépendamment de toute notion de durée de séjour en ville. S'ils en font mention, c'est généralement pour se plaindre de manque de services sociaux et publics à Niamey en référence à la prise en charge des personnes en difficultés en Occident :

Là-bas [en Occident] le minimum est garanti. Au moins le déplacement, on sent qu'il y a une préoccupation sociale. Donc, les transports, la nourriture, surtout l'éducation et la documentation, même si vous n'avez pas grand chose, si vous n'êtes pas très riche, vous pouvez quand même faire quelque chose. Ici, pas tout à fait (entretien n°46 ; Talladjé).

Ils valorisent cependant encore la solidarité africaine, mais non spécifiquement niaméenne :

Ce qui nous a frappé à notre arrivée à Paris, c'est l'indifférence des gens par rapport aux autres. Vous pouvez tomber dans la rue, je crois qu'on ne vous regardera même pas. Chacun a son monde, chacun est pressé, chacun a son job. Les gens n'ont pas le temps de s'occuper des autres. Vous allez dans un coin gueuler, les gens vont regarder et passer. Ils ne vont pas s'attrouper comme chez nous, ce n'est pas pareil (entretien n°54 ; Balafon).

En effet, ils se replient essentiellement sur le village idéalisé (leur dernier séjour longue durée au village date d'au moins 10 ans), leur sentiment d'appartenance y est d'ailleurs très développé. Ainsi à Niamey l'argent prend trop d'importance et l'esprit de solidarité est moins répandu qu'au village :

[...] Je préfère Gottey [son village d'origine], là-bas, je me sens chez moi. Ici même à Niamey, je ne me plais pas. Je ne suis pas chez moi, je suis dans la capitale, dans la capitale administrative de notre pays. Et je ne fous rien, alors je n'ai pas le droit de vivre à Niamey. [...] j'ai horreur des villes. J'ai tellement vu de villes que la ville ne me plaît plus ; le bruit, les gens ne sont pas comme au village. Ils ne sont pas accueillants (entretien n°47 ; Liberté).

Ce sentiment se traduit aussi par le manque de sens civique des citadins :

Ce qui me déplaît, c'est que les gens ne sont pas disciplinés. Par exemple, ils ne jettent pas leurs ordures dans les dépotoirs (entretien n°26 ; Lamordé).

L'espace urbain n'est donc pas valorisé en tant que tel, ils n'évoquent pas les avantages liés au logement, à la modernisation du bâti, au fait que l'on peut trouver du travail en ville ou que l'on peut y faire des études. En fait, les préoccupations financières sont prédominantes, un quart d'entre eux évoquant ses problèmes de pauvreté. Elles leur imposent des contraintes trop fortes pour qu'ils puissent songer à satisfaire d'autres

exigences matérielles :

Ce qui me déplaît à Niamey, c'est que les salaires ne sont pas versés régulièrement et que donc les gens n'achètent pas beaucoup. Rien ne me plaît parce qu'il n'y a pas d'argent (entretien n°2 ; Banifandou).

Finalement, ils cherchent à recréer, physiquement et socialement, un environnement rural, ce qui constitue un autre repli défensif. Ils se félicitent d'avoir de l'espace pour vivre et d'habiter près de leurs amis et de leur famille :

Dans mon ancien quartier, il n'y avait pas beaucoup d'espace et la cohabitation avec les autres locataires était difficile. Ici l'air circule mieux, il fait plus frais qu'en centre-ville (entretien n°4 ; Banifandou).

Aucun ne se plaint de l'absence de solidarité au niveau du quartier. Ils ne font aucune remarque sur les mauvais équipements (services urbains ou voirie) de leur quartier ou sa mauvaise localisation. Mais ce discours cache sans doute des difficultés de réinsertions certaines. Ils n'ont pas retiré les avantages escomptés de leur migration, se retrouvent en périphérie de la ville avec une accessibilité aux autres quartiers réduite. Ainsi, l'aspect matériel, comme être à proximité, reste important sur le quartier, certainement pour des raisons financières de coût de déplacement. Globalement, c'est l'ensemble de ces difficultés de réinsertion qui les a incité à une attitude très critique vis-à-vis de l'espace urbain et ils expriment de fait plus un malaise par rapport à une situation personnelle qu'un rejet total de la ville.

V - Les niaméens non migrants, à Niamey depuis 5 ans et moins

Ce groupe est composé de sept Niaméens qui se sont installés dans la capitale récemment, car, s'ils sont non migrants en Occident, ils n'ont pas hésité à effectuer de longs séjours dans d'autres pays d'Afrique.

V - 1 : Des jeunes citadins

Ces hommes sont d'appartenance ethnique plus dispersée que celle des groupes précédents mais ils sont plutôt djermas ou haoussas. C'est en moyenne le groupe le plus jeune (33 ans). Leur insertion professionnelle est moins bonne que pour les précédents groupes de migrants dans le sens où trois sont ouvriers, et deux cadres supérieurs. Mais elle est la meilleure dans les groupes des non-migrants.

On y retrouve, effet d'âge, un tiers de célibataires. Ils ont, pour la même raison d'âge, très peu d'enfants (1,3). Seuls deux n'ont aucun moyen de locomotion, les autres optant, suivant leurs moyens, entre une voiture ou une moto. Ils habitent soit les quartiers riches, soit la périphérie éloignée. Ils connaissent aussi bien la ville que les migrants ruraux anciens puisqu'ils y ont vécu au total plus de 20 ans, mais leur dernier retour date de moins de deux ans et demi en moyenne. En effet, ces jeunes urbains sont les individus qui ont le plus voyagé en Afrique, en partie pour y effectuer des études et par mutation, même s'ils ne sont pas allés en Occident.

V - 2 : L'espace urbain symbole de modernisme

Les référents occidentaux sont nettement moins évoqués que pour les groupes précédents, puisqu'ils n'y sont jamais allés. S'il y a comparaison, elle est toujours en faveur de leur ville, notamment au niveau de la solidarité. L'accent est mis principalement sur la vie sociale, avec une référence à l'évolution de la ville (ils ont constaté son agrandissement) et des modes de vie et aux avantages matériels urbains. De même, les références au village sont, par évidence, très réduites, avec un net avantage pour la ville comme, par exemple, pour les mentalités, les services urbains, la présence de l'université :

On peut y trouver des activités culturelles, des loisirs qu'on ne peut pas trouver ailleurs même à Zinder (entretien n°31 ; Banifandou).

Parce qu'ils sont jeunes et niaméens de naissance, leur réseau social d'amis est une préoccupation importante dans leur approche de la ville, de même que la proximité familiale.

Ce sont mes parents qui me retiennent ici. Du fait d'un antécédent français [son grand-père], quatre de mes douze frères ont choisi de prendre la nationalité française. Du fait de mes attaches à Niamey, je ne l'ai pas fait car je n'envisage pas de quitter mes parents (entretien n°33 ; Poudrière). Ce qui me plaît à Niamey c'est que j'y ai toujours vécu. J'ai toutes mes connaissances ici, même si mes parents sont originaires de Zinder, que ce soit des parents, oncles, tantes ainsi que des amis. Ma famille est ma raison d'être (entretien n°35 ; Plateau).

Ce sont des citadins qui ont conscience de la particularité de l'espace urbain et des avantages qu'il peut lui procurer. L'appréciation de la ville est donc très positive : elle s'est agrandie et modernisée (aucun ne parle de dégradation), la voirie a elle aussi été améliorée. C'est en ville que l'on peut passer des concours ou faire des études. D'ailleurs c'est aussi le seul endroit du Niger où ils peuvent travailler comme ils le veulent.

Niamey est idéal pour travailler, faire des affaires (entretien n°35 ; Plateau).

Enfin, l'arrivée de la démocratie a été un réel progrès. Un seul bémol à cet optimisme : la solidarité perd de sa valeur. Mais aucun ne parle de dégradation des moeurs ou de pauvreté :

[...] Avant, la vie était communautaire, il y avait de la solidarité. Maintenant se développe un individualisme, ce n'est pas bon. C'est pour les Occidentaux (entretien n°31 ; Banifandou).

Au niveau du quartier, sa qualité et son emplacement par rapport au reste de la ville sont très importants : il faut se trouver au coeur de Niamey, là où il y a de l'animation et là où habitent les gens intéressants. Ils sont sensibles à la qualité de leur espace physique de proximité, car ils sont "fiers" d'habiter en ville et de pouvoir avoir à leur disposition des équipements modernes comme le raccordement à des réseaux d'eau et d'électricité, ou une voirie en bon état :

Ma rue est pavée, c'est propre et agréable (entretien n°33 ; Poudrière). Les rues sont bien réparties [...] et il n'y a pas de problèmes d'assainissement (entretien n°29 ; Abidjan).

Cependant, du fait de leurs revenus, ils habitent loin de ce centre. Et s'ils se félicitent du

calme de leur quartier d'habitation et de l'espace qu'ils ont à leur disposition, ils se sentent isolés physiquement et socialement :

Je préfère Kalley où je passe tout son temps en famille. Dans Banifandou, je n'ai pas mes amis, mes parents (entretien n°35 ; Plateau).

Ce groupe est "urbain" dans le sens où l'espace urbain est très valorisé par rapport au milieu rural, mais aussi intrinsèquement en tant que vecteur de modernité. N'ayant des points de comparaison qu'avec d'autres villes africaines, n'ayant pas non plus des exigences fortes en matière d'insertion professionnelle, ils se plaignent moins que les groupes de migrants et émettent plutôt des critiques positives sur leurs réseaux sociaux, leur travail, les services urbains et l'aspect extérieur de la ville. C'est à Niamey que tout se passe.

VI - Les niaméens non migrants, à Niamey depuis plus de 5 ans

Ce sont les six individus les plus ancrés dans la ville, ceux qui sont installés depuis le plus longtemps, ceux pour qui la familiarité avec Niamey est la plus élevée.

VI - 1 : Des Niaméens de souche

Ces vieux citadins sont tous nés à Niamey. C'est le groupe à la moyenne d'âge la plus élevée (65 ans). Principalement djermas, aucun n'est haoussa. Ils sont, ou ont été, cadres moyens ou ouvriers. Dans ce groupe, on ne trouve aucun commerçant, ni planton ou gardien. C'est aussi parmi eux que l'on peut trouver le plus de polygames (quatre sur six) et leur nombre moyen d'enfants est comparable à celui des anciens ruraux (7,2). La moitié ne possède aucun moyen de transport.

Cinq logent dans des concessions familiales, l'un d'entre eux étant propriétaire, situées plutôt dans le centre-ville. Ils habitent depuis très longtemps Niamey (presque 60 ans). Ce sont des sédentaires puisqu'ils n'ont effectué que très peu de migrations dans un autre pays d'Afrique et aucun n'est parti en Occident.

VI - 2 : " Chez soi, c'est chez soi. ça plaît toujours "

Leurs caractéristiques sont très semblables à celles du groupe précédent, mais certains aspects de leur discours sont accentués : les références au passé de la ville sont plus nombreuses (ils y habitent depuis plus longtemps), les références à l'Occident sont rares. Ils ont vu les vagues de migrants ruraux venus chercher du travail en ville, l'agrandissement de Niamey et le lotissement de différents quartiers, ainsi que la transformation de la sociabilité traditionnelle qui a accompagné la transformation de Niamey en capitale.

La ville a investi la richesse dans le béton : ça change l'aspect de la ville (entretien n°32 ; Kalley).

Leur sentiment d'appartenance à la ville est donc très développé : à Niamey, ils sont chez eux.

Je suis de Niamey, j'ai connu les pires moments, mais je suis de là (entretien n°11 ; Banizoumbou). Partout où l'on est ailleurs que chez soi, ce n'est rien, ça ne compte pas, on y est mais ça ne compte pas : on est comme dans une parenthèse, on n'y est pas vraiment (entretien n°12 ; Banizoumbou).

De même, au niveau du quartier, peu de points sont évoqués si ce n'est un repli sur le passé idéalisé. Ainsi, la densification des quartiers centraux, du fait de l'arrivée de nouveaux citadins, a provoqué la surpopulation de ceux-ci et beaucoup se plaignent du manque d'espace qu'ils ont pour vivre. Mais le fait d'habiter dans le centre a des avantages en termes de proximité qu'ils reconnaissent en partie.

J'aimerais avoir une concession à l'écart, vers Lamordé car je me sens serré. J'ai des problèmes de surpopulation pour vivre avec ma famille, ma femme. [...] A Liberté, il y a le marché de proximité, ainsi que des services comme la mairie. C'est moins coûteux pour y aller (entretien n°42 ; Liberté).

Le sentiment d'appartenance au quartier et la sensation de sécurité sont intériorisés : ils n'évoquent pas l'évidence même. La ville est un milieu qu'ils connaissent, même si les changements rapides dont ils ont été les témoins, ont transformé fondamentalement leur environnement, où ils ont parfois du mal à retrouver des repères.

Maintenant la liberté amène les enfants à la délinquance, il y a des enfants qui n'obéissent pas à leurs parents (entretien n°42 ; Liberté). Ce qui a changé dans le quartier, ce sont les coutumes, tout le monde est mélangé (entretien n°10 ; Deizeibon).

Comme les individus du groupe précédent, ils peuvent être considérés comme des "urbains", mais ils ont développé un tel sentiment d'ancrage que l'espace a acquis une valeur en tant que telle et en tant que support de toute leur vie. Cette familiarité va de pair avec un fatalisme certain. Ils ne justifient pas leur installation à Niamey, ni dans leur quartier d'habitation puisque, le plus souvent, ils sont restés là où ils sont nés. Beaucoup évoquent le destin et Allah :

Déménager, je ne sais pas, Dieu seul le sait (entretien n°13 ; Banizoumbou).

VII - Les villageois non migrants, à Niamey depuis moins de 15 ans

Venus chercher la vie facile et un eldorado financier, ces huit migrants ruraux récents ne peuvent qu'exprimer au travers de leur discours sur l'espace, leur déception profonde face aux difficultés d'insertion économique souvent insurmontables.

VII - 1 : Des gens de passage

Nés dans un village nigérien, ces individus appartiennent à des ethnies variées (Béribéri, Djerma, Haoussa et Touareg). Leur moyenne d'âge est de 34 ans (c'est l'un des groupes les plus jeunes).

Ils occupent majoritairement des postes peu rémunérés et parfois précaires. En effet, la moitié d'entre eux est planton et aucun n'est inactif. C'est dans ce groupe que l'on trouve le plus de célibataires, aucun n'est polygame. En conséquence, ils ont en moyenne peu d'enfants (moins de deux). Ce sont donc des hommes venus tenter l'aventure à

Niamey et qui sont encore en situation instable. La moitié ne possède aucun moyen de transport, et s'ils en ont un, il s'agit d'une moto.

Du fait de leur emploi de plantons, ils peuvent habiter des quartiers riches ; sinon, ils logent en périphérie plus ou moins lointaine. Aucun n'est encore installé de façon durable : la moitié est locataire de son logement, l'autre moitié est hébergée gratuitement, dans le cadre de son emploi par exemple.

Ils ont vécu en moyenne globalement 10 ans seulement en ville (c'est la plus faible moyenne) mais y sont restés en continu environ 8 ans depuis leur arrivée. Il faut aussi noter que cinq d'entre eux ont déjà tenté leur chance dans un autre pays d'Afrique.

Au vu des situations d'emploi et de logement, il apparaît ainsi que les individus de ce groupe ne considèrent pas encore leur installation en ville comme un changement de vie définitif.

VII - 2 : Un espace subi

Les références à l'Occident sont ici totalement inexistantes et la vie en ville n'est vue qu'à travers le crible de la vie au village et celui du passé. La ville matérielle n'est pourtant pas mise en valeur (alors que c'est un environnement relativement différent du rural), ni la sociabilité. Le ton reste globalement très négatif, la ville est encore une nécessité subie dans laquelle ils n'ont pas développé de sentiment de familiarité. Toutefois, au niveau de la ville, ils reconnaissent que la vie y est plus facile qu'au village du fait des opportunités de travail.

Ce qui me plaît, c'est la sécurité de l'emploi, sans avoir besoin de compter sur quelqu'un. [...] Au village, je cultivais, ici je ne le fais pas. La migration m'a apporté la sécurité de l'emploi (entretien n°1 ; Plateau). Tu te reposes par rapport à la vie au village. Ca, c'est bien, c'est pourquoi c'est mieux de vivre en ville, même si le village c'est bien. Si on a les moyens de rester en ville, c'est mieux d'y rester. Dans le cas contraire, c'est dur (entretien n°38 ; Plateau).

Mais ils critiquent fortement les mentalités. Ils ont du mal à retrouver le même esprit de solidarité qu'au village et accusent pour cela l'influence de plus en plus importante de l'argent dans les relations sociales.

A Niamey, sans argent on ne peut pas être l'égal de quelqu'un, tandis qu'au village si, on peut être quelqu'un même quand on n'a pas d'argent (entretien n°28 ; Bandabari).

Ils se plaignent aussi beaucoup de leur pauvreté. Pour ceux qui sont restés un peu plus longtemps, une dimension temporelle apparaît dans le discours : les gens sont plus pauvres qu'avant. Mais elle est peu développée dans ce groupe : rien sur l'amélioration de la voirie, la dégradation des moeurs et de la solidarité. L'avant, c'est le village et non la ville.

Repliés sur leurs difficultés et les regrets de leur vie passée, aucun n'a développé de sentiment d'appartenance à la ville (les points d'ancrage ne se sont développés que chez les individus plus âgés, migrants ou non). Elle est considérée comme décadente et dangereuse.

Beaucoup de choses me déplaisent. Notamment les voleurs qui tuent sans scrupules et les gens qui sont trop bagarreurs, qui ne respectent rien ni personne (entretien n°38 ; Plateau).

Pourtant ils ne se plaignent pas des nuisances urbaines comme le stress et la pollution auxquels ils sont peu sensibles, ni même d'ailleurs du manque de sens civique des citadins.

Les discours sur le quartier d'habitation relèvent le peu d'affectivité qu'ils accordent à cet espace, l'important c'est d'être à côté de son lieu de travail, essentiellement pour des raisons économiques et de déficiences de réseaux sociaux. L'espace de proximité est donc impersonnel, anonyme et ils ne s'y plaisent plus qu'en ville.

Mon quartier ne me plaît pas trop. Mais je ne veux pas déménager car je suis à côté de mon lieu de travail et je peux m'y rendre à pied si ma moto est en panne ou si je suis fauché (entretien n°34 ; Liberté).

Il pourrait paraître étonnant qu'après plus de 10 ans, le caractère provisoire de leur migration soit toujours profondément ancré chez ces migrants ruraux récents, mais les difficultés d'insertion professionnelle (des emplois précaires et peu rémunérés) et sociale (comme par exemple le peu d'individus ayant fondé une famille en ville) peuvent expliquer le malaise et le rejet qu'ils continuent à exprimer face à un espace qu'ils jugent répulsif à leur égard. La ville garde un aspect très utilitaire, d'un strict point de vue professionnel.

VIII - Les villageois non migrants, à Niamey depuis 15 ans ou plus

Ce sont les mêmes individus que ceux du groupe précédent, à ceci près que leur installation en ville n'est plus temporaire. Leur migration prend un caractère définitif qui change le regard qu'ils portent sur l'espace urbain.

VIII - 1 : Un développement positif des stratégies d'insertions professionnelle et sociale

Nés au village, la moyenne d'âge de ces neuf hommes est de 52 ans. Ils sont plutôt âgés par rapport aux autres groupes. Ils sont majoritairement haoussas, mais on peut aussi y trouver des Béribéris et des Touaregs. Contrairement à leur homologues plus jeunes, ils n'ont pas accès aux métiers de cadres moyens, mais sont plus largement commerçants ou ouvriers. quatre sont polygames et aucun n'est célibataire : leur âge et leur installation plus définitive en ville a favorisé la création d'une famille sur place. Ce sont d'ailleurs eux qui ont le plus d'enfants en moyenne (7,7). Moins de la moitié possède un moyen de locomotion, mais deux possèdent une voiture. Leur répartition géographique est analogue à celle du groupe précédent. Cependant, c'est dans ce groupe que l'on observe le plus de propriétaires, ce qui dénote une démarche volontariste d'installation plus stable. Ils connaissent bien la ville puisqu'ils y ont vécu 25 ans en moyenne, mais quatre ont déjà effectué une migration dans un autre pays africain.

VIII - 2 : " Il faut rester en paix, accepter ce que l'on a "

Ces individus sont très proches de ceux du groupe précédent mais ils habitent depuis plus longtemps en ville. Leur discours sur la ville est donc animé d'une dimension temporelle urbaine plus forte.

Comme ce sont aussi des non migrants, ils n'emploient pas de référent occidental : pas de comparaison entre les différents services urbains, entre l'efficacité au travail en Occident et en Afrique, pas d'évocation de la politique. Le référent est donc villageois mais à la faveur cette fois de la ville : ils apprécient ainsi la présence de services publics et sociaux, la modernisation du bâti et l'abandon du banco (aucun n'évoque la dégradation du bâti).

La ville s'arrange (entretien n°18 ; Yantala). Ce qui a changé c'est qu'avant il y avait de la latérite et maintenant ils ont fait quelques bordures, c'est bien. [...] Si je n'étais pas venu à Niamey, je n'aurais par exemple pas pu apprendre le français car je ne suis pas allé à l'école. Je suis même allé en France (entretien n°15 ; Dar Es Salam).

Ils arrivent même à développer pour certains d'entre eux un sentiment d'appartenance à la ville et sont peu sensibles aux nuisances urbaines (bruit ou pollution par exemple). Elle est moins diabolisée que précédemment : aucun ne craint les vols. La ville n'est plus seulement l'endroit où l'on peut travailler, même si, grâce à elle, on peut aider sa famille, elle devient aussi fonctionnelle. Ainsi, une partie de ces individus évoque les facilités de logement qu'ils peuvent y trouver.

Mais sur de nombreux autres points, et notamment celui de la sociabilité, le village reste très valorisé. Ils pensent que par rapport à celui-ci, il n'y a pas de solidarité en ville où l'argent est trop important. Sur ce point, le référent reste le village, aucun ne signale une transformation dans le temps de la solidarité en ville.

Au village on vit vraiment en communauté. Ici, c'est chacun pour soi. Malgré tout, les gens qui sont nés à Niamey sont différents des ruraux. Car ceux qui sont nés au village gardent toujours cette notion de solidarité. On ne peut pas refuser d'accueillir, d'aider. On garde les coutumes (entretien n°17 ; Gaweye).

Le sentiment d'appartenance à leur lieu de naissance est clairement exprimé et ils continuent à valoriser la sociabilité en milieu rural. La famille est aussi mise en avant, même s'ils regrettent que la tradition permette le développement d'un certain parasitisme qui les empêche de profiter de leurs gains.

Au moment où je travaillais, ma migration m'a apporté quelque chose de bien, dont je pouvais être fier. Mais là les choses sont compliquées pour moi, surtout que je suis père de famille et que les gens du village peuvent aussi m'apporter leurs charges (entretien n°20 ; Yantala).

Un tiers d'entre eux se sent ainsi appartenir à son village, la vie y étant plus facile. D'ailleurs ils recherchent le travail aux champs. Par rapport au groupe précédent, la vie au village est donc idéalisée puisque le travail rural perd son caractère fatigant et difficile. Ils insistent ainsi plus sur leur appauvrissement.

Du fait de leur durée de séjour relativement longue en ville, le sentiment de sécurité au niveau du quartier est très développé, ils le connaissent car ils y habitent depuis longtemps. Semblables en ce sens aux vieux Niaméens, ils sont installés depuis

longtemps dans le même quartier d'habitation et sont fortement sensibles à ces transformations internes. Mais l'échelle du quartier étant mise en relation avec celle du village, ils ne le comparent que peu avec d'autres quartiers ou ne le situent pas comme appartenant à l'ensemble de la ville.

Il s'agit donc d'un groupe de villageois plus habitués à la vie urbaine et qui ont appris à utiliser les opportunités qui leur sont offertes dans ce cadre : la ville gagne en familiarité et perd son caractère dangereux. Si moins de regrets ont été exprimés par rapport au groupe précédent, le village est idéalisé en matière de solidarité, les individus expriment plus explicitement leur sentiment d'appartenance au village, et sans doute à une partie de leur passé, ils restent donc très critiques vis-à-vis de leur environnement.

IX - Types d'insertion et parcours migratoires

Nous pouvons ainsi conclure en reprenant les principales articulations identifiées entre les différents discours sur la ville et sur le quartier d'habitation.

- **La ville, symbole de modernisation des mentalités** : c'est l'image qu'en ont les migrants en Occident cadres supérieurs revenus depuis plus de 3 ans. Ils sont encore détachés de la solidarité traditionnelle mais apprécient le cadre urbain, les progrès observés et commencent à s'habituer à leur cadre de vie.
- **La ville, symbole de modernisation des mentalités et de l'espace physique** est celle des migrants en Occident cadres supérieurs revenus depuis 3 ans ou moins. Pour eux, montrer la richesse et la formation acquise passe à la fois par une valorisation de la ville mais en utilisant des critères occidentaux, c'est-à-dire qu'ils se conforment moins aux processus traditionnels d'insertion et de relations en prônant le développement " à l'occidental " de Niamey. De fait, leur quartier est un quartier " signe ", isolé socialement mais c'est un choix qui les satisfait en partie.
- **La ville pratique**, c'est un peu la ville des Niaméens revenus depuis 5 ans et moins. La ville c'est avant tout le lieu de toutes les opportunités par rapport au reste du pays. Ils n'oublient pas les réseaux relationnels qu'ils y ont tissés mais mettent l'accent sur un dynamisme lié au cadre même dans lequel ils évoluent.
- **La ville rejetée** correspond aux représentations qu'en ont les villageois non migrants arrivés depuis 15 ans et plus. Ils constatent en fait que leur long séjour en ville, s'il n'est pas encore explicitement définitif, les a familiarisés avec l'espace urbain. Ils trouvent certains avantages à se trouver là et mettent l'accent sur la fonctionnalité de leur quartier à défaut d'une sociabilité qui ne les satisfait pas.
- **La ville cocon** correspond plutôt à celle des Niaméens non migrants installés depuis plus de 5 ans. Leur repli sur le passé est très fort et leurs référents sont des repères dans une ville que, finalement, ils connaissent de moins en moins ce qui explique leur

repli sur un environnement extrêmement familier, leur quartier d'habitation.

- **La ville subie** est la ville des villageois non migrants arrivés depuis moins de 15 ans. Ils vivent dans le regret de leur vie au village tout en sachant nécessaire leur migration vers la capitale à des fins économiques. Ils sont là dans un seul but, gagner de l'argent pour revenir au village, et cela même si leur séjour est plus long que prévu. C'est aussi la ville des migrants en Occident non cadres supérieurs, très critiques eux aussi par rapport à ce que peut leur offrir la ville même s'ils ont l'avantage d'y avoir des parents et des amis qui diminuent leur sentiment d'isolement.

Globalement les critères choisis interviennent donc de la façon suivante dans l'élaboration des discours spatiaux :

- le parcours migratoire et notamment le séjour en Occident introduit de nouvelles références en matière d'évaluation de la ville ;
- la connaissance de la ville (durée de séjour à Niamey, lieu de naissance), en augmentant, accroît la sensation de familiarité et modifie les perceptions ;
- les conditions économiques conditionnent, selon les difficultés rencontrées à ce niveau par les individus, l'intégration de ces préoccupations dans les discours.

La combinaison des différents facteurs implique en conséquence une structure des discours basée, comme dans l'enquête-ménages, sur l'importance des liens sociaux et des racines, sur un apprentissage progressif de la ville et sur l'apparition de nouveaux repères sociaux faisant apparaître une forme d'individualisme dans les rapports traditionnels.

X - Parcours migratoires, connaissance spatiale et reconnaissance sociale

Au terme de ce chapitre, l'influence effective des parcours migratoires apparaît clairement. En effet, indépendamment des caractéristiques socio-économiques des individus, ils constituent un facteur discriminant des rapports hommes - espace urbain, en premier lieu parce qu'ils conditionnent d'autres caractéristiques socio-économiques et, en second lieu, parce que c'est en partie à partir de son vécu spatial que l'individu élabore et renouvelle ses référents. Car la multiplication des échanges entre le village, la capitale et l'Occident dynamise les transformations de la ville et dans la ville.

Malgré l'aspect réducteur des trois indicateurs des parcours migratoires choisis, le lieu de naissance, la durée de séjour et la migration en Occident, leurs liens avec les rapports hommes - espace urbain démontrent l'importance même des vécus individuels sur la connaissance spatiale et la reconnaissance sociale, et donc sur les modes de vie. Sur ce point, après neutralisation des effets des déterminants socio-économiques, le premier niveau de différenciation est la migration en Occident. En effet, les migrants en Occident sont en partie les porteurs d'une transformation des relations entre citadins. Schématiquement, ces évolutions se traduisent tout d'abord par l'introduction de normes

sociales innovantes et donc de nouvelles données spatiales. Les migrants en Occident ayant réussi en sont les premiers vecteurs parce qu'ils ont effectué des études supérieures, parce qu'ils ont besoin de reconnaissance sociale autre que financière, et parce qu'ils prônent des classes sociales distinctes n'ayant plus de relations entre elles. Globalement, ils " imaginent " donc une autre ville où la séparation des classes sociales est concrétisée spatialement : les caractéristiques physiques du quartier d'habitation sont celles de son groupe d'appartenance, les lieux fréquentés sont eux-mêmes valorisés dans ce système de référence. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'une transformation radicale de l'ensemble de la société niaméenne, mais plutôt d'un changement d'état d'esprit des classes dominantes qui rompent les systèmes traditionnels de relations sociales et qui refusent en partie les transferts économiques entre les pauvres et les plus riches. La crise économique favorise également ces nouvelles tendances puisque, dans le même temps, la monétarisation des échanges se généralise, l'argent se fait rare et il devient un bien enviable en lui-même (Marie [1], 1997). Cette rupture est bien sûr amoindrie par les concessions multiples que ces individus doivent faire avec la tradition.

Car être un " migrant en Occident " n'est pas une condition suffisante pour vouloir ces changements. Ainsi, des différences à l'intérieur de ce groupe sont observables, parce qu'ils n'ont pas tous réussi, parce qu'ils ne connaissent pas tous la ville de la même façon. Une distinction des migrants cadres supérieurs en fonction de leur durée de séjour le montre en partie. Mais le problème des faibles effectifs ne permet pas d'effectuer une séparation en fonction du lieu de naissance et de la durée de séjour pour les non cadres supérieurs, que ce soit dans les entretiens ou dans l'enquête-ménages. En revanche les cartes mentales réalisées par une partie de cette population permettent d'observer quelques tendances à ce propos²⁸. Ainsi, l'analyse distingue deux types de cartes mentales de la ville :

- des cartes spatiales dans lesquelles la ville serait structurée fonctionnellement, les lieux seraient valorisés en fonction de leur qualité. L'aspect affectif apparaîtrait moins. Elles ont été effectuées plutôt par des Niaméens ou des individus ayant vécu longtemps en ville, ainsi que par des cadres supérieurs ;
- des cartes séquentielles où les routes (ou plutôt les chemins qui mènent à...) sont valorisées, les lieux de la ville n'ayant qu'une importance relative. Ils sont disposés en points de repère mais ne correspondent pas à une fréquentation réelle. Ces individus n'auraient pas de vision globale de la ville. Leur profil étant majoritairement celui de l'arrivé connaissant peu Niamey et de l'individu n'occupant pas un poste de cadre supérieur.

De même, l'étude des cartes mentales des quartiers d'habitation montre deux types de dessins :

²⁸

Il a été recueilli en effet 10 cartes de la ville et 10 cartes du quartier d'habitation auprès des migrants en Occident lors de la seconde phase des entretiens. Leur faible nombre ne permet pas une analyse approfondie en fonction du parcours migratoire. Néanmoins, une identification des différents types de cartes a été possible et est présentée en annexe 9.

- des cartes intérieures où les aspects fonctionnels ou sociaux seraient privilégiés au niveau local. Dans ce cas, les relations de voisinage existeraient réellement sur une plus grande échelle que la proximité étroite du domicile. Ici, les hommes sont amenés à fréquenter leur quartier, ils le connaissent donc mieux. C'est ainsi que ceux qui ont effectué ce type de cartes sont plutôt des individus qui ont passé relativement plus de temps que les autres dans leur quartier d'habitation ou en ville et des cadres supérieurs ;
- des cartes extérieures qui dénotent un mal-être par rapport à l'espace habité ou une mauvaise connaissance de ce dernier. Il s'agit ici de se situer par rapport à un espace urbain large. L'hypothèse que ces dessins correspondraient à des individus ayant une appréhension moderne et dynamique de la ville, du type jeunes citadins ayant un fort sentiment d'ancrage en milieu urbain et ayant développé des relations à l'extérieur de leur quartier, est démentie par les caractéristiques mêmes des hommes ayant effectué ce type de cartes. En effet, il s'agit plutôt d'individus ayant passé peu de temps dans leur quartier ou dans la ville de Niamey et n'étant pas cadres supérieurs. Il s'agit donc bien d'enquêtés ayant une faible connaissance de leur quartier d'habitation ou ayant des difficultés à y développer des relations de voisinage.

Au sein des non migrants, une distinction a pu être faite en fonction du lieu de naissance puis de la durée de séjour. Tout d'abord, les jeunes Niaméens favorisés se rapprochent des migrants en Occident puisque, eux aussi, ont été plus loin dans leur scolarité. De plus, ils représentent peut-être la première génération de véritables citadins, ils n'ont pas connu le village de Niamey et sont nés pendant l'extension de la ville. Enfin, ils ont été sans doute plus sensibles aux images de la ville occidentale colportées par la télévision ou d'autres médias. En revanche, les villageois, les nouveaux arrivants, qui ont plus de difficultés financières ou qui sont plus isolés socialement en ville, expriment un malaise qui ne peut s'atténuer qu'avec le développement des réseaux de connaissance. Mais s'y ajoutent également les déceptions par rapport à un manque de reconnaissance sociale, obligeant les individus à des concessions par rapport aux processus d'intégration traditionnels. Par ailleurs, nous avons constaté certains immobilismes ou d'autres formes de repli de la part de ceux qui viennent notamment du milieu rural et qui ont du mal à s'adapter à la ville (financièrement et socialement), ainsi que de la part des Niaméens qui habitent depuis longtemps Niamey. Leurs représentations sont cristallisées sur leur passé, qu'il se situe en ville ou au village. Ils idéalisent ainsi des valeurs et des espaces anciens, par le pli de l'habitude mais aussi parce que tout leur processus d'intégration sociale est basé sur eux. Leur intérêt est de le reproduire puisqu'ils ont défini ainsi leur propre identité. L'espace de proximité est privilégié dans ce cadre, la ville est plutôt composée de lieux fonctionnels et ne constitue pas une réalité tangible dans sa globalité. Les vieux Niaméens la tronquent de ses nouveaux quartiers, les ruraux y voient plutôt un lieu de transition, espace temporaire qui "ne compte pas".

Mais ces types de représentations et de pratiques urbaines caricaturent à l'extrême les multiples compositions quotidiennes que doit effectuer chaque individu, entre "modernisme" et "traditionnalisme", les vécus étant souvent complexes et parfois

paradoxaux. Les modes de vie reflètent ces combinaisons quotidiennes, par les activités pratiquées, les lieux fréquentés et les déplacements effectués par exemple. Néanmoins ils montrent la nécessité d'appréhender une ville en transition sociale sous formes de systèmes complexes. Des espaces physiques et sociaux s'y superposent et peuvent alors rentrer en conflit, chaque citadin étant à la recherche des meilleures façons d'y être connu et reconnu.

CONCLUSION

Au terme de cette recherche sur les liens entre parcours migratoires, représentations spatiales et espaces fréquentés, nous souhaitons revenir sur les problèmes rencontrés, les principaux résultats obtenus ainsi que sur leur éventuelle utilité en termes de politique urbaine ou de politique de transports.

Les limites ont trait à la complexité même de l'objet d'étude et aux méthodes d'analyse. En effet, le parti pris dès le départ d'une étude combinant plusieurs approches et un double recueil de données, à la fois quantitatif et qualitatif, a impliqué des limites en termes d'échantillons d'individus et d'évaluation des espaces fréquentés et représentés.

Les déterminants socio-économiques généraux (le genre, l'âge et les niveaux de revenus) ont une importance primordiale sur les rapports hommes - espace urbain. Il était donc indispensable d'analyser leurs effets avant d'étudier l'influence des parcours migratoires, ce qui a entraîné la diminution de la taille des groupes d'individus. Nous n'avons ainsi pas pu prendre en compte d'autres indicateurs du parcours comme les séjours en Afrique, dans d'autres villes nigériennes ou dans un village. Lors des premières analyses, ces déterminants du parcours se sont montrés moins importants que ceux choisis pour illustrer notre propos mais ils ont sans aucun doute un rôle à jouer. De plus, il n'a également pas été possible d'en réaliser une typologie spécifique sur les groupes de chefs de ménage et d'épouses alors que la chronologie des lieux habités était disponible, au moins après que les individus ont quitté leurs parents. Le faire aurait nécessité d'interroger un plus grand nombre d'individus, ce qui s'avérait difficile vu les contraintes liées aux moyens humains et financiers. Cependant, les multiples analyses

statistiques effectuées, associées à des observations comparables à celles obtenues par différents chercheurs comme A. Marie ou P. Gervais-Lambony, montrent la solidité des résultats avancés.

De plus, l'enquête-ménages a été réalisée dans le cadre d'une recherche plus large sur les habitudes et les modes de vie des Niaméens. Nous avons donc été limités quant aux recueils de données sur les parcours migratoires, que ce soit en termes d'exhaustivité (ils ont été tronqués puisqu'ils ne sont recueillis qu'après le départ de chez les parents) ou en termes de fiabilité. Ce dernier point aurait pu être amélioré en ajoutant l'indication de quelques éléments caractéristiques d'étapes de vie, comme les dates des mariages ou de la naissance du premier enfant par exemple. La comparaison des parcours migratoires des hommes et de leurs épouses éventuelles a en effet dévoilé des problèmes de compatibilité entre les deux informations et de tels compléments auraient sans doute permis de vérifier l'exactitude des parcours décrits.

En termes de méthodes, le recueil quantitatif implique également certaines limites. Les méthodes classiques par notation ou classement de critères ne sont pas applicables sur les populations majoritairement analphabètes. Il n'a ainsi pas été possible de demander aux Niaméens d'ordonner les qualités importantes d'un quartier d'habitation. En outre, concernant la représentation socio-économique des différents quartiers, le questionnaire de l'enquête a permis d'obtenir une image moyenne de la ville en fonction des critères décrits et il a été possible d'étudier les variations des représentations des différents groupes autour de cette moyenne. Cependant, les données ne permettent pas vraiment d'obtenir des représentations de la ville pour chacun d'entre eux. Enfin, le recueil de la mobilité de la veille ne permet de relever que les lieux fréquentés un jour, sans savoir s'il s'agit de lieux habituels ou ponctuellement pratiqués. Une hypothèse initiale à ce sujet supposait que la population interrogée était suffisamment importante pour diminuer ce biais et pour postuler la mise en évidence de lieux habituellement fréquentés. En complément, on aurait pu demander, lors de l'enquête-ménages, quels sont les quartiers (ou les lieux) où les citadins pratiquent leurs loisirs, vont aux marchés, voient leurs amis...

Dernier choix méthodologique imposant des limites, l'essai de révélation de représentations spatiales par un double recueil quantitatif (par l'enquête-ménages) et qualitatif (par les entretiens), bien qu'il permette d'obtenir des résultats intéressants, a eu quelques inconvénients. La confrontation de deux types de données a révélé ainsi certaines contradictions. Par exemple, l'indice de satisfaction sur le quartier d'habitation calculé à partir de l'enquête-ménages s'est avéré trop élevé par rapport aux critiques exprimées lors des entretiens. Dans l'enquête, les individus ont peut-être eu tendance à rationaliser leur choix alors que les discours font apparaître des jugements d'ordre affectif peu décelables par des méthodes quantitatives.

Non seulement ces limites ne remettent pas en cause la fiabilité des résultats, mais certaines d'entre elles peuvent être dépassées en traitant quelques questions de l'enquête-ménages non encore abordées. En effet, en ce qui concerne la mobilité quotidienne, des indications sur les réseaux de sociabilité étaient disponibles mais nous ne les avons pas encore exploitées. Nous avons également choisi de n'étudier les déplacements de la veille que s'ils se déroulaient en jours ouvrables, au détriment de

ceux effectués en week-end dont l'analyse permettrait sans doute de mettre en évidence d'autres types de déplacements de sociabilité. D'autres thèmes de l'enquête-ménages n'ont pas été traités. Il s'agit par exemple de ceux relatifs à la parenté des femmes avec leurs époux, aux costumes portés..., qui donneraient d'autres indices sur les modes de vie. Il faudrait également s'attacher aux représentations et aux pratiques spatiales d'autres membres du ménage, notamment les enfants. Certains rapprochements aident à reconstituer en partie leurs parcours migratoires, en comparant leur âge avec les lieux habités par leurs parents au moment de leur naissance et leur date d'arrivée en ville. Cette analyse permettrait de reconnaître en conséquence la transmission de normes sociales et les transformations qu'elles peuvent subir chez des individus plus jeunes. Elle serait particulièrement intéressante dans le cas d'enfants ayant des parents villageois mais étant nés en ville.

De fait, cette recherche sur les relations hommes - espace urbain a apporté des éléments non seulement sur leurs structures mais également, d'un point de vue plus général, sur les relations entre les citadins et la société. Elle confirme l'intérêt de l'analyse simultanée des parcours migratoires, des représentations et des pratiques spatiales. Ainsi, nous avons pu mettre en évidence l'existence de deux types de systèmes de représentations et d'une série de comportements associés. Dans chacun de ces systèmes, les individus tentent de mettre en correspondance leurs discours et leurs pratiques spatiales, ce qui explique que : "**[...] toute étude des représentations doit prendre en compte ses deux formes majeures d'actualisation : les discours et les actes**" (Abric, [3], 1996, p. 229). C'est grâce à la cohérence de l'ensemble qu'ils construisent leur identité en valorisant de fait leur système de référence au détriment d'autres formes de représentations.

Le premier système est relatif aux normes et aux valeurs communautaires traditionnelles qui peuvent être illustrées par l'exemple des villageois étudiés ici. Généralement, ces individus se réfèrent tous aux mêmes normes sociales et ils aspirent à la même reconnaissance dans le groupe dans lequel ils évoluent et auquel ils pensent appartenir. Mais les contraintes environnementales ou économiques auxquelles ils sont soumis peuvent les amener à adapter leurs représentations et leurs pratiques spatiales à ce contexte. De fait, des individus ne pouvant pas s'insérer dans un système traditionnel de relations basé sur la dette, parce qu'ils sont trop pauvres par exemple, vont rejeter leur milieu, le jugeant inhospitalier, et se replier sur leur habitation. C'est l'attitude contraire qu'adoptent les villageois qui ont réussi en se basant sur les mêmes exigences : la ville et notamment le quartier d'habitation vont être valorisés et donc fréquentés activement. En fait, pour les premiers, il y a eu adaptation progressive des représentations sans que le système de référence ne soit affecté. Pour les seconds, elles ont été conservées puisqu'elles étaient compatibles avec les contraintes matérielles existantes.

Le second système de représentations fait apparaître en revanche de nouvelles normes issues de problèmes de reconnaissance sociale particuliers à un groupe spécifique d'individus : les migrants en Occident arrivants qui ont réussi et deviennent plus individualistes. Ils ne peuvent ou ne veulent pas s'appuyer sur la solidarité traditionnelle qui ne reconnaît pas leurs diplômes de façon suffisamment valorisante. Leur ambition est toute autre et leurs référents sociaux s'en trouvent modifiés. En

conséquence, ces individus innovent dans le sens où ils essaient de " modifier des idées reçues, des attitudes traditionnelles, d'anciens modes de pensée ou de comportement " (Doms, Moscovici, 1992). Ils utilisent des critères occidentaux pour se représenter l'espace urbain, et les normes et valeurs sociales inhérentes modifient les rapports inter-groupes et inter-individuels. Par exemple, le principe de la dette est repoussé en faveur de l'établissement d'une séparation physique et relationnelle entre les migrants riches et les autres. Néanmoins, on a pu voir que plus leur retour de migration est ancien, plus ils adoptent une solution de compromis, certaines représentations et pratiques se rapprochant fortement d'un modèle " occidental " alors que leur sociabilité reste communautaire. Néanmoins l'étude étant synchronique, cette dernière affirmation reste une hypothèse. En effet, les migrants arrivant à Niamey peuvent ne pas évoluer comme leurs homologues habitant la ville depuis plus longtemps. Ils peuvent ne pas adapter leurs nouvelles références sociales et au contraire, par exemple, les cristalliser pour les conserver. Cependant, l'apparition de l'individualisme peut être rattachée à l'évolution, inexorable même si lente et progressive, de la société vers un modèle " moderne ". Cette transformation est d'ailleurs remarquée par Dumont (1983) dans son essai sur l'individualisme. Elle est liée en fait à l'extension du modèle occidental qui s'impose à l'ensemble des sociétés en tant que " méta-culture ". Son apparition à Niamey ne serait donc que le résultat de ce processus.

Dans tous les cas, l'espace sert d'outil à la réalisation des ambitions sociales. La proximité spatiale est nécessaire aux premiers, tandis que les seconds sont favorables à une séparation physique des classes sociales. Or le temps, l'espace et la société sont intimement liés. Le temps est le vecteur des changements individuels et culturels. L'immobilisme, la stabilité, le dynamisme, le changement ne se définissent que sur une échelle temporelle. De plus, " les représentations sociales s'inscrivent dans un processus historique lié à l'histoire du groupe " (Abric, [3], 1994, p. 220), et sont associées à la mémoire collective transmise dans chaque milieu. Mais le temps a son importance également par la prise en compte des histoires individuelles qui, en termes de durées et de ruptures, modifient les normes et les comportements en rendant les anciennes attitudes non adéquates aux situations présentes. Les relations hommes - espace urbain sont liées sans nul doute à l'influence culturelle (sans doute mise en évidence à travers les lieux de naissance) ainsi qu'à celle des conduites passées admises d'ailleurs par Abric (Abric, [3], 1994). Mais elles sont liées plus encore à la confrontation de l'individu avec des situations nouvelles. Il se repositionne par rapport à ses attitudes précédentes, soit en les modifiant, soit en les renforçant, soit en les adaptant. De plus, même si les expériences décrites se produisent à l'âge adulte, elles peuvent avoir un ascendant important sur ses relations, plus que l'apprentissage de la socialisation auquel est soumis l'enfant, présumé souvent comme primordial (Cuche, 1996). On ne peut donc parler d'espaces sans parler de temps.

De même, espaces et sociétés sont indissociables, c'est pourquoi une lecture " sociale " des relations " spatiales " s'est révélée pertinente ici. Elle a en effet permis d'avoir une analyse multiple des résultats obtenus. Si nous nous étions contentés d'une entrée exclusivement spatiale, il n'aurait pas été possible de comprendre certaines articulations entre représentations et pratiques quotidiennes. Ces deux systèmes de

représentations et les adaptations qui leur sont associées peuvent être d'ailleurs figurés en partie sous la forme de noyaux durs dont la théorie a été développée par Abric. Autour des noyaux, difficilement modifiables dans le temps, se construisent une série de comportements et de représentations périphériques utilisés par l'individu afin de s'adapter aux contextes dans lesquels il évolue. Même s'il faut rester prudent, cette analogie permet de comprendre la rigidité des systèmes face aux modifications de l'environnement des citadins, ainsi que les adaptations qu'ils y développent. L'approche spatiale a, quant à elle, l'avantage de ne pas limiter le social aux rôles effectivement attribués à chaque individu. Elle permet de rendre compte des interactions ville - individus - société. L'espace est en effet peu abordé dans les problématiques sur les représentations sociales, axées, par exemple, sur les représentations des maladies ou des corps de métiers. Or, il est l'intermédiaire direct entre l'homme et le monde qui l'entoure. Cette double approche se place donc à la frontière entre les études sur la mobilité urbaine quotidienne se rattachant aux modes de vie, celles des représentations spatiales et celles des représentations sociales développées par exemple par la psychosociologie.

Cette recherche constitue enfin une anticipation nécessaire à l'élaboration de politiques urbaines prenant en compte des phénomènes sociaux et leurs possibles évolutions. En effet, comprendre et prévoir les comportements permet de mettre en évidence des tensions latentes et des enjeux à venir pour des villes en pleine transformation. L'étude de la mobilité et des représentations révèle en effet non seulement un certain nombre de besoins de déplacements non satisfaits mais également une demande à venir qui devra aussi être prise en compte si les dirigeants veulent mettre en place une politique de transport " durable ". Car mettre en place un système adéquat de transport doit prendre en compte à la fois des contraintes financières et sociales, ces dernières étant mises en évidence par ce type d'études. De telles recherches ont d'ailleurs déjà été employées dans ce but précédemment. Il s'agit par exemple de l'étude sur les transports urbains à Ouagadougou réalisée par plusieurs organismes dont le Laboratoire d'Economie des Transports de Lyon. Elle a servi de base à l'élaboration d'une politique de transport urbain ayant pour but de régler des problèmes de circulation liés à la cohabitation des différents modes en ville (Bamas, 1998). En outre, cette recherche permet d'identifier des pratiques et des représentations émergentes qu'il convient ou non de renforcer, en encadrant et en facilitant des initiatives locales, telles que des arrangements avec les taxis collectifs (pour les pauvres) ou l'entretien de la voirie par les citadins (les migrants des quartiers riches ici par exemple).

Elle apparaît également comme l'une des dimensions nécessaires à une problématique plus générale s'intéressant à l'espace urbain en tant que terrain de confrontations sociales où les différentes parties face à face sont les acteurs politiques, les bailleurs de fond et les citadins. Les premiers ont à arbitrer entre des intérêts sociaux, financiers, personnels et doivent réagir aux différentes stratégies développées par les autres parties. De fait, sont confrontées des logiques " populaires " et des logiques " étatiques ", des " stratégies de la domination et stratégies de ruse " (Jaglin et alii, 1992). La mise en évidence de nouvelles représentations spatiales chez des populations riches, et donc ayant une forte influence sur les pouvoirs locaux, implique ici une modification certaine des politiques publiques menées, par exemple, sur l'urbanisme. Celles menées à

Niamey sont en partie et succinctement décrites dans le chapitre 2. Néanmoins, une recherche complémentaire reste à effectuer afin de comprendre l'articulation entre les nouvelles formes de structures urbaines occidentalisées apparaissant à Niamey, créées de toute pièce, les représentations spatiales des citadins et les aménagements des différents secteurs de la ville. Elle constituerait donc l'occasion de compléter le présent travail en recontextualisant les analyses effectuées. En effet, une analyse institutionnelle portant sur les opérations de restructuration, d'assainissement et de lotissement mettrait en évidence les confrontations entre les résidents et les acteurs politiques en place. L'exemple de Kouara Kano est ici parlant. Il s'agit d'un nouveau quartier loti dont les parcelles ont été vendues chères. Elles étaient donc destinées à une population aisée à qui l'on voulait attribuer une partie spécifique de la ville. Cet aménagement symbolise la mise en œuvre d'actions visant particulièrement des populations aisées alors que d'autres quartiers de la ville n'ont pas encore été lotis (comme Foulani Kouara). Dans ce cas, l'action des politiques encouragent certaines représentations spatiales et inversement. D'autres recherches ont été effectuées sur ce thème dans des villes en Afrique de l'Ouest mais celle présentée ici reste originale sur Niamey. Cette thèse en constitue certainement une première étape.

En définitive, cette recherche montre également que les référents spatiaux et les normes sociales sont des notions dynamiques et des productions historiques, à la fois individuelles et collectives. Il serait donc ici intéressant de la poursuivre sur la même ville sur une plus longue période. Cet éventuel prolongement permettrait de vérifier si le développement de l'individualisme va toucher d'autres couches de la population où il pourrait alors être plus subi que choisi, ce qui n'est actuellement le cas que de façon très minoritaire. Cette recherche pourrait également être complétée par d'autres enquêtes effectuées dans des pays africains voisins, comme le Mali ou le Burkina Faso sur les mêmes thèmes. Elles répondraient peut-être aux questions relatives à la pertinence de l'étude d'une seule capitale en permettant la comparaison des différentes pratiques et représentations spatiales. Car les résultats mis en évidence dans cette thèse sur Niamey ne sont sans doute pas tous généralisables à l'ensemble des capitales uest-africaines. Ils contribuent néanmoins à la compréhension des comportements urbains en mettant en évidence l'importance de la prise en compte des origines et du vécu des individus dans les quartiers.

ANNEXES

ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN DE LA PHASE I

Dans la phase I, les questionnaires d'entretien dépendent du parcours migratoire des personnes enquêtées. Nous commençons donc tout d'abord par recueillir ce dernier sous forme d'un tableau dont un exemple est donné ci-dessous afin, ensuite, de choisir le type de guide d'entretien adéquat : soit celui destiné aux Niaméens, soit celui des villageois, soit celui des migrants en Occident.

Ce tableau recense toutes les migrations (séjour de plus de 6 mois).

ville ou village, quartier si déménagement dans Niamey	statut d'occupation du logement	activités exercées	date du départ ou âge au moment du déménagement	raisons du départ
lieu de naissance :				

Guide 1 : les Niaméens

Caractéristiques

- de l'individu : âge, ethnie, structure familiale, date de mariage, niveau d'études et activités professionnelles
- des autres membres du ménage : âge, sexe, ethnie, position dans le ménage et activités
- de son logement : nombre de pièces, type et statut d'occupation et nom du quartier d'habitation

Orientation dans la ville et perception de l'espace

- Pour vous où se trouve le centre de Niamey ? Y allez-vous et pourquoi ?
- Si je devais aller dans le quartier X, comment m'indiqueriez-vous le chemin ?
- Qu'est-ce qui vous plaît/déplaît dans Niamey ?
- Qu'est-ce qui pour vous a changé dans la ville ?

Opinion sur le quartier d'habitation

- Vous plaisez-vous ici ? Envisagez-vous de déménager ? Où et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est mieux par rapport à votre précédent quartier d'habitation ? Moins bien ?
- Qu'est-ce qui a changé dans votre quartier depuis que vous y habitez ?

Opinions sur les transports

- Que possédez-vous comme mode de transport ?
- Aimeriez-vous en avoir un autre, pourquoi ?
- Opinions générales sur les transports

Usage de la ville

- Localisation des activités professionnelles, lieux fréquentés pour ce motif
- Quels sont les amis que vous voyez le plus souvent ? Où ? Quelles sont les activités liées aux visites et aux sorties ? Ces amis sont-ils des parents, des gens de la même ethnie, du même âge que vous ? Sont-ils aussi des collègues de travail ?
- Appartenez-vous à des associations ? Lesquelles et où vous réunissez-vous ? Vous arrive-t-il d'y cotiser dans des circonstances particulières ?
- Y a-t-il des quartiers où vous n'allez jamais, pourquoi ?
- Avez-vous des relations avec des gens habitant dans votre village ? Les voyez-vous ? Y a-t-il échange de cadeaux ou d'argent ? Participez-vous à certaines fêtes au village ?

Opinion par rapport à une migration éventuelle, aux migrants vers l'étranger ou ruraux

- Avez-vous eu l'occasion un jour de partir ? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Avez-vous des regrets ? Comptez-vous migrer un jour ? Pourquoi et où ?
- Que pensez-vous des personnes ayant vécu à l'étranger ? Des ruraux venus s'installer en ville ?

Guide 2 : les villageois**Caractéristiques**

- de l'individu : âge, ethnies, structure familiale, date de mariage, niveau d'études et activités professionnelles
- des autres membres du ménage : âge, sexe, ethnies, position dans le ménage et activités
- de son logement : nombre de pièces, type et statut d'occupation et nom du quartier d'habitation

Caractéristiques de la vie avant la migration vers Niamey

- Connaissiez-vous des citadins, des personnes d'une autre ethnies que la vôtre ?
- Qui vous a aidé pour partir ?
- Aviez-vous quelqu'un qui vous attendait à Niamey ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de votre arrivée ? Votre femme et vos enfants ont-ils rencontré des difficultés ?

Orientation dans la ville et perception de l'espace

- Pour vous où se trouve le centre de Niamey ? Y allez-vous et pourquoi ?
- Si je devais aller dans le quartier X, comment m'indiqueriez-vous le chemin ?
- Qu'est-ce qui vous plaît/déplaît dans Niamey ?
- Qu'est-ce qui pour vous a changé dans la ville ?

Opinion sur le quartier d'habitation

- Vous plaisez-vous ici ? Envisagez-vous de déménager ? Où et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est mieux par rapport à votre précédent quartier d'habitation ? Moins bien ?
- Qu'est-ce qui a changé dans votre quartier depuis que vous y habitez ?

Opinions sur les transports

- Que possédez-vous comme mode de transport ?

- Aimeriez-vous en avoir un autre, pourquoi ?
- Opinions générales sur les transports ?

Usage de la ville

- - Localisation des activités professionnelles, lieux fréquentés pour ce motif
- - Quels sont les amis que vous voyez le plus souvent ? Où ? Quelles sont les activités liées aux visites et aux sorties ? Ces amis sont-ils des parents, des gens de la même ethnie, du même âge que vous ? Sont-ils aussi des collègues de travail ?
- - Appartenez-vous à des associations ? Lesquelles et où vous réunissez-vous ? Vous arrive-t-il d'y cotiser dans des circonstances particulières ?
- - Y a-t-il des quartiers où vous n'allez jamais, pourquoi ?
- - Avez-vous des relations avec des gens habitant dans votre village ? Les voyez-vous ? Y a-t-il échange de cadeaux ou d'argent ? Participez-vous à certaines fêtes au village ?

Comparaison entre la vie du village et la vie à Niamey

- Qu'est-ce qui vous paraît très différent entre la vie au village et la vie à Niamey ? Regrettez-vous votre migration ?
- Qu'est-ce que vous regardez de votre vie au village ?
- Qu'est-ce que vous faisiez au village et que vous ne faites pas ici, et inversement ? Que vous a apporté votre migration ?
- Envisagez-vous de rentrer un jour ? Pourquoi ?
- Que pensez-vous de l'Occident ? Aimeriez-vous y aller ?

Guide 3 : les migrants en Occident

Caractéristiques

- de l'individu : âge, ethnie, structure familiale, date de mariage, niveau d'études et activités professionnelles
- des autres membres du ménage : âge, sexe, ethnie, position dans le ménage et activités
- de son logement : nombre de pièces, type et statut d'occupation et nom du quartier d'habitation

Caractéristiques de la vie avant la migration

- Connaissiez-vous des personnes à l'étranger, des personnes d'une autre ethnie que la votre ?
- Qui vous a aidé pour partir ?

-
- Aviez-vous quelqu'un qui vous attendait à l'étranger ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de votre arrivée ? Votre femme et vos enfants ont-ils rencontré des difficultés ?

La vie lors de la migration à l'étranger

- Activités professionnelles exercées
- Les relations avec des gens vivant là-bas (étrangers et nigériens). Participation à des associations, à des tontines. Aviez-vous gardé des relations avec des gens à Niamey ou dans un village ? Y avait-il échange de lettres, de cadeaux, de visites reçues ou rendues ?
- Qu'est-ce qui vous paraissait très différent entre la vie avant et la vie à l'étranger ?
- Qu'est-ce que vous avez regretté de votre vie d'avant ?
- Que vous a apporté votre migration ?
- Regrettez-vous votre migration ?
- Avec qui avez-vous décidé de revenir ? Qui vous a aidé ? Mise en place du projet de retour, raisons du retour, réseau d'entraide utilisé
- Aviez-vous quelqu'un qui vous attendait à votre retour ? Quelles activités avez-vous exercées en arrivant, où habitez-vous et avec qui ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de votre arrivée ? Votre femme et vos enfants ont-ils rencontré des difficultés ?
- Trajectoire entre le retour et l'installation à Niamey

Orientation dans la ville et perception de l'espace

- Pour vous où se trouve le centre de Niamey ? Y allez-vous et pourquoi ?
- Si je devais aller dans le quartier X, comment m'indiqueriez-vous le chemin ?
- Qu'est-ce qui vous plaît/déplaît dans Niamey ?
- Qu'est-ce qui pour vous a changé dans la ville ?

Opinion sur le quartier d'habitation

- Vous plaisez-vous ici ? Envisagez-vous de déménager ? Où et pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est mieux par rapport à votre précédent quartier d'habitation ? Moins bien ?
- Qu'est-ce qui a changé dans votre quartier depuis que vous y habitez ?

Opinions sur les transports

- Que possédez-vous comme mode de transport ?
- Aimeriez-vous en avoir un autre, pourquoi ?
- Opinions générales sur les transports

Usage de la ville

- Localisation des activités professionnelles, lieux fréquentés pour ce motif
- Quels sont les amis que vous voyez le plus souvent ? Où ? Quelles sont les activités liées aux visites et aux sorties ? Ces amis sont-ils des parents, des gens de la même ethnie, du même âge que vous ? Sont-ils aussi des collègues de travail ?
- Appartenez-vous à des associations ? Lesquelles et où vous réunissez-vous ? Vous arrive-t-il d'y cotiser dans des circonstances particulières ?
- Y a-t-il des quartiers où vous n'allez jamais, pourquoi ?
- Avez-vous des relations avec des gens habitant dans votre village ? Les voyez-vous ? Y a-t-il échange de cadeaux ou d'argent ? Participez-vous à certaines fêtes au village ?

Comparaison entre la vie à l'étranger et la vie à Niamey

- Qu'est-ce qui vous paraît très différent entre la vie à l'étranger et la vie à Niamey ?
- Qu'est-ce que vous regardez de votre vie à l'étranger ?
- Qu'est-ce que vous faisiez à l'étranger et que vous ne faites pas ici, et inversement ?
- Que pensez-vous de l'Occident maintenant ?
- Comptez-vous migrer de nouveau, où et pourquoi ?
- Comptez-vous retourner au village ?

ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN DE LA PHASE II

La phase II ne concernait que des migrants en Occident. Leurs parcours migratoires ont été recueillis sous forme de tableau de la même façon que lors de la phase I (voir annexe 1). Le guide d'entretien utilisé ensuite est le suivant :

Caractéristiques

- de l'individu : âge, ethnie, structure familiale, date du mariage, niveau d'études et activités professionnelles
- des autres membres du ménage : âge, sexe, ethnie, position dans le ménage et activités
- de son logement : nombre de pièces, type et statut d'occupation et nom du quartier d'habitation

La migration (questions à poser pour chaque ville habitée en Afrique ou en Occident)

- Connaissiez-vous des personnes à l'étranger, quels étaient vos liens avec elles (parenté, ou autre) ? Avez-vous quelqu'un qui vous attendait à l'étranger ?

-
- Qui vous a aidé pour partir ?
 - Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de votre arrivée ? Votre femme et vos enfants ont-ils rencontré des difficultés après vous avoir rejoint ? A quel moment vous ont-ils rejoint ?
 - Où avez-vous habité, dans quelle ville ? Pouvez-vous nous la décrire sommairement, ainsi que votre quartier d'habitation ? Vous a-t-on guidé, montré la ville au départ ? Aviez-vous une voiture là-bas, comment vous y déplaciez-vous ? Eventuellement, avez-vous le métro ? Est-ce qu'il y avait un centre-ville et où ? Habitez-vous loin de celui-ci ? Y alliez-vous et pourquoi ? Est-ce que cette ville vous plaisait ?
 - A quoi vous attendiez-vous, qu'imaginez-vous de votre séjour en Occident ?
 - Avez-vous été déçu par rapport à ces attentes, qu'est-ce qui vous a surpris, plu ou déplu ?
 - Qu'est-ce qui vous paraissait très différent entre la vie au Niger et la vie à l'étranger ?
 - Qu'est-ce que vous avez regretté de votre vie d'avant ?
 - Activités professionnelles exercées et lieu de travail ?
 - Quelles personnes fréquentiez-vous là-bas (étrangers et Nigériens) ? Quel genre de relations aviez-vous, vous invitiez-vous chez les uns ou les autres, sortez-vous ensemble ? Participation à des associations, à des tontines ? Aviez-vous gardé des relations avec des gens à Niamey ou dans un village ? Y avait-il échange de lettres, de cadeaux, des visites reçues ou rendues ?
 - Pourquoi avez-vous quitté ce lieu ?

Questions à poser en plus pour la dernière ville habitée à l'étranger, en Afrique ou en Occident

- Comment s'est déroulé votre retour à Niamey ? Votre famille est-elle partie avant vous ? Qui vous a aidé ? Mise en place du projet de retour, raisons du retour, réseau d'entraide utilisé. Aviez-vous quelqu'un qui vous attendait à votre retour ?
- Aviez-vous décidé là-bas que vous alliez revenir vous installer à Niamey ? Pourquoi ? Auriez-vous préféré à ce moment-là une autre ville, un autre endroit ? Pourquoi une ville plutôt que le village ? Comment imaginiez-vous que votre retour se passerait, que votre vie serait au Niger, ce qui aurait changé ? Avez-vous été déçu par rapport à vos attentes ? Qu'est-ce qui vous a plu, déplu ? qu'avez-vous trouvé de changer, dans les modes de vie, les mentalités, dans la ville ?
- Quelles activités avez-vous exercées en arrivant, où habitez-vous et avec qui ?
- Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de votre arrivée ? Votre femme et vos

enfants ont-ils rencontré des difficultés ?

Perception et représentation

- Qu'évoque le mot centre-ville pour vous ? Où se trouve le centre-ville de Niamey ?
- Pouvez-vous m'indiquer le chemin menant du centre à votre domicile (le plus exactement possible), et/ou de votre domicile à votre lieu de travail ? Dans le cas où l'individu travaille et habite dans le centre, demander le chemin entre son domicile et un quartier éloigné qu'il connaît (habitation des parents, Lazaret, Dar Es Salam, Talladje)
- Pouvez-vous effectuer un plan rapide de la ville + description sommaire ?
- Pouvez-vous effectuer un plan rapide de votre quartier d'habitation + description sommaire ?

Opinions sur les transports

- Que possédez-vous comme mode de transport ?
- Pensez-vous que la voiture est le mode de transport idéal, en Occident et au Niger ? Quels en sont selon vous les avantages, les inconvénients ?
- Opinions générales sur les transports, la desserte de la ville. Pouvez-vous aller facilement travailler, combien de temps mettez-vous ? Cela vous satisfait-il ? Comment pensez-vous que cela pourrait être amélioré ?

Usage de la ville

- Localisation des activités professionnelles, lieux fréquentés pour ce motif
- Quels sont les amis que vous voyez le plus souvent ? Lieux et activités liées aux visites et aux sorties ? Ces amis sont-ils des parents, des gens de la même région, du même âge que vous ? Sont-ils aussi des collègues de travail ?
- Appartenez-vous à des associations, à des tontines ? Lesquelles ? Quand et où vous réunissez-vous ? Vous arrive-t-il d'y cotiser régulièrement ou dans des circonstances particulières ?
- Avez-vous gardé des relations avec des gens habitant dans votre village ? Les voyez-vous ? Y a-t-il échange de cadeaux ou d'argent ? Participez-vous à certaines fêtes au village ?
- Que pensez-vous de l'Occident maintenant ?
- Comptez-vous migrer de nouveau, où et pourquoi ?
- Comptez-vous retourner vivre au village ?
- Conseillerez-vous à vos enfants de faire comme vous ? Quels conseils leur donneriez-vous s'ils décidaient de partir en Occident ?

ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE MENAGES NIAMEY 1996

Enquête-ménage à Niamey 1996 Fiche Ménage **M**

- N° Ménage Nom
enquêteur
- Quartier Zone Date

Caractéristiques de l'habitat

- Nombre de feux ou ménages sur la parcelle :
- Parcelle lotie :
 - Oui
 - Non
- Statut d'occupation :
 - Propriétaire
 - Locataire
 - Hébergé gratuitement
 - Autre
- Type de logement :
 - Concession
 - Villa
 - Célibaterium
 - Immeuble à étages
 - Autre
- Murs du logement :

- Paille
- Banco
- Semi-dur
- Dur
- Autre

· **Toit du logement :**

- Paille
- Banco
- Semi-dur
- Dur
- Autre
-

· **Alimentation en eau dans la concession :**

- Oui
- Non

· **Approvisionnement en eau :**

- Eau courante
- Puits
- Forage
- Borne fontaine
- Achat à des vendeurs itinérants
- Autre

Equipement du logement	Oui	Non
Raccordement au réseau électrique		
Douche intérieure		
WC intérieur		
Cuisinière		
Télévision		
Réfrigérateur		

Avez-vous un ou plusieurs postes de radio ?	Oui <input type="checkbox"/>	Combien	Non <input type="checkbox"/>
---	------------------------------	---------------	------------------------------

Style de vie

Etes-vous polygame ?	Oui <input type="checkbox"/>	Combien d'épouses avez-vous	Non <input type="checkbox"/>
----------------------	------------------------------	--------------------------------------	------------------------------

Lorsque vous êtes chez vous, en général, mangez-vous :

- Par terre A table Autre
- Seul Avec vos fils Avec votre épouse/épouses Avec toute la famille

Votre épouse est-elle originaire du même village que vous ?	Oui	Non
1e épouse		
2e épouse		
3e épouse		
4e épouse		

Votre épouse vous est-elle apparentée ?	Oui	Non
1e épouse		
2e épouse		
3e épouse		
4e épouse		

Vous arrive-t-il de sortir avec votre (vos) épouse(s) ?	Oui <input type="checkbox"/> Motifs	Non <input type="checkbox"/>
---	---	------------------------------

Employez-vous du personnel de maison (bonne, gardien...) ?	Oui <input type="checkbox"/>	Combien	Non <input type="checkbox"/>
--	------------------------------	---------------	------------------------------

Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

N° indiv	Sexe	Position dans le ménage	Age	Statut matrimonial	N° du père	N° de la mère	N° de l'époux	Légende
1								<u>Sexe :</u>
2								<i>Homme</i>
3								<i>Femme</i>
4								
5								<u>Position ménagère</u>
6								<i>Chef de Ménage</i>
7								<i>Epouse du Chef</i>
8								<i>Enfant du Chef</i>
9								<i>Père, Mère du Chef</i>
10								<i>Frère, Soeur du Chef</i>
11								<i>Oncle, Tante du Chef</i>
12								<i>Belle-fille du Chef</i>
13								<i>Neveu, Nièce du Chef</i>
14								<i>Petit-enfant du Chef</i>
15								<i>Autre parent</i>
16								<i>Domestique</i>
17								<i>Autre</i>
18								
19								<u>Statut matrimonial</u>
20								<i>Marié</i>
21								<i>Célibataire</i>
22								<i>Veuf</i>
23								<i>Divorcé</i>
24								
25								
26								
27								
28								
29								
30								
31								
32								
33								
34								
35								

EQUIPEMENT TRANSPORT

vertu de la loi du droit d'auteur.

Pouvez-vous nous indiquer pour chacun des véhicules que vous possédez dans votre ménage (y compris des véhicules de fonction) :

N°	Type (Vélo, moto, voiture, taxi, camion....)	Modèle du véhicule <i>(Exemple : Yamaha Dame, Peugeot 205...)</i>	Age du véhicule <i><5 ans 5-10 ans >10 ans</i>	N° utilisateur habituel
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Remarques éventuelles de l'enquêteur :

DEPLACEMENTS DE LA VEILLE

Cette page sert d'aide à l'enquêteur pour la fin du questionnaire individu

Chaque déplacement se caractérise par le *lieu de départ* (quartier et éventuellement repère plus précis à l'intérieur du quartier), l'*heure de départ*, le *lieu et l'heure d'arrivée*, la *durée du déplacement* (pour vérification s'il y a un problème avec les heures de départ ou d'arrivée), le *motif du déplacement* (activité réalisée à destination), le ou les *mode(s) de transport* utilisé(s), si l'enquêté a *voyagé seul ou non*. Le lieu de départ d'un déplacement est obligatoirement le lieu d'arrivée du déplacement précédent.

Le **motif du déplacement** est l'un des suivants :

Etudes	<i>Aller à l'école, à l'université</i>
Professionnel	<i>Motif professionnel autre</i>
Travail	<i>Aller au travail</i>
Achats	<i>Faire des achats</i>
Accompagnement	<i>Accompagner quelqu'un</i>
Démarches	<i>Faire des démarches pour le ménage</i>
Eau	<i>Approvisionnement en eau</i>
Ménage	<i>Activité liée à l'entretien du ménage (apporter à manger...)</i>
Religion	<i>Aller à la mosquée, l'église</i>
Santé	<i>Raisons de santé</i>
Services	<i>Services divers (coiffeur, réparations...)</i>
Amis	<i>Rendre visite à des collèges de travail, des copains, des amis</i>
Association	<i>Participer à une tontine, à une association</i>
Collectif	<i>Participer à un événement collectif (baptême, mariage, deuil..)</i>
Loisir	<i>Activités sportives ou de loisir</i>
Parents	<i>Rendre visite à des parents</i>
Voisins	<i>Rendre visite à des voisins</i>
Retour	<i>Retour au domicile</i>

Les **modes de transport** sont les suivants :

MAP	<i>Marche à Pied</i>
VELO	<i>Bicyclette</i>
MOTC	<i>Moto Conducteur</i>
MOTP	<i>Moto Passager</i>
VPC	<i>Voiture Particulière Conducteur</i>
VPP	<i>Voiture Particulière Passager</i>
CAR	<i>Car, bus</i>
TAXI	<i>Taxi-ville</i>
TALL	<i>Taxi suburbain (Talladjé-talladjé)</i>
AUTR	<i>Autre type de véhicule</i>

Plusieurs modes peuvent être utilisés successivement dans un même déplacement (par exemple, se faire déposer en mobylette à l'arrêt de bus, puis utiliser le bus, puis marcher pour atteindre sa destination : il vous faut alors indiquer MOTP + CAR + MAP).

Enquête-ménage à Niamey 1996 Fiche Individu I-1

- N° Ménage N° Individu Nom
enquêteur
- Quartier Zone Date

CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

- **Sexe :**
 - Homme
 - Femme
- **Age (en années) :**
- **Statut matrimonial :**
 - Marié
 - Célibataire
 - Veuf
 - Divorcé
- **Position :**
 - Chef du ménage
 - Epouse
 - Enfant
 - Autre parent
 - Autre
- **Lieu de naissance :**
 - Niamey
 - Autre ville du Niger
 - Village
 - Etranger
 -
- **Niveau d'instruction :**
 - Sans étude
 - Primaire
 - Secondaire
 - Supérieur
 -

- Ecole fréquentée (*plusieurs réponses possibles*) :
 - Publique
 - Medersa franco-arabe
 - Medersa islamique
 - Autre privée
- Ethnie :
 - Djerma-Songhaï
 - Haoussa
 - Peul
 - Touareg
 - Autre
- Religion :
 - Musulmane
 - Autre

CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

Est-ce que vous avez un emploi ?

- Oui
- Est-ce un..... Emploi permanent Emploi occasionnel
- Etes-vous..... Salarié Non salarié
- Non
- A la recherche d'un emploi Etudiant ou scolaire Retraité Sans activité

Pour les actifs, les chercheurs d'emploi et les retraités seulement :

- Quelle est votre activité principale :
- Quelle est votre fonction ?
 - Employeur
 - Indépendant

vertu de la loi du droit d'auteur.

-
- Cadre supérieur
 - Cadre moyen
 - Technicien
 - Employé
 - Ouvrier, manoeuvre
 - Tâcheron
 - Apprenti
 - Aide familiale
 - Autre
 -
- Dans quel secteur d'activité travaillez-vous ?
- Agriculture
 - Construction, travaux publics
 - Industrie
 - Armée, police
 - Secteur public, parapublic, banque, assurance
 - Commerce
 - Artisanat
 - Autres services
 - Autre
- Lieu d'activité :
- Domicile
 - Fixe à l'extérieur du domicile
 - Ambulant
 - Localisation précise du (des) lieu(x) de travail ou d'étude :

Avez-vous une autre activité ?

- Oui
- Laquelle
- Non

Quels sont approximativement vos revenus mensuels (*net, en FCFA*) :

parcours migratoire - Uniquement pour les chefs de ménage et leurs épouses

- A quelle âge (ou en quelle année), êtes-vous définitivement parti de chez vos parents ?
- Avant cet âge (ou cette année) :
 - avez-vous vécu au moins 6 mois à Niamey ? Oui Non
 - avez-vous vécu au moins 6 mois dans une autre ville du Niger ? Oui Non
 - avez-vous vécu au moins 6 mois au village ? Oui Non
 - avez-vous vécu au moins 6 mois à l'étranger ? Oui Où Non

Le tableau suivant recense tous les déménagements, de longue durée (plus de 6 mois), à l'étranger, à l'intérieur du Niger et dans Niamey par ordre chronologique, à partir du moment où vous êtes parti définitivement de chez vos parents.

Pays, ville ou village, quartier si déménagement dans Niamey	Statut d'occupation du logement	Date de départ ou âge au départ	Raisons du départ (logement plus grand, achat maison, rech. travail, rapproch. famille...)	Légende
1er lieu de résidence après avoir quitté vos parents :				<u>Statut d'occupation du logement :</u>
				1. Propriétaire
				2. Locataire
				3. Hébergé chez père/mère
				4. Hébergé chez des parents
				5. Hébergé chez d'autres personnes
				6. Logé à titre gratuit
				7. Autre (préciser)

STYLE DE VIE

Hommes uniquement : Quel type de vêtements préférez-vous porter dans la vie de tous les jours ?

- Djeba
- Grand boubou
- Jeune cadre
- Prêt-à-porter
- Sur mesure type occidental
- Autres

Chef de ménage & ses épouses uniquement : Parlez-vous en français avec les membres de votre ménage ?

- RAREMENT
- PARFOIS
- SOUVENT

Parlez-vous en français avec vos ami(e)s ?

- RAREMENT
- PARFOIS
- SOUVENT

Ecoutez-vous les informations à la radio ?

- OUI
- NON

En dehors des informations, écoutez-vous d'autres stations de radio ?

	RAREMENT	PARFOIS	SOUVENT
Radio Niger			
R et M			
Anfani			
Africa n°1			
RFI			

ATTITUDES VIS A VIS DE LA VILLE

Parmi ces caractéristiques d'un quartier d'habitation, quelles sont les **TROIS** qui sont les plus importantes pour vous :

- On a des parents ou des amis comme voisins <input type="checkbox"/>	- On dépense peu d'argent pour se loger <input type="checkbox"/>
- Il y a des commerces et des écoles <input type="checkbox"/>	- Il y a de la place dans les concessions <input type="checkbox"/>
- Le quartier est à proximité du lieu de travail <input type="checkbox"/>	- On est raccordé au réseau d'électricité et d'eau <input type="checkbox"/>
- Le quartier est sûr <input type="checkbox"/>	- Le quartier est calme <input type="checkbox"/>

Pouvez-vous me dire parmi les différentes caractéristiques que je vous ai citées, celles qui qualifient ou non votre quartier d'habitation (*cocher Oui ou Non pour les 8 propositions suivantes*) :

	Oui	Non
On a des parents ou des amis comme voisins		
Il y a des commerces et des écoles		
Le quartier est à proximité du lieu de travail		
Le quartier est sûr		
On dépense peu d'argent pour se loger		
Il y a de la place dans les concessions		
On est raccordé au réseau d'eau et d'électricité		
Le quartier est calme		

Aimeriez-vous habiter dans un autre quartier ?

- Oui
 - Lequel ?
- Le fréquentez-vous : Rarement Parfois Souvent
- Non

Où se situe pour vous le centre de Niamey ?

Le fréquentez-vous pour les motifs suivants :		Oui	Non
	Les courses		
	Le travail		
	Rendre des visites		
	Les loisirs		
	Des raisons administratives		

Selon vous, quels sont les quartiers :

- où habitent les personnes riches ?
- où habitent les personnes pauvres ?
- dangereux ?
- animés la journée ?
- animés la nuit ?
- où l'on vit comme au village ?

RESEAUX DE SOCIABILITE**Appartenez-vous à des associations :**

	Oui	Combien	Non
Régionales			
Parti, syndicat			
Tontine			
Autre			

En dehors du travail, y a-t-il des parents, des amis... qui n'habitent pas dans la même concession que vous et que vous voyez tous les jours ?

- Non
- Oui *préciser dans le tableau ci-dessous :*

Nature du lien (ex. père, mère, oncle, tante, cousin grand-père, ami,...)	Lieu de sa résidence (quartier de Niamey ou ville/village + département)	Lieu de rencontre (1 Chez vous, 2 Chez la personne, 3 Indifféremment chez l'un ou chez l'autre, 4 Dans votre quartier mais pas chez vous, 5 Ailleurs)
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

Si les 6 lignes sont remplies : Y en-a-t-il d'autres ?

- Oui
 - Combien environ
- Non

En dehors du travail, y a-t-il des parents, des amis... qui n'habitent pas avec vous et que vous voyez au moins une fois par semaine ?

- Non
- Oui *préciser dans le tableau ci-dessous :*

Nature du lien (ex. père, mère, oncle, tante, cousin, grand-père, ami, voisin...)	Lieu de sa résidence (quartier de Niamey ou ville/village + département)	Lieu de rencontre (1 Chez vous, 2 Chez la personne, 3 Indifféremment chez l'un ou chez l'autre, 4 Dans votre quartier mais pas chez vous,

		Ailleurs
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

N° Ménage	N° Individu	Nom enquêteur	I-2
--------------------	-------------------	---------------------	-----

En dehors du travail, y a-t-il des parents, des amis... qui n'habitent pas avec vous et que vous voyez au moins une fois par mois ?

- Non
- Oui *préciser dans le tableau ci-dessous :*

Nature du lien (ex. père, mère, oncle, tante, cousin, ami, grand-père, voisin...)	Lieu de sa résidence (quartier de Niamey ou ville/village + département)	Lieu de rencontre (1 Chez vous, 2 Chez la personne, 3 Indifféremment chez l'un ou chez l'autre, 4 Dans votre quartier mais pas chez vous, 5 Ailleurs)
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

EQUIPEMENTS DE TRANSPORTS

- Disposez-vous pour votre usage personnel d'un ou de plusieurs des véhicules du ménage :
 - Oui Dans ce cas, combien ?.....
 - Non
- Pour chacun de ces véhicules, indiquer (si plus de 2 véhicules, choisir les 2 plus utilisés) :

	Véhicule 1	Véhicule 2
Numéro dans la fiche ménage		
Disposition (Permanente/Occasionnelle)		
Carburant (FCFA/mois)		
Entretien, réparation (FCFA/an)		
Assurance, vignette (FCFA/an)		

Pouvez-vous disposer du véhicule de quelqu'un d'extérieur au ménage (parent, ami, employeur...) :

(pour chaque type de véhicule, cocher la case correspondant à la réponse de l'enquêté)

	Oui, en permanence	Oui, occasionnellement	Non
Une bicyclette			
Un 2 roues à moteur			
Une voiture			

Combien dépensez-vous par semaine en taxi ?

Combien dépensez-vous par semaine en bus ?

ATTITUDES VIS-A-VIS DES MODES DE TRANSPORTS

Pouvez-vous m'indiquer, parmi les diverses caractéristiques de déplacement que je vais vous citer, quelles sont les **trois** qui sont les plus importantes pour vous :

- Etre libre d'aller et venir n'importe quand <input type="checkbox"/>	- Dépenser peu d'argent <input type="checkbox"/>
- Etre à l'abri du vent, de la poussière... <input type="checkbox"/>	- Pouvoir aller n'importe où <input type="checkbox"/>
- Se faire voir par les autres <input type="checkbox"/>	- Gagner le maximum de temps <input type="checkbox"/>
- Se sentir à l'abri des accidents ou des vols <input type="checkbox"/>	- Pouvoir se déplacer à plusieurs en même temps <input type="checkbox"/>

Pouvez-vous me dire parmi les différentes caractéristiques que je vous ai citées, celles que peuvent procurer les modes suivants : (Dans chaque case, indiquer O (oui) si le mode peut procurer cet avantage, N (non) dans le cas contraire)

	Marche	Bicyc.	2 RM	Voiture	Bus
Etre libre d'aller et venir n'importe quand					
Dépenser peu d'argent					
Etre à l'abri du vent, de la poussière...					
Pouvoir aller n'importe où					
Se faire voir par les autres					
Gagner le maximum de temps					
Se sentir à l'abri des accidents ou des vols					
Pouvoir se déplacer à plusieurs en même temps					

ACTIVITES PRATIQUEES ET HABITUDES DE MOBILITE

Pouvez-vous m'indiquer quelles activités vous avez pratiquées la semaine dernière, hors de votre domicile ?

Activités	Nombre de fois dans votre quartier	Nombre de fois hors de votre quartier
Travail		
Etudes		
Achats alimentaires		
Achats (autres)		
Hôpital, coiffeur, démarches...		
Religion		
Visite chez des parents		
Visite chez des amis		
Réunion de groupes d'amis, de voisins		
Activité sportive		
Activité de loisir (cinéma, discothèque...)		
Associations - régionale - parti, syndicat - tontine - autre, préciser
Autre, préciser

Pour votre travail, êtes-vous amené à effectuer des déplacements dans la ville de Niamey ?

	Oui, occasionnellement	Oui, souvent	Non
Dans toute la ville	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans certains quartiers /esquels/			<input type="checkbox"/>

Vous déplacez-vous régulièrement en dehors de Niamey dans le cadre de votre travail ?

- Non
- Oui *préciser dans le tableau ci-dessous :*

Destination (ville/village et département)	Motif	Durée du séjour	Si durée $>_*$ 1 jour, lieu de résidence	Fréquence**

* 1 - famille 2 - amis 3 - logement payant 4 - autre (*préciser*) ** 1 - au moins 1 fois/semaine 2 - au moins 1 fois/mois 3 - au moins 1 fois/an 4 - plus rarement

A part pour votre travail, quittez-vous spécialement Niamey pour :

	Destination (ville/village, dépt)	Fréquence *
Rendre visite à votre famille	1	
	2°	
	3°	
	4°	
Rendre visite à la famille de votre conjoint	1	
	2°	
	3°	
	4°	
Rendre visite à des amis	1	
	2°	
	3°	
	4°	
Faire des provisions pour votre famille	1	
	2°	
	3°	
	4°	
Faire des achats/ventes dans le cadre d'un commerce annexe à l'activité principale	1	
	2°	
	3°	
	4°	
Autres (<i>préciser</i>)		

* 1 - au moins 1 fois/semaine 2 - au moins 1 fois/mois 3 - au moins 1 fois/an 4 - plus rarement

Remarques éventuelles de l'enquêteur

N° du déplacement	Lieu de départ	Heure de départ	Lieu d'arrivée	Heure d'arrivée	Durée	Motif	Mode(s) de transport	Voyage seul (Oui/Non)
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								
14								
15								
16								
17								
18								
19								
20								

ANNEXE 4 : REVENU INDIVIDUEL ET REVENU DU MENAGE

Le revenu individuel est un des éléments permettant de décrire le niveau de vie des individus. Mais il n'est pas suffisant. En effet, notamment pour les femmes inactives, les revenus du mari leur permettent d'avoir accès à un type d'habitat (en termes de localisation et d'équipement intérieur), à des modes de transport, par exemple, supérieurs à ceux permis par leurs propres revenus. Cependant l'argent de l'époux n'est parfois pas la seule ressource financière : des enfants, des dépendants peuvent aussi venir la compléter.

I - Les revenus individuels

Dans l'enquête ménages il était demandé à chaque individu d'indiquer la somme approximative de ses revenus mensuels. La question posée avait pour objectif d'indiquer à la fois le niveau de revenus de l'individu mais aussi celui du ménage. Le traitement de cette donnée et la constitution d'une variable " revenu du ménage " ont soulevé quelques problèmes que nous présentons ici.

Une des premières difficultés dans l'approche du niveau de revenus des individus fut le nombre de non-réponses. Que ce soit par méfiance, par méconnaissance, surtout pour des activités liées à l'autosubsistance telles que l'agriculture, seuls 68 % des actifs ont indiqué leurs revenus ; respectivement 74 % des femmes actives et 66 % des hommes actifs l'ont fait. Ces non-réponses ne sont particulières à aucun secteur d'emploi. Les indépendants, cependant, répondent moins que les employés et que les salariés.

Pour pallier cette difficulté, nous avons choisi, dans un premier temps, de constituer cinq classes de revenus (sans revenu, moins de 50 000 FCFA, entre 51 000 et 99 999 FCFA, entre 100 000 et 149 999 FCFA et plus de 150 000 FCFA par mois). Nous avons alors, dans un deuxième temps, attribué aux individus n'ayant pas indiqué leurs revenus, une classe correspondant à leur emploi, en fonction de la classe à laquelle appartiennent majoritairement les individus ayant la même activité et ayant répondu. Nous avons ainsi obtenu un premier indicateur du niveau de revenus individuel.

Enfin, dans un troisième temps, nous avons regroupé les revenus en trois classes : les revenus bas (sans revenu ou moins de 50 000 FCFA par mois), les revenus modestes (entre 50 000 et 150 000 FCFA par mois) et les hauts revenus (plus de 150 000 FCFA par mois). C'est cette dernière typologie que nous utilisons dans l'analyse. Elle a l'avantage de diminuer les erreurs dues à la reconstitution des revenus et de classer l'ensemble de notre population.

II - Les revenus du ménage

blabla

II - 1 : Deux hypothèses importantes

Notre typologie repose ici sur une première hypothèse lourde. Le revenu moyen déclaré des individus non chefs de ménage et non épouses (que nous noterons " autres membres " ici) est de 6 000 FCFA. De plus, le revenu moyen déclaré des autres membres actifs est de 25 000 FCFA, ce qui les classent parmi les individus pauvres. Or le revenu moyen mensuel déclaré des chefs de ménage actifs est de 106 000 FCFA, et celui des épouses actives de 50 000 FCFA. Nous supposerons donc que les revenus des autres membres sont des revenus d'appoint, qui, s'ils leur permettent de contribuer au coût de leur hébergement, ne participent pas, ou dans une faible mesure, à une stratégie d'investissement ou d'épargne du ménage. Cette hypothèse est confirmée par

vertu de la loi du droit d'auteur.

l'importance du revenu des dépendants dans un ménage qui travaille. En effet, si l'une des épouses, le chef de ménage et au moins un dépendant travaillent, les revenus moyens de chacun d'entre eux est de, respectivement, 181 000 FCFA, 68 000 FCFA et 15 000 FCFA²⁹, les enfants et les autres parents travaillant souvent gratuitement pour aider leurs hôtes.

La deuxième hypothèse est la non prise en compte de la taille des ménages. En effet, lorsque l'on compare les revenus individuels des hommes associés à la taille des ménages, à des données socio-économiques générales, nous pouvons observer que la grandeur du ménage n'empêche pas l'investissement des individus aisés dans un confort "moderne", et que les plus pauvres vivant seuls, n'ont pas de meilleures situations que les pauvres appartenant à des ménages plus importants en taille (tableau A4-1).

Niveau de revenus des individus	Taille des ménages (en nombre d'individus)	% raccordés au réseau d'électricité	% de captifs	% d'habitants en villa	Revenus moyens en FCFA
Individus pauvres	< 5	49	91	5	22 000
	> 9	60	92	16	24 000
Individus modestes	< 5	84	50	22	92 000
	> 9	79	45	36	101 000
Individus aisés	< 5	95	33	48	331 000
	> 9	100	25	63	411 000

Il faut ici remarquer qu'au contraire, le niveau de revenus influe sur des caractéristiques sociales (par exemple sur la taille des ménages). Nous illustrerons ceci ultérieurement.

II - 2 : Construction d'une typologie de niveaux de revenus des ménages

Les niveaux de revenus des ménages ont été agrégés en trois groupes, de la même façon que pour les individus, avec les règles suivantes.

Si l'individu est sans conjoint, c'est lui qui détermine le niveau de revenus du ménage.

Dans le cas d'une famille composée d'un chef de ménage et d'une ou plusieurs épouses, nous classerons les ménages en fonction des revenus de ceux-ci. Diaz Olvera L. et Plat D. (1997) avaient assimilé quant à eux totalement le niveau de revenus du ménage à celui du chef de ménage et citent d'ailleurs Lachaud indiquant que, selon son étude sur plusieurs pays d'Afrique, "**le chef de ménage est le principal support**

²⁹ Ce calcul a été effectué lorsque tous les membres du ménage ont déclaré leurs revenus mensuels.

économique dans 50 à 80 % des cas ” (Diaz Olvera, Plat, 1997, p. 4). Ici, dans le cas où l'épouse est sans revenu, ou avec des revenus ne dépassant pas 50 000 FCFA par mois, c'est le chef de ménage qui détermine effectivement le classement du ménage.

Cependant, si l'épouse gagne plus de 50 000 FCFA, son revenu n'est plus considéré comme un revenu d'appoint. Il devient alors une source de revenus pour le ménage. En effet, sans remettre en cause totalement l'ordre social et les rôles attribués à chaque sexe, il apparaît que les femmes actives comptent sur leurs ressources pour participer à la subsistance de leurs enfants et de leurs proches (Leimdorfer, 1997). Ainsi, à Abidjan, “ *[...] certaines femmes réussissent mieux dans leurs activités [que les hommes] et sont à même de pourvoir aux besoins familiaux* ” (Leimdorfer, 1997, p. 166). De même, Tiekoura (1997) indique dans son étude sur Niamey que “ *la crise a complètement bouleversé les pratiques en usage et un certain ordre établi dans les familles : le partage des responsabilités au sein du foyer notamment* ” (Tiekoura, 1997, p. 333).

Les classements (tableau A4-2) se font donc de la façon suivante :

- Si le chef de ménage gagne moins de 50 000 FCFA par mois et son conjoint moins de 100 000 FCFA, le ménage est “ pauvre ”.
- Si le chef de ménage gagne moins de 150 000 FCFA par mois et son conjoint plus de 100 000 FCFA, le ménage est “ aisé ”.
- Si le chef de ménage gagne entre 50 et 100 000 FCFA, le ménage est “ modeste ”.
- Si le chef de ménage gagne entre 100 et 150 000 FCFA, et le conjoint moins de 50 000 FCFA, le ménage est “ modeste ”.
- Si le chef de ménage gagne entre 100 et 150 000 FCFA, et le conjoint plus de 50 000 FCFA, le ménage est “ aisé ”.
- Si le chef de ménage gagne plus de 150 000 FCFA le ménage est “ aisé ”.

On pourra remarquer que le revenu de l'épouse est relativement moins pris en compte que celui de son mari. En effet, nous supposons ici que c'est ce dernier qui a la responsabilité financière d'un certain nombre de choix et que l'épouse n'aidera à les financer qu'à partir d'un certain niveau de revenus. Car le partage des rôles implique que les relations hommes-femmes ne peuvent pas encore être complètement remises en cause, sous peine d'éclatement du noyau familial (Pilon, 1996). Ainsi, si l'épouse gagne entre 50 et 100 000 FCFA et l'époux moins de 50 000 FCFA, le ménage est “ pauvre ”. Dans le cas contraire, il est “ modeste ”. De même, si l'épouse gagne entre 100 et 150 000 FCFA et l'époux entre 50 et 100 000 FCFA, le ménage est “ modeste ”. Dans le cas contraire, il est “ pauvre ”.

Epouses ☐ Chefs de ménage ☐	Sans épouses	Pas de revenu	0 - 49 000	50 000 - 99 000	100 000 - 149 000	150 000 et plus
Epoux absent	X	pauvres	pauvres	X	X	X
Pas de revenu	pauvres	pauvres	pauvres	pauvres	X	aisés
0-49 000	pauvres	pauvres	pauvres	pauvres	X	X
50 000 - 99 000	modestes	modestes	modestes	modestes	modestes	X
100 000 - 149 000	modestes	modestes	modestes	aisés	aisés	aisés
150 000 et plus	aisés	aisés	aisés	aisés	aisés	Aisés

X : pas de ménages dans cette configuration

Note : peu de ménages (6) comportent plusieurs épouses actives. Nous les avons classés spécifiquement en comparant les revenus des épouses et du chef de ménage.

ANNEXE 5 : ANALYSE DES DISCOURS RELATIFS A LA VILLE DE NIAMEY

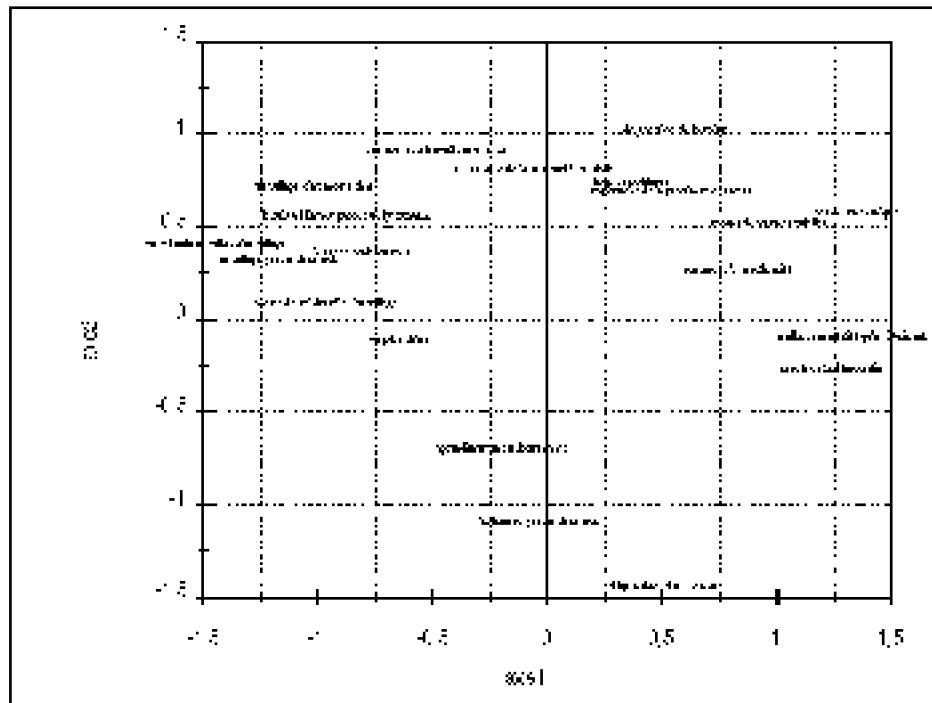
Nous avons analysé les entretiens sans prendre en compte les questions posées : chaque fois que l'individu parlait de sa ville, sa réponse a été classée même si la question ne faisait pas directement référence à Niamey. 34 référents au total ont été ainsi repérés dans les discours des individus sur la ville de Niamey. Chaque individu a été identifié par l'emploi ou non de chacun d'entre eux. Ces référents sont les suivants :

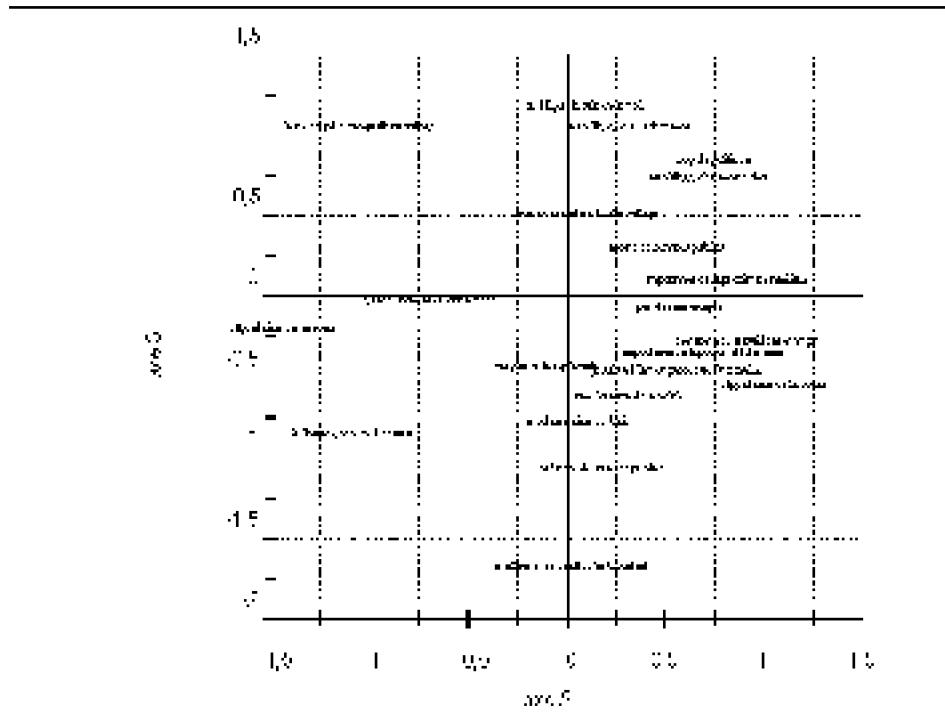
Espaces de vie, espaces en ville Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey

1 -	En étant à Niamey, je peux aider les gens du village
2 -	Importance de la proximité des amis
3 -	Niamey attire les ruraux parce que l'on peut y trouver du travail
4 -	Agrandissement et lotissement dans le bâti
5 -	Dégradation du bâti
6 -	Modernisation du bâti, apparition du béton, d'immeubles, de nouveaux bâtiments, disparition du banco
7 -	Les gens n'ont pas de sens civique, ils sont sales et irresponsables
8 -	A Niamey, la vie est plus facile qu'au village (le travail en particulier)
9 -	Importance de la proximité familiale
10 -	Niamey c'est bien car je n'ai pas de problème de logement et de transport
11 -	A Niamey les mentalités sont mieux qu'en Occident (comme la notion du temps)
12 -	A Niamey, les mentalités sont mieux qu'à la campagne (ouverture d'esprit), avantage d'une ville cosmopolite
13 -	La dégradation des moeurs
14 -	Niamey, c'est ma ville
15 -	Le Niger, c'est mon pays
16 -	La vie est plus tranquille au village, moins de bruit, de pollution, de stress, une meilleure nourriture, plus d'espace
17 -	La vie est plus difficile économiquement que dans le passé
18 -	Les gens (et ou moi-même) sont pauvres, manquent de travail
19 -	Trop de politique
20 -	Arrivée de la démocratie
21 -	A la campagne, on n'a moins besoin d'argent ou c'est moins cher
22 -	Déficiences en services publics, sociaux et de loisirs par rapport à l'Occident (transport, santé, culture, prise en charge des personnes âgées et des malades, bibliothèques, loisirs)
23 -	Présence de services publics, sociaux et de loisirs (bus, hôpitaux, mairie, loisirs, commerces, culture, moyens de communication modernes)
24 -	La solidarité existe et c'est bien, par rapport à l'Occident individualiste
25 -	Par rapport au village, il n'y a pas de solidarité
26 -	Par rapport à avant, perte de la solidarité
27 -	Opportunités pour passer des concours, faire des études
28 -	Cette solidarité existe trop à Niamey, le poids de la tradition
29 -	A Niamey, on travaille moins bien qu'en Occident
30 -	Pourtant c'est le travail des champs qui est recherché à moyen ou long terme
31 -	Au village, je suis chez moi
32 -	Amélioration de la voirie
33 -	La voirie, une dégradation, un mauvais état
34 -	Le problèmes des vols, de la délinquance et de l'insécurité

Chaque individu a été identifié par l'emploi ou non de chacun des référents. Dans une deuxième phase, les référents les moins utilisés (soit 9 des 35) ainsi que les individus les plus atypiques (trop ou trop peu de référents employés, soit 7 individus) ont été éliminés afin d'effectuer une analyse factorielle dont les trois premiers axes sont significatifs

(graphes A5-1 et 5-2).





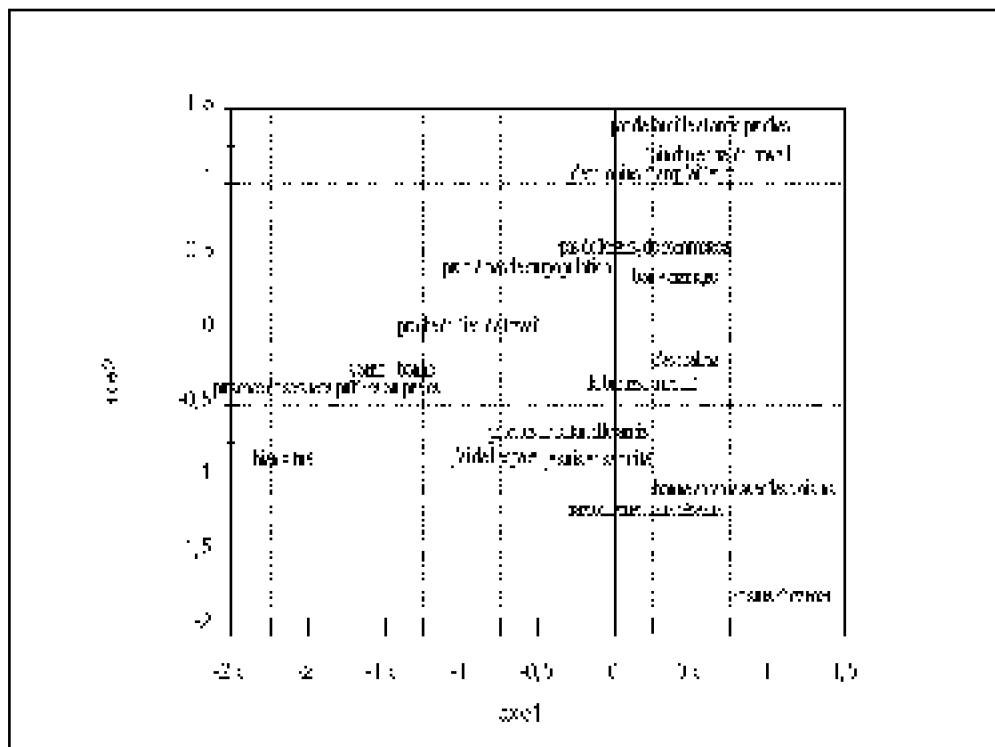
L'étude approfondie de cette analyse factorielle associée à la réintégration des référents et des individus éliminés dans la deuxième phase montre que l'articulation des discours s'organise autour des cinq types principaux présentés dans le corps du texte.

ANNEXE 6 : ANALYSE DES DISCOURS RELATIFS AU QUARTIER D'HABITATION

La méthodologie employée est la même que précédemment, pour l'étude des discours sur la ville de Niamey. 20 référents ont été repérés dans les discours des individus sur leur quartier d'habitation :

1 -	Le voisinage est bon, les gens sont bien, mon quartier n'est pas populaire
2 -	C'est bien, mon quartier est calme, comme à la campagne
3 -	Je m'entends bien avec mes voisins, il y a une réelle solidarité dans le quartier, tout le monde se connaît
4 -	Je ne m'entends pas bien avec mes voisins, il n'y a plus de solidarité dans le quartier, personne ne se connaît, je ne connais personne, les gens se mêlent de ce qui ne les regardent pas
5 -	C'est bien, il y a des écoles, des dispensaires, des services comme la mairie, des terrains de sport, des bars, des lieux de rencontre ; les marchés, les commerces sont à proximité
6 -	Il n'y a pas de lieux de loisirs, il n'y a pas de marché, de commerces
7 -	C'est bien, j'ai de l'espace pour vivre
8 -	Il y a des problèmes de surpopulation
9 -	Je suis chez moi dans ce quartier, j'ai l'habitude d'y vivre
10 -	Je suis bien situé géographiquement
11 -	Je suis loin du centre, je suis isolé, loin de mon lieu de travail
12 -	C'est bien parce que c'est moins cher qu'ailleurs (le terrain ou le loyer)
13 -	C'est bien, je suis relié au réseau d'eau, d'électricité
14 -	Mon quartier est sûr, je m'y sens en sécurité
15 -	C'est bien, j'habite à proximité de mes amis et/ou de ma famille
16 -	Je regrette de ne pas habiter à proximité de mes amis et/ou de ma famille
17 -	Il y a plus d'habitations qu'avant, la brousse a reculé
18 -	J'habite à proximité de mon lieu de travail
19 -	C'est bien, les routes sont pavées ou goudronnées, l'assainissement est bon, le cadre est agréable
20 -	Il n'y a pas d'assainissement, les routes ne sont pas goudronnées, les rues sont sales

L'analyse factorielle a pu être réalisée sur l'ensemble de ces référents. Mais les entretiens ayant trait au quartier d'habitation n'ont concerné que 51 individus (des n°1 à 50 ainsi que le n°59), les derniers n'ayant pas porté sur ce sujet. Chaque individu a été identifié par l'emploi ou non de chacun de ces référents. L'analyse factorielle effectuée sur cet ensemble donne les résultats du graphe 6-1.



ANNEXE 7 : DUREES DE SEJOUR A NIAMEY ET DUREES DE SEJOUR DANS LE QUARTIER D'HABITATION

<i>Durée de séjour dans le quartier ☐ à Niamey ☐</i>	< 5 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20 ans et plus	Total
< 5 ans	59	-	-	-	-	18
5-9 ans	20	62	-	-	-	21
10-14 ans	9	15	56	-	-	15
15-19 ans	6	11	14	66	-	13
20-24 ans	4	6	9	20	24	11
25-29 ans	1	2	10	7	15	6
30 ans et plus	1	4	11	7	61	16
<i>Total</i>	100	100	100	100	100	100

Note : les % sont donnés en colonne

ANNEXE 8 : TYPOLOGIE DES INDIVIDUS CARACTERISTIQUES DES PARCOURS MIGRATOIRES

³⁰ Afin de rendre le document plus lisible, nous utilisons ici une terminologie sommaire pour décrire les groupes. On pourra se reporter à la fin du chapitre 3 pour en connaître le détail.

Lieu de naissance□ Typologie □		Villageois	Niaméens	Total (en ind.)
FACTPP	<i>Actives pauvres des ménages pauvres</i> ³⁰	73 - 61 %	24 - 20 %	119
FACTPR	Actives pauvres des ménages aisés	26 - 63 %	11 - 27 %	41
FACTR	<i>Actives aisées</i>	65 - 63 %	24 - 26 %	94
FINACPJ	<i>Jeunes inactives des ménages pauvres</i>	73 - 63 %	34 - 29 %	116
FINACPM	Adultes inactives des ménages pauvres	74 - 77 %	16 - 17 %	96
FINACPV	Aînées inactives des ménages pauvres	35 - 56 %	22 - 35 %	62
FINACRJ	<i>Jeunes inactives des ménages aisés</i>	79 - 64 %	42 - 34 %	124
FINACRV	Adultes et aînées inactives des ménages aisés	54 - 78 %	12 - 17 %	69
HACTPNP	Actifs pauvres non précarisés	46 - 62 %	16 - 22 %	74
HACTPPJ	Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes	71 - 68 %	18 - 17 %	105
HACTPPV	Actifs aînés pauvres précarisés	38 - 57 %	21 - 31 %	67
HACTRJ	Jeunes actifs aisés	52 - 64 %	23 - 28 %	81
HACTRM	<i>Adultes actifs aisés</i>	107 - 74 %	28 - 19 %	145
HACTRV	Aînés actifs aisés	32 - 84 %	5 - 13 %	38
HINACP	Inactifs des ménages aisés	45 - 63 %	20 - 28 %	72
TOTAL		875 - 67 %	318 - 24 %	1311
Note 1 : le premier chiffre de chaque colonne représente le nombre d'individus dans le groupe. Les % sont donnés en ligne. La somme des % de chaque ligne n'est pas égale à 1 car nous avons éliminé les individus nés à l'étranger pris en compte par ailleurs dans le nombre total indiqué d'individus par groupes. Note 2 : En italique et gras, les groupes permettant l'étude de l'influence du lieu de naissance.				

³⁰ Afin de rendre le document plus lisible, nous utilisons ici une terminologie sommaire pour décrire les groupes. On pourra se reporter à la fin du chapitre 3 pour en connaître le détail.

Durée de séjour □ Typologie □		Arrivants	Installés	Ancrés	Total (en ind.)
FACTPP	<i>Actives pauvres des ménages pauvres</i>	18 - 15 %	38 - 32 %	62 - 53 %	118
FACTPR	Actives pauvres des ménages aisés	7 - 18 %	20 - 53 %	11 - 29 %	38
FACTR	<i>Actives aisées</i>	21 - 22 %	48 - 51 %	25 - 27 %	94
FINACPJ	<i>Jeunes inactives des ménages pauvres</i>	33 - 30 %	64 - 58 %	13 - 12 %	110
FINACPM	<i>Adultes inactives des ménages pauvres</i>	3 - 3 %	26 - 29 %	60 - 68 %	89
FINACPV	Aînées inactives des ménages pauvres	0 - 0 %	5 - 8 %	54 - 92 %	59
FINACRJ	<i>Jeunes inactives des ménages aisés</i>	48 - 39 %	74 - 61 %	0 - 0 %	122
FINACRV	Adultes et aînées inactives des ménages aisés	2 - 3 %	22 - 34 %	40 - 63 %	64
HACTPNP	<i>Actifs pauvres non précarisés</i>	11 - 16 %	28 - 41 %	29 - 43 %	68
HACTPPJ	<i>Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes</i>	23 - 22 %	38 - 37 %	42 - 41 %	103
HACTPPV	Actifs aînés pauvres précarisés	0 - 0 %	10 - 16 %	53 - 84 %	63
HACTRJ	<i>Jeunes actifs aisés</i>	31 - 37 %	47 - 55 %	7 - 8 %	85
HACTRM	<i>Adultes actifs aisés</i>	26 - 16 %	94 - 58 %	42 - 26 %	162
HACTRV	Aînés actifs aisés	0 - 0 %	12 - 29 %	29 - 71 %	41
HINACP	Inactifs des ménages pauvres	10 - 13 %	18 - 24 %	47 - 63 %	75
TOTAL		233 - 18 %	547 - 42 %	520 - 44 %	1300

Note 1 : le premier chiffre de chaque colonne représente le nombre d'individus dans le groupe. Les % sont donnés en ligne. Le total par groupe représente le total des individus dont on a pu reconstituer les durées de séjour. Note 2 : En italique et gras, les groupes permettant l'étude de l'influence de la durée de séjour.

Tableau A8-3 : Typologie des individus et migrations en Occident

Typologie □		% de migrants en Occident	Total (en ind.)
FACTPP	Actives pauvres des ménages pauvres	0 - 0 %	119
FACTPR	Actives pauvres des ménages aisés	0 - 0 %	41
FACTR	Actives aisées	3 - 3 %	97
FINACPJ	Jeunes inactives des ménages pauvres	0 - 0 %	116
FINACPM	Adultes inactives des ménages pauvres	1 - 1 %	97
FINACPV	Aînées inactives des ménages pauvres	1 - 2 %	63
FINACRJ	Jeunes inactives des ménages aisés	0 - 0 %	124
FINACRV	Adultes et aînées inactives des ménages aisés	0 - 0 %	69
HACTPNP	Actifs pauvres non précarisés	1 - 1 %	75
HACTPPJ	Actifs pauvres précarisés, jeunes et adultes	1 - 2 %	106
HACTPPV	Actifs aînés pauvres précarisés	0 - 0 %	67
HACTRJ	Jeunes actifs aisés	4 - 5 %	85
HACTRM	Adultes actifs aisés	20 - 12 %	165
HACTRV	Aînés actifs aisés	9 - 19 %	47
HINACP	Inactifs des ménages pauvres	8 - 10 %	80
TOTAL		49 - 4 %	1360
Note 1 : le premier chiffre de chaque colonne représente le nombre d'individus dans le groupe. Les % sont donnés en ligne. Note 2 : En italique et gras, les groupes permettant l'étude de l'influence des migrations en Occident.			

ANNEXE 9 : LES CARTES MENTALES DES MIGRANTS EN OCCIDENT

Il a été demandé aux 16 enquêtés de la deuxième phase des entretiens de se plier à cet exercice, tous étant des migrants en Occident. Nous avons finalement recueilli dix couples de cartes mentales (dix cartes de la ville et dix cartes du quartier d'habitation). En fait ceux qui ont refusé sont les plus âgés de notre échantillon, ce qui s'explique par le fait qu'ils ont été scolarisés moins longtemps que les migrants plus jeunes et également parce qu'ils sont moins habitués à un mode de vie urbain. Ceux qui ont accepté ont ainsi 38 ans en moyenne, et sept d'entre eux sont des fonctionnaires, certains n'étant pas cadres supérieurs. Il est difficile, vu l'échantillonnage, de déterminer un type de cartes effectuées par type de migrants. Mais l'analyse montre la diversité des cartes et une logique certaine

dans la structuration mentale des espaces urbains. En effet, les recouplements entre les facteurs socio-économiques identifiés ci-dessus et la typologie des cartes permet de mettre en évidence des tendances confirmées par la répartition des cartes entre les groupes. Avant d'effectuer cette comparaison, nous détaillons la composition de ces cartes et les différents types identifiés.

I - Composition des cartes mentales

Les individus, en essayant de reconstituer mentalement leur espace urbain, se souviennent de points ou de lieux particuliers liés à leurs expériences ou aux discours généraux sur la ville. Ces différents éléments qui composent les cartes mentales sont les quartiers, les zones, les repères et les voies ainsi que les avait identifiés Lynch (1976).

I - 1 : Les quartiers

Les quartiers sont des étendues urbaines identifiées grâce à leur nom institutionnel, nom qui définit alors non pas le contenu (comme nous le verrons dans le paragraphe suivant pour les zones) mais qui est une abstraction de ce contenu. Sept cartes de la ville et cinq cartes du quartier d'habitation contiennent au moins un quartier nommé.

Les quartiers les plus cités sont Gaweye, Poudrière et Yantala (trois fois chacun). Ce sont des quartiers abritant pour les deux derniers des populations plutôt riches. Quant à Gaweye, il a marqué la mémoire des individus peut-être du fait qu'il a fait l'objet d'un déguerpissement vers la rive gauche du fleuve. D'autres quartiers ne sont pas du tout indiqués tels Saga ou Dar Es Salam. Les quartiers non cités sont généralement éloignés du centre historique de la ville, de type périphérique loti.

Les individus ont noté en effet en priorité des quartiers du centre-ville, riches ou à habitats spontanés. Les quartiers péricentraux, même s'ils sont anciens, apparaissent nettement moins, peut-être parce qu'ils sont moins représentatifs, caractéristiques d'un mode de vie ou d'une activité spécifique. De plus, leurs populations semblent être plus hétérogènes du point de vue de leurs composantes ethniques ou économiques. Les enquêtés ont pu, pour ces raisons, ne pas penser avoir à les indiquer sur une carte de la ville, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne les connaissent pas.

En revanche, si certains n'ont pas indiqué des quartiers du centre par exemple, il se peut qu'ils n'en connaissent pas le nom. La présence de quartiers "typés" (centraux, riches ou à habitats spontanés) peut être une mesure de l'intégration de données urbaines non exclusivement fonctionnelles aux représentations spatiales. Cette évaluation peut être corroborée par le fait que seules quatre cartes de Niamey contiennent le quartier d'habitation, et une celui du lieu de travail. Avec une moyenne globale de cinq quartiers par carte de la ville, il apparaît donc que les autres quartiers cités ne relèvent pas seulement d'une relation représentations - fréquentations.

I - 2 : Les zones

Ce sont des étendues urbaines caractérisées par un nom explicitant leur contenu. Leur périmètre est très flou et à chaque zone a été attribuée une seule caractéristique. Elles ont été identifiées de la façon suivante :

- - les administrations et les services officiels qui concernent les zones des ministères, de l'administration, de l'armée et des services publics ;
- - les zones d'habitations qui ont des noms tels que " périphérie ", " banco ", " quartier " ou même " quartier résidentiel ", " cases " ;
- - une zone industrielle ;
- - une zone de commerces et de banques ;
- - le centre-ville.

En moyenne, nous avons pu observer trois zones par carte, mais, de même que pour les quartiers, il existe de grandes disparités entre les cartes. Les zones les plus nommées sont celles de l'administration et des commerces. La présence de zones sur un dessin fait directement référence à un découpage fonctionnel de la ville, un lieu étant alors associé à une action.

I - 3 : Les repères

Les repères sont des lieux d'étendues moins vastes que les zones et les quartiers. Généralement, ce sont des immeubles publics ou des places, comme le commissariat central et le Grand Marché. Nous les avons classés en cinq catégories :

- - ceux liés au travail et/ou aux études tels que des lycées, l'université ou Agrymeth ;
- - ceux liés à des services publics et administratifs, comme le commissariat, l'hôpital, la mairie par exemple ;
- - ceux ayant rapport avec des marchés et des commerces. C'est le cas du Grand Marché, du Petit Marché, de banques, ou de petits magasins comme des pharmacies ;
- - ceux ayant trait au gouvernement et à l'autorité : le palais de la présidence, le camp Garba Hassane, l'assemblée nationale, la police judiciaire en font partie ;
- - et enfin l'aéroport (sauf pour les cartes du quartier d'habitation où il n'apparaît qu'une seule fois).

Un certain nombre de repères n'a pas été classé et apparaît dans une catégorie " autres ". C'est le cas de ceux ayant rapport à la culture et au sport (le musée, le cinéma Zabarkan ou le stade GSK), à la religion (des mosquées ou des samarias) ainsi que le fleuve.

Toutes les cartes, qu'elles soient de la ville ou du quartier d'habitation, contiennent des points de repère. La présence ou non des différentes catégories indique l'intérêt des

individus dans tel ou tel domaine. En combinant ces données avec celles des zones, dont les caractéristiques sont similaires, nous allons pouvoir observer la prédominance de certains thèmes selon les individus.

I - 4 : Les voies et carrefours

De nombreuses cartes comportent des routes et des carrefours qui les quadrillent de façon partielle ou totale. Quatre des vingt cartes ne comportent pratiquement aucune de ces données, les rues et les carrefours apparaissant alors plus comme des indications supplémentaires que des éléments de première importance structurant la ville.

Dans le cas des cartes de la ville, il s'agit le plus souvent de routes goudronnées et de carrefours du centre-ville. Les enquêtés ne connaissent pas les noms de ces voies mais ceux des carrefours sont clairement identifiés. Ainsi, les rues identifiées sont en premier lieu le boulevard qui mène à l'aéroport, officiellement appelé Boulevard du Quinze Avril. Aucun individu n'indique ce nom mais quatre enquêtés le signalent clairement en l'indiquant par une flèche et le nom "aéroport". Les autres voies goudronnées sont indiquées généralement en fonction des quartiers ou des repères qu'elles traversent ou vers lesquelles elles se dirigent. C'est le cas par exemple du Boulevard de l'Indépendance, appelé "Boulevard du Stade G. S. Kountché" ou simplement indiqué par une voie fléchée vers Boukoki, ou du Boulevard du Gourma noté "vers Burkina Faso". Un seul individu a indiqué un nom officiel de rue : il s'agit de l'avenue de l'O.U.A. Enfin, malgré l'existence de plusieurs voies goudronnées sur la rive droite du fleuve, elles ne sont pratiquement jamais indiquées (elles le sont uniquement deux fois sur toutes les cartes de Niamey).

Cette connaissance plutôt pratique du réseau de voirie urbaine n'est pas totalement vérifiée en ce qui concerne les carrefours. Certains sont bien nommés en fonction des bâtiments qui les entourent, tels le rond-point du Ministère de l'Environnement ou le rond-point Sixième appelé ainsi en raison du Camp Garba Hassane ou Camp Sixième qui le borde. Mais la plupart ont attribué aux carrefours des noms similaires à ceux trouvés sur une carte officielle : il s'agit du rond-point Maourey, du rond-point Kennedy (ancien nom de la place des Martyrs) ou du rond-point Liberté. Malgré sa place centrale, le Grand Marché n'a été identifié en tant que carrefour qu'une seule fois. Il reste que, globalement, de tels renseignements restent rares, seules 4 cartes de la ville faisant figurer des noms de carrefours.

En ce qui concerne les cartes des quartiers, étant donné la structure de ces derniers et la voirie complexe qui les quadrille, les dénominations des rues et des carrefours sont encore plus rares que précédemment. Lorsqu'elles apparaissent, elles sont du même type que pour les cartes de la ville. Nous pouvons trouver "Boulevard Aéroport", "vers ex-président", par exemple. Une carte indique aussi spécifiquement la route de desserte de l'autobus dans son quartier. Seuls trois ronds-points sont clairement nommés, deux possédant des noms officialisés (la place Toumo et le rond-point Liberté) tandis que le troisième est appelé rond-point Route Filingué, nom du quartier près duquel il se trouve. Cependant, ces cartes font apparaître plus de rues et de carrefours que celles de la ville,

même s'ils ne sont pas nommés, puisque seule une carte ne possède pas de telles indications. Nous pouvons ici remarquer qu'elles peuvent ou non appartenir au quartier lui-même. Elles servent donc à la fois de structures internes et de limites, mais n'ont pas du tout le même rôle que pour les cartes de la ville, comme nous le verrons plus loin.

L'importance de la voirie, en termes de rues, de carrefours, ou, au contraire, son absence, est l'aboutissement de processus différenciés d'élaboration des cartes mentales. Elle comporte en effet un ensemble d'indications essentielles quant à la manière dont l'individu tente de reconstruire un schéma cohérent de l'espace dessiné. C'est donc elle qui nous a guidés dans l'identification des types de cartes mentales, tant au niveau de celles de la ville que de celles des quartiers d'habitation.

II - Cartes de la ville

Nous utilisons ici la typologie basée sur le classement d'Appleyard (voir chapitre 1). Nous avons ainsi identifié deux types de cartes : les cartes séquentielles et les cartes spatiales.

Les cartes mentales ne sont pas constituées d'éléments urbains que les individus essaieraient de positionner les uns par rapport aux autres dans le but de répondre à la demande de l'enquêteur. Chacune d'entre elles est un schéma logique, avec une cohérence interne où chaque entité est indissociable des autres. Si elles diffèrent par la présence ou l'absence d'éléments distinctifs tels que des axes routiers, des limites urbaines, des zones clairement identifiées, c'est l'association de ceux-ci, leur position relative qui permet de mettre en valeur les différentes représentations spatiales.

Il faut auparavant noter que, malgré les disparités évidentes entre les différentes cartes, il existe quelques constantes :

- aucun des individus n'a dessiné une limite physique à la ville. Peut-être du fait de la rapide extension de Niamey depuis quelques années des deux côtés du fleuve et parce qu'ils connaissent l'existence de ces nouveaux quartiers mais pas obligatoirement leur nom ou leur emplacement, les enquêtés soit inscrivent la ville dans toute la feuille (dans ce cas il peut arriver que le dessin soit en partie "tassé" pour que tout soit contenu dans l'espace imposé) soit la font s'étendre au-delà en indiquant des directions par exemple.
- il y a globalement peu d'erreurs géographiques. Seuls quatre individus sur 10 n'ont pas dessiné correctement la ville. Les erreurs sont de trois types. Majoritairement, puisque les quatre individus ont fait cette erreur, il s'agit d'éléments mal placés, que ce soient des quartiers, des lieux ou des routes. Ensuite, l'un d'entre eux a inversé la position de deux quartiers. Enfin, un autre s'est trompé de nom de quartier (il a indiqué Kalley Nord au lieu de Kalley Sud).

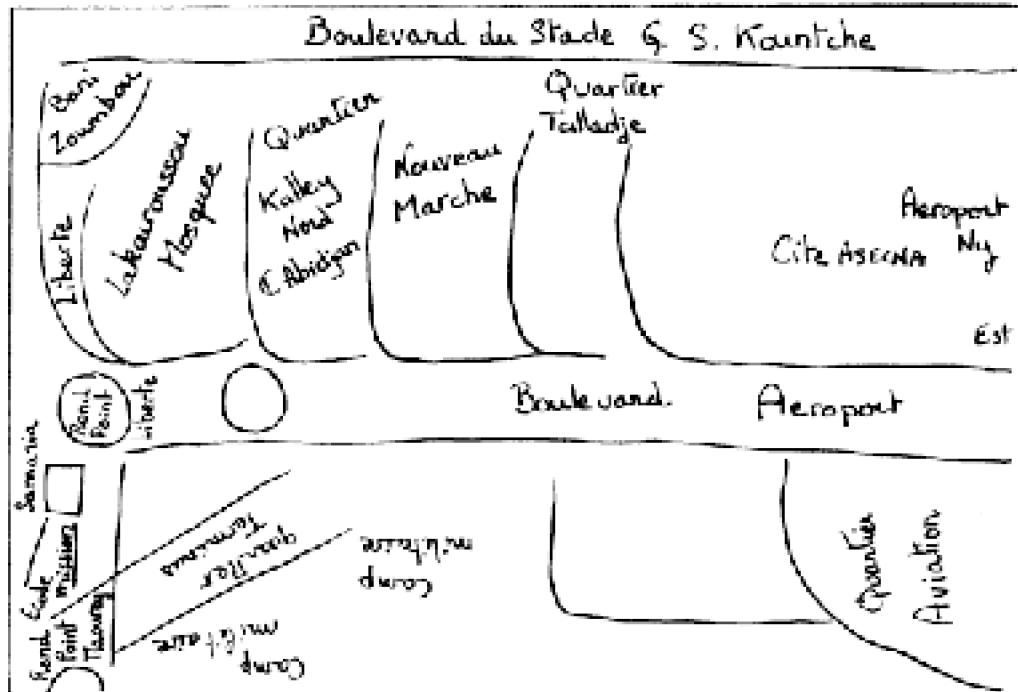
II - 1 : Cartes séquentielles

En dessinant des cartes séquentielles, l'individu se concentre sur les itinéraires et

vertu de la loi du droit d'auteur.

reconstitue la ville de Niamey par rapport à ceux-ci. Ce sont les cartes d'itinéraires où les routes sont les supports de l'information. Par rapport aux autres types de cartes, beaucoup de quartiers et de points de repère apparaissent (cinq quartiers et six repères en moyenne par carte) et le quartier d'habitation, point de départ et d'arrivée des trajets, est souvent représenté. Le zonage n'apparaît jamais, de même que, du fait de cette structure particulière, la ville n'est jamais représentée dans sa totalité. Mais le découpage d'Appleyard ne prend pas en compte la qualité de l'information ajoutée à celle des cheminements, mais plutôt la forme de ces derniers. Il existe ainsi différents types de cartes séquentielles. Les cartes en réseau représentent des systèmes routiers complexes, même si elles sont généralement incomplètes. En chaîne, elles ne sont structurées que par une route principale le long de laquelle l'individu greffe des routes secondaires de façon plus ou moins précise et exhaustive. Enfin, les cartes fragmentées sont les plus simples : elles consistent en des fragments de voies ou d'ensemble de voies, non liés entre eux et sans ordre structurant (Appleyard, 1970). C'est ainsi que, dans notre enquête, nous avons pu recueillir sept cartes séquentielles, dont quatre en réseau, deux en chaîne et une fragmentée.

Les cartes séquentielles en réseau (la carte A9-1) restent les plus complètes : huit points de repère en moyenne, relatifs notamment aux services publics. Trois d'entre elles indiquent aussi des quartiers. Mais seulement la moitié d'entre elles est bien orientée par rapport aux points cardinaux et elles comportent toutes des erreurs. Imprécises du fait de leur complexité, elles reflètent une bonne connaissance pratique de la ville (l'individu ne doit pas se sentir perdu) mais il n'en ressort aucune cohérence générale.

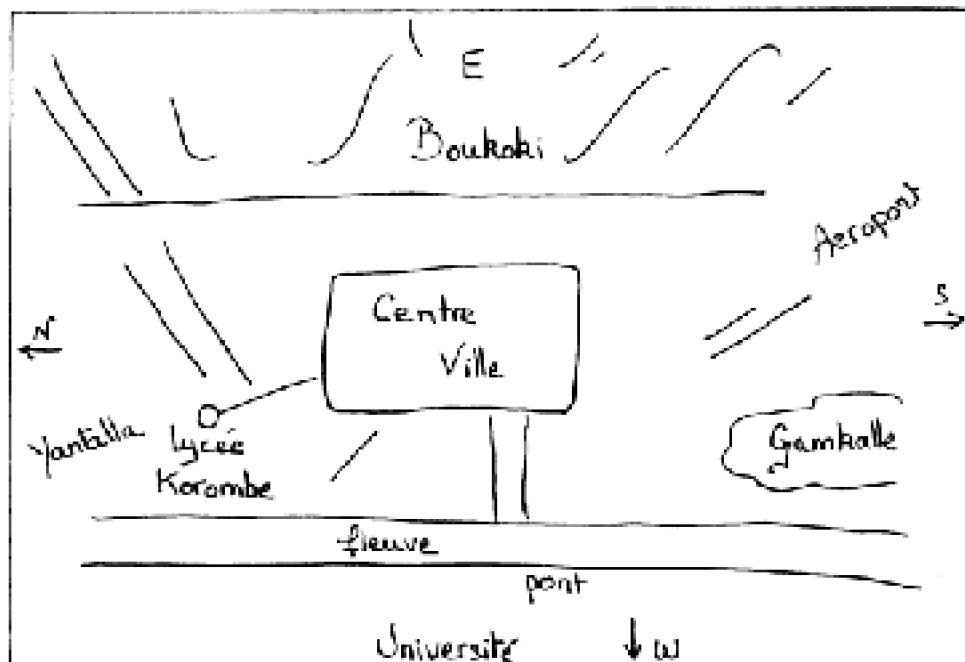


Les séquentielles en chaîne (carte A9-2) sont d'autant plus simples qu'elles ne comportent qu'un axe principal le long duquel se succèdent les quartiers et quelques points de repère (moins que pour les séquentielles en réseau). Les individus ont indiqué notamment les marchés, points essentiels de la ville. Cette simplicité entraîne la disparition d'erreurs mais aussi des imprécisions. La ville n'est pas connue : la vision en est très parcellaire, la carte est généralement mal orientée et le fleuve n'est représenté qu'une fois sur deux.

CART007

Enfin, la carte séquentielle fragmentée recueillie (carte A9-3) représente la mieux la vision utilitaire et incohérente de l'espace urbain. Il n'y a pas de ville, il y a des lieux, plus ou moins reliés entre eux. Trois quartiers sont indiqués, dont le quartier d'habitation. Le lieu de travail est lui aussi dessiné, ainsi que le centre-ville et l'aéroport. L'individu semble fréquenter la ville mais en des lieux précis qu'il a du mal à relier entre eux. Cependant la carte ne comporte pas d'erreurs de positionnement relatif, même si elle est mal orientée

sur l'axe Nord-Sud. Le fleuve est même indiqué et l'individu a tenté de représenter l'ensemble de la ville.



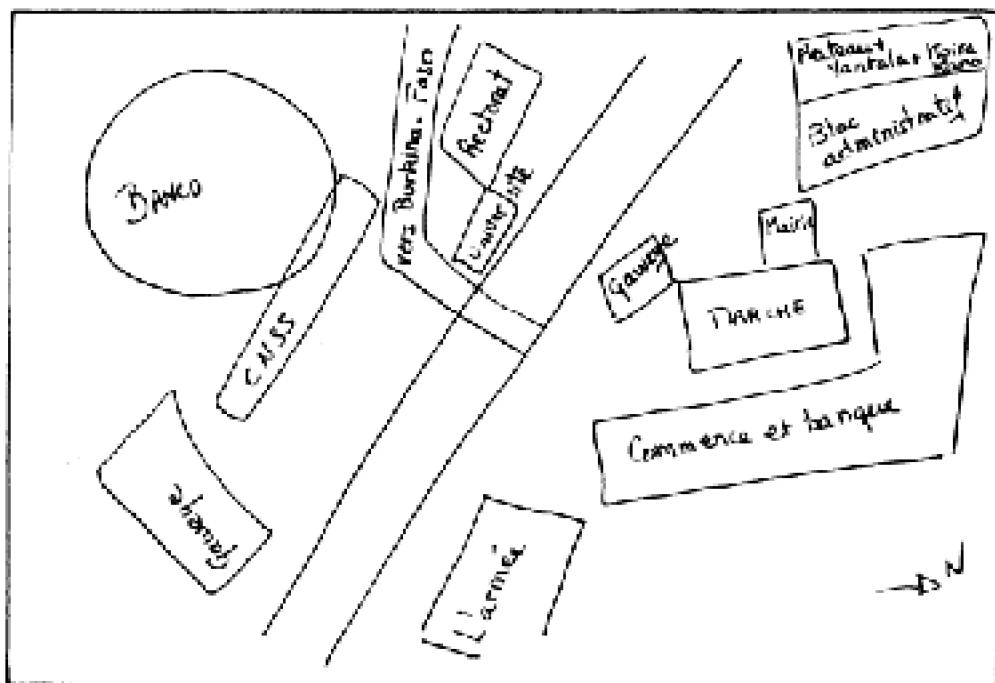
II - 2 : Cartes spatiales

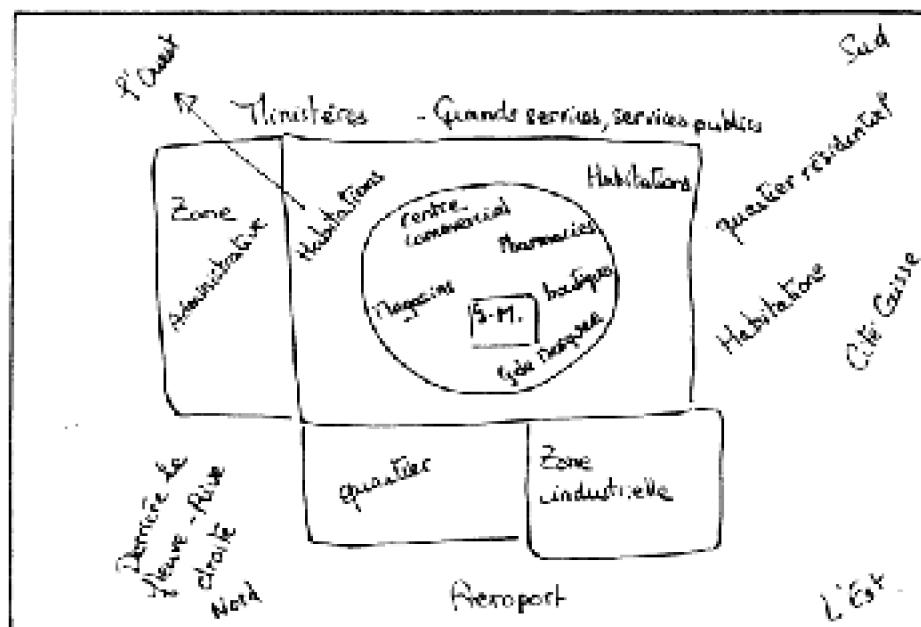
Ce sont les cartes où apparaît le zonage de la ville. Ici, les éléments tels que les quartiers ou les bâtiments sont placés en priorité au détriment des voies, qui sont, soit inexistantes, soit indiquées en second plan. Nous en avons recueillies de deux types :

- deux cartes spatiales éparpillées. Ce sont les cartes les plus simples (carte A9-4). Elles contiennent des éléments, tels que des établissements, des maisons, pouvant être regroupés mais sans connexion dessinée. Le nom de ces groupements est généralement inscrit sur la feuille. Malgré leur simplicité, elles ne sont pas toujours exactes : les positions relatives des éléments ou groupes ne sont pas identifiées sur

chaque carte (Appleyard, 1970).

- une carte spatiale en mosaïque (carte A9-5) : des zones sont dessinées et parfois même subdivisées en sous-zones, telles que centres commerciaux, créant ainsi des cartes moins spécifiques que les précédentes. Elles ressemblent plus à des cartes effectuées par des planificateurs urbains (Appleyard, 1970).





Ce zonage, qui semble indiquer une connaissance approfondie de la ville, a été représenté sans axe routier structurant. Des quartiers sont dessinés aussi deux fois sur trois, mais le quartier d'habitation n'est jamais indiqué. En effet, ce qui est mis en relief sont les aspects fonctionnels de la ville. Les individus ont dessiné cinq zones en moyenne par cartes. Elles identifient clairement les services officiels, les quartiers plus résidentiels, les quartiers de commerces et de banques. La plus détaillée est la carte spatiale en mosaïque, où l'individu a divisé la ville en six zones, elles-mêmes subdivisées en plusieurs zones. Autour du zonage central, sont indiqués des éléments périphériques comme l'aéroport.

Chaque partie de la ville est nommée mais les individus ne complètent que peu les cartes avec des points de repère. Les cartes spatiales n'en comportent ainsi que trois en moyenne par dessin contre six pour les cartes séquentielles. Mais toutes en comportent au moins un, relatif au travail ou aux études, à l'aéroport ou aux marchés et commerces de la ville. Le Grand Marché est notamment cité deux fois sur trois.

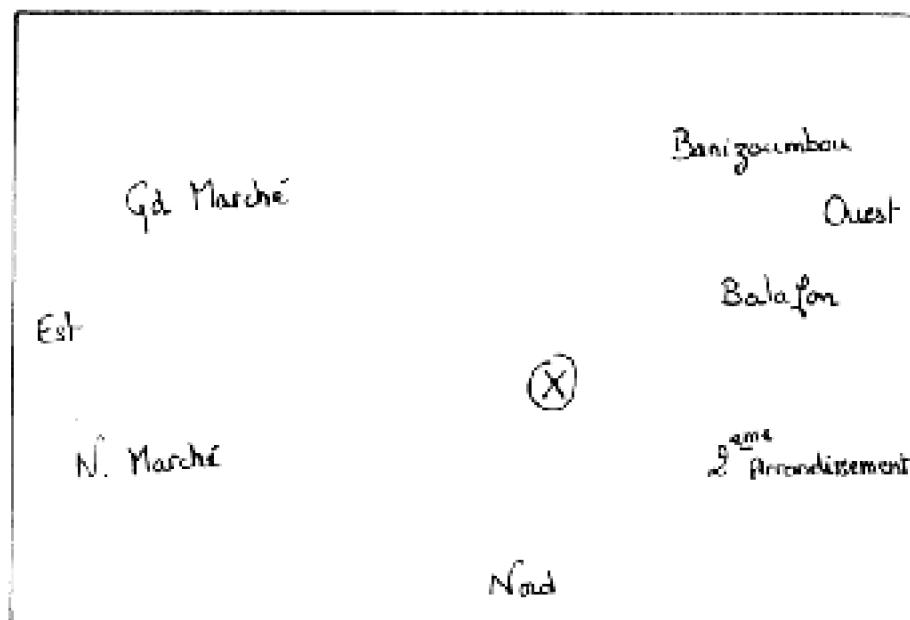
Même si ces cartes sont peu précises, elles sont relativement exactes (une seule carte comporte des erreurs). Elles sont relativement bien orientées et le fleuve est toujours indiqué. Dans ce cas, la ville semble globalement bien connue et a une certaine cohérence puisque les individus l'ont toujours représentée dans sa totalité.

III - Cartes du quartier d'habitation

Un total de dix cartes de quartier a été recueilli. Nous avons distingué parmi elles trois catégories, en fonction des éléments les composant. Un premier groupe d'individus n'a pas dessiné son quartier en tant que tel, mais l'a positionné relativement aux autres quartiers de la ville : ce sont des cartes " extérieures " (quatre cartes recueillies). Un autre groupe a bien représenté l'intérieur du quartier, mais a privilégié la structure routière de la zone en accentuant les axes principaux : ce sont des cartes " intérieures en réseau " (quatre cartes recueillies). Enfin, un dernier groupe a effectué aussi un dessin de l'intérieur du quartier d'habitation mais a utilisé comme repère structurant un rond-point sur lequel les enquêtés ont centré leurs représentations graphiques : ce sont des cartes " intérieures en noeud " (deux cartes recueillies).

III - 1 : Cartes extérieures

Dans ce type de cartes, il n'y a aucun dessin du quartier d'habitation à proprement parler. Ce dernier est seulement nommé, et parfois les individus ont dessiné des limites mais ils n'ont représenté aucun détail intérieur. Il est positionné par rapport à d'autres éléments urbains : des routes ou d'autres quartiers par exemple (carte A9-6).



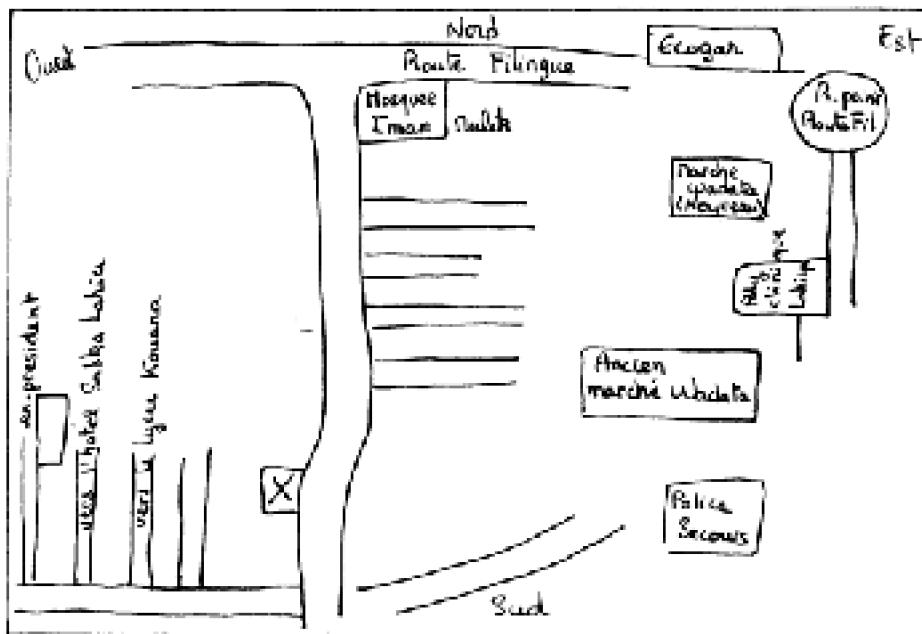
Par définition, ce sont celles qui comportent le plus de noms de quartiers (toutes en ont au moins un), et notamment celui du quartier d'habitation. Le nombre moyen de quartiers nommés est de deux, dont l'un est toujours le quartier d'habitation et l'autre un quartier situé à proximité. Les individus ont aussi parfois (une fois sur deux) ajouté une zone hors du lieu de résidence. Elles contiennent d'autres indications sous forme de points de repère relatifs aux commerces, aux études, au travail ou aux services publics. Mais toutes se situent aussi à l'extérieur du quartier d'habitation bien que nous ayons explicitement demandé aux individus de le dessiner.

Ainsi, nous n'avons dans ce cas recueilli aucun renseignement sur cette zone en tant que telle. Les quartiers cités sont, de préférence, des quartiers où habitent leurs amis, les quartiers où ils ont passé une partie de leur enfance par exemple, les endroits où ils travaillent, c'est-à-dire ceux pour lesquels ils ont développé des liens affectifs et sociaux avant tout. D'ailleurs aucun d'eux n'a déclaré fréquenter régulièrement des amis dans son quartier d'habitation.

Du fait de la structure même de leurs cartes, la plupart des individus ont dessiné des limites rectangulaires à leur quartier, soit sous forme de rues et/ou de simples lignes. Malgré le manque de précision, la moitié d'entre elles comporte des erreurs et elles sont mal orientées selon les axes Nord-Sud dans la même proportion.

III - 2 : Cartes intérieures en réseau

Ici, les cartes des quartiers d'habitation sont beaucoup plus détaillées : on voit apparaître des rues et des maisons. Le tout est organisé et l'ensemble est cohérent. La voirie sert d'élément structurant, s'y ajoutent des repères tels que les marchés, les P.M.I., les mosquées, les hôtels, les commerces par exemple. L'originalité dans le cas des cartes intérieures est que les voies placées ne sont pas toutes goudronnées et que les détails indiqués sont assez précis. Certains représentent ainsi même les arbres ou la forme des cases (carte A9-7).



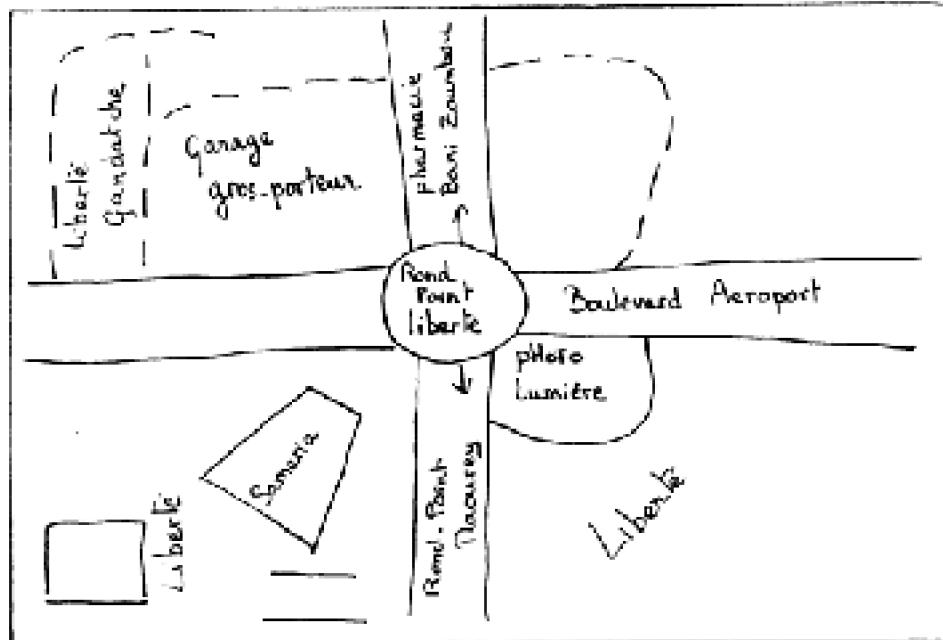
Ce sont des cartes plutôt complètes. La trame viaire est représentée de façon détaillée, même si les voies ne sont pas hiérarchisées : les avenues comme les petites voies de desserte sont représentées sous la forme de couloirs (deux traits parallèles). Seule la largeur de ces passages permet parfois de différencier les deux types de voies. Malgré ces indications, généralement, aucune limite de quartier n'est physiquement indiquée, sauf pour une carte où une rue sert de frontière sur un côté. De même que pour les cartes séquentielles de Niamey, les individus ont reconstruit mentalement des itinéraires connus qui deviennent alors des supports d'informations.

Ainsi, sur ces voies, mais pas uniquement, les individus ont placé de nombreux repères (cinq en moyenne par carte) mais aucune indication d'autres quartiers et très peu de zones. Il s'agit principalement de renseignements sur les commerces ou les services publics présents dans leur quartier. Ces cartes sont bien orientées selon les axes Nord-Sud mais comportent encore des erreurs de placements relatifs aux établissements représentés.

Le quartier d'habitation est ici relativement bien connu. Les individus y ont développé des relations amicales et sont amenés à s'y déplacer, ce qui explique leur bonne appréhension de la voirie. Le quartier d'habitation est une zone vivante, réellement fréquentée au quotidien et à qui les individus ont attribué effectivement des valeurs subjectives fortes.

III - 3 : Cartes intérieures en noeud

Enfin, les deux derniers individus ont centré leurs dessins sur deux routes et le carrefour qu'elles forment. Autour de la croix ainsi obtenue, viennent se rajouter quelques détails caractéristiques : des écoles (E.N.A. par exemple), des habitations, le stade, des commerces ou des sous-quartiers plus ou moins limités. Hors le champ limité du carrefour, il n'y a aucun détail, le quartier n'est pas limité physiquement (carte A9-8).



Dans ces cartes, les individus ont aussi représenté l'intérieur du quartier d'habitation, mais de façon beaucoup plus simple que précédemment, puisque deux axes principaux seulement sont dessinés. Ce sont deux routes goudronnées, les petites routes de desserte intérieure en latérite ne sont pas dessinées. Mais le principe est le même : il s'agit des voies les plus fréquemment utilisées par l'enquêté et c'est principalement le long d'elles que se situent les renseignements supplémentaires indiqués. Le carrefour n'est pas obligatoirement au centre du dessin. Les enquêtés ont ajouté des sous-quartiers, une partition en zones en identifiant les différents espaces d'habitations ainsi que des points de repère tels que des commerces, des lieux d'étude ou de travail, des services administratifs ou des bâtiments en relation avec le gouvernement.

Comme pour les cartes en réseau, aucune limite physique n'entoure le quartier, mais globalement ces cartes sont plus simples puisque l'accent est mis sur les lieux et non sur les voies. Elles ne comportent aucune erreur et sont bien orientées dans l'axe Nord-Sud.

Le quartier d'habitation est connu, mais moins que dans le cas précédent. Sa

structure se base sur deux axes et quelques points de repère.

Les effectifs sont de toute évidence ici trop petits pour que nous puissions garder un tel détail de description. Pour les cartes mentales de la ville, nous séparons donc uniquement les cartes séquentielles des cartes spatiales. En ce qui concerne les cartes mentales du quartier d'habitation, seules sont distinguées les cartes intérieures des cartes extérieures. Il faut remarquer ici qu'il n'existe pas de cartes spatiales du quartier d'habitation qui reste une zone connue principalement par les itinéraires empruntés. Il est vrai aussi qu'une structuration de type spatial n'est pas utile puisque les individus s'y déplacent plus à pied et en direction d'un plus grand nombre de lieux *a priori*.

IV - Cartographie mentale et migrants en Occident

L'étude entreprise sur les migrants montrait, au niveau de leurs discours, l'influence à la fois des statuts professionnels et de la durée de résidence.

Il est plus difficile de faire une étude aussi détaillée sur les cartes. Néanmoins, nous pouvons trouver quelques tendances dans la comparaison des cartes effectuées en fonction des critères identifiés comme discriminants dans les représentations spatiales des migrants en Occident.

Tout d'abord, si l'on pose l'hypothèse que 3 ans est une durée de séjour en ville marquant une transformation des relations à l'espace, comme il a été observé précédemment, il apparaît (tableau A9-1) que plus le temps passe, plus les cartes de la ville sont de type spatial et intérieur, ce qui correspond effectivement à une meilleure connaissance à la fois de son quartier d'habitation et de la ville en général. En ce qui concerne cette dernière, les individus raisonnent globalement moins sous forme de cheminements et arrivent mieux à positionner les lieux les uns par rapport aux autres sans se préoccuper des itinéraires.

Types de cartes	Cartes de la ville		Cartes du quartier d'habitation	
Durée de séjour	Cartes séquentielles	Cartes spatiales	Cartes extérieures	Cartes intérieures
3 ans ou moins	5	2	3	4
Plus de trois ans	2	1	1	2
Total	7	3	4	6

Les chiffres représentent le nombre de cartes par catégorie.

Quant à la fonction exercée, plus elle est élevée dans l'échelle sociale, plus les cartes de la ville sont de type séquentiel et les cartes extérieures du quartier (tableau A9-2). Ici, ce n'est plus la connaissance des lieux qui apparaît directement mais le type de pratique et les effets de la richesse. En effet, une carte extérieure n'est réalisable que si l'individu a les moyens de se déplacer largement en ville et donc est favorisée lorsque l'individu possède une voiture. Les cartes intérieures du quartier d'habitation montrent un attachement ou une pratique plus soutenus de l'environnement du logement. En fait, la

notion même de proximité et le flou lié à sa définition sont sans doute ici mis en valeur. Les individus non cadres supérieurs connaissent leur proche voisinage, ont des amis sur quelques rues mais le quartier est une zone trop grande pour être pratiquée à pied et ils possèdent moins de modes de transport individuels que les cadres supérieurs. Ces derniers ont des espaces pratiqués plus étendus, peuvent plus largement circuler et donc connaître leur quartier. Il se peut aussi que ceux qui ne sont pas cadres supérieurs, parce qu'ils ont plus de difficultés financières, se soient vu imposer un quartier dans lequel ils ont peu de connaissance et ils fréquentent d'autres zones.

Types de cartes	Cartes de la ville		Cartes du quartier d'habitation	
Fonction exercée	Cartes séquentielles	Cartes spatiales	Cartes extérieures	Cartes intérieures
Cadres supérieurs	4	2	2	4
Non cadres supérieurs	3	1	2	2
Total	7	3	4	6

Les chiffres représentent le nombre de cartes par catégorie.